

Service historique de la Défense

Archives de la Grande Guerre

Guide des sources

conservées par

le Service historique de la Défense
relatives à la Première Guerre mondiale

Photographie de couverture :
*Soldats montant en première ligne
pendant la Première Guerre mondiale.*

Service historique de la Défense

Archives de la Grande Guerre

Guide des sources
conservées par
le Service historique de la Défense
relatives à la Première Guerre mondiale

Sous la direction de

Agnès Chablat-Beylot
Conservateur en chef du patrimoine

Amable Sablon du Corail
Conservateur en chef du patrimoine

Préface de

Antoine Prost
Professeur émérite de l'Université Paris I
Président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire



Collection Archives de la Défense
www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

© Service historique de la Défense
2014
ISBN : 978-2-1112-9057-0

PRÉFACE

Qu'un historien préface un guide d'archives n'est pas totalement anodin, et je suis sensible à l'honneur que me font les auteurs de celui-ci en me demandant un propos liminaire. Je les en remercie sincèrement.

Trop souvent, en effet, historiens et archivistes échangent des récriminations croisées. Les premiers sous-estiment l'ampleur et la complexité du travail de conservation, de classement et d'inventaire ; ils ne réalisent pas toujours que l'archivage est en fait, comme l'a noté Ricoeur, la première opération de l'historiographie, et qu'elle conditionne leurs recherches futures : non seulement la mise en archive conserve les sources dont ils ont besoin, mais elle les organise en séries qui pré-définissent d'une certaine façon leurs recherches. Les archivistes, de leur côté, traités en simples fournisseurs d'informations, s'estiment mal connus et mal reconnus, ce qui ne favorisait pas leur coopération. Depuis quelques années, ces malentendus s'éclaircissent, et les historiens mesurent mieux l'aide inestimable que peuvent leur apporter des conservateurs qui connaissent leurs fonds. Entre les deux corporations qui s'ignoraient, les rapports s'améliorent. On le doit notamment à l'énorme travail des archivistes pour faciliter la consultation des fonds qu'ils collectent, qu'ils conservent et qu'ils inventorient. Ce guide en est un bon exemple.

Ceci dit, il ne faut lui demander que ce qu'il veut apporter. C'est un *Guide des sources relatives à la Première Guerre mondiale conservées par le Service historique de la Défense*, rien de moins, et rien de plus. Il s'agit, pour l'essentiel, des archives produites par le ministère de la Guerre ; mais il s'y ajoute d'une part celles du ministère de la Marine, qui s'intègrent au guide selon sa logique de construction, et non comme celles d'une entité autonome. Il s'y ajoute d'autre part, traitées séparément, des archives privées, en particulier celles de Foch et Mangin¹, Franchet d'Espèrey, Castelnau, Serrigny, ainsi qu'une impressionnante série de 460 témoignages, lettres ou carnets entrés au SHD par don ou dépôt et une présentation bien venue de fonds iconographiques. Mais il est d'autres fonds, comme le fonds Painlevé aux Archives nationales, ou les archives des Affaires étrangères, ou encore celles des deux chambres, au Sénat ou aux Archives nationales pour les députés, qui, conservées ailleurs, ne sont pas comprises dans le périmètre de ce guide et éclairent

¹ D'autres documents sont conservés dans les fonds privés des AN pour ces deux officiers supérieurs.

pourtant les politiques d'armement, voire la conduite de la guerre. De même, certaines archives non inventoriées ou non directement rattachées au SHD, comme celles du Val de Grâce, de l'EPCA-D à Ivry ou des formations sanitaires à Limoges ne sont pas prises en compte dans ce guide. Les archives de la Première Guerre mondiale sont si massives que tout ne peut pas être là. Ce qui figure est déjà énorme, et l'on ne peut que se réjouir de voir mettre à la disposition des chercheurs autant de ressources.

Il ne faut pas se tromper non plus sur la nature de l'ouvrage : c'est un guide, pas un inventaire. Il indique à quelles portes frapper, mais il ne rentre pas dans le détail des séries qu'il mentionne. Il renvoie aux bons inventaires, notamment à celui de l'énorme série N qui a rendu et continue à rendre tant de services. En revanche, son grand intérêt est précisément d'indiquer des portes qui donnent sur de nouveaux espaces où les chercheurs ne se sont encore guère aventurés.

Les premiers sont les usines de guerre. Les fonds du ministère de l'Armement recèlent de véritables trésors. Le guide ouvre la perspective de multiples études, les unes très techniques, sur les matériels et les munitions, les autres beaucoup plus sociales, sur les manufactures d'armes, les ateliers de construction, les poudreries, les établissements de la Marine, les arsenaux mais aussi sur certaines usines privées travaillant pour la Défense nationale et qui conservent des archives relatives à leur personnel civil. L'exploitation d'un tel gisement devrait permettre des avancées dans ce secteur essentiel pour la conduite de la guerre, mais que l'histoire culturelle a conduit à négliger dans les dernières décennies.

Le guide devrait inciter à ouvrir un second chantier : celui du rôle de la Marine dans la guerre. L'historiographie française la néglige ; à la différence de nos voisins britanniques, quand nous pensons à la guerre, l'image qui nous vient spontanément à l'esprit est celle du fantassin. La guerre s'est pourtant aussi jouée sur les mers, où les *U-Boote* ont mené des campagnes effroyablement destructrices. Le fait d'inclure dans cet ouvrage les fonds de la Marine, avec des développements parfois proches des inventaires, sur tous les aspects, du commandement aux inscrits maritimes, leur donne une visibilité nouvelle. Espérons que ce gisement sera exploité.

Troisième chantier, bien connu celui-ci, mais toujours fascinant et intimidant par son ampleur gigantesque : les deux millions de dossiers d'officiers. Certes, la série couvre plus d'un siècle, de 1848 à 1969, mais elle comprend la Grande Guerre. Il serait du plus grand intérêt d'étudier les officiers subalternes qui encadraient les poilus, vivaient et mouraient

avec eux : ce sont eux qui ont « tenu ». Qui étaient-ils ? D'où venaient-ils ? Quelle était leur formation ? Quelle était leur espérance de vie aux tranchées ? Un travail commun d'archivistes et d'historiens serait nécessaire pour organiser une telle recherche, car ces sources sérielles demandent à être exploitées par échantillon, et la construction d'un échantillon représentatif suppose un inventaire détaillé du fonds et de sa structure.

Je n'épuiserai pas, assurément, la liste des recherches dont le guide donne envie, mais je m'en voudrais de ne pas finir en évoquant la richesse des fonds iconographiques. Si les films et photos que conserve l'ECPA-D n'entrent pas dans le périmètre du guide, le SHD conserve plusieurs collections de photographies ou de cartes postales qui mériteraient des études monographiques. Quelle est la guerre que l'on donne à voir ? En quoi diffère-t-elle de la guerre réelle ? Est-ce l'effet de contraintes de prise de vue ? Ou faut-il interpréter l'écart entre l'image et le réel comme l'effet d'une culture ou d'une idéologie ? Il y a là de quoi nourrir une histoire culturelle de la guerre.

Il était bon que les archivistes du SHD rendent publiques leurs richesses. Tel qu'il est, ce guide rendra de grands services. En dernier ressort, son succès ne se jugera pas à sa vente, ni aux éloges qu'il ne manquera pas de recevoir, mais à son impact sur les chercheurs et la recherche. Il aura pleinement atteint son but s'il attire de jeunes historiens à investir les chantiers en déshérence de la Grande Guerre qui n'attendent que leur regard neuf.

Antoine PROST



REMERCIEMENTS

Que soient ici remerciés tous nos collègues et anciens collègues du Service historique de la Défense qui ont mis au service de la réalisation de ce guide leur parfaite connaissance des fonds, et plus particulièrement ceux d'entre eux qui ont coordonné la rédaction des notices descriptives des archives placées sous leur responsabilité :

Emmanuel Pénicaut et **Bertrand Fonck**, pour les archives de la Guerre et de l'armée de Terre,

Karine Leboucq, pour les archives centrales de la Marine,

Alain Morgat, pour les archives des sites portuaires de la Marine,

Odile Jurbert, pour les archives de la Gendarmerie nationale, puis pour les fonds entrés par voie extraordinaire,

Élisabeth Olive, pour les archives des victimes des conflits contemporains,

Anne-Élyse Lebourgeois, pour les archives de l'armement et du personnel civil.

Nos remerciements s'adressent également à Vincent Mollet et à Cyril Canet, pour leur relecture attentive, à Isabelle Marie, pour sa contribution à la mise en forme de l'ouvrage, ainsi qu'à l'équipe chargée des publications au SHD, qui a accompagné et soutenu ce projet : Nicolas Texier, Sandrine Heiser, le capitaine Jean-Pascal Esparceil, Alain Poirier, Teddy Ramé et Thibault Mazire.

Enfin, nous exprimons notre profonde gratitude à Antoine Prost, professeur émérite de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire, qui nous a fait l'honneur de préfacer ce guide, et à Jean-Noël Grandhomme, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg, qui a bien voulu en faire une relecture approfondie.

Ont contribué à la rédaction du guide :

CENTRE HISTORIQUE DES ARCHIVES

Martin BARROS, *chargé d'études documentaires principal au département de la bibliothèque, responsable des fonds anciens*

Nicolas BUANIC, *conservateur du patrimoine, ancien responsable du site de Cherbourg*

Olivier BUCHBINDER, *chargé d'études documentaires*

Yvette CARIOU, *bibliothécaire au département de la bibliothèque*

Benjamin DOIZELET, *archiviste au département des entrées par voie extraordinaire, adjoint au chef de la division des archives iconographiques*

Bertrand FONCK, *conservateur du patrimoine au département des archives définitives, chef de la division des archives de la Guerre et de l'armée de Terre*

René ESTIENNE, *conservateur général du patrimoine, chef du département du réseau territorial, responsable du site de Lorient*

Valérie FOREST-ANSART, *archiviste au département des archives définitives, division des archives de la Marine*

Pascal GALLIEN, *chargé d'études documentaires principal au ministère des Finances, ancien responsable des fonds privés du SHD*

Capitaine Hélène GUILLOT, *responsable des fonds contemporains de la Guerre et de l'armée de Terre au département des archives définitives*

Marie-Andrée GUYOT, *conservateur en chef du patrimoine, ancienne responsable du site de Brest*

Dominique HIÉBLOT, *chargé d'études documentaires au département des archives définitives, adjointe au responsable des archives des victimes des conflits contemporains à Caen*

Odile JURBERT, *conservateur en chef du patrimoine, chef du département des entrées par voie extraordinaire, ancienne responsable des archives de la Gendarmerie*

Capitaine Benoît LAGARDE, *chef de la division accueil et information du département des services au public, ancien responsable des fonds anciens de la Guerre et de l'armée de Terre*

Benoît LAIGUÈDÉ, *conservateur du patrimoine, directeur des archives départementales de Lozère, ancien stagiaire au Service historique de la Défense*

Karine LEBOUQC, *conservateur en chef du patrimoine au département des archives définitives, chef de la division Marine*

Estelle LECLERCQ-BAUDET, *archiviste au département des archives définitives, division de l'armée de l'Air*

Myriam LE FLOCH, *archiviste stagiaire au Service historique de la Défense*

Jean-Marie LINSOLAS, *conservateur du patrimoine responsable de la collecte des archives de l'administration centrale*

Élise MANUÉLIAN, *archiviste, ancienne responsable de la division des archives définitives aux archives centrales de la Marine*

Mathilde MEYER-PAJOU, *chargée d'études documentaires au département des entrées par voie extraordinaire, chef de la division des archives iconographiques*

Vincent MOLLET, *conservateur en chef du patrimoine aux archives départementales du Gard, ancien responsable du site de Toulon*

Alain MORGAT, *conservateur en chef du patrimoine, responsable du site de Rochefort*

Élizabeth OLIVE, *conservateur du patrimoine aux archives départementales du Calvados, ancienne responsable des archives des victimes des conflits contemporains*

Louis N. PANEL, *ancien aspirant de gendarmerie, chargé d'études*

Emmanuel PÉNICAUT, *conservateur du patrimoine au Service interministériel des archives de France, ancien responsable des archives de la Guerre et de l'armée de Terre*

Capitaine Karine PERRISSIN-FABER, *département des archives définitives, adjointe au chef de la division Gendarmerie nationale*

Claude PONNOU, *chargée d'études documentaires au département des archives définitives, responsable des archives techniques de la Guerre et de l'armée de Terre*

Frédéric QUÉGUINEUR, *chargé d'études documentaires principal au département des archives définitives, chef de la division Défense, ancien responsable des fonds contemporains de la Guerre et de l'armée de Terre*

Richard RAVALET, *archiviste au département des archives définitives, responsable des fonds anciens de la Guerre et de l'armée de Terre, ancien archiviste aux archives centrales de la Marine*

Aspirant Éric ROCHEFORT

Michel ROUCAUD, *archiviste au département des entrées par voie extraordinaire, adjoint au chef de la division des archives privées*

Françoise de RUFFRAY, *chargée d'études documentaires au département des entrées par voie extraordinaire, adjointe au responsable des témoignages oraux*

Nicole SALAT, *attachée d'administration, ancienne responsable des archives techniques de la Guerre et de l'armée de Terre*

Thomas VAISSET, *professeur agrégé, chargé d'étude et de recherche au département des études et de l'enseignement*

Philippe VIAL, *docteur en histoire, conseiller scientifique auprès du chef du département des études et de l'enseignement*

Catherine VICH, *chargée d'études documentaires principale au département des archives définitives, adjointe au chef de la division Marine*

Sylvie YEOMANS, *chargée d'études documentaires au Centre historique des archives, ancienne responsable des fonds iconographiques de la Marine*

**CENTRE DES ARCHIVES DE L'ARMEMENT
ET DU PERSONNEL CIVIL**

Anne-Élyse LEBOURGEOIS, *conservateur du patrimoine, adjointe au chef du centre des archives de l'armement et du personnel civil*

Sylvain LEBRETON, *chargé d'études documentaires principal, responsable des archives de l'armement*

Pascale RIVALIÈRE, *chargée d'études documentaires, responsable des archives du personnel civil*

SÉLECTION ICONOGRAPHIQUE

Franck FUSIBET

Mathilde MEYER-PAJOU

Benjamin DOIZELET

PRISES DE VUE

Dominique VIOLA

MISE EN PAGE DES NOTICES

Isabelle MARIE

Alain POIRIER

Teddy RAMÉ

**RELECTURE/ SUIVI ÉDITORIAL
CONCEPTION GRAPHIQUE DE LA COUVERTURE
Martine FICHTER**



SOMMAIRE

PRÉFACE	5
REMERCIEMENTS	9
INTRODUCTION	15
AVERTISSEMENT	23
TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	27
I ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERALLIÉE	31
II ADMINISTRATION CENTRALE : ORGANISMES INTERMINISTÉRIELS, MINISTÉRIELS ET ÉTATS-MAJORS	45
III ARTILLERIE ET ARMEMENT	93
IV INFRASTRUCTURE	161
V JUSTICES MILITAIRE ET MARITIME	171
VI SERVICES SANITAIRES	187
VII ADMINISTRATION TERRITORIALE	207
VIII GRAND QUARTIER GÉNÉRAL ET UNITÉS	247
IX PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE	319
X FONDS PRIVÉS	395
XI SOURCES ICONOGRAPHIQUES	575
XII SOURCES IMPRIMÉES	605
INDEX	611
TABLE DES MATIÈRES	619





INTRODUCTION

La Première Guerre mondiale est sans doute le conflit de l'histoire de France qui a laissé le plus d'archives. Conscientes dès l'enlèvement des opérations à la fin de l'année 1914 de vivre un événement majeur, les autorités civiles et militaires attachèrent un soin particulier à la collecte et à la conservation des documents s'y rapportant. Aujourd'hui conservée par le Service historique de la Défense, cette énorme production administrative d'un pays engagé dans une guerre d'une ampleur et d'une intensité sans précédent a peu subi les aléas de la Seconde Guerre mondiale, qu'il s'agît de destructions préventives, de transferts ou de saisies par les autorités d'occupation.

Une collecte pour l'histoire

Le dépôt de la Guerre, chargé de la collecte des archives du secrétariat d'État, puis ministère de la Guerre depuis la fin du xvii^e siècle, est démembré lors de la réorganisation de l'armée et du ministère qui suit la guerre de 1870. Ses attributions sont progressivement réparties entre le 2^e bureau du nouvel état-major général, une section historique directement rattachée au chef d'état-major général, et le service géographique de l'armée. La collecte des archives en est désorganisée pour longtemps puisqu'il faut attendre la fin du siècle pour que le ministère de la Guerre se préoccupe à nouveau de ses archives, rappelle puis renforce la législation antérieure, par l'instruction du 15 juin 1899 sur le versement des archives de la guerre, notamment. Ce texte distingue archives historiques, administratives et techniques. L'instruction recommande le versement des « documents qui ne sont plus nécessaires au service courant des bureaux de l'état-major de l'Armée et de l'administration centrale, notamment ceux antérieurs au 24 juillet 1873, date de la loi relative à l'organisation générale de l'Armée. Sont considérées comme archives historiques les archives administratives ayant environ cent années d'existence ».

L'instruction de 1899 s'adressait avant tout aux bureaux du ministère de la Guerre et n'évoquait à aucun moment les archives opérationnelles des armées. Les décrets du 28 octobre 1913, concernant le règlement sur la conduite des grandes unités, et du 2 décembre 1913 sur le service des armées en campagne, qui développent et mettent à jour le décret du 28 mai 1895 sur le service des armées en campagne, définissent les typologies documentaires qui constituent la base du commandement et du travail d'état-major. On y distingue ainsi les ordres généraux et particuliers,

éventuellement précédés par des ordres préparatoires ; les instructions, « lorsque l'autorité qui ordonne se borne à faire connaître ses intentions et à fixer le but à atteindre, sans prescrire d'une manière formelle les conditions d'exécution ; les comptes rendus, établis au moment même où les événements se sont produits, et les rapports, relation détaillée rédigée aussitôt que possible après les événements qui en font l'objet ». On prescrit leur enregistrement systématique. La place de l'oral est restreinte au minimum, les messages téléphoniques eux-mêmes devant être écrits au départ et à l'arrivée avant d'être ici collationnés.

Au cours du conflit, la réglementation en matière d'archives change peu. Le gouvernement et les autorités militaires s'efforcent de mieux protéger les documents confidentiels : une décision ministérielle du 26 avril 1915 prescrit ainsi que « les archives de la guerre actuelle resteraient secrètes jusqu'à nouvel ordre ». Par ailleurs, la circulaire du 4 septembre 1917 « constate que des officiers communiquaient à des tiers qui n'ont point à en connaître des copies ou extraits de documents militaires confidentiels qui sont en leur possession, cela dans le but d'établir ce qu'ils considèrent comme la vérité sur certains faits de guerre ou de se défendre contre les mesures qui les ont frappés, et rappelle que de telles pratiques sont inadmissibles [...] et exposent les officiers qui s'en rendent coupables à de sévères sanctions disciplinaires ». Cette circulaire trouve certainement son origine dans l'affaire Bolo Pacha, fusillé pour espionnage en octobre 1917, dans l'appartement duquel on avait retrouvé des documents que lui avait remis le général Ferry, démis par Joffre en 1916. Les fonds de la Guerre conservent, dans les dossiers individuels, quelques exemples de vigoureux rappels à l'ordre adressés à des militaires qui, pressés de publier leurs mémoires, s'étaient constitué une documentation personnelle à partir de copies, voire d'originaux, d'archives publiques. Les nombreuses saisies effectuées au domicile d'officiers généraux décédés, pendant et après la Première Guerre mondiale, qui sont venues enrichir les fonds entrés par voie extraordinaire, prouvent assez que l'action du ministère de la Guerre a été cohérente et s'est inscrite dans la durée.

Si la législation sur les archives de la Guerre n'a fait l'objet que de légères retouches, concernant principalement la tenue des registres et livrets matricules, l'ampleur de la collecte croît dans d'énormes proportions. Les archives des unités combattantes ont été conservées de manière très complète pour les formations dotées d'un état-major organisé en bureaux, et de façon significative pour les petites unités. Les journaux des marches et opérations des unités de l'armée de Terre, comme les journaux de bord des bâtiments de la Marine, constituent une collection presque exhaustive. En dépit de certaines lacunes, les archives de l'administration centrale du

ministère de la Guerre, dont il ne reste que des fragments pour la période antérieure, constituent d'abondantes séries couvrant tous les aspects du conflit. Aussi la très grande majorité des archives du ministère de la Guerre conservées pour la période s'étendant de 1871 à 1919, soit près de 20 000 cartons, concerne-t-elle la Première Guerre mondiale.

C'est dans ce contexte que les services historiques prennent la physionomie qui est encore la leur aujourd'hui. En 1916, une section historique est créée à l'état-major général de la Marine, à côté des services en charge des archives et des bibliothèques, qui avaient pris la suite du dépôt de la Marine, fondé en 1699. En 1919, le Service historique de la Marine les réunit tous : le service des archives et bibliothèques est chargé de la collecte, la section historique de leur exploitation, afin de permettre « l'établissement, suivant des méthodes scientifiques et critiques, des enseignements du passé ». Ce souci de tirer les leçons du passé, dont la suite des événements allait prouver qu'il s'agit d'un exercice pour le moins difficile, on le retrouve aussi au Service historique de l'Armée, créé par Georges Clemenceau quelques mois avant le Service historique de la Marine, à partir de la section historique de l'état-major de l'Armée. Le service est divisé en une section moderne et une section ancienne, la césure étant fixée, fait significatif, à 1914. La principale mission dévolue à la section moderne du Service historique est alors la rédaction d'un monumental ouvrage collectif, *Les armées françaises dans la Grande Guerre*, à la fois ouvrage mémorial, publication de sources et analyse des opérations. Le Service historique de l'armée de l'Air, institué en 1934, est également chargé de préparer l'avenir à la lecture des 331 cartons d'archives que lui confie l'année suivante le Service historique de l'armée de Terre, en provenance des services aéronautiques et des unités aériennes, qui relevaient, avant la création de l'armée de l'Air, de l'armée de Terre.

Un traitement archivistique contrasté

Préalable indispensable à cette exploitation historique, le traitement archivistique de la production documentaire née de la Première Guerre mondiale a varié d'un service à l'autre, et parfois d'une époque à l'autre. Le Service historique de l'armée de Terre est le premier à avoir dressé – et publié, de 1968 à 1984, sous le titre *Inventaire sommaire des archives de la Guerre, série N* – un inventaire détaillé de la série N, qui rassemble les versements réglementaires de la III^e République, de 1872 à 1940, séparés en deux sous-ensembles (1872-1919, 1920-1940), à l'intérieur desquels les archives ont été classées en respectant scrupuleusement l'intégrité des fonds. Seuls les journaux des marches et opérations des unités et formations militaires constituent une sous-série à part, d'un emploi aisé et facile à mettre en regard des sous-fonds correspondants.

Une introduction institutionnelle et historique d'une rare qualité occupe tout le premier tome de l'inventaire de la série N : le lecteur y trouvera une description, à la précision encore jamais égalée, des services du ministère de la Guerre, de l'état-major de l'Armée et de l'organisation de l'armée française avant et pendant la Première Guerre mondiale. La série N est cependant loin d'épuiser toutes les sources relatives au conflit, même dans le seul fonds de la Guerre.

Il faut en effet y ajouter les archives des sections techniques du génie et de l'artillerie, dont la spécificité a été confirmée par l'instruction du 15 juin 1899 : celles-ci ont été intégrées dans des cadres de classement anciens, qui ont certes le mérite de la continuité, mais sont bien souvent organisés selon des logiques thématiques malmenant le principe du respect des fonds. Les archives d'outre-mer (série H) ont été longtemps classées par territoire, c'est-à-dire, encore une fois, rassemblées en dossiers factices quelle que fût leur origine : selon les colonies, il a été mis fin plus ou moins tôt à cette pratique, de sorte que la frontière entre série N et série H est quelque peu brouillée.

Quant aux archives des services des ministères de la Guerre et de la Marine en charge de l'armement, de la conception des matériels à leur production et à leur mise en service, beaucoup n'ont pas été versées immédiatement aux services historiques. Leur caractère technique allongeait en effet considérablement leur durée d'utilité administrative : ainsi, le canon de 75 modèle 1897 était encore en service en 1940. Lors de la création de la Délégation générale pour l'armement, en 1960, ces archives sortirent du champ de compétence des services historiques des armées. Les immenses dépôts du centre des archives de l'armement, installés dans l'ancienne manufacture d'armes de Châtellerault, accueillirent donc, à partir des années 1970, de grandes quantités d'archives en provenance des directions de la DGA, qui remontaient parfois jusqu'au XIX^e siècle. Une absurde distinction entre archives techniques et archives administratives persista quelque temps et fut à l'origine de funestes partages de fonds entre les services historiques et le centre des archives de l'armement. Le présent guide s'attache à réparer les conséquences de ceux-ci pour les lecteurs.

Il ressort de ce qui précède que les services d'archives militaires partagèrent trop longtemps un goût immodéré pour les classements thématiques, géographiques et chronologiques, mêlant ainsi allègrement les archives de provenance différente ; nulle part cependant celui-ci ne fut plus prononcé qu'à la Marine. Le cadre de classement en vigueur à la veille du conflit au dépôt central de Paris, fixé par l'arrêté ministériel du 24 juin 1887, distingue ainsi des séries correspondant en général à une fonction (CC, personnel ; DD, matériel ; EE, comptabilité). Il a toutefois

été créé aux archives centrales de la Marine, dans les années 1920, une série spécifique pour la Première Guerre mondiale, la série SS, embrassant la période 1914-1920, en application du décret ministériel du 25 décembre 1920 qui définit les archives du conflit comme celles qui ont été produites entre le 1^{er} janvier 1914 et le 1^{er} janvier 1920. Il prescrit leur versement au plus vite, dès 1919, tandis que le délai normal est fixé dans le même texte à trente ans pour les documents administratifs produits avant 1914 et après 1920. Si la structure de la série SS rend d'une manière générale mieux compte de l'activité des services producteurs, sa faible amplitude chronologique oblige bien souvent à se référer aux séries thématiques antérieures ou postérieures à la guerre.

Avec un réseau déconcentré de dépôts dans les cinq principaux ports de guerre français, grâce auquel les archives produites à l'échelon local ont été particulièrement bien préservées, la Marine forme un heureux contraste avec l'armée de Terre, dont les archives des régions militaires ont été presque intégralement perdues. Seules les archives de la 1^{re} région (départements du Nord et du Pas-de-Calais), correspondant au 1^{er} corps d'armée, déposées aux archives départementales du Nord en 1914, puis reversées au Service historique, ont été conservées (sous-série 2 I), mais ne couvrent bien entendu pas le premier conflit mondial. Bien collectées, les archives portuaires qui permettaient d'écrire l'histoire des opérations militaires maritimes durant la Première Guerre mondiale ont, quant à elles, été transférées à Paris dans l'immédiat après-guerre. La dévolution des fonds entre l'échelon central des archives et les dépôts portuaires, qui ne pouvait de toute façon pas être exhaustive, s'est faite selon des modalités très variables : le guide a ainsi été l'occasion de découvrir, puis de révéler bien des richesses encore conservées à Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon sur la Première Guerre mondiale. La complexité du cadre de classement, la création d'une série chronologique propre au conflit, le transfert à Paris d'une partie des archives des ports rendent donc parfois ardue l'exploitation des fonds de la Marine.

Si elles ont fait l'objet d'un intérêt prononcé et d'un traitement à part, près d'un demi-siècle a néanmoins séparé la collecte et le versement des archives de la Première Guerre mondiale des premiers travaux de classement détaillé, destinés à faciliter leur exploitation par le public le plus large possible, chercheurs, professionnels ou amateurs, et généalogistes. Les services historiques, mieux connus d'un public lui-même plus habitué à fréquenter les dépôts d'archives militaires, ont poursuivi récemment leurs efforts d'inventaire des archives de la Première Guerre mondiale : la Marine a dressé un répertoire numérique des journaux de bord des bâtiments, l'Air l'inventaire détaillé des archives de l'aéronautique militaire.

Ces travaux de classement et d'inventaire ont également trouvé à s'exercer sur les fonds saisis par l'occupant allemand entre 1940 et 1942, puis par l'Armée rouge et rapatriés de Russie entre 1994 et 2001. Durant cette période, les services historiques ont reçu pas moins de 3 kilomètres linéaires d'archives des anciens ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air, couvrant une période allant de 1870 à 1940. Ce fonds d'archives en partie inédit, dans la mesure où un premier ensemble de restitutions a été inventorié et ouvert à la communication entre 1997 et 2000, complète ainsi les inventaires déjà existants pour cette période. Ces archives sont d'ailleurs classées, en ce qui concerne le ministère de la Guerre, dans des sous-séries correspondant au cadre de classement de la série N. L'intérêt de ce fonds est indéniable pour l'histoire de la Première Guerre mondiale. Les archives décisionnelles des hautes instances militaires, et notamment du Conseil supérieur de la guerre, apportent un éclairage nouveau sur la conduite militaire du conflit. Il en va de même pour les dossiers des directions ministérielles ou de l'état-major de l'Armée, qui sont d'une grande richesse sur bien des aspects du conflit, de même que pour les archives des unités (des corps de troupe aux corps d'armée) qui complètent les collections référencées dans l'inventaire de la série N. Sans promettre un bouleversement historiographique, l'exploitation prochaine des archives rapatriées de Russie apportera un éclairage nouveau sur nombre de champs d'investigation des chercheurs et permettra d'affiner bien des analyses.

Aujourd'hui, une nouvelle entreprise s'ouvre au SHD : le traitement des fonds du service (1916), puis du ministère (1919) des Pensions, passés au fil du temps dans le giron du ministère des Anciens Combattants, devenu secrétariat d'État et adossé depuis 2000 au ministère de la Défense, dont le Service historique collecte depuis cette date les archives.

Pourquoi un guide ?

Ces travaux ne couvrent toutefois qu'une part limitée des sources relatives à la Première Guerre mondiale, et de nombreux fonds restent aujourd'hui encore pourvus d'inventaires provisoires ou disponibles seulement en salle de lecture. Le besoin se faisait donc sentir d'un instrument de recherche recensant de manière globale l'ensemble des archives conservées par le SHD, tant dans ses centres de Vincennes, de Châtellerauld et de Pau, que dans ses antennes de Caen et des ports (Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon).

Organisé selon une logique institutionnelle, ce guide présente, après les fonds émanant des organismes interalliés, ceux des organismes ministériels (Guerre, Marine et Armement) et des états-majors de l'Armée et de la Marine. À ces archives politiques et administratives répondent les archives

opérationnelles issues du grand quartier général et des unités, qu'elles soient terrestres, aéronautiques ou navales. Place est également faite aux archives techniques, qu'elles traitent des infrastructures militaires ou, en plus grand nombre, du matériel ou de l'armement, de sa conception à sa production et à sa mise en œuvre. La gestion, administrative et comptable, mais aussi sanitaire ou judiciaire, des millions de combattants enrôlés dans l'armée française ou des civils employés par l'industrie d'armement a par ailleurs généré des collections de fichiers, de dossiers individuels et de registres collectifs, dont la présentation s'élargit aux sources complémentaires conservées par les autres services d'archives du ministère de la Défense.

Étroitement liées aux fonds publics, des archives privées ont été remises au Service historique par des acteurs du conflit, du généralissime au simple combattant. Présentant les principaux fonds, ce guide propose une sélection d'exemples parmi de nombreux dons aux contenus analogues. Une place à part est réservée aux mémoires et témoignages que le SHD a reçus en très grand nombre, sous des formes variées : témoignages oraux, mémoires imprimées ayant connu une diffusion plus ou moins large, témoignages manuscrits sur un épisode particulier, journaux de guerre ou encore correspondance. Une même variété caractérise les documents iconographiques, car outre les photographies conservées par milliers, affiches ou gravures, dessins et peintures mettent également en image le conflit. Enfin, ce guide ne serait pas complet s'il n'évoquait pas les sources imprimées conservées par les bibliothèques du SHD, périodiques contemporains du conflit ou historiques d'unités.

Au sein de ces grands ensembles, les notices présentent des fonds - ceux des ministères, des grands quartiers généraux ou d'acteurs du conflit, mais le plus souvent des sous-fonds, émanant de services ou d'unités subordonnés aux précédents, ou encore des collections ou des séries organiques réunissant des documents selon une logique thématique ou typologique (dossiers individuels, registres, journaux de marche...). Parfois, elles en viennent à décrire des groupes d'articles, quand ceux-ci se trouvent disséminés dans des séries du cadre de classement dépassant les limites chronologiques de la Première Guerre mondiale, ou dans des entités différentes du SHD. Chacune de ces entités archivistiques fait l'objet d'une description synthétique normalisée qui présente son producteur, service administratif ou personne physique, son contenu, considérant la typologie des documents conservés et leur objet, mais aussi l'histoire de sa conservation, qui peut expliquer le mode de classement actuel ou d'éventuelles lacunes.

Recensement des fonds conservés par le SHD, cet instrument de recherche se borne strictement aux archives du conflit et n'aborde pas dans leur exhaustivité les fonds relatifs au règlement ultérieur de celui-ci,

des commissions d'armistice et de l'application des traités de paix, ou des réparations faites aux victimes des combats. Autre limite délibérément choisie, les sources complémentaires présentées dans chacune des notices sont celles conservées par le SHD et par le ministère de la Défense dans ses autres services d'archives ; à quelques exceptions près, notamment pour certains fonds d'archives privées éclatés dont on mentionnera les compléments à consulter aux Archives nationales ou ailleurs, il n'était pas dans l'intention de ce guide de recenser l'ensemble des sources relatives à la Première Guerre mondiale. En revanche, en mettant à tous les niveaux l'accent sur la complémentarité des fonds, quels que soient le lieu de leur conservation, leur support ou leur origine, publique ou privée, cet instrument de recherche se donne pour objectif de rétablir l'unité de fonds que les aléas de l'histoire ont dissociés, pour permettre au lecteur de trouver rapidement les sources qui l'intéressent dans le cadre de recherches à vocation interarmées ou interministérielles (armement, ravitaillement, renseignement...) ou dans une démarche comparative, entre administrations centrales de la Guerre et de la Marine, par exemple.

À la veille de la commémoration du centenaire de ce conflit, de nombreuses études restent à mener parmi les milliers de cartons conservés par le SHD, maintenant quasiment tous librement ouverts à la consultation. Les archives de la justice militaire, un peu mieux connues depuis les travaux historiques qui ont précédé et suivi l'affaire des « fusillés pour l'exemple » en 1998, constituent ainsi des masses énormes, qui ne restent qu'effleurées par les chercheurs : la modification du Code du patrimoine en 2008, a rendu la quasi-totalité des dossiers de procédure de la justice militaire librement communicable. Bien d'autres fonds restent méconnus, car récemment ou incomplètement inventoriés : parmi eux, il faut citer bien des fonds privés, les archives techniques que traite le centre des archives de l'armement ou encore le fichier des prisonniers allemands et austro-hongrois conservé par la division des archives des victimes des conflits contemporains de Caen.

Enfin, les fonds entrés les plus récemment au SHD seront mis à disposition des chercheurs dès l'achèvement de leur traitement : ainsi, les fonds saisis par l'occupant en 1940 et rapatriés de Moscou, avant les dossiers de pension des victimes civiles et militaires encore en cours de transfert, qui viendront éclairer une dimension nouvelle née de ce conflit, la reconnaissance et la réparation faite aux victimes.

Agnès CHABLAT-BEYLOT
Amable SABLON DU CORAIL

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Cet ouvrage est l'aboutissement d'un projet engagé en 2008, qui a donné lieu à la publication électronique d'une première version du guide, le 11 novembre de cette même année, sur le site internet du Service historique de la Défense. La présente publication imprimée est enrichie d'introductions institutionnelles, complétée de notices nouvelles, en particulier dans la partie consacrée aux fonds privés, et illustrée.

Conformes à la norme internationale de description archivistique, les notices présentant chaque unité archivistique décrite comportent les informations suivantes :

- *référence*, constituée des éléments suivants : SHD / famille de cotes¹ / série, ainsi que, s'il y a lieu, sous-série / articles ;
- *niveau de description* : groupe de fonds, fonds, sous-fonds, série ou sous-série organique², collection ou groupes d'articles ;
- *importance matérielle* : selon les cas, ce champ indiquera l'importance matérielle de la totalité de l'unité décrite ou la part de celle-ci à mettre précisément en relation avec la Première Guerre mondiale ;
- *dates extrêmes* : leur absence signifie qu'elles coïncident pour l'unité décrite avec la durée de la Première Guerre mondiale ; souvent, elles délimitent une période beaucoup plus large : le chercheur se reportera alors au champ « importance matérielle » ou à la « présentation du contenu » pour avoir des indications sur la part de l'unité décrite à mettre en relation avec le conflit ;
- *nom du producteur* : service ou personne physique ;
- *histoire administrative* ou *biographie* : ce champ vient compléter les informations données en début de partie par les introductions institutionnelles ;

¹ Famille de cotes : à sa création en 2005, le SHD a réuni en son sein des fonds d'archives organisés selon les cadres de classement propres à chacun des services alors mutualisés : Service historique de l'armée de Terre, Service historique de la Marine, Service historique de l'armée de l'Air, Service historique de la Gendarmerie nationale, Centre des archives de l'armement et du personnel ; les familles de cotes (Guerre, Marine, Air, Gendarmerie, Armement, Personnel civil, Anciens combattants, Défense) permettent, par un préfixe de deux lettres, de différencier les cotes issues de chacun de ces cadres de classement qui comportaient des séries désignées par les mêmes lettres.

² Série (sous-série) organique : ensemble de pièces ou de dossiers de même nature (ex. : dossiers individuels) à l'intérieur d'un fonds d'archives.

- *historique de la conservation* : on trouvera dans ce champ toutes les informations expliquant l'état actuel de l'unité archivistique considérée, notamment les destructions volontaires ou involontaires survenues depuis la Première Guerre mondiale, les compléments apportés récemment par les restitutions d'archives consenties par la Russie, les décisions d'attribution et de répartition des fonds entre les différents centres et sites du SHD...
- *présentation du contenu* : ce champ précise notamment les typologies documentaires qui constituent l'unité décrite et les informations qu'elles contiennent ;
- *sources complémentaires* : dans ce champ, on trouvera avant tout des informations sur les sources complémentaires conservées par le SHD lui-même ou par le ministère de la Défense dans ses services d'archives intermédiaires ;
- *lieu(x) de conservation*, parmi les neuf sites du SHD ouverts au public ;
- *conditions d'accès* : communicabilité et conditions particulières de consultation (sur supports de substitution, sur rendez-vous...) ; sur ce point, la consultation du tableau qui suit et du guide *Archives militaires : mode d'emploi. Guide du lecteur dans les fonds du Service historique de la Défense*³ est la première étape indispensable pour toute consultation des fonds et collections du SHD ;
- *instrument(s) de recherche* : si encore bien des instruments de recherche cités dans ce champ sont seulement dactylographiés et uniquement consultables dans les salles de lecture du SHD, nombre d'entre eux sont ou seront publiés et/ou mis en ligne sur le site internet du SHD (www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr), auquel il conviendra de se référer systématiquement pour approfondir la recherche.

Décrivant des archives produites par plusieurs ministères, ces notices sont regroupées en neuf parties consacrées aux archives publiques, selon une logique reproduisant pour partie la hiérarchie administrative et opérationnelle – organismes de coopération interalliée, administration centrale, administration territoriale, grand quartier général et unités – et pour partie les grandes fonctions des ministères concernés – artillerie et armement, infrastructure, justice, services sanitaires, gestion du personnel).

³ Sandrine HEISER, Nicolas TEXIER, *Archives militaires : mode d'emploi. Guide du lecteur dans les fonds du Service historique de la Défense*, Paris, Archives & Culture / Service historique de la Défense, 2013, 80 p.

Les trois dernières parties sont respectivement consacrées aux archives entrées par voie extraordinaire, aux sources iconographiques – publiques ou privées – et aux sources imprimées.

Enfin, si la consultation du site internet du SHD est indispensable pour l'accès aux instruments de recherche complémentaires de ce guide, celle du site internet du ministère de la Défense, www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr, l'est pour la consultation des fonds d'archives numérisés conservés par le SHD.

LES COORDONNÉES DU SHD EN FRANCE

Le SHD à...	Adresses postales	Adresses géographiques	Horaires
Brest	Service historique de la Défense BCRM de Brest – CC 46 29240 Brest cedex 9 Tél. 02 98 22 05 39	4, rue commandant Malbert [port de commerce] 29200 Brest	Du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.
Caen	Service historique de la Défense Division des archives des victimes des conflits contemporains Rue neuve du Bourg l'Abbé 14037 Caen cedex Tél. 02 31 38 45 41 ou 02 31 38 45 82		Du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h. Le vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h. De préférence sur rendez-vous téléphonique.
Châtelleraut	Service historique de la Défense BP 650 86106 Châtelleraut cedex Tél. 05 49 20 01 47	211, Grand rue de Châteauneuf 86106 Châtelleraut	Accès libre du mardi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h. Le lundi et le vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h : uniquement sur rendez-vous.
Cherbourg	Service historique de la Défense BCRM de Cherbourg – CC 314 50115 Cherbourg Octeville cedex Tél. 02 33 92 65 07	57, rue de l'Abbaye 50100 Cherbourg Octeville	Du lundi au vendredi de 9h à 17h30. Fermeture un mardi après-midi par mois : se renseigner par téléphone.
Lorient	Service historique de la Défense BP 92 222 56998 Lorient cedex Tél. 02 97 12 41 24	Enclos de la Marine Rue de la Cale-Ory 56998 Lorient	Lundi, mardi, jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Mercredi de 8h30 à 17h. Vendredi de 9h30 à 17h.
Pau	Service historique de la Défense Centre des archives du personnel militaire Caserne Bernadotte - Place de Verdun 64023 Pau cedex Tél. 05 59 40 46 92		Du lundi au jeudi de 8h45 à 11h30 et de 13h30 à 16h. Le vendredi de 8h45 à 11h30 et de 13h00 à 15h30.
Rochefort	Service historique de la Défense 4, rue du Port - 17300 Rochefort Tél. 05 46 87 74 90		Du lundi au jeudi de 8h30 à 17h15. Le vendredi de 8h30 à 16h30.
Toulon	Service historique de la Défense BCRM de Toulon Passage de la Corderie - BP 45 83800 Toulon Cedex 09 Tél. 04 22 42 08 13	Passage de la Corderie 83800 Toulon	Du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h. Le vendredi: de 13h à 17h. Fermé de 8h30 à 12h, le premier mardi de chaque mois.
Vincennes	Service historique de la Défense Château de Vincennes - Avenue de Paris 94306 Vincennes Cedex Tél. 01 41 93 43 90 (répondeur vocal)		Le lundi de 13h à 17h. Du mardi au jeudi de 9h à 17h. Le vendredi de 9h à 16h. Le samedi de 9h30 à 15h.

Jour de fermeture : avant tout déplacement dans l'une de nos salles de lecture, nous vous recommandons vivement de consulter notre site Internet (www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/), notre page facebook (www.facebook.com/SHDdefense) ou encore notre fil twitter (twitter.com/SHDinfos) pour être informé de nos fermetures annuelles, ainsi que d'éventuelles fermetures exceptionnelles.

TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABS	Atelier de construction de Bourges
ACP	Autos-canon et projecteurs
AD	Archives départementales
AEF	Afrique équatoriale française
AME	Atelier de construction de Mulhouse
AMX	Atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux
AOF	Afrique occidentale française
APX	Atelier de construction de Puteaux
ATS	Atelier de construction de Tarbes
AVCC	Archives des victimes des conflits contemporains
BARAA	Bureau des archives et des réserves de l'armée de l'Air
BCP	Bataillon de chasseurs à pied
BMR	Bureau maritime de renseignement
BOEC	Bulletin officiel, édition chronologique
BOEM	Bulletin officiel, édition méthodique
CA	Corps d'armée
CAAPC	Centre des archives de l'armement et du personnel civil (SHD)
CAPM	Centre des archives du personnel militaire (SHD)
CCA	Commission centrale d'artillerie
CCC	Carnets de comptabilité en campagne
CEMG	Chef d'état-major général de la Marine
CEMM	Chef d'état-major de la Marine
CF	Capitaine de frégate
CHA	Centre historique des archives (SHD)
CIAM	Conseil interallié de l'armement et des munitions
CMAV	Comité militaire allié de Versailles
CMIC	Commissions militaires interalliées de contrôle

CRP	Camp retranché de Paris
CSDN	Conseil supérieur de la défense nationale
DCA	Défense contre avion
DCAN	Direction des Constructions et armes navales
DCN	Direction des Constructions navales
DCSM	Défense contre les sous-marins
DEO	Direction des Étapes de l'Ouest
DFA	Direction des Fabrications d'armement
DGA	Délégation générale pour l'armement
DGCRA	Direction générale des Communications et ravitaillements aux armées
DGGSM	Direction générale de la Guerre sous-marine
DI	Division d'infanterie
DM	Département Marine (SHD)
DM	Décision ministérielle
DMPA	Direction de la Mémoire, du patrimoine et des archives
ECP	École centrale de pyrotechnie
ECPA-D	Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense
EMA	État-major de l'Armée
EMG	État-major général de la Marine
ESS	États signalétiques et des services
GDE	Groupe de divisions d'entraînement
GDR	Groupe de divisions de réserve
GMP	Gouverneur militaire de Paris
GPF	Grande puissance Filloux
GQG	Grand quartier général
GQGA	Grand quartier général des armées alliées
JMO	Journaux des marches et des opérations
KG	<i>Kriegsgefangene</i> (prisonniers de guerre)

LCM	Laboratoire central de la Marine
MAC	Manufacture d'armes de Châtellerault
RAC	Régiment d'artillerie de campagne
RI	Régiment d'infanterie
RIT	Régiment d'infanterie territoriale
RTI	Régiment territorial d'infanterie
SCAN	Service des constructions et armes navales
SECM	Société d'emboutissage et de constructions mécaniques
SEFA	Service des études et fabrications d'armement
SDN	Société des Nations
SGA	Service géographique de l'Armée
SHAA	Service historique de l'armée de l'Air
SHAT	Service historique de l'armée de Terre
SHD	Service historique de la Défense
SHM	Service historique de la Marine
SMET	Section militaire d'étude des traités
SPA	Service photographique des armées
SR	Section de renseignement
STG	Section technique du Génie
TOE	Théâtres d'opérations extérieures
ZAN	Zone des armées du Nord





**ORGANISMES DE COOPÉRATION
INTERALLIÉE**

ORGANISMES INTERALLIÉS

*HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AUX ÉTATS-UNIS
ET COMMISSARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES
DE GUERRE FRANCO-AMÉRICAINES*

*MISSIONS MILITAIRES FRANÇAISES
AUPRÈS DES PUISSANCES ALLIÉES*

◀ *Le maréchal Foch,
commandant suprême des forces alliées,
et le général Pershing,
commandant de l'American Expeditionary Force, 1918.*



ORGANISMES INTERALLIÉS

Référence SHD, Guerre, sous-série 4 N

Niveau de description Groupe de fonds

Importance matérielle 112 cartons

Nom du producteur

Conseil supérieur de guerre, comité militaire allié de Versailles puis section militaire d'étude des traités, commissions interalliées de contrôle

Histoire administrative

Conflit mondial, la guerre de 1914-1918 a donné lieu à la création de plusieurs instances interalliées, qui se sont d'abord efforcées de vaincre les puissances centrales (Conseil supérieur de guerre) puis, après la victoire, d'organiser la paix (comité militaire allié de Versailles et son successeur, la section militaire d'étude des traités, commissions interalliées de contrôle).

Le Conseil supérieur de guerre

La nécessité d'une collaboration entre les alliés apparaît aux belligérants dès les premiers mois de la guerre, mais tarde à prendre forme, chaque état souhaitant garder la maîtrise de l'emploi de ses forces. De 1915 à 1917, seules des conférences périodiques se réunissent, en particulier à Chantilly (juillet et décembre 1915, mars et novembre 1916), sans aboutir à la mise en place d'une stratégie commune. Les défaites italiennes de l'année 1917 conduisent cependant à la création, décidée à Rapallo le 7 novembre 1917, d'une instance plus régulière, le Conseil supérieur de guerre (qu'il ne faut pas confondre avec le Conseil supérieur de la guerre, instance administrative strictement française). Ce conseil est constitué par la réunion, une fois par mois, des chefs de gouvernement des pays alliés (Angleterre, France, États-Unis, Italie), assistés d'un ministre. Les réunions se tiennent à Versailles. Un comité permanent militaire, formé de représentants de chaque armée, seconde le conseil : y siègent Weygand pour la France, Wilson pour l'Angleterre, Cadorna pour l'Italie, Bliss pour les États-Unis. Quatre sessions ont lieu entre novembre 1917 et mars 1918, débouchant sur des considérations communes, sans parvenir toutefois à s'accorder sur un commandement unique. C'est surtout la menace allemande sur la Somme, en mars 1918,

qui permet à Foch d'obtenir, le mois suivant, le titre de « général en chef des armées alliées en France ». Après cette nomination, le conseil supérieur de guerre subsiste, s'efforçant de faciliter l'arrivée des renforts américains, puis préparant, au cours des ses 7^e et 8^e sessions (juillet et octobre 1918), les clauses de l'armistice accordé à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Après la signature de celui-ci, le rôle du conseil supérieur de guerre décroît. Il produit encore des notes et des avis jusqu'à la fin de l'année 1919, principalement au service du conseil suprême de la conférence de la paix, réunie à partir de janvier 1919, dans laquelle il semble se fondre progressivement.

Le comité militaire allié de Versailles, les commissions militaires alliées de contrôle, la section militaire d'étude des traités

Le *comité militaire allié de Versailles* (CMAV) est créé par résolution du conseil suprême de la conférence de la paix le 10 janvier 1920, jour de la promulgation du traité de Versailles, qui avait été signé le 28 juin 1919. Placé sous la présidence du maréchal Foch, il fonctionne sous cette dénomination, puis sous celle de « comité militaire allié », jusqu'en 1931 ; de 1931 à 1935, il est remplacé par la *section militaire d'étude des traités* (SMET), rattachée au Quai d'Orsay, qui remplit les mêmes fonctions. Les bureaux de la section française se trouvent au 4, boulevard des Invalides, à Paris.

L'idée de la création d'un organe qui coordonnerait les questions concernant l'interprétation et l'exécution des clauses militaires des traités avec l'Allemagne et les autres pays vaincus remonte à juillet 1919. C'est le représentant américain du comité d'exécution des clauses du traité près la conférence de la paix qui propose au conseil suprême que le futur CMAV remplisse le rôle de conseil auprès des gouvernements alliés, comme le faisaient la commission des réparations ou la commission de la rive gauche du Rhin. Le projet prend forme dans les mois qui suivent.

Relevant de la conférence des ambassadeurs, qui remplace la conférence de la paix après l'entrée en vigueur du traité de Versailles, le CMAV est chargé de coordonner le travail des *commissions militaires interalliées de contrôle* (CMIC), envoyées dans tous les pays vaincus, en vertu de l'article 203 du traité de Versailles, pour veiller à l'application des clauses militaires des cinq traités de la paix – celui de Versailles avec l'Allemagne (28 juin 1919), de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (10 septembre 1919), de Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919), de Trianon avec la Hongrie (4 juin 1920) et de Sèvres avec l'Empire ottoman (20 août 1920), ce dernier pays, en raison de sa situation intérieure, se trouvant traité un peu différemment des quatre autres vaincus.

L'organisation interne du CMAV reflète l'influence du maréchal Foch sur sa création et son fonctionnement. La résolution du 10 janvier 1920 dit explicitement que « l'organisation militaire interalliée continuera sous la présidence du maréchal Foch à Versailles... » après l'entrée en vigueur du traité. Le personnel est en grande partie recruté parmi l'état-major du maréchal. Le CMAV représentait ainsi un état-major allié de temps de paix, sous une forme réduite, adaptée à de nouveaux besoins, et susceptible aussi de permettre un rétablissement rapide du commandement militaire allié en cas de nouveau conflit.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Structure de réflexion plutôt qu'opérationnelle, le conseil supérieur de guerre fournit au chercheur, à travers ses archives (4 N 1-78), un bon point de vue d'ensemble sur l'évolution des opérations dans la deuxième partie de la guerre. Outre les habituels procès-verbaux de réunion, on y trouve d'une part des renseignements réguliers sur les différents fronts et sur la situation politique, économique et militaire des pays en guerre, et d'autre part une série de projets et de réflexions d'ordre politique en vue de l'organisation de l'Europe d'après-guerre.

La prolongation d'une structure de guerre en une structure de contrôle est bien visible sur les documents du CMAV (puis SMET) (4 N 94 et 95, fonds rapatriés de Russie) qui naissent directement des dossiers du grand quartier général des armées alliées, comme en témoignent les cachets des premiers documents réunis au début de l'année 1920. Dans ces mêmes années, les archives du CMAV sont sans doute le meilleur outil pour juger, non seulement du processus de contrôle de l'application des traités de paix, mais aussi des responsabilités et de la position du maréchal Foch. D'une extrême richesse, souvent assorties de notes personnelles du maréchal et portant sur toutes les grandes questions internationales (les territoires à plébiscite, les frontières, les territoires occupés, les relations diplomatiques internationales, l'échange des prisonniers de guerre, le problème des minorités, la guerre civile en Russie, etc.), les archives du CMAV illustrent la complexité des problèmes auxquels fut confrontée l'Europe d'après-guerre.

Les archives des CMIC, plus techniques, livrent un bon aperçu de la situation des pays visités : Allemagne (4 N 96-103), Autriche (4 N 104-107), Bulgarie (4 N 108-112), Hongrie (4 N 113-128). On y ressent, en particulier dans les domaines de l'armement, des effectifs de forces armées ou des fortifications, les difficultés, tant politiques qu'économiques, soulevées par l'application des traités.

**HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AUX ÉTATS-UNIS ET COMMISSARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES
DE GUERRE FRANCO-AMÉRICAINES**

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 13 N
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	130 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1917-1921

Nom du producteur

Haut-commissariat de la République française aux États-Unis et commissariat général des affaires de guerre franco-américaines

Histoire administrative

Une fois les États-Unis entrés en guerre au printemps 1917, la France éprouve le besoin de renforcer la coopération militaire et économique avec son nouvel allié et de mettre en place des relais permettant une meilleure coordination de l'aide humaine et matérielle apportée par les Américains. La nomination par décret du 15 avril 1917 d'un haut-commissaire aux États-Unis, chargé d'assurer une unité de direction à la coopération, répond à cette exigence. Le poste en est confié à André Tardieu, alors député, qui deviendra après-guerre ministre des Régions libérées, avant d'être appelé à la Présidence du Conseil en 1929, puis 1932. En décembre 1917, un office central des relations franco-américaines est créé auprès du sous-secrétariat d'État de la présidence du Conseil pour centraliser les questions administratives à traiter en France. Dans le même temps, pour coordonner les actions de coopération proprement militaires, un bureau spécial franco-américain est institué au sein de l'état-major de l'Armée, tandis que chaque bureau de l'EMA se voit renforcé d'une section franco-américaine. Le haut-commissariat est organisé en dix directions en 1918, se consacrant chacune à un domaine de coopération. La direction militaire, dont le directeur est en même temps attaché militaire de l'ambassade de France, est chargée de l'instruction et de la liaison avec l'état-major américain.

Avec l'accroissement du corps expéditionnaire américain, André Tardieu, reconduit dans ses fonctions en octobre 1917, puis en avril

1918, voit, par le décret du 19 juin 1918, ses compétences élargies par Clemenceau qui le nomme commissaire général à la tête de ce qui devient le commissariat général des affaires de guerre franco-américaines. Cet organisme, attaché à la présidence du Conseil et coiffant les services du haut-commissariat à Washington et à New-York, ainsi que ceux de l'office central à Paris, reçoit pour mission de diriger les missions françaises aux États-Unis, consacrées notamment à l'instruction de l'armée américaine, et de coordonner toutes les mesures techniques de coopération entre les deux états. Le commissaire général, assisté d'un délégué général, d'un cabinet et d'un secrétariat général, consacre son action à cinq grands domaines de coopération : les affaires militaires, les finances et les achats, les transports maritimes et le blocus, les affaires administratives et techniques, l'information et la presse. La mission d'André Tardieu prend fin le 1^{er} avril 1919, mais le commissariat général continue de fonctionner jusqu'au début des années 1920, alors que le règlement du conflit avait nécessité la création d'un comité de liquidation franco-américain, lui aussi rattaché à la présidence du Conseil.

Historique de la conservation

Les dossiers du haut-commissariat et du commissariat général des affaires de guerre franco-américaines ont été versés par André Tardieu, d'où le nom de « collection Tardieu » attribué à ce fonds.

Présentation du contenu

La collection Tardieu, issue des deux fonctions successivement occupées par André Tardieu, comprend à la fois les archives du haut-commissariat et celles du commissariat général, entre 1917 et 1921. Les premiers cartons concernent l'organisation des deux structures et leur personnel. Viennent ensuite des dossiers généraux ou confidentiels sur les différentes questions traitées par le commissariat, puis les dossiers consacrés à l'office central des missions à Paris et aux missions techniques envoyées aux États-Unis. L'essentiel des 130 cartons de cette sous-série est constitué de correspondance et de télégrammes échangés avec l'ensemble des ministères et organismes concernés par la coopération ainsi que de notes, rapports et statistiques. La plupart des dossiers sont classés par grands domaines d'action dont les plus importants sont les suivants : fret et transports maritimes, ravitaillement, travaux publics, marine, achats des ministères de la Guerre et de l'Armement, aéronautique, coopération militaire, coopération financière, information et presse, blocus.

Sources complémentaires

SHD/GR, 7 N 1709-1726 : attachés militaires aux États-Unis ; 7 N 2212-2289 : bureau spécial franco-américain de l'état-major de l'Armée.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Bertrand FONCK



MISSIONS MILITAIRES FRANÇAISES AUPRÈS DES PUISSANCES ALLIÉES

Référence SHD, Guerre, sous-série 17 N

Niveau de description Sous-fonds

Importance matérielle 737 cartons

Nom du producteur

Missions militaires françaises auprès des puissances alliées

Histoire administrative

Distinctes des attachés militaires, les « missions militaires » constituent une particularité de la Première Guerre mondiale, dont l'histoire reste à faire. Le but de ces missions, envoyées vers des pays, des armées ou des alliés de la France, était variable : elles pouvaient répondre à de simples besoins de renseignement (mission militaire près l'armée tchécoslovaque en Sibérie en 1918), à des besoins de coordination (mission militaire près l'armée britannique, puis mission de liaison franco-britannique de Wimereux), ou bien à des besoins d'assistance, tant du point de vue stratégique que matériel, de puissances alliées considérées comme fragiles, mais stratégiquement importantes (mission militaire française en Roumanie). De ce point de vue, les missions ont été, tout au long des hostilités, des vecteurs importants de la pensée militaire française, qu'il convient de mettre en perspective avec les accords de coopération et d'échanges de la période suivante.

La taille et la durée des missions ont beaucoup varié. Les missions près l'armée américaine, près l'armée britannique et près l'armée belge étaient organisées comme de véritables états-majors, dotés d'un cabinet entourant le chef de mission, officier général ou supérieur, de bureaux et de services. Créée en juin 1917, la mission près l'armée américaine devait préparer l'installation et le fonctionnement des services nécessaires au corps expéditionnaire américain, la mission près l'armée britannique remplissant le même rôle pour les forces britanniques et le secteur du front français qu'elles occupaient. Plus simples étaient les missions vers les pays de moindre importance : missions militaires françaises en Égypte (ne sont conservées que les archives de la mission du capitaine Doynel de Saint-Quentin auprès de l'armée anglaise, et non celles de la mission du colonel Brémond au Hedjaz), près l'armée hellénique, près le gouvernement

hongrois puis en Italie, en Roumanie, en Russie, en Ukraine, en Sibérie et dans les pays baltes, en Serbie et en Nouvelle-Zélande.

Envoyées dès 1914 auprès des armées belge, serbe et britannique, les missions se multiplient au cours du conflit, en fonction des besoins et des alliances : 1915 pour l'Égypte et l'Italie, 1916 pour la Roumanie et la Grèce, 1917 pour les États-Unis et la Pologne, 1918 pour la Hongrie. La signature des armistices, puis des traités de paix, n'a pas toujours entraîné leur départ. En Europe centrale et orientale et sur le territoire russe, les Français restent présents jusqu'en 1919 (Serbie), 1920 (Sibérie), 1921 (Russie méridionale) ou 1922 (Grèce, Hongrie). On mesure ainsi à quel point ces missions avaient acquis une importance diplomatique et économique autant que militaire.

Peu d'études ont été consacrées aux missions militaires. Publiée en 1999 par le Service historique de l'armée de Terre, la thèse de Jean-Noël Grandhomme, *Le général Berthelot et l'action de la France en Roumanie et en Russie méridionale (1916-1918)* (Vincennes, 1999, 1120 p.), constitue une remarquable exception, à laquelle il convient de se reporter, dans une perspective d'histoire comparée, pour toute étude relative au fonctionnement de ces missions.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Les archives des missions ont été correctement versées et conservées. On y retrouve en général trois types de dossiers : les dossiers de principe relatifs à l'organisation, aux activités et au personnel des missions ; les dossiers de suivi des relations avec les instances alliées et les chargés de mission ; les dossiers de renseignements. Rapports et correspondance forment l'essentiel de ces dossiers. La taille des fonds est cependant fort inégale :

- Armée américaine, 241 cartons ;
- Armée belge, 54 cartons ;
- Armée britannique, 91 cartons
(dont 1 carton sur le corps expéditionnaire portugais) ;
- Égypte, 16 cartons ;
- Armée hellénique, 9 cartons ;
- Hongrie, 10 cartons ;
- Italie, 12 cartons ;
- Roumanie, 31 cartons ;
- Russie (plusieurs missions), 122 cartons ;
- Armée serbe et base de Corfou, 34 cartons ;
- Nouvelle-Zélande, 1 carton.

La mission militaire franco-polonaise, installée à Paris entre 1917 et 1919 et organe délégué du gouvernement français auprès du comité national polonais, est un cas à part : ses archives sont particulièrement représentées dans les fonds d'archives rapatriées de Russie.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

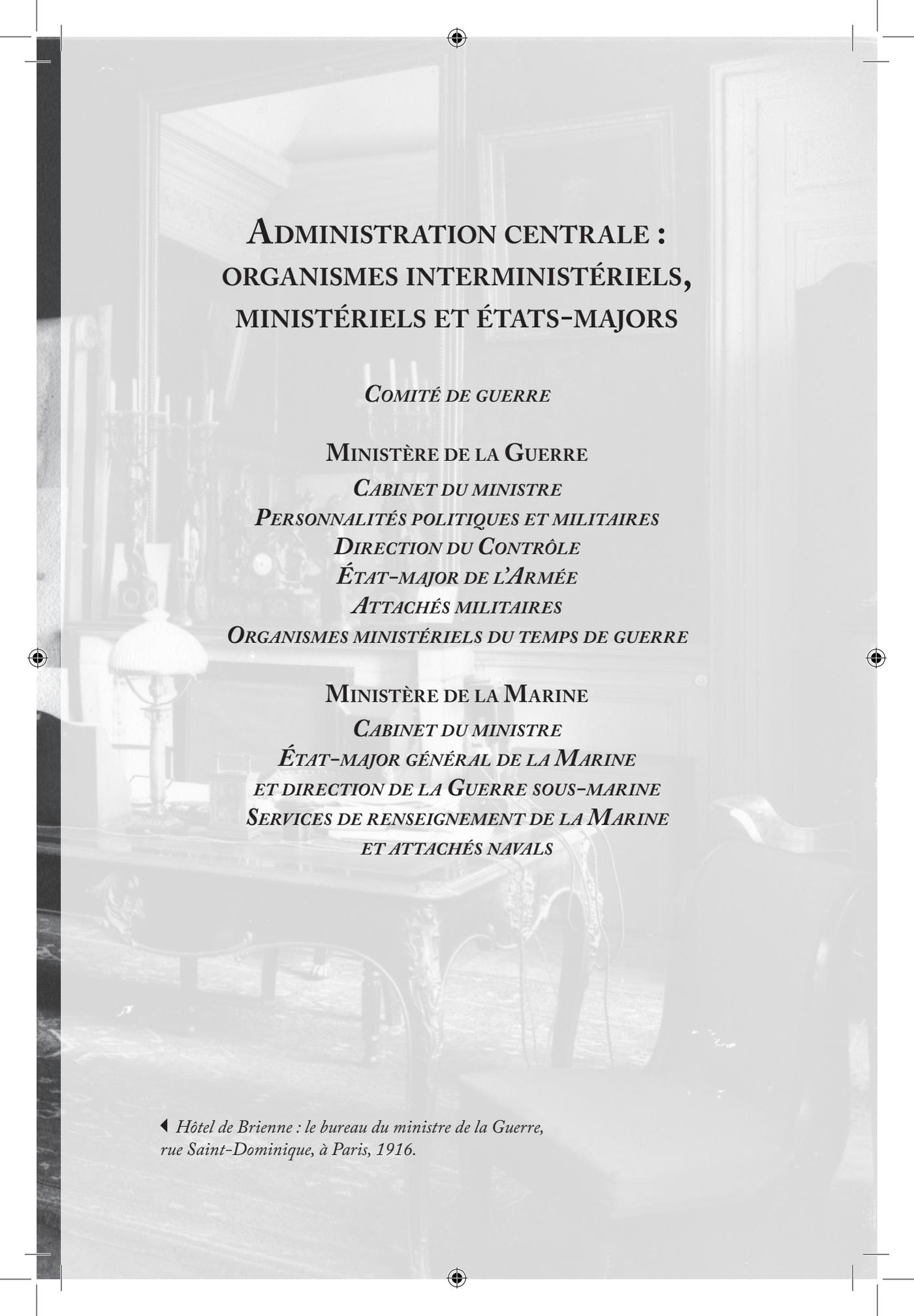
Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. III. Vincennes : SHAT, 1972.

Auteur de la notice Emmanuel PÉNICAUT





**ADMINISTRATION CENTRALE :
ORGANISMES INTERMINISTÉRIELS,
MINISTÉRIELS ET ÉTATS-MAJORS**

COMITÉ DE GUERRE

MINISTÈRE DE LA GUERRE

CABINET DU MINISTRE

PERSONNALITÉS POLITIQUES ET MILITAIRES

DIRECTION DU CONTRÔLE

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

ATTACHÉS MILITAIRES

ORGANISMES MINISTÉRIELS DU TEMPS DE GUERRE

MINISTÈRE DE LA MARINE

CABINET DU MINISTRE

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE LA MARINE

ET DIRECTION DE LA GUERRE SOUS-MARINE

SERVICES DE RENSEIGNEMENT DE LA MARINE

ET ATTACHÉS NAVALS

◀ *Hôtel de Brienne : le bureau du ministre de la Guerre,
rue Saint-Dominique, à Paris, 1916.*



COMITÉ DE GUERRE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 3 N
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	13 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1916-1919
<i>Nom du producteur</i>	Comité de guerre

Histoire administrative

C'est à l'exemple de l'Angleterre, qui avait mis en place une structure similaire quelques mois plus tôt, le *War Cabinet*, que le Parlement demande à Briand, président du Conseil, au mois de décembre 1916, la création d'un « comité de guerre », visant à « concentrer, sous une direction restreinte, la conduite générale de la guerre et l'organisation du pays ». Briand profite de la mise en place de son nouveau cabinet, le 12 décembre, pour obtempérer et créer une structure souple, qui réunissait le président du Conseil et les ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances, et de l'Armement. Une première séance se tient le 16 décembre, sans qu'aucun texte ne fixe vraiment les missions de ce nouveau comité. De fait, le comité n'avait pas de pouvoir de décision ; à l'inverse de son homologue anglais, il n'était qu'une structure supplémentaire de discussion, toute latitude étant laissée aux membres pour prendre les décisions relatives à leur département. Paul Painlevé, président du Conseil et ministre de la Guerre le 12 septembre 1917, y remédie partiellement. Entrent alors au comité tous les ministres d'État (Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères le 23 octobre, Léon Bourgeois, Paul Doumer, Jean Dupuy, Franklin-Bouillon), tandis qu'un décret et un arrêté ministériel précisent ses attributions.

Chargé de la « direction politique de la guerre », le comité devait étudier, préparer et soumettre à l'approbation du conseil des ministres toutes les questions d'ordre général relatives à la conduite de la guerre. Il pouvait prendre des décisions sur les questions de moindre importance qui lui étaient soumises par le président du Conseil, et en rendait alors compte au conseil des ministres. Le comité, par ailleurs, devait se réunir au moins une fois par semaine ; il siégeait à l'Élysée. Clemenceau complète ces dispositions par un décret du 21 novembre 1917. Siégeaient désormais au conseil le président de la République, en

tant que président, le président du Conseil et ministre de la Guerre, les ministres des Affaires étrangères, de la Marine, des Finances, de l'Armement et du Blocus. Les chefs d'état-major de l'Armée (Foch puis Alby) et de la Marine (de Bon) y assistaient avec voix consultative. Le secrétariat était assuré par Jeanneney, sous-secrétaire d'État à la Guerre attaché à la présidence du Conseil. D'autres voix pouvaient s'y faire entendre : en tant que commandant en chef des armées du nord et du nord-est, le général Pétain prend part à la séance du 6 décembre 1917 ; le ministre de l'Agriculture et du ravitaillement, Victor Boret, assiste à celle du 13 septembre 1918. Le conseil se réunit sous cette forme jusqu'à la fin de la guerre ; la dernière séance a lieu le 10 octobre 1918.¹

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

La sous-série 3 N contient les dossiers d'organisation du comité, la collection des procès-verbaux des séances à partir du mois de septembre 1917, la correspondance reçue et des dossiers documentaires relatifs aux affaires évoquées. Outre leur valeur documentaire, ces pièces permettent de suivre l'examen d'un certain nombre d'affaires que l'on retrouve dans les archives du cabinet du ministre. Rédigés par Jeanneney, les comptes rendus de séances, quoique succincts, donnent un aperçu synthétique des points de vue des membres les plus influents du gouvernement sur la conduite de la guerre dans le courant de l'année 1918. Les grandes questions du moment (unité du commandement, défense de Paris, vente et achat d'armement à l'étranger) y apparaissent sous un jour particulièrement clair. Sont mêlées aux archives du comité de guerre les archives du « comité de restriction des approvisionnements et du commerce de l'ennemi » entre 1915 et 1919 (GR 3 N 11-12).

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Emmanuel PÉNICAUT

¹ Sur le fonctionnement du comité de guerre, voir en particulier P. RENOUVIN, *Les formes du gouvernement de guerre*, Paris, Presses universitaires de France, 1925, 185 p.

LE MINISTÈRE DE LA GUERRE PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Le ministère en 1914

En 1914, l'organisation du ministère de la Guerre est héritée des réformes postérieures à la guerre de 1870, lesquelles avaient débouché sur la création d'un état-major général, devenu état-major de l'Armée en 1890, directement rattaché au ministre. De l'organisation antérieure, elle avait conservé des grandes directions, par arme, par service, ou par fonction, au nombre de douze en 1914 (directions du Contrôle, de la Justice militaire, de l'Infanterie, de la Cavalerie, de l'Artillerie, du Génie, de l'Intendance, des Poudres et salpêtres, des Troupes coloniales, de l'Aéronautique militaire, du Service de santé, et Service intérieur).

Le ministre et le haut commandement

Lorsque la guerre éclata, en vertu des décrets du 20 janvier 1912, du 28 octobre 1913 et du 2 décembre 1913, un grand quartier général fut constitué à partir de l'état-major de l'Armée, afin de prendre la direction des opérations. Le chef d'état-major général, le général Joffre, prenait la responsabilité de la zone des armées en tant que commandant en chef, tandis que le ministre restait en charge de la zone de l'intérieur, assisté par un état-major de l'Armée aux effectifs réduits et placé sous les ordres du second sous-chef², c'est-à-dire, dans les faits, sous la coupe du GQG. Durant les deux premières années de la guerre, le ministre Millerand refusa de s'immiscer dans la conduite des opérations, laissée à Joffre et au GQG. Ses successeurs, Gallieni et Roques, tentèrent de restaurer l'autorité du ministre de la Guerre et du gouvernement, mais ne parvinrent pas à s'imposer, malgré l'appui de nombreux parlementaires. En décembre 1916, Joffre était enfin poussé à la démission par le général Lyautey, nouveau ministre de la Guerre.

Le gouvernement et le ministre de la Guerre s'appuyèrent sur l'état-major de l'Armée pour reprendre la conduite de la guerre des mains du GQG. Les compétences du chef d'état-major général, auparavant limitées à « l'organisation et à l'emploi des ressources du territoire », furent considérablement élargies. Le 29 avril 1917, le général Pétain était nommé à la tête de l'état-major de l'Armée, avec le titre de chef d'état-major général de l'Armée. Le décret du 11 mai 1917 fit de

² Conformément aux textes réglementaires, le premier sous-chef de l'état-major de l'Armée suivit le général commandant en chef aux armées, en qualité de major général du groupe d'armées principal.

celui-ci « le délégué du ministre pour l'étude de toutes les questions techniques intéressant les opérations militaires » ; il pouvait également donner son avis sur la conduite générale de la guerre. Les plans généraux d'opération étaient établis par les généraux en chef, « seuls chargés de leur exécution », mais devaient être au préalable soumis au ministre de la Guerre et au gouvernement. La montée en puissance de l'état-major de l'Armée, la multiplication et la croissance de ses services, constituent la première évolution majeure que connut le ministère de la Guerre durant le conflit.

Développement sans précédent de l'administration de la guerre

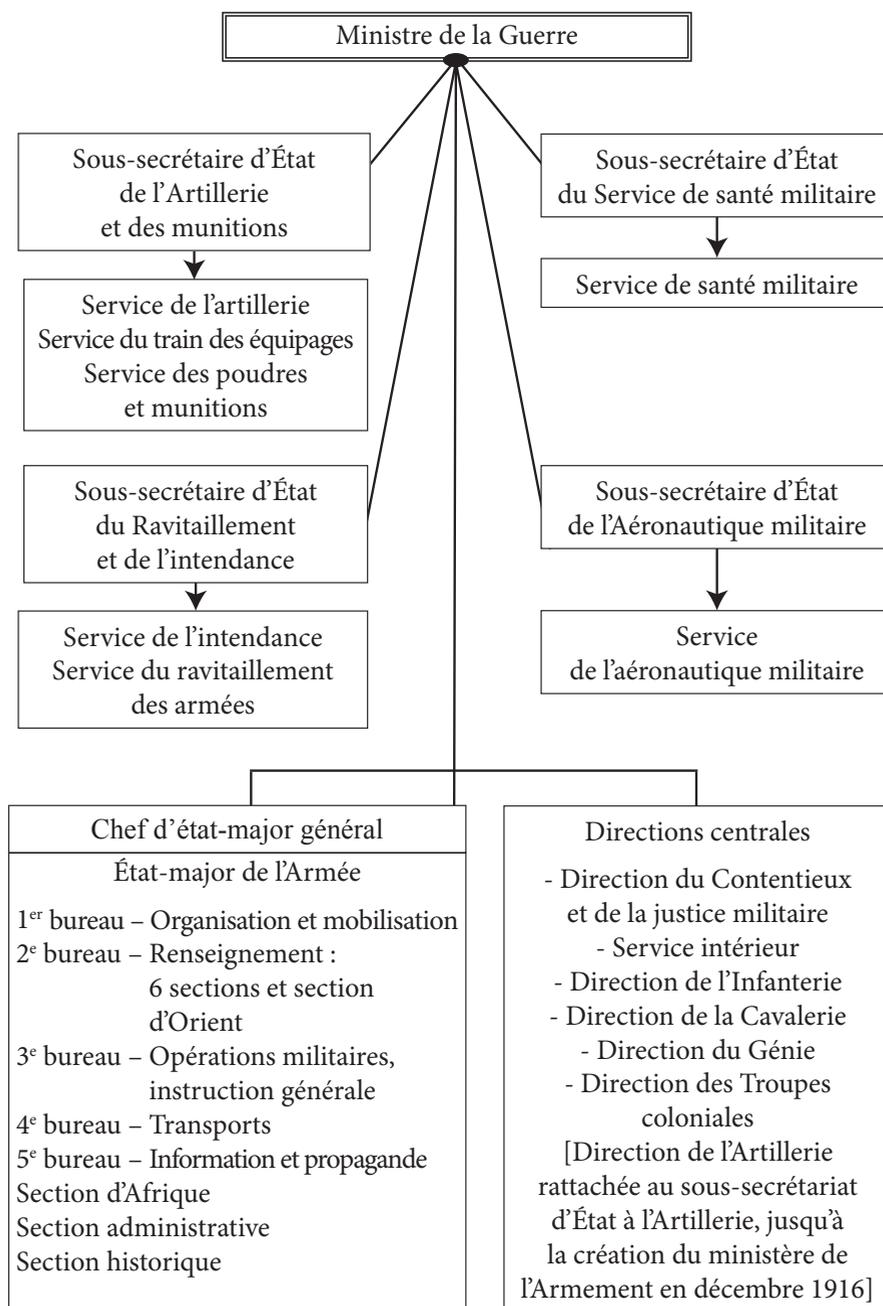
Passées les premières semaines de la guerre, il apparut que l'organisation du ministère ne répondait plus aux exigences nouvelles d'un conflit qui s'installait dans la durée. Le ministre n'était plus en mesure de coordonner l'action des trop nombreuses directions qui relevaient directement de lui, et qui se trouvaient dépassées par l'ampleur de la tâche. Les services de santé, de l'intendance et de l'armement connurent une extraordinaire extension de leur champ d'action. Le dénuement des armées françaises au tournant de l'année 1915, après l'épuisement des stocks constitués en prévision d'une guerre courte, créa une situation d'urgence extrême à laquelle on tenta de faire face en instituant des sous-secrétariats d'État, dirigés par des parlementaires à qui furent confiés des pans entiers de l'administration de la guerre.

Albert Thomas fut le premier député à être promu sous-secrétaire d'État, en charge des fabrications d'artillerie et des munitions, le 18 mai 1915. Suivirent les sous-secrétaires d'État du Service de santé (Justin Godart), du Ravitaillement et de l'intendance (Joseph Thierry) le 1^{er} juillet 1915, de l'Aéronautique militaire (René Besnard) le 14 septembre 1915. À chacun des sous-secrétariats correspondait une direction centrale d'avant-guerre, dont les attributions et les effectifs furent considérablement augmentés.

Rationaliser l'administration de la guerre

Au début de l'année 1916, le général Gallieni constatait que l'existence des quatre sous-secrétariats d'État, si elle permettait de démultiplier l'action du gouvernement, n'était pas sans présenter de sérieux inconvénients. Il rappelait que « l'unité de direction et d'impulsion est un principe fondamental de toute organisation militaire » et que « l'importance des personnalités mises à la tête des sous-secrétariats d'État, leur situation parlementaire, les concessions que le ministre est amené à leur faire, la plus grande part d'initiative qu'il leur laisse ne peuvent cependant les laisser en dehors de son action et de son contrôle ».

Le ministère de la Guerre et l'état-major de l'Armée en 1915



Certains sous-secrétaires, arguant qu'ils n'étaient responsables que devant les chambres, refusaient ainsi qu'un contrôle administratif puisse s'exercer sur eux au nom du ministre³.

Afin d'y remédier, le ministre proposait deux scénarios de réorganisation. Le premier consistait à faire des sous-secrétariats d'État de l'Artillerie et du Ravitaillement des ministères à part entière, qui auraient été les fournisseurs du ministère de la Guerre. Le second visait à réorganiser le ministère en trois pôles majeurs, l'état-major de l'Armée, une direction générale de la gestion administrative et financière, et enfin une direction économique et ouvrière. Le ministre recommandait fortement cette dernière solution, susceptible de donner une « impulsion commune » à ces organes spécialisés, « débarrassés de toute préoccupation autre que celle de la tâche spéciale à chacun d'eux »⁴. Il est frappant de constater que ce schéma correspond à peu de choses près à l'organisation actuelle du ministère de la Défense, bâti autour de l'état-major des Armées, du secrétariat général pour l'Administration et de la direction générale de l'Armement. Il fallut cependant attendre les réformes conduites à partir de 1960 pour que celle-ci fût mise en œuvre.

C'est en effet vers la création de nouveaux ministères que l'on s'orienta à la fin de l'année 1916, lorsque les réflexions lancées sous le ministère de Gallieni débouchèrent sur de profondes réformes. Le sous-secrétariat d'État de l'Artillerie et des munitions devint ministère de l'Armement, dont les attributions très larges ne furent pas sans causer quelques querelles de bornage avec le ministère de la Guerre. En effet, le nouveau ministère, responsable de « la préparation, la production et l'utilisation de tous les matériels et munitions de guerre⁵ », entendait peser sur l'emploi du matériel livré et sur l'organisation des unités qui le recevait. Clemenceau voulut revenir à la conception originelle de Gallieni, et faire du ministère de l'Armement un fournisseur dont les

³ Note du 23 février 1916 du sous-secrétaire d'État du Service de santé, Justin Godard, au ministre de la Guerre (SHD, Guerre, cabinet du ministre, 5 N 269, dossier n°1).

⁴ Minute non datée d'un rapport du ministre au président de la République (ibid.). Voir également la « note relative à un projet de réorganisation de l'administration centrale du ministère de la Guerre » (SHD, Guerre, fonds Gallieni, 6 N 52, dossier n°8), qui s'ouvre sur un long et remarquable historique administratif du ministère depuis la Révolution. Cette note recommandait, à côté des trois organes généraux dont on recommandait la création, le maintien de huit directions spéciales dont l'action serait limitée à leurs besoins propres. Ces directions devaient relever de l'état-major de l'Armée pour les directions d'armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, aéronautique, troupes coloniales), de la direction générale administrative et financière pour les directions de l'intendance et de la santé.

⁵ Article 1 du décret du 13 décembre 1916 nommant le ministre de l'Armement et des fabrications de guerre.

armées auraient été les clientes⁶. Il dut y renoncer ; seuls les chars d'assaut revinrent en janvier 1918 dans le giron du ministère de la Guerre, où fut constituée pour eux une sous-direction de l'artillerie d'assaut dépendant de la direction de l'Artillerie. Au ministère de l'Armement comme au ministère de la Guerre, on hésita entre une organisation en « râteau », où de nombreux services et directions dépendaient du ministre, et une organisation resserrée autour de quelques grands directeurs et sous-secrétaires d'État. La première l'emporta rapidement sur la seconde⁷. Les services du ministère de l'Armement, institué le 12 décembre 1916, ne cessèrent de se développer jusqu'à la fin de la guerre ; le 26 novembre 1918, il prenait le nom de ministère de la Reconstruction industrielle.

L'existence du ministère du Ravitaillement, constitué le 20 mars 1917, fut en revanche éphémère ; en novembre 1917, il était rétrogradé au rang de sous-secrétariat d'État rattaché au ministère de l'Agriculture. La gestion des importations de denrées agricoles et de matières premières, le contrôle de leur vente et leur répartition, la planification de la production industrielle, furent confiés à des commissions ou à des comités interministériels⁸, où coopéraient représentants de l'État et acteurs économiques privés.

Le ministère en 1917-1918 : l'équilibre

À l'arrivée de Clemenceau en novembre 1917, le ministère de la Guerre trouvait enfin une forme de stabilité.

Du ministre dépendaient le chef d'état-major général de l'Armée et quatre sous-secrétaires d'État, chargés de la justice militaire, de l'aéronautique, du service de santé et de l'administration générale. Ce dernier sous-secrétariat, de loin le plus important, créé un an plus tôt, était responsable de « toutes les questions d'ordre administratif ressortissant à l'état-major de l'Armée, aux directions et services de l'administration centrale⁹ », à l'exception des services relevant des autres sous-secrétariats. Lui était notamment rattaché le service général des pensions et des renseignements aux familles, qui avait pris une extension

⁶ Lettre de Loucheur à Clemenceau, 22 septembre 1917 (SHD, Guerre, ministère de l'Armement, 10 N 1).

⁷ Voir *infra* : introduction institutionnelle relative au ministère de l'Armement.

⁸ Ainsi la commission interministérielle des bois et métaux, créée le 11 mai 1916, puis, dépendant d'elle, les comités interministériels du bois, de la sidérurgie, du cuivre, etc., institués en mai 1917. Des conférences interalliées se réunirent également pour éviter que les pays alliés ne se fassent concurrence auprès des pays exportateurs de matières premières et pour répartir au mieux les ressources en fonction des besoins de chacun (SHD, Guerre, ministère de l'Armement, 10 N 1, note de renseignements sur la direction de l'organisation générale de la production, 11 janvier 1918).

⁹ Décret du 21 novembre 1917 portant attribution des sous-secrétaires d'État à la Guerre.

considérable¹⁰. Dans sa configuration de 1917-1918, le sous-secrétariat d'État de l'Administration ressemblait donc d'assez près à la grande direction de l'Administration générale, transversale et fonctionnelle, que Gallieni appelait de ses vœux en 1916.

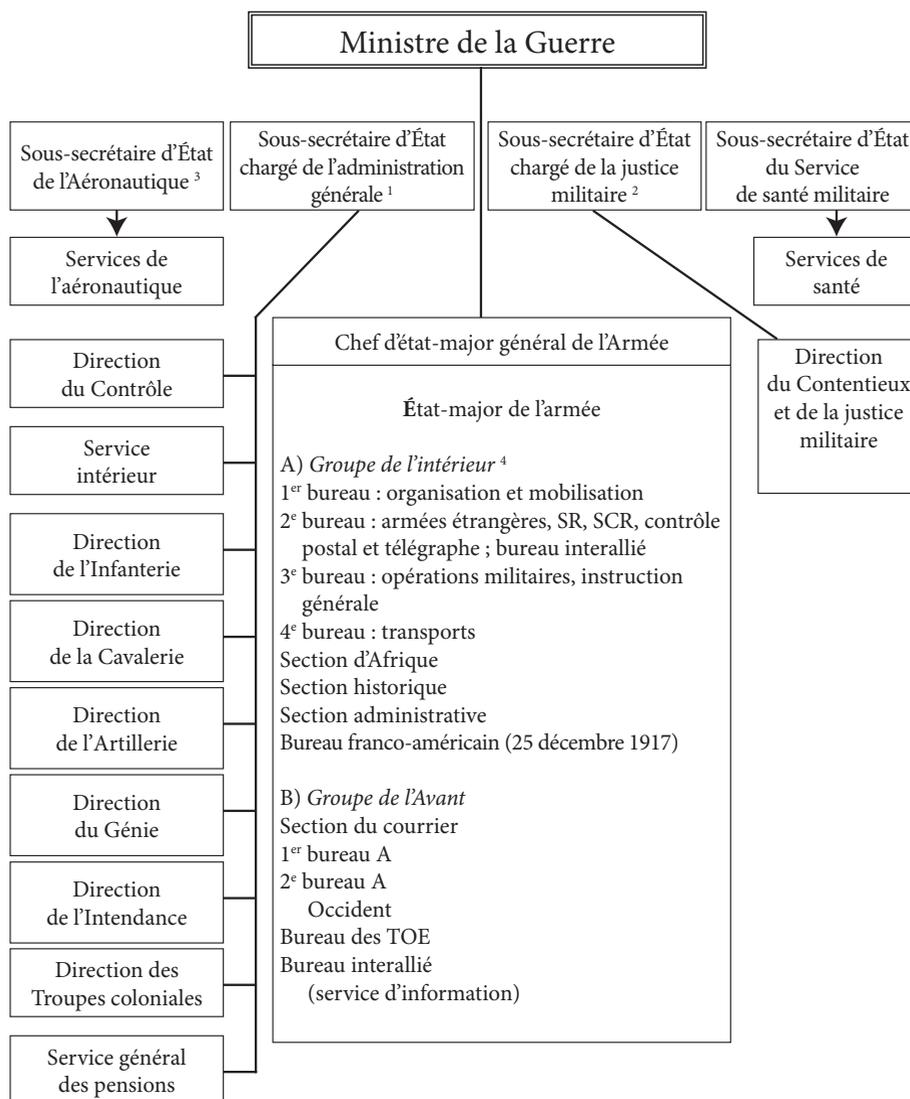
La multiplication plus ou moins contrôlée de toutes ces administrations, services publics ou parapublics, dont les compétences se chevauchaient fréquemment, rendit nécessaire la création d'instances de coordination, telles que le comité de guerre interministériel ou le conseil supérieur de guerre interallié. En 1917, un sous-secrétaire d'État de la Guerre fut rattaché à la présidence du Conseil « en vue d'assurer, sur toutes les questions dont la solution exige un accord interministériel ou interallié, la coordination des mesures qu'exige la conduite de la guerre ».

Ainsi, la guerre mondiale suscita un accroissement extraordinaire de l'administration de la guerre, qui devint une administration totale, en charge de tous les aspects de la vie des Français. Pour la première fois, cette administration débordait largement le cadre du ministère de la Guerre, et la défense de la nation devenait l'affaire de tous les secteurs de l'administration publique. Après la croissance plus ou moins contrôlée des services chargés de l'administration de la guerre et l'apparition de nouvelles structures, on dut s'interroger sur leur efficacité et sur la meilleure façon de coordonner leur action. Les ministres et les hauts fonctionnaires furent ainsi conduits à imaginer, expérimenter et corriger des schémas d'organisation très complexes et nouveaux. Cette réflexion explique le succès des théories de l'ingénieur Henri Fayol, qui publiait en 1916 son célèbre ouvrage *L'administration générale et industrielle*. La guerre contribua ainsi à l'essor des sciences de gestion, alors dans leur enfance.

Amable SABLON DU CORAIL

¹⁰ Il n'existait avant la guerre qu'un modeste bureau des pensions, qui traitait une moyenne de 180 affaires par an. Le service des pensions allait être la base d'un ministère des Pensions, des primes et des allocations de guerre, créé en 1920, qui se vit chargé des trois millions d'invalides, de veuves et d'orphelins que la guerre mondiale avait laissés derrière elle (voir *infra* : fiche relative aux dossiers de pension).

Le ministère de la Guerre et l'état-major de l'Armée en 1917



¹ Le sous-secrétaire d'État chargé de l'administration générale exerce, au nom et sous l'autorité du ministre, la haute direction de l'administration de l'Armée. Il a dans ses attributions toutes les questions d'ordre administratif ressortissant à l'état-major de l'Armée, aux directions et services de l'administration centrale, à l'exception de celles relevant d'un autre sous-secrétaire d'État. Il a, dans les limites de ses attributions, la délégation permanente de la signature du ministre. L'inspection générale des effectifs est placée sous ses ordres (décrets des 13 septembre et 21 novembre 1917).

² Décret du 21 novembre 1917.

³ Attributions fixées par décret du 17 avril 1917.

⁴ Décret du 29 avril 1917 portant création d'un chef d'état-major général, délégué du ministre de la Guerre pour l'étude de toutes les questions techniques intéressant les opérations militaires et pour la direction des Services généraux du territoire.



CABINET DU MINISTRE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 5 N
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	569 cartons
<i>Nom du producteur</i>	Cabinet du ministre de la Guerre

Histoire administrative

Les archives du cabinet du ministre de la Guerre sont le reflet de l'action des ministres qui se sont succédé durant la guerre : Adolphe Messimy, Alexandre Millerand, Joseph Gallieni, Pierre Roques, Hubert Lyautey, Paul Painlevé et Georges Clemenceau. Le cabinet militaire se compose à cette période d'un état-major particulier commandé par un général, d'un 1^{er} bureau chargé du courrier et de son enregistrement, d'un 2^e bureau chargé des décorations, d'un 3^e bureau responsable du personnel, des officiers généraux et de la correspondance générale, et enfin d'un 4^e bureau spécialisé dans les œuvres militaires. Le cabinet civil, moins développé, traite, en sus des affaires politiques réservées au secrétariat particulier du ministre, des affaires civiles et de la presse.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Les documents concernant la Première Guerre mondiale constituent l'essentiel de la sous-série 5 N. On y trouve principalement des collections de télégrammes et des dossiers de renseignement, essentiellement militaire, diplomatique et économique, classés par théâtre d'opérations ou par pays, des rapports sur les opérations et les effectifs, de la correspondance et de la documentation concernant le contrôle et la censure de la presse, ainsi que la publication du *Bulletin des armées de la République*. La sous-série 5 N a été complétée par un supplément, constitué des archives rapatriées de Russie. Bien que postérieures pour la plupart, celles-ci comprennent quelques documents portant sur l'organisation du cabinet durant la Première Guerre mondiale, les relations du ministre avec le Parlement, la situation internationale, la presse, et surtout le contrôle de l'application des traités en Allemagne et dans les territoires administrés ou contrôlés.

Sources complémentaires

SHD/GR, sous-série 6 N *Fonds de personnalités politiques et militaires
(voir fiche suivante)*

SHD/AI, série Z *Fonds privés*
Z 35600-35624 : fonds du général Marie.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre, série N, 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Bertrand FONCK

PERSONNALITÉS POLITIQUES ET MILITAIRES

Référence SHD, Guerre, sous-série 6 N

Niveau de description Groupe de fonds

Importance matérielle 296 cartons

Nom du producteur

Fonds de personnalités politiques et militaires (Poincaré, Buat, Clemenceau, Gallieni, Lebrun)

Histoire administrative

Les cinq personnalités françaises dont les archives ont été regroupées dans la sous-série 6 N ont joué un rôle important au cours des hostilités et dans les années suivant la guerre : Raymond Poincaré (1860-1934), président de la République de 1913 à 1920, président du Conseil de 1922 à 1924 et de 1926 à 1929 ; le général Edmond Buat (1868-1923), chef de cabinet du ministre de la Guerre Alexandre Millerand du 30 août 1914 à novembre 1915 ; le général Joseph Gallieni (1849-1916), membre du Conseil supérieur de la guerre à partir de 1908, gouverneur militaire de Paris (1914-1915), ministre de la Guerre d'octobre 1915 à mars 1916 ; Georges Clemenceau (1841-1929), président de la commission sénatoriale de l'Armée au début des hostilités, président du Conseil et ministre de la Guerre de novembre 1917 à janvier 1920, dont les archives ont été versées par le général Henri Mordacq, chef de son cabinet militaire ; Albert Lebrun (1871-1950), ministre des Colonies (1913-1914), du Blocus (1917) et des Régions libérées (1918-1919).

Historique de la conservation Entrées complémentaires non datées

Présentation du contenu

Les archives regroupées dans la sous-série 6 N ont la qualité commune d'être des fonds d'archives publiques conservés entre des mains privées et entrées au Service historique par voie extraordinaire. Aussi constituent-elles un complément naturel des versements réglementaires des autres sous-séries de la série N, et en particulier de la sous-série 5 N, cabinet du ministre.

Fonds Poincaré : 6 cartons, dont un concerne l'Entre-deux-guerres. On y trouve essentiellement des dossiers documentaires, des notes de synthèse, des procès-verbaux de séances de commissions et comités, ou des rapports sur tel aspect de la campagne, tel élément d'armement ou tel mouvement stratégique (1914-1918), en France, dans les pays belligérants ou dans les colonies.

Fonds Buat : 32 cartons. À travers le fonds Buat apparaît de façon organisée l'activité du ministère Millerand : rapports avec le commandement, le Parlement et les autres autorités civiles françaises, fonctionnement du ministère, suivi des opérations sur le front, à l'arrière et aux colonies, relations avec les agents diplomatiques et les attachés militaires à l'étranger. L'ensemble est principalement constitué de correspondance expédiée et reçue (lettres, télégrammes), de rapports et de notes. Les quatre derniers cartons du fonds traitent de la période postérieure au départ de Millerand (1915-1921).

Fonds Gallieni : 12 cartons. Les cinq premiers cartons concernent la période 1888-1914. Les suivants retracent l'activité de Gallieni au ministère de la Guerre, en particulier du point de vue réglementaire (projets et propositions de loi, circulaires ministérielles variées) et du renseignement (analyses de presse, comptes rendus du bureau de recherche, de renseignement et d'étude de presse étrangère).

Fonds Clemenceau : 241 cartons. Plus volumineux que les autres, le fonds Clemenceau constitue une source de premier plan sur l'histoire de la fin de la Première Guerre mondiale. Quelques grands axes apparaissent : la conduite de la guerre et les relations du ministre et président du Conseil avec les hautes instances, qu'elles soient françaises ou alliées (6 N 53-71) ; la conférence de la paix et les relations internationales dans l'immédiat après-guerre (6 N 72-84) ; l'organisation et le fonctionnement du ministère de la Guerre et des armées (personnel, aéronautique, armement, opérations, prisonniers, 6 N 85-111) ; le renseignement, politique, économique ou militaire, sur l'ensemble du monde entre 1914 et 1922 (6 N 112-252, classement par pays). On y trouve enfin des documents issus des ministères de la Guerre, de la Marine, des Colonies et des Affaires étrangères, rassemblés par le président du Conseil (6 N 253-294).

Fonds Lebrun : 5 cartons. Ces quelques cotes sont constituées, pour l'essentiel, de documents parlementaires relatifs à des questions militaires entre 1915 et 1918. Le dernier carton traite de la période postérieure (1919-1930).

Sources complémentaires

SHD/GR, sous-série 5 N *Cabinet du ministre*
(voir fiche précédente)

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Emmanuel PÉNICAUT



DIRECTION DU CONTRÔLE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-séries 8 N et 8 NN
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	33 cartons (8 N), 162 cartons pour la période 1870-1940 (8 NN)
<i>Nom du producteur</i>	Direction du Contrôle

Histoire administrative

La loi du 16 mars 1882 et le décret du 28 octobre 1882 créèrent un corps de contrôle de l'administration de l'armée, qui succédait aux inspecteurs aux revues de l'administration napoléonienne, au corps de l'intendance militaire de la Restauration et de la monarchie de Juillet, et aux intendants généraux inspecteurs du Second Empire. Contrairement aux corps qui l'avaient précédé, le nouveau contrôle ne devait en aucun cas se mêler de la direction ou de la gestion de l'administration militaire. La nouvelle direction du Contrôle était rattachée directement au ministre ; cette place garantissait son indépendance par rapport à toute hiérarchie militaire. Le décret du 15 novembre 1884, qui confiait au corps de contrôle le suivi du budget du ministère de la Guerre, l'installa au cœur de l'administration du ministère, lui permettant de suivre tous les actes administratifs et financiers depuis leur origine jusqu'à leur exécution.

Lorsque la guerre éclata, aucun texte, aucune réglementation ne prévoyait l'emploi du corps en temps de guerre. D'abord chargés de veiller au bon déroulement de la mobilisation dans chacune des régions militaires, la plupart des contrôleurs furent employés à assister les commandants des régions militaires de l'intérieur en tant que « directeur des services du matériel ». En 1916, tous furent rapatriés au ministère, notamment dans les sous-secrétariats d'État créés à partir des directions centrales d'avant-guerre, où ils exercèrent en tant que délégués du directeur du Contrôle. Le 1^{er} février 1917, le ministre de la Guerre reprit sous sa tutelle directe l'ensemble des contrôleurs, qu'il réorganisa aussitôt en onze groupes de missions spécialisés. La direction du Contrôle, maintenue hors de la zone des armées par le grand quartier général qui estimait « qu'il ne pouvait y avoir de contrôle pendant l'action », trouva une compensation en affermissant son rôle, tant dans le domaine des marchés et des achats que dans celui des réquisitions.

Le service central des réquisitions, créé le 7 juin 1916, fut aussitôt rattaché à la direction du Contrôle, de même que le service des achats à l'étranger. Les contrôleurs peuplèrent ainsi la haute administration du ministère, en contradiction avec l'esprit de la loi de 1882. Le bilan, au terme des quatre années de guerre, était positif : outre le travail effectué, les hostilités avaient confirmé les contrôleurs dans leur rôle de grands administrateurs.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

La plupart des cartons d'archives en provenance de la direction du Contrôle dans la sous-série 8 N traitent des cessions de matériel à l'étranger et aux pays alliés. Ils ont été complétés par une trentaine de dossiers provenant des archives rapatriées de Russie dans les années 1990, qui abordent les finances du ministère, le personnel, les remontes, le matériel, l'administration centrale et des corps de troupes, ou encore le service de santé. Les rapports des contrôleurs apportent un éclairage précieux, quoique partiel, sur l'énorme croissance de l'administration de la guerre durant le premier conflit mondial. Les inspections des corps de troupe et des échelons territoriaux de l'administration militaire permettent de suppléer en partie aux lacunes des archives des régions militaires. Ont également été conservés une trentaine de dossiers consacrés aux garnisons de la Sarre et à l'armée du Rhin.

Sources complémentaires

SHD/GR, 6 N 13 : fonds Buat. - Circulaires issues de la direction du Contrôle (1914-1915).

SHD/GR, 6 N 297 : fonds Lebrun. - Notes relatives au contrôle (1916).

SHD/GR, 7 N 261-262, 295-296, 325 : correspondance du 1^{er} bureau de l'état-major avec la direction du Contrôle (1914, 1916, 1918).

SHD/GR, 1 K 513 : papiers Paul Alombert-Goget.

SHD/GR, 1 K 593 : papiers Pierre Guinand.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre, série N, 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

E. Pénicaud et M. Brebel. *Direction du contrôle, sous-série GR 8 NN. Répertoire numérique détaillé.* Vincennes : SHD, 2010, dactyl.

Auteur de la notice

Emmanuel PÉNICAUT



ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 7 N
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 659 cartons, dont 1 235 intéressent la période des hostilités
<i>Nom du producteur</i>	État-major de l'Armée

Histoire administrative

Le décret du 6 mai 1890 transforme l'état-major du ministre de la Guerre, créé en 1871 et sujet à l'instabilité ministérielle, en un organisme permanent, l'état-major de l'Armée (EMA), dont la composition en quatre bureaux reprend celle des décrets du 12 mars 1874 et du 26 mars 1878. Le 1^{er} bureau traite de l'organisation générale et de la mobilisation de l'armée, ainsi que des emplacements et effectifs ; le 2^e bureau de la statistique militaire, des armées étrangères et des missions militaires à l'étranger ; le 3^e bureau des opérations et de l'instruction ; le 4^e bureau du service des étapes et des chemins de fer, et plus généralement de l'exécution des mouvements de troupe et du transport. L'EMA comprend par ailleurs un service géographique et une section historique, héritiers du dépôt de la Guerre.

Cette organisation a été modifiée à plusieurs reprises durant la guerre. Le 1^{er} bureau a compris jusqu'à six sections aux attributions flottantes, en plus d'un bureau slave. Le 2^e bureau, qui comprenait déjà six sections en août 1914 (sections allemande, anglaise, russe, section du service courant, section de renseignement et section centrale de renseignement qui prendra par la suite le nom de section de centralisation des renseignements), est renforcé en mars 1915 d'une section d'Orient, constituée aux dépens de la section russe, et en juin suivant d'une section italienne. Un 5^e bureau, dit d'information et de propagande, est créé en décembre 1915 puis fusionné en février 1917 avec le 2^e bureau, qui est alors complètement réorganisé en 7 sections. La section d'Afrique, créée en 1882 pour s'occuper des questions concernant l'Afrique du Nord, et rattachée directement au chef d'état-major, est dotée d'avril 1915 à mai 1917 d'un bureau d'Orient et chargée pendant la guerre de traiter des problèmes de l'Égypte, de l'Arabie, du Levant, de l'Orient en général et des Balkans.

L'état-major de l'Armée est profondément réorganisé en mai 1917, lors du chassé-croisé entre Foch et Pétain après l'éviction de Nivelle du commandement en chef. Le décret du 16 mai 1917 scinde l'EMA en deux groupes : celui de l'avant, chargé de traiter les questions relatives à la direction de la guerre ; celui de l'intérieur, auquel incombent l'utilisation des ressources du territoire et l'entretien des forces mobilisées. Ces deux groupes sont dirigés respectivement, sous l'autorité du chef d'état-major général, par deux officiers généraux appelés « majors généraux ». Le groupe de l'avant comprend trois bureaux dits « bureaux A » et un bureau interallié. L'état-major des théâtres d'opérations extérieures (TOE) du grand quartier général est rattaché à l'état-major de l'Armée, dans le groupe de l'avant ; les affaires d'Orient lui sont attribuées. Enfin, dans le groupe de l'intérieur, le bureau spécial franco-américain, organisé par arrêté ministériel du 25 décembre 1917, centralise toutes les questions relatives à l'armée américaine ; il est dissous en avril 1919.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Les archives ont été évacuées vers l'arrière et ont bénéficié d'un premier classement au cours même du conflit par des archivistes blessés de guerre.

Présentation du contenu

Les archives du 1^{er} et du 2^e bureaux sont les plus volumineuses. Les dossiers du 1^{er} bureau traitent surtout de la mobilisation, de l'organisation de l'armée et des effectifs. Ceux du 2^e bureau, constitués notamment de bulletins d'information et de rapports de renseignement, sont particulièrement riches. Le fonds du 2^e bureau A du groupe de l'avant (dont le 1^{er} bureau n'a pas laissé d'archives) figure à la suite du fonds du 2^e bureau de l'EMA. Le 3^e bureau A, quant à lui, a été classé au sein des archives du grand quartier général (sous-série 16 N).

Les dossiers du 3^e bureau traitent plus de l'instruction que des opérations elles-mêmes, qui tiennent davantage de l'action du GQG. Le 4^e bureau, quant à lui, a laissé relativement peu d'archives. Celles de la section d'Afrique sont constituées majoritairement de dossiers de renseignement.

Les dossiers de l'état-major de l'Armée, bien qu'ils perdent de l'intérêt pendant la période des hostilités au profit de ceux du GQG (sauf en ce qui concerne l'armement et le personnel), traduisent bien les compétences variées de cet organisme et constituent une source irremplaçable pour l'histoire militaire mais aussi politique et économique du premier conflit mondial.

Sources complémentaires

SHD/GR, 16 N 3014-3278 : GQG, 3^e bureau TOE, puis 3^e bureau A.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre, série N, 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Bertrand FONCK



ATTACHÉS MILITAIRES

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 7 N
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	630 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1872-1919
<i>Nom du producteur</i>	Attachés militaires

Histoire administrative

Les missions militaires et les attachés militaires à l'étranger, dont la lointaine origine remonte aux officiers envoyés ponctuellement auprès des ambassadeurs sous l'Ancien Régime et l'Empire, voient leurs attributions progressivement élaborées et fixées au cours du XIX^e siècle. Si une première ordonnance de 1839 évoque la fonction et ses prérogatives, celle-ci est véritablement instituée en 1860 et se développe sous le Second Empire avant d'être généralisée sous la III^e République. Comme le précise l'instruction de 1903, les attachés militaires sont subordonnés militairement au ministre de la Guerre (ils dépendent plus précisément du chef d'état-major général de l'Armée), et localement à l'ambassadeur. Leur rôle, qui tend à se spécialiser par armée, est principalement de collecter des renseignements sur la situation militaire et l'état des armées de leur pays de résidence. Ils constituent un réseau qui complète les travaux du 2^e bureau de l'EMA et des sections et services qui en dépendent, notamment le bureau des armées étrangères. Ce réseau est loin d'être complet puisque nombre de représentations diplomatiques sont dépourvues de mission militaire, les attributions de bien des attachés militaires s'étendant sur plusieurs pays.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

Le fonds des attachés militaires, classé par pays, représente un ensemble très important et d'autant plus complet pour la période de l'avant-guerre que ces archives, conservées dans les postes, n'ont pas subi de destructions préventives comparables à celles qui ont touché les archives de l'EMA lors de l'avance allemande en août 1914. On y trouve principalement

les rapports des attachés ainsi que des dossiers de renseignements généraux et d'informations sur les armées étrangères. Un même plan de classement a été utilisé pour chaque pays, qui place en tête les rapports des attachés, puis les renseignements divers, les renseignements sur l'armée et enfin les questions de personnel. Au sein de ce classement apparaissent, pour les pays avec lesquels les relations diplomatiques ont été rompues après les déclarations de guerre, des dossiers documentaires et de renseignements rassemblés pendant la durée des hostilités. Les archives des attachés militaires sont particulièrement riches pour la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas, la Suisse, l'Espagne et le Portugal, la Roumanie et la Russie.

Sources complémentaires

SHD/GR, sous-série 17 N Missions militaires françaises

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Bertrand FONCK

ORGANISMES MINISTÉRIELS DU TEMPS DE GUERRE

Référence SHD, Guerre, sous-séries 10 N à 12 N

Niveau de description Groupe de sous-fonds

Importance matérielle 75 cartons

Nom du producteur

Commission parlementaire d'enquête des marchés de l'État, ministère du Blocus, sous-secrétariat d'État de l'Administration, sous-secrétariat d'État du Ravitaillement et de l'intendance

Histoire administrative

Durant la Première Guerre mondiale, la France se dote d'organismes temporaires chargés de répondre aux besoins spécifiques du temps de guerre. La prolongation de la guerre conduit l'État à intervenir dans la vie économique pour assurer le ravitaillement, notamment en matières premières. Cet impératif entraîne la création de deux sous-secrétariats d'État, celui de l'Administration et celui du Ravitaillement et de l'intendance. Un ministère du Blocus est en outre constitué pour examiner les moyens par lesquels vivres et matières premières peuvent parvenir à l'ennemi, et pour empêcher ces approvisionnements par des méthodes financières, diplomatiques ou militaires.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Les dossiers de la commission parlementaire d'enquête des marchés de l'État, qui a fonctionné jusqu'en 1928, ont été remis au Service historique de l'armée de Terre à la fin des années 1970.

Présentation du contenu

Les sous-séries 10 à 12 N regroupent les archives de ces organismes variés : commission parlementaire d'enquête des marchés de l'État (GR 10 N 162-201), ministère du Blocus (GR 11 N 1-19), sous-secrétariat d'État de l'Administration et sous-secrétariat d'État du Ravitaillement et de l'intendance (GR 12 N 1-16). Les organes délibératifs y étant nombreux, on retrouve souvent la même typologie de documents reflétant le travail de conseils ou commissions. Les cartons sont ainsi composés de procès-verbaux de réunions, de correspondance ou de dossiers documentaires (études, rapports et statistiques). Les thèmes

abordés dans ces archives sont larges et divers. La commission parlementaire d'enquête des marchés de l'État, par exemple, traitait de dossiers couvrant tous les domaines : alimentation, armement, chimie, charbon...

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Frédéric QUÉGUINEUR

LE MINISTÈRE DE LA MARINE PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

À la veille de la guerre, la Marine n'est plus le grand département ministériel que son premier titulaire, Jean-Baptiste Colbert, a fondé. Ses attributions ont été successivement amputées du réseau consulaire, des colonies, des troupes de marine, tandis que la marine marchande et les pêches sont sur le point de quitter définitivement la rue Royale. Ainsi, le 3 août 1914, la rue Royale tend à s'occuper exclusivement de la marine militaire, ce que le décret fondateur du 22 avril 1927 consacra définitivement. L'histoire de son organisation pendant le conflit a fait l'objet de travaux à chaud, mais n'a pas été reprise depuis¹¹. Cette introduction synthétise donc les travaux réalisés après le conflit à l'École supérieure de la Marine (future École de guerre navale) et à l'état-major général de la Marine (EMG)¹², complétés par les archives de la Marine conservées à Vincennes¹³.

L'administration centrale en 1914

Depuis le décret du 6 mars et l'arrêté ministériel du 6 mai 1912, le ministre de la Marine s'appuie sur trois grands subordonnés.

Le chef de l'EMG¹⁴ est responsable de la préparation de la guerre navale. Les origines de cette fonction remontent au décret du 8 avril 1868 qui a rattaché le bureau des mouvements au cabinet du ministre. À partir de cette date, l'organisation de l'état-major général va alterner entre deux extrêmes. D'une part, une centralisation à outrance, amenant la confusion des services ministériels et de l'EMG ; de l'autre, une décentralisation importante, laissant à ces mêmes services une très grande autonomie. Le décret du 3 février 1882 est la première étape de la concentration des pouvoirs aux mains du chef de l'EMG, dans la mesure où celui-ci prend également la tête du cabinet du ministre. Désormais chef d'état-major du *ministre*, et non chef d'état-major de la *Marine*, ce texte lui permet de

¹¹ Pour une vue d'ensemble de l'historiographie, consulter Martin MOTTE et Jean de PRÉNEUF, « L'écriture de l'histoire navale française à l'époque contemporaine : un modèle national ? », *Revue historique des armées*, n°257, 2009/4, p. 27-43.

¹² En particulier les conférences du capitaine de frégate Raoul Castex (1 CC 217) et l'ouvrage du capitaine de vaisseau Adolphe LAURENS, *Le commandement naval pendant la guerre*, tapuscrit, sans date, 2 volumes, 1 030 p. (cote bibliothèque du SHD : VI-12 A 33).

¹³ En particulier les cartons SHD/MV SS Gs 1, SS Es 1, SS Es 10, SS Ed 76, SS Ed 76bis, SS Xe 12, 1 CC 217, 1 CC 219, 1 CC 309 et 1 CC 312.

¹⁴ Les documents contemporains le désignent comme le « chef de l'EMG » et non sous celui plus familier de CEMG (qui deviendra ensuite CEMM, chef d'état-major de la Marine).

notifier les ordres ministériels aux différents services¹⁵. L'hypertrophie de l'EMG culmine avec l'arrêté du 21 janvier 1892, qui donne à son chef le rôle « de seconder le ministre dans tous les détails de l'administration de son département ». Cette conception fait du chef d'état-major un sous-ministre militaire omnipotent et relègue le ministre responsable vers les attributions les plus politiques de sa fonction, à savoir les relations avec le gouvernement et le Parlement. D'autant qu'avec la républicanisation des institutions, dont la nomination d'Édouard Lockroy rue Royale le 28 juin 1898 est un marqueur important, le portefeuille de la Marine n'est quasiment plus confié à un militaire¹⁶. À partir de 1902, la tendance à la centralisation s'interrompt et s'inverse. Par étapes successives, différents décrets organisent la séparation de l'EMG et des services.

Le principal acquis des textes de 1912, toujours en vigueur lors du déclenchement des hostilités, est le regroupement des services sous deux autorités militaires distinctes, relevant directement du ministre. La première centralise les services de la flotte construite, sous la direction du « directeur militaire des services de la Flotte ». Cet officier général du corps des officiers de marine est responsable du service du personnel militaire de la Flotte, du service de l'intendance et du service de santé. La seconde autorité correspond au « directeur militaire des services des travaux ». Également confiée à un officier général du corps des officiers de marine, pour assurer la primauté du commandement sur l'administration, cette autorité contrôle les grands services de construction du ministère, la direction centrale des Constructions navales, la direction centrale de l'Artillerie navale, le service central des travaux hydrauliques, ainsi que la section des instruments de navigation et de conduite du tir. Ainsi, la séparation des rôles entre l'EMG et les services est complète, à une exception près : le service central de l'aéronautique maritime. Créé par le décret le 10 juillet 1914, il est placé sous l'autorité du chef de l'EMG pour les questions militaires, mais possède délégation du ministre pour les décisions techniques et administratives.

La principale innovation intervenue au cours de la première phase du conflit est la nomination d'un ministre militaire, en la personne du contre-amiral Lacaze, qui occupe le portefeuille de la Marine du 29 octobre 1915 au 10 août 1917¹⁷.

¹⁵ La confusion entre la fonction de chef de l'état-major général et de directeur du cabinet militaire du ministre cesse avec le décret du 18 juillet 1899.

¹⁶ Avant la guerre, cette règle ne connaît qu'une seule exception avec l'attribution du poste au vice-amiral Augustin Boué de Lapeyrère, entre le 24 juillet 1910 et le 2 mars 1911.

¹⁷ Sa nomination va de pair avec celle du général de division Joseph Gallieni comme ministre de la Guerre, et correspond à une remilitarisation des postes ministériels militaires.

Quant aux structures, à l'exception de l'EMG qui va connaître de très nombreuses modifications, elles restent sensiblement les mêmes jusqu'à l'automne 1917. La première grande évolution est la création, le 13 septembre, d'un secrétaire général du ministère de la Marine. La seconde, en date du 6 novembre, est la suppression des deux directions militaires du ministère, en dépit de quelques ajustements internes antérieurs¹⁸.

En dehors de ces trois grandes directions du ministère, il existe de multiples commissions consultatives, dont les principales sont le conseil supérieur de la Marine (réorganisé par le décret du 24 décembre 1912), le conseil technique et son émanation directe, la commission permanente des essais des bâtiments de la Flotte et, enfin, la commission permanente de contrôle et de révision du règlement d'armement. Au cours de la Grande Guerre, ni le conseil supérieur, ni le conseil technique ne sont réunis.

Ministres de la Marine (1914-1918)

Depuis le 13 juin 1914 : Armand Gauthier

3 août 1914 : Victor Augagneur

29 octobre 1915 : contre-amiral Lucien Lacaze

Sous-secrétaires d'État à la Marine : 29 octobre 1915, Louis Nail ;

10 août 1917, Charles Chaumet.

Sous-secrétaires d'État au ministère de la Marine : 10 août 1917, Jacques-Louis Dumesnil (il quitte ses fonctions le 12 septembre 1917 pour devenir sous-secrétaire d'État à l'Aéronautique militaire et maritime) ; 16 novembre 1917, Georges Leygues (jusqu'au 20 janvier 1920).

Sous-secrétaire d'État de la Marine de guerre : 17 novembre 1917, Jules Cels (jusqu'au 19 novembre 1918).

Évolutions du ministère et de l'EMG entre 1914 et 1918¹⁹

À la veille du conflit, l'EMG se compose de quatre « sections » et d'un service, équivalents des « bureaux » de l'état-major général de l'Armée :

- 1^{re} section : Marines étrangères ;
- 2^e section : Défense des côtes ;
- 3^e section : Mouvements ;
- 4^e section : Opérations – entraînement – matériel ;
- Service de l'Aéronautique.

¹⁸ Le 3 juin 1917, tous les services des constructions navales sont placés sous les ordres de l'inspection générale du Génie maritime. La direction centrale de l'Artillerie avait été réorganisée une première fois le 16 octobre 1917.

¹⁹ En raison de sa complexité, un développement spécifique est réservé à la question de la guerre sous-marine.

Les premiers jours de la guerre révèlent l'inadaptation de cette organisation. Dès le 3 août, la 1^{re} section est dédoublée par l'intermédiaire d'une « 1^{re} section A » afin de régler les questions de blocus, de visites et de prises. En outre, l'entrée en guerre de la *Royal Navy* aux côtés de la Marine nationale entraîne, le 8 août, une modification radicale de l'EMG. Désormais, ce dernier s'organise ainsi :

- un bureau des opérations (formé des officiers des anciennes 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e sections) ;
- un bureau FA (« franco-anglais ») ;
- une section des ports (l'ancienne 2^e section) ;
- une section de TSF ;
- une section de service courant.

Cette architecture est conservée pendant la période où l'EMG, comme le gouvernement, est replié à Bordeaux. Dès le retour à Paris, le 7 décembre 1914, l'ancien système des bureaux est repris, accru toutefois d'une section « permanence » et du bureau FA. En mars 1915, une section cryptographique est créée au sein de la 1^{re} section. La poursuite du conflit conduit à d'incessants ajustements, dont les principaux sont :

- 8 novembre 1915 : création d'un service indépendant de l'EMG, « patrouille et défense contre les sous-marins » (DCSM), qui disparaît le 6 mai 1916 ;
- 30 janvier 1916 : rattachement de la 3^e section à la 4^e ;
- 1^{er} mai 1916 : rattachement du service TSF au 1^{er} bureau ;
- décret du 6 septembre 1916 et arrêté du 8 : suppression du service central de l'aéronautique maritime, incorporé à l'EMG sous le nom de « 4^e section A » ; en parallèle, une section technique de l'aéronautique est créée aux Constructions navales ;
- novembre 1916 : rattachement de la 1^{re} section A à la 1^{re} section ;
- 22 novembre 1916 : consécration de la suppression de la 3^e section, rattachée à la 4^e section ; l'aéronautique maritime devient alors la 3^e section ;
- 15 février 1917 : création à l'EMG d'une section des communications et d'une section de défense contre les sous-marins (DCSM) ;
- décret du 18 juin 1917 et arrêté du 19 : création de la direction générale de la Guerre sous-marine (DGGSM), qui absorbe les attributions de la DCSM et de l'aéronautique ;
- 6 août 1917 : la section des communications devient la 3^e section, prenant le numéro laissé vacant par l'absorption de l'aéronautique par la DGGSM ;

- 10 août 1917 : création d'un poste de sous-secrétaire d'État au ministère de la Marine au profit de Jacques-Louis Dumesnil ;
- 4 septembre 1917 : réorganisation de l'aéronautique maritime, partagée entre le sous-secrétaire d'État à l'Aéronautique militaire, qui dépend du ministère de la Guerre, et le ministère de la Marine (via le service aéronautique de la DGGSM) pour tout ce qui concerne les programmes de matériel, la formation du personnel, l'organisation et l'utilisation des forces aériennes ;
- 12 septembre 1917 : Jacques-Louis Dumesnil devient sous-secrétaire d'État à l'Aéronautique militaire et maritime, occupant ainsi le premier poste ministériel interarmées ;
- 25 septembre 1917 : la DGGSM prend son autonomie par rapport l'EMG ;
- 30 septembre 1917 : création d'une 5^e section à l'EMG (défense des côtes) ;
- 17 novembre 1917 : création d'un sous-secrétariat d'État à la Marine de guerre confié à Jules Cels ;
- 29 décembre 1917 : décret clarifiant la répartition des tâches entre le sous-secrétaire d'État à la Marine de guerre (Jules Cels) et le sous-secrétaire d'État à l'Aéronautique militaire et maritime (Jacques-Louis Dumesnil). Le premier est responsable du service militaire de l'aéronautique maritime, tandis que le second est chargé du service technique et industriel de l'aéronautique maritime ;
- 3 décembre 1917 : la DGGSM est confiée au sous-secrétaire d'État à la Marine de guerre.

Chefs d'état-major généraux de la Marine (1914-1918)

Depuis le 26 mai 1914 : vice-amiral Louis Pivet

7 décembre 1914 : vice-amiral Charles Aubert

8 juin 1915 : vice-amiral Marie de Fauques de Jonquières

10 mars 1916 : vice-amiral Ferdinand de Bon (jusqu'au 17 mai 1919)

L'autonomie progressive de la guerre sous-marine

Dans la stricte orthodoxie mahanienne²⁰ qui conditionnait la préparation des marines avant le conflit, les flottes belligérantes auraient dû rechercher la « bataille décisive », à l'issue de laquelle le vainqueur

²⁰ Au nom de l'étude de l'histoire de la rivalité franco-britannique à l'époque moderne, le contre-amiral américain Alfred T. Mahan prétend que la décision ne peut venir que des grands bâtiments, à condition de respecter certains principes intangibles de l'art militaire sur mer tels que la liaison entre les armes, l'offensive, la concentration des forces et la recherche de la bataille décisive. Cette thèse a été popularisée par son maître-ouvrage, paru en 1890, *The Influence of Sea Power upon History*.

serait devenu le « maître de la mer ». Mais la guerre navale ne se déroule pas selon ce schéma. Les Empires centraux refusent l'affrontement, à l'exception de la bataille du Jutland qui n'apporte pas de résultats décisifs. Recourant à la stratégie de la « flotte en vie » immobilisant les escadres de l'Entente, ils ne parviennent pas à desserrer le blocus auquel ils sont soumis. De ce fait, sur mer, l'utilisation de l'arme sous-marine va constituer la principale innovation et l'enjeu majeur du conflit.

Le 5 février 1915, l'Allemagne déclare les eaux britanniques et la Manche zones de guerre, en indiquant que « tout navire marchand dans cette zone sera détruit même s'il n'est pas possible de mettre son équipage et ses passagers en sécurité ». Les sous-marins austro-hongrois et allemands ravagent alors la flotte marchande des pays de l'Entente. La moyenne mensuelle du tonnage allié coulé double quasiment entre 1914 et 1915, passant de 62 500 à 109 000 tonnes. Pour parer à cette menace, le nouveau ministre de la Marine, le contre-amiral Lucien Lacaze tente, à la fin de l'année 1915, de centraliser sous une autorité unique toutes les questions relatives à la guerre sous-marine. Le 8 novembre, il nomme le vice-amiral Pierre Ronarc'h chef du service de défense contre les sous-marins (DCSM). Sa mission est de « découvrir les moyens matériels propres à vaincre le sous-marin, d'en étudier l'utilisation et d'en assurer l'approvisionnement ». L'amiral Ronarc'h devient en quelque sorte un second chef d'état-major général ayant délégation d'autorité du premier pour tout ce qui concerne cet objectif. Le 6 mai 1916, à la suite de la décision allemande d'épargner les neutres et les paquebots, le service DCSM est à nouveau rattaché à l'EMG. Après son démantèlement, ses attributions sont réparties entre la 2^e et la 4^e section, et le sous-chef d'état-major général assure la coordination de toutes les affaires se rapportant à la guerre sous-marine.

Après avoir franchi un premier palier à l'automne 1916, la guerre sous-marine prend une nouvelle dimension au printemps 1917, à la suite de la déclaration allemande de guerre sous-marine sans restriction. Si 1,5 million de tonnes ont été coulées par les *U-Boote* au second semestre 1916, les pertes atteignent près de 3,5 millions de tonnes au premier semestre 1917. Les pays de l'Entente sont alors menacés d'asphyxie. Dès février, dans un contexte de crise des rapports politico-militaires et d'affirmation de la volonté du Parlement de mieux contrôler l'action de l'exécutif et des militaires, un député, Émile Goude, dépose une proposition de résolution concernant « l'organisation de la guerre sous-marine offensive et défensive ». Le 15 février 1917, la section de défense contre les sous-marins est recrée au sein de l'EMG. Cette décision est toutefois insuffisante pour satisfaire les parlementaires. Dès le 13 mars 1917, la commission de la marine de guerre de la Chambre demande

solennellement au gouvernement de « créer d'urgence une direction générale qui sera chargée d'organiser et d'intensifier la guerre sous-marine offensive et défensive » et de « désarmer les bâtiments que l'évolution de la guerre navale laisse sans valeur militaire [les grandes unités] et [d'] utiliser leur matériel sur les fronts de terre et de mer [...] ».

Sous la pression de l'opinion publique et du Parlement, le ministre cède et accepte, par décret du 18 juin 1917, que les « services qui concourent à la lutte contre les sous-marins [soient] groupés en une direction générale de la Guerre sous-marine » (DGGSM). L'officier général placé à sa tête dépend alors directement du chef de l'EMG et bénéficie d'une délégation de signature pour l'exécution des décisions prises par le ministre. La DGGSM comprend alors six services²¹ et un secrétariat. Pour autant, le processus n'est pas achevé. L'autonomisation complète de la guerre sous-marine se déroule en deux temps. Tout d'abord, après la démission du contre-amiral Lacaze, qui refusait son émancipation, l'arrêté du 25 septembre 1917 transfère la DGGSM de l'EMG au ministre. L'indépendance devient ensuite totale quand, le 3 décembre 1917, la DGGSM est confiée, conformément aux exigences du Parlement, à un sous-secrétaire d'État à la Marine, Jules Cels, nommé à ce poste lors de l'arrivée de Georges Leygues au ministère. Le sous-secrétaire pourvoit à tous les besoins de la guerre sous-marine et assure la coordination entre les services des différents départements ministériels qui concourent à cette action.

Avec l'autonomisation complète de la DGGSM, le dualisme est total entre la guerre de surface et la guerre sous-marine qui relèvent chacune d'un ministre et d'un état-major différents. Le personnel de la Marine dépend de deux autorités différentes selon son emploi. Cette organisation est inédite et exceptionnelle, car elle contrevient au principe fondamental d'unité d'action et de commandement. Comme dans le cas de l'aéronautique maritime, la logique de milieu l'emporte sur l'idée d'un ministère de la Marine global.

Thomas VAISSET

²¹ Renseignements et communications ; navigation commerciale et routes ; aéronautique et patrouilles aériennes ; patrouilles maritimes ; inventions ; relations avec le Parlement.



CABINET DU MINISTRE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-série SS C
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	39 mètres linéaires
<i>Nom du producteur</i>	Cabinet du ministre de la Marine

Histoire administrative

En 1914, le cabinet du ministre, en plus d'un état-major particulier et d'une section administrative, est composé de cinq bureaux :

- le bureau du cabinet et de la correspondance générale, qui gère la correspondance (ouverture, répartition, déchiffrement, etc.) et les services qui en dépendent (service postal, service télégraphique), ainsi que les relations avec la présidence de la République, les chambres et les autres ministères ;
- le service du contentieux qui examine toutes les réclamations contentieuses et étudie les projets de lois du ministère, pour ce qui concerne la concordance des textes ;
- le bureau du personnel de l'administration centrale et du service intérieur ;
- le service des archives, bibliothèques et des travaux parlementaires ;
- le service du contrôle des dépenses engagées.

En 1917, le cabinet du ministre se compose de l'état-major particulier du ministre, du cabinet du sous-secrétaire d'État et du service des informations maritimes. Un secrétariat général nouvellement créé en septembre 1917, reçoit les missions naguère dévolues au cabinet.

Présentation du contenu

Les archives du cabinet du ministre (sous-série SS C) se composent de collections de correspondance (collection de télégrammes, collection chronologique du sous-secrétariat d'État) et de dossiers d'affaires du cabinet du ministre dépassant le strict cadre chronologique de la période de la guerre. Quelques articles complémentaires sont classés dans la sous-série SS Z – Supplément, constituée de documents retrouvés après les opérations de classement.

SHD/MV, sous-série SS C Cabinet du ministre
SS C Télégrammes
SS Ca Dossiers d'affaires
SS Cb Dossiers du sous-secrétaire d'État
SS Cc Bureau de la presse

SHD/MV, sous-série SS Z Supplément
Articles 33-34 : cabinet du ministre.

La sous-série SS Cc – bureau de la presse n'est encore ni classée ni inventoriée.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Répertoire numérique des sous-séries SS C à SS Cb. Vincennes : SHM, s.d.

F. Clos. *Répertoire numérique de la sous-série SS Z – supplément.* Vincennes : SHM, 1980.

Auteur de la notice Élise MANUÉLIAN

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE LA MARINE ET DIRECTION DE LA GUERRE SOUS-MARINE

Référence SHD, Marine (Vincennes), sous-séries
SS E, SS G et SS Z

Niveau de description Groupe de sous-fonds

Importance matérielle 240 mètres linéaires

Nom du producteur

État-major général de la Marine ; direction de la Guerre sous-marine

Histoire administrative

Quelques mois après le début du conflit, l'organisation de l'état-major général de la Marine (EMG), placé sous l'autorité du ministre de la Marine, est modifiée.

Un *bureau des opérations* composé d'officiers de différentes sections de l'EMG est créé pour centraliser l'information et les réponses faites aux télégrammes, tandis que les quatre sections existantes continuent de fonctionner pour le service courant.

La 1^{re} section de l'EMG est chargée de la recherche et de la diffusion du renseignement ainsi que des travaux historiques en liaison avec le service des archives. Au cours du conflit, ses attributions sont élargies aux questions de cryptographie (mars 1915), aux affaires relatives au blocus et au commerce avec l'ennemi (1^{re} section A), à l'organisation de la police de la navigation et au service TSF. En 1917, son service des documents secrets est transféré à la 3^e section.

La 2^e section est chargée des opérations relevant des préfets maritimes et des autorités maritimes en mer et à terre, de la défense des côtes, ainsi que de la mobilisation, des réquisitions et des communications en temps de guerre. Au cours du conflit, ses missions relatives à la défense contre les sous-marins et toutes les questions relatives aux mines, dragage et défense des côtes sont transférées à la direction de la Guerre sous-marine d'une part, et à la 5^e section d'autre part. En revanche, elle reçoit de nouvelles missions relatives :

- à la gérance et au trafic (réquisitions maritimes, emploi des navires de commerce) ;

- à la centralisation des achats à l'étranger et des importations par mer (2^e section A) ;
- à l'organisation des patrouilles métropolitaines (mission qui lui est retirée en mars 1916) ;
- au service de sauvetage des navires ;
- au service automobile.

Au cours de la Première Guerre mondiale, la 3^e section de l'EMG est plusieurs fois dissoute, recomposée, et dotée de nouvelles missions. Elle a ainsi été chargée des mouvements de la Flotte, de l'instruction aux commandants à la mer et des réparations (transférées à la 4^e section), puis, lors de sa reformation, de l'aéronautique. Finalement, en février 1917, la section des communications devient sa 3^e section et centralise toutes les questions de communications (TSF, lignes et câbles, signaux, codes, etc.) jusqu'alors dispersées entre plusieurs sections de l'EMG.

Au début du conflit, les missions de la 4^e section sont l'organisation des opérations, l'entraînement du personnel et l'étude du matériel, puis, recevant des attributions de la 3^e section, les opérations relevant des autorités à la mer. Finalement, toutes les forces à la mer devenant de son ressort, elle s'organise en quatre sous-sections :

- section A – aéronautique (dissoute en 1917 après la création du service aéronautique) ;
- section B – opérations ;
- section C – matériel ;
- section D – mouvements.

En avril 1918, une section d'études d'instruments de conduite de tir est créée sous le nom de bureau des armes.

La création de la 5^e section est largement postérieure à l'entrée en guerre (septembre 1917). Elle est spécialement chargée de la défense des côtes et se compose du service terrestre (mission précédemment du ressort du ministère de la Guerre) et du service maritime (mission précédemment dévolue à la 2^e section).

La direction de la Guerre sous-marine

La défense contre les sous-marins a été successivement rattachée à la 2^e section puis à la 4^e section de l'EMG avant la création, en juin 1917, d'une direction générale de la Guerre sous-marine relevant de la haute autorité du chef de l'EMG, puis directement du ministre de la Marine. Jusqu'à sa dissolution en décembre 1918, lui sont dévolues : la constitution et l'organisation des forces de patrouille, la préparation des moyens de lutte contre les sous-marins et la sécurité de la navigation.

Elle est composée d'un secrétariat et de six services :

- service des renseignements ;
- service de la navigation ;
- service des patrouilles maritimes ;
- service de l'aéronautique et des patrouilles aériennes ;
- service des inventions ;
- service des relations avec le Parlement.

Présentation du contenu

L'instabilité de l'organisation de l'EMG a considérablement compliqué le classement de ses archives. Lors du traitement des archives de la Première Guerre mondiale, aucune règle stricte n'a été fixée pour classer les documents produits dans le cadre des missions transférées d'une section de l'EMG à une autre. Par exemple, la sous-série SS Ec – 3^e section rassemble les archives de la 3^e section relatives aux mouvements, alors que cette mission a été finalement transférée à la 4^e section.

Au sein de la sous-série SS Es, ont été classées les archives du secrétariat de l'EMG, relatives notamment à son organisation, aux décorations et aux conventions et conférences interalliées. La sous-série SS E est quant à elle composée d'une collection de dossiers par bâtiment, relatifs aux incidents de mer (abordages, échouages et accidents).

Quelques articles complémentaires sont classés dans la sous-série SS Z – supplément, constituée de documents retrouvés après les opérations de classement.

SHD/MV, sous-série SS E État-major général

SS E Dossiers des incidents de mer

SS Ea 1^{re} section

SS Eb 2^e section

SS Ec 3^e section

SS Ed 4^e section

SS Ee 5^e section

SS Es Secrétariat

SHD/MV, sous-série SS Z Supplément

Articles 1-32, 35-63 : état-major général.

La sous-série SS G, dont le plan de classement suit, se compose de tous les documents relatifs à la guerre sous-marine depuis 1914 : dossiers des bâtiments coulés par faits de guerre, bulletin quotidien de la guerre sous-marine, instructions, enquêtes sur l'utilisation des moyens de

défense des bâtiments de commerce, etc. Dans la sous-série SS Ga, on peut également consulter les archives de l'aéronautique, non seulement depuis le début de la guerre, mais également depuis l'origine du service de l'aéronautique à la Marine.

SHD/MV, sous-série SS G Direction générale de la Guerre sous-marine

SS G Collections de dossiers des bâtiments coulés par faits de guerre

SS Ga Service aéronautique

SS Gi Service des inventions

SS Gn Service de la navigation commerciale

SS Gp Service des patrouilles maritimes

SS Gr Service des renseignements

SS Gs Secrétariat de la direction

SHD/MV, sous-série SS Z Supplément

Article 67 : direction générale de la Guerre sous-marine.

Sources complémentaires

En complément des archives de la 1^{re} section chargée à l'EMG de la centralisation et de la diffusion du renseignement, on peut consulter les archives des différents services de renseignements (MV, sous-série SS Q) et les archives des attachés navals (MV, sous-série SS X).

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

L'intégralité de la sous-série SS G est uniquement consultable sous forme de microfilms.

Instruments de recherche

Répertoire numérique de la sous-série SS E – État-major général.
Vincennes : SHM, s.d.

Répertoire numérique de la sous-série SS G – Direction générale de la Guerre sous-marine. Vincennes : SHM, s.d.

F. Clos. *Répertoire numérique de la sous-série SS Z – Supplément.*
Vincennes : SHM, 1980.

Auteur de la notice Élise MANUÉLIAN

SERVICES DE RENSEIGNEMENT DE LA MARINE ET ATTACHÉS NAVALS

Référence SHD, Marine (Vincennes), sous-séries
SS Q et SS X

Niveau de description Groupe de sous-fonds

Importance matérielle 67 mètres linéaires

Nom du producteur

Services de renseignements et bureaux maritimes de renseignement ;
attachés navals

Histoire administrative

Réformé à la veille de la guerre, le renseignement naval évolue encore au cours du conflit afin d'améliorer les moyens d'information du ministère de la Marine sur les forces navales ennemies. La 1^{re} section de l'EMG est dotée d'un service de contre-espionnage et d'un service de cryptographie chargé de l'interception et du déchiffrement des communications ennemies. Des services de renseignements et des bureaux maritimes de renseignement (BMR) - composés d'un bureau central assisté de bureaux régionaux et de bureaux annexes - sont créés pour recueillir, centraliser, coordonner et trier les renseignements. Ils sont subordonnés à la 1^{re} section, mais informent directement les commandants des théâtres d'opération. On voit par ailleurs apparaître des structures de renseignement au sein des forces navales dont l'objectif est d'informer le commandement d'un théâtre d'opération, en liaison avec la 1^{re} section de l'EMG et les BMR.

Les attachés navals, en poste à l'étranger, complètent enfin ce réseau du renseignement naval.

Présentation du contenu

Outre les collections de correspondance, les sous-séries ci-dessous se composent de comptes rendus de renseignements et de bulletins d'informations.

SHD/MV, sous-série SS Q Services de renseignements

SHD/MV, sous-série SS X Attachés navals

SS Xa Attaché naval à Londres

SS Xb Attaché naval à Washington

SS Xc Attaché naval à Madrid

SS Xd Attaché naval à Lisbonne

SS Xe Attaché naval à Rome

SS Xf Attaché naval à Athènes

SS Xg Attaché naval à La Haye

SS Xh Attaché naval à Copenhague

SS Xi Attaché naval à Tokyo

SS Xj Mission navale en Roumanie

SS Xk Attaché naval à Stockholm

SS Xl Attaché naval à Pétrograd

Quelques articles complémentaires sont classés dans la sous-série SS Z – Supplément, constituée de documents retrouvés après les opérations de classement.

SHD/MV, sous-série SS Z Supplément

Articles 97-98 : attachés navals.

Sources complémentaires

Les archives des bureaux centraux de renseignements sont complétées par les archives des bureaux régionaux conservées dans le fonds d'archives des commandements de la Marine (MV, sous-série SS T).

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Répertoire numérique de la sous-série SS Q – services de renseignements. Vincennes : SHM, s.d.

Répertoire numérique de la sous-série SS X – attachés navals. Vincennes : SHM, s.d.

F. Clos. *Répertoire numérique de la sous-série SS Z – supplément.* Vincennes : SHM, 1980.

Auteur de la notice Élise MANUÉLIAN





ARTILLERIE ET ARMEMENT

MINISTÈRE DE L'ARMEMENT

*ARCHIVES TECHNIQUES DE L'ARTILLERIE
CANEVAS DE TIR*

*ARCHIVES TECHNIQUES DES SERVICES
DE FABRICATION D'ARMEMENT
MANUFACTURE D'ARMES DE CHÂTELLERAULT
MANUFACTURE D'ARMES DE TULLE
ATELIERS D'ISSY-LES-MOULINEAUX ET DE MULHOUSE
ATELIER DE CONSTRUCTION DE PUTEAUX
ATELIER DE CONSTRUCTION DE TARBES
SOCIÉTÉ SAUTTER-HARLÉ*

*ARCHIVES TECHNIQUES NAVALES
ARTILLERIE NAVALE
DIRECTION CENTRALE DES CONSTRUCTIONS NAVALES
DIRECTIONS LOCALES DES CONSTRUCTIONS NAVALES
ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE*

*EXPERTISE ET ESSAIS D'ARMEMENT
COMMISSIONS D'EXPÉRIENCES
LABORATOIRE CENTRAL DE LA MARINE*

*SERVICE DES POUDRES ET POUDRERIES
POUDRERIE NATIONALE DU RIPAULT
POUDRERIE NATIONALE DE VONGES*

◀ *Montage des carcasses d'appareils Voisin LA 3
à l'atelier de voilerie de l'école d'aviation d'Ambérieu, 1915-1916.*



L'ARMEMENT PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

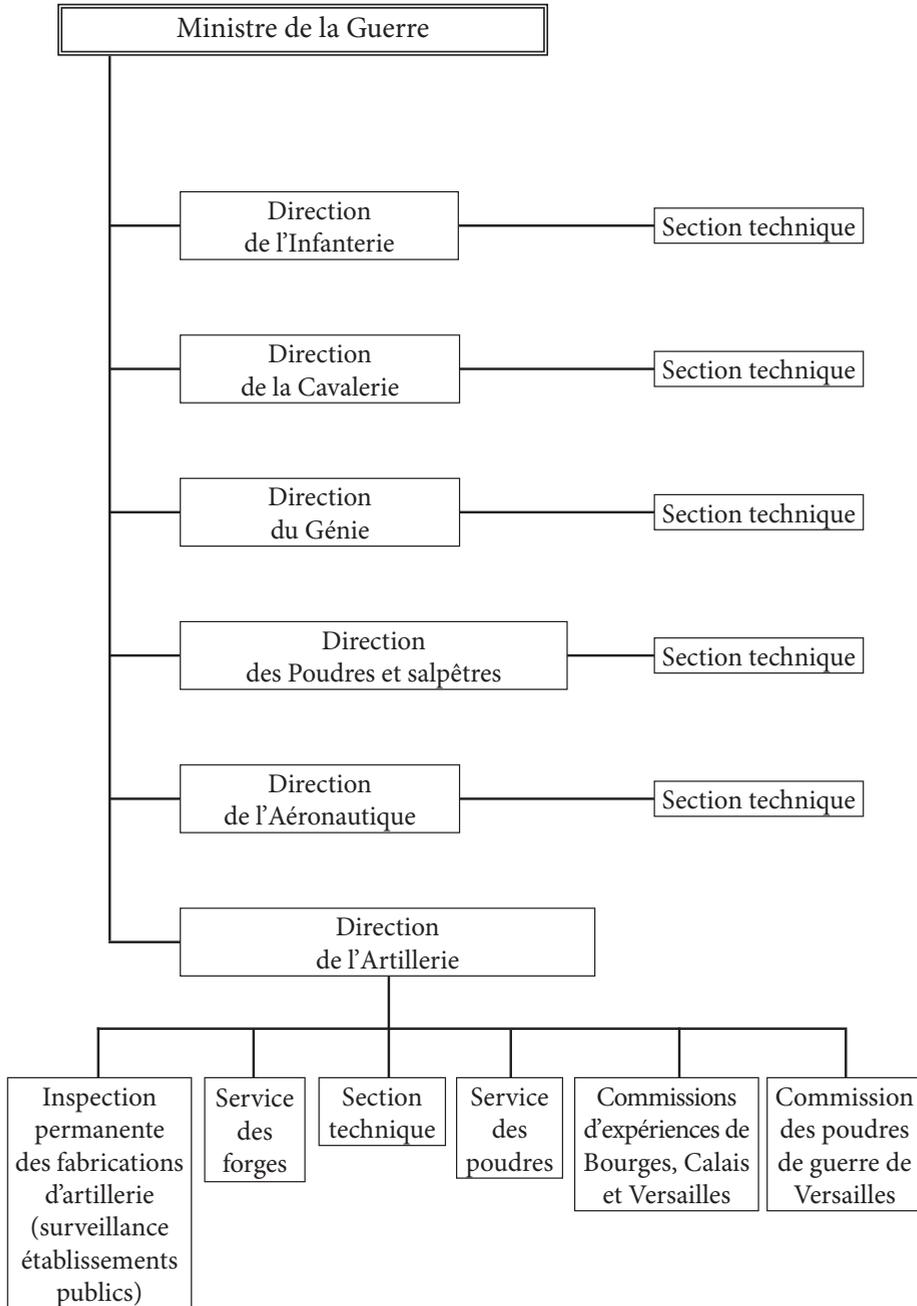
Les politiques d'armement et de fabrications de guerre de 1871 à 1914

L'administration centrale

La conduite des politiques d'armement évolue considérablement durant la période qui suit la guerre de 1870. Dès 1871, l'administration de la Guerre dispose d'un état-major général comprenant des directions générales, dont une du matériel. À partir de 1878, l'accroissement des fabrications d'artillerie et de fortifications entraîne la reconstitution des directions d'armes, sur le modèle de celles ayant existé avant la guerre de 1870. Leur nombre ne cesse de croître, la dernière créée étant celle de l'aéronautique militaire le 31 décembre 1913. Le 15 novembre 1895, les directions d'armes et la direction des services administratifs sont placées sous l'autorité du chef d'état-major général pour tout ce qui concerne, entre autres, l'armement et la constitution des approvisionnements de guerre. En 1872 est créé le Conseil supérieur de la guerre qui s'intéresse à l'examen de toutes les mesures d'ensemble relatives à l'armée. Il est présidé par le ministre, assisté du chef d'état-major général. Les présidents des comités consultatifs de l'artillerie et du génie en font partie. Le ministre dispose aussi de comités et de sections techniques chargés de le conseiller dans les choix que l'industrialisation des procédés de fabrication rendait nécessaire. La rapidité des évolutions, l'aspect novateur mais coûteux des nouveaux armements impose de fréquents arbitrages. En 1888, les comités consultatifs d'armes prennent le nom de comités techniques. Les sections techniques des directions d'armes sont rattachées aux comités et en deviennent les auxiliaires. La responsabilité administrative revient aux directions, la responsabilité technique aux différents comités. À un échelon inférieur se trouvent des commissions *ad hoc* à l'existence plus ou moins longue. L'organisation de la production d'armement relève donc des directions.

Le 22 octobre 1910, les comités techniques sont supprimés, sauf celui du génie, pour répondre aux évolutions de l'armement et afin d'assurer une plus grande unité de vue. L'aspect financier ne peut plus être séparé de la partie technique. Seules subsistent donc les directions ; les sections techniques, maintenues sous cette dénomination, font désormais office de bureaux d'étude. Le ministère de la Guerre dispose donc en 1914 des directions de l'Infanterie, de la Cavalerie, de l'Artillerie, du Génie,

Organisation des services en charge de l'armement au ministère de la Guerre en 1914



des Poudres et salpêtres et de l'Aéronautique, ainsi que de sections techniques pour chaque direction. Toutes ces directions ont en charge les questions de l'armement. Toutefois, la production et le contrôle relèvent de la seule direction de l'Artillerie et des établissements qui en dépendent.

Les établissements militaires

La loi du 21 juillet 1873 répartit les établissements militaires en deux catégories : ceux affectés aux armées, et ceux destinés à pourvoir aux besoins généraux des armées. La loi du 16 mars 1882 consacre cette distinction en rendant autonomes vis à vis des commandements locaux les établissements d'armement. Ils dépendent du service de l'artillerie. Ce sont :

- les ateliers de construction de Puteaux, Vernon, Tarbes, Lyon, Douai et Rennes ;
- les ateliers de fabrication de Besançon, Toulouse et Vincennes ;
- la fonderie de Bourges ;
- l'École de pyrotechnie de Bourges ;
- les cartoucheries d'Alger et de Valence ;
- la poudrerie militaire du Bouchet ;
- les manufactures d'armes de Châtellerault, Saint-Étienne et Tulle ;
- les directions et inspections des forges.

Ces établissements constructeurs fabriquent les armes, munitions et engins de guerre de toute nature. Les manufactures réalisent les matériels de petites et moyennes tailles (armes à feu de petits calibres, armes blanches). Les ateliers de fabrication réalisent les matériels de plus grande taille (artillerie). Les ateliers de construction ont en charge les munitions et procèdent également à des essais. L'inspection permanente des fabrications d'artillerie, créée en 1897, est chargée de la surveillance de l'exécution et des études relatives à la fabrication dans les établissements du secteur public. Elle a pour mission d'introduire dans la fabrication du matériel une unité de direction indispensable au bon fonctionnement des services, d'accroître leur rendement, et d'uniformiser leurs produits tout en abaissant leur prix de revient.

À ces établissements s'ajoutent ceux chargés des études, qui comprennent la section technique de l'artillerie, les commissions d'expérience (dépendant de la direction de l'Artillerie) de Bourges, Calais et Versailles, la commission des poudres de guerre de Versailles (dépendant de la direction de l'artillerie) et diverses commissions chargés de la formation du personnel. Jusqu'en 1910, la section technique de l'artillerie est l'auxiliaire du comité technique. Par la suite, elle sert de bureau d'études directement rattaché à la direction de l'Artillerie. Les

commissions de Bourges et Calais sont chargées d'effectuer les essais (les « questions ») nécessaires aux travaux de la section technique à l'aide d'un polygone de tir. Celle de Bourges a également pour mission la réalisation des tables de tir¹. Chaque question fait l'objet de procès-verbaux et d'un rapport. La commission d'expériences de Versailles étudie et réceptionne les munitions d'armes portatives. Elle dispose du polygone de tir de Satory. La commission des poudres de guerre est chargée de la réception des lots de poudre, de l'étude et d'expériences concernant celle-ci, du contrôle de leur conservation et de l'approvisionnement.

Le service des forges, relevant de l'inspection permanente des fabrications d'artillerie depuis 1897, contrôle les établissements privés constructeurs d'artillerie. La direction du service est à Paris et dispose de cinq sous-directions en province, sises à Mézières, Besançon, Toulouse, Rennes et Nevers. Elle a pour mission d'effectuer les achats, de surveiller la fabrication et d'assurer la réception des productions de l'industrie privée. Chaque sous-direction dispose pour ce faire de personnels dans les usines.

Le service des poudres produit en 1914 les substances suivantes : coton-poudre (Angoulême, Moulin-Blanc), poudre B (Pont-de-Buis, Le Ripault, Saint-Médard, Sevrans et Toulouse), poudres noires (Angoulême, Esquerdes, Le Ripault, Toulouse et Vonges), explosifs nitrés (Esquerdes, Saint-Chamas et Vonges), explosifs nitrés (Esquerdes et Vonges), explosifs chloratés (Vonges). Les études générales étaient confiées au laboratoire central des poudres.

L'armement naval

Avant 1900, la direction des Constructions navales n'est qu'un des quatre bureaux de la direction du Matériel du ministère de la Marine. Chaque port est commandé par un amiral qui est en même temps directeur de l'arsenal du lieu. Il a à ses côtés un directeur des constructions navales et de l'artillerie. Aucune structure ministérielle n'en assure la coordination. Le conseil supérieur de la Marine ne donne que des caractéristiques générales. Les plans et propositions proviennent du conseil des travaux, de la direction des Constructions navales de Paris, des chantiers privés, voire des arsenaux eux-mêmes. Aussi la flotte française est-elle très peu homogène au début du siècle. En 1898², une réforme des fabrications assigne au conseil supérieur la mission de fixer les grandes lignes des programmes. L'état-major, en accord avec les directions des Matériels et

¹ Tableau d'aide au tir réalisé dans les polygones d'artillerie mentionnant notamment les angles de tir et les portées qui leur sont liées.

² Décret du 27 août 1898 portant réorganisation de l'administration centrale du ministère de la Marine.

de l'Artillerie, élabore les avant-projets *via* sa 4^e section. Ceux-ci sont soumis à une commission technique remplacée en 1905³ par le comité technique de la marine qui établit une série de plans complets. Dépendant directement du ministre, il est composé de vingt membres répartis en trois sections (bâtiments de haute mer, bâtiments de défense tels que les torpilleurs et les sous-marins, matériel et effectifs). Le conseil des travaux⁴ (dépendant directement du ministre, composé de 17 personnes réparties en quatre sections : questions nautiques, constructions navales, artillerie, travaux hydrauliques et bâtiments civils) émet ensuite un avis qui, une fois approuvé par le ministre, est mis à exécution par les directions des ports sous le contrôle des commissions techniques qui coordonnent le travail des directions du Matériel et de l'Artillerie navale. Le conseil des travaux est supprimé en 1905 pour être fusionné avec le comité technique. En 1912 est créée directement sous l'autorité du ministre la direction militaire des Services des travaux, qui encadre les directions centrales des constructions navales et de l'Artillerie navale. Les établissements producteurs de matériels navals sont les arsenaux dans les ports militaires, la fonderie de Ruelle pour l'artillerie navale d'État et le laboratoire central de la Marine. Le contrôle de leur production relève depuis 1910 du service de la surveillance pour tout ce qui concerne les constructions navales et la fabrication d'artillerie navale, et le service de l'inspection des fabrications pour la fabrication de l'artillerie navale même.

La Marine dispose de cinq arsenaux en métropole. Ce nombre excessif, au regard des marines étrangères, freine les investissements et induit un manque d'ateliers de réparation et de cales sèches. Les prix des constructions neuves sont trop élevés. Les chantiers privés sont par conséquent de plus en plus souvent mis à contribution, et leur production finit par représenter la moitié des constructions nouvelles. Les 25 000 ouvriers des arsenaux sont accaparés par l'entretien des navires, au détriment du renouvellement de la Flotte. Les ingénieurs tant civils que militaires ont une grande liberté, pour le meilleur comme pour le pire. Le manque de standardisation est de ce fait important. Pour y remédier, les cinq arsenaux se spécialisent à partir de 1900 : les grosses unités sont construites à Brest et Lorient, les petites à Cherbourg, Rochefort et Toulon. La section technique des constructions navales est créée en 1898 au sein de la direction des Constructions navales et les directions des constructions navales des ports acquièrent leur autonomie en 1900.

De 1871 à 1913, le coût cumulé du réarmement (ministères de la

³ Décret du 21 avril 1905 constituant un comité technique de la Marine.

⁴ Décret du 23 octobre 1871 portant réorganisation du conseil des travaux de la Marine.

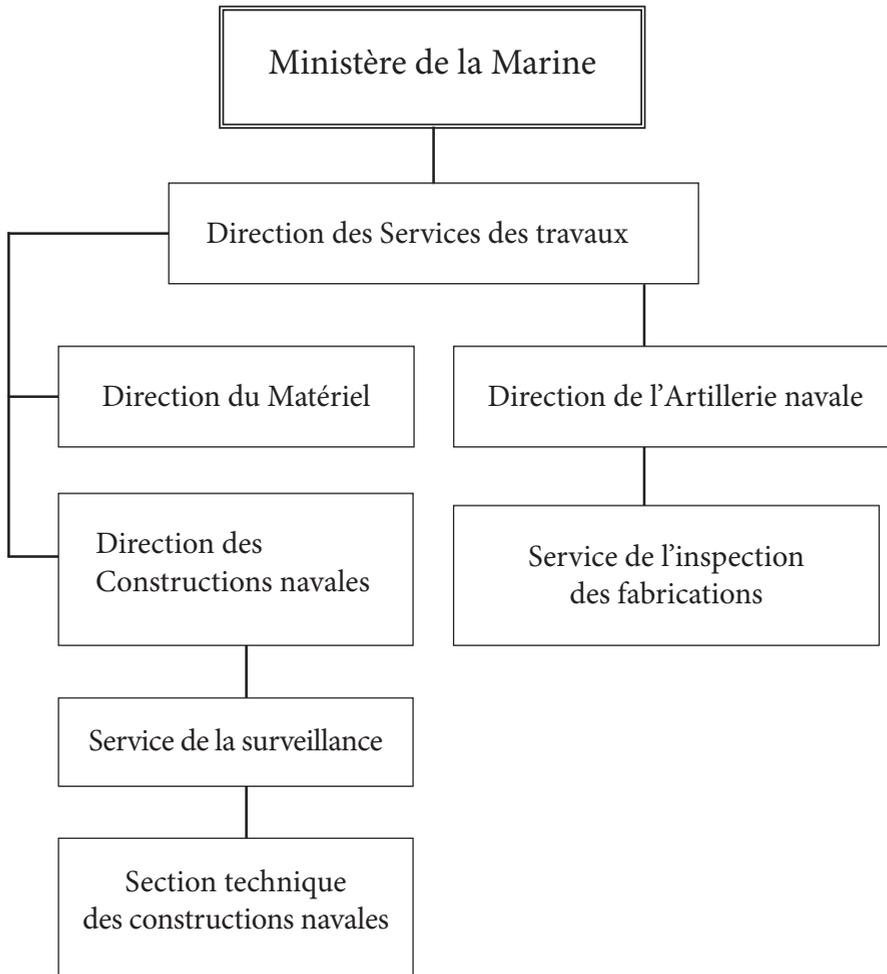
Guerre et de la Marine confondus) s'est élevé à 43 milliards de francs⁵ ; en 1913, ce poste représente 31 % du budget total de l'État. Les progrès de l'armement à partir de 1866 imposent l'adoption de méthodes de fabrication en série inspirées de celles en vigueur en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Les manufactures se dotent de machines à fraiser et à aléser à l'occasion de la fabrication du fusil Chassepot puis des premières machines-outils pour le Lebel. Les fonderies s'équipent de machines automatiques à forer et tourner les canons. La substitution de l'acier au bronze et l'installation de machines à vapeur en lieu et place des manèges à bras modifient l'organisation et l'architecture des bâtiments. La deuxième moitié du XIX^e siècle voit la restructuration des établissements : fermeture de sept sites, création des ateliers de Puteaux en 1860, de Tarbes en 1872, de Vernon et de Bourges en 1877. En cinquante ans, le nombre de fonderies passe de trois à une, les manufactures de quatorze à trois et les ateliers de construction de douze à six. De nouveaux corps d'ingénieurs sont créés : ainsi en 1875 le corps spécial des ingénieurs des poudres et salpêtre, militarisé en 1914. Le corps des ingénieurs navals voit le jour en 1909.

La production d'armement en 1914-1918

En 1914, l'armée française entre en guerre avec un armement moderne mais conçu pour une guerre courte. Les stocks sont vite épuisés. Le plan de mobilisation ne prévoyait pas la création d'un service spécial du ministère de la Guerre devant assurer la concentration des fabrications de guerre. Chaque direction (Artillerie, Poudres, Génie...) assurait pour son domaine l'exécution de ce plan. La direction de l'Artillerie avait pour sa part compétence sur les établissements constructeurs du service par l'intermédiaire de l'inspecteur permanent des fabrications de l'artillerie, et sur les établissements privés par celui du directeur des Forges. Pour coordonner la production, et par délégation du ministère de la Guerre, le sous-secrétariat de l'Artillerie et des munitions est créé le 18 mai 1915, avec Albert Thomas à sa tête. Il est transformé en ministère de l'Armement le 12 décembre 1916, puis un sous-secrétariat d'État aux Fabrications de guerre est créé le 14 décembre 1916 en même temps que le sous-secrétariat des Inventions. Le sous-secrétariat des Fabrications de guerre est dissous en novembre 1917 ainsi que le sous-secrétariat des Inventions en septembre 1917, pour être rattaché au ministère de la Guerre⁶. Dirigé successivement par Albert Thomas et Louis Loucheur et situé au 74 avenue des Champs-Élysées, à l'hôtel Claridge, ce ministère dispose de l'ensemble des inspections et directions nécessaires

⁵ André CORVISIER (dir.), *Histoire militaire de la France*, tome 3, PUF, 1992.

⁶ Claude CARRÉ, *Histoire du Ministère de la Défense*, Lavauzelle, 2001, p. 276-278.

**Organisation des services en charge
de l'armement naval en 1914**

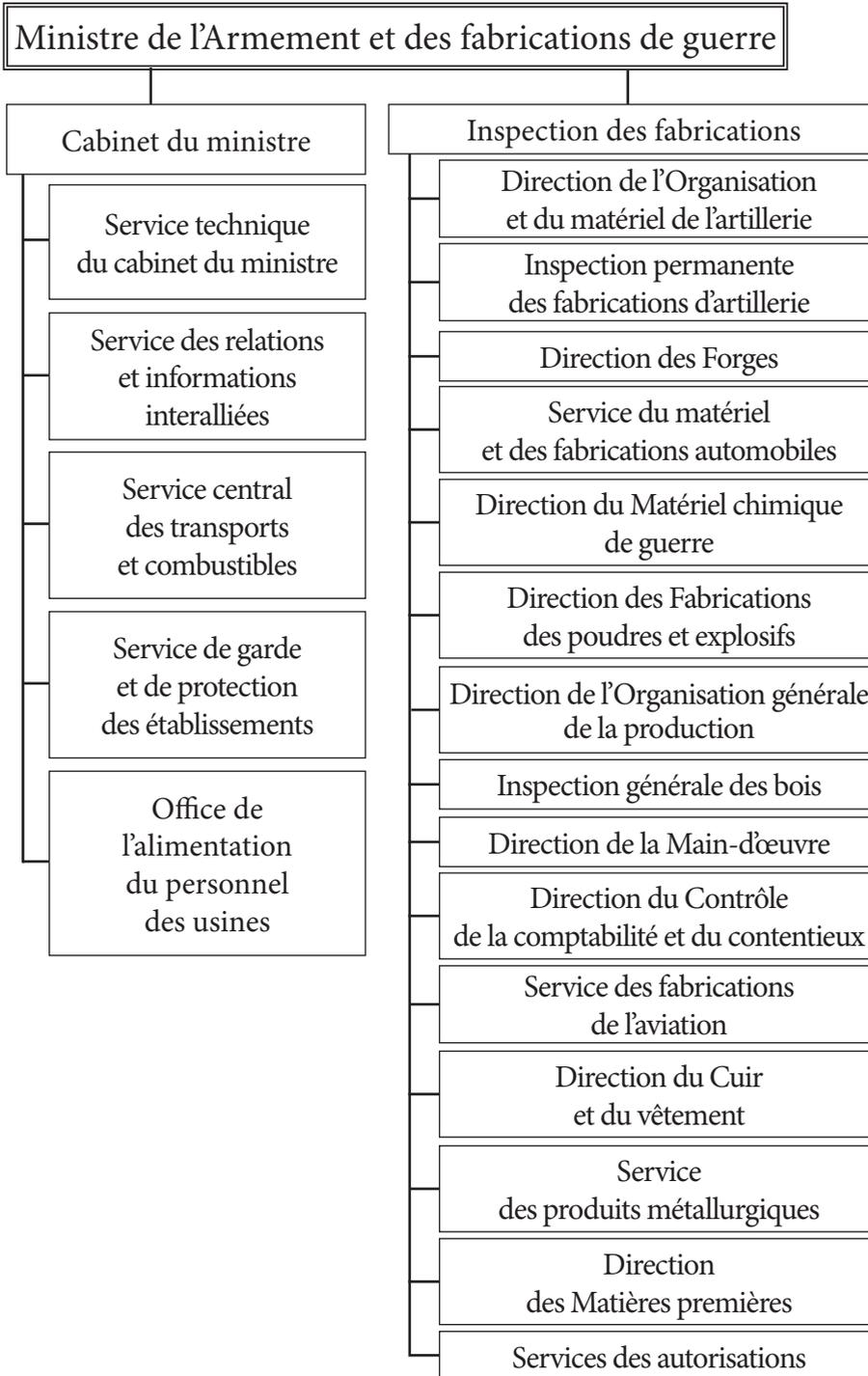
à la fabrication et au contrôle de tous les types d'armement terrestre et aérien. L'Armement intègre ainsi toute la partie production et essais de la direction de l'Artillerie de l'organisation d'avant guerre. Il dispose aussi d'une direction des Inventions et des expériences techniques. Il devient ministère de la Reconstruction industrielle le 26 novembre 1918.

Le ministère de l'Armement comprenait en 1918⁷ :

- le cabinet du ministre dont :
 - le service technique du cabinet du ministre ;
 - le service des relations et informations interalliées ;
 - le service central des transports et combustibles ;
 - le service de garde et de protection des établissements ;
 - l'office de l'alimentation du personnel des usines.
- l'inspection des fabrications dirigeant les établissements constructeurs (direction et surveillance des établissements de l'État, surveillance technique des usines privées travaillant pour l'artillerie) dont :
 - la direction de l'Organisation et du matériel de l'artillerie, chargée de la préparation, de la production, de la répartition et de l'utilisation des matériels et munitions d'artillerie ainsi que des armes portatives et du matériel des équipages militaires. Elle détermine les études à entreprendre et examine les procès-verbaux qui en résultent. Elle décide et établit les programmes de chargement et la fourniture du matériel et des munitions aux armées ;
 - l'inspection permanente des fabrications d'artillerie (direction et surveillance des établissements de l'État et surveillance technique des industriels privés) ;
 - la direction des Forges (étude, préparation et contrôles administratifs des contrats des établissements de l'artillerie et des marchés avec les industriels privés) ;
 - le service du matériel et des fabrications automobiles ;
 - la direction du Matériel chimique de guerre ;
 - la direction des Fabrications des poudres et explosifs ;
 - la direction de l'Organisation générale de la production ;
 - l'inspection générale des bois ;
 - la direction de la Main-d'œuvre ;
 - la direction du Contrôle de la comptabilité et du contentieux ;
 - le service des fabrications de l'aviation ;

⁷ Général DELAVALLÉE, *Cours de l'École supérieure technique de l'artillerie, 1922-1927.*

Le ministère de l'Armement en 1917



- la direction du Cuir et du vêtement ;
- le service des produits métallurgiques ;
- la direction des Matières premières, chargée de leur répartition aux établissements ;
- le service des autorisations des établissements dangereux et insalubres travaillant pour la défense nationale. La différence existant entre l'organisation d'avant guerre et la période de guerre se situe donc dans la non différenciation entre les industriels privés et les établissements publics. Le contrôle technique de leur production relève de l'inspection permanente des fabrications d'artillerie ; le contrôle administratif, de la direction des Forges.

Le sous-secrétariat d'État des Inventions y était rattaché et comprenait les inspections des études et expériences techniques de l'artillerie, de l'automobile, des poudres, des armes portatives et la section d'études scientifiques. Le nombre d'employés affectés aux fabrications de guerre, tant à la production de munitions que d'armement, passe de 50 000 en 1914 à 1 600 000 en 1918. Bien que privée d'une importante partie de ses ressources en matières premières et de son potentiel industriel par l'invasion allemande (63% de son acier et 55% de ses forges), l'industrie d'armement ne perd fin 1914 que 25% de ses capacités de production d'avant-guerre. L'accroissement de la production est exponentiel : on passe de 10 000 obus de 75 mm par jour à 300 000. La production des fusils est multipliée par 290 et celle des mitrailleuses par 170.

La production d'État restant néanmoins insuffisante, le recours à l'industrie privée s'impose. À la production des établissements publics constructeurs d'artillerie s'ajoutent celles des forges du Creusot, des aciéries d'Homécourt, des forges de Châtillon-Commentry. Dans le domaine naval, ce sont les forges et chantiers de la Méditerranée, les chantiers de la Loire et les chantiers de Saint-Nazaire Penhoët qui se voient confier la réalisation de bâtiments de guerre entiers. Les commandes à usage militaire vont structurer durablement ce secteur autour de firmes puissantes telles que Schneider, regroupées au sein du comité des forges. Les installations poudrières de Saint-Chamas et Vonges sont développées. On crée la poudrerie de Sorgues, ainsi que celle de Blancpignon, puis celles de Bassens, d'Oissel, de Bergerac et de Pont-de-Claix. Une dizaine d'établissements d'État et plus de 15 500 établissements privés vont participer à l'effort de guerre. La liste des productions est édifiante : six milliards de cartouches, trois cents millions d'obus, deux millions cinq cents mille fusils, quatre-vingt dix mille mitrailleuses, vingt-quatre mille canons, deux mille cinq-cents chars, cinquante-deux mille avions, quatre-vingt douze mille moteurs ou encore cent mille véhicules.

La Première Guerre mondiale a suscité l'émergence d'une industrie d'armement en France et de modes de relation entre l'État et les entreprises qui perdurent encore aujourd'hui. Le ministère de l'Armement créé durant la période apparaît comme la première tentative de coordination interarmes, et non interarmées car les constructions navales continuent de relever du ministère de la Marine. Il faudra attendre 1935, et la création de la direction des Fabrications d'armement, pour retrouver une autorité administrative unique au ministère de la Guerre.

Tous ces établissements, tant de production que de contrôle, ont produit un très grand nombre d'archives, conséquence de l'industrialisation de la production, de l'étude initiale au contrôle de la qualité. La création de manufactures et d'ateliers, qui deviennent autant d'usines comptant parfois jusqu'à 9 000 employés, a imposé la rédaction de procédures, de gammes, de nomenclatures, et ce à tous les niveaux. Le caractère scientifique croissant des études et des essais a également été à l'origine de nouvelles typologies documentaires. Le potentiel d'exploitation historique de ces fonds est très large : histoire des sciences et techniques, histoire industrielle, histoire sociale, histoire politique, histoire économique. L'aspect social commence à faire l'objet d'études depuis quelques années (l'exploitation de la main d'œuvre étrangère, le travail des femmes). Cependant, tous les autres domaines, beaucoup plus étudiés pour les époques postérieures, constituent des champs de recherche quasi vierges.

Sylvain LEBRETON

**LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS AYANT FABRIQUÉ
DES ARMEMENTS DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
POUR LESQUELS LE CAAPC CONSERVE DES ARCHIVES**

Nom de l'établissement	Sigle	Type d'armement	Cote CAAPC	Archives armement	Archives personnel civil
Atelier de construction de Bourges (1866-aujourd'hui)	ABS	Artillerie	2 H 1	Oui	Oui
Atelier de construction de Lyon (1845-1983)	ALN	Cartoucherie	3 H 13	Non	Oui
Atelier de construction de Puteaux (1866-fusion avec AMX en 1936)	APX	Cartoucherie et artillerie	3 H 6	Oui	Oui
Atelier de construction de Rennes (1793-1990)	ARS	Cartoucherie	3 H 7	Oui (plans)	Oui
École centrale de pyrotechnie de Bourges (1824-1967)	ECP	Formation Cartoucherie	3 F 3	Oui	Oui
Atelier de construction de Rueil (1916-1936)	ARL	Artillerie Annexe de l'APX	3 H 15	Oui	Oui
Atelier de construction de Tarbes (1870-2006)	ATS	Cartoucherie et artillerie	3 H 10	Oui	Oui
Atelier de construction de Saint-Priest (?)	AST	Munitions	3 H 19	Vrac « poudres »	Oui
Atelier de construction d'Irigny (?)	AIY	Décolletage	Non répertorié	Vrac « poudres »	Oui
Manufacture nationale d'armes de Châtelleraut (1819-1968)	MAC	Armement léger	2 H 2	Oui	Oui
Manufacture nationale d'armes de Saint-Étienne (1764-2001)	MAS	Armement léger	2 H 3	Oui	Oui
Manufacture nationale d'armes de Tulle (1777-aujourd'hui)	MAT	Armement léger	2 H 4	Oui	Oui
Atelier de fabrication de Besançon	ABN	Cartoucherie	3 H 18	Vrac « poudres »	Oui
Atelier de fabrication de Toulouse (1792-)	Munitions	Cartoucherie	3 H 11	Oui	Oui
Atelier de fabrication de Vincennes	AVS	Cartoucherie	3 H 16	Oui	Oui

Nom de l'établissement	Sigle	Type d'armement	Cote CAAPC	Archives armement	Archives personnel civil
Atelier de fabrication de Roanne (1918-)	ARE	Cartoucherie	3 H 8	Oui	Oui
Atelier de chargement de Moulins (avant-guerre-1958)	AMS	Cartoucherie	3 H 4	Oui	Oui
Cartoucherie d'Alger		Cartoucherie	Non répertorié	Vrac « poudres »	Non
Atelier de construction de Valence (1885-1964)	AVE	Cartoucherie	3 H 12	Oui	Oui
Poudrerie militaire du Bouchet (1821-)	PNB	Poudrerie	Non répertorié	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie nationale de Toulouse (1851-)	PNT	Poudrerie	2 G 11	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie nationale de Saint-Médard (1660-)	PNSM	Poudrerie	2 G 8	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie nationale du Ripault (1786-)	PNR	Poudrerie	2 G 4	Oui	Oui
Poudrerie nationale de Pont-de-Buis (1688-)	PNPB	Poudrerie	2 G 5	Vrac « poudres »	Oui
Atelier de chargement de Pont-de-Claix (1916-)	ACX	Poudrerie	2 G 6	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie nationale de Sevrans-Livry (1865-1971)	PNSL	Poudrerie	2 G 9	Oui	Oui
Poudrerie nationale de Sorgues (1915-)	PNS	Poudrerie	2 G 10	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie nationale d'Angoulême (1819-aujourd'hui)	PNA	Poudrerie	2 G 1	Oui	Oui
Poudrerie nationale de Bergerac (Grande Guerre-)	PNB	Poudrerie	2 G 2	Vrac « poudres »	Oui
Annexe du Moulin Blanc (1880-1941) Annexe de la poudrerie nationale de Pont-de-Buis		Poudrerie	2 G 13	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie nationale d'Esquerdes (1686-1970)	PNE	Poudrerie	2 G 3	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie nationale de Saint-Chamas (1690-1974)	PNSC	Poudrerie	2 G 7	Oui	Oui
Poudrerie nationale de Vonges (1691-)	PNV	Poudrerie	2 G 12	Oui	Oui

Nom de l'établissement	Sigle	Type d'armement	CAAPC	Archives armement	Archives personnel civil
Poudrerie de Morcenx		Poudrerie	Non répertorié	Vrac « poudres »	Oui
Poudrerie de Blancpignon (1915-1940)		Installation « réservée » pour le temps de guerre	Non répertorié	Vrac « poudres »	Oui
Arsenal de Brest (1631-)		Constructions navales	2 I 2	Oui	Oui
Arsenal de Lorient (1770-)		Constructions navales	2 I 3	Oui	Oui
Arsenal de Cherbourg (1740-)		Constructions navales	2 I 1	Oui	Oui
Arsenal d'Indret (1777-)		Propulsion navale	2 I 6	Oui	Oui
Arsenal de Ruelle (1751-)		Artillerie navale	2 I 7	Oui	Oui
Arsenal de Toulon (XVII ^e -)		Constructions navales	2 I 4	Oui	Oui
Arsenal de Saint-Tropez (1912-) ou Société française Whitehead		Torpilles	2 I 8	Non	Oui
Arsenal de Guérigny (1665-1971)		Ancre et chaînes	2 I 5	Oui	Oui
Forges et aciéries de Marine et d'Homécourt, aussi appelées « Saint-Chamond »	FAMH	Artillerie et chars	2 J 2	Oui (fonds photographique)	Non

MINISTÈRE DE L'ARMEMENT

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 10 N
<i>Niveau de description</i>	Groupe de fonds
<i>Importance matérielle</i>	161 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1915-1919

Nom du producteur

Sous-secrétariat d'État chargé de l'artillerie et des munitions, ministère de l'Armement, conseil interallié de l'armement et des munitions

Histoire administrative

En raison du développement considérable des besoins de l'armée durant le conflit, un sous-secrétariat d'État chargé d'assurer la préparation, la production et l'utilisation de l'artillerie et des munitions est créé le 20 mai 1915. Il est composé d'un service de l'artillerie, d'un service de train des équipages et d'un service des poudres et munitions.

À cet organisme succède, de décembre 1916 à novembre 1918, un ministère de l'Armement qui reprend la plupart des attributions du sous-secrétariat d'État à l'Artillerie en étendant son action à la fabrication de tous les matériels de guerre. Le rôle du ministère de l'Armement est de coordonner tous les efforts de l'industrie nationale en ce qui concerne les matières premières, les moyens de fabrication et la main-d'œuvre, tant pour assurer les besoins de l'administration de la guerre que ceux de tous les services publics, et même parfois de l'industrie privée. Il est constitué de deux sous-secrétariats d'État, un sous-secrétariat d'État des Fabrications de guerre et un sous-secrétariat d'État des Inventions qui sera rattaché au ministère de la Guerre en septembre 1917. Le ministère de la Guerre met à la disposition du ministère de l'Armement tout le personnel nécessaire aux fabrications de guerre, ainsi qu'à la gestion, à l'administration et à l'organisation du matériel, suivant les besoins indiqués par le ministère de l'Armement.

À ses côtés, le conseil interallié de l'armement et des munitions (CIAM), créé en juin 1918, est chargé de décider des programmes à partir du travail du bureau interallié de statistiques. Il répartit les questions à traiter entre les comités qui lui sont subordonnés ou qui travaillent en liaison avec lui.

Historique de la conservation Versements réglementaires***Présentation du contenu***

Les dossiers conservés dans la sous-série 10 N analysent les besoins et la production française en matière d'armement. On trouve ainsi des états de situation périodiques, des bulletins de prévision et des statistiques sur la production industrielle. Une autre série de dossiers, traitant de la coopération internationale, est composée de notes de renseignement, d'études économiques et de documents relatifs aux cessions et achats de matériels. Enfin, viennent compléter le fonds un certain nombre d'études techniques, de dossiers d'inventions et d'essais sur les matériels de guerre.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. I. Vincennes : SHAT, 1974.

Auteur de la notice Frédéric QUÉGUINEUR

ARCHIVES TECHNIQUES DE L'ARTILLERIE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-séries 3 W, 4 W, 6 W, 7 W et 13 W
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	3 400 cartons, dont 120 à 130 environ concernent la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	XVII ^e - XX ^e siècles
<i>Nom du producteur</i>	Comité et section technique de l'artillerie

Histoire administrative

Créé par le décret du 2 décembre 1790 et organisé par celui du 13 novembre 1796, le comité central de l'artillerie avait pour mission de donner des avis motivés sur le personnel et surtout sur le matériel de l'artillerie. Pour cela, il disposait du dépôt central de l'artillerie qui fut supprimé le 22 octobre 1910. Ses attributions sont alors partagées entre la section technique de l'artillerie, l'inspection des études et expériences techniques de l'artillerie et le laboratoire central des fabrications d'armement. La section de l'artillerie, créée en 1886 et dépendant de la direction de l'Artillerie au ministère, poursuit son activité jusqu'en 1940.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Le fonds (3 400 cartons) est constitué de mémoires techniques ou historiques, d'études, de rapports d'inspection, de correspondances et procès-verbaux émanant du comité de l'artillerie, des inspecteurs généraux et des directeurs, des officiers et ingénieurs travaillant dans les arsenaux, ateliers de fabrication et poudreries. Sur la Première Guerre mondiale, on consultera les sous-séries suivantes :

SHD/GR, sous-série 3 W Opérations militaires

3 W 143 : artillerie lourde.

3 W 224-231 : organisation du service de l'artillerie, de l'aéronautique, des transports, etc., pendant la guerre.

SHD/GR, sous-série 4 W Matériel

4 W 94, 96-100 : matériel de tranchée et d'accompagnement.

4 W 168-169 : chars d'assaut, matériel et personnel.

4 W 352-354 : artillerie lourde, visites, réparations, entretien.

4 W 409 : obus, fabrication.

4 W 716-724 : gaz de combat.

SHD/GR, sous-série 6 W Inventions et projets

6 W 1-18 : études de la direction des inventions, études et expériences techniques sur les poudres, obus, fusées, engins incendiaires, artifices éclairants, sur les chars d'assaut, l'artillerie de tranchée et d'accompagnement, etc.

6 W 158-162 : munitions et artifices : grenades, lance-grenades, bouchons allumeurs, porte-messages.

SHD/GR, sous-série 7 W Armées

7 W 1-65 : aviation légère d'artillerie, fonctionnement de l'armement et du tir dans les unités d'aviation - canons et mitrailleuses -, utilisation de l'aéronautique aux armées, observations - ballons -, bombes d'avions, etc.

SHD/GR, sous-série 13 W Planches de construction de matériels

13 W 185-190 : artillerie de tranchée.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

C. Loisier-Véron. *Inventaire des archives de l'artillerie*, tomes I à III. Vincennes : SHAT, 1978-1990.

H. Delecourt. *Inventaire des archives de l'artillerie*, tome IV. Vincennes : SHAT, 1998.

Auteur de la notice Nicole SALAT

CANEVAS DE TIR

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série L 6
<i>Niveau de description</i>	Série organique
<i>Importance matérielle</i>	1 748 cartes
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918
<i>Nom du producteur</i>	Service géographique de l'Armée

Histoire administrative

Sur proposition du directeur du service géographique de l'Armée, le commandement organise dans chaque armée, à partir du début de l'année 1915, moment où le front se fige de part et d'autre des lignes de tranchées, un « groupe d'exécution de canevas de l'ensemble de tir », chargé d'établir un canevas d'ensemble pour tout le front, susceptible de permettre une meilleure observation et une meilleure détermination des objectifs et des positions des batteries ennemies.⁸

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Il s'agit de plans directeurs de tir d'artillerie couvrant la ligne de front et représentant en rouge les tranchées et positions françaises, et en bleu les allemandes.

Ces plans communément appelés canevas de tir sont de trois échelles distinctes :

- 1:20 000 destiné à l'artillerie ;
- 1:10 000 destiné à l'infanterie ;
- 1:5 000 destiné à des opérations précises de l'infanterie couvrant en profondeur une zone de 2 à 3 km des lignes ennemies et d'1 km des lignes françaises.

⁸ Voir également l'ouvrage intitulé *Le service géographique de l'Armée. Rapport sur les travaux exécutés du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1919. Historique du service géographique de l'Armée pendant la guerre*, 1^{re} éd., Paris, imprimerie du Service géographique de l'Armée, 1924, 418 p. ; 2^e éd., Paris, SGA, 1936, 352 p.

Sources complémentaires

Les canevas de tir ne représentent qu'une faible partie de l'ensemble des cartes réalisées et versées par le service géographique après la guerre. On trouve des documents comparables dans les fonds des 3^e bureaux de l'état-major pendant les hostilités (SHD, Guerre, 7 N 1972-2015, *passim*) et dans ceux du GQG (SHD, Guerre, 16 N 1671-1792).

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

Liste alphabétique des cartes classées par échelle (1:5 000, 1:10 000, 1:20 000) disponible en salle des inventaires de la salle de lecture Louis XIV.

Ces cartes ont une cote provisoire : pour la consultation, il convient de mentionner l'échelle, le nom de la carte et la date figurant sur l'inventaire.

Auteur de la notice Claude PONNOU

ARCHIVES TECHNIQUES DES SERVICES DE FABRICATION D'ARMEMENT

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 1 H 1 161/1-28, 163/1-28, 191/1-439, 193/1-50, 197/1-53, 198/1-91, 211/1-101, 249/1 et 279/1-35
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	826 cartons, dont une partie concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1801-1972

Histoire administrative

Avant 1914, les fabrications d'armement dépendaient des directions propres à chaque arme. Leur mise en œuvre dépendait de la direction de l'Artillerie. Le 31 décembre 1916 est créé le ministère de l'Armement et des fabrications de guerre, rattaché au ministère de la Guerre en septembre 1917, puis supprimé en 1918. Les directions d'armes reprennent alors le contrôle des fabrications du matériel qui leur est propre. En 1933 est constituée, au ministère de la Guerre, une direction des Fabrications d'armement (DFA) qui devient le service des études et fabrications d'armement (SEFA) par la loi du 3 juillet 1935 ; ce dernier est reconstitué après 1945, et prend finalement le nom de direction des Armements terrestres le 26 avril 1984.

Historique de la conservation

Documents versés au centre des archives de l'armement et du personnel civil du SHD par le bureau de normalisation de la propriété industrielle de la direction des Armements terrestres.

Présentation du contenu

Les documents de ce fonds se rapportent aux différentes armes terrestres (infanterie, artillerie, blindés, cavalerie, génie, transmissions). Ce fonds est constitué de tables de tir classées par calibre depuis le calibre de 7,5 mm pour mitrailleuses, jusqu'au calibre de 520 mm d'artillerie lourde sur voie ferrée. On y trouve également des plans et des documents (conditions de réception, tables de construction, notices

techniques, instructions, cahiers des charges, nomenclatures, aide-mémoire, plaques photographiques) concernant :

- des matériels d'artillerie de 75 mm à 520 mm français et étrangers, notamment les canons de 75 mm modèle 1897 et 1897/1933, les canons de 75 mm contre aéronefs, les appareils de conduite de tir de matériels de DCA, les canons de 75 mm modèle Schneider, les canons de 75 mm Schneider construits pour l'étranger, les canons de 75 mm étudiés par l'atelier du Havre, les canons de 75 mm à frein de bouche et les canons produits par l'atelier du Havre. On trouve également des documents sur les matériels d'artillerie américains et anglais de 57 mm, 75 mm, 76 mm, 90 mm, 105 mm, 106 mm et 155 mm ;
- des armes légères françaises et étrangères : revolvers de calibres 8 et 11 mm, pistolets automatiques de calibres 5,5 mm et 7,5 mm, pistolets mitrailleurs de calibres 7,65 mm, 9 mm, 11 mm et 11,43 mm, carabines mitrailleuses de calibres 5,5 mm, 7,65 mm et 8 mm, fusils mitrailleurs de calibres 7,5 mm et 8 mm, mitrailleuses de calibres 7,5 mm, 7,92 mm, 8 mm, 12,7 mm et 13,2 mm, lance-flammes et lance-grenades ;
- des véhicules militaires et leur motorisation, établis par les constructeurs : véhicules à chenilles, chariots de batterie tracteurs, camions, semi-remorques, remorques, aménagements et équipements de véhicules, équipements spéciaux tels que les appareils de protection contre les gaz de combat, les fumigènes, les produits toxiques, les explosifs nitrés, les cloches de guetteur, les compas magnétiques de char, les dynamomètres, les appareillages d'essais, les épiscopos, les goniomètres, les instruments vérificateurs, les lance-amarre de 70 mm, les matériels de couchage, l'optique pour artillerie, la mise à feu, les remorques d'écoute et les armes blanches.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès

Les documents sont librement communicables, à l'exception de ceux concernant les gaz et produits toxiques.

Instruments de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 1 H 1] Inventaires n° 161, 1974, 35 p. ; n° 163, 1974, 284 p. ; n° 191, 1974, 239 p. ; n° 193, 1974, 46 p. ; n° 197, 1975, 90 p. ; n° 198, 108 p. ; n° 211, 1975, 98 p. ; n° 249, 1976, 2 p. ; n° 279, 1977, 146 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

MANUFACTURE D'ARMES DE CHÂTELLERAULT

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 2 H 2 57/1, 232/1-3360, 331/1-145
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	3 506 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1775-1972
<i>Nom du producteur</i>	Manufacture d'armes de Châtellerault

Histoire administrative

La construction de la manufacture de Châtellerault est ordonnée par Louis XVIII le 14 juillet 1819 pour la production d'armes blanches et de cuirasses. L'introduction de nouveaux procédés mécaniques et l'augmentation des effectifs entraînent la transformation et la construction de nombreux ateliers. Entre 1874 et 1879, l'acquisition de nouvelles machines permet de porter la production quotidienne du fusil Gras à 300. De nombreux bâtiments sont démolis et remplacés par de nouvelles constructions entre 1886 et 1891 pour la fabrication du fusil Lebel. À la fin du XIX^e siècle, la production est intensive et atteint plus de 1 000 armes par jour. En 1912, la manufacture possède 6 324 machines outils et dispose de 500 chevaux de force hydraulique et de 2 400 chevaux-vapeur. Les constructions couvrent environ 6 hectares et les ateliers une surface de 40 000 m². De 1914 à 1921, une centrale thermique et une centrale hydroélectrique sont construites. Après la Première Guerre mondiale, la manufacture d'armes de Châtellerault (MAC) s'oriente vers la fabrication d'armes automatiques modernes.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Les archives de la manufacture d'armes de Châtellerault couvrent tous les aspects de la vie administrative de l'établissement : la réglementation générale de l'établissement, les achats, les affaires générales, les brevets, la comptabilité, les recherches, les études, les essais, l'inspection, les ressources humaines, la production, la sécurité au travail, la normalisation,

la gestion de l'établissement, les relations avec les autorités civiles et militaires de la ville, la documentation technique, la mobilisation et les affaires industrielles.

La partie technique du fonds est constituée d'ouvrages sur les armes blanches et les dispositifs de protection français et allemands : casques, cuirasses, baïonnettes, épées, haches, lances, piques, poignards et sabres. On trouve également les fascicules reliés du service de l'artillerie, concernant des tables de tir, des règlements de manœuvre, la surveillance des poudres, des notes sur les matériels d'artillerie et leurs munitions, des notices descriptives, des instructions sur l'emploi des matériels, et des tableaux de composition des unités de l'artillerie.

Lieu de conservation CAAPC, Châtelleraut

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 2 H 2] Inventaires n° 232, 1979, 151 p ; n° 331, 1979, 53 p. ; n° 57, 1973, 5 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

MANUFACTURE D'ARMES DE TULLE

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 2 H 4 898/1-70
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	70 cartons, dont une partie concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1859-1978
<i>Nom du producteur</i>	Manufacture d'armes de Tulle

Histoire administrative

Tulle est une des plus anciennes manufactures d'armes françaises. En 1690, Michel Pauphile, arquebusier, achète un moulin à canons à Fès et s'associe avec Martial Fénis de Lacombe, magistrat. Ils sont à l'origine de la manufacture d'armes de Tulle, très sollicitée durant les guerres de Louis XIV. Jusqu'au XIX^e siècle, on y fabrique principalement des armes de petit calibre puis des mitrailleuses. À l'aube du XX^e siècle, Tulle se lance dans la fabrication de matériels lourds et connaît une activité intense pendant la Première Guerre mondiale.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Ce fonds comprend de la correspondance, des plans, des tables de construction, des rapports d'inspection, des listes nominatives de personnel et des photographies. À noter, une collection d'affiches.

Lieu de conservation CAAPC, Châtelleraut

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 2 H 4] Inventaire n°898, 2005, 43 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON



ATELIERS DE CONSTRUCTION D'ISSY-LES-MOULINEAUX ET DE MULHOUSE

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 3 H 1 469/1-126 (Issy-les-moulineaux), CT 3 H 5/1-293 (Mulhouse)
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	126 cartons pour l'atelier d'Issy-les-Moulineaux 293 pour l'atelier de Mulhouse
<i>Dates extrêmes</i>	1860-1975

Nom du producteur

Ateliers de construction d'Issy-les-Moulineaux (AMX) et de Mulhouse (AME)

Histoire administrative

L'atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux (AMX) a été créé le 2 décembre 1936, par nationalisation d'un atelier de la société anonyme des usines Renault créé en 1917 pour y construire les chars FT-17.

Créé en 1945, l'atelier de construction de Mulhouse (AME) était spécialisé dans le domaine de l'artillerie.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

Postérieures pour l'essentiel à 1945, une partie des archives de ces deux fonds se rapporte néanmoins à des matériels militaires en service durant la Première Guerre mondiale.

Le fonds de l'atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux comporte ainsi des documents sur les matériels blindés et leurs équipements français et étrangers. Ils sont composés de catalogues, de manuels et de notes techniques, de notices d'entretien et d'instruction, de photographies, de plans, de procès-verbaux et de rapports. Entre autres, sont concernés les matériels suivants : char A7V allemand, char Mark I, IV, V et Whippet anglais, automitrailleuse Delaunay-

Belleville, char lourd A1 des Forges et chantiers de la Méditerranée, canon automoteur Schneider et char Saint-Chamond.

Les archives de l'atelier de Mulhouse ont trait aux armes d'infanterie et à l'artillerie. Elles sont constituées de plans, calques, tirages, études, littérature technique, rapports, comptes rendus, correspondances et brevets d'invention de différents pays concernant l'armement léger. La majorité de ces documents ont été produits par des firmes allemandes (Mauser, Deutsch Waffen und Munitions Fabriken, Borsigwalde, Rheinmetall) et sont en langue allemande.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 3 H 1 (Issy-les-Moulineaux)] Inventaire n° 469, 1984, 196 p.

Le fonds de l'atelier de Mulhouse est en cours de traitement.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

ATELIER DE CONSTRUCTION DE PUTEAUX

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 3 H 6 246
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	105 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1901-1965

Nom du producteur

Service optique de l'atelier de construction de Puteaux (APX)

Histoire administrative

En 1866, l'ingénieur Kreutzberger transférait de Paris à Puteaux sa « Fabrique de matériels destinés aux établissements militaires » sous la tutelle de l'inspection des manufactures, dépendant du comité de l'artillerie. Après la guerre de 1870, l'établissement accueille un grand nombre d'ouvriers alsaciens. En 1873, il prend le nom d'atelier de construction de Puteaux (APX). Cet établissement chargé des équipements de pointe est également un centre de recherche. Il travaille avec les établissements du Creusot, de Bourges et de Tarbes à la réalisation de quasiment toutes les bouches à feu de cette époque et se spécialise dans la conduite de tir. Il participe également dans les années 1880-1887 à la conception des affûts et des freins hydrauliques qui équiperont les canons de 155 mm courts et les mortiers de 220 mm. À partir de 1892, l'atelier développe, avec l'établissement de Bourges, le canon de 75 mm avec frein hydropneumatique, le futur « 75 modèle 1897 » dont les premiers coups sont tirés à Puteaux. L'APX travaille en parallèle sur les armes à répétition, tels le fusil Berthier avec chargeur et la mitrailleuse APX modèle 1905 (plus connue en tant que MAS modèle 1907), et les munitions. En 1900 est créé la section optique.

L'atelier de Puteaux développe durant la Première Guerre mondiale de nombreux équipements : les grenades à fusil VB (Viven-Bessières), les mortiers « crapouillots », le fusil-mitrailleur Chauchat, le canon de 120 mm long modèle Rimailho, le 155 mm GPF (« Grande Puissance Filloux »), le 75 mm anti-aérien. En 1917, l'atelier possède une antenne à Rueil. En 1918, l'APX emploie 2 000 personnes dont 500 femmes.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Ce fonds est constitué de plans concernant des appareils photographiques, des appareils de pointage, des appareils de réglage, des binoculaires, des chronoloupes, des cinéthéodolites, des collimateurs, des correcteurs de tir, des discopes, des diasporamètres, des évêques, des goniomètres, des jumelles, des lunettes de visée, des miroirs, des périscopes, des photothéodolites, des projecteurs, des stéréocomparateurs, des stéréorestituteurs, des stéréoscopes, des télémètres, des viseurs, des visographes et des vérificateurs.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 3 H 6] Inventaire n° 246, 1976, 78 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

ATELIER DE CONSTRUCTION DE TARBES

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 3 H 10 281/1-107 et 582/1 à 386
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	493 cartons, dont une partie concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1870-1975
<i>Nom du producteur</i>	Atelier de construction de Tarbes (ATS)

Histoire administrative

En 1871, face à l'avance de l'armée prussienne, le lieutenant-colonel Verchère de Reffye déménage le matériel des ateliers de Meudon dans l'ancien magasin des tabacs de Tarbes pour la fabrication des canons de 7 et du canon à balles. Dès 1878, l'ATS occupe 2 300 personnes dans quatre domaines d'activités : les canons, les douilles et étuis, l'usinage des obus, les cartouches et gargousses, plus une activité de réparation du matériel de guerre. De 1914 à 1918, il contribue fortement à l'effort de guerre ; la surface des bâtiments est plus que doublée, plusieurs milliers de machines sont mises en service, les effectifs atteignent 16 000 personnes en 1918.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

Ce fonds est constitué de plans, de cahiers des charges, de tracés de construction, de notices, de notes, de règlements et d'instructions d'utilisation sur les matériels d'infanterie, d'artillerie, du génie, les armes blanches et l'outillage : canons de 37 mm, mortiers de 60 mm, canons de 65 mm de montagne, canons de 75 mm, mortiers de 81 mm, obusiers de 105 mm, canons de 120 mm, de 155 mm, de 194 mm, de 220 mm et de 280 mm.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 3 H 10] Inventaires n° 281, 1977, 227 p. ;
n° 582, 1992, 588 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

SOCIÉTÉ SAUTTER-HARLÉ

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), 177 GG ²
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	70 cartons (11 mètres linéaires), dont environ 14 (2 mètres linéaires) concernent la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1822-1962
<i>Nom du producteur</i>	Société Sautter-Harlé

Histoire institutionnelle

La société Sautter-Harlé a pour origine l'atelier de l'opticien Soleil. Celui-ci construit en 1825 l'une des premières lentilles de phare sous la direction du physicien Fresnel. Repris en 1852 par Louis Sautter, cet atelier réalise en 1867 le premier grand phare à lentilles et le premier projecteur électrique pour la Marine. Les ingénieurs Sautter et Harlé sont également les premiers à introduire des appareils de transmission de force électrique à bord des bâtiments de guerre. Dès 1890, l'électricité remplace la force hydraulique pour la commande des grosses pièces d'artillerie, pour le pointage des projecteurs et pour la commande des gouvernails. Sautter-Harlé produit également des moteurs électriques pour sous-marins, des générateurs à pétrole lourd et des mines à orins. Sautter-Harlé étend ses activités au domaine aérien avec des projecteurs, des groupes électrogènes, des appareils de repérage acoustique pour la défense contre avions, et des optiques de direction pour le balisage des aéroports. Ses générateurs électriques et ses projecteurs équipent presque tous les bâtiments de la Marine. La société comprend une dizaine d'ateliers : fabrication de machines électriques, mécanique générale, mécanique de haute précision, chaudronnerie et soudure, décapage et protection des métaux, traitements thermiques, essais mécaniques, laboratoires de métrologie, d'électricité, d'optique, d'électronique.

Historique de la conservation

La sous-série GG² rassemble les documents entrés par voie extraordinaire (don, dépôt, achat, apposition de scellés) dans les fonds des archives centrales de la Marine.

Présentation du contenu

Les groupes d'articles qui suivent portent sur la Première Guerre mondiale.

177 GG² 30 41-42

Mécanique (dynamos, mines sous-marines, torpilles terrestres, automobiles militaires) : correspondance, rapports, notes, registres de fabrication, photographies.

177 GG² 18-22

Optique et signalisation (projecteurs, équipages photoélectriques, télégraphie optique, lampe à signaux secrets) : correspondance, rapports, notices, notes, plans, photographies.

177 GG² 47-60

Dossiers de marchés.

Sources complémentaires

SHD/MV, sous-série SS Gi Service des inventions

SHD/MV, sous-série DD4 Artillerie navale (1790-1942)

Lieu de conservation

CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable

Instruments de recherche

F. Lauro et A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *État général des fonds privés de la Marine*. Vincennes : SHM, 2002.

V. Berne et C. Vich, sous la direction de K. Leboucq. *Répertoire numérique détaillé du fonds d'entreprise Sautter-Harlé (177 GG²)*. Vincennes : SHD/département Marine, 2012.

Auteur de la notice

Catherine VICH

ARCHIVES TECHNIQUES NAVALES

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 5 I 399/1-489, 429/1-378, 430/1-183, 433/1-361, 526/1-49, 528/1-85, 569/1-362, 597/1-14, 598/1-38, 599/1-38, 661/1-2951 et 929/1-307
<i>Niveau de description</i>	Collection
<i>Importance matérielle</i>	Plusieurs centaines de cartons, dont une partie se rapporte à la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1691-1984
<i>Nom du producteur</i>	Archives de provenances diverses

Historique de la conservation

Les documents qui composent cette collection ont été versés au centre des archives de l'armement et du personnel par plusieurs établissements : le Service historique de la Marine, l'état-major de la Marine, les établissements de construction et armes navales de Guérogny, d'Indret et de Paris, les sites de Brest, Cherbourg et Toulon de la direction des Constructions navales, le service de surveillance industrielle de l'armement, les commissions locales et les commissions permanentes d'essais, les commissions supérieures de l'armement et la commission d'expériences de Gâvres. La collection est ensuite classée par bâtiment.

Présentation du contenu

Cette collection réunit des documents techniques relatifs à des navires de la Marine nationale et étrangers : ceux-ci peuvent être des plans (soit reliés en atlas, soit en planches), des photographies, des registres descriptifs, des notices, des guides d'utilisation ou des devis. Une partie concerne les navires eux-mêmes, dont des bâtiments américains ; une autre est constituée presque exclusivement de plans concernant l'artillerie navale de 25 à 450 mm classés par calibre, les affûts, les tubes lance-torpilles, les munitions et les matériels se rapportant au tir. Une dernière partie concerne les installations et équipements montés sur les navires.

On trouve également dans cette collection des rapports, procès-verbaux d'essais et comptes rendus d'essais, des procès-verbaux de recette, de devis de poids, de calculs de stabilité et d'assiette, de prix de revient, ainsi que des rapports ayant trait aux navires de la marine nationale, à l'aéronautique navale et à l'artillerie navale. Ces documents se présentent sous la forme de fascicules ou de dossiers entrant dans la confection de ces fascicules : chaque fascicule donne la description succincte des bâtiments, l'historique de sa construction, la composition des commissions d'essais et le rapport sommaire des essais préliminaires et officiels à la mer de l'appareil moteur et évaporatoire. Un certain nombre de rapports sont communs à plusieurs bâtiments du même type construits à la même époque ; de même, certains de ces fascicules se rapportent à une classe de bâtiments, en particulier les canonnières. On trouve également les registres historiques, les descriptifs, les recueils de caractéristiques générales et les états des lieux de ces bâtiments ou des équipements destinés aux ports.

Lieu de conservation CAAPC, Châtelleraut

Conditions d'accès

Les documents de plus de 50 ans sont librement communicables.

Instruments de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 5 I]

Inventaire n° 399 de septembre 1981, tapuscrit, 571 p.

Inventaire n° 429 d'avril 1982, tapuscrit, 587 p.

Inventaire n° 430 de mars 1972 modifié en mars 1975 et en mars 1983, tapuscrit, 203 p.

Inventaire n° 433 de janvier 1984, tapuscrit, 197 p.

Inventaire n° 526 de mars 1988, tapuscrit, 45 p.

Inventaire n° 528 de juillet 1979 modifié en juin 1987, tapuscrit, 88 p.

Inventaire n° 569 de mars 1975 modifié en mai 1977 et janvier 1990, tapuscrit, 266 p.

Inventaire n° 597 de 1979, manuscrit, 61 p.

Inventaire n° 598 de décembre 1978, manuscrit, 46 p.

Inventaire n° 599 de décembre 1978, manuscrit, 57 p.

Inventaire n° 661 de mars 1998, sous format informatique, 878 p.

Inventaire n° 929 d'avril 2006, sous format informatique, 296 p.

Auteur de la notice

Sylvain LEBRETON

ARTILLERIE NAVALE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Lorient, Toulon), série H
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	175 articles
<i>Nom du producteur</i>	Directions locales de l'artillerie navale

Histoire administrative

Des directions de l'artillerie navale relaient dans chacun des ports militaires l'action du service central de l'artillerie navale, même si elles se situent sous la tutelle directe des préfets maritimes. Elles regroupent notamment les ateliers spécialisés, les services des magasins à poudre et les pyrotechnies.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

Les archives conservées de ces directions sont de natures diverses : techniques à Lorient, administratives à Toulon.

Lorient

SHD/ML, sous-série 61 W Notices techniques concernant les munitions, obus et projectiles récupérées lors de la fermeture de la pyrotechnie de Tréfaven.

Non classés : rapports d'essai de la commission de Gâvres relatifs à l'artillerie.

Toulon

SHD/MT, série H Artillerie navale, 1729-1960

SHD/MT, sous-série 1 H Correspondance du directeur

1 H¹ 183-216 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.

1 H³ 3-8 : courrier départ, 1914-1918.

1 H⁶ 24-28 : ordres reçus du préfet maritime, 1914-1916.

1 H⁶ 81-86 : ordres du directeur, 1914-1918.

1 H⁶ 331bis-334 : notes du sous-directeur, janvier-juillet 1918.

1 H⁷ 1-67 : atlas et plans, 1787-vers 1930.

SHD/MT, sous-série 2 H Correspondance du sous-directeur

2 H 189-236 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1917
(1 volume par mois).

2 H 479-483 : table des dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (1 volume par an).

Sources complémentaires

Les archives centrales de la Marine (Vincennes) conservent en sous-série SS Z (supplément) quelques articles (SS Z 113-116) émanant du service de l'artillerie.

Lieu de conservation CHA, Lorient, Toulon

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

B. Egasse, sous la direction de R. Estienne. *Fonds d'archives de la pyrotechnie de Tréfavén, 61 W : répertoire numérique détaillé*. Lorient, SHD/département Marine Lorient, 2011.

M. Forget. *Répertoire numérique de la série H de Toulon*. Toulon : SHM, 1940.

Auteur de la notice Alain MORGAT

DIRECTION CENTRALE DES CONSTRUCTIONS NAVALES

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-séries DD1 et SS Z
<i>Niveau de description</i>	Groupes d'articles
<i>Importance matérielle</i>	63 articles
<i>Nom du producteur</i>	Direction centrale des Constructions navales

Histoire administrative

À la fin du XIX^e siècle, la direction des Constructions navales est l'un des quatre bureaux de la direction du Matériel au ministère de la Marine et n'a pas autorité sur les arsenaux, placés sous la direction de l'amiral commandant le port. En l'absence de coordination ministérielle de la construction navale, la flotte française est peu homogène au début du siècle. En 1898, une réforme des fabrications assigne au conseil supérieur de la Marine la mission de fixer les grandes lignes des programmes ; ensuite, l'état-major, en accord avec les directions des matériels (coque, blindage, tourelles, artillerie et torpilles), élabore les avant-projets, soumis ensuite à une commission technique qui établit une série de plans complets. Le conseil des travaux émet un avis qui, une fois approuvé par le ministre, est mis à exécution par les directions des ports sous le contrôle des commissions techniques. En 1912 enfin est créée, directement sous l'autorité du ministre, la direction des Services des travaux, qui encadre notamment les directions centrales des Constructions navales et de l'Artillerie navale. Mais dès le début de la guerre, l'action directrice et le contrôle effectif de cette direction cessent d'exister, et la fonction de direction est supprimée par décret en novembre 1917.

Pendant le conflit, l'organisation de la direction des Constructions navales évolue peu et demeure composée de quatre sections :

- une sous-direction chargée des questions administratives (personnel, finances, marchés) et de l'entretien des ateliers de constructions ;
- un service technique chargé des études, de l'établissement des plans et de la réglementation technique ;
- un service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie ;

- un bureau des réparations.

Cette organisation est renforcée d'un service de centralisation des fabrications d'obus et d'affûts pour l'armée (1914), et d'un service de centralisation des charbons industriels (1915).

Présentation du contenu

La sous-série 1 DD1 est constituée de minutes et la sous-série 4 DD1 de documents relatifs aux marchés.

SHD/MV, sous-série DD1 Direction centrale des constructions navales
1 DD1 1964-2020 : section technique des constructions navales.
4 DD1 517-523 : marchés.

SHD/MV, sous-série SS Z Supplément
SS Z 112 : direction centrale des Constructions navales.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Répertoire numérique de la sous-série 1 DD1 – constructions navales-corrépondance-forges et fonderies. Vincennes : SHM, s.d.

Répertoire numérique de la sous-série 4 DD1 – constructions navales-marchés. Vincennes : SHM, s.d.

Auteur de la notice Élise MANUÉLIAN

DIRECTIONS LOCALES DES CONSTRUCTIONS NAVALES

<i>Référence</i>	SHD, Marine (ports), série G
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	Environ 600 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919
<i>Nom du producteur</i>	Directions des constructions navales

Histoire administrative

Les cinq ports de Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon sont le siège d'arsenaux, dont l'une des missions primordiales consiste dans la construction, l'entretien et la réparation des navires de la Flotte. Cette mission est conduite par les directions locales des constructions navales qui, comme toutes les autres directions des ports, sont sous la tutelle des préfets maritimes, même si elles possèdent un lien organique avec la direction centrale des Constructions navales, en particulier sa section technique.

Historique de la conservation Versements réglementaires

L'essentiel du fonds de Lorient a été détruit pendant les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Le rattachement de la direction des Constructions et armes navales à la Délégation générale pour l'armement puis le développement, à partir du 12 novembre 1969, du centre d'archives de Châtellerault, ont entraîné en 1976 une répartition des responsabilités entre le Service historique de la Marine, destinataire des archives administratives, et le centre de Châtellerault, destinataire des archives techniques. En 1986, la date de 1946 a été retenue comme ligne de partage des fonds entre le Service historique de la Marine et le centre de Châtellerault, le Service historique restant informé des versements faits à ce centre par les directions locales des constructions navales.

Compte tenu de ces dispositions, la série G du cadre de classement des ports, qui accueille les archives des directions des constructions navales, devrait être exhaustive pour la Première Guerre mondiale, mais des retards de versements des services ou des versements du Service historique font que l'on trouve également des archives de ces directions au centre de Châtellerault.

Présentation du contenu

Outre les collections spécialisées de dépêches ministérielles et d'ordres préfectoraux, les dossiers des directions des constructions navales durant la Première Guerre mondiale valent essentiellement par les comptes généraux des travaux, qui permettent de suivre l'évolution de l'activité au jour le jour, et par les rapports d'essai auxquels les bâtiments étaient systématiquement soumis à la sortie de leur construction ou de leur réparation. Leur analyse permet notamment de constater la spécialisation accrue durant cette période de certains arsenaux : Rochefort et Lorient basculent ainsi définitivement vers les navires de faible et moyen tonnage.

À noter aussi la présence de dossiers de personnel qui permettent de mieux comprendre les répercussions de la guerre sur le monde ouvrier des arsenaux.

Brest

SHD/MB, sous-série 1 G Correspondance et rapports

1 G 6-20 : recueil de copies de dépêches ministérielles, 1917-1918.

1 G⁵ 26-30 : comptes généraux du matériel du département de la Marine, 1914-1918.

1 G⁶ 9 et 10 : comptes généraux des confections et des travaux, 1914-1916.

SHD/MB, sous-série 3 G⁵ Procès-verbaux et rapports d'essais au premier armement

3 G⁵ 1-5, 8-10, 12, 14-15, 19, 23-24, 26-27, 29-30, 33-35, 37-43, 48-50, 52, 55-58, 61-65, 67-72, 74, 76-78, 80-85, 87-88, 90-92, 99-102 et 106-107 : 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 3 G⁶ Procès-verbaux et rapports d'essais de bâtiments en service après réparation ou changement de position

3 G⁶ 1-8 : 1914-1918.

3 G⁷ 10, 12, 19 et 40 : documents techniques divers sur les bâtiments à la mer, 1914-1918.

Cherbourg

SHD/MC, sous-série 1 G Correspondance du directeur des constructions navales

1 G² 46-50, 52 : ordres du préfet maritime, 1914-1918.

1 G³ 77-104, 112 : correspondance échangée entre le préfet maritime et la direction des constructions navales de Cherbourg.

1 G⁸ 219-248 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

1 G⁸ 260 : copie des dépêches ministérielles intéressant la direction des constructions navales, 1920.

1 G¹⁰ 121bis-150, 151-155, 157-162 : dossiers d'affaires de la direction des constructions navales de Cherbourg, constitués de rapports des ingénieurs, marchés, devis et études, 1914-1918.

Lorient

SHD/ML, sous-série 2 G Rapports d'essais des bâtiments

Rapports d'essais de bâtiments construits pendant la guerre dans l'ensemble des arsenaux (cuirassés, contre-torpilleurs et sous-marins), 1914-1918.

Rochefort

SHD/MR, sous-série 1 G Correspondance du directeur des constructions navales

1 G¹ 183 : répertoire des dépêches ministérielles et des ordres préfectoraux secrets.

1 G² 57 et 59 : ordres du sous-directeur, 1912-1915.

SHD/MR, sous-série 2 G Travaux et constructions

2 G¹ 135 : états mensuels de situation des travaux (mettant en exergue l'absence de main-d'œuvre), 1917-1918.

2 G¹ 147 : bâtiments réquisitionnés, 1915.

2 G¹ 149 : dossiers sur les obus, 1914-1917.

2 G² 120-135, *passim* : devis d'armement et de campagne de bâtiments actifs pendant la Première Guerre mondiale.

SHD/MR, sous-série 3 G Personnel de l'arsenal de Rochefort

3 G 84 et 85 : mobilisation des ouvriers de l'arsenal de Rochefort, 1914-1918.

3 G 86 : état des prisonniers de guerre employés à l'arsenal de Rochefort, 1914-1919.

SHD/MR, sous-série 4 G Divers

4 G 6 : activité de l'arsenal de Rochefort pendant la Première Guerre mondiale.

4 G 61 : matériel de défense contre les sous-marins, 1914-1918.

4 G 81 : rapports de la commission d'études sur le matériel militaire et sur l'évolution du matériel employé pendant la Première Guerre mondiale.

SHD/MR, sous-série 5 G Plaques de verre des navires de guerre et bâtiments de l'arsenal de Rochefort, 1850-1917

5 G 65 : canonnière *Alerte* et contre-torpilleur *Enseigne Roux*, 1915-1916.

5 G 66 : sous-marins *Amphitrite* et *Bellone*, 1914.

5 G 67 : canonnière *Espiègle* et aviso *Yser*, 1916-1917.

Toulon

SHD/MT, sous-série 1 G Correspondance du directeur des constructions navales

1 G¹ 535-593 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (1 article par mois, manque février 1918).

1 G¹ 1851-1854 : dépêches ministérielles confidentielles et secrètes reçues, 1915-1920.

1 G² 350-407 : ordres reçus du préfet maritime, 1914-1918 (1 volume par mois, manquent mars 1915 et octobre 1917).

1 G³ 289-348 : notes du directeur aux sections, 1914-1918 (1 volume par mois).

1 G⁴ 1-123 : marchés, 1903-1914.

1 G⁴ 180-187 : répertoire des fournisseurs, s.d.

1 G⁴ 188-192 : répertoire des sociétés, s.d.

1 G⁴ 205, 207-208 : ateliers, chantiers divers, 1887-1962.

1 G⁵ 12-20 : ordres du directeur, 1914-1918.

1 G⁵ 277-279 : notes du directeur au préfet maritime, 1916-1918.

1 G⁵ 289-290 : notes du directeur à divers, 1916-1918.

1 G⁶ 1-80 : devis d'armement et de campagne, 1855-1947.

1 G¹¹ 1-67 : répertoires de textes et archives, par ordre alphabétique des navires concernés, 1815-1923.

SHD/MT, sous-série 2 G Personnel

2 G¹ 1-408 : matricules du personnel ouvrier des constructions navales et artillerie navale de Toulon, Ajaccio, Afrique du Nord et Indochine, 1736-1968.

2 G² 1-4090 : dossiers d'ouvriers des constructions navales et artillerie navale de Toulon, Ajaccio, Afrique du Nord, Indochine, 1873-1992.

Nota : des archives de la DCAN Saïgon (dont un dossier « salaire des autochtones » depuis 1908) et du SCAN Ajaccio (dont un dossier « agents techniques et administratifs » depuis 1910) ne sont actuellement (2013) ni classées ni inventoriées ; elles ont été mises provisoirement en cartons avec un bordereau manuscrit (sous-série 12 STAR).

Sources complémentaires

Le centre de Châtelleraut conserve dans la sous-série 5 I de son cadre de classement deux versements de la direction des constructions navales de Brest (5 I 77/1 à 663 et 5 I 449/1 à 93) couvrant une période allant de 1893 à 1956 : ils sont constitués de documents techniques relatifs à l'artillerie navale installée sur les bâtiments de la Marine, ainsi que d'instructions, de règlements et de notes techniques, et font l'objet d'inventaires tapuscrits disponibles en salle de lecture du CAAPC (voir fiche « archives techniques navales »).

Lieu de conservation CHA, Brest/Cherbourg/Lorient/
Rochefort/Toulon

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Répertoire numérique de la série G de Brest, en cours de refonte.

A. Marot. *Répertoire numérique sommaire de la sous-série 1 G de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1954.

G. Beauchesne. *Inventaire sommaire des rapports d'essai de bâtiments conservés dans la série G de Lorient*. Lorient : SHM, s.d.

Répertoire des sous-séries 1 G¹ et 1 G² de Rochefort. Rochefort : SHM, s.d.

C. Savalette, sous la direction d'A. Morgat. *Répertoire numérique des sous-séries 2 G¹ et de 2 G² Rochefort*. Rochefort : SHD, 2009.

G. Dalmon et D. Morisseau, sous la direction d'A. Morgat. *Répertoire numérique des sous-séries 3 G et 4 G de Rochefort*. Rochefort : SHD, 2007.

M. Fardet et M. Descubes. *Répertoire numérique de la sous-série 5 G de Rochefort*. Rochefort : SHD, 2005.

S. Dauchart et M. Astorkia. *Répertoire numérique des sous-séries 1 G de Toulon*. Toulon : SHM, 1990.

M.-C. Jeannin sous la direction de V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 1 G² de Toulon*. Toulon, SHD, 2008.

S. Bitton, J.-N. Galliot, E. Garenne, M.-C. Jeannin, la société Lifing et V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 2 G² de Toulon*. Toulon : SHD, 2008.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)



ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE

<i>Référence</i>	SHD, Armement , CT 2 I 5, 6 et 7
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	62 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919

Nom du producteur

Établissements de la Marine situés hors des ports et arsenaux : Indret, Ruelle et Guérigny

Histoire administrative

La Marine prend en charge vers la fin du XVIII^e siècle des établissements situés à l'écart des cinq ports militaires français et chargés de les approvisionner en armement et fournitures diverses. Il s'agit de forges et de fonderies d'origine privée que finit par acquérir l'État qui juge plus sûr d'en assumer directement la responsabilité.

La fonderie d'Indret, située sur une île de la Loire en aval de Nantes, créée en 1777 pour couler des canons, est ainsi devenue manufacture royale de machines à feu en 1828, puis établissement de la Marine en 1839. Spécialisé dans les systèmes de propulsion, celui-ci suspend en 1914 ses travaux en cours pour se consacrer à la production d'obus et d'affûts.

Les forges de la Chaussade, dans la Nièvre, se spécialisent dès l'origine dans la fabrication des fers et des ancres ; elles donneront naissance par la suite à l'établissement des constructions et armes navales de Guérigny.

Enfin, la fonderie de Ruelle, créée en 1751 en Charente, est spécialisée dans la fabrication de canons de tous calibres, destinés à la Marine mais aussi à l'armée de Terre.

Historique de la conservation

Le fonds de Ruelle était initialement conservé à Rochefort dans la sous-série MC 2 H, jusqu'à ce que le règlement des archives de la Marine du 10 août 1953 attribue au dépôt de Lorient la gestion de l'ensemble des archives des établissements de la Marine hors les ports. Les fonds d'Indret et de Guérigny, qui étaient restés conservés sur place, sont versés à Lorient entre 1956 et 1976.

Cette disposition perdure jusqu'à ce qu'un arrêté ministériel confie en 1969 leur conservation au centre des archives de l'armement de Châtellerault, tout en laissant à Lorient une grande partie des fonds antérieurs à cette date, jusqu'en 2013, date à laquelle ils sont enfin transférés à Châtellerault.

Présentation du contenu

Ces fonds valent par la richesse des informations fournies sur les armements utilisés par la Marine et sur les techniques, en particulier celle de la propulsion navale. Les archives de cette période se composent pour l'essentiel de correspondances, de rapports sur les travaux menés dans ces établissements et de documents sur le personnel qui y est employé.

SHD/AA, sous-série CT 2 I 6 Fonds d'Indret

CT 2 I 6 18 : recueils de dépêches et de circulaires ministérielles, 1914-1916.

CT 2 I 6 238-259 : recueils de dépêches et de circulaires ministérielles, 1914-1919.

CT 2 I 6 22, 23 et 30 : correspondance à l'arrivée.

CT 2 I 6 331-335 : ordres du directeur, 1914-1919.

CT 2 I 6 6 : ordres du sous-directeur, 1914-1916.

CT 2 I 6 48-64 : notes et rapports au départ, 1914-1919.

SHD/AA, sous-série CT 2 I 7 Fonds de Ruelle

CT 2 I 7 24-I : études et travaux de la fonderie de Ruelle pendant la Première Guerre mondiale.

CT 2 I 7 24-II : plans, photographies et graphiques, 1914-1919.

SHD/AA, sous-série CT 2 I 5 Fonds de Guérigny

CT 2 I 5 25-29 : revues et travaux, 1915-1919.

CT 2 I 5 466-472 : contrôles nominatifs des personnels technique et administratif de la Marine, 1914-1922.

Sources complémentaires

Quelques compléments sont à rechercher dans les fonds conservés par le centre d'archives de l'armement de Châtellerault, où ils sont entrés par versement du Service historique de la Marine ou d'établissements relevant de la Délégation générale pour l'armement.

SHD/AA, CT 2 I 6 60/1-17 Établissement d'Indret

Ces 17 cartons (1895-1953) contiennent des recueils de correspondance relative aux appareils propulsifs des navires de la Marine, classés par bâtiment.

SHD/AA, CT 2 I 7 26/1 Établissement de Ruelle

Ce carton (1891-1901) renferme des rapports d'essais de matériels (canons de divers calibres) réalisés par l'établissement.

Des inventaires tapuscrits de ces deux fonds sont consultables en salle de lecture du CAAPC.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellereault

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

G. Beauchesne. *Répertoire numérique dactylographié des archives de l'arrondissement maritime de Lorient. Établissements hors des ports. Archives de l'établissement d'Indret. Sous-série 1 V*. Lorient : SHM, 1969. Mise à jour par Jean-Bernard Lacroix, Lorient, 1977.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)



EXPERTISE ET ESSAIS D'ARMEMENT

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 1 F 3 518/1, 578/1 à 514, 589/1-259
<i>Niveau de description</i>	Groupes d'articles
<i>Importance matérielle</i>	1 146 cartons, dont une partie concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1699-1982

Nom du producteur

Atelier de précision, atelier de construction de Rueil, commission d'expériences de Bourges, commission centrale de réception des poudres de guerre de Versailles

Histoire administrative

Atelier de précision

Le 30 juin 1794 un arrêté fait naître « l'atelier de précision » dépendant de la direction de l'artillerie. Sa mission initiale était la vérification des projectiles et les essais des bouches à feux. Au XIX^e siècle s'ajoutent des ateliers de mécanique, des laboratoires de chimie et physique, d'optique et d'électricité, de métallurgie. Il dispose en 1894 d'un laboratoire d'essais mécaniques pour remédier à l'insuffisance des moyens de contrôle du service de l'artillerie. En 1912, il relève de l'inspection des études et expériences techniques de l'artillerie, dont dépend la section technique de l'artillerie. En avril 1918, l'atelier de précision est placé sous l'autorité du sous-secrétariat d'État des Inventions. Il conserve sa dénomination jusqu'en 1934, date à laquelle le nouvel établissement central des fabrications d'armement de la direction des Études et fabrications d'armement est créé. Il prend le nom d'établissement technique central de l'armement en 1977.

Atelier de construction de Rueil

Créé en 1916 sur un terrain de 17 hectares, cette annexe de l'atelier de construction de Puteaux fabriquait des pièces de canon de 155 mm Grande Puissance Filloux et des remorques de DCA. L'atelier servait également d'entrepôt.

Commission centrale de réception des poudres de guerre de Versailles

La commission centrale de réception des poudres de guerre de Versailles est créée en 1877. Elle prend une importance de plus en plus grande pour les essais de balistique, en collaboration étroite avec la commission d'expériences de Bourges.

Commission d'expériences de Bourges

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le comité de l'artillerie ayant recommandé de ramener vers le centre de la France les arsenaux trop exposés de Metz, Strasbourg et Douai, des activités nouvelles sont développées à Bourges, avec en 1860 la Fonderie impériale de canons qui devient l'atelier de construction de Bourges (ABS), l'École de pyrotechnie en 1867, repliée de Metz, chargée d'étudier toutes les questions d'artifices et la commission d'expériences. Cette dernière est fondée par décret ministériel du 31 décembre 1871, auprès d'une école d'artillerie créée en 1856 qui disposait depuis 1853 d'un polygone de tir d'une longueur de 4,7 km, portée à 10 km en 1879. Lorsqu'elle s'installe en 1874, elle est gérée par le parc d'artillerie et chargée des essais et de l'expérimentation des nouveaux matériels (armes et munitions). Pendant la Première Guerre mondiale, un nouveau champ de tir est adjoint au nord du premier. La ligne de tir principale atteint ainsi 30 km. Après la guerre, la commission acquiert son autonomie administrative en 1924 avec ses trois annexes de Calais, Quiberon et Toulon.

Historique de la conservation

Documents versés entre 1977 et 1987 au centre des archives de l'armement et du personnel par l'établissement technique central de l'armement. Certaines archives ont été produites par l'atelier de construction de Rueil, la commission d'expériences de Bourges ou la commission centrale de réception des poudres de guerre de Versailles. Les services dont l'ETCA est l'héritier disposaient d'un très riche fonds documentaire (archives et bibliothèques) et recevaient des documents provenant de nombreux services.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne essentiellement les munitions de 20 à 500 mm, les munitions d'aviation, l'artillerie terrestre, l'artillerie de marine, les armes d'infanterie, les accessoires et équipements (affûts, balistiques, visée, engins vérificateurs), les équipages militaires (l'harnachement, les outils) et la défense contre les aéronefs. Il est constitué de tables de construction, d'instructions et de notes techniques. On y trouve également des documents généraux sur les bâtiments et la sécurité des

locaux. Par ailleurs, une partie du fonds se compose de documents liés aux essais d'armement avec des procès-verbaux d'essais, des rapports techniques, des comptes rendus, des répertoires et des questions d'études. Des traductions et des brevets d'inventions forment une partie annexe du fonds.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 1 F 3] Inventaires n° 518, novembre 1987, tapuscrit, 850 p. ; n° 578, 1991, tapuscrit, 1637 p. ; n° 589, 1993, tapuscrit, 402 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON



COMMISSIONS D'EXPÉRIENCES

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 3 F 1 32/1-47, 33/1-11 et 177/1-160, CT 2 H 4 559/1-51
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	269 cartons, dont une partie concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1833-1973
<i>Nom du producteur</i>	Commissions d'expériences de Calais, de Châlons et de Gâvres

Histoire administrative

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les essais et l'expérimentation des matériels des armées étaient confiés d'une part aux arsenaux, d'autre part aux écoles pour l'artillerie. Par la suite ont été institués des établissements spécialisés. C'est ainsi qu'a été créée la commission de la guerre à Châlons-sur-Marne. La commission d'expériences de Calais tire son origine d'une commission de tir d'artillerie, située sur la plage de l'Estran, instituée par ordre ministériel en février 1872. La commission de la Marine a été installée à Gâvres en 1830, sur décision du ministre de la Guerre, qui regrettait que les canons de marine ne subissent pas suffisamment de tests avant leur emploi opérationnel. Le site de Gâvres a été choisi pour sa proximité géographique avec le port de Lorient d'une part, et d'autre part parce que le littoral entre Quiberon et Gâvres était peu fréquenté à l'époque. Les activités se sont ensuite étendues aux études d'artillerie navale et aux essais des blindages des navires. Pendant la Première Guerre mondiale, le champ de tir de Gâvres est utilisé parallèlement à ceux de Bourges et de Quiberon pour la commission de l'artillerie lourde sur voie ferrée.

Historique de la conservation

Documents versés au centre des archives de l'armement et du personnel par l'établissement technique de Bourges et par la manufacture d'armes de Tulle, provenant des commissions d'expériences de Calais, de Châlons, de Mourmelon, de La Courtine et de Gâvres. Une partie des rapports d'essais proviennent des établissements techniques de Bourges

et Versailles, des ateliers de construction de Puteaux, Rennes, Tarbes et Toulouse, de l'atelier de fabrication de Valence, des cartoucheries d'Alger et de Vincennes, des manufactures d'armes de Châtellerault et de Saint-Etienne. Ce fonds a été complété par un versement de la section technique de l'armée de Terre.

Présentation du contenu

Ce fonds se rapporte aux essais de matériels d'artillerie, de projectiles, de poudres, de la télémétrie, des études balistiques intérieure et extérieure, des procédés de pointage, des fusées, des mortiers, des pistolets, des fusils, des fusils automatiques, des fusils mitrailleurs, des accessoires pour fusils, des carabines, des revolvers, des mitrailleuses, des cartouches, des blindages, des amorces et leur amorçage, des munitions, des grenades, des silhouettes-cibles, des organes de mise à feu et d'allumage, des engins ou moyens de sauvetage ou de protection et des fusées de proximité. Les documents sont des rapports d'essais, des comptes rendus d'études, des notes techniques et des notes de service. À cela s'ajoutent des bulletins hebdomadaires d'essais, des fascicules de renseignement sur les armements, des bibliographies du Laboratoire central de l'armement, des listes de brevets et des notes relatives à la protection des établissements de la défense.

Sources complémentaires

SHD/AA, CT 3 F 3 25/1-30 : archives techniques de l'annexe de Toulon de la commission d'expériences de Bourges.

L'établissement technique de Bourges, qui succède en 1933 à la commission d'expériences, hérite de ses annexes de Calais, Quiberon et Toulon, qui lui ont été rattachées en 1924. L'annexe de Toulon était chargée d'effectuer des tirs balistiques sur le polygone de la Renardière, dont le champ de tir s'étend entièrement en mer.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 3 F 1] Inventaires n° 32, 1972, 51 p. ; n° 33, 1972, 47 p. ; n° 177, 1974, 60 p.

[SHD/AA, sous-série CT 2 H 4] Inventaire n° 559, 1989, 58 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

LABORATOIRE CENTRAL DE LA MARINE

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 1 I 2 510 /1 à 655
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	655 cartons dont une partie concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1823-1972
<i>Nom du producteur</i>	Laboratoire central de la Marine

Histoire administrative

L'établissement des constructions navales de Paris est créé le 31 août 1881 sous la dénomination de laboratoire central de la Marine (LCM) : sa mission est l'étude du perfectionnement du matériel de l'artillerie navale et de l'emploi des poudres. Partageant ses locaux avec le dépôt central des poudres et salpêtres rue de l'Arsenal à Paris, il dispose comme annexe de la poudrerie de Sevran-Livry.

Dans les années qui suivent, le LCM a pour mission l'étude des nouveaux appareils et l'amélioration des matériels existants, la construction d'instruments vérificateurs au profit de l'inspection des fabrications, l'étude et l'expérimentation des engins proposés par des inventeurs, l'étude des poudres de la Marine, l'expérience en balistique intérieure et l'amélioration des procédés de fabrication. Il soutient également le service de l'inspection des fabrications créé en 1884.

En 1910, l'École d'application de l'artillerie navale lui est rattachée et, en 1913, le LCM est lui-même rattaché au service technique de l'artillerie navale nouvellement créé, placé sous l'autorité du service de l'artillerie navale. Pendant la guerre, il contribue entre autres à l'armement des bâtiments de guerre et des aéronefs, et à l'étude des appareils de visée pour le tir contre avions.

Historique de la conservation

Ces documents ont été versés en mars 1974 au centre des archives de l'armement et du personnel par l'établissement des constructions et armes navales de Paris.

Présentation du contenu

Ce fonds est constitué de rapports, de procès-verbaux d'essais, de comptes rendus, de notices techniques, de guides de conduite, d'instructions, de notes et documents administratifs concernant des navires de la Marine nationale, la détection électromagnétique, l'artillerie navale, l'aéronautique. On peut également y trouver de la comptabilité, des chronos de courrier, des documents administratifs relatifs aux services et établissements de la Marine.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 1 I 2] Inventaire n° 510, mai 1987, 278 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

SERVICE DES POUDRES ET POUDRERIES

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 3 A 2 698/1-396
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	396 cartons, dont une partie concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1876-1973
<i>Nom du producteur</i>	Inspection générale des poudres

Historique de la conservation

Documents versés en 1987 au centre des archives de l'armement et du personnel par la poudrerie de Sevran-Livry, et provenant de l'inspection générale des poudres.

Histoire administrative

En 1665, Louis XIV crée la Ferme des poudres et salpêtres. En 1775, Louis XVI, sur proposition de Turgot, remplace la ferme par une régie spéciale des poudres et salpêtres. À partir de 1819, la régie est désignée sous le nom de service des poudres et explosifs de France. En 1856, Napoléon III répartit ses attributions entre le ministère de la Guerre et le ministère des Finances. Dès 1873, la III^e République rétablit le service dans son intégrité sous l'autorité du ministre de la Guerre. Puis la loi du 13 mars 1875 crée le corps spécial des ingénieurs des poudres, militarisé en mars 1914. En 1876 est institué le service des poudres et salpêtres, chargé de la fabrication des poudres de toutes espèces, devenu service des poudres en 1914.

Présentation du contenu

Ce fonds comprend de la correspondance, des rapports, des circulaires, des livrets d'inspection, des plans et des photographies concernant l'ensemble des poudreries et des établissements relevant du service des poudres.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 3 A 2] Inventaire n° 698, 2007, 247 p.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

POUDRERIE NATIONALE DU RIPAULT

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 1 J 985
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	55 articles, 25 ml
<i>Dates extrêmes</i>	1575-[1960]
<i>Nom du producteur</i>	Poudrerie nationale du Ripault

Historique de la conservation

Documents remis en 2008 au centre des archives de l'armement et du personnel par MM. Gueraud, Amiable et Guenand concernant la poudrerie nationale du Ripault.

Histoire administrative

La poudrerie du Ripault est créée en 1786. Elle connaît un grand essor après la guerre de 1870. Elle dépend, à compter de 1880, du service des poudres et salpêtres, devenu en 1914 service des poudres. Les poudres B, dites sans fumée, y sont produites à partir de 1894 et constituent rapidement la production prépondérante de l'établissement. À la fin du XIX^e siècle, la superficie totale du site atteint plus de 50 ha (56 ha en 1914, puis 108 ha en 1918). À la veille de la guerre, les premières installations utilisant la force motrice électrique sont mises en place. Pendant la Grande Guerre, la production journalière de poudre B atteint 25 tonnes en janvier 1916. Cette période voit également la mise en production de Schneidélite et de balistite. La production quotidienne en 1918 est de 60 tonnes de poudre B, 8 tonnes de balistite et 14 tonnes de Schneidélite. Le personnel culmine alors à 4 000 ouvriers. Durant la Première Guerre mondiale, 424 000 tonnes de poudre B ont été produites par les poudreries françaises.

Présentation du contenu

Ce fonds comprend de la correspondance, des rapports, des plans, des études, des archives privées concernant l'histoire de la poudrerie nationale du Ripault depuis le XVI^e siècle jusqu'à son rattachement au Commissariat à l'énergie atomique.

Lieu de conservation CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

[SHD/AA, sous-série CT 1 J] Inventaire n° 985, 2008.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON

POUDRERIE NATIONALE DE VONGES

<i>Référence</i>	SHD, Armement, CT 2010 ZN 19 1-298
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	15 mètres linéaires
<i>Dates extrêmes</i>	1808-1958
<i>Nom du producteur</i>	Poudrerie nationale de Vonges

Historique de la conservation

Le fonds de la poudrerie de Vonges a été versé par la société Titanobel au CAAPC le 28 avril 2010.

Histoire administrative

Le 20 février 1691, le commissaire général des poudres et salpêtres, Étienne Berthelot de Pléneuf, loua un terrain d'1 hectare et 60 ares en bordure de la Bèze afin d'y construire deux moulins à poudre, un grenoir, un séchoir d'hiver, un magasin à poudre et une petite raffinerie. Le terrain fut acheté en 1753, et le site agrandi quelques années plus tard par la construction d'un troisième moulin à poudre, d'un lissoir et d'un hangar. Au début du XIX^e siècle furent construits les bâtiments des services généraux (1810-1813) et un magasin à poudres (1825). De nouveaux travaux d'extension furent entrepris en 1839. À l'est de la poudrerie se trouvaient les bureaux, les bâtiments de fabrication et les logements, et à l'ouest, organisés autour d'une cour, les magasins d'approvisionnement et les ateliers de charpenterie et de tonnellerie. Deux biefs creusés entre 1840 et 1850 alimentaient les machines hydrauliques. Enfin, le site fut sécurisé par l'aménagement de merlons (levées de terre) et la plantation de rangées d'arbres.

Jusqu'au début du XX^e siècle, des essais furent menés pour diversifier la production (dynamite, poudre P, explosifs chloratés et nitratés). La fabrication des explosifs au chlorate ou « poudres de mine » fut ainsi développée à Vonges lorsque les exploitations des minerais de fer dans le bassin de Briey prirent leur essor. Les différents types de produits fabriqués à Vonges au début du XX^e siècle étaient les poudres noires, les explosifs azotés (mélinite et crésylite), le trinitrotoluène, les poudres au chlorate de potasse (cheddites) et l'explosif « Prométhée ».

Au début de la guerre, la poudrerie s'étendait sur 66 hectares. Un réseau intérieur de voies Decauville desservait les différents points du site. L'établissement avait une capacité de production quotidienne de 4 tonnes de poudre noire, de 7 tonnes de mélinite, de 5 tonnes de cheddite et d'une tonne de nitronaphtaline. Pendant le conflit, le site développa ses capacités matérielles et humaines de production pour pouvoir répondre aux demandes de fabrication fixées par le « Programme maximum ». La poudrerie fut d'abord reliée à la ligne de chemin de fer d'Auxonne à Gray, et le réseau interne de voies Decauville étendu. Un appontement sur la Saône fut également construit pour desservir le site par voie fluviale. Les unités de fabrication et de stockage furent développées et de nombreux baraquements aménagés pour accueillir une main-d'œuvre en forte expansion. En mai 1918, la poudrerie avait atteint une superficie de 97 hectares et employait 2744 personnes contre 281 au moment de la mobilisation. Les taux de fabrication furent considérablement accrus : on passa ainsi d'une production quotidienne de 25 tonnes de mélinite au début de l'année 1916 à 40 tonnes à la fin de la même année. Enfin, la production se diversifia : la poudrerie de Vonges fabriqua à la fois de la mélinite paraffinée, de la tolite, de la cheddite, des explosifs perchloratés, de la nitronaphtaline, de l'acide nitrique et de la poudre noire dont la fabrication fut suspendue peu après la mobilisation pour reprendre en juin 1915.

Les principaux produits fabriqués par la poudrerie de Vonges étaient les poudres noires, les poudres au chlorate de potasse (poudres type « cheddites ») et des explosifs azotés et chloratés. Les explosifs de mine et de carrière fabriqués à la poudrerie étaient « encartouchés » par des cartoucheries privées voisines de l'établissement. La PN de Vonges livra un certain nombre de sociétés et entreprises, comme par exemple les établissements Davey et Bickford. L'établissement assura également une mission d'inspection et de surveillance des établissements industriels situés dans une circonscription composée de 16 départements. Le département d'Alger faisait également partie de ce périmètre d'inspection. Le directeur de l'établissement examinait et rendait un avis sur les demandes d'installation de dépôts d'explosifs de première catégorie et d'établissements industriels dangereux ou insalubres. Il procédait en outre à des visites d'inspections dans les cartoucheries et les fabriques d'artifices et de mèches de la circonscription.

Présentation du contenu

Ce fonds présente une amplitude chronologique importante. Une partie des documents conservés datent du XIX^e siècle mais les périodes les mieux couvertes sont les années 1940 à 1945, et les années 1950 à

1958. Si plusieurs rapports ont été rédigés *a posteriori* sur l'activité de la poudrerie durant la Première Guerre mondiale, les archives spécifiques à cette période sont peu nombreuses.

Les archives techniques, représentatives de l'activité de recherche et de fabrication, sont très lacunaires. Différents types de documents comme les plans d'ensemble, les inventaires des biens immobiliers et les projets de travaux permettent de bien appréhender l'organisation du site et ses évolutions. À noter également les rapports d'accidents survenus à la poudrerie, accompagnés de photographies et de témoignages d'ouvriers, les notes de service et les rapports du médecin de la poudrerie accompagnant les livrets d'inspection, ainsi qu'une importante correspondance entretenue avec les autres poudreries françaises.

Lieu de conservation CAAPC, Châtelleraut

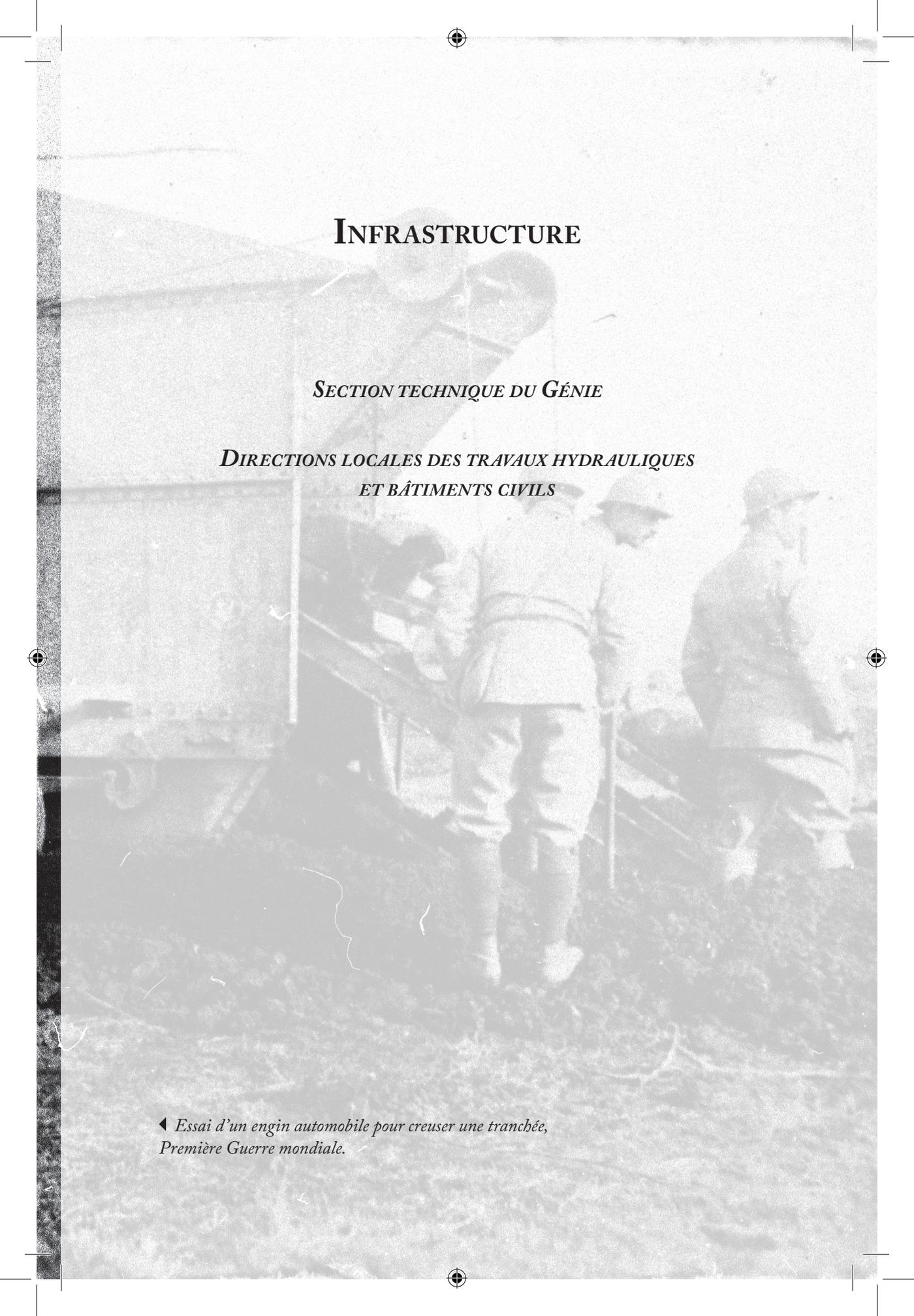
Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

M. Lacour et L. Muller, sous la direction de S. Lebreton et de A.-É. Lebourgeois. *Série 2G12 Archives de la poudrerie nationale de Vonges (1808-1958)*. Châtelleraut : SHD/CAAPC, 2012.

Auteur de la notice Sylvain LEBRETON





INFRASTRUCTURE

SECTION TECHNIQUE DU GÉNIE

*DIRECTIONS LOCALES DES TRAVAUX HYDRAULIQUES
ET BÂTIMENTS CIVILS*

◀ *Essai d'un engin automobile pour creuser une tranchée,
Première Guerre mondiale.*



SECTION TECHNIQUE DU GÉNIE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 2 V
<i>Niveau de description</i>	Groupe d'articles
<i>Importance matérielle</i>	40 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918
<i>Nom du producteur</i>	Section technique du génie

Histoire administrative

Créée par décret du 31 mars 1886, la section technique du Génie (STG) remplace le dépôt des fortifications auprès du comité consultatif du génie et constitue une section spéciale de la 4^e direction (génie) du ministère de la Guerre. Le 31 juillet 1888, elle est rattachée au comité technique du génie dont elle constitue l'organe d'études jusqu'en 1940.

Présentation du contenu

La sous-série 2 V, composée de 289 cartons d'archives produites entre 1885 et 1940, contient notamment les dossiers des études techniques poursuivies par la STG pendant la Première Guerre mondiale sur les abris, les baraquements et les cantonnements, le matériel de mines et de tranchées, l'équipement (excavateurs de tranchées), l'armement, la protection contre les gaz et les mesures de défense passive. Elle renferme également des documents se rattachant aux opérations (guerre des mines aux Épargés et à Vauquois, mission du général Protard).

Sources complémentaires

Des compléments à cet ensemble peuvent être apportés pour les archives des circonscriptions territoriales du Génie, rassemblées dans la sous-série GR 4 V. Devenues directions et arrondissements de travaux du Génie, ces circonscriptions descendent en ligne directe de l'organisation territoriale mise en place sous le règne de Louis XIV, répartissant les places fortes entre des directions, elles-mêmes subdivisées en chefferies placées sous l'autorité d'un chef du génie. Celui-ci avait au début du xx^e siècle pour missions la gestion du domaine militaire de l'État et la conduite des travaux sur les ouvrages placés sous sa responsabilité.

Versées tardivement au Service historique de l'armée de Terre, à partir du début des années 1990, elles sont encore en cours de traitement, mais les instruments de recherche déjà réalisés font apparaître des ensembles particulièrement riches relatifs aux travaux de mise en défense et à l'entretien des ouvrages fortifiés des frontières du Jura et des Alpes, avant et pendant la Première Guerre mondiale.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

N. Salat, M. Barros. *Inventaire de la sous-série 2 V, Section technique du génie, 1886-1940*. Vincennes : SHAT, 1997.

Auteur de la notice Nicole SALAT

DIRECTIONS LOCALES DES TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BÂTIMENTS CIVILS

<i>Référence</i>	SHD, Marine (ports), série K
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	Environ 300 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919
<i>Nom du producteur</i>	Directions locales des travaux hydrauliques et bâtiments civils

Histoire administrative

Les arsenaux de la Marine sont des ensembles architecturaux de grande envergure dont la construction réclame compétence et talent : ils sont l'œuvre des ingénieurs des bâtiments civils, puis de leurs successeurs, les directeurs des travaux hydrauliques, qui coordonnent l'action de tous les chantiers locaux. Devenues directions locales des travaux maritimes en 1922, elles ont également la charge de l'entretien et de la réparation de tous les bâtiments à terre relevant de la Marine au sein du périmètre de chaque arrondissement maritime.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

Les dossiers d'affaires et de travaux des directions locales des travaux hydrauliques et bâtiments civils permettent de percevoir les répercussions de la Première Guerre mondiale sur les arsenaux et leurs infrastructures. Ce fonds contient en outre de nombreux documents intéressant le personnel, notamment ouvrier, mais son attrait principal réside dans la richesse de ses collections de plans, où sont représentés la totalité des bâtiments dont la Marine a la charge dans chacun des arrondissements maritimes.

Cherbourg

SHD/MC, série K *Travaux hydrauliques ou travaux maritimes de la 1^{re} région maritime*

SHD/MC, sous-série 1 K *Correspondance de la direction des travaux hydrauliques, 1786-1940*

1 K¹ 118-124 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

1 K¹ 129 : ordres du directeur.

1 K¹ 164 : ordres du préfet maritime.

SHD/MC, sous-série 2 K *Grands plans de bâtiments appartenant à la Marine*

2 K 1916 : plans de la prison maritime.

SHD/MC, sous-série 3 K *Plans, devis, rapports, dossiers techniques et marchés, XVIII^e-XX^e siècles*

3 K, *passim* : dossiers de travaux (dossiers d'exécution, études, projets, plans dessins), 1914-1918.

Brest

SHD/MB, série K *Travaux hydrauliques, puis travaux maritimes*

SHD/MB, sous-série 2 K *Fonds moderne*

2 K⁴ : marchés originaux.

2 K⁴ 3 : 1913-1915.

2 K⁴ 4 : 1916.

2 K⁴ 5 : 1917.

2 K⁴ 6 : 1918-1922.

2 K⁸ : matricules, contrôles

2 K⁸ 2 : auxiliaires et en régie, 1915.

Lorient

SHD/ML, série K *Travaux immobiliers et maritimes*

Sous-séries K³ et 9W *Dossiers sur l'infrastructure du port de Lorient pendant la Première Guerre mondiale, dont :*

K³ 83 : « Historique du fonctionnement de la direction des Travaux hydrauliques de Lorient et de son action au cours de la guerre contre les puissances centrales », mars 1919.

K³ 122 : photographies de la construction du bassin 3.

Rochefort

SHD/MR, série K Travaux maritimes et bâtiments civils

K 11-72, *passim* : plans des infrastructures de la Marine dans le quatrième arrondissement maritime, 1914-1918.

K 42 n°39-48 : journal-contrôle nominatif des employés à la journée de la direction des Travaux maritimes de Rochefort, 1914-1918.

Toulon

SHD/MT, série K Travaux immobiliers et maritimes

SHD/MT, sous-série 1 K Direction des Travaux immobiliers et maritimes, 1753-1985

1 K¹ 189-211 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.

1 K¹ 551 : répertoires des dépêches et cahiers d'enregistrement arrivée, 1910-1929.

1 K² 33-37 : lettres, ordres et circulaires reçus du préfet maritime, 1914-1921.

1 K² 44 : courrier reçu du préfet maritime, 1918.

1 K² 299 : répertoire de la grande correspondance au départ, 1917.

1 K² 383-386 : marchés, travaux et cahiers d'enregistrement, 1915-1917.

1 K² 430-453 : dossiers d'affaires, 1904-1966 et s.d.

1 K³ 47-50 : lettres du directeur au préfet maritime et autres chefs de service, 1914-1919.

1 K³ 58 : ordres et circulaires du directeur, 1912-1918.

SHD/MT, sous-séries 2 et 3 K Plans et dossiers de travaux

2 K¹ 20-48 : conférences et conférences mixtes des projets de travaux à effectuer dans la région méditerranéenne, 1818-1921.

2 K² 24-241 : plans des projets approuvés, 1666-1946.

3 K 1-1100 : plans, 1917-1956.

SHD/MT, sous-série 4 K Afrique du Nord, XIX^e-XX^e siècles (classement en cours)

Voir aussi en série continue : versement 1994/001/1-616, dossiers des travaux maritimes, 1720-1970.

Sources complémentaires

Les archives centrales de la Marine conservent en sous-série DD2 les archives de la direction des Travaux hydrauliques et bâtiments civils

(articles 1374-1430 : minutes, 1914-1918), qui trouvent leur complément en sous-série SS Z (article 116 : direction des Travaux hydrauliques). Cette direction est durant le conflit dotée d'un service technique, qui étudie et supervise les travaux techniques, et d'un bureau administratif chargé essentiellement du budget et de l'administration du personnel.

Répertoire numérique de la sous-série DD2 – travaux maritimes, volume 2, articles 725-1562. Vincennes : SHM, s.d.

F. Clos. *Répertoire numérique de la sous-série SS Z – Supplément.* Vincennes : SHM, 1980.

Lieu de conservation CHA, Brest/Cherbourg/Lorient/
Rochefort/Toulon

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

M.-H. Renou. *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 1 K de Cherbourg.* Cherbourg : SHM, 2002.

G. Désiré dit Gosset et B. Olive. *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 2 K de Cherbourg.* Cherbourg : SHM, 2002.

P. Nogué et C. Ottavy. *Répertoire numérique dactylographié de la sous-série 2 K de Brest.* Brest : SHM, 1996.

G. Beauchesne. *Répertoire numérique de la série K de Lorient.* Lorient : SHM, 1978.

S. Lars, sous la direction de R. Estienne. *Répertoire numérique de la sous-série 9 W de Lorient.* Lorient : SHM, 1993.

A. Duran, F. Gloaguen et D. Morisseau. *Répertoire numérique de la série K de Rochefort.* Rochefort : SHD, 2006.

Répertoire numérique de la sous-série 1 K de Toulon. Toulon : SHM, 1958.

E. Astier, M. Forget, S. Dauchart, M. Astorkia et E. Garenne. *Répertoires numériques des sous-séries 2 K de Toulon.* Toulon : SHM, s.d.

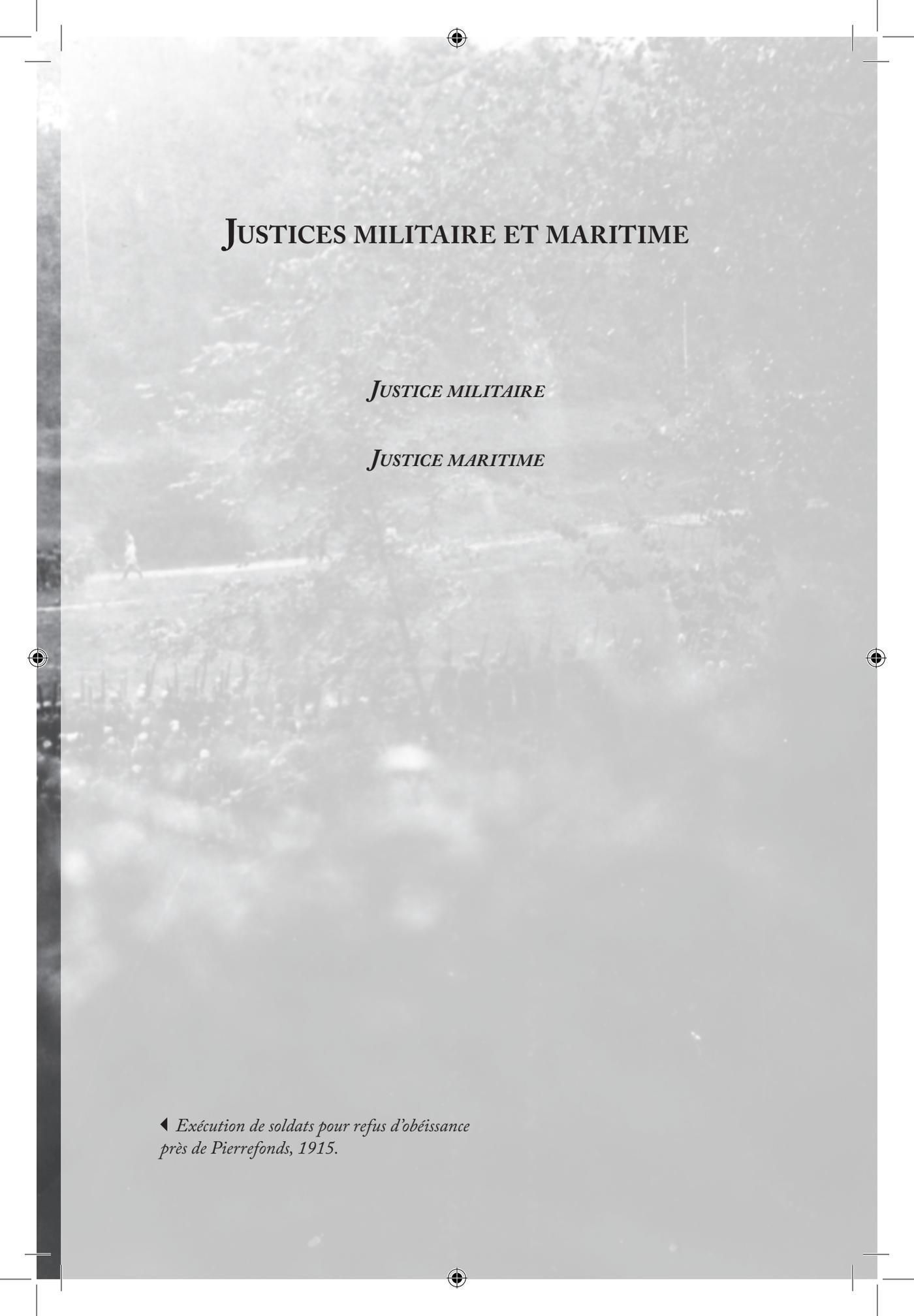
Répertoire numérique de la sous-série 3 K de Toulon. Toulon : SHM, s.d.

Répertoire par lieux de la sous-série 4 K de Toulon. Toulon : SHM, s.d.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)







JUSTICES MILITAIRE ET MARITIME

JUSTICE MILITAIRE

JUSTICE MARITIME

◀ *Exécution de soldats pour refus d'obéissance
près de Pierrefonds, 1915.*



JUSTICE MILITAIRE

Référence SHD, Guerre, sous-séries 9 J à 13 J

Niveau de description Groupe de sous-fonds

Importance matérielle

1 283 cartons pour la sous-série 9 J (conseils de guerre de Paris)

2 461 pour la sous-série 10 J (conseils de guerre des régions)

3 859 pour la sous-série 11 J (conseils de guerre aux armées)

3 067 pour la sous-série 12 J (conseils de guerre outre-mer)

1 771 articles pour la sous-série 13 J (prisons militaires)

Dates extrêmes 1858-1938 (9 J)
1865-1929 (10 J)
1914-1930 (11 J)
1860-1930 (12 J)
XIX^e-XX^e siècles (13 J)

Nom du producteur Conseils de guerre et prisons militaires

Histoire administrative

L'exercice de la justice militaire

Lorsque commence le premier conflit mondial, les principes de la justice militaire sont ceux du Code de justice militaire du 9 juin 1857, modifié par la loi du 18 mai 1875, qui définit les délits et les peines, et régit le fonctionnement des conseils de guerre en temps de paix comme en temps de guerre. Ainsi dotée de ses règles propres, la justice militaire est indépendante de la justice civile et reste considérée comme un prolongement de l'action disciplinaire.

En temps de paix, l'organisation de la justice militaire repose sur des bases géographiques : un tribunal militaire permanent exerce sa juridiction dans chacune des circonscriptions territoriales qui couvrent la métropole, les régions militaires. Au même échelon sont prévus des conseils de révision, qui, en cas de recours, peuvent examiner sur la forme des jugements rendus par les conseils de guerre. Le personnel permanent est peu nombreux : à chaque conseil de guerre sont rattachés un commissaire du gouvernement et un rapporteur, désignés par le ministre de la Guerre parmi les officiers supérieurs et capitaines, ainsi

qu'un greffier et un commis-greffier. Les juges, au nombre de cinq, officiers et sous-officiers, sont désignés par le général commandant la région militaire.

En temps de guerre, cette organisation est maintenue pour l'intérieur, mais les unités en campagne, au niveau de la division, du corps d'armée et de l'armée, sont tenues d'attacher à leur quartier général un conseil de guerre organisé à quelques différences près sur le modèle des tribunaux militaires permanents. L'ensemble du personnel et des juges de ces *conseils de guerre aux armées* est choisi par le chef de l'unité sur laquelle le conseil de guerre exerce sa juridiction, et un seul officier assure la double fonction de commissaire-rapporteur. La procédure elle-même est simplifiée, puisque les accusés peuvent être traduits devant les conseils de guerre dans un délai de vingt-quatre heures et sans instruction préalable (article 156 du Code de justice militaire). Enfin, le Code de justice militaire prévoit également, pour les armées stationnées à l'étranger, l'institution d'un tribunal prévôtal, dont la juridiction est limitée aux affaires mineures.

La nature particulière du conflit entraîne toutefois rapidement une évolution des modalités d'action de la justice militaire. Dès les premières semaines de la guerre, des mesures allant dans le sens d'une sévérité accrue sont adoptées. Ainsi, par décrets des 10 et 17 août 1914, la faculté de se pourvoir en révision contre les jugements des conseils de guerre aux armées est suspendue, et les autorités militaires se voient conférer le droit de faire exécuter les sentences de mort sans attendre l'avis du président de la République. Le 1^{er} septembre 1914, une circulaire du ministère de la Guerre réserve l'usage du droit de grâce, déjà soumis à l'approbation de la majorité des juges, au seul officier ayant assuré la mise en jugement. Enfin, le décret du 6 septembre 1914 permet l'institution de *conseils de guerre spéciaux* destinés à juger, suivant une procédure simplifiée et sans possibilité de recours, les auteurs de crimes pris en flagrant délit.

Un reflux se fait toutefois sentir, puisque dès le 15 janvier 1915 les dossiers de condamnés à mort doivent à nouveau être soumis au président de la République avant exécution, sauf nécessité absolue de répression immédiate : l'usage du droit de grâce redevient la règle, et l'exécution immédiate l'exception. Dans le même ordre d'idées, le 12 février 1916, une circulaire du GQG prévoit le recensement dans chaque armée des militaires les plus aptes, de par leur profession dans le civil ou leur formation, à servir de défenseurs dans les tribunaux militaires.

Par ailleurs, la sévérité initiale de la répression, traduite par une diminution générale des garanties accordées aux prévenus, ainsi que

l'écho d'un certain nombre d'abus des conseils de guerre, avaient amené des parlementaires, parmi lesquels le député Paul Meunier, membre de la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, à œuvrer en vue d'une réforme de la justice militaire. Les travaux de la commission aboutissent à la loi du 27 avril 1916 relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires, qui autorise l'application des circonstances atténuantes quel que soit le crime reproché, donne aux juges la faculté de prononcer des peines avec sursis, et supprime les conseils de guerre spéciaux. Enfin, suite à une proposition de loi du même Paul Meunier visant à rétablir les conseils de révision aux armées, un décret du 8 juin 1916 rétablissait le recours en révision pour les peines de mort prononcées par l'ensemble des conseils de guerre. Le recours était assuré par les conseils de révision déjà inscrits dans la loi du 27 avril, qui siégeaient auprès des quartiers généraux d'armée et avaient une composition mixte (trois parlementaires civils et trois officiers supérieurs).

Après cette date, le fonctionnement de la justice militaire ne connaît plus de transformation fondamentale. L'institution reste toutefois considérée comme un instrument disciplinaire, comme en témoignent les modalités de son action lors de la « crise d'indiscipline » qui parcourt les armées françaises au printemps de 1917 : à la demande du général Pétain, un décret en date du 8 juin 1917 supprime toute voie de recours pour les militaires reconnus coupables de rébellion, insubordination et embauchage de militaires. Mais même cette crise ne remet pas fondamentalement en cause les acquis évoqués plus haut : un retour à la sévérité des débuts de la guerre n'était pas envisageable sur le plan juridique, et l'historiographie de la question semble montrer qu'il n'était pas non plus envisagé.

Les prisons

Du point de vue des établissements pénitentiaires, la guerre eut plusieurs conséquences. Logiquement, les hostilités provoquèrent l'augmentation du nombre de détenus, par la multiplication du nombre d'insoumis, de déserteurs et autres justiciables des conseils de guerre, mais aussi par l'afflux de prisonniers de guerre, d'abord internés dans les prisons militaires, puis dans des « dépôts de prisonniers » créés à cet effet, qui maillèrent tout le territoire. Élevée par Clemenceau le 13 septembre 1917 au statut de sous-secrétariat d'État, confié au parlementaire Édouard Ignace, l'administration de la justice militaire ne cessa, au cours des hostilités, de dénoncer l'encombrement des prisons militaires, malgré l'internement du plus grand nombre de détenus possible dans des prisons civiles, et s'efforça d'y remédier par des créations nouvelles : on multiplia

les ateliers de travaux publics, de nouveau installés sur le territoire métropolitain, et on créa encore, au printemps 1918, un pénitencier de 400 places à l'Île-Madame (Charente-Maritime). Parallèlement, l'administration de la justice militaire prit toutes les mesures possibles de grâces, de remises ou de suspensions de peines, afin de faire envoyer au combat tout détenu susceptible de porter les armes. Et quant à ceux qui, « condamnés depuis la mobilisation et aptes à faire campagne, ne [formulaient] pas de demandes de suspensions de peine, dans le but évident d'échapper à l'obligation de retourner sur le front », les chefs des établissements pénitentiaires étaient naturellement priés de faire ces demandes à leur place. Les détenus qui ne bénéficiaient pas de ces mesures étaient invités sans ménagement à travailler pour les besoins de la Défense nationale : une circulaire d'avril 1916 demanda la mise au travail des prévenus, une autre, en décembre suivant, décida la création de « groupes de travailleurs » pour la zone des armées, constitués de militaires emprisonnés. La discipline ne faiblissait pas : une dépêche ministérielle du 23 mai 1917 créa des « sections de répression » à Touggourt, dans le Sud algérien, pour recevoir aussi bien les condamnés « dont le maintien dans les détachements de travailleurs (...) deviendrait impossible », que les condamnés « incorrigibles ou dangereux détenus dans les prisons, pénitenciers ou ateliers de travaux publics ». La situation des établissements fut particulièrement critique, semble-t-il, dans les derniers mois de la guerre ; au problème du surpeuplement s'ajoutait celui d'un encadrement insuffisant et défaillant, les sous-officiers d'administration du cadre de la justice militaire ayant été envoyés au front et remplacés par des territoriaux. Aussi les mesures de clémence successives furent-elles appliquées à la paix avec autant de volonté que les mesures de coercition l'avaient été pendant la guerre.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

La série J (justice militaire) du cadre de classement des archives de la Guerre correspond aux archives propres de l'institution : les sous-séries 9 J à 11 J regroupent les archives des conseils de guerre ayant siégé en métropole durant les hostilités, tribunaux militaires permanents des régions et conseils de guerre aux armées. La sous-série 12 J contient les archives des conseils de guerre tenus outre-mer, et la sous-série 13 J, les archives des prisons militaires. Le cadre de classement de ces sous-séries est organisé par producteur (conseil de guerre ou prison) : il convient donc, à chaque fois, d'identifier les périodes chronologiques recherchées.

Malgré l'ampleur du fonds, on note que les archives de certains conseils de guerre ont disparu. Lorsque les archives d'un conseil de guerre ont été détruites, il n'en subsiste que des « liasses uniques », ne comprenant que les quelques dossiers ayant pu être reconstitués *a posteriori*. Dans le cas particulier des conseils de guerre spéciaux, il convient de se montrer plus prudent encore : en effet, le caractère souvent éphémère de ces juridictions, les circonstances mêmes dans lesquelles elles ont dû se réunir, peuvent expliquer l'absence de leurs archives.

Les archives des conseils de guerre regroupent essentiellement des recueils de minutes de jugement et les dossiers de jugement, classés dans l'ordre chronologique, par année le plus souvent. Suivant les cas, on pourra y trouver d'autres types de dossiers : affaires conclues par un refus d'informer, non-lieux, etc. Enfin, et toujours de manière relativement aléatoire, ces archives peuvent contenir des correspondances, des registres de jugement, voire de comptabilité.

Dossiers de procédure et minutes de jugement constituent le reflet le plus direct de l'activité des conseils de guerre. Les minutes ne présentent des affaires jugées qu'un aperçu sommaire : elles ne contiennent que l'état civil du prévenu, l'acte d'accusation, les attendus du jugement et la sentence du tribunal. Il est à noter toutefois que la présentation de ce type de document dans des minutiers annuels fournit un rapide aperçu de l'action d'un conseil de guerre pour une période donnée.

Le dossier de procédure est la source la plus complète, dans la mesure où il comprend l'ensemble des documents ayant servi à l'instruction. On y trouve en théorie les pièces suivantes : plainte en conseil de guerre ; état signalétique et des services du prévenu ; relevé de punitions ; procès-verbal d'interrogatoire ; procès-verbaux d'information (rapports, interrogatoires des témoins) ; pièces à conviction (éventuellement) ; rapport du commissaire-rapporteur qui clôt l'instruction ; ordre d'informer ; minute du jugement.

À ces documents de base, il convient, dans un certain nombre de cas particuliers, d'ajouter d'autres pièces : celles annexées au dossier dans l'après-guerre, lorsque celui-ci avait été rouvert à des fins de révision. Suivant la ou les juridictions qui ont réexaminé l'affaire, c'est souvent tout un dossier, plus important que celui du premier jugement, qui est joint aux pièces d'origine. La remarquable conservation de ces archives particulières, qui, tout en ayant voyagé d'une cour à l'autre, se retrouvent complètes au sein de la série J, montre d'ailleurs, si besoin était, la qualité de la tenue de l'ensemble du fonds, et rappelle que ces archives ont eu une existence légale bien au-delà de la fin des hostilités.

Sources complémentaires

Les archives des services de la justice militaire doivent être complétées par les archives de l'état-major et des unités : une liste détaillée des cotes concernées se trouve dans le *Guide des sources de l'histoire de la justice militaire* (cf. *infra*).

Quant aux archives de la justice maritime, elles se trouvent conservées dans les sites portuaires (Cherbourg, Rochefort et surtout Toulon), et font l'objet de la fiche suivante.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

Pour une recherche individuelle, il importe de connaître l'unité de rattachement d'un condamné et la date de sa condamnation.

Des minutiers, conservés pour les sous-séries 9 à 12 J par la section des archives de la justice militaire au Service historique de la Défense et consultables sur rendez-vous, permettent ensuite de repérer le dossier recherché.

L'inventaire dactylographié de la sous-série 13 J (prisons militaires) est disponible en salle de lecture du Service historique de la Défense.

Enfin, il est indispensable, pour toute recherche approfondie, de consulter le *Guide des sources de l'histoire de la justice militaire pendant la Première Guerre mondiale* (Vincennes, SHAT, 2001, 104 p.), dont sont tirées les explications ci-dessus.

Auteur de la notice Emmanuel PÉNICAUT

JUSTICE MARITIME

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Cherbourg/Rochefort/Toulon), série O
<i>Niveau de description</i>	Groupe de fonds
<i>Importance matérielle</i>	Quelques articles
<i>Nom du producteur</i>	Justice maritime

Histoire administrative

La justice maritime est régie par le Code de justice militaire pour l'armée de mer, loi du 4 juin 1858 et ses modificatifs, qui fixe l'organisation des conseils de guerre, à terre et à bord, et des tribunaux maritimes¹. Depuis 1906, un recours est possible devant la cour de cassation, en temps de paix et pour un jugement rendu à terre ; en temps de guerre, et en tout temps pour un jugement rendu à bord, le recours se fait devant un conseil ou un tribunal de révision. Les conseils et le tribunal maritime de révision, qui jugent sur dossier, hors de la présence de l'accusé, ne peuvent annuler un jugement qu'en cas de vice de forme.

Le Code de justice militaire pour l'armée de mer prévoit les juridictions suivantes.

À TERRE

Conseils de guerre permanents

Il y en a deux au chef-lieu de chaque arrondissement maritime (Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon et Bizerte). Le second siège en cas d'annulation d'une sentence du premier par la cour de cassation (en temps de paix) ou le conseil de révision (en temps de guerre). Les membres sont nommés par le préfet maritime, à partir d'un tableau par ancienneté, pour une durée maximale de six mois. La composition normale comprend un capitaine de vaisseau ou de frégate, président, un capitaine de frégate, deux lieutenants de vaisseau, deux enseignes de vaisseau et un officier marinier. Elle peut être modifiée,

¹ *Code de justice militaire pour l'armée de mer (du 4 juin 1858)*. Édition mise à jour à la date du 15 mai 1918. Paris : Imprimerie nationale, 1918.

Jean-Philippe ZANCO. « Autour du Code de justice maritime (1858-1965) », *Revue historique des armées*, 252, 2008, p. 72-85.

selon un principe général de la justice maritime qui veut que les juges doivent être de grade supérieur ou égal à celui de l'accusé.

Chaque conseil de guerre a un rapporteur (chargé de l'instruction), un commissaire du gouvernement (qui tient le rôle de procureur et doit être de grade plus élevé ou plus ancien en grade que le rapporteur, et de grade au moins égal à celui de l'accusé), choisis parmi les officiers en activité ou en retraite, et un greffier, choisi parmi les officiers, sous-officiers et employés des divers corps ou en retraite. Tous sont nommés par le ministre. Le préfet maritime peut leur nommer des substituts pour une durée maximale de six mois.

Ils ne jugent qu'au pénal, l'action civile étant réservée à la justice ordinaire. Seule exception, ils peuvent ordonner la restitution à l'inculpé des pièces à conviction saisies sur lui.

Leur compétence couvre les marins de l'État, s'ils sont affectés à terre ou que leur navire se trouve dans l'enceinte de l'arsenal, et autres corps militaires : gendarmes maritimes, pompiers, gardes consignes, surveillants de prison, ainsi que les prisonniers de guerre placés sous l'autorité maritime. Un commandant qui a perdu son navire ou l'a rendu à l'ennemi sera lui aussi jugé par un conseil de guerre.

Seul le préfet maritime peut saisir le conseil. L'accusé a un défenseur, choisi par lui ou à défaut désigné d'office, qui peut prendre connaissance du dossier et communiquer avec son client.

Les conseils de guerre permanents de Bizerte ne comportent que cinq membres. Leur compétence, par décret du 10 juillet 1914, est limitée aux marins affectés en Tunisie ou Algérie (tout autre prévenu qui serait justiciable d'un conseil de guerre doit être jugé par celui de son navire, ou envoyé à Toulon) jusqu'au décret du 1^{er} octobre 1918 qui leur donne une compétence identique à leurs homologues métropolitains.

Conseils de guerre éventuellement formés aux colonies

Lorsque l'on doit juger un individu qui en métropole serait justiciable d'un conseil de guerre, le gouverneur de la colonie en forme un de cinq membres, avec au besoin du personnel des troupes coloniales ou de l'armée de Terre, voire du personnel de grade inférieur à celui prévu par la loi. Il ne peut y avoir plus de deux juges de grade inférieur à celui de l'accusé ; un officier général ou supérieur ne peut être jugé qu'en métropole.

Conseils de révision

Ils se prononcent en temps de guerre sur les recours contre les jugements des conseils de guerre. Les membres sont nommés par le préfet maritime pour une durée maximale de six mois. Leur composition normale est :

le major général, président, et quatre officiers supérieurs. Un officier supérieur en activité ou en retraite est commissaire du gouvernement, un officier subalterne, greffier.

Tribunaux maritimes permanents

Il y en a deux au chef-lieu de chaque arrondissement maritime métropolitain (Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon). Le second siège en cas d'annulation d'une sentence du premier par la cour de cassation, en temps de paix, ou par le tribunal de révision, en temps de guerre.

Ils jugent tous les auteurs de « crimes ou délits commis dans l'intérieur des ports, arsenaux et établissements de la marine (...) de nature à compromettre soit la police ou la sûreté de ces établissements, soit le service maritime ».

Leur composition normale est : un capitaine de vaisseau ou de frégate, président ; un juge et un juge suppléant (à défaut, un avocat ou un avoué) du tribunal de première instance ; un commissaire ; deux lieutenants de vaisseau ; un ingénieur. Elle peut être modifiée, pour que les juges soient de grade supérieur ou égal à celui de l'accusé. Les marins sont nommés par le préfet maritime, pour six mois, et les représentants du tribunal de première instance par le président de ce dernier. Un commissaire rapporteur est chargé de l'instruction et du ministère public. Un greffier et des commis greffiers complètent le personnel.

Seul le préfet maritime peut saisir le tribunal. L'accusé a un défenseur, choisi par lui ou à défaut désigné d'office, qui peut prendre connaissance du dossier et communiquer avec son client.

Le *tribunal de révision*, siégeant à Brest, comprend le major général, président, quatre juges (un capitaine de vaisseau, un commissaire en chef, le président et le procureur du tribunal d'instance) ; un officier supérieur, commissaire du gouvernement, et un greffier. En 1916, il passera à Toulon, avec le même commissaire du gouvernement et le même greffier que le conseil de révision local.

Selon le Code de justice militaire pour l'armée de mer, des tribunaux maritimes peuvent éventuellement être formés dans les sous-arrondissements maritimes et les établissements hors des ports (Indret, Guérigny, Ruelle). Il y en a ainsi deux à Saïgon depuis 1889.

On ne traitera pas ici des *tribunaux maritimes commerciaux*, qui jugent les infractions au droit maritime commises dans la marine de commerce, sinon pour signaler que par la loi du 2 juillet 1916, les infractions à la police maritime et à la police des ports et rades deviennent justiciables des conseils de guerre maritimes – soit à terre, soit à bord. On ne traitera

pas non plus des *tribunaux maritimes spéciaux* pour les bagnes de Guyane et Nouvelle-Calédonie. Depuis 1900, comme les troupes coloniales, ils ne relèvent plus du ministère de la Marine, mais de celui de la Guerre.

À BORD

Conseils de guerre

Réunis en cas de besoin pour les crimes et délits commis par les personnes portées au rôle d'équipage, que ce soit à bord ou à terre, ils jugent aussi tous les individus prévenus d'« actions hostiles » : espionnage, sabotage... sur les rades (à condition qu'ils aient été arrêtés sur place), ou à bord des navires de commerce convoyés.

Ils comprennent cinq membres, officiers de marine ou officiers mariniers, un commissaire rapporteur et un greffier, commissaire ou officier marinier. L'ordre d'informer est donné et les membres sont nommés, selon la situation du bâtiment, par le préfet maritime, par le commandant de la formation, ou, si le bâtiment est isolé, par son propre commandant. L'accusé n'a droit à un défenseur que lors de l'audience.

En cas « de lâcheté devant l'ennemi, de rébellion ou de sédition, ou de tous autres crimes commis dans un danger pressant », le commandant a droit de vie ou de mort ; il doit dresser procès-verbal de l'événement et s'en justifier devant un conseil d'enquête.

Conseils de révision

Ils statuent sur les recours contre les jugements des conseils de guerre. Les membres, nommés par la même autorité que le conseil de guerre, sont trois officiers, un commissaire du gouvernement (officier de marine ou commissaire) et un greffier (commissaire ou officier marinier).

Les *conseils de justice* sont l'équivalent des conseils de guerre pour les délits comportant une peine inférieure à deux ans de prison. Ils ne peuvent pas juger d'officiers. Leur composition est de cinq membres : le commandant, trois officiers de marine et un officier marinier ; un greffier, officier marinier ou commissaire. Ils jugent sans recours, l'autorité qui a saisi le conseil pouvant toutefois commuer la peine.

LIMITES DE COMPÉTENCE

Le code délimite les compétences des différents tribunaux. Les marins échappent à la juridiction maritime dans les cas de complicité avec des individus justiciables des tribunaux ordinaires (tous les inculpés relèvent alors de ces derniers) ou des conseils de guerre de l'armée de Terre (tous les inculpés relèvent alors de ces derniers, sauf si le crime ou délit a été commis à bord d'un navire ou dans une enceinte de la marine ; s'il a été commis dans une circonscription où l'état de siège est déclaré, ils

ne peuvent alors relever que de l'armée de Terre), ou s'ils sont détachés comme auxiliaires de l'armée de Terre (ils relèveront alors de cette dernière).

Les personnels en congé ou permission ne relèvent du conseil de guerre que pour les crimes et délits purement militaires : trahison, espionnage... Les déserteurs relèvent de la justice ordinaire pour les crimes commis pendant la durée de leur absence.

Les marins justiciables d'un conseil de guerre maritime y échappent dans le cas de crimes ou délits relevant du tribunal maritime permanent. Si une affaire implique des marins justiciables d'un conseil à terre et d'autres justiciables d'un conseil à bord, ils seront jugés devant le premier.

PRISONS MARITIMES²

La justice maritime a aussi ses prisons, dans les sièges d'arrondissement maritime (sauf Lorient, où elle a été supprimée en 1903). Il y a donc des prisons maritimes à Cherbourg (dans l'enceinte de l'arsenal : le bâtiment existe encore aujourd'hui dans la base navale), Brest (à Pontaniou, de nos jours un bâtiment désaffecté), Rochefort (qui depuis 1903 n'accueille plus que les prévenus et les hommes punis pour infraction à la discipline - le bâtiment abrite aujourd'hui le conservatoire municipal de musique et de danse), Toulon (dans l'enceinte de l'arsenal, près de la porte Castigneau aujourd'hui démolie - la division locale du Service historique de la Défense a son dépôt principal d'archives sur son emplacement) et Bizerte.

Au ministère de la Marine, service du personnel militaire de la Flotte, le « bureau des corps et agents divers et de la justice maritime » est chargé :

1. de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle des différentes juridictions ;
2. de la correspondance relative aux personnels exclus de la marine ou affectés aux bataillons d'Afrique après leur condamnation ;
3. des prisons maritimes ;
4. des amnisties, grâces, réductions et commutations de peine ;
5. de la recherche des insoumis et déserteurs ;
6. de la police, de la surveillance, de la centralisation des consignes des arsenaux et établissements ;
7. des relations avec la Sûreté générale ;
8. de la prévision et de l'administration du budget de la justice maritime.

² Service historique de la Défense. « Les prisons militaires, maritimes et prévôtales » [en ligne] [consulté le 21 novembre 2011]. Disponible sur le Web <<http://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/Les-prisons-militaires-maritimes.html>>.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Le fonds de Lorient a été détruit par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Présentation du contenu

Pour la période de la Première Guerre mondiale, la série O du cadre de classement des archives des ports réunit :

- des dossiers d'affaires portées devant les conseils de guerre permanents relevant de leur arrondissement ;
- des archives des conseils de guerre, de justice et de révision tenus à bord des bâtiments ;
- des archives des tribunaux maritimes permanents.

Cherbourg

SHD/MC, sous-série 1 O Justice maritime de la 1^{re} région maritime
1 O 4-10 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

SHD/MC, sous-série 6 O Conseils de guerre, de justice et de révision
6 O 1.f, 1.g, 5.a -5.d, 6, 7, 10.k, 15.e, 31.i, 32.a à 32.c : dossiers et minutes de jugement des premier et deuxième conseils de guerre maritimes permanents, 1914-1918.

Rochefort

SHD/MR, sous-série 2 O Maisons d'arrêt, de justice, de correction
2 O 98e : dossiers des affaires instruites par le premier conseil de guerre permanent de Rochefort, 1901-1926.

Toulon

SHD/MT, sous-série 5 O Conseils de guerre permanents et autres conseils à terre

Sous-sous-série 5 O¹ Premier conseil de guerre permanent
5 O¹ 330 à 334/2 : dossiers n° 3198 à 3313, 1914.

5 O¹ 343 : enregistrement journalier des jugements, 1917-1920.

5 O¹ 345 : punitions disciplinaires demandées, 1912-1917.

Sous-sous-série 5 O² Deuxième conseil de guerre permanent

5 O² 214-215 : dossiers n° 959 à 980, 1914-1920.

5 O² 221 : table alphabétique (renvoyant au n° du dossier), 1826-1920.

SHD/MT, sous-série 6 O Conseils de guerre, de justice et de révision

6 O 81 : conseils de justice tenus à bord des bâtiments, dossiers n° 5204 à 5230, 1914.

6 O 125 : conseils de guerre tenus à bord des bâtiments, dossiers n° 935 à 955, 1914.

6 O² 1 à 257 : jugements des conseils de guerre, de justice et de révision tenus à bord des bâtiments, 1856-1938.

SHD/MT, sous-série 7 O Tribunaux maritimes permanents

7 O 70 : dossiers n° 358bis à 364bis, 1913-1914.

7 O 76 : décisions de simple police (dossiers n° 1 à 18), 1913-1919.

7 O 76bis à 79bis : divers non classés, vers 1877-1941.

7 O¹ 11 : dépêches ministérielles reçues, 1913-1920.

Par ailleurs, des archives de la justice maritime en Tunisie (v. 1900-1941) et un registre des jugements du 2^e tribunal maritime à Toulon (1873-1920) ne sont actuellement (2013) ni classés ni inventoriés. Ils ont été mis provisoirement en cartons sous les cotes 11 STAR 216 à 225.

Sources complémentaires

SHD, Marine (Vincennes), 1 CC 187 et 190 : justice maritime.

Lieu de conservation

CHA, Cherbourg/Rochefort/Toulon

Conditions d'accès

Documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

Cherbourg

Inventaire sommaire du fonds de la Justice maritime militaire de la première région maritime (1794-1940). Cherbourg : SHD, 2008

Rochefort

C. Savalette et G. Dalmon, sous la direction d'A. Morgat. *Répertoire numérique de la série O*. Rochefort : SHD, 2009.

Toulon

[SHD/MT, sous-sous-série 5 O¹] Répertoire numérique manuscrit (sauf article 345 : néant).

[SHD/MT, sous-sous-série 5 O², sous-série 6 O] Répertoires dactylographiés avec annotations manuscrites.

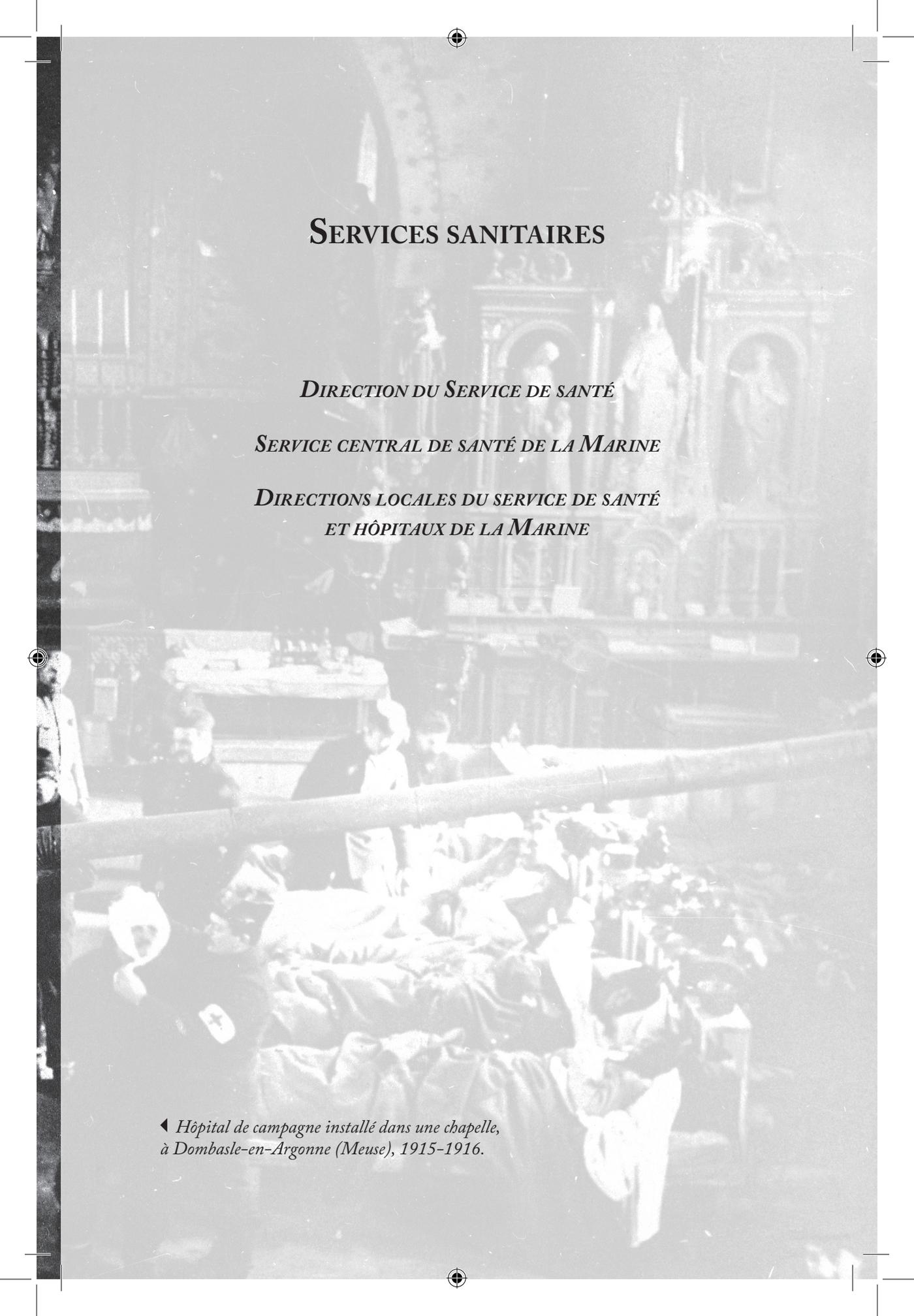
[SHD/MT, sous-sous-séries 6 O², 7 O¹] Répertoires numériques dactylographiés.

Auteurs de la notice

Vincent MOLLET

Alain MORGAT





SERVICES SANITAIRES

DIRECTION DU SERVICE DE SANTÉ

SERVICE CENTRAL DE SANTÉ DE LA MARINE

*DIRECTIONS LOCALES DU SERVICE DE SANTÉ
ET HÔPITAUX DE LA MARINE*

◀ *Hôpital de campagne installé dans une chapelle,
à Dombasle-en-Argonne (Meuse), 1915-1916.*



LE SERVICE DE SANTÉ DE L'ARMÉE

Le service de santé de l'Armée évolua beaucoup durant la Première Guerre mondiale. En 1914, son organisation, calquée sur celle des armées, distinguait la zone des armées dépendant du grand quartier général et la zone de l'intérieur dépendant de la direction du Service de santé au ministère de la Guerre. La doctrine d'emploi du service de santé reposait alors sur le règlement du service de santé en campagne, adopté en 1910, qui définissait les moyens techniques et les conceptions tactiques. Il préconisait de limiter au maximum les interventions opératoires à l'avant et de privilégier les évacuations sanitaires. Cette théorie où l'évacuation primait sur le traitement se heurta aux débordements sanitaires des premiers combats. De plus, la direction de l'arrière du GQG, chargée de régler les évacuations, ne disposait pas de médecins et le matériel de transport était souvent de mauvaise qualité.

Devant l'émotion créée par ce constat, une direction générale du Service de santé fut créée en octobre 1914 au GQG avec à sa tête le médecin inspecteur Chavasse, qui avait pour mission principale de coordonner le fonctionnement du service de santé dans les différentes armées engagées. Par ailleurs, à l'intérieur, les assemblées parlementaires imposèrent en juillet 1915 la création d'un sous-secrétariat d'État au Service de santé qui fut confiée à un avocat lyonnais parlementaire, Justin Godart. Ce dernier fut très en pointe dans la réorganisation du service de santé dans la zone de l'intérieur où il avait complète autorité. En revanche, l'action du sous-secrétariat d'État au Service de santé fut très limitée dans la zone des armées où le commandement ne lui accordait aucun droit de regard, s'appuyant sur le médecin inspecteur Chavasse, dont l'autorité était toute relative. Chavasse fut d'ailleurs remplacé par un officier d'état-major et la direction du Service de santé aux armées supprimée en février 1917. Il fallut en fait attendre le désastre militaire et sanitaire du Chemin des Dames pour qu'une nouvelle organisation se mette en place. Le général Pétain qui succéda au général Nivelle était persuadé que le bon fonctionnement du service de santé contribuerait au moral du combattant. Un décret du 11 mai 1917 positionna le service de santé au même niveau que les autres armes et services, ce qui lui permit alors d'acquérir toute son autonomie. Le général Pétain décida également la création au sein du GQG d'une section du service de santé composé uniquement d'officiers médecins. Parallèlement, un poste d'inspecteur général du service de santé fut créé.

Le conflit eut également des conséquences sur le personnel du service de santé militaire. À l'été 1914, le corps du service de santé comptait un peu plus de 10 000 médecins, dont une grande partie appartenait au cadre auxiliaire. Dès le début du conflit, ce nombre apparut très insuffisant. Toute une série de mesures adoptées en 1914, comme la mobilisation de tous les médecins en âge d'être convoqués ou la révision des décisions de réforme, permirent alors une augmentation notable des effectifs. Un an après le début de la guerre, le corps comptait environ 15 000 médecins. Les postes de responsabilités militaires étaient en général tenus par les médecins du corps d'active alors que les médecins de réserve assuraient le service des formations sanitaires. En outre, très rapidement, des postes de chirurgiens et de médecins spécialistes furent créés afin de contrôler et d'harmoniser les conduites diagnostiques et thérapeutiques. Le service de santé pouvait aussi compter sur d'autres catégories de personnel, tels les pharmaciens-chimistes qui travaillaient pour le service de l'intendance, les officiers d'administration dont le rôle était de gérer et d'administrer les formations sanitaires, ou les sections d'infirmiers constituées avant guerre et qui regroupaient quelques milliers d'hommes. Enfin, le personnel féminin fut également mobilisé. À côté des infirmières professionnelles encore peu nombreuses, un décret de 1916 créa le corps des infirmières temporaires des hôpitaux militaires, tandis que du personnel féminin de la Croix-Rouge était affecté aux hôpitaux complémentaires.

Ces hôpitaux, comme les différentes structures et formations sanitaires mises en place durant la guerre, participaient à la logistique et à l'organisation des soins aux blessés. Cette organisation reposait sur un service de santé régimentaire, divisionnaire et de corps d'armée pour le relèvement, le ramassage et les soins immédiats, avant l'évacuation vers les formations hospitalières de la zone des armées. Dans chaque bataillon, une voiture médicale emportait des instruments de petite chirurgie et quelques médicaments. La recherche et l'enlèvement des blessés sur le champ de bataille étaient assurés par des brancardiers jusqu'aux premiers postes de secours placés à environ un kilomètre des tranchées de première ligne. Ensuite, les ambulances divisionnaires se chargeaient du ramassage des blessés dans des voitures sanitaires et opéraient les extrêmes urgences. Au fil de la guerre, les ambulances divisionnaires de première ligne furent spécialisées en ambulances médicales, chirurgicales et gazés. Dans la zone divisionnaire, on pouvait trouver également des postes chirurgicaux avancés qui opéraient sur la ligne de feu. Le service de santé de corps d'armée contrôlait quant à lui les évacuations, en retenant dans des structures sanitaires situées entre 15 à 30 kilomètres du front les intransportables, d'une part, et les blessés

légers d'autre part. Les évacuations se faisaient ensuite par des trains sanitaires, soit vers des hôpitaux situés à l'arrière, soit vers l'intérieur. Le service de santé utilisa sur le territoire les hôpitaux des régions militaires ainsi qu'un certain nombre d'hôpitaux complémentaires. Ce fonctionnement de la chaîne des évacuations fut à peu près le même du début à la fin du conflit.

Parallèlement à ces questions logistiques, le service de santé dut adapter ses techniques médicales et chirurgicales aux blessures des combattants, très différentes selon leur nature et leur conséquence. Au début de la guerre, les évacuations se faisaient dans l'urgence et dans des conditions telles que les plaies de guerre s'infectaient souvent, entraînant des gangrènes gazeuses. Aussi, dès octobre 1914, le service de santé utilisa les formations de traitement de la zone des armées pour opérer les blessés. Progressivement, le traitement chirurgical se perfectionna et permit de se doter durant la guerre d'une doctrine médicale pour le triage des blessés. À l'intérieur, des centres de rééducation et de réadaptation furent créés pour prendre en charge les blessés des membres. Certaines spécialités, tels que la chirurgie maxillo-faciale ou les ateliers de prothèse et de moulage, connurent aussi un essor très important. L'utilisation nouvelle des armes chimiques fit l'objet de recherches scientifiques poussées et déboucha sur l'adoption de mesures de protection et sur l'invention de masques à gaz. Les troubles psychiques des combattants furent pris en charge dans des structures spécialisées et permirent le développement des soins psychiatriques. Enfin, le service de santé joua un rôle certain dans l'amélioration des conditions de vie sur les champs de bataille, notamment à partir de 1917.

Ces progrès médicaux acquis au cours de la guerre et la présence du service de santé militaire à tous les échelons fut essentielle au soutien physique et moral du combattant. À la fin de la guerre, le rôle que joua le service de santé dans le maintien des effectifs fut unanimement reconnu. L'engagement du service de santé durant la guerre s'exprima aussi par les pertes importantes subies par le corps médical qui, rapportées aux effectifs engagés, se situent immédiatement après celles subies par l'infanterie, avant toutes les autres armes.

Bertrand FONCK

LES ARCHIVES DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

Les archives du service de santé des armées sont conservées pour partie au Service historique de la Défense (voir fiche ci-après), pour partie dans des institutions dépendant directement du service de santé :

- *le musée du service de santé des armées au Val-de-Grâce, à Paris*

Le centre de documentation de ce musée conserve une partie des archives historiques du service de santé, de la fin du xvii^e siècle jusqu'en 1940. Y sont notamment consultables les archives concernant l'organisation et le fonctionnement du service de santé durant la Première Guerre mondiale, ainsi qu'une grande partie des journaux de marche et opérations des structures d'évacuation de cette période.

- *la section des archives médicales et hospitalières des armées, à Limoges*

Les archives médicales produites par les hôpitaux et formations sanitaires militaires ayant fonctionné en France pendant la Première Guerre mondiale, soit 5,7 km, sont conservées par ce service dont elles constituent un des ensembles majeurs, traité et accessible au public. À côté d'un énorme fichier individuel, on y trouve notamment classées par lieu géographique les archives des hôpitaux de l'intérieur, militaires ou civils (dits mixtes), avec leurs annexes et une myriade d'hôpitaux temporaires. La production documentaire de ces institutions se répartit principalement entre registres et répertoires de suivi des mouvements de la population hospitalière (entrées, sorties, statistiques, décès...), d'une part, et registres d'observation médicale, de consultation, d'opérations... qui permettent d'appréhender le traitement des blessés et malades, d'autre part.

DIRECTION DU SERVICE DE SANTÉ

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-séries 9 N et 9 NN 7
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	9 N : quelques articles pour la période 1914-1918 9 NN 7 (archives rapatriées de Russie) : 62 ml pour la période 1870-1940
<i>Dates extrêmes</i>	1872-1940

Nom du producteur

Direction du Service de santé du ministère de la Guerre (7^e direction), puis sous-secrétariat d'État du Service de santé

Histoire administrative

La direction du Service de santé, héritière du bureau des hôpitaux et invalides de la direction de l'administration du ministère de la Guerre, est créée en 1882. Son organisation est par la suite régulièrement réajustée et la dénomination des bureaux change fréquemment. Cependant, plusieurs organes ont une existence durable : le cabinet du directeur, qui est de 1912 à 1915 le médecin inspecteur Troussaint, deux bureaux (personnel et instruction, matériel et établissements hospitaliers), et des services techniques dont dépendent les sections de médecine, de chirurgie et des gaz.

Un règlement sur le service de santé en campagne est promulgué en 1910, qui insiste sur l'hygiène et la prophylaxie, domaines particulièrement étudiés par la section technique du service de santé placée sous l'autorité immédiate du ministre de la Guerre. De cette section technique dépendent un laboratoire de chimie installé aux Invalides et un laboratoire de bactériologie abrité par le Val-de-Grâce. Il existe également au sein de cette section technique un service de l'organisation générale du service de santé, ainsi qu'un service du contentieux médical. À la mobilisation, la section technique arrête de fonctionner. Ses fonctions contentieuses sont attribuées à une commission consultative médicale, organisée définitivement par décret du 5 mars 1916. Une commission consultative du service de santé est également créée, où siègent des parlementaires, médecins et chirurgiens, et qui met en place

un organe d'études techniques, le comité médico-chirurgical. Enfin, une commission permanente de prophylaxie de l'intérieur est aussi instituée, regroupant des représentants des divers ministères concernés. Le 14 juin 1917 est créée une direction des Approvisionnements, des fabrications et des établissements généraux, chargée de passer les marchés du service de santé.

En juillet 1915 est institué, en lieu et place de la 7^e direction, un sous-secrétariat d'État du Service de santé militaire qui existe jusqu'au 20 janvier 1920 et dont les titulaires furent Justin Godart jusqu'en février 1918, puis Louis Mourier. Il se compose d'un cabinet, de deux divisions techniques et d'une division administrative, auxquels s'ajoute en février 1917 un bureau des armées qui devient bureau de l'organisation technique du service de santé aux armées.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Présentation du contenu

Les archives de la direction du Service de santé pour la période de la Première Guerre mondiale classées dans la série N se limitent à quelques dossiers, tandis que le sous-secrétariat d'État semble ne pas avoir laissé d'archives. L'essentiel avait fait partie des archives saisies par les Allemands, et c'est le fonds de la direction du Service de santé, rapatrié de Russie, qui permet aujourd'hui de documenter l'histoire du service de santé pendant la Première Guerre : y sont représentées les archives du cabinet, des deux bureaux et des services techniques de la direction du Service de santé, classées par spécialités médicales, et celles du cabinet du sous-secrétaire d'État avec ses deux divisions techniques. Le classement des 1399 articles concernés pour la III^e République n'étant pas chronologique, les documents sur la période 1914-1918 apparaissent dans les archives de ces différentes structures.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Condition d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

F. Quéguineur. *Direction du Service de santé, sous-série GR 9 NN 7. Répertoire numérique détaillé*. Vincennes : SHD, 2010, dactyl.

Auteurs de la notice Bertrand FONCK
Frédéric QUÉGUINEUR

LE SERVICE DE SANTÉ DE LA MARINE

La Marine dispose d'un service de santé, articulé autour d'une administration centrale et de directions locales, et d'un corps de santé qui lui sont propres.¹

Le personnel

Le corps de santé de la Marine, créé en 1865, comprend les médecins de marine, à la fois médecins et chirurgiens, alternant le service à terre et à la mer, et les pharmaciens : en 1914, ils sont respectivement au nombre de 340 et de 49. Avant 1890, ils étaient formés dans les écoles de santé navale de Brest, Rochefort et Toulon. Après cette date, après avoir (sauf de rares exceptions) suivi un an de préparation dans ces écoles devenues « écoles annexes », les élèves entrent sur concours pour trois ans à l'École principale du service de santé de la marine et des troupes coloniales, à Bordeaux. Au sortir de Bordeaux, ils passent depuis 1896 par l'École d'application du service de santé de la marine, à Toulon, tandis que leurs condisciples qui se destinent au service de santé des troupes coloniales, séparé depuis 1900 de celui de la Marine, passent depuis 1907 par l'École d'application du service de santé des colonies, au Pharo à Marseille.

Le corps des infirmiers de la marine a quant à lui été créé en 1853. En dehors de ce corps se trouvent les infirmières : si la séparation de l'Église et de l'État (1905) a interdit les hôpitaux maritimes aux religieuses, la guerre de 1914-1918 nécessitera l'appel à un nouveau personnel féminin, relevant de la Croix-Rouge, et le retour de nombreux religieux, tolérés dans les établissements de santé.

L'administration centrale

En 1914, le service de santé est représenté au ministère de la Marine par :

- *l'inspecteur général du service de santé*. C'est un médecin général, qui préside le conseil supérieur de santé. Celui-ci, comprenant trois médecins et un pharmacien, se réunit au moins deux fois par semaine pour donner un avis sur toutes questions de santé générales (organisation, réglementation...), particulières (examen des rapports médicaux des différentes unités) ou individuelles (cas d'aptitude physique...). L'un des médecins membres est rédacteur du mensuel *Archives de médecine navale*.

¹ Adrien CARRÉ, « Le service de santé de la marine de 1870 à nos jours », *Revue historique de l'armée*, 1972/1, p. 122.

- *le service central de santé*. De création récente (décret du 18 décembre 1909), également dirigé par un médecin général, il comprend un service technique et un bureau administratif.

Le service technique a pour missions : les travaux et études des officiers du corps de santé ; les plans de construction et de restauration des hôpitaux ; l'organisation des services sanitaires ; les questions d'aptitude physique et de réforme ; le laboratoire central de chimie analytique ; l'étude de toutes les questions relatives aux installations hospitalières à bord des bâtiments, à l'hygiène et au service médical des arsenaux, à l'approvisionnement des magasins du service de santé ; l'application des principes de la convention de Genève et de la convention de La Haye.

Le bureau administratif a, quant à lui, essentiellement la charge de l'organisation et la gestion des officiers du corps de santé et des infirmiers des équipages de la Flotte ; l'organisation et l'administration du service de santé de la Marine dans les établissements hors des ports, les ports, les points d'appui hors de la métropole et à bord des bâtiments de la Flotte ; l'organisation des hôpitaux maritimes ; les prévisions et l'administration des crédits budgétaires afférents aux dépenses du service de santé.

Les directions locales

Dans les chefs-lieux d'arrondissement maritime (Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon et Bizerte), le directeur du service de santé (poste institué en 1910) relève du préfet maritime et fait partie du conseil des directeurs du port où il a voix délibérative. Il préside le conseil de santé, constitué de trois médecins et d'un pharmacien, et le bureau d'hygiène navale local. Il a autorité sur tous les établissements et personnels de santé de son arrondissement (hors l'école de Bordeaux, qui dépend directement du service central de santé). À Brest, Rochefort et Toulon, il est directeur de l'école annexe. De lui relèvent le pharmacien en chef, qui dispose de laboratoires de pharmacie et de chimie, le magasin des hôpitaux, dirigé par un garde-magasin, ainsi que la bibliothèque et le musée.

Il a un adjoint qui dirige l'hôpital local, appelé indifféremment hôpital maritime ou hôpital de la marine. Celui-ci reçoit des patients très variés que l'arrêté du 13 septembre 1910 répartit ainsi :

- aux frais de la marine : les marins (actifs ou rayés des contrôles dans l'attente d'une décision sur leur pension) et les personnels civils tels que les ouvriers des arsenaux ;
- aux frais d'autres ministères : les personnels du ministère de la Guerre, de l'armée de Terre, des douanes et des colonies ;
- à leurs frais : marins du commerce français ou étranger (sur

demande de l'armateur ou du consul), personnel des entreprises sous-traitantes, personnel retraité, militaires étrangers, prisonniers de guerre, et, en cas d'urgence et sur autorisation du préfet maritime, toutes victimes d'un sinistre ;

- sur demande exceptionnelle du ministère : anciens marins sans ressources, voire (à charge de remboursement) familles du personnel de la marine et population civile s'il n'y a pas d'hôpital civil.

Les personnes atteintes d'aliénation mentale y sont admises provisoirement, le temps que le préfet maritime obtienne du préfet du département leur transfert dans un asile. Hors des ports, les personnels de la marine peuvent être traités dans un hôpital civil, militaire ou colonial, aux frais de la marine.

Il y a donc des hôpitaux à :

- Cherbourg (futur hôpital René Le Bas, aujourd'hui fermé ; les locaux abritent depuis 2008 le Campus des métiers de la culture et du multimédia) ;

- Brest (bombardé pendant la Seconde Guerre mondiale ; l'actuel HIA Clermont-Tonnerre est construit sur son emplacement) ;

- Lorient (deux hôpitaux : l'un à Lorient même, dans l'Enclos de la Marine, dont un bâtiment restant abrite aujourd'hui le centre local du Service historique de la Défense, et l'autre à Port-Louis, dont il reste un bâtiment privé) ;

- Rochefort (les locaux sont aujourd'hui privés, sauf le pavillon de l'ancienne école de médecine navale, devenu un musée) ;

- Toulon (deux hôpitaux : l'un à Toulon même, actuel HIA Sainte-Anne, l'autre à Saint-Mandrier, dont les locaux sont aujourd'hui occupés par le Centre d'instruction naval) ;

- Bizerte (à Sidi-Abdallah).

Les dépôts des équipages ont leur médecin-major, subordonné au directeur local, qui dirige (avec un ou plusieurs médecins en sous-ordre) tant l'infirmerie que le service spécial du recrutement et des commissions de spécialité, de réadmission et de réforme.

Le service de santé assure aussi la médecine du travail dans les arsenaux. Sous l'autorité du directeur local, le médecin-major de l'arsenal dirige (avec un ou plusieurs subordonnés) l'« ambulance » chargée des premiers secours. Le service effectue la visite médicale des nouveaux admis et l'inspection médicale du travail.

Les établissements hors des ports (Indret, Ruelle, Guérigny) ont un service de santé dont le médecin chef est sous les ordres du chef d'établissement. Un pharmacien en dépend.

Enfin, les bases navales créées pendant la guerre en Méditerranée orientale (Salonique, Corfou...) ont également leur service de santé.

Le service à la mer

À la mer, l'armée navale, les escadres et les divisions ont leur médecin, sous l'autorité du commandant. Les navires armés ont leur médecin-major, placé sous l'autorité du commandant sauf pour le traitement des malades dont il est seul responsable. Il peut avoir, si la taille du bâtiment le demande, un ou plusieurs médecins en sous-ordre. Les unités de torpilleurs ou sous-marins, ainsi que les groupes de bâtiments en réserve, ont un médecin-major collectif. Chaque torpilleur, sous-marin, ou autre bâtiment dépourvu de médecin (contre-torpilleurs d'escadre, transports du littoral...), dispose de matériel médical et d'une instruction, à l'usage du commandant, sur les premiers secours.

La bataille des Flandres (1914), les expéditions des Dardanelles puis de Salonique (1915) et l'évacuation de la Serbie (1916) nécessiteront l'armement de navires-hôpitaux, seize en tout. Ce sont des paquebots ou cargos réquisitionnés, ainsi que le vieux croiseur-école *Duguay-Trouin*.

Vincent MOLLET

SERVICE CENTRAL DE SANTÉ DE LA MARINE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-série DD8
<i>Niveau de description</i>	Groupe d'articles
<i>Importance matérielle</i>	47 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1880-1925
<i>Nom du producteur</i>	Service central de santé

Histoire administrative

Le service central de santé se compose durant toute la durée de la guerre d'un service technique et d'un bureau administratif.

Le service technique a pour missions : les travaux et études des officiers du corps de santé ; les plans de construction et de restauration des hôpitaux ; l'organisation des services sanitaires ; les questions d'aptitude physique et de réforme ; le laboratoire central de chimie analytique ; l'étude de toutes les questions relatives aux installations hospitalières à bord des bâtiments, à l'hygiène et au service médical des arsenaux, à l'approvisionnement des magasins du service de santé ; l'application des principes de la convention de Genève et de la convention de La Haye.

Le bureau administratif a, quant à lui, essentiellement la charge de l'organisation et la gestion des officiers du corps de santé et des infirmiers des équipages de la Flotte ; l'organisation et l'administration du service de santé de la Marine dans les établissements hors des ports, les ports, les points d'appui hors de la métropole et à bord des bâtiments de la Flotte ; l'organisation des hôpitaux maritimes ; les prévisions et l'administration des crédits budgétaires afférents aux dépenses du service de santé.

Présentation du contenu

La plus grande partie des archives du service de santé est constituée de volumes reliés (1880-1925). L'ensemble de la correspondance a été classé chronologiquement et par catégories de destinataires.

SHD/MV, sous-série DD8 Service central de santé

DD8 183-230 : correspondance, rapports au ministre.

Sources complémentaires

Les archives des directions territoriales du service de santé, des conseils de santé et des hôpitaux maritimes constituent la série F du cadre de classement des archives conservées par les antennes portuaires du département de la Marine (voir fiche suivante).

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

Répertoire numérique de la sous-série DD8 - service de santé. Vincennes : SHM, s.d.

Auteur de la notice Élise MANUÉLIAN

DIRECTIONS LOCALES DU SERVICE DE SANTÉ ET HÔPITAUX DE LA MARINE

Référence SHD, Marine (Brest/Cherbourg/
Rochefort/Toulon), série F

Niveau de description Groupe de sous-fonds

Importance matérielle Une centaine d'articles

Dates extrêmes 1914-1919

Nom du producteur

Directions locales du service de santé, conseils de santé et hôpitaux de la Marine

Histoire administrative

La Marine, confrontée à un déficit endémique de recrutement, a eu depuis ses origines le souci de la préservation de la bonne santé des équipages. Elle est ainsi l'une des premières administrations à se doter d'hôpitaux particuliers, dès la fin du XVII^e siècle (Brest, Rochefort et Toulon en particulier) : les cinq ports militaires français sont ainsi pourvus aux XIX^e et XX^e siècles d'un ou plusieurs hôpitaux, qui relèvent directement du ministère de la Marine, tandis que les unités et forces navales d'une certaine importance bénéficient de services qui assurent un suivi médical quotidien. Chaque arrondissement maritime est en outre doté d'une direction du service de santé de la Marine.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Le fonds de Lorient a été détruit par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Présentation du contenu

Les hôpitaux de la Marine furent aussi actifs que tous les hôpitaux militaires pendant la Première Guerre mondiale : les cahiers de visite conservés par certains échelons permettent de suivre au jour le jour leur activité. Pour ce qui est de leur politique générale, le recours aux archives des conseils de santé, qui gèrent ces hôpitaux, est particulièrement précieux.

Brest

SHD/MB, sous-série 3 F Registres médicaux, cahiers de visite

3 F 17 : registres, 1847-1918.

3 F 18 : cahier de visite du cuirassé *Vérité*, 1911-1914.

3 F 19-24 et 26 : enregistrement journalier, après 1914.

3 F 25 : pavillon des tuberculeux de l'hôpital maritime de Brest, 1914-1915.

3 F 27-31 : contre-visites, 1914-1921.

3 F 32 : visites et contre-visites, après 1914.

3 F 33 : registres de l'hôpital maritime de Brest, après 1914.

3 F 34 : cahiers de visites, après 1914.

3 F 35-36 : statistiques médicales, après 1914.

3 F 37-38 : cahiers de visites, 1914-1916.

SHD/MB, sous-série 4 F Contrôles

4 F 27-38 : journaux de contrôle nominatifs, atelier buanderie, atelier hôpital, atelier du magasin et pharmacie centrale, atelier de la direction, 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 6 F

6 F 1-23 : conseil de santé de Brest, 1887-1947.

SHD/DE, 2007 ZH 190 Hôpital d'instruction des armées de Brest

Ambulance principale

29-33, 35 : cahiers de visites et enregistrements journaliers, certificats de blessures, 1915-1918.

34 : cahiers d'admission, 1914-1916.

SHD/DE, 2007 ZH 196 :

Duquesne

12 : certificats de visites, 1918.

AE Guichen

26 : enregistrement journalier, 1915-1917.

Jeanne d'Arc

72 : certificats de maladies, enregistrement journalier, 1914-1916.

181 : certificats médicaux, 1917.

Bretagne

231 : enregistrement journalier, 1918.

Cherbourg

SHD/MC, série F *Service de santé du port militaire de Cherbourg*
F¹ 37-45 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

Rochefort

SHD/MR, série F *Services sanitaires*
4 F² 154 : matricules des officiers du corps de santé à Rochefort, 1914-1916.

Toulon

SHD/MT, sous-série 1 F *Conseil de santé*
1 F¹ 116 à 125 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (un article avec table analytique par semestre).

1 F¹ 128 : dépêches reçues du ministère de la Guerre, divers, 1915-1918, administration, réforme, évacuations, 1914-1918 ; maladies contagieuses, 1914-1918.

1 F¹ 129 : dépêches reçues du ministère de la Guerre, prisonniers, 1914-1918.

1 F¹ 130 : dépêches reçues du ministère de la Marine, 1916-1919.

1 F² 5 à 9 : courrier départ adressé au préfet maritime 1914-1918 (un article par an).

1 F³ 5 à 10 : ordres reçus du préfet maritime, 1914-1918.

SHD/MT, sous-série 2 F *Hôpitaux*

2 F² 24 à 27 : registres de décès des hôpitaux de Toulon et de Saint-Mandrier, 1914-1919.

SHD/MT, sous-série 3 F *Archives médicales des unités et forces navales*

3 F 1 à 342, *passim* : enregistrement journalier des malades à bord ; observations et certifications médicales ; statistiques médicales, 1862-1937.

Lieu de conservation CHA, Brest/Cherbourg/Rochefort/Toulon

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

M.-A. Guyot et M. Salou. *Répertoire numérique de la sous-série 3 F de Brest*. Brest : SHM, 2010.

M.-A. Guyot. *Répertoire numérique de la sous-série 4 F de Brest*. Brest : SHM, 2010.

Inventaire sommaire des sous-séries F¹, F² et F³ de Cherbourg. Cherbourg : SHM, 1958.

Inventaire dactylographié de la série F de Rochefort. Rochefort : SHM, s.d.

É. Garenne et V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 1 F de Toulon*. Toulon : SHD, 2005.

É. Garenne et V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 2 F de Toulon*. Toulon : SHD, 2005.

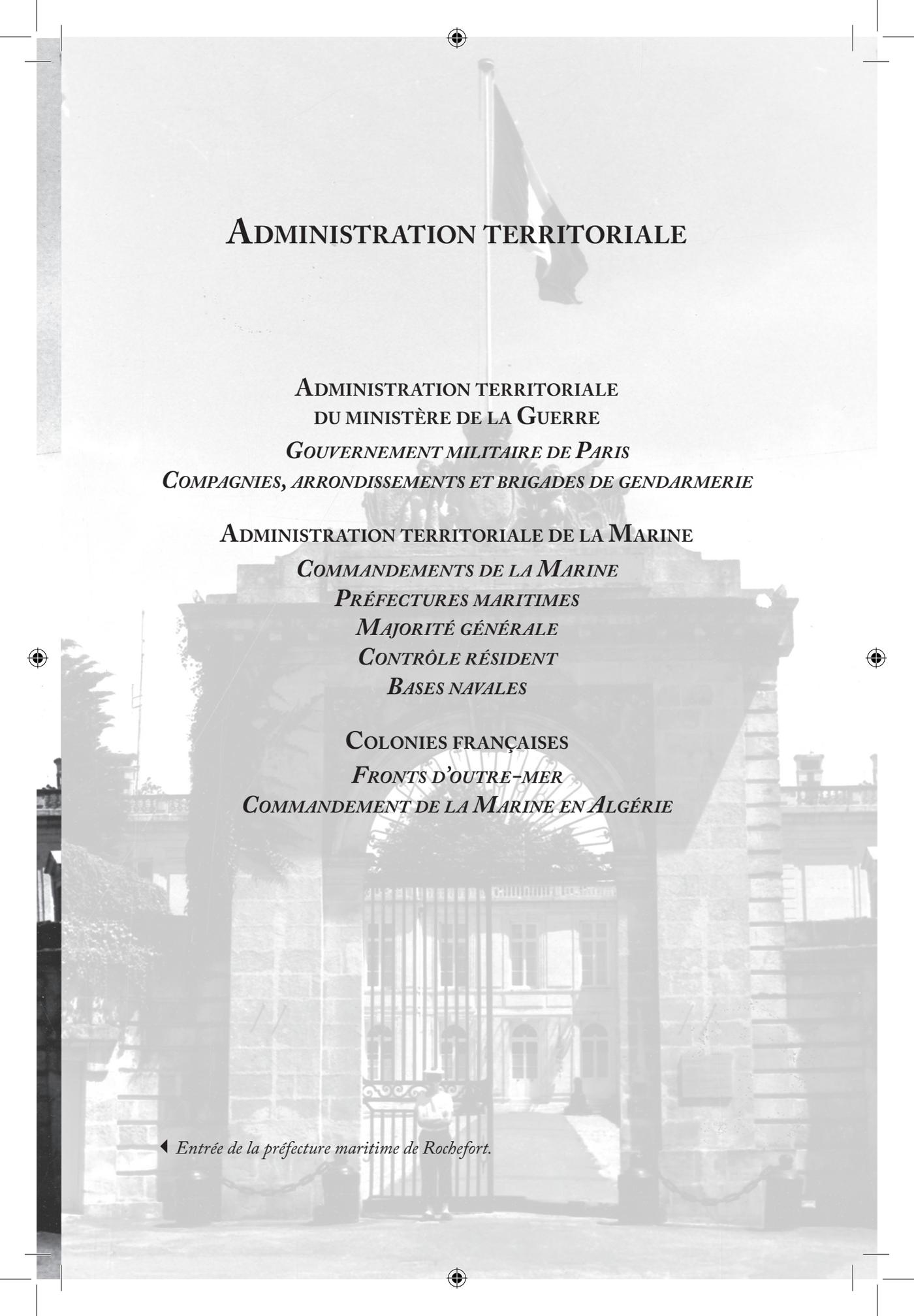
É. Garenne et V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 3 F de Toulon*. Toulon : SHD, 2006.

Auteur de la notice

Alain MORGAT (dir.)







ADMINISTRATION TERRITORIALE

ADMINISTRATION TERRITORIALE
DU MINISTÈRE DE LA GUERRE
GOVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS
COMPAGNIES, ARRONDISSEMENTS ET BRIGADES DE GENDARMERIE

ADMINISTRATION TERRITORIALE DE LA MARINE

COMMANDEMENTS DE LA MARINE

PRÉFECTURES MARITIMES

MAJORITÉ GÉNÉRALE

CONTRÔLE RÉSIDENT

BASES NAVALES

COLONIES FRANÇAISES

FRONTS D'OUTRE-MER

COMMANDEMENT DE LA MARINE EN ALGÉRIE

◀ *Entrée de la préfecture maritime de Rochefort.*



ADMINISTRATION TERRITORIALE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Depuis la loi du 24 juillet 1873 relative à l'organisation générale de l'armée, l'espace français était divisé en régions militaires : on en comptait 21 en 1914, dont une hors de métropole, en Algérie. Chacune d'entre elles, composée de subdivisions militaires, disposait d'un chef-lieu où siégeait un général commandant à la fois le territoire de la région militaire et le corps d'armée stationné sur ce territoire. La loi du 5 janvier 1875 organisait par ailleurs de vastes gouvernements militaires dans les villes de Paris et de Lyon, eu égard à leur taille et à la masse des individus à gérer.

L'ouverture des hostilités en 1914 amène des profondes modifications à cette organisation territoriale. En effet, à la mobilisation, selon les termes du décret du 2 décembre 1913 sur le service en campagne, le territoire national est divisé en deux zones : la zone de l'intérieur, qui reste sous l'autorité du ministre de la Guerre et de l'état-major de l'armée, et la zone des armées placée sous l'autorité du général commandant en chef et du grand quartier général (GQG). Au niveau territorial, chaque général commandant de région militaire prend la tête de son corps d'armée et rejoint la zone des armées. Un officier général nommé par le ministère de la Guerre prend alors le commandement de la région militaire.

Le 2 août 1914, un arrêté du ministre de la Guerre établit la liste des départements inclus dans la zone des armées, située tout d'abord au nord et à l'est de la métropole. Cette liste est ensuite constamment modifiée au gré de l'avancée et de l'évolution du front. Ce que l'on appelle communément la zone des armées est constituée de trois zones distinctes : la zone de l'arrière, la zone des étapes et la zone de l'avant. La zone de l'arrière est placée directement sous l'autorité du général commandant en chef qui dispose, de par ses fonctions, de la direction de l'arrière dépendant du GQG. La direction de l'arrière est un organe essentiel : elle est chargée d'assurer les transports et communications, de prévoir les besoins et de recevoir les demandes des armées, de réunir et répartir les approvisionnements et les matériels, d'organiser les ravitaillements et les évacuations. À cet effet, elle dirige divers services : direction des Chemins de fer aux armées, direction des Services automobiles, commission du service des routes, commission des voies navigables, inspection générale de la trésorerie et des postes, inspection générale du service de la télégraphie de deuxième ligne.

La seconde zone des armées est la zone des étapes qui est placée sous l'autorité d'un général commandant de groupe d'armée. Dans chaque groupe d'armée, il existe une direction des Étapes organisant la police, les cantonnements et l'exploitation des ressources locales. Enfin, dans la zone de l'avant, placée près du front sous l'autorité d'un commandant d'armée, se positionnent l'artillerie, le ravitaillement d'échelon et les postes de commandement des régiments.

Dans la zone de l'intérieur, les attributions des généraux commandant les régions sont en principe analogues à celles du temps de paix. En réalité, les troupes actives de réserve et territoriales, affectées dans leur presque totalité aux formations mobilisées, échappent à leur autorité. Les commandants de région sont notamment chargés de toutes les questions relatives aux territoires sur lesquels ils ont autorité : recrutement, administration des officiers et des hommes de réserve, appel de la jeune classe, conseils de révision, commissions de réforme, examen des demandes de pension, entretien et réparation des casernements. Les commandants de régions ont également sous leurs ordres, en ce qui concerne l'ordre et la discipline générale, les organes du service des chemins de fer ou des étapes stationnés sur leur territoire. Ils doivent assurer la garde des voies de communication de leur région d'après le plan établi en temps de paix et surveiller l'exécution du ravitaillement national. Enfin, la zone de l'intérieur contenait l'ensemble des organes de ravitaillement : entrepôts de réserve générale de munitions et du Génie, arsenaux entrepôts frigorifiques, stations magasins du service de santé et hôpitaux de l'intérieur.

Frédéric QUÉGUINEUR

GOUVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-séries 23 N et 23 NN
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	77 cartons (23 N), 51 cartons (23 NN)
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919
<i>Nom du producteur</i>	Gouvernement militaire de Paris

Histoire administrative

La loi du 24 juillet 1873 fixant l'organisation générale de l'armée a supprimé les divisions militaires, instauré des régions militaires et rattaché à chacune d'entre elles un corps d'armée. À la dissolution de l'armée de Versailles, les troupes stationnées dans la 1^{re} division militaire furent mises sous les ordres du commandant supérieur de la place de Paris (décret n° 335 du 29 septembre 1873).

Le gouvernement militaire de Paris, tel qu'il existe pendant la Première Guerre mondiale, est créé par la loi du 5 janvier 1875 relative à l'organisation des commandements supérieurs de Paris et de Lyon. Cette même année, le commandant de la place devient gouverneur militaire ; il est nommé par le président de la République.¹

Le gouvernement militaire de Paris dispose d'une garnison qui n'est pas rattachée à un seul corps d'armée mais à plusieurs (2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 10^e et 11^e corps d'armée). Les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise forment le gouvernement militaire de Paris de 1873 à 1928, année de création de la région militaire de Paris.

Historique de la conservation Versement réglementaire

Les documents conservés sous les cotes GR 23 N 74-77 ont été acquis en 1937.

¹ Gérard BIEUVILLE et Pierre PERRIER, *Les gouverneurs militaires de Paris*, Abbeville, Éditions Connaissances et mémoires européennes et Édition Gouvernement militaire de Paris, 1999, 268 p.

Présentation du contenu

La sous-série GR 23 N, complétée par des archives rapatriées de Russie en cours de classement, rend compte de l'organisation et de l'activité du gouvernement militaire de Paris pendant la Première Guerre. Son état-major est formé de trois bureaux : le 1^{er} bureau, le 2^e bureau et le 3^e bureau.

Le 1^{er} bureau est responsable de la mobilisation (1^{er} bureau M), de la gestion du personnel et de son recrutement (1^{er} bureau P), d'affaires diverses (1^{er} bureau D / divers), ainsi que des services de la prévôté, de la santé, de la télégraphie et du téléphone, de la justice militaire et des groupements automobiles. Ces cinq services, rattachés au 1^{er} bureau, gardent toutefois leur autonomie.

Le 2^e bureau dirige les services liés au renseignement, à la police, à la presse et à la censure, ainsi que le bureau topographique et le bureau de la circulation, tous deux rattachés nominativement mais dont le fonctionnement reste autonome.

Le camp retranché de Paris (CRP) dépend du 3^e bureau qui a la charge des travaux de défense, des mouvements et des transports de troupes ainsi que de leur instruction. Le CRP se divise en trois zones géographiques ; les zones nord, sud et est, les zones nord et sud englobant l'ouest du territoire.

Les archives de cette sous-série rappellent l'implication du gouverneur militaire, le général Victor Gallieni, notamment dans la première bataille de la Marne de 1914 alors qu'il était en charge de la défense de la capitale. Les documents du 3^e bureau, et en particulier ceux du camp retranché de Paris qui lui est rattaché, reflètent très clairement l'état de guerre permanent régnant dans la ville au travers des positions de défense, de l'organisation du ravitaillement, mouvements et opérations des unités rattachées au GMP.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre. Série N. 1872-1919*, t. V. Vincennes : SHAT, 1969.

Auteur de la notice Hélène GUILLOT

COMPAGNIES, ARRONDISSEMENTS ET BRIGADES DE GENDARMERIE

<i>Référence</i>	SHD, Gendarmerie, sous-séries 1 E à 90 E, 971 E à 975 E, 98 et 99 E
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	Quelques articles dans les fonds de 83 départements
<i>Dates extrêmes</i>	1827-1946
<i>Nom du producteur</i>	Compagnies, arrondissements et brigades de gendarmerie

Histoire administrative

En 1914, chaque département accueille une compagnie de gendarmerie départementale, commandée par un chef d'escadron, qui supervise l'ensemble des gendarmes sur son territoire. Il est subordonné en gestion au commandant de légion, du grade de colonel ou lieutenant-colonel, qui a autorité sur deux à cinq départements. Pour emploi, ils sont sous l'autorité du préfet qui les requiert à cet effet.

Les arrondissements de gendarmerie départementale, étendus au ressort de la sous-préfecture, sont commandés par des officiers de gendarmerie subalterne. Sous l'autorité du commandant de compagnie, ils sont les interlocuteurs du sous-préfet, du substitut du procureur et du trésorier payeur. Enfin les brigades territoriales, commandées par des sous-officiers ou brigadiers de gendarmerie, ont pour ressort le canton. Le chef de brigade y est l'homologue du juge de paix et l'interlocuteur des maires. Cette arborescence, fermement établie depuis le milieu du XIX^e siècle, ne subit aucun changement avant la création, en 1921, de pelotons mobiles de gendarmerie, dépendant directement du commandant de compagnie.

Au déclenchement des hostilités, divers détachements de gendarmerie des régions envahies participent ici et là à des combats retardateurs de l'avance des troupes allemandes. De manière générale, les unités se replient devant l'ennemi, accompagnant parfois dans leur exode les populations civiles. À la stabilisation du front, un certain nombre de

gendarmes sont morts et d'autres ont été faits prisonniers. Ceux qui ont réussi leur repli sont répartis en renfort dans des unités prévôtales, dans des unités locales en arrière du front ou, cas le plus rare, retrouvent leur résidence d'origine, à la faveur d'une avancée des troupes françaises. Les unités formant encore des détachements importants sont regroupées en unités combattantes, comme celles de la Somme, de l'Aisne et des Ardennes au sein de la deuxième légion. C'est ainsi que le registre de correspondance de la section de Rocroi couvrant la période du 20 avril 1917 au 1^{er} septembre 1919 (8 E 24) est paraphé par « le commandant de la compagnie à Amiens » et ce n'est que le 16 novembre 1918 que les gendarmes retrouvent leur caserne d'origine.

La gendarmerie allemande, implantée en Alsace et en Moselle, alors partie intégrante de l'Empire allemand, reste en place jusqu'à la fin de la guerre sauf dans les secteurs du sud de l'Alsace occupés par l'armée française.

Historique de la conservation

Malgré l'obligation réglementaire de versement, les archives des compagnies de gendarmerie départementale ont été conservées de manière très inégale, même dans les régions non touchées directement par la guerre, et les séries continues d'archives ne sont souvent pas antérieures aux années 1920, voire aux années 1940. Les archives de la gendarmerie allemande n'ont pas été conservées.

Présentation du contenu

Les archives de la gendarmerie départementale de la zone non envahie sont constituées essentiellement de registres de copies de correspondance au départ (dits R/2) et de registres de correspondance confidentielle au départ (dits R/4). Dans certains départements subsistent également quelques registres spécialisés portant sur la gestion de la mobilisation, le recrutement ou le casernement. Sauf exception, les procès-verbaux, adressés aux autorités supérieures, ne sont pas intégrés dans ces registres où ils ne figurent qu'à travers les bordereaux d'envoi.

Les écrits archivés par la gendarmerie pendant la période 1914-1919 sont d'importance et d'intérêt très divers selon les compagnies. Dans certains départements, la guerre n'y apparaît pas directement et la continuité avec l'avant-guerre domine, dans le fond comme dans la forme. Dans d'autres cas en revanche, la correspondance de la gendarmerie représente un journal intéressant d'un département dans la guerre.

Pour l'histoire de la Première Guerre mondiale, ces fonds contiennent des indications sur les missions militaires de la gendarmerie, notamment la mobilisation, la lutte contre la désertion et l'insoumission, le contrôle

des frontières, la lutte contre l'espionnage, le sabotage des intérêts nationaux ou encore les propos et menées défaitistes. On y suit également la surveillance intérieure opérée par les pouvoirs publics dans le contexte de la guerre d'usure, par exemple le contrôle des approvisionnements et des prix, celui de la presse, des mouvements syndicaux et, à partir de l'été 1917, de l'opinion publique. Enfin, le corps de la gendarmerie, institution militaire intégralement mobilisée, soit aux armées pour y constituer les prévôtés, soit à l'intérieur pour la poursuite de ses missions, peut être étudié en lui-même, comme celui d'une arme spécifique dans un contexte de conflit.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Les répertoires numériques détaillés des fonds des unités des compagnies de gendarmerie départementale, de la fin du XIX^e siècle à 1946, ont été publiés de 2000 à 2008 par le SHGN, puis par le SHD.

Auteurs de la notice Louis N. PANEL
Odile JURBERT
Karine PERRISSIN-FABER



ADMINISTRATION TERRITORIALE DE LA MARINE

L'administration territoriale de la Marine, tout en partageant de nombreux points communs avec la plupart des administrations militaires, possède quelques spécificités majeures, dont la principale réside dans sa concentration. Elle s'est en effet implantée dans quelques sites privilégiés, choisis au fil du temps en fonction de leur situation maritime pour abriter des bases et des arsenaux regroupant aussi bien bâtiments de la Flotte que les services de la Marine. Ce phénomène de concentration s'est renforcé au fil des siècles, avant de prendre une tournure provisoirement définitive dans le courant du XIX^e siècle, avec l'existence des cinq grands ports militaires de Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, si l'on met à part les possessions coloniales de la France. Dunkerque, Le Havre, Nantes, Bordeaux ou Bayonne, qui ont pu constituer en leur temps des bases importantes de la Marine ont été progressivement écartés et n'ont plus servi que de points d'appui aux cinq autres ports.

Brest et Toulon, qui bénéficient de rades exceptionnelles, ont été investies dès l'époque moderne par les armées navales du roi et ont prolongé cette situation jusqu'à nos jours. L'arsenal de Rochefort est une création *ex nihilo* qui repose entièrement sur la décision royale de bâtir un point d'appui pour la marine sur le littoral atlantique. Son site particulier d'estuaire constituera au fil des décennies un handicap qui conduira à la fermeture de l'arsenal quelques années après la Première Guerre mondiale, qui ne l'aura pas sauvé malgré son surcroît d'activité. Le cas de Lorient est particulier, puisqu'il s'agit de l'ancien entrepôt de la Compagnie française des Indes orientales, dont les infrastructures ont ensuite été récupérées par la marine royale. Le port de Lorient commence à être remis en cause à partir de la fin du XIX^e siècle, mais sans l'être autant que Rochefort. Enfin, Cherbourg est la création la plus récente, les travaux menés sous le règne de Louis XVI, puis relancés sous le Premier Empire, permettant enfin de disposer d'une base navale plus avancée sur la Manche.

L'organisation de l'administration territoriale s'est précisée dans le même temps que l'administration centrale de la Marine, sous l'impulsion de Colbert. Il s'agit de disposer sur place d'interlocuteurs sûrs, qui appliquent avec efficacité la politique définie par le secrétaire d'État de la Marine. Ces personnages s'incarnent durant l'Ancien Régime dans les intendants de la Marine, qui symbolisent la domination de la plume sur l'épée. Les ports abritent en effet des commandants de la marine,

vers lesquels remonte toute la hiérarchie militaire. Mais leur pouvoir d'intervention reste très limité, du moins jusqu'à ce que Choiseul décide de rehausser leur position face aux intendants, à la suite de l'ordonnance de 1765, confirmée et amplifiée par l'ordonnance de la marine de 1776. Le Consulat marque l'évolution majeure de l'administration territoriale de la Marine, en prononçant en 1800 la fusion des fonctions de l'intendant et du commandant en la personne du préfet maritime. Désormais, c'est lui qui concentre toute l'autorité maritime territoriale.

C'est aussi à cette occasion que toute l'activité administrative et technique de la Marine finit par se concentrer dans les cinq grands ports, qui deviennent alors des chefs-lieux d'arrondissement maritime : Le Havre (auquel succède Cherbourg dès 1813), Brest, Lorient, Rochefort et Toulon. Avec quelques légères modifications au fil du temps, c'est cette répartition de l'autorité militaire sur le littoral de la métropole qui va prévaloir pendant près d'un siècle, jusqu'à la suppression en 1927 des préfectures maritimes de Lorient et de Rochefort, immédiatement suivies de la création de quatre régions maritimes (Cherbourg, Brest, Toulon et Bizerte).

Suivant les dispositions du 15 février 1882 portant fixation des limites des arrondissements maritimes, sous-arrondissements et quartiers du littoral, le premier arrondissement maritime, dont Cherbourg est le chef-lieu, couvre le littoral de la frontière belge jusqu'au Mont Saint-Michel ; le deuxième (Brest) s'étend jusqu'à la limite méridionale du Finistère ; le troisième (Lorient) couvre le littoral du sud de la Bretagne et de la Loire-Atlantique ; le quatrième (Rochefort) va du nord de la Vendée à la frontière espagnole ; enfin le cinquième arrondissement maritime (Toulon) couvre le littoral méditerranéen. Il convient d'ajouter que le sous-arrondissement de Dunkerque est adjoint à l'arrondissement de Cherbourg, et surtout qu'il existe un arrondissement maritime algéro-tunisien (non-intégré dans la numérotation générale, il se compose des sous-arrondissements de Bizerte et d'Alger).

Le sous-arrondissement de Dunkerque est lié à un commandement de la Marine. Ajaccio possède aussi le sien depuis 1901. En 1915, pour faire face à la situation des ports de commerce, la marine crée des commandements de la Marine au Havre, à Marseille et à Saint-Nazaire, puis en 1916 à Calais, Boulogne, Dieppe, Rouen, Nantes, La Rochelle-La Pallice et Bordeaux, en 1917 à Bayonne et enfin, en 1918, à Port-Vendres. L'ensemble de ces commandements de la Marine se trouvent sous la tutelle directe des préfets des arrondissements maritimes dont ils dépendent.

L'organisation de la marine est la même dans chacun de ces cinq

arrondissements. En 1914, elle est fixée par le décret du 18 décembre 1909 portant réorganisation des services administratifs de la Marine, légèrement modifié par le décret du 29 septembre 1913, qui intègre les remaniements opérés durant l'année au sein de la marine marchande.

Tout remonte au préfet maritime, qui est l'interlocuteur unique du ministre de la Marine et de ses services. Il impose son autorité à tous les services, unités et formations implantées dans le territoire dont il a la charge, quel que soit leur domaine de compétence. Les services qui lui sont directement rattachés peuvent varier d'un arrondissement à l'autre, mais ils se composent en général de l'état-major de l'arrondissement, du front de mer, de l'inspection des électro-sémaphores, du service des cartes et observatoires de la Marine, de la bibliothèque du port et parfois de l'important service du dépôt des équipages de la Flotte, sinon placé dans la tutelle de la majorité générale.

Le reste de l'administration territoriale maritime se compose de services administratifs et techniques répartis en directions locales : majorité générale, intendance maritime, service de santé, constructions navales, artillerie navale, travaux hydrauliques et maritimes, contrôle résident, personnel de la marine, justice maritime et inscription maritime. La plupart d'entre elles sont en partie calquées sur des directions de l'administration centrale de la Marine, comme la direction centrale des Travaux hydrauliques et bâtiments civils ou le service central de santé de la Marine. Celles-ci représentent d'ailleurs leurs hiérarchies fonctionnelles, même si elles restent soumises à l'autorité locale du préfet maritime. Mais d'autres services détiennent leur propre originalité, comme la majorité générale, qui est chargée dans chaque port militaire du bon fonctionnement des bâtiments et des ressources qui y sont mises en œuvre, en s'assurant en particulier des mouvements et de l'activité du port.

Il convient aussi d'évoquer à part le cas des directions de l'inscription maritime, car elles relèvent de l'administration centrale de la marine marchande, à l'origine une direction du ministère de la Marine, qui fut érigée en sous-secrétariat d'État en 1913 puis réunie au ministère des Travaux publics en 1916. Elles reposent sur une organisation géographique beaucoup plus éclatée que les autres, en se répartissant entre sous-arrondissements (Dunkerque, Le Havre, Cherbourg, Saint-Servan, Brest, Lorient, Nantes, Rochefort, Bordeaux, Marseille, Toulon, Alger et Bizerte), quartiers et syndicats. Le décret du 18 décembre 1909 consacre leur autonomie à l'égard du préfet maritime, à l'exception des domaines se rapportant au service du recrutement des équipages de la Flotte par l'inscription maritime et à l'administration du personnel inscrit.

La Première Guerre mondiale ne remet pas en cause cette organisation générale, si ce n'est sur quelques points mineurs. Cela ne signifie pas du tout que le fonctionnement courant des services n'est pas lourdement affecté par le conflit, bien au contraire. Le contenu des états annuels de la Marine, qui décrivent l'organisation générale de la marine, tant à Paris que dans les ports, suffit à faire comprendre que ces directions ont été vidées de leurs titulaires à la suite de la mobilisation de tous les officiers de marine sur les fronts opérationnels, ce qui oblige à un recours massif à des réservistes. Il importe en effet de continuer à assurer le fonctionnement courant des arsenaux, en particulier dans des domaines aussi exposés durant ces périodes de conflits que les constructions navales ou les services sanitaires.

L'émergence progressive et le développement des cinq grands ports militaire de la métropole ont entraîné la naissance de bibliothèques dans chacun d'entre eux et la constitution de fonds d'archives. Tous ces éléments parfois épars ont été regroupés en 1919 au sein du Service historique de la Marine avant de constituer à partir de 2005 des antennes du Service historique de la Défense. Comme le cadre commun de classement de leurs fonds d'archives date de 1920, leur répartition donne d'ailleurs d'elle-même une très bonne idée de l'organisation de l'administration territoriale de la Marine pendant la Première Guerre mondiale. C'est aussi dans ce contexte de création du Service historique de la Marine, lié à la volonté de la Marine de collecter et d'exploiter les archives opérationnelles du récent conflit, qu'une bonne partie des documents produits par les administrations territoriales de la Marine ont été transférés à Paris, où ils ont été intégrés dans les fonds des archives centrales de la Marine (série SS).

Alain MORGAT

COMMANDEMENTS DE LA MARINE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-série SS T
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	57 mètres linéaires
<i>Dates extrêmes</i>	1906-1920
<i>Nom du producteur</i>	Préfets maritimes, commandants de la Marine

Histoire administrative

En 1914, le littoral de la France et de l'Algérie-Tunisie est divisé en six arrondissements, dont le découpage repose sur les dispositions du décret du 15 février 1882. À la tête de chacun d'eux se trouve un officier général résidant au port chef-lieu, qui porte le titre de préfet maritime et de vice-amiral commandant en chef. Son rôle est aussi bien administratif que militaire : il assume la direction supérieure de tous les services de la marine situés dans son arrondissement maritime et commande en chef les forces navales qui y sont affectées, ainsi que celles qui y stationnent sans dépendre d'un autre commandant.

Il existe également deux commandements de la Marine situés en dehors des cinq ports de guerre de la métropole : Ajaccio, depuis 1901, et Dunkerque, créé en juin 1913. Leurs commandants ont les mêmes attributions militaires et administratives que les préfets dont ils dépendent (Toulon pour le premier, Cherbourg pour le second).

Ce système est étendu durant la Première Guerre mondiale afin de renforcer la protection des ports de commerce, et plus particulièrement de lutter contre la guerre sous-marine menée par l'Allemagne. C'est ainsi que la Marine crée un commandement de la Marine au Havre en mars 1915, un à Marseille en mai 1915 et un autre à Saint-Nazaire en septembre 1915. Ce dispositif donnant satisfaction, le mouvement se généralise en avril 1916, date d'un décret portant création d'un commandement de la Marine à Calais, Boulogne, Dieppe, Rouen, La Rochelle-La Pallice et Bordeaux. Suivent, avant la fin de la guerre, Bayonne en mars 1917 et Port-Vendres en janvier 1918.

Toujours dans l'idée d'intensifier la lutte anti-sous-marine dans les zones les plus concernées, la Marine institue par ailleurs deux commandements supérieurs : un commandement supérieur de la Marine dans la zone des armées du Nord en mars 1916 et un commandement supérieur de la Marine dans les ports de la Loire en janvier 1918. De ces commandements supérieurs relèvent, pour toutes les questions militaires, les commandants de la Marine inclus dans ces zones (Dunkerque, Boulogne et Dieppe pour l'un, Saint-Nazaire et Nantes pour l'autre), tandis que tous les autres commandants des ports de commerce de la métropole continuent de relever des préfets maritimes.

Présentation du contenu

La sous-série SS T est essentiellement composée de correspondance (lettres, télégrammes, ordres, rapports, dépêches), traitant en particulier de la défense du littoral, du renseignement et de la police de la navigation.

SHD/MV, sous-série SS T Ports

- SS Ta Dunkerque
- SS Tb Calais
- SS Tc Boulogne
- SS Td Dieppe
- SS Te Le Havre
- SS Tf Rouen
- SS Tg Cherbourg
- SS Th Brest
- SS Ti Lorient
- SS Tj Nantes
- SS Tk Saint-Nazaire
- SS Tl La Rochelle
- SS Tm Rochefort
- SS Tn Bordeaux
- SS To Bayonne
- SS Tp Port-Vendres
- SS Tq Sète
- SS Tr Marseille
- SS Ts Toulon
- SS Tt Ajaccio
- SS Tu Oran

SS Tv Alger
SS Tw Bizerte
SS Tx Dakar
SS Ty Fort-de-France
SS Tz Saïgon

Aux archives du commandant de la Marine en Indochine, chef de la division navale, ont été joints deux petits fonds : celui de la flottille de défense du Cap Saint-Jacques et celui de la flottille de torpilleurs de Saïgon.

Sources complémentaires

La série A du cadre de classement des archives des échelons portuaires, conservant les archives des préfectures maritimes, est étroitement liée à la sous-série SS T des archives centrales de la Marine. En effet, lors de la collecte des archives de la Première Guerre mondiale effectuée par le Service historique dans les années vingt, les archives directement liées aux opérations ont été réunies à Vincennes, tandis que les séries chronologiques d'ordres ou de correspondance dépassant la période du conflit étaient maintenues sur place.

Voir fiche suivante « Préfectures maritimes ».

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

Répertoire numérique de la sous-série SS T – Ports. Vincennes : SHM, s.d.

Auteur de la notice Valérie FOREST-ANSART



PRÉFECTURES MARITIMES

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Cherbourg/Rochefort/Toulon), série A
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	Environ 270 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918
<i>Nom du producteur</i>	Préfectures maritimes

Histoire administrative

Sous l'Ancien Régime, les intendants de Marine sont les véritables responsables locaux de la Marine, et les commandants de la Marine n'ont qu'un rôle effacé, correspondant essentiellement à celui de chef du personnel militaire.

Tout change en 1800 avec la création des préfets maritimes, qui cumulent dès lors suprématie civile et militaire dans les cinq arrondissements maritimes métropolitains qui sont créés par la suite.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Les fonds des deuxième et troisième préfectures maritimes (Brest et Lorient) ont été détruits par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Les dossiers strictement opérationnels, relevant des commandements de la Marine, en sont absents : collectés par le Service historique de la Marine dans les années vingt, ils sont conservés à Vincennes dans les archives centrales de la Marine, en sous-série SS T.

Présentation du contenu

À partir de 1800, les préfets maritimes concentrent entre leurs mains l'autorité sur l'ensemble des services de la Marine de l'arrondissement maritime dont ils ont la responsabilité. Ils sont les interlocuteurs directs du ministre de la Marine, qui s'appuie sur eux pour transmettre toutes ses décisions. La correspondance échangée entre le ministère de la Marine et les préfectures maritimes, avec l'enregistrement des décisions prises par les préfets maritimes et leurs services, forme donc une partie essentielle des sources sur la Première Guerre mondiale conservées dans les fonds d'archives des ports.

Cherbourg

SHD/MC, sous-série 2 A Préfet maritime

2 A¹ 76-80, 82 : ordres du préfet maritime.

2 A² 147-153 : *idem*.

2 A³ 222bis, 325, 329, 332-334 : *idem*.

2 A⁴ 117-120 : *idem*.

2 A⁵ : *idem*.

SHD/MC, sous-série 3 P Commandement de la Marine à Dunkerque

SHD/MC, sous-sous-série 3 P¹¹ Épaves et naufrages

3 P¹¹ 66 : 1917.

Rochefort

SHD/MR, sous-série 2 A Préfet maritime

2 A¹ 101-105 : ordres du préfet maritime, 1914-1918.

2 A² 1274-1334 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

2 A² 1634-1638 : tables annuelles des dépêches ministérielles, 1914-1918.

2 A³ 395-399, 435-439 : correspondance adressée au ministre par le préfet maritime, 1914-1918.

3 A 63 : procès-verbaux des délibérations du Conseil des directeurs du port de Rochefort, 1912-1926.

Toulon

SHD/MT, sous-série 2 A Préfet maritime

2 A¹ 1814-1933 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (un volume par quinzaine).

2 A² 46-51 : correspondance classifiée reçue du ministre de la Marine, 1914-1920.

2 A³ 594-599 : correspondance au ministre de la Marine, 1914-1915.

2 A⁴ 6-11 : ordres et correspondance au départ, 1913-1922.

2 A⁵ 84-94 : ordres, 1914-1918.

2 A⁷ 289-293 : correspondance à d'autres que le ministre de la Marine, 1914-1918.

SHD/MT, sous-série 4 A Chef d'état-major

4 A² 99-100 : enregistrement des dépêches ministérielles, 1913-1915.

4 A² 118-120 : correspondance au départ, 1914-1918.

4 A³ 39-49 : ordres du préfet maritime, 1914-1918.

SHD/MT, sous-série 6 A Bureaux de l'état-major

6 A⁶ 1 : 3^e bureau (opérations), instructions interministérielles, 1900-1942.

6 A⁹ 1 : 1^{er} bureau (personnel), dépêches ministérielles, 1914-1915 ; prises, 1914-1915.

6 A⁹ 2 : 1^{er} bureau (personnel), ordres du préfet maritime, 1917-1918.

SHD/MT, sous-série 12 P Service de la Marine à Marseille

12 P⁶ 14 : ordres du chef du service de la Marine, 1909-1915.

Sources complémentaires *SHD/MV, sous-série SS T Ports*
Voir fiche précédente.

Lieu de conservation CHA Cherbourg/Rochefort/Toulon

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

M. Née et H. Legentil. *Répertoire numérique de la sous-série 2 A¹ de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 2001.

Répertoire numérique détaillé de la sous-série 2 A² de Cherbourg. Cherbourg : SHD, 2001.

A. Marot. *Répertoire numérique des sous-séries 2 A³ et 2 A⁴ de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1954.

E. Lechevallier. *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 2 A⁵ de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1999.

Répertoire numérique des sous-séries 2 A¹, 2 A², 2 A³ et 3 A de Rochefort. Rochefort : SHM, s.d.

Répertoire numérique des sous-séries 2 A de Toulon. Toulon : SHM, 1961.

M. Forget, E. Garenne et A. Rincon. *Répertoire numérique de la sous-série 2 A¹ de Toulon*. Toulon : SHM, 1992.

M. Forget. *Répertoire numérique de la sous-série 4 A de Toulon*. Toulon : SHM, 1940.

R. Deutsche et M. Forget *Répertoire numérique de la sous-série 6 A⁶ de Toulon*. Toulon : SHM, 1972.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)



MAJORITÉ GÉNÉRALE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Cherbourg, Rochefort, Toulon), série D
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	Environ 150 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919
<i>Nom du producteur</i>	Majorité générale de la Marine

Histoire administrative

Les majors généraux ont la responsabilité de la préservation des ports, des bâtiments et des ressources qui y sont mis en œuvre. À ce titre, ils s'assurent des mouvements et de l'activité des ports, de la protection militaire et de la sécurité anti-incendie, du service d'ordre et de l'orchestration militaire des travaux industriels.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Les fonds de Brest et de Lorient ont été détruits par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Présentation du contenu

Compte tenu des attributions des majors généraux, les documents produits par leurs services permettent de suivre le fonctionnement quotidien des ports et arsenaux de la Marine, en particulier les mouvements de navires à l'entrée et à la sortie des ports. Les collections de registres de la direction qui en est chargée forment la part la plus riche de cet ensemble.

Cherbourg

SHD/MC, sous-série 1 D Majorité générale

1 D⁸ 37 : correspondance échangée entre le major général et le préfet maritime, 1916-1918.

1 D¹⁴ 1-4 : procès-verbaux, plans, rapports et consignes, 1914-1918.

Rochefort

SHD/MR, sous-série 1 D Major général

- 1 D¹ 17bis : registres d'ordres de mouvement des officiers, 1912-1919.
- 1 D¹ 22 : registres d'ordres permanents, 1918-1919.
- 1 D² 25-26 : correspondance au départ du major général, 1913-1920.
- 1 D² 35 : cahier de correspondance confidentielle et secrète du major général, 1901-1919.
- 1 D² 61-62 : cahier d'enregistrement de la correspondance du major général, 1918-1919.
- 1 D³ 192-209 : dépêches et circulaires ministérielles, 1914-1918.
- 1 D⁴ 99-107 : décisions et ordres du préfet maritime, 1914-1918.
- 1 D⁵ 4 : liste des navires considérés comme étant en cours de réquisition par les autorités navales, 1915-1918.
- 1 D⁵ 5 d : rapports annuels du major général, 1914-1918.
- 1 D⁵ 6 j : inspections annuelles des réserves et stocks de guerre, 1911-1914.
- 1 D⁵ 7 c : obsèques du personnel de la Marine, 1914-1915.
- 1 D⁵ 7 i : recrutement de main d'œuvre étrangère, 1916-1918.
- 1 D⁵ 7 j : prisonniers de guerre, 1917-1919.
- 1 D⁵ 8-9 : documents concernant des bâtiments de guerre, 1914-1918.

SHD/MR, sous-série 2 D Majorité de la Flotte

- 2 D³ 25 : correspondance et ordres du directeur des mouvements du port, 1910-1917.
- 2 D⁴ 5 h : rapports sur des bâtiments naufragés et torpillés, 1917-1919.

Toulon

SHD/MT, sous-série 2 D Majorité générale

- 2 D¹ 97-134 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.
- 2 D² 39-57 : circulaires reçues du préfet maritime, 1914-1918.
- 2 D³ 12-28 : correspondance au départ, 1914-1918.
- 2 D⁴ 14-19 : ordres du major général, 1914-1918.
- 2 D⁶ 1 : messages expédiés et reçus, 1915.
- 2 D⁷ 2-3 : dépêches ministérielles reçues par le service machines, 1916-1920.

2 D⁸ 9 : correspondance arrivée du service machines : ordres du préfet maritime, du major général et escadres, 1918-1925.

2 D¹⁰ 1 : dépêches ministérielles reçues, 1908-1915.

2 D¹⁰ 4 : dépêches ministérielles reçues du major de la Marine, 1914-1915.

2 D¹⁰ 21 : dossiers d'affaires antérieures à la Première Guerre mondiale, 1897-1923.

2 D¹⁰ 23-27 : dossiers d'affaires de la Première Guerre mondiale, 1892-1919.

SHD/MT, sous-série 3 D Direction des mouvements du port

3 D¹ 90-95 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.

3 D³ 73-75 : correspondance au départ, 1914-1917.

3 D⁵ 32-44 : mémento des petites correspondances à l'arrivée, 1913-1919.

3 D⁸ 28-30 : ordres du directeur des mouvements du port, 1914-1919.

3 D¹² 1 : correspondance de la commission permanente de voirie de l'arsenal, 1895-1915.

Lieu de conservation CHA, Cherbourg, Rochefort, Toulon

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

A. Marot. *Répertoire sommaire de la série D de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1954.

G. Dalmon et D. Morisseau. *Répertoire numérique de la série D de Rochefort*. Rochefort : SHD, 2007.

M. Forget. *Répertoire numérique de la sous-série 2 D*. Toulon : SHM, 1969.

M. Forget. *Répertoire numérique de la sous-série 3 D*. Toulon : SHM, 1966.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)



CONTRÔLE RÉSIDENT

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Brest, Lorient, Rochefort, Toulon), série L
<i>Niveau de description</i>	Groupes d'articles
<i>Importance matérielle</i>	61 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919
<i>Nom du producteur</i>	Contrôle résident dans les ports

Histoire administrative

Chargé à l'origine de conserver les textes de référence administratifs de la Marine, le contrôle acquiert une fonction de vérification et de garantie de conformité du fonctionnement de l'institution avec les textes réglementaires, en toute indépendance et dans tous les domaines.

Les contrôleurs de l'administration de la Marine dans les ports visent toutes les pièces qui passent, et ont l'obligation de garder copie des plus importantes. À partir de 1815, ils doivent même conserver en dépôt les originaux des lois, ordonnances et règlements, brevets, commissions et nominations.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

Ces archives sont le complément naturel des fonds du commandement et de l'administration de la Marine (séries A et E). Elles sont donc particulièrement utiles dans le cas de Brest et de Lorient, où tout ou partie de ces fonds ont été perdus.

Outre les traditionnels ordres du préfet maritime et dépêches ministérielles, il faut insister sur les rapports et la correspondance officielle des contrôleurs de la Marine, qui apportent de nombreux renseignements sur le fonctionnement des arsenaux pendant la Première Guerre mondiale, même s'ils ont tendance à privilégier des affaires quelque peu bureaucratiques.

Brest

SHD/MB, série L *Contrôle résident*
7 L 1 : rapports des contrôleurs de la Marine, 1916-1918.

Lorient

SHD/ML, série L *Contrôle résident*
L¹ 1-3 : correspondance au départ, 1914-1918.
L² 14-26 : dépêches ministérielles, 1914-1919.

Rochefort

SHD/MR, série L *Contrôle résident*
1 L² 69 (13 à 15) : ordres du préfet maritime, 1914-1918.
1 L² 134-135 : lettres au ministre, 1911-1918.
1 L² 136 : correspondance confidentielle du contrôleur général, 1906-1915.

Toulon

SHD/MT, série L *Contrôle résident*
2 L¹ 292-311 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (un volume par trimestre).
2 L² 22-24 : ordres et lettres reçus du préfet maritime, 1914-1919.
2 L⁴ 11-15 : dépêches ministérielles reçues, 5^e section, 1914-1918 (un volume par an).
2 L⁴ 33-37 : dépêches ministérielles reçues, travaux hydrauliques, 1914-1918 (un volume par an).
2 L⁵ 24-28 : dépêches ministérielles reçues, artillerie, 1914-1918 (un volume par an).

Lieu de conservation CHA, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

S. Lars sous la direction de R. Estienne. *Répertoire numérique de la série L de Lorient*. Lorient : SHM, 1984.

D. Lemoine. *Répertoire numérique de la série L de Rochefort*. Rochefort : SHM, 1925.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)

BASES NAVALES

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-série SS B
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	35 mètres linéaires
<i>Dates extrêmes</i>	1906-1920
<i>Nom du producteur</i>	Centres et bases de la Marine

Histoire administrative

Les forces navales ne peuvent être à la mer en permanence et sont soumises à la nécessité de renouveler leurs équipages et d'être ravitaillées en combustible, en matières consommables ou en eau. Ces besoins augmentant en temps de guerre, le rôle des bases est alors d'assurer aux unités de combat les moyens de vivre et de combattre.

Les fonctions des bases navales, qu'elles doivent assurer totalement ou partiellement suivant les besoins exprimés par les forces navales, sont principalement :

- le ravitaillement en général, en matière d'intendance (solde, subsistance, habillement, couchage, casernement) et d'approvisionnement de la Flotte ;
- le ravitaillement en munitions ;
- les réparations et modifications du matériel d'artillerie ;
- le ravitaillement en torpilles ;
- les gros travaux de réparation en matériel industriel ;
- les petits travaux ;
- les réparations et le ravitaillement de matériel ;
- les renforts en personnel d'aéronautique ;
- les renforts en personnel ;
- l'évacuation des malades et des blessés.

Les bases sont enfin dotées de services administratifs, qui leur permettent de remplir leur mission, et des unités sont détachées pour en assurer la défense.

Présentation du contenu

La sous-série SS B est composée de collections de correspondance augmentées de dossiers d'affaires relatifs au personnel, au matériel et aux finances. On peut également y consulter des bulletins de mouvements des bâtiments observés depuis les bases et des renseignements sur les bâtiments étrangers en général.

SHD/MV, sous-série SS B Bases

- SS B Division des bases
- SS Ba Centre de Malte
- SS Bb Centre de Tarente
- SS Bc Centre de Patras
- SS Bd Base d'Itéa
- SS Be Base de Corfou
- SS Bf Base d'Argostoli
- SS Bg Base de Milo
- SS Bh Base de Moudros
- SS Bi Base de Thasos
- SS Bj Base de la mer Noire
- SS Bk Base de Salonique
- SS Bl Base d'Iero
- SS Bm Base de Constantinople

Sources complémentaires*SHD/MV, sous-série A Armée navale**SHD/MV, sous-série K Subdivision de la 1^{re} armée navale***Lieu de conservation** CHA, Vincennes**Conditions d'accès** Librement communicable**Instrument de recherche***Répertoire numérique de la sous-série SS B – bases. Vincennes : SHM, s.d.***Auteur de la notice** Valérie FOREST-ANSART

FRONTS D'OUTRE-MER

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, série H
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds et collections de documents
<i>Importance matérielle</i>	Environ 60 cartons répartis dans les sous-fonds
<i>Nom du producteur</i>	Autorités militaires outre-mer

Histoire administrative

Les fronts principaux de la Première Guerre mondiale se trouvent en Europe continentale et sur le front d'Orient. En dehors d'opérations de faible envergure au Maroc, dans le sud de l'Algérie et de la Tunisie, au Cameroun et au Togo, puis au Levant à la fin de la guerre, les territoires d'outre-mer ont surtout participé aux hostilités à travers l'envoi de troupes (armée d'Afrique, « tirailleurs sénégalais » etc.). Les sources relatives aux opérations et à cette participation sont dispersées dans les sous-séries de la série H, « Outre-mer », chaque sous-série correspondant à un pays ou à un groupe de pays. Les documents qui y ont été rassemblés, au fur et à mesure de versements souvent irréguliers et fragmentaires, sont issus ou bien des autorités militaires en place, ou bien des structures chargées de leur gestion au ministère de la Guerre (section d'Afrique, etc.).

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

SHD/GR, sous-série 1 H Algérie

Les archives de l'Algérie sont particulièrement lacunaires pour les premières décennies du xx^e siècle. Subsistent quelques dossiers du 19^e corps d'armée :

1 H 1070-1075, 1081 : agitation senoussiste, rapports sur les événements dans le Sud tunisien et algérien, rapports sur les opérations italiennes.

SHD/GR, sous-série 2 H Tunisie

2 H 53-57 : opérations dans le Sud tunisien.

*SHD/GR, sous-série 3 H Maroc**Section d'Afrique de l'EMA*

3 H 93-94, 108-109, 113, 149-151 : envoi de bataillons sénégalais au Maroc et en France, prélèvements et mouvements de troupes, situation politique et militaire du pays (1914-1918).

Cabinet militaire de la Résidence

3 H 154-155, 214, 219 : rapports mensuels, correspondance reçue et expédiée.

3 H 225 : organisation des troupes, armes et services.

Commandement supérieur des troupes du Maroc

3 H 316-319 : journaux des marches et opérations.

3 H 340, 357-363, 498, 513-519, 532, 586-591, 677-679, 695-700, 791 : correspondance, dossiers relatifs à la mobilisation, aux opérations, à la défense des côtes, à l'organisation des armes et services.

Régions

3 H 803-1175 : on trouvera dans cette partie, pour certaines régions, des journaux des marches et opérations ou des dossiers relatifs à la situation politique et militaire entre 1914 et 1918.

SHD/GR, sous-série 4 H Levant

Les premiers dossiers de la sous-série 4 H traitent de l'intervention des troupes françaises en Palestine et en Syrie à la fin de la guerre, et de leur implantation progressive sur ces territoires. On consultera en particulier les cotes 4 H 1 à 42.

SHD/GR, sous-série 5 H Afrique occidentale française

5 H 2-5 : situation politique et militaire et efforts de guerre de l'AOF (1914-1918).

5 H 247-250 : historiques et journaux des marches et opérations d'unités de tirailleurs sénégalais pendant les hostilités.

SHD/GR, sous-série 6 H Afrique équatoriale française

6 H 132-135, 171-227 : opérations militaires contre les colonies allemandes (Cameroun et Togo), en lien avec les forces anglaises.

SHD/GR, sous-série 7 H Côte française des Somalis

7 H 3 : situation politique et militaire (1915-1917).

SHD/GR, sous-série 10 H Indochine

10 H 73 : situation politique et militaire en Indochine et en Chine, activités des colonnes d'opération.

Sources complémentaires

Il convient de se reporter, en particulier pour ce qui regarde l'organisation et la participation au combat des troupes d'origine indigène, aux archives de l'état-major de l'Armée dans la sous-série GR 7 N, et en particulier du 1^{er} bureau et de la direction des troupes coloniales, ainsi qu'aux archives des unités elles-mêmes, dans les sous-séries GR 25 et 26 N.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Sous-série 1 H. Algérie. Répertoire dactylographié, s.d.

J. Nicot et J. Duru. *Répertoire des archives de la Tunisie. Sous-série 2 H.* Vincennes : SHAT, 1985.

A. de Menditte et J. Nicot. *Répertoire des archives du Maroc. Série 3 H (1877-1960)*, fasc. 1. Vincennes : SHAT, 1982.

J. Nicot et J. Duru. *Inventaire des archives du Levant. Sous-série 4 H (1917-1946)*. Vincennes : SHAT, 1984.

Sous-séries 5 à 7 H. AOF, AEF, Côte française des Somalis. Répertoire dactylographié. Vincennes : SHAT, s.d.

J.-C. Devos, J. Nicot et P. Schillinger. *Inventaire des archives de l'Indochine. Sous-série 10 H, 1867-1956*, t. I. Vincennes : SHAT, 1990.

Auteur de la notice Emmanuel PÉNICAUT



COMMANDEMENT DE LA MARINE EN ALGÉRIE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Toulon), sous-série 7 R
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	69 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1920
<i>Nom du producteur</i>	Commandement de la Marine en Algérie

Histoire administrative

Le commandement de la Marine en Algérie est créé en 1834, avec pour chef-lieu Alger. À partir de 1913, il est subordonné à l'arrondissement maritime algéro-tunisien (devenu 6^e arrondissement en 1923, puis 4^e région maritime par décret du 22 avril 1927), dont le chef-lieu est à Bizerte.

Historique de la conservation

Le fonds a été rapatrié en France métropolitaine au début des années 1960 et versé aux archives du port de Toulon. Un premier inventaire a été publié en 1922 par Charles Braibant, décrivant de nombreux documents qui ont depuis disparu.

Une partie des archives de la Marine en Algérie (commandement, artillerie de côte...) reste actuellement ni classée, ni inventoriée ; elle a été mise provisoirement en cartons avec un bordereau manuscrit (série STAR).

Présentation du contenu

Le fonds d'archives du commandement de la Marine en Algérie est une source essentielle sur le soutien logistique, humain et opérationnel assuré par les forces maritimes basées en Afrique du Nord pendant la Première Guerre mondiale. Il se compose notamment de la correspondance reçue (dépêches ministérielles spécifiques aux colonies) et envoyée (ordres et décisions du commandant de la marine en Algérie), de nombreux états et recensements des forces navales stationnées en Afrique du Nord, de la mobilisation et de dossiers techniques sur les infrastructures portuaires.

Correspondance

SHD/MT, 7 R 18-20 : registres des ordres du contre-amiral commandant la Marine en Algérie, 1914-1920.

SHD/MT, 7 R 118-131 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.

SHD/MT, 7 R 232-236 : dépêches ministérielles reçues par le commissariat de la Marine à Alger, 1912-1918.

SHD/MT, 7 R 291-292 : lettres adressées aux autorités locales, 1914-1920.

SHD/MT, 7 R 326-327 : minutes des lettres au ministre, 1908-1920.

SHD/MT, 7 R 331 : correspondance échangée avec le préfet maritime à Toulon, 1914-1922.

SHD/MT, 7 R 336-337 : enregistrement *in extenso* de la correspondance au départ, 1900-1921.

SHD/MT, 7 R 358-359 : enregistrement *in extenso* et minutes de la correspondance adressée aux autorités d'Algérie et de la métropole autres que le ministre, 1911-1921.

Forces navales stationnées en Algérie

SHD/MT, 7 R 369 : torpilleurs *Janissaire* et *Moulouya*, 1911-1914.

SHD/MT 7 R 370 : torpilles automobiles et mines, 1907-1916 ; centres et engins de sauvetage, 1917-1920 ; patrouilles et patrouilleurs, 1914-1919.

Préparation à la guerre

SHD/MT, 7 R 371 : mobilisation, 1914.

SHD/MT, 7 R 372 : modifications apportées à l'armement des fronts de mer de l'arrondissement algéro-tunisien, 1915-1917.

SHD/MT, 7 R 374 : manœuvres navales, 1914.

Ports et littoral d'Algérie et de Tunisie

SHD/MT, 7 R 375 : commissions nautiques des ports d'Oran, La Calle et Arzew, 1913-1919.

SHD/MT, 7 R 377 : port d'Oran, avant-projet d'un nouvel agrandissement vers l'est ; projet d'élargissement du môle des hauts-fonds, 1914.

SHD/MT, 7 R 378 : défense mobile ; station de sous-marins et de torpilles et centre de flottilles d'Oran (usine électrique et autres installations, outillage, règlement d'armement des sous-marins), 1910-1916.

SHD/MT, 7 R 380 : installation de réservoirs à mazout à Oran, 1911-1924 ; parc à charbon de Mers el-Kébir, 1914-1925 ; installation d'une station de torpilleurs et de sous-marins à Oran, 1902-1916 ; essences, huiles et pétroles, 1914-1922.

SHD/MT, 7 R 383 : éclairage des côtes de l'Algérie, 1917-1921.

SHD/MT, 7 R 384 : TSF à bord des bâtiments et sur le littoral algérien, 1907-1915.

Navigation commerciale

SHD/MT, 7 R 385 : police de la navigation ; domaine public maritime ; pêches, dont délimitation du rivage de la mer entre la batterie du Ravin blanc (à l'est d'Oran) et le cap Falcon, 1916.

Première Guerre mondiale

SHD/MT 7 R 386-391 : renseignements, radiogrammes et télégrammes,, organisation des fronts de mer, contre-espionnage, navigation commerciale, capitaine d'armement du port d'Alger, transport de personnel et de matériel, centres de flottilles, personnel, inventions, réfugiés serbes, 1913-1933.

Divers

SHD/MT, 7 R 392 : rapports de travaux ; torpilleurs, 1898-1914.

SHD/MT, 7 R 393 : copies des lettres secrètes ou confidentielles, 1912-1916.

SHD/MT, 7 R 395 : extension du port d'Alger, 1914.

SHD/MT, 7 R 396 : procès-verbal de remise des immeubles et du matériel du département de la Guerre au département de la Marine, 1918.

SHD/MT, 7 R 398 : dépêches ministérielles ; drague et dragages, 1916-1921.

SHD/MT, 7 R 399 : navigation commerciale, 1916-1918 ; police de la navigation, 1916-1929.

SHD/MT, 7 R 400 : tribunaux, condamnations et réclamations, 1913-1915 ; pêche, 1890-1925.

SHD/MT, 7 R 401 : groupes garde-pêche, 1910-1934.

SHD/MT, 7 R 402 : mouvements des navires dans le port d'Oran, 1914 et 1916-1917.

SHD/MT, 7 R 403 : pièces reçues du gouvernement général, du 19^e corps d'armée, etc., août 1914.

SHD/MT, 7 R 404 : pilotage, 1892-1917.

SHD/MT, 7 R 407 : centre de flottille d'Alger : correspondances et rapports mensuels, 1907-1920.

SHD/MT, 7 R 409 : approvisionnement en charbon, 1915-1918 ; charbon, bâtiments neutres et port d'Alger et d'Oran, 1914-1916.

SHD/MT, 7 R 410 : situation de l'approvisionnement du port d'Alger, 1917 ; surveillance des côtes et du littoral algéro-tunisien, 1900-1915 ; comptes-rendus d'activités suspectes, 1916-1917 ; surveillance du littoral, 1915-1917 ; question des eaux – Philippeville, 1917 ; vedette *Constantinois*, 1917 ; défense des côtes d'Algérie suite aux bâtiments torpillés, 1918 ; remorquage, assistance, sauvetage, épaves, abordages, 1917-1936.

SHD/MT, 7 R 411 : lettres du préfet maritime de Bizerte, 1913-1922.

SHD/MT, 7 R 412 : courrier de batteries du Littoral, 1915-1917 ; surveillance espionnage, 1900-1915 ; « Vieilles affaires sans intérêt », 1898-1920 ; courrier au sujet des bruits de ravitaillements de sous-marins dans les environs de Bougaroni, 30 novembre 1916 ; notes de renseignements, mai-juin 1916.

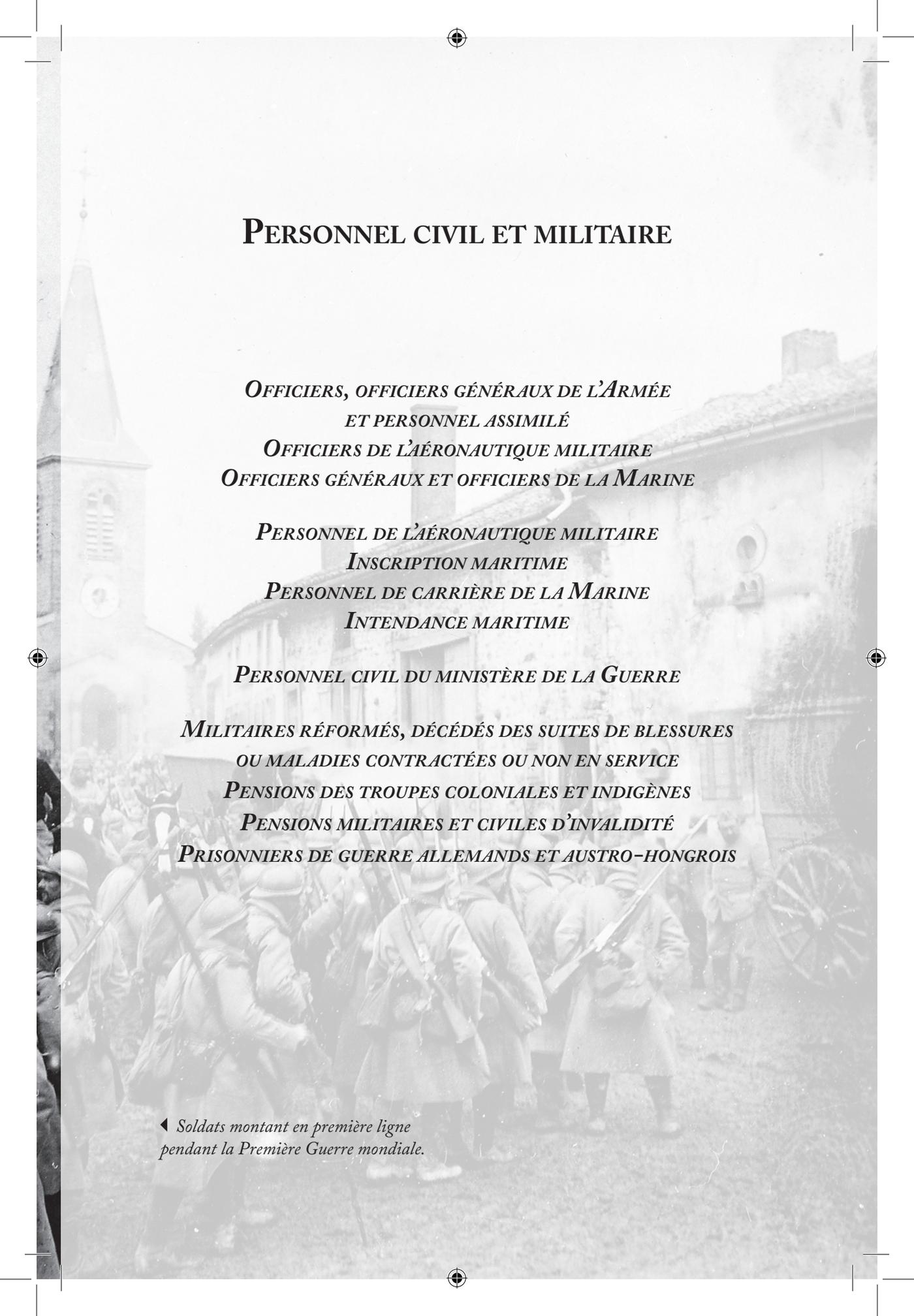
SHD/MT, 7 R 413-415 : commission de contrôle, « Extrait des nouvelles intéressantes », 1915-1916.

SHD/MT, 7 R 416 : communiqués allemands, 1914-1918 ; dossier « Eiffel », 1918.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Toulon
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Répertoire numérique
<i>Auteur de la notice</i>	Vincent MOLLET







PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE

*OFFICIERS, OFFICIERS GÉNÉRAUX DE L'ARMÉE
ET PERSONNEL ASSIMILÉ*

*OFFICIERS DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE
OFFICIERS GÉNÉRAUX ET OFFICIERS DE LA MARINE*

*PERSONNEL DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE
INSCRIPTION MARITIME*

*PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA MARINE
INTENDANCE MARITIME*

PERSONNEL CIVIL DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

*MILITAIRES RÉFORMÉS, DÉCÉDÉS DES SUITES DE BLESSURES
OU MALADIES CONTRACTÉES OU NON EN SERVICE*

PENSIONS DES TROUPES COLONIALES ET INDIGÈNES

PENSIONS MILITAIRES ET CIVILES D'INVALIDITÉ

PRISONNIERS DE GUERRE ALLEMANDS ET AUSTRO-HONGROIS

◀ *Soldats montant en première ligne
pendant la Première Guerre mondiale.*



LES ARCHIVES DE GESTION DU PERSONNEL ENGAGÉ DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Efficacité opérationnelle, impératifs comptables, obligations légales, autant de motifs qui ont présidé à la création par les ministères de la Guerre et de la Marine d'innombrables fichiers, registres ou dossiers individuels de gestion des millions d'individus, militaires mais aussi civils, engagés dans la Grande Guerre.

Avant l'engagement, le recensement : si les tables de recensement de tous les hommes en âge de porter les armes sont conservées par les services d'archives départementales du lieu de leur recrutement, les fonds de la Marine sont dépositaires des centaines de matricules des gens de mer, tous assujettis depuis le xvii^e siècle à l'inscription maritime. Ensuite, vient la gestion des effectifs par catégorie de personnel ou par unité. Là encore, les fonds de la Marine sont riches de collections de registres tenus dans les ports par les dépôts des équipages de la Flotte, en charge du suivi du personnel militaire de chaque arrondissement maritime, mais aussi des rôles d'équipages de chaque bâtiment. Portant sur des effectifs plus modestes, un fichier recense le personnel de l'aéronautique militaire de la Grande Guerre, quels que soient le grade ou la spécialité.

De la gestion de carrière individuelle, le Service historique de la Défense ne conserve que les dossiers des officiers et des officiers généraux, quelle que soit leur armée d'appartenance, ainsi que du personnel assimilé : aumôniers, médecins, vétérinaires, ingénieurs... Les dossiers des sous-officiers et des hommes du rang, après avoir été gérés par le ministère de la Défense, ont quant à eux été réduits à un feuillet matriculaire versé au service d'archives du département où ils ont été recensés.

À l'arrière de la zone des combats, la Première Guerre mondiale a également donné lieu à un effort industriel sans précédent qui a fait appel à une nombreuse main-d'œuvre. Des ouvriers mobilisables ont ainsi été maintenus à leur poste au sein des usines d'armement : ce sont les « travailleurs militaires », les « affectés spéciaux » ou les « détachés », qui restaient soumis à l'autorité militaire et pouvaient être rappelés ; mais pour faire face aux besoins, les femmes et les « travailleurs coloniaux » ou étrangers ont également été mis à contribution. Sur cette population qui mériterait d'être mieux connue, le Centre des archives de l'armement et du personnel civil du SHD conserve, dans les fonds des établissements d'armement, archives collectives et dossiers individuels rendant compte de la gestion qui en était faite.

Enfin, le ministère de la Guerre a eu la responsabilité de la gestion des victimes du conflit. L'obligation légale de verser des pensions aux ayants droit des soldats décédés - au combat ou des suites de blessures ou de maladies - a généré dès les premières années du conflit dossiers et fichiers qui ont été enrichis tout au long de l'Entre-deux-guerres. De même, les prisonniers allemands et austro-hongrois ont dû être recensés afin d'en communiquer les listes au Comité international de la Croix rouge, donnant naissance à un fichier aujourd'hui conservé par le SHD parmi les archives des victimes des conflits contemporains, à Caen.

Le Service historique de la Défense offre ainsi au chercheur un éventail de sources aussi riches que variées pour des recherches portant sur des individus ou sur des catégories de population entières. Une partie de ces archives est d'ores et déjà accessible en ligne sur le site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

Agnès CHABLAT-BEYLOT

OFFICIERS, OFFICIERS GÉNÉRAUX DE L'ARMÉE ET PERSONNEL ASSIMILÉ

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, série Y
<i>Niveau de description</i>	Série organique
<i>Importance matérielle</i>	Près de 2 millions de dossiers, nombreux registres
<i>Dates extrêmes</i>	XVIII ^e -XX ^e siècles

Histoire administrative

Les archives collectives du personnel du ministère de la Guerre sont principalement constituées, depuis l'Ancien Régime, des registres de contrôle des officiers et de la troupe, qui servent d'instruments de travail aux bureaux du ministère.

Cependant, lorsque la Première Guerre mondiale éclate, les contrôles de troupes ne sont plus tenus depuis les années 1875-1880, pour l'essentiel des corps, depuis les années 1900, pour les troupes coloniales et d'Afrique ou pour la Légion. Ce sont alors les pièces matriculaires et les archives du recrutement, conservées de façon décentralisée, qui assurent l'enregistrement des conscrits par classe et non plus par corps. Les registres de contrôle des officiers, quant à eux, sont tenus jusqu'en 1920 (1924 pour les écoles).

Les archives individuelles du personnel, qui constituent en volume la plus grande partie de la série GR Y (près de deux millions de dossiers), comprennent les dossiers de carrière et les dossiers de pensions. Outre les aumôniers, médecins, vétérinaires, intendants et ingénieurs, ces dossiers ne concernent que les officiers et les officiers généraux, les pièces matriculaires des soldats et sous-officiers étant conservées par les services d'archives départementales dont relève le lieu de recensement des intéressés.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

La série GR Y est divisée en sous-séries correspondant aux différents types de documents qui les composent (registres de contrôle de troupes et d'officiers, dossiers de carrière, dossiers de pension), aux catégories

de personnel représentées (officiers généraux, officiers) et au découpage chronologique adopté, du xvii^e siècle à nos jours.

Parmi cet ensemble extraordinairement vaste, les sous-séries concernant la Première Guerre mondiale sont les suivantes :

<i>SHD/GR, sous-série 3 et 4 Yb</i>	<i>Registres de contrôle des officiers (1880-1920) et de contrôle des écoles (personnel et élèves, 1793-1924) ;</i>
<i>SHD/GR, sous-série 9 à 13 Yd</i>	<i>Dossiers individuels des généraux de division et de brigade, dont les généraux de l'armée coloniale (1880-1964, date de cessation des services) ;</i>
<i>SHD/GR, sous-série 4 à 8 Ye</i>	<i>Dossiers individuels des officiers supérieurs et subalternes (1848-1969, date de cessation des services) ;</i>
<i>SHD/GR, sous-série 8 à 13 Yf</i>	<i>Dossiers individuels de pensions militaires (1911-1950) ;</i>
<i>SHD/GR, sous-série 1, 6 et 7 Yg</i>	<i>Contrôles et dossiers individuels des aumôniers militaires (1771-1947) ;</i>
<i>SHD/GR, sous-série Yh</i>	<i>Célébrités et ministres (xvii^e-xx^e siècles).</i>

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

Registres alphabétiques manuscrits et répertoires imprimés disponibles sous forme numérique en salle des inventaires de la salle de lecture et sur le site internet du SHD.

Auteur de la notice Bertrand FONCK

OFFICIERS DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

<i>Référence</i>	SHD, Air, sous-série 1 P
<i>Niveau de description</i>	Série organique
<i>Importance matérielle</i>	Plus de 600 ml
<i>Dates extrêmes</i>	XIX ^e - XX ^e siècles

Histoire administrative

Ces dossiers ont été ouverts et tenus à jour par le service gestionnaire du personnel de l'armée de Terre, puis transmis, quand l'intéressé était encore en activité, aux services homologues du ministère et de l'armée de l'Air à leur création.

Historique de la conservation

Gérés par le bureau des archives et des réserves de l'armée de l'Air (Dijon), les dossiers de personnel d'officiers sont versés au SHD 100 ans après la date de naissance des intéressés.

Présentation du contenu

Ces dossiers contiennent ainsi toutes les pièces liées au suivi de la carrière de l'intéressé, réparties en sous-dossiers « pièces matricules », « santé », « administration », « mutations », « instruction », « avancement-décorations-citations », « divers ».

Au sein de cette sous-série, près de 10 000 dossiers concernent des individus susceptibles d'avoir servi pendant la Première Guerre mondiale, nés entre 1856 (date de naissance la plus ancienne) et 1902.

Sources complémentaires

Les dossiers des officiers de la Première Guerre mondiale ayant servi dans l'aéronautique militaire, mais n'ayant pas intégré l'armée de l'Air à sa création en 1934 (pour cause de décès ou de cessation d'activité), sont conservés parmi les fonds de leur armée d'origine : Marine (MV, sous-série CC 7) ou, le plus souvent, armée de Terre (GR, sous-série Yd pour les officiers généraux, Ye 5-9 pour les officiers supérieurs et subalternes).

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

Ces dossiers sont recensés dans une base de données consultable en salle de lecture et sur le site internet du SHD. Celle-ci fait apparaître les informations suivantes : nom, prénom, date et lieu de naissance, numéro matricule, dernier grade obtenu et cote du dossier.

Auteur de la notice Agnès CHABLAT-BEYLOT

OFFICIERS GÉNÉRAUX ET OFFICIERS DE LA MARINE

Référence	SHD, Marine (Vincennes), sous-séries CC 7 2 ^e moderne et CC 7 4 ^e moderne
Niveau de description	Sous-séries organiques
Importance matérielle	environ 900 mètres linéaires
Dates extrêmes	XIX ^e -XX ^e siècles
Nom du producteur	Direction du personnel

Historique de la conservation

La sous-série CC 7 (et les différentes sous-séries qui la composent) a été constituée et conservée aux archives centrales de la Marine pour accueillir les dossiers individuels des officiers de la Marine.

Présentation du contenu

SHD/MV, sous-série CC 7 2^e moderne (1820-1880)

Les 38 mètres linéaires de la sous-série 2^e moderne sont consacrés aux personnels officiers du XIX^e siècle, dont la date de naissance est comprise approximativement entre 1820 et 1880. Les dossiers y sont classés par ordre alphabétique.

SHD/MV, sous-série CC 7 4^e moderne (dossiers versés depuis 1900)

Les dossiers des officiers nés à partir de 1860 sont classés dans l'ordre de leur versement aux archives centrales de la Marine dans la sous-série 4^e moderne, continûment alimentée par des versements contemporains de dossiers.

On peut y trouver également les dossiers d'autres personnels, comme ceux des marins « Morts pour la France », quel que soit leur grade.

Sources complémentaires

SHD/MR, sous-série CC 7 P Dossiers de pension du personnel de la Marine

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est

susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instrument de recherche

Une base de données des dossiers individuels des officiers de la Marine et des personnels assimilés est consultable en salle de lecture du SHD.

Les fiches établies au nom des marins morts pour la France sont consultables sur le site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr, avec possibilité d'interrogation par nom, prénom et date de naissance.

Auteur de la notice

Valérie FOREST-ANSART

PERSONNEL DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

<i>Référence</i>	SHD, Air, sous-série 4 P
<i>Niveau de description</i>	Série organique
<i>Importance matérielle</i>	74 033 fiches
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918

Nom du producteur

Ce fichier émane d'un service de gestion du personnel de l'aéronautique militaire non identifié.

Historique de la conservation

Le fichier a été conservé par le service gestionnaire des dossiers individuels du personnel de l'armée de l'Air (bureau central d'incorporation et d'archives de l'armée de l'Air, actuel bureau des archives et des réserves de l'armée de l'Air) jusqu'à son versement au Service historique de l'armée de l'Air au milieu des années 1980.

Présentation du contenu

Ce fichier réunit 74 033 fiches relatives à des individus ayant appartenu au personnel navigant ou sédentaire de l'aéronautique militaire durant le premier conflit mondial, quels que soient leur grade ou leur spécialité. Chaque fiche individuelle apporte les informations suivantes, plus ou moins complètes selon les individus, dont certains peuvent *a contrario* avoir fait l'objet de deux, voire trois fiches :

- l'état civil et la situation de famille de l'intéressé, son origine géographique, sa qualification professionnelle ;
- la situation militaire : lieu de recrutement, arme d'origine, spécialité aéronautique, emploi tenu, mutations, décorations.

Parmi ces informations, la mention du lieu de recrutement permet l'accès aux pièces matricules de l'intéressé : les dossiers militaires des sous-officiers et hommes du rang conservés par le centre des archives du personnel militaire (Pau) du SHD sont en effet versés à terme au service d'archives départementales du lieu de recrutement.

Ce fichier comporte des lacunes, notamment s'agissant du personnel de l'aéronautique militaire employé sur le front d'Orient ; par ailleurs, il devient moins précis pour la fin du conflit.

Sources complémentaires

Le SHD conserve également les dossiers de personnel des officiers de l'aéronautique militaire (SHD/AI, sous-série 1 P) et les carnets de comptabilité en campagne des unités, recensant le personnel de celles-ci (SHD/AI, sous-série 2 A), ainsi que des copies des fiches individuelles de recrutement de personnel d'aviation de vingt et un centres de recrutement, contenant des renseignements sur l'état civil, la carrière et les décorations des intéressés (SHD/AI, Z 12 923/2).

Les registres d'attribution des brevets de spécialité (aéronaute militaire, pilote de ballon dirigeable, pilote d'avion, mécanicien, observateur), conservés sous la cote SHD/AI, 06 IT 076, apportent également des informations intéressantes sur ce personnel de l'aéronautique militaire, quel que soit son grade.

Quant aux archives départementales, elles conservent les fiches matricules des sous-officiers et hommes de troupe, conservés dans un premier temps par les services d'archives intermédiaires du ministère de la Défense, puis réduits aux pièces matricules et versés aux archives départementales du lieu de recrutement des intéressés, 90 à 95 ans après leur naissance : ces pièces sont alors conservées en série GR R.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Consultable sur le site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr, avec possibilité d'interrogation par nom, prénom et date de naissance.

Fichier original consultable sur autorisation.

Auteur de la notice Agnès CHABLAT-BEYLOT

INSCRIPTION MARITIME

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort, Toulon), série P
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	Environ 2 000 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919

Histoire administrative

Ce fonds correspond à l'administration des classes créée par Colbert en 1670, devenue inscription maritime en 1795, avant de donner naissance plus tard aux directions des affaires maritimes. Celles-ci relèvent de l'administration centrale de la marine marchande, à l'origine une direction du ministère de la Marine, qui fut érigée en sous-secrétariat d'État en 1913 puis réunie au ministère des Travaux publics en 1916. Le caractère militaire de l'institution n'a pas pour autant totalement disparu, puisque les administrateurs des affaires maritimes forment toujours un corps d'officiers de la Marine nationale.

Historique de la conservation

Les archives sont longtemps restées dans les quartiers des affaires maritimes. C'est une circulaire du sous-secrétaire d'État à la Marine marchande qui règle en 1938 la question de la destination des archives de l'inscription maritime, en prescrivant leur versement aux dépôts d'archives des chefs-lieux des arrondissements maritimes relevant du Service historique de la Marine. Il est aussi alors affirmé le principe de « l'autonomie des archives de la marine marchande », à qui doit être réservée une cote indiquant nettement leur provenance : ce sera la série P.

Suite à un accord, les antennes portuaires du Service historique de la Défense conservent les archives antérieures à 1940, tandis que les archives départementales reçoivent les fonds postérieurs à 1940. Mais les exceptions et chevauchements sont extrêmement nombreux.

Présentation du contenu

Les fonds de l'inscription maritime sont quantitativement de loin les plus importants parmi ceux que conservent les échelons portuaires du SHD.

Outre la correspondance, où les dépêches ministérielles occupent une large place, ils se divisent en deux grands ensembles : les matricules des gens de mer et les rôles d'armement et de désarmement des bâtiments de commerce et de plaisance. Ils offrent ainsi une très large ouverture sur la marine marchande, quand les autres fonds se concentrent par essence sur la marine de guerre, d'autant que ces catégories de documents se complètent de registres annuels d'armement, de matricules de bâtiments du commerce, de registres d'entrée et de sortie et de nombreux documents sur les pêches.

Cette typologie, valable pour la période de la Première Guerre mondiale, permet potentiellement d'apprécier le poids de la guerre sur les gens de mer comme sur les activités maritimes traditionnelles. Il faut en particulier noter la présence, inhabituelle dans les fonds de l'inscription maritime, de dossiers sur le recrutement de l'armée de mer et l'abondance de documents portant, d'une part, sur les actions de prévoyance et de secours ainsi que le secours aux blessés, et d'autre part, sur les naufrages et les dossiers d'épaves.

Arrondissement maritime de Brest

SHD/MB, sous-série 2 P Quartiers de Brest, Le Conquet, Camaret et l'Aberwrac'h

- 2 P¹ 96-100 : dépêches ministérielles du quartier de Brest, 1914-1918.
- 2 P¹ 165-169 : dépêches ministérielles du quartier de Camaret, 1914-1918.
- 2 P³ 452-457 : matricules des gens de mer du syndicat de Brest.
- 2 P³ 554-555 : matricules des gens de mer du syndicat du Faou.
- 2 P³ 573 : matricules des gens de mer du syndicat de Port-Launay.
- 2 P³ 588 : matricules des gens de mer du syndicat de Plougastel.
- 2 P³ 618-619 : matricules des gens de mer du syndicat de Porspoder.
- 2 P³ 625-626 : matricules des gens de mer du syndicat d'Ouessant.
- 2 P³ 638-639 : matricules des gens de mer du syndicat du Conquet.
- 2 P³ 651 : matricules des gens de mer du syndicat de Molène.
- 2 P³ 660 : matricules des gens de mer du syndicat de Camaret.
- 2 P³ 669, 916 et 931 : matricules des gens de mer du syndicat de Camaret Nord.
- 2 P³ 685-687 : matricules des gens de mer du syndicat de Crozon.
- 2 P³ 710 : matricules des gens de mer du syndicat de Plouguerneau.
- 2 P³ 721-722 : matricules des gens de mer du syndicat de l'Aberwrac'h.

2 P⁷ 393-404 : rôles d'armement des bâtiments désarmés à Brest, 1914-1918.

2 P⁷ 589-596 : rôles d'armement des bâtiments désarmés au Conquet, 1914-1918.

2 P⁷ 773-779 : rôles d'armement des bâtiments désarmés à Camaret, 1914-1918.

2 P⁷ 808-811 : rôles d'armement des bâtiments désarmés à Ouessant, 1914-1918.

2 P⁷ 841-849 : rôles d'armement des bâtiments désarmés à l'Aberwrac'h, 1914-1918.

2 P⁸ 39-42 : remises de la caisse des gens de mer du quartier de Camaret, 1913-1918.

2 P⁸ 88-93 : registres du service des délégations des équipages de la Flotte, 1914-1917.

2 P⁹ 11 : registres des jugements du tribunal maritime commercial de Brest.

SHD/MB, sous-série 3 P Quartiers de Quimper et du Guilvinec

3 P¹ 83-89 : dépêches ministérielles, 1915-1918.

3 P² 14 : correspondance départ du commissaire puis de l'administrateur du quartier, 1916-1917.

3 P³ 78, 85-92, 106-107, 137-139 et 186-188 : matricules des gens de mer, 1914-1918.

3 P⁷ 159-180 : rôles d'armement et de désarmement des bâtiments du commerce, 1914-1918.

3 P⁸ 5-9 : remises de la caisse des gens de mer, 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 4 P Quartiers de Saint-Brieuc et de Binic

4 P¹ 62-67 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

4 P² 17 : cahier de rapport du quartier de Binic, 1914-1921.

4 P³ 189-190 : matricules des capitaines au long cours et maîtres de cabotage du quartier de Saint-Brieuc.

4 P³ 196-197 : matricules des capitaines au long cours et maîtres de cabotage du sous-quartier de Binic.

4 P³ 199 : matricules des élèves officiers de la marine marchande du quartier de Saint-Brieuc.

4 P³ 211 : matricules des inscrits définitifs du quartier de Saint-Brieuc, 1913-1919.

4 P³ 237-238 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Portrieux.

- 4 P³ 268-269 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Binic.
4 P³ 277-278 : matricules des inscrits définitifs du syndicat du Légué.
4 P³ 285-286 : matricules des inscrits définitifs du syndicat d'Erquy, Dahouet et Pléneuf.
4 P³ 307-308 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Plévenon.
4 P⁷ 394-400 : rôles d'armement des bâtiments désarmés classés à la date d'armement du quartier de Saint-Brieuc.
4 P⁷ 446-447 : rôles d'armement des bâtiments désarmés classés à la date d'armement du quartier de Binic.

SHD/MB, sous-série 5 P Quartiers de Paimpol et de Tréguier

- 5 P¹ 56-60 : dépêches et circulaires ministérielles du quartier de Paimpol, 1914-1918.
5 P¹ 117-121 : dépêches et circulaires ministérielles du quartier de Tréguier, 1914-1918.
5 P² 30-31 : correspondance départ du quartier de Paimpol, 1912-1917.
5 P³ 163, 167, 167bis et 169 : matricules des capitaines au long cours et pilotes et aspirants pilotes du quartier de Paimpol.
5 P³ 191-194 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Paimpol, 1913-1920.
5 P³ 224-225 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Tréguier.
5 P³ 269-270 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Pontrieux.
5 P³ 292-293 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Bréhat.
5 P³ 304-305 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Plouézec.
5 P³ 329 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Port-Blanc.
5 P³ 347 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Pleubian.
5 P³ 371-372 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Plouha.
5 P⁴ 6 : matricules des bâtiments de commerce du quartier de Paimpol.
5 P⁵ 20-21 : registres d'armement des bâtiments du commerce du quartier de Tréguier.

5 P⁶ 12 : registres de désarmement des bâtiments du commerce du quartier de Tréguier.

5 P⁷ 319-332 : rôles de désarmement des bâtiments du commerce du quartier de Paimpol, 1914-1918.

5 P⁷ 575-581 : rôles de désarmement des bâtiments du commerce du quartier de Tréguier, 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 6 P Quartiers de Lannion, de Morlaix et de Roscoff

6 P¹ 118-122 : dépêches ministérielles du quartier de Lannion, 1914-1918.

6 P² 9 : correspondance départ du quartier de Morlaix.

6 P³ 238 et 246-247 : matricules des capitaines au long cours, maîtres de cabotage et pilotes du quartier de Lannion.

6 P³ 255 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Perros-Guirec.

6 P³ 281-282 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Lannion.

6 P³ 318-319 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Pleumeur-Bodou.

6 P³ 337 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Plougasnou.

6 P³ 356-357 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Morlaix-Est.

6 P³ 375-376 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Morlaix-Ouest.

6 P³ 403-404 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Roscoff.

6 P³ 434 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Plounéour-Trez.

6 P⁶ 12 : registres de désarmement des bâtiments du commerce du quartier de Lannion.

6 P⁶ 19-20 : registres de désarmement des bâtiments du commerce du quartier de Roscoff.

6 P⁷ 140-145 : rôles des bâtiments armés du quartier de Morlaix, 1914-1917.

6 P⁷ 288-295 : rôles des bâtiments armés du quartier de Lannion, 1914-1918.

6 P⁷ 475-479 : rôles des bâtiments armés du quartier de Roscoff, 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 7 P Quartier d'Audierne

7 P¹ 34-35 : dépêches ministérielles, 1913-1919.

7 P³ 67-70 : matricules des capitaines au long cours, pilotes et aspirants pilotes.

7 P³ 100-104 : matricules des inscrits définitifs du syndicat d'Audierne, 1913-1919.

7 P³ 139 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Sein.

7 P⁴ 8 : matricules des bâtiments du commerce.

7 P⁵ 5 : registres d'armement des bâtiments du commerce.

7 P⁶ 3 : registres de désarmement des bâtiments du commerce.

7 P⁷ 166-177 : rôles d'armement des bâtiments désarmés, 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 8 P Quartier de Douarnenez

8 P¹ 37-41 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

8 P³ 120-124 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Douarnenez, 1912-1919.

8 P³ 172-173 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Tréboul.

8 P⁵ 6 : registres d'armement des bâtiments du commerce.

8 P⁷ 505-527 : rôles d'armement des bâtiments du commerce, 1914-1918.

Arrondissement maritime de Cherbourg*SHD/MC, sous-série 2 P Quartier de Saint-Valery-sur-Somme*

2 P¹ 36-39 : dépêches ministérielles, 1914-1919.

2 P² 90 : capitaines au long cours et maîtres de cabotage du quartier de Saint-Valery, 1865-1921.

2 P² 97-98 : pilotes et aspirants-pilotes de Saint-Valery, Le Crotoy et Cayeux, 1883-1925,

2 P² 99-102 : inscrits définitifs du syndicat de Saint-Valery, 1882-1951.

2 P² 103-104 : inscrits définitifs du syndicat du Crotoy, 1882-1951.

2 P² 105-106 : inscrits définitifs du syndicat de Cayeux, 1882-1951.

2 P² 107-111 : inscrits définitifs du syndicat de Berck, 1882-1951.

2 P² 112-115 : inscrits provisoires du syndicat de Saint-Valery, 1883-1933.

2 P² 116-117 : inscrits provisoires du syndicat de Berck, 1883-1933.

2 P² 118-119 : hors de service du syndicat de Saint-Valery, 1882-1967.

- 2 P² 120 : hors de service du syndicat du Crotoy, 1882-1967.
- 2 P² 121-122 : hors de service du syndicat de Cayeux, 1882-1967.
- 2 P² 123-125 : hors de service du syndicat de Berck, 1882-1967.
- 2 P³ 47 : registre d'armement des bâtiments de commerce, 1901-1926.
- 2 P³ 126-130 : rôles d'armement délivrés aux capitaines, dits rôles de bord, 1914-1918.

SHD/MC, sous-série 4 P Quartier de Cherbourg

- 4 P¹ 113-117 : correspondance adressée par le ministre de la Marine au commissaire de l'inscription Maritime, 1914-1918.
- 4 P⁵ 17 : statistiques concernant la pêche et les pêcheries dans le quartier de Cherbourg, 1854-1914.
- 4 P⁵ 18 : statistiques concernant la pêche et les pêcheries dans le quartier de Cherbourg, 1915-1936.
- 4 P⁵ 21 : enregistrement des épaves, 1900-1918.
- 4 P⁵ 37, 39 : procès-verbaux pour infractions, sanctions, 1914-1952.
- 4 P⁶ 174 : matricule général tenu au quartier des capitaines au long cours et des maîtres de cabotage, 1883-1924.
- 4 P⁶ 175-176 : matricule général tenu au quartier des pilotes et aspirants-pilotes, 1883-1924.
- 4 P⁶ 187-189 : inscrits définitifs du syndicat de Cherbourg, 1911-1919.
- 4 P⁶ 210 : inscrits définitifs du syndicat de Fermanville, 1883-1914.
- 4 P⁶ 211 : inscrits définitifs du syndicat de Fermanville, 1914-1926, et d'Omonville, 1883-1918.
- 4 P⁶ 212 : inscrits définitifs des syndicats de Carteret-Portbail et Diélette, 1883-1921.
- 4 P⁶ 214 : table générale des inscrits définitifs, 1883-1925.
- 4 P⁶ 221 : inscrits provisoires du syndicat de Cherbourg, 1903-1928.
- 4 P⁶ 227 : table générale des inscrits provisoires et des hors de service, 1883-1928.
- 4 P⁶ 228 : inscrits provisoires du syndicat de Fermanville, 1883-1924.
- 4 P⁶ 229 : inscrits provisoires du syndicat de Carteret, 1883-1922.
- 4 P⁶ 230 : inscrits provisoires du syndicat de Diélette, 1883-1920.
- 4 P⁶ 231 : inscrits provisoires du syndicat d'Omonville, 1883-1929.
- 4 P⁶ 255 : hors de service du syndicat de Cherbourg, 1913-1931.
- 4 P⁶ 264 : hors de service du syndicat de Fermanville, 1898-1925.
- 4 P⁶ 265 : hors de service du syndicat d'Omonville, 1883-1926.
- 4 P⁶ 266 : hors de service du syndicat de Carteret, 1883-1921.

- 4 P⁶ 267 : hors de service du syndicat de Diélette, 1883-1919.
- 4 P⁶ 268 : agents du service général du syndicat de Cherbourg, 1908-1929.
- 4 P⁶ 284-285 : matricule tenue au syndicat des officiers mariniers et matelots du syndicat de Cherbourg, 1914-1919.
- 4 P⁶ 292-293 : matricule tenue au syndicat des officiers mariniers et matelots du syndicat de Fermanville, 1883-1926.
- 4 P⁶ 295 : matricule tenue au syndicat des officiers mariniers et matelots du syndicat d'Omonville, 1899-1920.
- 4 P⁶ 297 : matricule tenue au syndicat des officiers mariniers et matelots du syndicat de Carteret-Portbail, 1883-1921.
- 4 P⁶ 298 : matricule tenue au syndicat des officiers mariniers et matelots du syndicat de Diélette, 1883-1921.
- 4 P⁶ 302 : hors de service du syndicat de Cherbourg, 1913-1931.
- 4 P⁷ 351 : rôles d'armement des bâtiments de commerce classés dans l'ordre des désarmements, 1917.
- 4 P⁶ 352 : rôles d'armement des bâtiments de commerce classés dans l'ordre des désarmements, 1918.
- 4 P⁹ 15 : matricule des bâtiments de commerce, 1872-1915.
- 4 P⁹ 16 : matricule des bâtiments de commerce, 1888-1930.
- 4 P⁹ 17 : matricule des bâtiments de commerce, 1900-1930.
- 4 P⁹ 18 : matricule des bâtiments de commerce, 1915-1958.
- 4 P⁹ 23 : matricule des bâtiments de plaisance du quartier de Cherbourg, 1910-1956.
- 4 P¹⁰ 1 : matricule des demi-soldiers du quartier de Cherbourg, 1892-1927.
- 4 P¹⁰ 2 : matricule des veuves du quartier de Cherbourg, 1884-1927.
- 4 P¹⁰ 21 : pension des demi-soldes et des veuves, 1916-1920.
- 4 P¹⁰ 23 : offrandes nationales et dotation de Paris, 1905-1937.
- 4 P¹⁰ 24 : caisse de secours, assemblée générale, 1908-1949.
- 4 P¹¹ 2 : contrôle de solde du personnel de l'inscription maritime présent au chef-lieu de quartier, 1913-1920.
- 4 P¹¹ 7 : matricule des gardes maritimes et des gardes-pêche.
- SHD/MC, sous-série 5 P Quartier de la Hougue*
- 5 P² 92-98 : dépêches ministérielles, 1914-1920.
- 5 P⁶ 131-132 : matricule tenue au quartier des inscrits provisoires du syndicat de la Hougue, 1883-1933.

- 5 P⁶ 133 : matricule tenue au quartier des inscrits provisoires du syndicat de Barfleur, 1883-1933.
- 5 P⁶ 134 : matricule tenue au quartier des hors de service du syndicat de la Hougue, 1883-1954.
- 5 P⁶ 135 : matricule tenue au quartier des hors de service du syndicat de la Hougue, 1913-1958.
- 5 P⁶ 136 : matricule tenue au quartier des hors de service du syndicat de Barfleur, 1883-1932.
- 5 P⁶ 137 : matricule tenue au quartier des hors de service du syndicat de Barfleur, 1917-1959.
- 5 P⁶ 138 : matricule tenue au quartier des hors de service du syndicat de Carentan, 1883-1933.
- 5 P⁶ 139 : matricule tenue au syndicat des inscrits définitifs du syndicat de la Hougue, 1905-1933.
- 5 P⁶ 141 : matricule tenue au syndicat des inscrits définitifs du syndicat de Barfleur, 1905-1933.
- 5 P⁶ 143 : matricule tenue au syndicat des hors de service du syndicat de la Hougue, 1915-1933.
- 5 P⁶ 144 : matricule tenue au syndicat des hors de service du syndicat de Barfleur, 1917-1933.
- 5 P⁶ 169 : rôles d'armement et de désarmement des bâtiments de commerce du port de la Hougue, 1914-1917.
- 5 P⁸ 9 : répertoire d'armement, 1906-1934.
- 5 P⁸ 18 : répertoire de désarmement, 1904-1918.
- 5 P⁹ 12 : matricule des bâtiments de commerce du quartier de la Hougue, 1891-1920.
- 5 P⁹ 13 : matricule des bâtiments de commerce du quartier de la Hougue, 1902-1934.
- 5 P¹⁰ 2 : enregistrement des avances et des remboursements, 1861-1939.
- 5 P¹⁰ 3 : enregistrement des avis de décès et de disparition des inscrits maritimes mobilisés du quartier de la Hougue, 1914-1918.
- 5 P¹⁰ 4 : caisse de prévoyance, secours aux veuves et aux orphelins, 1891-1928.
- 5 P¹⁰ 5 : pensions militaires et pensions des veuves du quartier de Saint-Vaast, 1912-1920.
- 5 P¹⁰ 7 : registre d'enregistrement des épaves et naufrages, 1905-1920.

5 P¹⁰ 8 : établissements de pêche de troisième catégorie et hauts-parcs, 1908-1957.

5 P¹⁰ 9 : registre matriculaire des syndicats du quartier de la Hougue, 1888-1916.

5 P¹⁰ 10 : concessions de matériaux, 1899-1920.

SHD/MC, sous-série 8 P Quartier de Fécamp

8 P⁵ 166 : matricule des maîtres de cabotage, 1907-1927.

8 P⁵ 167-173 : inscrits définitifs du syndicat de Fécamp, 1883-1933.

8 P⁵ 174-182 : inscrits définitifs du syndicat de Saint-Pierre-en-Port, 1883-1933.

8 P⁵ 183-188 : inscrits définitifs du syndicat d'Yport, 1883-1933.

8 P⁵ 191 : inscrits définitifs du syndicat d'Étretat, 1905-1930.

8 P⁵ 195-196 : inscrits définitifs du syndicat de Saint-Valéry-en-Caux, 1890-1920.

8 P⁵ 199 : inscrits provisoires du syndicat de Fécamp, 1717-1931.

8 P⁵ 201 : inscrits provisoires du syndicat de Saint-Valéry-en-Caux, 1890-1920.

8 P⁵ 203 : inscrits provisoires du syndicat de Saint-Pierre-en-Port, 1903-1929.

8 P⁵ 204 : inscrits provisoires du syndicat d'Yport, 1883-1932.

8 P⁵ 206 : inscrits provisoires du syndicat d'Étretat, 1905-1932.

8 P⁵ 208 : hors de service du syndicat de Fécamp, 1902-1926.

8 P⁵ 211 : hors de service du syndicat de Saint-Pierre-en-Port, 1905-1930.

8 P⁵ 213 : hors de service du syndicat d'Yport, 1883-1922.

8 P⁵ 216 : hors de service du syndicat d'Étretat, 1906-1932.

8 P⁵ 218 : hors de service du syndicat de Saint-Valéry-en-Caux, 1894-1931.

8 P⁵ 221 : agents du service général, 1908-1930.

8 P⁶ 16 : matricule des bâtiments de commerce du syndicat de Saint-Valéry-en-Caux, 1890-1921.

8 P⁶ 25 : registre d'entrée des bâtiments de commerce du syndicat de Saint-Valéry-en-Caux, 1892-1930.

SHD/MC, sous-série 9 P Quartier de Dieppe

9 P¹ 109-115 : dépêches ministérielles, 1914-1920.

9 P² 11-12 : lettres, arrêtés, décisions et ordres du préfet maritime et du commissaire général de Dieppe, 1915-1921.

- 9 P³ 47-49 : correspondance générale, 1913-1921.
- 9 P⁴ 131 : pilotes, 1913-1928, et aspirants-pilotes, 1909-1922.
- 9 P⁴ 138 : inscrits définitifs du syndicat de Dieppe, 1909-1914.
- 9 P⁴ 139 : inscrits définitifs du syndicat de Dieppe, 1914-1922.
- 9 P⁴ 171-172 : inscrits définitifs du syndicat du Tréport, 1886-1924.
- 9 P⁴ 191 : inscrits provisoires du syndicat de Dieppe, 1899-1919.
- 9 P⁴ 200 : syndicat du Tréport, suite des inscrits provisoires portés sur la matricule de Dieppe, 1883-1932.
- 9 P⁴ 207 : hors de service du syndicat de Dieppe, 1902-1926.
- 9 P⁴ 216 : hors de service du syndicat du Tréport, 1906-1951.
- 9 P⁴ 226 : agents du service général, 1908-1926.
- 9 P⁴ 245 : inscrits définitifs du syndicat de Dieppe, 1908-1914.
- 9 P⁴ 246 : inscrits définitifs du syndicat de Dieppe, 1914-1922.
- 9 P⁴ 249 : inscrits définitifs du syndicat du Tréport, 1886-1923.
- 9 P⁴ 251 : inscrits provisoires du syndicat de Dieppe, 1889-1919.
- 9 P⁴ 253 : inscrits provisoires du syndicat du Tréport, 1883-1932.
- 9 P⁴ 256 : hors de service du syndicat de Dieppe, 1902-1927.
- 9 P⁴ 259 : hors de service du syndicat du Tréport, 1906-1958.
- 9 P⁴ 266 : extrait de la matricule des inscrits provisoires et des inscrits définitifs, 1908-1944.
- 9 P⁴ 267 : extrait de la matricule de classe de mobilisation, grade dans la réserve des capitaines au long cours, capitaines de marine marchande, lieutenants au long cours, élèves officiers, radiotélégraphistes, lieutenants au cabotage, patrons au bornage, mécaniciens de 1^{re}, 2^e et 3^e classes, patrons de pêche, certificats de capacité, permis de conduire les moteurs de plus de 100 chevaux, pilotes, 1878-1934.
- 9 P⁵ 10 : matricule des bâtiments de commerce, 1905-1949.
- 9 P⁵ 12 : matricule des bâtiments de plaisance, 1868-1937.
- 9 P⁵ 14 : table des navires, 1885-1938.
- 9 P⁶ 3 : répertoire d'armement du sous-quartier du Tréport, 1910-1927.
- 9 P⁶ 6 : répertoire de désarmement du sous-quartier du Tréport, 1910-1927.
- 9 P⁶ 14 : répertoire d'armement du sous-quartier de Dieppe, 1903-1919.

9 P⁶ 25 : répertoire de désarmement du sous-quartier de Dieppe, 1912-1933.

9 P⁷ 162 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier de Dieppe, 1914.

9 P⁷ 163 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier du Tréport, 1914.

9 P⁷ 164 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier de Dieppe, 1915.

9 P⁷ 165 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier du Tréport, 1915.

9 P⁷ 166 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier de Dieppe, 1916.

9 P⁷ 167 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier du Tréport, 1916.

9 P⁷ 168 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier de Dieppe, 1917.

9 P⁷ 169 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier du Tréport, 1917.

9 P⁷ 170 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier de Dieppe, 1918.

9 P⁷ 171 : rôle des bâtiments de commerce du sous-quartier du Tréport, 1918.

9 P⁸ 5 : contrôle nominatif des officiers civils et militaires et autres agents de la Marine, 1916-1919.

9 P⁸ 13 : délégation et remise de la caisse des gens de mer, 1915.

9 P⁹ 4 : état des naufrages et des épaves, 1914-1940.

9 P⁹ 5 : matricule des veuves et orphelins, 1899-1927.

9 P⁹ 6 : matricule des demi-soldiers, 1908-1943.

9 P⁹ 11 : matricule des pêcheries du sous-quartier de Dieppe, 1901-1932.

9 P¹⁰ 15 : jugement du tribunal maritime et commercial, 1901-1919.

SHD/MC, sous-série 10 P Quartier de Boulogne

10 P¹ 5 : dépêches ministérielles, 1915.

10 P¹ 6-8 : dépêches ministérielles, 1918-1920.

10 P⁴ 15 : capitaines au long cours et maîtres de cabotage, 1883-1924.

10 P⁴ 17 : pilotes et aspirants-pilotes des syndicats de Boulogne et d'Étaples, 1883-1920.

- 10 P⁴ 20-35 : inscrits définitifs du syndicat de Boulogne, 1883-1949.
10 P⁴ 61-70 : inscrits définitifs du syndicat du Portel, 1883-1943.
10 P⁴ 71-75 : inscrits définitifs du syndicat d'Étaples, 1884-1953.
10 P⁴ 93-95 : inscrits provisoires du syndicat de Boulogne, 1902-1951.
10 P⁴ 100 : inscrits provisoires du syndicat du Portel, 1893-1914.
10 P⁴ 102-103 : inscrits provisoires du syndicat d'Étaples, 1899-1931.
10 P⁴ 124-127 : hors de service du syndicat du Portel, 1883-1952.
10 P⁴ 128 : hors de service du syndicat d'Étaples, 1909-1966.
10 P⁴ 129 : agents du service général du syndicat de Boulogne, 1913-1931.
10 P⁴ 140-145 : inscrits définitifs du syndicat d'Étaples, 1883-1959.
10 P⁴ 151 : table générale des inscrits définitifs, des inscrits provisoires et des hors de service du syndicat d'Étaples, 1904-1959.
10 P⁴ 152-153-156 : table générale des inscrits définitifs, des inscrits provisoires et des hors de service du syndicat de Boulogne, 1883-1922.
10 P⁴ 158 : inscrits provisoires du syndicat d'Étaples, 1899-1934.
10 P⁴ 164-165 : hors de service du syndicat d'Étaples, 1883-1959.
10 P⁵ 1 : contrôle nominatif, 1905-1915.
10 P⁵ 2 : contrôle nominatif, 1917-1922.
10 P⁶ 1 : matricule des bâtiments de pêche et de plaisance, et permis de circulation du syndicat d'Étaples, 1913-1935.
10 P⁶ 7 : bâtiments de pêche et du commerce, 1907-1940.
10 P⁶ 8 : bâtiments de pêche et du commerce, 1918-1953.
10 P⁶ 14-15 : tables des bâtiments, 1907-1950.
10 P⁷ 6 : répertoire de désarmement du syndicat d'Étaples, 1914-1936.
10 P⁷ 12 : répertoire de désarmement du syndicat de Boulogne, 1911-1914.
10 P⁸ 102-103 : rôles d'armement de bord désarmés, 1914.
10 P⁸ 104-105 : rôles d'armement de bord désarmés, 1915.
10 P⁸ 106-107 : rôles d'armement de bord désarmés, 1916.
10 P⁸ 108-109 : rôles d'armement de bord désarmés, 1917.
10 P⁸ 110-111 : rôles d'armement de bord désarmés, 1918.
10 P⁸ 607 : rôles d'armement de bord désarmés du syndicat d'Étaples, 1914-1915.

- 10P⁸ 608 : rôles d'armement de bord désarmés, 1916-1917.
 10P⁸ 609 : rôles d'armement de bord désarmés, 1918-1919.
 10 P¹⁰ 20 : pension des hommes du syndicat d'Étaples, 1909-1934.
 10 P¹⁰ 21 : pensionnaires hommes et veuves du syndicat d'Étaples, 1909-1934.
 10 P¹¹ 2 : contrôles des inscrits mobilisables classes 1887-1914, capitaines, pilotes, patrons vapeur, des syndicats de Boulogne, Le Portel et Étaples, 1915.

SHD/MC, sous-série 11 P Quartier de Calais

- 11 P⁴ 2 : pilotes et aspirants-pilotes, 1866-1928.
 11 P⁴ 6 : capitaines au long cours et de cabotage, 1918-1937.
 11 P⁴ 9-14 : inscrits définitifs, 1885-1957.
 11 P⁴ 16 : inscrits provisoires, 1892-1927.
 11 P⁴ 17-19 : hors de service, 1894-1943.
 11 P⁷ 63-67 : rôles d'armement de bord désarmés des bâtiments de commerce et de pêche, 1914-1918.

SHD/MC, sous-série 12 P Quartier de Granville

- 12 P¹ 78-82 : dépêches et lettres du chef de service, 1914-1919.
 12 P³ 381 : matricule des capitaines de la marine marchande, 1900-1924, des capitaines au long cours, 1904-1923, des maîtres de cabotage, 1914-1919.
 12 P³ 388 : inscrits définitifs du syndicat de Granville, 1907-1924.
 12 P³ 392 : inscrits définitifs du syndicat de Bréhal, 1905-1920.
 12 P³ 393 : inscrits définitifs du syndicat de Carolles, 1882-1914.
 12 P³ 395 : inscrits définitifs du syndicat d'Avranches, 1882-1914.
 12P³ 398 : table générale des inscrits définitifs, 1882-1945.
 12 P³ 401 : inscrits provisoires du syndicat de Granville, 1904-1921.
 12 P³ 404 : inscrits provisoires du syndicat de Bréhal, 1882-1969.
 12 P³ 405 : inscrits provisoires du syndicat de Bréhal, 1910-1920.
 12 P³ 407 : inscrits provisoires du syndicat de Carolles, 1882-1914.
 12 P³ 409 : inscrits provisoires du syndicat d'Avranches, 1882-1919.
 12 P³ 413 : hors de service du syndicat de Granville, 1910-1916.
 12 P³ 414 : hors de service du syndicat de Carolles, 1882-1914, et du syndicat de Granville, 1916-1920.
 12 P³ 417 : hors de service du syndicat de Bréhal, 1881-1920.
 12 P³ 419 : hors de service du syndicat d'Avranches, 1882-1919.

- 12 P³ 420 : agents du service général du syndicat de Granville, 1908-1929.
- 12 P³ 431 : inscrits définitifs du syndicat de Blainville, 1899-1928.
- 12 P³ 434 : inscrits provisoires du syndicat de Regnéville, 1902-1924.
- 12 P³ 436 : inscrits provisoires du syndicat de Blainville, 1902-1918.
- 12 P³ 439 : hors de service du syndicat de Regnéville, 1882-1917.
- 12 P³ 443 : hors de service du syndicat de Blainville, 1912-1928.
- 12 P³ 478 : veuves et demi-soldiers du sous-quartier de Regnéville, 1899-1924.
- 12 P³ 479 : demi-soldiers du sous-quartier de Granville, 1899-1932.
- 12 P³ 480 : veuves et orphelins du sous-quartier de Granville, 1906-1936.
- 12 P³ 482 : extrait du registre permanent des pensions des hommes, 1911-1927.
- 12 P³ 483 : extrait du registre permanent des pensions des veuves, 1911-1927.
- 12 P³ 484 : registre des pensions éteintes du sous-quartier de Granville, 1910-1934.
- 12 P⁴ 408 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Granville, 1914.
- 12 P⁴ 409 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Regnéville, 1914.
- 12 P⁴ 410 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Granville, 1915.
- 12 P⁴ 411 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Regnéville, 1915.
- 12 P⁴ 412 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Granville, 1916.
- 12 P⁴ 413 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Regnéville, 1916-1917.
- 12 P⁴ 414 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Granville, 1917.
- 12 P⁴ 415 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Granville, 1918.
- 12 P⁴ 416 : rôles « revenus de la mer » des bâtiments de commerce du sous-quartier de Regnéville, 1918.
- 12 P⁵ 3 : matricule des bâtiments de commerce, de pêche et de plaisance du sous-quartier de Regnéville, 1891-1920.

12 P⁵ 4 : matricule des bâtiments de commerce, de pêche et de plaisance, et permis de circulation du sous-quartier de Regnéville, 1908-1929.

12 P⁵ 5 : matricule des bâtiments de commerce, de pêche et de plaisance, et permis de circulation du sous-quartier de Regnéville, 1911-1929.

12 P⁵ 22 : matricule des bâtiments de commerce, de pêche et de plaisance du sous-quartier de Granville, 1898-1920.

12 P⁷ 2 : registre d'entrées et de sorties des bâtiments, 1914-1937.

12 P⁷ 6 : remises des caisses des gens de mer, 1913-1916.

12 P⁷ 7 : remises des caisses des gens de mer, 1917-1918.

12 P⁷ 11 : recettes et dépenses de la communauté des pêcheries, 1859-1929.

12 P⁷ 14 : matricule des établissements de pêche, 1891-1945.

12 P⁷ 20 : jugements du tribunal administratif et commercial, 1902-1925.

12 P⁷ 22 : médaille de la Victoire et de la Grande Guerre, 1918-1921.

12 P⁷ 24 : contrôle nominatif des officiers mariniers et matelots du sous-quartier de Regnéville, 1907-1924.

SHD/MC, sous-série 13 P Quartier de Dunkerque

13 P⁴ 9 : matricule des capitaines au long cours et de marine marchande, et des maîtres de cabotage, 1882-1927.

13 P⁴ 10 : matricule des capitaines au long cours, 1905-1951.

13 P⁴ 11 : matricule des capitaines de marine marchande et des maîtres de cabotage, 1899-1961.

13 P⁴ 12 : matricule des pilotes et aspirants pilotes, 1882-1957.

13 P⁴ 23-38 : inscrits définitifs, vol. 4-19, 1883-1952.

13 P⁴ 39-43 : tables générales des inscrits définitifs, 1883-1949.

13 P⁴ 75 : inscrits provisoires, 1905-1921.

13 P⁴ 76 : inscrits provisoires, 1910-1927.

13 P⁴ 77 : inscrits provisoires, 1916-1929.

13 P⁴ 90 : hors de service, 1883-1930.

13 P⁴ 91 : hors de service, 1883-1930.

13 P⁴ 92 : hors de service, 1901-1953.

13 P⁴ 93 : hors de service, 1910-1953.

13 P⁴ 110 : agents du service général, 1908-1931.

13 P⁴ 130-132 : matricule tenue au syndicat des capitaines au long cours, des capitaines de marine marchande et des maîtres de cabotage, 1882-1932.

13 P⁴ 133 : matricule tenue au syndicat des pilotes et aspirants-pilotes, 1882-1932.

13 P⁶ 3 : répertoire d'armement des bâtiments de commerce et de pêche, 1906-1916.

13 P⁶ 4 : répertoire d'armement des bâtiments de commerce et de pêche, 1917-1929.

13 P⁶ 9 : répertoire de désarmement des bâtiments de commerce et de pêche, 1911-1917.

13 P⁶ 10 : répertoire de désarmement des bâtiments de commerce et de pêche, 1918-1926.

13 P⁶ 22 : répertoire de désarmement du quartier de Gravelines, 1911-1932.

Arrondissement maritime de Lorient

SHD/ML, sous-série 3 P Quartier de Belle-Île

3 P⁴ 13-18 : recueils de dépêches et de circulaires ministérielles, 1914-1919.

3 P² 168-175 : rôles de bord des bâtiments désarmés, 1914-1919.

Matricules des inscrits provisoires, inscrits définitifs et hors de service entre 1882 et la fin des années 1920 pour Belle-Île (3 P¹ 66-84), Le Palais, Sauzon, les îles d'Houat et d'Hoedic (6 P³ 66-68).

SHD/ML, sous-série 4 P Quartier de Vannes

4 P¹ 91-96 : recueils de dépêches et de circulaires ministérielles, 1914-1919.

4 P³ 2-3 : enregistrement par le syndicat de Port-Navalo des télégrammes de 1911 à 1925 et des ordres concernant la mobilisation et la guerre de 1914 à 1916 ; liasses de télégrammes, 1917-1925.

4 P⁸ 176-187 : rôles de bord des bâtiments désarmés, 1914-1919.

4 P⁶ 12-13 : matricule des bâtiments de commerce, 1904-1920.

Matricules des inscrits provisoires, inscrits définitifs et hors de service entre 1882 et la fin des années 1920 pour Vannes (4 P¹¹ 2, 6, 8, 101, 104), Séné (4 P¹¹ 109, 113-114, 119) ; l'Île aux Moines (4 P¹¹ 15, 21, 25, 122, 126) ; Port-Navalo (4 P¹¹ 29, 35-36, 41, 129, 131-132), Sarzeau (4 P¹¹ 49, 59-60, 66-67, 137, 143,

145) ; Billiers - La Roche-Bernard (4 P¹¹ 73, 75-76, 146-148) ; Pénestin (4 P¹¹ 78, 80-81, 83, 150, 152) et Damgan (4 P¹¹ 87, 92, 97, 99, 154-155).

SHD/ML, sous-séries 4 P et 5 P Quartier de Redon

4 P¹¹ 148, 158, 160 ; 5P² 24, 26-27 : matricules des inscrits provisoires, inscrits définitifs et hors de service entre 1882 et la fin des années 1920 pour Redon.

SHD/ML, sous-série 6 P Quartier d'Auray

6 P¹ 19-24 : recueils de dépêches et de circulaires ministérielles, 1914-1919.

6 P¹ 42 : registre des télégrammes officiels, 1917-1945.

6 P⁴ 203-214 : rôles de bord des bâtiments désarmés, 1914-1919.

6 P⁵ 11 : registre d'armement des bâtiments du commerce, 1902-1925.

6 P⁵ 34-35 : matricules des bâtiments du commerce, 1904-1924.

6 P⁵ 37 : matricules des bâtiments de plaisance, 1913-1928.

6 P² 5 : matricules des maîtres de cabotage du quartier d'Auray, 1886-1924.

6 P² 6 : matricules des capitaines au long cours, 1918-1922.

6 P¹ 44 : cahier de tournées et de rondes du garde maritime d'Auray, octobre 1914-mai 1921.

6 P¹ 46 : inventaire du matériel du service de l'artillerie, 1899-1927.

6 P³ 5-6 : registres matricules des pensions, 1896-1935.

6 P³ 1, 13-18 : dossiers des invalides de la Marine.

Matricules des inscrits provisoires, inscrits définitifs et hors de service entre 1882 et la fin des années 1920 pour Auray (6 P² 30, 69-75, 78-80) ; Carnac - La Trinité-sur-Mer (6 P² 55, 57) ; Larmor-Baden (6 P² 127, 134-135, 140) ; Quiberon (6 P² 99-101, 113-114, 122).

SHD/ML, sous-série 6 P⁶ Sous-quartier d'Étel

6 P⁶ 31-38, 58 : rôles de bord des bâtiments désarmés de 1914 à 1919.

SHD/ML, sous-série 7 P Quartier de Concarneau

7 P⁵ 37-39 : recueils de dépêches et de circulaires ministérielles, 1914-1916.

7 P⁴ 1-7 : rôles de bord des bâtiments désarmés à Doëlan, 1914-1919.

7 P² 20 : registre des armements des bâtiments de commerce (pêche et cabotage), 1911-1923.

7 P² 13 : matricules des bâtiments du commerce, 1913-1923.

Matricules des pilotes et aspirants pilotes du quartier de Concarneau de 1865 à 1919 : 7 P³ 21 ; des capitaines et maîtres de cabotage de 1875 à 1922 : 7 P³ 22 ; les matricules des inscrits provisoires et définitifs ne sont pas disponibles après 1913.

SHD/ML, sous-série 8 P Quartier de Groix

8 P⁴ 9, 15-18 : recueils de dépêches et de circulaires ministérielles, 1914-1919.

8 P¹ 132-143 : rôles de bord des bâtiments désarmés, 1914-1919.

8 P³ 4 : matricules des pilotes et aspirants pilotes du quartier de Groix, 1865-1919.

8 P³ 5 : matricules des capitaines et maîtres de cabotage, 1898-1924.

8 P³ 35-37 : nombre important de pièces justificatives de la caisse des gens de mer, 1914-1920, et documents non encore cotés : livres de détail, recettes et dépenses, prévoyance, pensions, secours, aide aux veuves, délégations, déplacements, etc.

Non classé ni coté : feuilles d'accidentés du travail, blessures, maladies de 1914 à 1919 ; registre des naufrages.

Non classé ni coté : quelques dossiers plus spécifiques aux questions militaires de 1914 à 1919, tels que minutes des statistiques du recrutement de l'armée de mer, mesures de protection de la pêche et du cabotage, etc.

Matricules des inscrits provisoires entre 1911 et 1925 (8 P³ 10), des inscrits définitifs de 1912 à 1920 (8 P³ 23-24) et des hors de service de 1904 à 1928 (8 P³ 31-32).

SHD/ML, sous-série 9 P Quartier de Lorient

9 P⁵ 31 : recueil de correspondance, 1911-1939.

9 P¹ 97-107 : rôles de bord des bâtiments désarmés, 1914-1919.

9 P⁴ 40-53 : recueil des rôles à l'armement des bâtiments désarmés à Port-Louis, 1914-1919.

9 P⁴ 77 : répertoire des armements des bâtiments du préposat de Port-Louis, 1900-1919.

9 P² 12 : matricules des bâtiments du commerce, 1910-1919.

9 P² 21-22, 76 : matricules des bâtiments de plaisance, 1909-1918.

Matricules des inscrits provisoires, inscrits définitifs et hors de service entre 1882 et la fin des années 1920 pour Lorient (9 P⁶ 26, 27, 41-45, 49-50 et non coté), Hennebont (non coté) ; Port-Louis (9 P³ 50, 57, 25, 122, 126 et non coté) ; Étel (non coté), Groix (non coté) ; Larmor-Plage (non coté).

Arrondissement maritime de Rochefort

SHD/MR, sous-série 3 P Quartier des Sables d'Olonne

3 P² 78-83 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

3 P² 114 : ordres et circulaires du préfet maritime et du commissaire général, 1914-1919.

3 P³ 23-27 et 34 : dépêches ministérielles du quartier de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, 1914-1918.

3 P⁴ 11-12 : correspondance départ du quartier, 1913-1919.

3 P⁵ 9-10 : correspondance départ du quartier de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, 1914-1918.

3 P⁷ 126-192, *passim* : matricules des gens de mer du quartier.

3 P⁸ 4-97, *passim* : dossiers de pension et caisses des invalides.

3 P⁹ 8-56, *passim* : dossiers de pension et caisses des invalides du quartier de Saint-Gilles.

3 P¹⁰ 168-177 : rôles d'équipage des bâtiments du commerce, 1914-1918.

3 P¹⁰ 227 : rôle d'armement des bâtiments du commerce, 1913-1929.

3 P¹⁰ 240 : rôle de désarmement des bâtiments du commerce, 1913-1924.

3 P¹¹ 87-93 : registres d'armement et de désarmement des bâtiments du commerce du quartier de Saint-Gilles, 1914-1918.

3 P¹¹ 145 et 152 : répertoires des matricules des bâtiments du commerce, 1909-1926.

3 P¹³ 3-4 : naufrages et épaves.

3 P¹³ 22 : assurances des bateaux de pêche contre les risques de guerre, 1917.

3 P¹⁶ 10-14 : journaux-livres de détail du quartier des Sables, 1914-1918.

SHD/MR, sous-série 4 P Quartier de Noirmoutier

4 P¹ 31-35 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

4 P² 25-26 : correspondance au départ, 1912-1917.

4 P² 35-36 : correspondance sur la mobilisation et le recrutement dans le syndicat de Beauvoir, 1914-1919.

- 4 P³ 9-60, *passim* : matricules des gens de mer, 1866-1953.
4 P³ 62 : pensions des marins et veuves, 1913-1934.
4 P³ 75-77 : registres de la caisse de secours des gens de mer, 1914-1918.
4 P³ 128 : constatations judiciaires de décès, 1914-1927.
4 P³ 140-141 : versements d'indemnités journalières avec rapports détaillés de blessures, 1913-1924.
4 P³ 145-146 : dossiers de pension, 1914-1921.
4 P⁴ 46-52 : rôles d'armement et de désarmement des bâtiments du commerce, 1914-1918.
4 P⁴ 95 : répertoire d'armement à la plaisance, 1916-1935.
4 P⁴ 96 : répertoires d'armement, 1918-1923.
4 P⁴ 103 et 105 : matricules des bâtiments du commerce, 1910-1934.
4 P⁴ 108 : registres d'entrée et de sortie des bâtiments du commerce, 1916-1921.
4 P⁴ 111, 115-116 et 119 : dossiers sur les épaves, 1911-1927.
4 P⁴ 125 : journal tenu par le patron du garde-pêche le *Marignane*, 1914-1922.

SHD/MR, sous-série 5 P Quartier de l'île d'Yeu

- 5 P² 8-9 : ordres et circulaires, 1916-1920.
5 P³ 28-56, *passim* : matricules des gens de mer du quartier.
5 P³ 62-76, *passim* : dossiers et registres permanents de pension.
5 P⁴ 89-99 : rôles et répertoires de désarmement des bâtiments du commerce du quartier, 1914-1918.
5 P⁴ 113 : entrée et sortie de charbon pour les bâtiments.
5 P⁴ 115 : épaves, 1908-1918.

SHD/MR, sous-série 6 P Quartier de La Rochelle

- 6 P¹ 61-66 : dépêches ministérielles, 1914-1918.
6 P² 12 : correspondance reçue, 1914-1917.
6 P⁴ 50-113, *passim* : matricules des gens de mer du quartier.
6 P⁶ 196-206 et 289 : rôles de désarmement des bâtiments de commerce du quartier, 1914-1918.
6 P⁶ 303 : matricules des bâtiments de commerce du syndicat de Marans, 1908-1920.
6 P⁶ 431-435 : rôles d'armement de bord désarmé, 1914-1918.
6 P⁸ 1 : disparus en mer, 1914-1918.

SHD/MR, sous-série 7 P Quartier de Rochefort

- 7 P¹ 72-76 : dépêches ministérielles, 1914-1918.
 7 P³ 15-16, 21-22 et 40 : correspondance départ.
 7 P⁴ 70-71 : matricules des inscrits définitifs du syndicat de Rochefort, 1912-1919.
 7 P⁶ 19 et 21 : pensions en faveur des veuves et orphelins de marins.
 7 P⁶ 39-80, *passim* : dossiers de pension et registres de secours.
 7 P⁶ 83-87 : contrôle nominatif du personnel du quartier, 1914-1918.
 7 P⁶ 90-92 : registres des inscrits du quartier de Rochefort.
 7 P⁶ 119-120 : plans de mobilisation du personnel du quartier, 1914-1918.
 7 P⁶ 129-132 : décès, disparitions et successions.
 7 P⁶ 158-163 : caisses des gens de mer, 1914-1918.
 7 P⁸ 98-102 : rôles de désarmement des bâtiments du commerce du quartier, 1914-1918.
 7 P⁸ 134 : registre d'armement des bâtiments du commerce du quartier.
 7 P⁸ 151-152 : registres d'entrée et de sortie des bâtiments du commerce, 1911-1923.
 7 P⁸ 159-160 : matricules des bâtiments du commerce.
 7 P⁸ 167-168 : registres des épaves, 1891-1917.
 7 P⁹ 19 : réquisition de navires à vapeur, 1917.
 7 P¹¹ 33-34 : tribunal maritime commercial spécial, 1916-1918.

SHD/MR, sous-série 8 P Quartier de l'île de Ré

- 8 P¹ 56-59 : dépêches ministérielles, 1914-1918.
 8 P³ 12-13 : correspondance au départ, 1911-1914, 1917-1962.
 8 P⁴ 27-122, *passim* : matricules des gens de mer, 1883-1953.
 8 P⁵ 132-136 : rôles de désarmement, 1914-1918.
 8 P⁶ 2 et 6-7 : mémoires et états de proposition pour admission à pension, 1897-1947.
 8 P⁶ 3-4 : caisse des invalides de la Marine, 1900-1933.
 8 P⁶ 5 : caisse de prévoyance et secours, 1914-1920.
 8 P⁶ 34 : caisse des gens de mers : bris et naufrages, 1899-1922.
 8 P⁷ 13 : concession et exploitation d'établissements de pêche, 1917-1922.
 8 P⁷ 176 : matricule des établissements de pêche du syndicat d'Ars-en-Ré, 1912-1929.

- 8 P⁸ 11 : matricule des bâtiments de commerce, 1912-1939.
8 P⁸ 27-29 : registres d'armement des bâtiments du commerce, 1906-1943.
8 P⁸ 33-34 : registres d'épaves, 1855-1955.
8 P⁹ 9 : contrôle nominatif, 1913-1916.

SHD/MR, sous-série 9 P Quartier de Saintes et d'Angoulême

- 9 P³ 56-79, *passim* : matricules des gens de mer du quartier.
9 P⁴ 111-116 : rôles de désarmement des bâtiments de commerce du quartier, 1914-1918.

SHD/MR, sous-série 10 P Quartier de Marennes et de Royan

- 10 P¹ 47-51 : dépêches ministérielles, 1914-1918.
10 P⁴ 52-57 : matricules des gens de mer du quartier.

SHD/MR, sous-série 11 P Quartier de l'île d'Oléron

- 11 P¹ 59-63 : dépêches ministérielles, 1914-1918.
11 P¹ 93 : ordres et décisions des autorités navales de Rochefort, 1913-1918.
11 P² 16 : correspondance au départ, 1906-1919.
11 P³ 87-118, *passim* : matricules des gens de mer du quartier.
11 P⁶ 21-22 : caisse des invalides de la marine, 1909-1923.
11 P⁷ 15-16 et 18 : documents comptables du quartier, 1913-1919.

SHD/MR, sous-série 12 P Quartier d'Arcachon

- 12 P¹ 26-28 : dépêches ministérielles, 1914-1918.
12 P² 136-210, *passim* : matricules des gens de mer, 1883-1929.
12 P³ 276-291 : rôles de désarmement des bâtiments du commerce, 1914-1918.
12 P⁴ 64-65 : rôles d'armement des bâtiments de commerce et de plaisance, 1910-1922.
12 P⁴ 90-91 : rôles de désarmement des bâtiments de commerce et de plaisance, 1914-1921.
12 P⁴ 111-112 : matricules des bâtiments de commerce, 1910-1920.

SHD/MR, sous-série 13 P Quartier de Bayonne

- 13 P² 63-67 : dépêches ministérielles, 1914-1918.
13 P² 99 : ordres de l'administrateur de l'inscription maritime de Bayonne, 1913-1920.
13 P⁴ 18-19 et 25-29 : correspondance au départ.
13 P⁶ 185-220, *passim* : matricules des gens de mer du quartier.
13 P⁶ 221-222 : pensionnaires.

13 P⁸ 329-338: rôles de désarmement des bâtiments du commerce du quartier, 1914-1918.

13 P⁸ 365-369 : rôles d'armement de bord désarmés du préposat de Port-de-Lanne, 1914-1919.

13 P⁹ 43 : matricules des bâtiments de commerce, 1914-1918.

13 P⁹ 67 et 68 : registres d'entrée et de sortie du port de Bayonne des bâtiments de commerce.

13 P⁹ 82 : dossiers de bâtiments torpillés, 1914-1918.

13 P⁹ 83 : liquidation des droits de visite des bâtiments français et étrangers, 1915-1916.

13 P¹¹ 32-35 : caisse des gens de mer, remises des ports au quartier de Bayonne, 1914-1918.

13 P¹¹ 43-110, *passim* : pensions, caisses des invalides et documents sur les veuves et orphelins de marins.

13 P¹² 13-15 : journaux des recettes du service de l'inscription maritime de Bayonne, 1913-1918.

13 P² 20-22 : journaux des dépenses du service de l'inscription maritime de Bayonne, 1913-1918.

SHD/MR, sous-série 14 P Quartier de Dax

14 P⁴ 42 : registres d'armement des bâtiments du commerce du quartier.

14 P³ 51-57, *passim* : matricules des gens de mer du quartier.

SHD/MR, sous-série 15 P Quartier de Saint-Jean-de-Luz

15 P³ 118 : matricules des inscrits définitifs du préposat de Saint-Jean-de-Luz.

15 P⁴ 102-104 : rôles d'armement de bord désarmés des bâtiments du commerce, 1914-1920.

15 P⁵ 8 : répertoires de désarmement des bâtiments du commerce.

15 P⁷ 7 : livre de détail (recettes et dépenses) du préposat de Saint-Jean-de-Luz, 1907-1916.

SHD/MR, sous-série 16 P Quartier de Bordeaux et quartiers du département de la Gironde

16 P¹ 179-197 : dépêches ministérielles, 1914-1918.

16 P² 7 : lettres et ordres du préfet maritime, 1912-1917.

16 P² 10 : ordres et communications du chef de service, 1913-1919.

16 P² 15-16 : lettres au ministre, 1913-1918.

16 P² 28 : lettres aux autorités, 1913-1918.

- 16 P² 62 : correspondance au départ de Pauillac, 1908-1918.
16 P³ 10 et 11 : inscrits provisoires du quartier de Bordeaux, syndicat de Bordeaux, 1896-1921.
16 P³ 23 et 24 : inscrits provisoires du quartier de Bordeaux, syndicat de Lormont, 1916.
16 P³ 63 : inscrits définitifs du quartier de Bordeaux, syndicat de Bordeaux, 1914.
16 P³ 67 : inscrits définitifs du quartier de Bordeaux, syndicat de Podensac, 1916.
16 P³ 99 : inscrits définitifs du quartier de Libourne, syndicat de Branne, 1914.
16 P³ 114 : inscrits définitifs du quartier de Pauillac, syndicat de Verdon, 1915.
16 P³ 131 : hors de service du quartier de Bordeaux, syndicat de Bordeaux, 1915.
16 P³ 149 : hors de service du quartier de Pauillac, syndicat de Pauillac, 1916.
La suite de la sous-série SHD/MR 16 P en cours de classement.

Arrondissement maritime de Toulon

SHD/MT, sous-série 1 P Quartier de Toulon

- 1 P³ 60 : correspondance, 1916-1918.
1 P⁴ 1-233 : matricules du personnel, 1724-1930.
1 P⁵ 28 : bateaux de plaisance et de batelage : enregistrement des permis, 1912-1924.
1 P⁶ 8 : entrées et sorties des bâtiments, 1902-1915.
1 P⁸ 201-209 : rôles de désarmement au commerce et à la pêche, Toulon et La Seyne, 1914-1919.
1 P⁹ 22 : répertoire des armements au commerce et à la pêche, 1914-1931.
1 P⁹ 23 : répertoire des désarmements au commerce et à la pêche, 1908-1919.
1 P¹⁰ 2 : contrôle nominatif de solde, 1914-1917.
1 P¹⁰ 9 : pensionnaires¹, 1901-1938.
1 P¹⁰ 10 197-10 217 : livrets matriculaires, xx^e siècle.

¹ Voir aussi SHD/MT, sous-série 1 Q.

SHD/MT, sous-série 2 P Sous-quartier d'Hyères

- 2 P 33-54 : matricules du personnel, 1776-1933.
- 2 P 116-121 : rôles de désarmement commerce et pêche, 1914-1919.
- 2 P 129 : répertoire des armements au commerce et à la plaisance, 1903-1923.
- 2 P 130-131 : répertoire des désarmements au commerce et à la plaisance, 1864-1923
- 2 P 136 : registre des entrées et sorties des bâtiments de commerce du syndicat du Lavandou, 1877-1918.

SHD/MT, sous-série 3 P Quartier de La Seyne

- 3 P 242-253 : matricules du personnel du syndicat de Saint-Mandrier, 1843-1930.
- 3 P 254-269 : matricules du personnel du syndicat de Bandol, 1738-1930.
- 3 P 314-331 : matricules du personnel du syndicat de Sanary, 1785-1933.
- 3 P 362-378 : matricules du personnel du syndicat de Six-Fours, 1785-1921.
- 3 P 443 : rôles de désarmement, 1914.
- 3 P 444-460 : matricules du personnel, 1843-1945.
- 3 P 462 : entrées et sorties des bâtiments, 1888-1918.
- 3 P 464 : armements à la pêche, 1918.
- 3 P 466 : registre des désarmements au commerce, 1895-1922.
- 3 P 473 : matricule des bâtiments de pêche et de plaisance, 1881-1922.
- 3 P 477 : visite du port Saint-Elme et du Creux Saint-Georges, 1914-1934.
- 3 P 478 : contrôle nominatif des agents de l'inscription maritime, 1905-1946.

SHD/MT, sous-série 4 P Quartier de Saint-Tropez

- 4 P 24-28 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.
- 4 P 310 : matricule des pensions militaires de Fréjus, 1884-1917.
- 4 P 322 : matricule des bâtiments de plaisance de Saint-Raphaël, 1911-1922.
- 4 P 366 : circulaires préfectorales, lettres et notes de service du syndicat de Sainte-Maxime, 1899-1915.
- 4 P 407-412 : rôles de désarmement, 1914-1919.

- 4 P 455 : répertoire des armements au commerce, 1914-1931.
4 P 460 : répertoire des désarmements au commerce, 1903-1923.
4 P 464 : répertoire des armements à la plaisance, 1912-1921.
4 P 469 : matricule des bâtiments de plaisance, 1910-1934.
4 P 479 : matricule des bâtiments de pêche, 1910-1923.
4 P 508-512 : rôles de désarmement, 1914-1920.
4 P 517 : répertoire des armements, 1897-1922.
4 P 518 : répertoire des désarmements, 1897-1922.
4 P 519-555 : matricules du personnel, 1865-1968.
4 P 561 : livre journal dépenses et recettes, 1910-1918.
4 P 563 : contrôle nominatif des administrateurs et gardes maritimes, 1918-1933.
4 P 569-571 : registre du courrier départ, 1914-1921.
4 P 577-585 : dossiers divers du syndicat de Saint-Raphaël, vers 1868-vers 1966.
4 P 586-587 : matricules du personnel, 1888-1913.
4 P 590 : grand livre journal des avance au commerce, 1874-1925.
4 P 592 : matricule des agents du service général (n° 1 à 4), 1915-1924.

SHD/MT, sous-série 8 P Quartier de Narbonne

- 8 P² 1-66 : matricules du personnel, officiers et matelots, 1716-1953.
8 P³ 1-46 : matricules du personnel, mousses, novices, ouvriers, apprentis, hors de service, 1799-1959.
8 P⁴ 1-6 : tables alphabétiques du personnel, 1788-1883 et s.d.
8 P⁶ 5 : répertoire des armements, 1892-1918 ; demi-soldes et pensions, 1891-1903 ; pensionnaires de la caisse des invalides (hommes), 1915-1921 ; table des pensions de la caisse des invalides (veuves), 1915-1921 ; table des pensions de la caisse de prévoyance, s.d. ; secours accordés sur la caisse des invalides, 1915-1928 ; secours accordés par le comité de fraternité américain pour les orphelins de guerre, 1915-1918.
8 P⁶ 14 : répertoire des désarmements de Narbonne et de La Nouvelle, 1912-1925.
8 P⁶ 15 : répertoire des désarmements de La Nouvelle, 1903-1929.
8 P⁷ 140-147 : rôles de désarmement, 1914-1919.

SHD/MT, sous-série 9 P Quartier de Port-Vendres

- 9 P¹ 44-48 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.

- 9 P¹ 77 : dépêches ministérielles et ordres confidentiels reçus, 1903-1917.
- 9 P⁴ 1-74 : matricules du personnel, 1798-1927.
- 9 P⁵ 1-13 : matricules des bâtiments, 1828-1955.
- 9 P⁶ 237-244 : rôles de désarmement, 1914-1919.
- 9 P⁷ 4 : répertoire des désarmements au commerce, 1912-1927.
- 9 P⁷ 6 : répertoire des armements au commerce, 1889-1927.
- 9 P⁹ 4-44 : matricules du personnel du sous-quartier de Saint-Laurent de-La-Salanque, 1826-1937.
- 9 P⁹ 46-54 : matricules des bâtiments du sous-quartier de Saint-Laurent-de-La-Salanque, 1853-1948.
- 9 P⁹ 60-63 : répertoires des armements et désarmements du sous-quartier de Saint-Laurent-de-La-Salanque, 1897-1935.
- 9 P⁹ 98-103 : rôles de désarmement du sous-quartier de Saint-Laurent-de-La-Salanque, 1914-1919.
- 9 P¹¹ 3 : enquête sur les naufrages et incidents en mer, 1917 ; affaire de la coopérative *La Confiance* de Collioure, 1907-1920.
- 9 P¹¹ 4 : dossiers d'affaires dont naufrage de la goélette *La Joconde*, 1917 ; saisie de barques espagnoles, 1917-1934.
- 9 P¹¹ 5 : renseignements et avis relatifs à la guerre, 1916-1918.
- 9 P¹¹ 7-53 : matricules du personnel, 1865-1963.
- 9 P⁴ 7 273-7 326 : livrets matriculaires, xx^e siècle.

SHD/MT, sous-série 10 P Quartier d'Agde

- 10 P¹ 1-33 : matricules du personnel, officiers mariniers, matelots, an XI-1925.
- 10 P² 1-23 : matricules du personnel, mousses, novices, ouvriers, apprentis, hors de service, pensionnaires, an XII-1935.
- 10 P⁴ 127-134 : rôles de désarmement à la pêche, 1914-1919.
- 10 P⁶ 7 : répertoire d'armements, 1905-1918.
- 10 P⁶ 11 : répertoire d'armements à la plaisance, 1912-1947.
- 10 P⁶ 16 : répertoire de désarmements, 1914-1922.
- 10 P⁷ 1 : entrées et sorties des navires, 1915-1940.
- 10 P⁹ 1-39 : matricules officiers mariniers, matelots, mousses, novices, inscrits provisoires, inscrits définitifs, hors de service, 1850-1960.
- 10 P¹⁰ 1-8 : pensions, 1895-1960.

SHD/MT, sous-série 11 P Quartier de Sète

- 11 P 12-16 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.
- 11 P 32-33 : correspondance au départ, 1914-1919.
- 11 P 44 : contrôle nominatif des agents de l'inscription maritime, 1917-1926.
- 11 P¹ 1-71 : matricules du personnel, officiers, matelots, 1736-1956.
- 11 P² 1-58 : matricules du personnel, mousses, novices, ouvriers, apprentis, hors de service, pensionnaires, 1736-1935.
- 11 P³ 327-348 : rôles de désarmement, 1914-1919.
- 11 P⁸ 2 : école navale du Bousquet, 1908-1925.
- 11 P⁸ 3 : inscrits placés en sursis pour la navigation commerciale, 1914-1918.
- 11 P⁸ 6 : pensions, 1894-1930.
- 11 P⁹ 7-21 : matricules du personnel du quartier d'Aigues-Mortes, 1850-1957.
- 11 P⁹ 85-90 : rôles de désarmement du quartier d'Aigues-Mortes, 1914-1919.
- 11 P⁹ 108 : répertoire des armements du quartier d'Aigues-Mortes, 1899-1926.
- 11 P¹⁰ 1-13 : matricules des personnels des syndicats de Bouzigues, Mèze, Palavas, Lunel, 1850-1919.
- 11 P¹⁰ 14-24 : matricules des personnels du syndicat de Mèze, 1850-1933.
- 11 P¹⁰ 25-36 : matricules des personnels du syndicat de Palavas, 1865-1933.
- 11 P¹¹ 7-21 : matricules du personnel, 1865-1934.

SHD/MT, sous-série 13 P Quartier de Marseille

- 13 P¹ 90-99 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (un article par semestre).
- 13 P¹ 163-167 : répertoires des dépêches ministérielles et ordres, 1914-1918 (un article par an).
- 13 P² 31-35 : correspondance générale à l'arrivée, 1914-1918 (un article par an).
- 13 P³ 18-20 : enregistrement du courrier départ, 1914-1918.
- 13 P⁴ 55 : jugements du tribunal maritime de commerce, 1918-1920.
- 13 P⁵ 1-564 : matricules du personnel, 1760-1960.

13 P⁸ 114-115 : registres d'armements de plaisance et permis de circulation, 1914-1920.

13 P⁹ 929-934 : répertoires des désarmements, 1914-1919 (un article par an).

13 P⁹ 966-1055 : rôles de désarmement, 1914-1919

Série continue, 13 P 7 261-7 272 : livrets matriculaires, xx^e siècle.

SHD/MT, sous-série 14 P Quartier de La Ciotat

14 P 117 : correspondance générale, 1911-1920.

14 P 120 : ordres permanents, 1907-1915.

14 P 123 : correspondances diverses ; plan de Cassis et de La Ciotat, 1896-1915.

14 P 126 à 184 : matricules du personnel, 1787-1927.

14 P 196 : entrées et sorties des bâtiments, 1903-1914.

14 P 277 à 282 : rôles de désarmement à la pêche, 1914-1919 (un article par an).

14 P 330 : matricule des bâtiments de plaisance, 1903-1915.

14 P 333 à 351 : matricules du personnel, 1860-1958.

14 P¹ 1-12 et 16-18 : matricules du personnel du syndicat de Cassis, 1776-1947.

SHD/MT, sous-série 15 P Quartier d'Arles

15 P³ 1 à 127 : matricules du personnel, 1785-1940.

15 P⁶ 1 : répertoire analytique des lois, ordonnances, décisions relatives au service de l'inscription maritime à Arles (recueil méthodique), 1681-1937.

SHD/MT, sous-série 16 P Quartier de Martigues

16 P³ 1-140 : matricules du personnel, 1704-1934.

16 P⁴ 216-231 : rôles de désarmement, 1914-1919.

16 P⁶ 2 : délibération du conseil d'administration de l'orphelinat-école maritime de Martigues, 1912-1917.

16 P⁶ 8 : journal de bord du garde-pêche *Marseillan*, 1907-1914.

16 P⁶ 16 : répertoire des armements, 1906-1921.

16 P⁶ 21-41 : matricules du personnel ouvertes en 1883.

SHD/MT, sous-série 17 P Quartier de Cannes

17 P 1-76 et 219-231 : matricules du personnel².

17 P 212-215 : copies de dépêches ministérielles, 1914-1917 (un article par an)².

17 P 234 : registre d'armement des bâtiments de commerce, 1903-1923².

² Consultables uniquement sur microfilm aux AD des Alpes-Maritimes.

17 P 257 à 262 : rôles de désarmement, 1914-1919 (un article par an).

17 P 299 : registre de désarmement, 1910-1920.

17 P 303 : matricule des bâtiments de plaisance, 1908-1925³.

17 P 311 : matricule des bâtiments de pêche et de commerce, 1901-1929³.

17 P 322 : registre des établissements de pêche, 1889-1943³.

17 P 323 à 325 : matricules du personnel, 1914-1946³.

17 P 333 : matricule des agents du service général, 1915-1926.

17 P 334 : registre de la prud'homie de Cannes, 1806-1951.

SHD/MT, sous-série 18 P Quartier d'Antibes

(Consultables uniquement sur microfilm aux AD des Alpes-Maritimes).

18 P 1-121bis et 309-312 : matricules du personnel, 1736-1933.

18 P 227-231 : rôles de désarmement, 1914-1919.

18 P 243 : répertoire d'armement et désarmement au commerce et à la plaisance, 1913-1922.

18 P 244 : répertoire d'armement à la plaisance, 1916-1927.

18 P 248 : répertoire de désarmement des bâtiments du commerce, 1913-1927.

18 P 294-298 : copies de dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (un article par an).

18 P 308 : registre de correspondance active, 1913-1919.

18 P 313-314 : matricules des bâtiments du commerce, 1889-1930.

SHD/MT, sous-série 19 P Service de la marine en Corse, 1768-1939.

(pour mémoire : ces archives sont en dépôt aux AD de Haute-Corse).

SHD/MT, sous-série 20 P Quartiers de Corse, 1768-1970

(pour mémoire : ces archives sont en dépôt aux AD de Haute-Corse).

SHD/MT, sous-série 21 P Algérie.

21 P 1-121 : matricules du personnel, 1854-1955.

21 P¹ 1-39 : matricule des bâtiments, 1873-1882 et 1902-1976.

21 P³ 30 : répertoire des armements, Bône, 1910-1925.

21 P³ 32 : répertoire des armements, Bougie, 1901-1935.

21 P³ 33 : répertoire des armements, Oran, 1901-1915.

21 P⁴ 26-27 : répertoires des désarmements, Philippeville, 1910-1932.

³ Également consultable sur microfilm aux archives municipales de Cannes.

21 P⁶ 1-15 : rôles de désarmement, Oran, 1914-1919.
21 P⁶ 182-203 : rôles de désarmement, Alger, 1914-1919.
21 P⁶ 313-321 : rôles de désarmement, Philippeville, 1914-1920.
21 P⁶ 341-346 : rôles de désarmement, Bône, 1914-1919.
Par ailleurs, une sous-série 21 P⁷ (dossiers individuels, archives de santé, procès-verbaux de visite des bateaux) n'est ni classée ni inventoriée.

Série continue, 21 P 7235-7260 : livrets matriculaires, xx^e siècle.

SHD/MT, sous-série 22 P Indochine

22 P 2-6 : rôles de désarmement, Saïgon, 1915-1919.

22 P 44-46 : rôles de désarmement, Haiphong, 1913-1921.

SHD/MT, sous-série 24 P Quartier de Nice

24 P 149-153 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918 (un article par an).

24 P 166 : répertoire de dépêches et notes de principe, 1901-1923.

24 P 182-183 : courrier départ, 1914-1921.

24 P 185-198 : matricules du personnel, 1860-1932.

24 P 200 : contrôle du casier de mobilisation de l'armée de Nice, 1888-1927.

24 P 211-212 : répertoires d'armement des bâtiments de commerce, 1885-1930.

24 P 218 : répertoire de désarmement des bâtiments de commerce, 1906-1921.

24 P 292-296 : rôles de désarmement, cabotage, bornage et pêche, 1914-1919.

24 P 373 : répertoire d'armement des bâtiments de plaisance, 1894-1928.

24 P 376 : naufrages et épaves, 1881-1924.

24 P 378 : état memento de la pêche, 1895-1922.

24 P 379-389 : matricules du personnel du syndicat de Menton, 1864-1940.

24 P 391-392 : matricules des bâtiments de commerce et de plaisance du syndicat de Menton, 1900-1925.

24 P 397 : répertoire de désarmement des bâtiments de commerce du syndicat de Menton, 1906-1925.

24 P 451-454 : rôles de désarmement du syndicat de Menton, pêche, cabotage, bornage, 1914-1921.

24 P 457 : répertoire d'armement des bâtiments de plaisance du syndicat de Menton, 1888-1921.

Les articles 185 à 457 sont consultables uniquement sur microfilm aux AD des Alpes-Maritimes.

SHD/MT, sous-série 25 P 1 à 104 Quartier de Villefranche, 1860-1951
(pour mémoire : en dépôt aux AD des Alpes-Maritimes)

Lieu de conservation CHA, Brest, Cherbourg, Lorient,
Rochefort, Toulon

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

Répertoires numériques dactylographiés ou imprimés pour la plupart des sous-séries P de l'ensemble des ports.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)



PERSONNEL DE CARRIÈRE DE LA MARINE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (ports), série M
<i>Niveau de description</i>	Groupe d'articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919
<i>Nom du producteur</i>	Dépôts des équipages de la Flotte

Histoire administrative

Sous l'Ancien Régime, l'essentiel du personnel n'étant pas employé à plein temps par la Marine, les modalités de recrutement passent essentiellement par l'inscription maritime. À partir du XIX^e siècle, au fur et à mesure de la professionnalisation des marins d'État, chaque préfecture ou arrondissement maritime dispose d'un dépôt des équipages, puis, au cours du XX^e siècle, d'un bureau de recrutement où sont tenus à jour les matricules de l'ensemble du personnel militaire de la Marine. Le développement des spécialités des équipages de la Flotte entraîne par ailleurs au XIX^e siècle la création d'écoles de formation.

Historique de la conservation Versements réglementaires

Présentation du contenu

La série M, qui réunit les registres de matricules, est la plus riche source d'informations sur le personnel militaire de la Marine et sur son recrutement dans les ports pendant la Première Guerre mondiale. Elle offre des pièces permettant de suivre la mobilisation des troupes et leur engagement dans le conflit.

Brest

SHD/MB, sous-série 1 M Registres matricules des officiers mariniers et marins

1 M 296-327 : 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 3 M Registres matricules d'inscrits maritimes

3 M 6-7 : 1913-1919.

SHD/MB, sous-série 5 M Registres matricules du personnel immatriculé à Dakar

5 M 1-18 : 1869-1926.

- SHD/MB, sous-série 6 M Registres complémentaires*
 6 M 19-21 : officiers des vaisseaux, 1914-1918.
 6 M 29 : officiers des équipages, 1918.
 6 M 36 : mécaniciens principaux, 1914.
 6 M 45 : personnel du commissariat, 1914.
 6 M 52 : comptables, 1918.
 6 M 67 : ingénieurs des constructions navales, 1918.
 6 M 76-77 : agents techniques, 1914-1917.
 6 M 87 : armuriers, 1913-1917.
 6 M 92 : guetteurs sémaphoristes, 1917-1918.
 6 M 116-123 : retraités, 1914-1918.
 6 M 133-138 : réservistes, 1914-1918.

Cherbourg

- SHD/MC, sous-série 3 M Effectifs de la Marine*
 3 M 1-5, 7 et 10 : registres matricules du personnel militaire de la Marine du 1^{er} arrondissement maritime, 1914-1918.
- SHD/MC, sous-série 4 M Contrôles nominatifs des officiers et du personnel civil*
 4 M 9-10, 22 et 84-116 : contrôles nominatifs du personnel de la Marine, 1914-1918.
- SHD/MC, sous-série 5 M Marins mobilisés, réservistes et ouvriers du port*
 5 M 9 : registres matricules et contrôles nominatifs des marins réservistes et mobilisés, 1914-1918.
- SHD/MC, sous-série 8 M Dossiers individuels de pension et répertoires alphabétiques tenus par la section matricules de la direction du commissariat de la Marine*
- SHD/MC, sous-série 12 M Troupes et ouvriers de l'artillerie de Marine de Cherbourg*
 12 M 81-82 : registres matricules, 1914-1918.
- SHD/MC, sous-série 15 M*
 15 M, *passim* : livrets de solde du dépôt des équipages de la Flotte du 1^{er} arrondissement maritime, 1914-1918.

Lorient

- SHD/ML, série M Collection des matricules des officiers mariniers et des marins du 3^e dépôt des équipages de la Flotte (depuis 1857)*
 1 M² 58-73 : matricules n° 27848 à 34126, 1914-1919.

- 1 M⁴ 5 et 7 : matricules des armuriers.
- 1 M⁵ 4-5 : matricules des marins vétérans.
- 1 M⁷ 5-6 : matricules des officiers.
- 1 M⁷ 9-10 : matricules des officiers mécaniciens.

Rochefort

SHD/MR, série M *Collection des matricules du personnel de la marine du 4^e dépôt des équipages de la Flotte :*

- agents du commissariat et de l'inscription maritime, 1914-1918 ;
- officiers de marine, 1914-1918 ;
- officiers de réserve, 1914-1918 ;
- officiers du commissariat, 1914-1918 ;
- officiers des équipages de la Flotte, 1914-1918 ;
- mécaniciens du génie maritime, 1914-1918.

Toulon

SHD/MT, sous-série 1 M¹ Matricules du personnel militaire non officier
 1 M¹ 1-1068 : registres matriculaires des équipages de ligne, puis division des équipages de la Flotte, puis 5^e dépôt (1825-1951), Afrique du Nord (1899-1950), Indochine (1908-1954).

SHD/MT, sous-série 1 M² Rôles d'équipage de la division de Toulon et du 5^e dépôt

- 1 M² 1932/1 - 2291/2 : rôles du 5^e dépôt, 1914-1918.
- 1 M² 3816 : registre alphabétique des déserteurs de Toulon, 1907-1943.
- 1 M² 3830-3831 : *idem*, Brest, 1880-1945.
- 1 M² 3832 : *idem*, Cherbourg, 1905-1950.
- 1 M² 3833 : *idem*, Lorient, 1884-1940.
- 1 M² 3835-3836 : *idem*, Rochefort, 1883-1946.
- 1 M² 3839 : registre alphabétique des déserteurs indigènes de Bizerte, 1917-1957.
- 1 M² 3858 : inventaire des rôles des équipages du 5^e dépôt, 1910-1920.
- 1 M² 3907 : table explicative de 1 M², s.d.

SHD/MT, sous-série 1 M³ Matricules des officiers et assimilés et du personnel civil

- 1 M³ 1-196 : registres matriculaires des officiers et assimilés, et entretenus civils et militaires, vers 1817-vers 1936.

SHD/MT, sous-série 3 M Livrets matriculaires, XIX^e-XX^e siècles

Lieu de conservation CHA, Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort, Toulon

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

P. Henwood. *Répertoire numérique des sous-séries 1 M, 3 M, 5 M et 6 M de Brest*. Brest : SHM, 1983.

R. Magistris. *Répertoire numérique de la sous-série 4 M de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1983.

H. Legentil. *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 5 M de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 2001.

G. Petit. *Répertoire alphabétique de la sous-série 8 M de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1988.

H. Legentil. *Répertoire numérique de la sous-série 12 M de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 2001.

Inventaire-index de la sous-série 15 M de Cherbourg. Cherbourg : SHM, 2009.

G. Beauchesne. *Répertoire numérique de la sous-série 1 M de Lorient*. Lorient : SHM, 1977.

Répertoire nominatif des matricules des marins du 4^e dépôt des équipages de la Flotte (Rochefort). Rochefort : SHM, s.d.

M. Forget, C. Jeannin, M.-P. Kersclaven, J.-E. Rouet et V. Mollet. *Répertoires numériques des sous-séries 1 M de Toulon*. Toulon : SHM, s.d.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)

INTENDANCE MARITIME

<i>Référence</i>	SHD, Marine (ports), série E
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	Environ 1 400 articles
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918
<i>Nom du producteur</i>	Directions de l'intendance maritime

Histoire administrative

Une administration locale de la Marine à caractère permanent apparaît à l'époque de Colbert, dans le même temps que la structure centrale. Dominée par la personnalité de l'intendant de marine, elle est chargée de gérer les arsenaux en plein développement et leurs effectifs croissants.

Des chefs de services aux titres évolutifs prennent les relais des intendants, en se repliant désormais sur une dimension administrative au service du commandement incarné, à partir de 1800, par les préfets maritimes : commissaires généraux, inspecteurs généraux, chefs d'administration...

Cette organisation se stabilise ensuite grâce à l'établissement des commissariats locaux de la Marine, qui prennent en charge l'ensemble des questions de soutien dans les ports et arsenaux.

Historique de la conservation Versements réglementaires

L'essentiel du fonds de Lorient a été détruit par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Par ailleurs, des transferts entre les différents services d'archives des ports ont conduit à un regroupement à Brest de la majeure partie des rôles d'équipage de la marine de guerre, pour les arrondissements maritimes de Brest, Lorient et Rochefort.

Présentation du contenu

Outre les dossiers de correspondance, les fonds d'archives des services administratifs locaux de la Marine contiennent de très nombreux contrôles nominatifs et des matricules du personnel de la Marine dans les ports. Les dossiers tenus entre 1914 et 1918 sont donc précieux

pour connaître le sort du personnel des arsenaux pendant la Première Guerre mondiale. C'est également dans ce fonds que sont conservées les collections de rôles d'équipage, qui apportent quantité d'informations sur les bâtiments armés par la Marine pendant cette période, mais aussi sur l'ensemble des unités de la Marine de la Manche et de l'Atlantique.

Brest

SHD/MB, sous-série 3 E² Service de la solde de Brest, contrôle du personnel

- 3 E² 240-351 : contrôles nominatifs à Brest, 1914-1918.
- 3 E² 577-595 : *idem*, Lorient, 1914-1918.
- 3 E² 736-795 : *idem*, Rochefort, 1914-1918.
- 3 E² 958-962 : *idem*, Ruelle, 1914-1918.
- 3 E² 991-995 : *idem*, Indret, 1914-1918.
- 3 E² 1024-1028 : *idem*, Guérigny, 1914-1918.

SHD/MB, sous-série 4 E Rôles d'équipage

- 4 E 1545-1552, 1736-1744, 1944-1952, 2196-2204, 2509-2515 : artillerie de front de mer de Brest, 1914-1918.
- 4 E 1553-1555, 1745, 1953, 2205 : *idem*, Lorient, 1914-1918.
- 4 E 1557-1558, 1748, 1956-1957, 2208-2210, 2517-2518 : atelier central de Brest, 1914-1918.
- 4 E 1559, 1749, 1958, 2211 et 2219 : *idem*, Lorient, 1914-1918.
- 4 E 1560-1561, 1750-1752, 1959, 2212, 2520 : *idem*, Rochefort, 1914-1918.
- 4 E 1753-1755, 1960-1962 : auto-canons de Rochefort, 1915-1916.
- 4 E 2521 : base de Rouad, 1918.
- 4 E 1646 : canonnières de la Seine, 1914.
- 4 E 1756-1758, 1963-1965, 2237-2239 : canonnières fluviales de Brest, 1915-1917.
- 4 E 1975-1983, 2227-2236, 2531-2538 : canonniers marins de Lorient, 1916-1918.
- 4 E 2185-2186, 2495-2499 : centre d'armement des bâtiments de commerce de Bordeaux, 1917-1918.
- 4 E 2555 : centre d'aviation d'Aveiro, 1918.
- 4 E 2253-2254, 2550-2551 : *idem*, Bayonne, 1917-1918.
- 4 E 2246 : *idem*, Brest, 1917.
- 4 E 2247-2248, 2545-2546 : *idem*, Camaret, 1917-1918.

- 4 E 2252 : *idem*, Dakar, 1918.
- 4 E 2252 et 2253 : *idem*, Hourtin, 1917-1918.
- 4 E 2249 et 2547 : *idem*, Lorient, 1917-1918.
- 4 E 1991, 2251 et 2548-2549 : *idem*, Rochefort, 1916-1918.
- 4 E 2250 et 2554 : *idem*, Tréguier, 1917-1918.
- 4 E 2255-2257 et 2556-2557 : centre de ballons captifs de Brest, 1917-1918.
- 4 E 2558 : *idem*, Lorient, 1918.
- 4 E 2561 : *idem*, Royan, 1918.
- 4 E 2559 : *idem*, Sablanceaux, 1918.
- 4 E 2258, 2560 : *idem*, Saint-Nazaire, 1917-1918.
- 4 E 2259-2260, 2618-2619 : centre de dirigeables de Guivapas, 1916-1918.
- 4 E 2261-2262, 2620 : *idem*, Paimboeuf, 1917-1918.
- 4 E 2263-2266, 2621-2622 : *idem*, Rochefort, 1917-1918.
- 4 E 2267, 2562-2564 : centre naval de New York, 1917-1918.
- 4 E 2565-2566, 2863-2865 : *idem*, Savannah, 1918-1919.
- 4 E 2268, 2730 : centre de perfectionnement TSF du Parc au Duc, 1917-1918.
- 4 E 1774-1775, 1992-1995 : chalutiers de l'Océan, 1915-1916.
- 4 E 1593-1594, 1791-1792, 2016-2018, 2295-2297, 2585-2586 : défense fixe de Brest, 1914-1918.
- 4 E 1597, 1790, 2015, 2294, 2584 : *idem*, Fort-de-France, 1914-1918.
- 4 E 1595-1596, 1793-1794, 2019, 2298, 2587-2588 : *idem*, Lorient, 1914-1918.
- 4 E 1601-1607, 1797-1807, 2024-2034, 2404-2412, 2593-2601 : dépôt de Paris, 1914-1918.
- 4 E 1615-1616, 1815, 2043, 2182-2184, 2489-2492 : direction du port de Brest, 1914-1918.
- 4 E 1617-1618, 1816-1817, 2044-2046, 2214, 2309-2311, 2612-2614 : *idem*, Lorient, 1914-1918.
- 4 E 1619-1621, 1818-1820, 2047-2048, 2312-2314, 2615-2617 : *idem*, Rochefort, 1914-1918.
- 4 E 2315-2317, 2608-2611 : division des patrouilles de Bretagne, 1917-1918.

- 4 E 2319-2323, 2493-2494, 2627-2631 : *idem*, Gascogne, 1917-1918.
- 4 E 2318, 2623-2626 : *idem*, Loire, 1917-1918.
- 4 E 1821 : dragueurs de l'Adriatique, 1915.
- 4 E 1636-1637 : école des mécaniciens de Brest, 1914.
- 4 E 1638, 1831-1832, 2059-2060, 2333-2334, 2640-2643 : *idem*, Lorient, 1914-1918.
- 4 E 2065 et 2345 : escadrille de patrouilles du Maroc, 1916-1917.
- 4 E 2346 et 2652 : *idem*, Portugal, 1917-1918.
- 4 E 2082 et 2653 : *idem*, Terre-Neuve, 1916-1918.
- 4 E 1653, 1847, 2082 : front de mer de Basse-Loire, 1914-1916.
- 4 E 2361 et 2668 : *idem*, Rochefort, 1917-1918.
- 4 E 1655 : groupe de réserve de Lorient, 1914.
- 4 E 2398, 2707-2708 : commandement de la Marine à Bayonne, 1917-1918.
- 4 E 2399-2400, 2704-2706 : *idem*, Nantes, 1917-1918.
- 4 E 2401-2403, 2709-2710 : *idem*, Saint-Nazaire, 1917-1918.
- 4 E 2452, 2749-2751 : sous-marins de Brest, 1917-1918.
- 4 E 1714-1716, 1916-1919, 2158-2160, 2462-2465 : torpilleurs et sous-marins de Brest, 1914-1917.
- 4 E 2756-2758 : torpilleurs de Brest, 1918.

SHD/MB, sous-série 4 E Rôles d'équipages de 170 bâtiments à la mer, 1914-1918

- 4 E 1539-1544, 1556, 1562-1567, 1569-1600, 1608-1614, 1622-1635, 1639-1645, 1647-1652, 1654, 1656-1689, 1691-1713, 1717-1732 : année 1914.
- 4 E 1733-1735, 1746-1747, 1759-1773, 1776-1789, 1795-1796, 1808-1814, 1822-1830, 1833-1846, 1848-1853, 1858-1886, 1888-1915, 1920-1934 : année 1915.
- 4 E 1935-1943, 1954-1955, 1966-1974, 1984-1990, 1996-2014, 2020-2023, 2035-2042, 2049-2058, 2061-2066, 2068-2081, 2083-2157, 2161-2174 : année 1916.
- 4 E 2175-2181, 2187-2195, 2206-2207, 2213, 2215-2226, 2240-2245, 2269-2293, 2299-2308, 2324-2332, 2335-2344, 2347-2360, 2362-2397, 2413-2451, 2453-2461, 2466-2480 : année 1917.
- 4 E 2481-2488, 2500-2508, 2516, 2522-2530, 2539-2544, 2567-

2583, 2589-2592, 2602-2607, 2632-2639, 2644-2651, 2654-2703, 2711-2729, 2731-2748, 2752-2755, 2759-2775 : année 1918.

Cherbourg

SHD/MC, série E Services administratifs de l'intendance maritime et du commissariat de la Marine (1774-1939)

1 E¹⁴ 18-21 : registres du commissariat de la Marine, ordres, rapports, instructions, enquêtes, réorganisations, 1914-1920.

1 E¹⁵ 142-157, 162-166 : dépêches ministérielles, 1914-1918, 1920.

1 E¹⁷ 1 : correspondance du chef de service de la solde, 1919.

Lorient

SHD/ML, sous-série 3 E Commission de réforme (1907-1934)

3 E² 9-27 : procès-verbaux de la commission de réforme du port de Lorient, 1914-1919.

Rochefort

SHD/MR, sous-série 3 E³ Collection des rôles d'équipages du 4^e dépôt des équipages de la Flotte de Rochefort

3 E³ 709-818 : 1914-1918 (registres n°230 à 339).

Toulon

SHD/MT, sous-série 1 E Commissaire général, directeur de l'intendance (1689-1966)

1 E² 1126-1194 : lettres reçues du ministre de la Marine, 1914-1918.

1 E³ 109-110 : ordres du directeur de l'intendance, 1912-1921.

1 E³ 111 : ordres reçus du préfet maritime, 1918.

1 E⁴ 243-261 : lettres au préfet maritime, 1914-1918.

1 E⁸ 652-661 : lettres, décisions et ordres reçus du préfet maritime, 1914-1917.

SHD/MT, sous-série 2 E Service de la solde (1680-1973)

2 E 816-820 : ordres et circulaires reçus du préfet maritime, 1913-1918.

2 E¹ 133-147 : dépêches ministérielles reçues, 1914-1918.

2 E³ 35-44 : contrôles annuels Alger-Bizerte, 1914-1918.

2 E⁴ 822-932 : contrôles, 1914-1918.

2 E⁷ 444-1481 : rôles d'équipage, 1914-1918.

2 E¹¹ 2 : contrôle officiers du corps de santé, 1906-1920.

2 E¹¹ 4 : contrôle officiers auxiliaires, commissaires auxiliaires, professeurs d'hydrographie, officiers de l'armée de Terre, 1916-1929.

SHD/MT, sous-série 3 E *Magasin général, approvisionnement (1795-1977)*

3 E¹ : approvisionnements, dépêches ministérielles reçues (partiellement inventorié).

Lieu de conservation CHA, Brest, Cherbourg, Lorient,
Rochefort, Toulon

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

S. Le Viavant. *Inventaire des articles 240-2048 de la sous-série 3 E² de Brest*. Brest : SHD, 2008.

P. Henwood. *Répertoire numérique de la sous-série 4 E de Brest*. Brest : SHM, 1985.

A. Marot. *Répertoire numérique de la série E de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1954.

G. Beauchesne. *Répertoire de la sous-série 3 E² de Lorient*. Lorient : SHM, s.d.

Inventaire dactylographié des sous-séries 3 E¹ à 3 E³ de Rochefort, avec table alphabétique des bâtiments. Rochefort : SHM, s.d.

A. Rincon. *Répertoire numérique des sous-séries 1 E de Toulon*. Toulon : SHM, 1990.

M. Forget. *Répertoire numérique de la sous-séries 2 E¹ de Toulon*. Toulon : SHM, 1953.

É. Astier et M. Forget. *Répertoire numérique de la sous-série 2 E³ de Toulon*. Toulon : SHM, 1972.

É. Astier et M. Forget. *Répertoires numériques des articles de la sous-série 2 E⁴ de Toulon*. Toulon : SHM, s.d.

S. Dauchart et M. Astorkia. *Répertoire numérique de la sous-série 2 E¹¹ de Toulon*. Toulon : SHM, 1989.

Auteur de la notice Alain MORGAT (dir.)

PERSONNEL CIVIL DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Référence SHD, Personnel civil, séries P et ZO

Niveau de description Sous-séries organiques

Importance matérielle

En 2008, les archives de personnel conservées à Châtellerault représentent environ 29 000 mètres linéaires :

- 19 000 ml d'archives versés entre 1972 et 2008 par les organismes de la Délégation générale pour l'armement ;
- 10 000 ml d'archives versés entre 1995 et 2008 par les organismes rattachés aux états-majors des armées, de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air et de la Gendarmerie.

Dates extrêmes XIX^e-XX^e siècles

Nom du producteur Ministère de la Guerre

Histoire administrative

Les agents civils du ministère de la Guerre possédaient un statut d'ouvrier, d'apprenti, de contractuel ou de fonctionnaire, et exerçaient les professions d'ajusteur, de tourneur, de chaudronnier, de manœuvre, d'employé aux écritures, etc., au sein d'un ou de plusieurs organismes à la suite de mutations ou d'embauches successives : ces mouvements de personnels expliquent que le CAAPC puisse conserver parfois plusieurs dossiers au nom d'une même personne. Ces personnels ont effectué la totalité de leur carrière au sein du ministère ou n'y ont parfois travaillé que quelques semaines, voire quelques jours.

Par ailleurs, l'effort industriel consenti lors des conflits, notamment la Première Guerre mondiale, a fait apparaître de nouvelles catégories de personnel. Ainsi, des ouvriers mobilisables furent maintenus à leur poste au sein des usines ou dirigés vers des usines en manque de main-d'œuvre : ce sont les « travailleurs militaires », les « affectés spéciaux » ou les « détachés », qui restaient soumis à l'autorité militaire et pouvaient être rappelés. Les femmes et les « travailleurs coloniaux » ou étrangers furent également contributifs à l'effort industriel.

Plusieurs fonds conservés au CAAPC traitent de la main-d'œuvre des usines d'État françaises en charge de l'industrie de l'armement, parmi

lesquelles les ateliers de chargement et les poudreries, les établissements constructeurs de l'artillerie et des bâtiments de la marine (manufactures, ateliers, arsenaux) aujourd'hui fermés ou progressivement cédés à l'industrie privée.

Historique de la conservation

En 1994, décision est prise de regrouper au centre des archives de l'armement et du personnel à Châtellerault les archives du personnel civil du ministère de la Défense rayés des cadres. Les archives conservées par le centre de regroupement des dossiers du personnel civil de Pussay, le centre national des archives du matériel de l'armée de Terre de Saint-Astier et le bureau central d'incorporation et d'archives de l'armée de l'Air de Chartres sont alors transférées au CAAPC. Dans le même temps, les organismes qui auparavant versaient leurs archives dans ces centres réorientent leurs versements vers Châtellerault. Le CAAPC conserve aujourd'hui les archives relatives à la gestion des militaires de l'armement et du personnel civil du ministère de la Défense, rayés des contrôles depuis au moins 5 ans.

Présentation du contenu

Les archives de personnel conservées au CAAPC sont :

- les dossiers individuels de carrière, de pension, médicaux, de rémunération, d'accidents du travail,
- des archives collectives : registres matriculaires, cahiers d'embauche, fichiers nominatifs collectifs, états de salaire, etc.

Ces dossiers fournissent, outre des renseignements de type biographique illustrés de photographies, de nombreuses informations sur les conditions de travail (organisation, type d'emplois, conditions sanitaires, discipline, encadrement...) et de vie de ce personnel. Ces ressources d'une grande richesse pour les sciences humaines sont encore pratiquement inexploitées.

Les documents conservés concernent des personnes nées à partir de 1845 (environ). 240 420 dossiers individuels de carrière enregistrés dans *Agapé*, base de données de gestion des archives de personnel du CAAPC concernent des personnes nées entre 1849 et 1904, susceptibles d'avoir travaillé pendant la période 1914-1918.

Lieu de conservation

CAAPC, Châtellerault

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

Les dossiers individuels traités avant 1991 sont classés par ordre alphabétique au sein des différents fonds (organisme employeur ou gestionnaire), et font l'objet d'inventaires détaillés.

Depuis 1991, ils sont enregistrés dans la base de données *Agapé* (1,56 million d'enregistrements à ce jour).

Depuis 2007, les dossiers individuels traités sont regroupés en fonction du dernier établissement employeur, et constituent une série (ZO) composée de dossiers définitifs et de dossiers intermédiaires (éliminables au terme de leur durée d'utilité administrative). *Agapé* permet d'effectuer différentes requêtes informatiques, et notamment de connaître la liste des dossiers conservés par fonds.

Les dossiers individuels en attente de traitement font l'objet de bordereaux de versement de la part des établissements et organismes. Des répertoires ou des bordereaux de versements décrivent les archives collectives conservées au sein de chaque fonds.

Auteur de la notice

Pascale RIVALIÈRE



MILITAIRES RÉFORMÉS, DÉCÉDÉS
DES SUITES DE BLESSURES OU MALADIES
CONTRACTÉES OU NON EN SERVICE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 36 N
<i>Niveau de description</i>	Série organique
<i>Importance matérielle</i>	26 000 dossiers environ (47,4 mètres linéaires)
<i>Dates extrêmes</i>	À partir de 1916
<i>Nom du producteur</i>	Ministère de la Guerre, puis ministère des Pensions

Histoire administrative

L'intérêt pour la reconnaissance du combattant et la sépulture individuelle est apparu après la guerre de 1870, avec les premiers monuments aux morts, érigés notamment grâce à l'association « Le Souvenir Français », reconnue d'utilité publique en 1906. Pourtant, en 1914, croyant à une guerre rapide, l'administration est vite dépassée par le nombre de morts et de blessés : aucun service n'est en mesure de dire où tel soldat a été inhumé et dans quelles conditions, d'autant que dans les premiers mois qui suivent la déclaration de guerre, les militaires sont enterrés dans des fosses communes, de cent puis de dix corps. Par ailleurs, l'administration se doit de notifier les décès aux familles par l'entremise du maire de leur commune, en application de la décision ministérielle du 24 avril 1897 : aussi chaque armée dispose-t-elle d'un officier responsable du service de l'état civil et d'officiers de secteurs ; le service de l'état civil militaire s'assure ensuite de la notification de décès et de la transcription de ce décès sur les registres de l'état civil concernés.

Pour faire face à cette gestion de l'état civil et des sépultures, il est créé en 1916, au ministère de la Guerre, un *service général des pensions* chargé du règlement des déclarations de décès aux armées, des successions et des sépultures militaires, qui, devant l'ampleur de la tâche, se voit adjoindre le 25 janvier 1918 un office des sépultures. Après le vote de la loi du 2 juillet 1915 relative à la mention « mort pour la France », ce service se charge, après consultation du rapport de l'officier comptable

et, à partir de 1917, de l'avis de la commission consultative médicale, de l'attribution de cette mention. C'est une subdivision de ce service qui est après guerre chargée de l'inscription des « morts pour la France » au « Livre d'Or (ou Mémorial) des municipalités » (loi du 25 octobre 1919).

La loi du 31 mars 1919 reconnaît le droit à pension des militaires décédés d'infirmités ou de maladies contractées en service, des veuves, des orphelins et des ascendants. Sous la pression des associations d'anciens combattants et devant l'incapacité des services existants de mettre en œuvre cette loi, la création d'un *ministère des Pensions, des primes et des allocations de guerre* s'impose : trois millions de dossiers de pensions doivent être traités. André Maginot (1877-1932), lui-même blessé grièvement en 1914, est nommé le 27 janvier 1920 à la tête de ce ministère.

La création de ce ministère entraîne le rattachement de certains organes du ministère de la Guerre, et notamment le service général des pensions et l'office national des sépultures ; cependant, le bureau des archives administratives, liquidation de l'état civil des morts et disparus, fait exception, bien que placé sous la haute autorité du ministre des Pensions. Par ailleurs, le service des victimes civiles est détaché du ministère de l'Intérieur. L'office national des mutilés et réformés de la guerre, créé le 2 janvier 1918, et l'établissement national des Invalides seront directement rattachés à ce ministère.

Les deux grandes missions de ce ministère, qui fut l'un des plus importants de l'Entre-deux-guerres, sont le règlement des pensions et les sépultures. Il met notamment en place les soins gratuits, le regroupement des sépultures militaires, la restitution des corps et des biens, et les emplois réservés. Il négocie avec les chemins de fer la gratuité des transports pour les voyages sur les tombes.

Historique de la conservation

La direction de la liquidation des pensions a détruit un grande part des dossiers en juin 1945, en exécution d'instructions reçues pour la récupération des « vieilles archives » : certains seront utilisés comme brouillons en raison d'une grave pénurie de papier. En conséquence, seuls sont conservés une minorité de dossiers rescapés pour une raison inconnue et les dossiers traités postérieurement à cette date.

Présentation du contenu

Les dossiers de décès et de demande d'attribution de la mention « mort pour la France » se composent des pièces suivantes :

- extrait du registre des déclarations et renseignements relatifs au

- décès, extrait du registre des décès ;
- accusé de réception par le maire ;
- acte de décès ;
- extraits des registres des naissances ;
- état signalétique et des services ;
- avis de la commission consultative médicale ; certificats médicaux ; compte-rendu des services de santé ;
- procès-verbaux de gendarmerie (enquête sur les causes du décès et l'état de santé avant la mobilisation) ;
- extraits du dossier de pension ;
- duplicata des fiches « Livre d'Or » ;
- compte rendu d'exhumation ;
- demande de transport aux frais de l'État du corps d'un militaire ;
- correspondances de la famille ;
- jugement exécutoire de condamnation (peine de mort) par le conseil de guerre ;
- inventaire des effets et objets du défunt ;
- impôt de solidarité nationale (loi du 15 août 1945 prévoyant un abattement pour les veuves qui avaient, au 4 juin 1945, des enfants nés après le 4 juin 1924) ;
- application de l'instruction N°14 du ministère des Anciens Combattants et victimes de guerre, relative à l'attribution de la mention « mort pour la France » en faveur d'un ancien militaire décédé après renvoi dans ses foyers.

Sources complémentaires

Les archives des victimes des conflits contemporains, à Caen, conservent également un fichier des décédés, dit fichier des morts pour la France, d'environ 1 500 000 fiches, élaboré à partir de 1922 par le ministère des Pensions en vue de l'inscription au « Livre d'Or » des titulaires de la mention. Ce fichier alphabétique, consultable sur le site internet *Mémoire des hommes*, recense les militaires de l'armée de Terre, l'établissement de la liste analogue pour l'armée de Mer étant à la charge du ministère de la Marine, pour les marins de commerce, de la marine marchande, et pour les victimes civiles, du ministère de l'Intérieur.

Le Centre historique des Archives nationales conserve quant à lui les registres d'état civil des régiments (F⁹ 4494-5563) et la correspondance avec les communes relative au « Livre d'Or » (F⁹ 3901 à 4493).

Lieu de conservation CHA, Caen

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Auteur de la notice Dominique HIÉBLOT

PENSIONS DES TROUPES COLONIALES ET INDIGÈNES

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-sous-série 13 Yf
<i>Niveau de description</i>	Sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	20 à 25 000 dossiers (estimation)
<i>Dates extrêmes</i>	1850-1950
<i>Nom du producteur</i>	Ministère de la Guerre

Histoire administrative

Ce fonds est constitué des dossiers de pension des soldats engagés volontaires dans les troupes indigènes d'Afrique française du Nord, dans les troupes coloniales d'Afrique occidentale, orientale et équatoriale, mais aussi de Madagascar ou de l'Indochine française. Ils ont été créés par l'administration des pensions, séparée en 1919 du ministère de la Guerre pour être érigée en ministère autonome.

Historique de la conservation

Ces dossiers, dont l'historique de la conservation est très mal connu, sont encore en cours de traitement par le Service historique de la Défense. Classés par ordre alphabétique, identifiés à l'unité, ils sont communiqués au public depuis avril 2011, au fur et à mesure de l'avancement du travail, et des mises à jour de l'instrument de recherche sont régulièrement effectuées. Le traitement doit être achevé pour 2014.

Présentation du contenu

Chaque dossier concerne un individu, homme de troupe ou sous-officier : seule une part infime des dossiers de cette sous-série renvoie à des officiers indigènes. Chaque dossier comprend systématiquement l'état signalétique et des services (ESS) de l'intéressé, ainsi que les pièces administratives nécessaires à sa demande de pension que peuvent venir compléter des pièces d'état civil justifiant la position de sa veuve lorsqu'elle demande la réversion. Certains dossiers présentent des documents signés par le cheick, autorité locale du village d'origine : ce sont des pièces originales en arabe, accompagnées de leur traduction pour les besoins de l'administration des pensions ; on notera également la présence de pièces en français et en annamite au sein de dossiers de

soldats d'Indochine. Par ailleurs, les documents sont toujours établis ou certifiés par la dernière unité de rattachement des individus.

Ainsi, se trouvent systématiquement mentionnés l'identité des parents du soldat, sa date et son lieu de naissance, ainsi que sa profession avant l'engagement, mais également ses blessures et ses récompenses. Nombre d'informations sont reportées dans la base de données documentaire et permettent ainsi de procéder à des requêtes selon plusieurs critères.

Une part importante de ces dossiers concerne des soldats qui ont combattu pendant la Grande Guerre, notamment en Afrique ou en Europe. Pour chacun d'entre eux, il est fait état de ses différentes affectations et des campagnes correspondantes.

Sources complémentaires

Le centre des archives du personnel militaire (CAPM), nom pris à son intégration au SHD par l'ex-bureau central des archives administratives militaires créé en 1961, conserve les registres matricules du personnel autochtone :

- d'Algérie : 166 registres pour le bureau de recrutement d'Alger (classes 1885 à 1918), 115 registres pour celui d'Oran (classes 1866 à 1918), 194 registres pour celui de Constantine (classes 1881 à 1918) ;
- du Maroc : 19 registres pour les classes 1908 à 1918, 14 registres pour les régiments de spahis marocains et 55 pour les régiments de tirailleurs marocains.

Pour la Tunisie, si aucun registre n'est conservé pour les classes antérieures à celle de 1930, le CAPM détient en revanche les dossiers du personnel autochtone relevant de ces classes, dont 35 500 dossiers individuels pour les seules classes 1914-1918.

Il conserve également les registres de recensement d'Afrique occidentale, d'Afrique orientale françaises et de Madagascar, dont les plus anciens concernent les classes de la dernière décennie du XIX^e siècle :

- 177 registres pour les territoires d'AOF et d'AEF pour les classes allant de la fin du XIX^e siècle jusqu'à celle de 1918 ;
- 59 registres pour Madagascar pour ces mêmes classes.

En effet, engagés volontaires, puis conscrits, les indigènes non citoyens français et autres résidents non naturalisés d'Afrique française du Nord, des colonies françaises d'Afrique subsaharienne et de Madagascar ont fait l'objet d'un recensement militaire, à l'image de ce qui se pratiquait en métropole, donnant lieu à l'établissement de registres matriculaires. Établis dans les bureaux de recensement des territoires concernés, ces registres ont été rapatriés en métropole après la décolonisation.

Chaque page de ces registres est consacrée à un individu : elle comporte des informations d'état civil, une description physique de l'intéressé, ainsi que ses états de service, blessures et récompenses.

Instruments de recherche Répertoire alphabétique avec mises à jour régulières

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Auteurs de la notice Capitaine Hélène GUILLOT
Agnès CHABLAT-BEYLOT



PENSIONS MILITAIRES ET CIVILES D'INVALIDITÉ

<i>Référence</i>	SHD, Anciens Combattants, non coté
<i>Niveau de description</i>	Groupe de sous-fonds
<i>Importance matérielle</i>	En cours de traitement
<i>Dates extrêmes</i>	1870-1991

Nom du producteur

Bureau des pensions du ministère des Pensions puis du ministère des Anciens Combattants et victimes de guerre

Histoire administrative

Lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, les pensions d'invalidité pour les militaires sont régies par la loi de 1831, mais c'est la loi du 31 mars 1919, applicable avec effet du 2 août 1914, qui élargit aux invalides, aux veuves et aux orphelins le soutien de la Nation. Cette loi est complétée par celle du 24 juin de la même année apportant réparation aux victimes civiles.

C'est dans les écuries militaires de Bercy désertées par le déclenchement du conflit que se met en place l'administration des pensions. Les dossiers de pensions y sont traités de façon centralisée jusqu'à la loi de déconcentration de 1967. Conséquence de cette loi, des directions interdépartementales des anciens combattants (DIAC) sont créées pour gérer localement les droits des ressortissants.

Historique de la conservation

Après la création du centre des archives contemporaines des Archives nationales à Fontainebleau, les dossiers de pensions d'invalidité y sont transférés en 1970-1972 afin de désengorger le site de Bercy. Cela représente alors un ensemble de 25 km linéaires de dossiers. Des tris et des éliminations sont menés sur les séries les plus anciennes ramenant l'ensemble à moins de 14 km linéaires. En 1989, la sous-série 2 A (« Invalides 14-18 ») est triée. N'ont été conservés que les dossiers de ressortissants nés après 1889 et dont le taux de pension est égal ou supérieur à 60 %. Le tri de la sous-série 3 G (« Veuves 14-18 ») ne conserve que les dossiers de celles nées après 1896. À certains tris justifiés, il faut ajouter des initiatives malheureuses comme la destruction du fichier des veuves

de la Première Guerre mondiale. La disparition en décembre 2011 de la direction des Statuts, des pensions et de la réinsertion sociale, héritière du service des pensions, a eu pour conséquence le versement de ce fonds au Service historique de la Défense.

Présentation du contenu

Le fichier central

Il se décompose en trois sections :

- invalides non militaires de carrière et non civils, toutes périodes et tous conflits confondus de 1914 à 1967 ;
- veuves, orphelins et ascendants : sauf exception, il ne subsiste que pour les victimes de la Seconde Guerre mondiale ;
- le fichier des victimes civiles, toutes périodes et tous conflits de 1914 à 1967 représentés à travers divers sous-fichiers.

Chaque fiche indique obligatoirement le nom, le prénom, la date de naissance, le numéro du dossier (il s'agit du numéro de notification ou de rejet de la pension) et, le cas échéant, le taux de la pension. Peuvent figurer également la raison de la pension, sa révision temporaire ou définitive, la transmission du dossier à une direction interdépartementale des anciens combattants (DIAC) après la loi de déconcentration de 1968, et la réintégration du dossier. Il est à noter que la présence d'une fiche n'implique pas la présence du dossier : ce dernier a pu être soit éliminé au cours des ans, soit transmis définitivement à une DIAC. Il sera alors à rechercher auprès des archives départementales concernées.

Les dossiers individuels

Il s'agit de dossiers de pensions attribuées ou rejetées :

- à des militaires non de carrière (les dossiers de pensions d'invalidité de militaires de carrière sont gérés par le service des pensions de la direction des Ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD) à La Rochelle) ;
- à leurs veuves, orphelins et ascendants ;
- à des victimes civiles.

Ces pensions ont été attribuées depuis 1914 jusqu'à la loi de déconcentration de 1967. La population concernée est celle de la France métropolitaine, des territoires d'outre-mer, des anciens colonies et protectorats, mais aussi des étrangers ayant combattu sous le drapeau français. Le classement par sous-série initié par l'administration des anciens combattants n'est pas toujours très explicite, certaines sous-séries pouvant être consacrée à une période (Première Guerre mondiale, Entre-deux-guerres...) ou couvrir plusieurs décennies.

Les documents contenus dans les dossiers de pensions peuvent être très divers. On trouve des états signalétiques et des services pour les militaires, des documents médicaux, des correspondances adressées par le ressortissant ou ses ayants droit à l'administration et les brouillons ou copies des réponses, mais aussi parfois des photographies des blessures, des témoignages de tiers, des procès-verbaux de gendarmerie ou des correspondances d'associations d'anciens combattants servant d'intermédiaire auprès de l'administration.

Lieu de conservation

En cours (2013) de transfert aux archives des victimes des conflits contemporains (AVCC) à Caen.

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

Instruments de recherche

Fichiers manuels, fichier et listes nominatives informatiques sont les moyens d'accès provisoires à ce fonds.

Auteur de la notice

Jean-Marie LINSOLAS



PRISONNIERS DE GUERRE ALLEMANDS ET AUSTRO-HONGROIS

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, sous-série 39 N
<i>Niveau de description</i>	Série organique
<i>Importance matérielle</i>	Plusieurs centaines de milliers de fiches
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1920
<i>Nom du producteur</i>	Ministère de la Guerre

Histoire administrative

Le 27 août 1914, le Comité international de la Croix-Rouge annonce la création de l'agence internationale des prisonniers de guerre, qui reçoit pour mission de centraliser les informations et d'organiser l'acheminement des dons aux prisonniers de guerre. Pour ce faire, les états belligérants lui fournissent les listes de prisonniers de guerre. Cette agence est fermée le 31 décembre 1919, avant le rapatriement des prisonniers en 1920.

Historique de la conservation

Créé par le ministère de la Guerre, ce fichier est entré en 1920 en possession du ministère des Pensions, primes et allocations de guerre. Transmis au ministère des Anciens Combattants, il suit les différents rattachements hiérarchiques de cette administration avant d'être versé au Service historique de la Défense à sa création en 2005.

Présentation du contenu

Classées par ordre alphabétique, les fiches portent les indications suivantes :

- adresse de la famille (non systématique et très souvent remplacée par la profession) ;
- nom et prénoms ;
- date et lieu de naissance ou âge ;
- grade et corps de troupe ;
- blessures ;
- date et lieu de capture ;
- date et lieu de l'internement ;
- date et lieu de l'entrée à l'hôpital ;

- date et lieu de l'échange ;
- date et lieu de l'évasion ;
- date et lieu de la mort ;
- date et lieu de l'inhumation ;
- mutations ;
- date du rapatriement.

Il est précisé si le militaire a été capturé par des troupes américaines, belges ou britanniques.

D'autres informations, difficiles à interpréter, sont portées sur les fiches : certaines sont rayées d'une croix bleue et portent en majuscule les lettres N ou R, parfois les deux, toujours de couleur bleue ; d'autres portent au tampon à encre violette la lettre V ou X, ainsi que des numéros qui correspondent probablement à des numéros de listes.

Sources complémentaires Archives du CICR et du WAST

Lieu de conservation CHA, Caen

Conditions d'accès

Documents comportant des informations dont la communication est susceptible de porter atteinte au secret médical, communicables selon les dispositions de l'article L. 213 du Code du patrimoine.

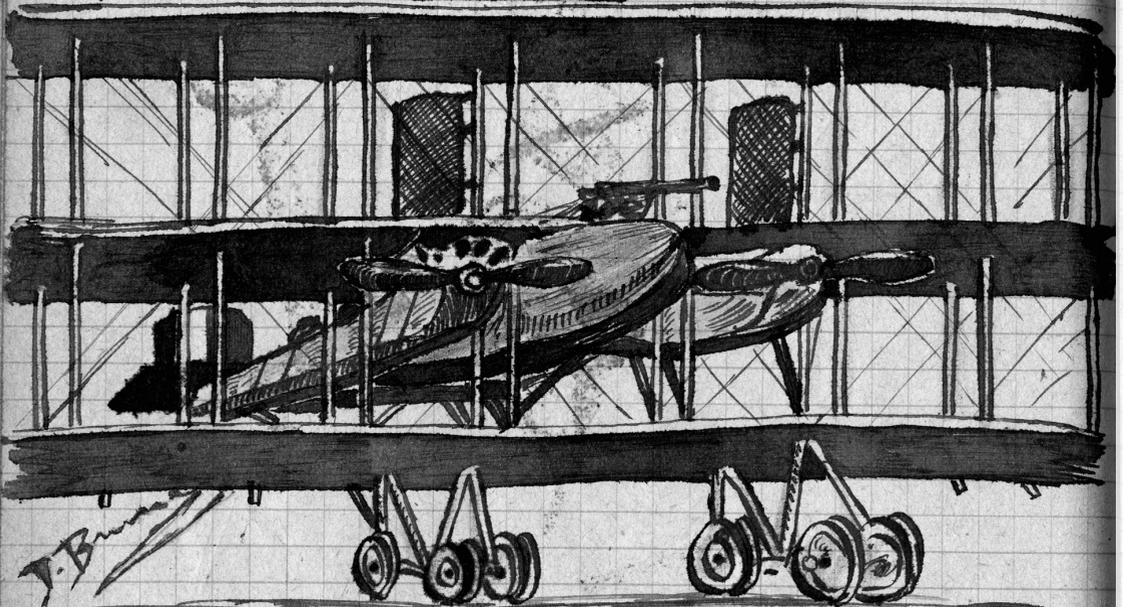
Auteur de la notice Dominique HIÉBLOT



Caproni

Cap. 1. B2. Caproni de bombardement avec
moteurs Rhône 9.C. ou 9.B.
et Salomon 9.R. (9 cyl)

Cap. triplan nouveau modèle. 3 moteurs B.4. modèle 1918.



Caudron

Cau. 2. E1. Caudron G2, Rhône 60 HP.

Cau. 3. D2. Caudron G3, école double commande

Cau. 3. R1. Caudron rouleur.

Cau. 3. L2. Caudron G3 de liaison ou de ravitaillement avec moteur Anzani.

Gau. 3. E2. Caudron G3, avec moteurs
divers : Anzani, Guéme, Rhône.

FONDS PRIVÉS

Gau. 3. E1. Caudron G3. école transformé
en monoplace.

HAUTES INSTANCES CIVILES ET MILITAIRES

Général de Division Noël Édouard de Curières de Castelnaud

Lieutenant-Colonel Jean-Joseph Fabry

Maréchal Ferdinand Foch

Maréchal Louis Franchet d'Espèrey

Général de Division Bernard Serrigny

Général d'Armée Maxime Weygand

ORGANISMES CENTRAUX ET ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

Intendant Général Auguste-Louis Adrian

Général Léon Félix Marie

Don Duvignac

Général de Division Frédéric Herr

Officiers de Marine et Ingénieurs Novateurs

Médecin Général Jules Morvan - Comte Odelric Lenoncourt

Général de Brigade Émile Ronneaux

GRANDES UNITÉS (DIVISIONS, CORPS D'ARMÉES, ARMÉES)

Commandants d'Escadres, de Flotilles ou de Grandes Divisions

Général de Division Victor Boëlle

Général de Division Edmond Boichut

Général de Division Pierre-Joseph Dubois

Général de Division Paul Durand

Général de Brigade Edmond Ferry

Général de Division Charles Regnault

◀ Carnet de campagne de Henri Bosi,
soldat au 37^e régiment d'infanterie territoriale.

SHD/DE, 2012 PA 6012

OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR ET DE LIAISON
GÉNÉRAL DE DIVISION *AUGUSTIN GÉRARD*
GÉNÉRAL DE DIVISION *ADOLPHE GUILLAUMAT*
GÉNÉRAL DE DIVISION *CHARLES LANREZAC*
GÉNÉRAL DE DIVISION *JOSEPH ALFRED MICHELER*
GÉNÉRAL DE DIVISION *EMMANUEL RUFFEY*
GÉNÉRAL DE DIVISION *ANDRÉ SIMON*
GÉNÉRAL DE BRIGADE *CHARLES FIÉVET*
COLONEL *RENÉ KASTLER*
GÉNÉRAL DE DIVISION *LÉON ZELLER*

PETITES UNITÉS (BATAILLONS, RÉGIMENTS)
GÉNÉRAL *ANTONIN BROCARD*
ARTILLERIE D'ASSAUT : FONDS DE *VIOLET ET MURAT*
GÉNÉRAL DE BRIGADE *ALBERT-HENRI DE COLBERT-TURGIS*
OFFICIERS DE MARINE EMBARQUÉS
ET COMMANDANTS DE BÂTIMENT ET DE BATAILLON
GÉNÉRAL DE BRIGADE *RENÉ TOURNÈS*

PAPIERS PERSONNELS
MAÎTRE FUCHS
QUARTIER-MAÎTRE *ALFRED LAVERGNE*
JACQUES MORTANE

CARNETS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES
CARNETS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES DE SOLDATS
CARNETS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES DE MARINS
CARNETS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES DU PERSONNEL
DE L'ÂÉRONAUTIQUE MILITAIRE
TÉMOIGNAGES ORAUX DU PERSONNEL DE L'ÂÉRONAUTIQUE MILITAIRE

LES FONDS PRIVÉS CONSERVÉS PAR LE SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE

Archives personnelles, archives publiques

Les fonds privés regroupent les archives entrées au Service historique de la Défense par voie de saisie, de don et legs, de dépôt et achat. Au terme communément employé de « fonds privés », il convient de substituer celui de fonds entrés par voie extraordinaire. Car s'il s'agit bien de fonds d'archives personnelles, c'est-à-dire se rapportant à un individu bien identifié, on y trouve très souvent des documents d'archives publiques, voire exclusivement dans le cas des saisies. Rappelons que suivant les termes de la loi, les archives publiques sont les documents produits ou reçus dans l'exercice de fonctions publiques, qu'elles soient civiles ou militaires.

Depuis le XVIII^e siècle, l'administration s'efforce de préserver l'unité de ses fonds et de récupérer par tous les moyens les archives publiques tombées en main privée¹. L'arrêté du 13 nivôse an X [3 janvier 1802], confirmé en 1815, prescrivait l'apposition des scellés sur les archives des officiers généraux à leur décès. Les exemples de saisies de documents publics au domicile des généraux décédés abondent tout au long du XIX^e siècle, mais peu à peu, on en vint à préférer la voie amiable du don, voire, solution plus contestable d'un point de vue juridique, du dépôt. L'intégrité de ces fonds était ainsi respectée, et le délicat travail consistant à distinguer papiers privés et archives publiques était épargné aux agents du ministère chargés d'effectuer les séquestres.

Longtemps, les archives restituées aux dépôts de la Guerre et de la Marine ont été réintégrées dans les cadres de classement alors en vigueur. L'usage est désormais établi de ne plus porter atteinte à l'unité de ces fonds, qui, même lorsqu'ils ont été constitués contre le règlement, ont fini par acquérir une personnalité propre, à la structure souvent complexe, mais riche de sens pour l'historien. Les documents publics qu'ils recèlent ont été analysés, annotés, assimilés, réorganisés en fonction de besoins personnels variant avec chaque individu. Y sont joints, la plupart du temps, de la correspondance privée, des carnets et journaux, des réflexions en tout genre, plus ou moins liés aux fonctions exercées par l'auteur du fonds, mais qui au regard de la loi ne peuvent

¹ Hervé LEMOINE, « Historique détaillé de la collecte de documents entrés par voie extraordinaire au SHAT », *Guide des archives et de la bibliothèque du Service historique*, SHAT, Vincennes, 2^e édition, 2001, p. 330-346.

être considérés comme publics, ainsi les carnets de Foch ou les journaux de Weygand. Certains fonds ont par ailleurs été éclatés, en raison de l'échelonnement dans le temps des entrées, ou de la dispersion des papiers au sein d'une même famille.

Entrée progressive des fonds relatifs à la Première Guerre mondiale

Les fonds personnels entrés aux services historiques se répartissent principalement en deux ensembles, d'une part les saisies effectuées pendant et après le conflit, d'autre part les entrées massives, sous forme de dons et de dépôts, après la Seconde Guerre mondiale et en particulier à partir des années 1960.

La Première Guerre mondiale s'est en effet traduite par une remise à l'ordre du jour des prescriptions les plus sévères en matière d'apposition des scellés sur les papiers des généraux décédés. L'exemple des archives du général Durand (1 K 90), commandant le 3^e groupe de divisions de réserve en 1914, décédé à La Rochelle le 19 septembre 1916, alors qu'il était inspecteur général des camps et dépôts d'infanterie dans la zone de l'intérieur, lève partiellement le voile sur les modalités pratiques de cette procédure. Les documents militaires du général ont été remis à l'état-major de la 18^e région militaire, puis transférés à l'état-major de l'Armée. Dans le cadre des travaux de la commission d'enquête sur la métallurgie, le député Fernand Engerand, chargé du rapport sur la défense de la région de Briey et le rôle de la 3^e armée en 1914, demanda en 1920 à consulter les archives du général Durand, dont le 3^e groupe de divisions de réserve avait été engagé en Lorraine en août 1914. Par une note du 8 octobre 1920, le 3^e bureau de l'EMA lui répondit que « les recherches les plus minutieuses faites au 3^e bureau pour retrouver les documents ayant appartenu au général Paul Durand n'ont donné aucun résultat ». Quelques mois plus tard, on mit la main sur « une caisse clouée dans laquelle ont été découverts des documents paraissant provenir de la succession de cet officier général ». Le ministre écrit alors personnellement à Fernand Engerand pour le lui notifier ; cette réponse fut publiée au journal officiel, à la demande du député. L'analyse du fonds Durand tendrait à montrer que les archives relatives au 3^e groupe de divisions de réserve en ont été soustraites et intégrées dans la série N. Le reste du fonds, se rapportant pour l'essentiel aux inspections du général Durand dans les camps et dépôts d'infanterie des régions militaires de la zone de l'intérieur, a probablement été remis par la suite au SHAT par le 3^e bureau de l'EMA. Quoique l'on ignore l'origine exacte de la plupart des fonds entrés par voie extraordinaire au SHAT avant les années 1970, il y a fort à parier que bien des fonds saisis au domicile de généraux décédés en province ont subi le sort des archives des régions militaires, leurs premiers dépositaires, et disparu avec elles.

Une grande variété caractérise le traitement archivistique de ces entrées. La distinction entre archives publiques et papiers privés lors de ces séquestres a été plus ou moins sévère, en particulier pour les documents de travail personnels, produits en dehors de la chaîne du commandement. Cela est particulièrement vrai pour la correspondance personnelle échangée entre généraux, écrite dans l'exercice des fonctions de l'expéditeur et du destinataire, à propos d'opérations en cours, mais rédigées sur papier libre et non enregistrées par les bureaux de l'état-major. D'autres critères plus inattendus, comme l'humour des autorités chargées des saisies, pouvaient entrer en ligne de compte. Ainsi, le général Micheler avait-il écrit pour se distraire un ordre et un compte rendu fictifs, tournant en ridicule le haut commandement : ceux-ci n'ont pas été saisis, non parce qu'il s'agissait de pièces manifestement privées, mais parce qu'on les a considérés comme « une charge de mauvais goût² ».

Après la Seconde Guerre mondiale, une grande vague de dons et de dépôts, les premiers l'emportant très largement sur les seconds, vint enrichir le SHAT de nombreux fonds provenant soit des derniers officiers supérieurs ou généraux en fonction lors du conflit encore vivants, soit, le plus souvent, de leurs enfants, des années 1950 au début des années 1980. C'est à cette époque qu'arrivèrent à Vincennes la plupart des fonds privés les plus prestigieux (Foch, Weygand, Serrigny, Franchet d'Espèrey). Le flux des archives personnelles de chefs militaires majeurs s'est à présent tari, à quelques remarquables exceptions près, comme le magnifique fonds du général de Castelnau, donné au SHAT en 1998. Lui a succédé, profitant du renouveau de l'historiographie de la Première Guerre mondiale, une déferlante de mémoires et témoignages individuels, ainsi que de nombreux fonds d'une grande variété, provenant de personnalités originales, voire extérieures à l'origine au monde militaire, mais impliqués d'une façon ou d'une autre dans le conflit. De volume souvent modeste, ces archives présentent bien souvent un immense intérêt, qu'il s'agisse des projets de l'intendant général Adrian ou des notes de maître Fuchs, avocat de la défense en conseil de guerre.

Des fonds en provenance de tous les échelons de la hiérarchie militaire

Les fonds privés actuellement conservés au SHD, qu'ils relèvent de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air, sont au nombre de plus de 4500, dont plus de six cents concernent de près ou de loin la Première Guerre mondiale. Aussi ne pouvait-il être question d'en faire une présentation exhaustive. On a choisi d'en sélectionner une quarantaine, pour leur intérêt, mais surtout pour leur représentativité de certaines catégories, qui font l'objet d'une description détaillée.

² SHD/GR, 1 K 113, fonds Micheler.

Un premier ensemble est constitué par les fonds des généralissimes et commandants de groupes d'armée (Foch, Joffre, Castelnau), ainsi que leurs collaborateurs immédiats (Weygand, Fabry, Serrigny). Suivent les archives de personnalités affectées aux échelons de l'administration de la Guerre, ministères et états-majors généraux de l'Armée et de la Marine. Un troisième groupe rassemble les archives des officiers généraux, commandants d'armée, de corps d'armée et de divisions, puis les officiers d'état-major. Témoins plus distanciés que leurs chefs, mais souvent aussi bien informés, leurs papiers constituent un complément naturel des archives des grandes unités (sous-séries GR 18 N à 22 N). Viennent enfin les papiers des commandants de régiment, officiers supérieurs et subalternes, puis quelques spécimens des innombrables écrits d'anciens combattants, militaires de carrière ou non, officiers, sous-officiers et hommes de troupe, conservés au Service historique de la Défense.

Qu'ils soient contemporains du conflit (carnets ou « journaux de marche » personnels, correspondance adressée au cercle familial ou amical) ou postérieurs parfois de plusieurs décennies (mémoires, témoignages...), ces écrits ont fait l'objet d'un recensement qui ne clôt pas le sujet, de nouveaux apports arrivant toujours au SHD. En revanche, c'est bien l'intégralité des témoignages oraux des aviateurs de la Grande Guerre, recueillis par le Service historique de l'armée de l'Air depuis le milieu des années soixante-dix jusqu'aux années quatre-vingt-dix, qui constitue le dernier volet de cette présentation.

Cet essai de taxonomie archivistique, si artificiel qu'il soit parfois, laisse entrevoir tout le parti que l'on peut tirer de ces fonds. Il n'est plus nécessaire d'insister sur l'intérêt des témoignages individuels, tant l'histoire de la Première Guerre mondiale a été abordée, et ce dès l'après-guerre, du point de vue de l'expérience individuelle de la guerre. La présente sélection tente de montrer que les fonds privés peuvent également apporter un éclairage nouveau et original sur tous les aspects du conflit.

Amable SABLON DU CORAIL

**GÉNÉRAL DE DIVISION
NOËL ÉDOUARD DE CURIÈRES DE CASTELNAU**

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 795
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	42 cartons, dont un tiers concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1870-1957

Notice biographique

Saint-cyrien, Noël de Curières de Castelnaud (1851-1944) sert dans l'infanterie et participe à la guerre de 1870. Général de brigade en mars 1906, puis général de division en 1909, il entre au Conseil supérieur de la guerre en 1913. La direction de la 2^e armée lui est confiée à la mobilisation. Castelnaud livre en Lorraine les batailles de Morhange, de la trouée de Charmes et du Grand Couronné, et participe en 1915 aux offensives de Champagne. Le 22 juin 1915, il prend la tête du groupe provisoire du Centre ; le 11 décembre 1915, le général de Castelnaud est nommé chef d'état-major général au grand quartier général, fonction qu'il occupe jusqu'au 26 décembre 1916. Partiellement disgracié après la chute de Joffre, Castelnaud est envoyé en mission en Russie durant les trois premiers mois de 1917. À son retour, il prend le commandement du groupe d'armées de l'Est, le 31 mars 1917, et y reste jusqu'à la démobilisation. Le général de Castelnaud préside à partir de 1919 la commission nationale des sépultures militaires. Il fut après-guerre député et président de la fédération nationale catholique, qui obligea le Cartel des gauches à retirer plusieurs projets de lois anticléricales : ceci lui coûta probablement le maréchalat.

Historique de la conservation Don de H. de Castelnaud en 1998

Présentation du contenu

Les archives personnelles du général de Curières de Castelnaud sur la Première Guerre mondiale constituent l'un des fonds entrés par voie extraordinaire les plus riches conservés au SHD. On y trouve d'abord, de manière assez classique, les copies des ordres d'opérations, instructions, rapports et comptes rendus produits et reçus par les

états-majors de la 2^e armée et du groupe d'armées de l'Est. À cela s'ajoutent de très nombreux documents de travail personnels, comme un ensemble de notes manuscrites prises à la suite d'inspections faites par le général auprès des unités de la 2^e armée (1915), ou une abondante correspondance avec des généraux dont la conduite a été mise en cause après la cessation des hostilités. Castelnau a ainsi rassemblé après la guerre une importante documentation, constituée notamment de témoignages d'anciens acteurs de la bataille des frontières, pour se défendre contre les accusations portées contre lui sur la conduite des opérations en août 1914. Castelnau a joué un rôle majeur dans l'élaboration du plan XVII ; de cette réflexion sur la stratégie et l'organisation de l'armée française à la veille de la guerre, il subsiste de nombreuses notes et synthèses sur le plan de mobilisation français en 1913-1914, ainsi que des comptes rendus de manœuvres effectuées avant la guerre. Le général a également gardé des exercices sur la carte rendus par les officiers brevetés de la 13^e division d'infanterie qu'il commandait en 1911.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 489 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-série 5 N Cabinet du ministre

SHD/GR, sous-série 16 N Grand quartier général

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié, 11 p.
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

LIEUTENANT-COLONEL JEAN-JOSEPH FABRY

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 93
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	6 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1893-1950

Notice biographique

Jean Fabry, né le 6 juin 1876, mort en 1968, entre à Saint-Cyr en 1895 ; officier d'infanterie, breveté en 1906, il entre à l'état-major particulier du ministre de la Guerre en 1910, puis à l'état-major de l'Armée. Le capitaine Fabry se trouve à l'état-major du général Dubail, alors membre du Conseil supérieur de la guerre, à la déclaration de guerre. Parti au front au 23^e bataillon de chasseurs à pied le 14 octobre 1914, Fabry est grièvement blessé le 16 mars 1915 en Champagne et amputé d'une jambe. Après sa convalescence et un bref passage à l'état-major du gouverneur militaire de Paris, Fabry est affecté au 3^e bureau du GQG, le 4 novembre 1916 ; il y dirige le centre d'études d'état-major. Fabry est mis à la disposition du maréchal Joffre le 2 janvier 1917, en même temps qu'il est promu lieutenant-colonel, et l'accompagne, comme chef de cabinet, aux États-Unis en avril-mai 1917 lors de la mission Viviani-Joffre. Il est admis à la retraite pour infirmité le 15 janvier 1919. Après son départ de l'armée, il est élu député de Paris, puis sénateur du Doubs. Fabry occupe les fonctions de ministre de la Guerre du 30 janvier au 4 février 1934, puis du 7 juin 1935 au 24 février 1936. Il abandonne la politique après avoir voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940.

Historique de la conservation Don de M. Claude Fabry en novembre 1969

Présentation du contenu

Jean Fabry, ardent défenseur de Joffre pendant et après la guerre, a rassemblé une documentation largement puisée au GQG. On y trouve notamment un historique des relations interalliées établi par la section des théâtres d'opérations extérieures du GQG, intitulé *Direction de la guerre européenne* (134 p. et plusieurs centaines de pièces annexes, 4 volumes), ainsi que des notes et mémoires, probablement rédigés

par Fabry, sur les opérations d'août et septembre 1914, ainsi que sur Verdun et la Somme. De la période durant laquelle Fabry a été le proche collaborateur de Joffre, il subsiste de nombreux comptes rendus des entretiens du maréchal avec des personnalités américaines et françaises (entre autres, Wilson, Pershing, Briand, Chambrun, Painlevé, Albert Thomas, Alexandre Varenne), ainsi que la correspondance adressée ou transmise à Joffre durant sa mission aux États-Unis au printemps 1917. Fabry a suivi de près, et parfois participé, aux polémiques postérieures à la guerre sur la conduite des opérations en 1914-1916, conservant les coupures de presse s'y rapportant et correspondant activement.

Sources complémentaires

SHD/GR, 5 Y^e 269 : dossier de carrière.

SHD/GR, 14 N 1-47 ; 1 K 268 : fonds Joffre.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié succinct
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

MARÉCHAL FERDINAND FOCH

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 14 N 48-50, 1 K 129 1-10
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	13 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1891-1929

Notice biographique

Ferdinand Foch (1851-1929), entré à Polytechnique en 1871, breveté en 1887, enseigne l'histoire militaire, la stratégie et la tactique appliquée à l'École supérieure de guerre, qu'il dirige de 1907 à 1911. Foch commande le 20^e corps d'armée en août 1914, engagé à Morhange puis au Grand Couronné. Il est nommé à la tête de la 9^e armée, constituée le 29 août 1914, à la veille de la bataille de la Marne, et y participe aux furieux combats des marais de Saint-Gond. Commandant du groupe des armées du Nord le 4 octobre 1914, il joue un rôle décisif lors de la course à la mer. Très critiqué pendant la bataille de la Somme, Foch est mis à l'écart en décembre 1916. Il remplace en mai 1917 le général Pétain à la tête de l'état-major général de l'Armée, qui succédait lui-même à Nivelle comme commandant en chef des armées. Lors des offensives allemandes du printemps 1918, Foch est chargé le 26 mars de coordonner l'action des Alliés en France ; le 14 avril, il devient officiellement général en chef des armées alliées en France. Il est promu maréchal de France en août 1918 et signe l'armistice du 11 novembre à Rethondes. Le maréchal Foch, également maréchal de Grande-Bretagne et de Pologne, devient par la suite président du Conseil supérieur de la guerre.

Historique de la conservation

Don des familles Bécourt-Foch et Fournier-Foch. Les familles Bécourt-Foch et Fournier-Foch ont remis des archives au musée de l'Armée, au Service historique de l'armée de Terre et aux Archives nationales. Les archives données au musée de l'Armée ont été déposées au SHAT en 1982.

Présentation du contenu

Les archives conservées dans la série N se composent de dossiers d'état-major (opérations, renseignement), traitant pour la plupart de la

préparation des plans d'opérations de l'année 1919. Le fonds 1 K 129, provenant des archives conservées après la guerre par le maréchal Foch, comprend de nombreuses études rédigées avant la guerre, portant pour la plupart sur les conflits de 1866 et 1870. De la période de la guerre ont été gardées des copies de documents jugés particulièrement importants, ainsi que de nombreuses minutes de la correspondance envoyée par Foch, notamment aux généraux anglais. On y trouve également une photocopie de ses carnets, tenus de septembre 1914 à août 1928, dont 342 pages couvrent la période de la guerre. Tantôt aide-mémoire, tantôt journaux, ces carnets contiennent aussi bien des réflexions très générales sur la conduite de la guerre que des considérations pratiques sur la tactique ou l'intendance. Le maréchal y jette les éléments chiffrés ou les idées qui serviront de base à de futures instructions ou ordres d'opération. Les carnets précèdent l'action et la préparent, ou au contraire la suivent et en rendent compte. Tous reflètent la très forte continuité de pensée de Foch, et sa foi tenace dans les vertus de l'offensive, conçue avant tout comme un principe d'action et un refus de la passivité, qu'aucun des sanglants échecs essuyés par les armées alliées jusqu'en 1917 ne parvint à entamer.

Sources complémentaires

SHD/GR, sous-série 16 N Grand quartier général

SHD/GR, sous-série 15 N Grand quartier général des armées alliées

SHD/GR, 1 K 130 : fonds Maxime Weygand.

Archives nationales, 414 AP : fonds du maréchal Foch.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

J. Nicot (dir.). *Inventaire sommaire des archives de la guerre, série N, 1872-1919*, t. II. Vincennes : SHAT, 1974.

Inventaire dactylographié du fonds 1 K 129, 3 p.

Auteur de la notice Amable SABLON DU CORAIL

MARÉCHAL LOUIS FRANCHET D'ESPÈREY

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 162 et 1 Kmi 44
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	4 cartons et une bobine de microfilm
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1936

Notice biographique

Saint-cyrien, Louis Franchet d'Espèrey (1856-1942) sert d'abord dans l'infanterie et participe à la campagne du Tonkin. Général de brigade en 1908, de division en 1912, il prend le commandement des troupes d'occupation du Maroc occidental le 14 août 1912. En août 1914, c'est à la tête du 1^{er} corps d'armée qu'il participe à la bataille de Charleroi, sous les ordres du général Lanrezac, commandant la 5^e armée, qu'il remplace dès le 3 septembre 1914. Il livre la bataille de la Marne puis combat sur l'Aisne. Promu commandant du groupe d'armées de l'Est le 31 mars 1916, il succède à Foch au groupe d'armées du Nord le 27 décembre 1916. En juin 1918, il est appelé à prendre le commandement en chef des armées alliées en Orient. En septembre 1918, le général Franchet d'Espèrey lance ses armées à l'offensive, atteint Uskub (Skopje) le 15 septembre, signe à Salonique le 30 septembre un armistice avec la Bulgarie, et entre à Belgrade le 1^{er} novembre. Il reçoit la distinction de maréchal de France le 19 février 1921. Membre du Conseil supérieur de la guerre, le maréchal Franchet d'Espèrey est maintenu dans ses fonctions jusqu'en 1932.

Historique de la conservation

Dépôt de M. Christian de Gastines entre 1979 et 1981

Présentation du contenu

Les mémoires manuscrits du maréchal ont été déposés au Service historique sous forme de microfilm (1 Kmi 44). Le fonds lui-même se compose essentiellement de documentation rassemblée par Franchet d'Espèrey pour écrire une histoire des opérations des armées alliées dans les Balkans. On y trouve des extraits de journaux des marches et opérations d'unités de zouaves et de tirailleurs, des traductions de documents bulgares envoyées par les commissions alliées après l'armistice,

des historiques de plusieurs divisions d'infanterie hellénique – au style et à l'objectivité plus proches d'Hérodote que de Thucydide - et un compte rendu par le général d'Anselme, commandant du 1^{er} groupement de divisions.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9Y^d 534 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-série 16 N *Grand quartier général, théâtres d'opérations extérieures*

SHD/GR, sous-séries 18 N à 22 N *Grandes unités de l'armée*

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Communication soumise à l'autorisation du déposant
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié, 11 p.

Auteurs de la notice Michel ROUCAUD
Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION BERNARD SERRIGNY

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 61
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	2 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1915-1917

Notice biographique

Entré à l'École spéciale militaire en 1890, breveté d'état-major en 1902, Bernard Serrigny (1870-1954) n'est encore que capitaine quand commence la Première Guerre mondiale. Il est affecté à l'état-major du 33^e corps d'armée le 1^{er} octobre 1914, puis à celui de la 2^e armée le 17 juillet 1915. Nommé chef d'état-major du groupe des armées du Centre quand Pétain en prend le commandement le 24 mai 1916, Serrigny le suit au grand quartier général, en tant que chef de cabinet, du 17 mai au 12 novembre 1917. Devenu colonel, après un bref passage au groupe d'armées d'Italie comme chef d'état-major à la fin de 1917, il commande pendant la dernière année de guerre la 77^e division d'infanterie par intérim. Il est promu général de brigade en 1921, général de division en 1924. Le général Serrigny est placé dans la section de réserve en 1932.

Historique de la conservation Don du colonel Serrigny en 1975-1976

Présentation du contenu

La plus grande partie du fonds est constituée de notes, ordres d'opération, comptes rendus et instructions reçus et envoyés par les 3^e bureaux du 33^e corps d'armée, de la 2^e armée, du groupe des armées du Centre. La plupart de ces documents, brouillons, projets sans suite ou versions définitives, ont été annotés *a posteriori* par Serrigny, qui en indique l'auteur – en général lui-même – et parfois les circonstances dans lesquelles ils ont été rédigés. Certains ont été corrigés par Pétain, que Serrigny suivit presque constamment d'octobre 1914 à novembre 1917. Les opérations d'Artois (mai 1915) et de Verdun sont particulièrement bien documentées. On trouve également plusieurs lettres et mémoires se rapportant à la réorganisation de l'état-major de l'Armée durant le bref passage qu'y fit le général Pétain en mai 1917, ainsi que de nombreuses notes sur la mobilisation américaine, la situation générale en Russie

et en Italie, lorsque Serrigny était au GQG. De l'année 1918, durant laquelle il exerça des commandements opérationnels, il ne subsiste que peu de choses, en dehors d'un intéressant rapport sur les opérations de la 77^e division d'infanterie du 15 juillet au 3 août 1918.

Ces documents d'archives ont servi à l'écriture des mémoires du général Serrigny (265 p.), partiellement inédits³ rédigés entre 1937 et janvier 1941, très détaillés sur la Première Guerre mondiale. S'y exprime une grande soif de reconnaissance, que résume cette appréciation finale : « Le maréchal Pétain n'avait aucune imagination ; il ne m'a jamais donné la moindre directive ; par contre, il fut un magnifique agent de propagande. Sa stature, sa majesté en imposaient. Il ne fut que cela. » Le fonds Serrigny n'en constitue pas moins un magnifique témoignage sur le travail d'état-major pendant la Première Guerre mondiale en général et la conduite des opérations par le général Pétain en particulier.

Sources complémentaires

SHD/GR, 13 Y^d 1 116 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-série 7 N *État-major de l'Armée*

SHD/GR, sous-série 16 N *Grand quartier général*

SHD/GR, sous-séries 18 N à 22 N *Grandes unités*

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche Inventaire dactylographié succinct, 3 p.

Auteur de la notice Amable SABLON DU CORAIL

³ Une publication partielle de ces mémoires a été réalisée : Général Serrigny, *Trente ans avec Pétain*, Paris, Plon, 1959, 245 p.

GÉNÉRAL D'ARMÉE MAXIME WEYGAND

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 130
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	26 cartons, dont un tiers concerne la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1872-1990

Notice biographique

Maxime Weygand (1867-1965) devient chef d'état-major de Foch en 1914, à la 9^e armée, puis au groupe d'armées du Nord. Encore lieutenant-colonel en 1914, il est promu général de brigade en 1916, puis de division en 1917, sans avoir commandé d'unités au feu. Brillant chef d'état-major, il n'était cependant pas diplômé de l'École supérieure de guerre. Lorsque Foch devient chef d'état-major général en mai 1917, Weygand le suit au ministère, en tant qu'adjoint au major général du groupe de l'avant. Le 29 novembre 1917, il est nommé représentant militaire permanent au conseil supérieur de guerre interallié. Chef de la mission militaire française en Pologne après la guerre, haut-commissaire en Syrie et au Liban en 1923 puis chef d'état-major général de l'Armée en 1929, inspecteur général de l'Armée en 1931, il entre à l'Académie française cette même année, avant d'être placé hors-cadre en 1935. Rappelé en 1939 comme chef du théâtre d'opérations de la Méditerranée orientale, il reçoit en pleine bataille de France (20 mai 1940) le commandement suprême. Après l'armistice, il devient ministre de la Défense nationale (juin-septembre 1940) puis délégué du gouvernement en Afrique jusqu'en novembre 1941.

Historique de la conservation

Don du général Weygand, non daté, et dépôt de la famille Weygand (1971)

Présentation du contenu

Le général Maxime Weygand a été le principal collaborateur de Foch durant toute la guerre. À ce titre, on peut le comparer au chef d'état-major de Pétain, le général Serrigny, à ceci près que la brillante carrière de Weygand après 1918 le préserva de l'amertume sensible dans les écrits

de son collègue. Les archives données par le général Weygand lui-même se rapportent pour l'essentiel au maréchal Foch, et couvrent surtout les deux dernières années de la guerre. On y trouve en particulier une étude du commandant de Mierry sur les commandements de Foch, complétée par de très nombreuses pièces annexes. Les autres dossiers sont composés d'originaux ou de copies de documents officiels, d'études, de mémoires, de manuscrits d'ouvrages, de conférences, de témoignages, de lettres se rapportant à toutes les périodes de la carrière du général. La personnalité de Weygand et les hautes responsabilités qu'il a exercées donnent à ces archives un très grand intérêt historique.

Le dépôt de la famille Weygand, s'il concerne pour l'essentiel les années 1920 à 1945, comprend seize cahiers manuscrits de notes prises pratiquement au jour le jour par Weygand du 27 avril 1915 à août 1942, dont les sept premiers datent de la Première Guerre mondiale. Assez proches par leur structure des carnets de Foch, qu'ils complètent admirablement, on y trouve aussi bien le compte rendu de conversations ou de rencontres importantes que des états d'effectifs ou de munitions disponibles. Plus elliptiques que les carnets de Foch, les cahiers de Weygand sont avant tout un outil de travail.

Sources complémentaires

SHD/GR, 14 Yd 251 86bis : dossier de carrière.

SHD/GR, 14 N 48-50 et 1 K 129 : fonds Foch.

SHD/GR, 18 N 1-179 : groupe d'armées du Nord.

SHD/GR, 19 N 1539 : 9^e armée.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable, sauf les carnets (1 K 130/4 – dépôt), dont la communication est soumise à l'autorisation préalable du chef du SHD.

Instrument de recherche Inventaire dactylographié, 66 p.

Auteurs de la notice Benoît LAIGUÉDÉ
Amable SABLON DU CORAIL

INTENDANT GÉNÉRAL AUGUSTE-LOUIS ADRIAN

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 983
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	13 cartons, dont un tiers sur la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1848-1997

Notice biographique

Polytechnicien, Auguste-Louis Adrian (1859-1933) sert d'abord dans le Génie et participe à la campagne de Madagascar en 1895. Entré dans l'intendance en 1898, il enseigne entre 1901 et 1904 au stage des officiers de l'intendance, à Vincennes. Promu sous-intendant de 1^{re} classe (colonel) en 1908, il est alors sous-directeur de l'intendance au ministère de la Guerre. En 1913, il quitte l'armée et entre dans une société privée franco-vénézuélienne, pour laquelle il invente un système de construction démontable. En août 1914, Adrian est rappelé en qualité de colonel de réserve comme adjoint au directeur de l'Intendance. En novembre 1914, il propose sa baraque démontable expérimentée au Venezuela, pour remédier à la pénurie de toiles de tentes. En 1915, Adrian présente ses projets de casque et d'épaulières, qui sont immédiatement adoptés. Réintégré dans le cadre actif en mai 1916, il est détaché en décembre de la même année au service des essais, études et expériences techniques du sous-secrétariat d'État des Inventions, dépendant du ministère de l'Armement. Il y travaille sur de nouveaux projets. Intendant militaire en juin 1917, il devient inspecteur général des cantonnements et du logement des populations réfugiées ou rapatriées en janvier 1918. Adrian accède au cadre de réserve en 1922.

Historique de la conservation

Don de M. Hubert Lepoutre en décembre 2005

Présentation du contenu

Les archives de l'intendant général Adrian se rapportent pour l'essentiel à ses projets et inventions, en particulier le casque et la baraque qui portent son nom, et ont été à l'origine de sa célébrité. Adrian, qui s'est surtout intéressé à l'équipement et à la protection du

fantassin, a également conçu une cuirasse abdominale et des lunettes pare-éclats, projets restés sans suite mais qui ont fait l'objet d'études et d'essais approfondis. Ses dossiers se composent de notes administratives, rapports, comptes rendus d'expérience, croquis et modes d'emploi. De ses activités à la direction de l'Intendance, de 1914 à 1915, il ne reste malheureusement que quelques pièces éparses. On signalera, pour l'avant-guerre, le cours qu'il dispensait à l'École de l'intendance, une abondante correspondance datant de l'expédition de Madagascar, ainsi qu'un dossier sur un voyage effectué en 1913 au Venezuela.

Sources complémentaires

SHD/GR, 15Y^d 276 : dossier de carrière.

SHD/GR, 9 N 64-82 : direction de l'Intendance.

SHD/GR, sous-série 12 N *Sous-secrétariat d'État à l'Intendance et au Ravitaillement*

SHD/GR, sous-série 10 N *Ministère de l'Armement*

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche Inventaire dactylographié, 5 p.

Auteurs de la notice Éric ROCHEFORT
Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL LÉON FÉLIX MARIE

<i>Référence</i>	SHD, Air, Z 35600-35624
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	3,75 mètres linéaires dont 0,56 relatifs à la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1907-1938

Notice biographique

Né en 1870, Léon Félix Marie s'engage dès 19 ans pour intégrer l'École polytechnique et achève sa formation en 1892, devenu sous-lieutenant d'artillerie. Dès 1909, il oriente sa carrière vers l'aéronautique militaire et est breveté pilote en 1910. Directeur de l'éphémère service de l'aviation d'Alsace en août 1914, il alterne pendant le conflit des postes de commandement opérationnel et des fonctions dans l'administration centrale de l'aéronautique militaire ou au ministère de la Guerre. Quelques jours avant l'armistice, il est nommé colonel à titre temporaire. Après un passage à l'inspection technique de l'aéronautique, il achève sa carrière au camp de Cazaux, qu'il dirige de 1924 à 1930, et où il mène des expérimentations de bombardement aérien.

Historique de la conservation

Méticuleux et très « conservateur », Félix Marie a eu à la fin de sa vie le souci d'organiser ses archives et de faciliter leur consultation, reliant certains dossiers et les dotant de tables des matières. Mais à une date et dans des circonstances inconnues, ce fonds est sorti du cercle familial : il a été retrouvé fortuitement en 1993 chez un bouquiniste de Milan par le professeur Andrea Curami qui l'a acheté et remis en 1994 au Service historique de l'armée de l'Air. Quelques pièces y ont été adjointes par la suite.

Présentation du contenu

Émanant d'un pionnier de l'aéronautique, le fonds de Félix Marie est d'une grande richesse : couvrant l'ensemble de sa carrière, il réunit papiers familiaux, archives des différents postes occupés et dossiers liés aux recherches et inventions du général Marie. Hormis un dossier relatif au commandement du 2^e groupe du 5^e régiment d'artillerie de

la 57^e division de réserve durant la campagne d'Alsace d'août 1914 à janvier 1915, les documents relatifs à la Première Guerre mondiale se répartissent entre archives du secrétariat particulier des ministres de la Guerre Roques (mars-décembre 1916) et Painlevé (mars-septembre 1917), et dossiers issus du passage de Félix Marie à l'inspection des dépôts et des écoles d'aviation (février 1915-mars 1916), puis à la section technique de l'aéronautique militaire (1916).

Cours, conférences, notices techniques ou études sur le matériel aéronautique sont nombreux dans le fonds de ce polytechnicien qui a mené des recherches tout au long de sa carrière. Il fut aussi un organisateur, notamment des écoles et de la section technique de l'aéronautique militaire, et un théoricien de l'emploi de l'aéronautique. Les archives issues des fonctions occupées par Félix Marie dans des cabinets ministériels embrassent quant à elles des sujets plus larges, notamment la gestion du personnel militaire ou les relations franco-américaines. Des coupures de presse française et étrangère (1914-1917), intéressant principalement l'aéronautique militaire, viennent compléter cet ensemble relatif au conflit mondial.

Sources complémentaires

SHD/AI, sous-série 1 A *Archives de l'aéronautique militaire (1914-1919)*

La bibliothèque du SHD conserve les écrits du général Marie, notamment ses articles dans la revue *Forces aériennes*.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

Aviateur Godicheau, M. Jarry. *Fonds du général Félix Marie (1907-1938) : répertoire numérique détaillé*. Vincennes : SHAA, 2000, dactyl.

Auteur de la notice Agnès CHABLAT-BEYLOT

DON DUVIGNAC

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 91
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	1915-1940

Historique de la conservation Don du colonel André Duvignac en 1985

On ne s'explique pas très bien les circonstances dans lesquelles cet ensemble de pièces, émanant du 1^{er} bureau du grand quartier général, a été distrait du fonds d'origine puis remis au Service historique.

Présentation du contenu

On y trouve, reliées ensemble, des minutes de la correspondance envoyée par le 1^{er} bureau et la correspondance originale reçue du sous-secrétariat d'État de l'Artillerie, du 3^e bureau du GQG, du colonel puis général Estienne, alors que celui-ci commandait successivement l'artillerie de la 6^e division d'infanterie, l'artillerie du 3^e corps d'armée par intérim, puis, à partir du 30 septembre 1916, l'artillerie d'assaut (4 décembre 1915 au 25 décembre 1916). Les notes et rapports d'expériences et d'essais de matériels blindés, les projets d'organisation et d'emploi de cette nouvelle arme sur le champ de bataille permettent de suivre dans le détail l'apparition et l'enfance du char d'assaut. Quelques plans sont joints. Un deuxième dossier contient des notes de principe et des études relatives à l'organisation du service automobile pendant la Grande Guerre (1915-1918).

Sources complémentaires

Les archives du 1^{er} bureau conservées dans la sous-série GR 16 N (grand quartier général) conservent de nombreux dossiers sur l'artillerie d'assaut, principalement pour la période 1917-1918. Le développement et la production du matériel d'artillerie d'assaut relèvent, jusqu'en décembre 1916, de la direction des Services automobiles, au sous-secrétariat d'État de l'Artillerie, l'organisation des unités et la définition de la doctrine d'emploi des 1^{er} et 3^e bureaux du GQG.

SHD/GR, 16 N 2118-2125 : artillerie d'assaut.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié succinct
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION FRÉDÉRIC HERR

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 101
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	3 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1920

Notice biographique

Polytechnicien et artilleur, diplômé de l'École supérieure de guerre en 1883, Frédéric Herr (1855-1932) commande le 32^e régiment d'artillerie de campagne de 1907 à 1911. Devenu général de brigade en 1911, puis général de division en 1914, il commande successivement l'artillerie du 6^e corps d'armée, de 1911 au 17 septembre 1914, la 12^e division d'infanterie du 17 septembre au 15 novembre 1914, le 6^e corps d'armée du 15 novembre 1914 au 24 juillet 1915, et la région fortifiée de Verdun du 9 août 1915 au 27 février 1916. Président du centre d'études d'artillerie de février 1916 à janvier 1917, il contribue à former conjointement les commandants de division et les artilleurs au bon usage de cette arme. Le général Herr a présidé la commission centrale d'artillerie (CCA) de sa création, en mai 1917, à la fin de la guerre, et joue à ce titre un rôle majeur dans le formidable développement de l'artillerie lourde française à la fin de la guerre. Parallèlement à la présidence du CCA, Herr est nommé directeur général de l'instruction de l'artillerie aux armées, le 1^{er} juin 1917, puis inspecteur général de l'instruction de l'artillerie aux armées et à l'intérieur le 7 novembre 1917. Il commande la réserve générale d'artillerie en 1918.

Présentation du contenu

La commission centrale d'artillerie a été créée pour « coordonner et activer les études et propositions qui intéressent l'artillerie. » Le fonds Herr conserve, de façon non exhaustive, mais complétant les archives très lacunaires des séries publiques, des études techniques, des rapports d'expérimentation, des notes et procès-verbaux de réunions émanant de la commission centrale et de ses diverses sous-commissions. On trouve aussi, pour l'année 1918 essentiellement, les rapports du général Herr adressés au général en chef sur la situation de l'artillerie, un compte rendu de mission en Italie en août 1918, ainsi que des notes sur la mise en œuvre

des programmes de fabrication des munitions et des pièces d'artillerie. Le général Herr, qui relevait à la fois de l'État-major de l'Armée pour la CCA et du GQG pour ses autres fonctions, a traité, successivement ou simultanément, toutes les questions intéressant l'artillerie, qu'il s'agît des aspects techniques et de la production industrielle, de l'instruction des artilleurs ou de l'emploi de l'artillerie sur le front.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 601 : dossier de carrière.

SHD/GR, 7 N 603-604 : commission centrale de l'artillerie.

SHD/GR, 16 N 776-812 : inspection générale de l'artillerie.

SHD/GR, sous-séries 22-23 N Corps d'armée et régions fortifiées

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié

Auteur de la notice Amable SABLON DU CORAIL

OFFICIERS DE MARINE ET INGÉNIEURS INNOVATEURS

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-série GG ²
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	14 cartons (1,80 mètres linéaire) dont 6 (0,80 mètre linéaire) concernent la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1912-1949

*Notices biographiques***Ingénieur en chef Maxime Laubeuf (1864-1939)**

Concepteur du sous-marin à double coque dont le premier spécimen, baptisé *Narval*, est lancé en 1900, la solution retenue par Maxime Laubeuf va inspirer la conception des sous-marins pendant quarante ans. Jaloué et contrarié, il donne sa démission de la Marine en 1906, pour travailler chez Schneider et aux chantiers de Bretagne à Nantes. Réintégré dans la réserve en 1912, il est chargé durant la Première Guerre mondiale d'inspecter des sous-marins en Italie et d'acheter du matériel en Grande-Bretagne.

Ingénieur en chef Élie Granat (1889- nc)

Diplômé de l'École supérieure d'électricité (promotion 1911-1912), Élie Granat est nommé ingénieur en chef des Établissements Barbier, Benard et Turenne (1912-1920). Mis à la disposition du ministère de la Guerre, ses inventions d'équipements de défense anti-aérienne, de navigation et de conduites de tir lui valent d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur. Les équipements de télécommande électrique de la société Granat qu'il fonde en 1921 sont adoptés aussi par les marines hollandaise, danoise, grecque, polonaise et suédoise.

Capitaine de frégate Yves Le Prieur (1885-1963)

Esprit inventif, Yves Le Prieur est à l'origine de nombreuses inventions dans des domaines aussi variés que l'artillerie, l'aéronautique, la marine, le cinéma. Enseigne de vaisseau en 1907, officier canonnier sur le cuirassé *France* en 1914 puis sur la *Provence* en 1915, il est détaché au gouvernement militaire de Paris pour y étudier les méthodes de tir contre

avions. Il réalise plusieurs appareils qui donnent d'excellents résultats. Lieutenant de vaisseau en 1915, breveté pilote en 1917, il est détaché au service de l'aéronautique militaire pour y étudier le tir à bord des avions. Yves Le Prieur donne sa démission en 1922 pour se consacrer entièrement à ses inventions.

Capitaine de frégate Pierre Cayla (1880-1930)

Entré à l'École navale en 1898, Pierre Cayla, après avoir servi dans la Marine et contribué au développement des hydravions, est transféré dans l'aéronautique militaire en 1914. Il commande l'école de pilotes de Chartres, puis le premier groupe de bombardement. À partir de 1916, il se consacre à l'étude des techniques de bombardement. Il quitte le service actif en 1919 et consacre son activité à l'industrie.

Historique de la conservation

La sous-série GG² rassemble les documents entrés par voie extraordinaire (don, dépôt, achat, apposition de scellés) dans les fonds des archives centrales de la Marine.

Présentation du contenu

FONDS LAUBEUF (47 GG²). Missions en Italie et en Grande-Bretagne : comptes rendus, rapports, plans (1914-1918).

1 carton (0,15 ml)

FONDS GRANAT (85 GG²). Papiers personnels, études, photographies, notices et brevets d'invention des appareils Granat.

Parmi les photographies, une vingtaine de clichés sur la vie au front pendant la Grande Guerre.

2 carton (0,25 ml)

FONDS LE PRIEUR (157 GG²). Procédés de tir : notices, rapports, correspondance, notes, plans, photographies (1913-1949).

1 carton (0,10 ml)

FONDS CAYLA (256 GG²). Hydravions : correspondance. Aéronefs : plans, notes. Bombes et engins explosifs allemands : comptes rendus, livrets, notes. Tir aérien : manuels, plans (1912-1918).

2 cartons (0,30 ml)

Sources complémentaires

SHD/MV, sous-série SS Gi Service des inventions

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

F. Lauro et A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *État général des fonds privés de la Marine*. Vincennes : SHM, 2002.

A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 47 GG² - Maxime Laubeuf, 1864-1939*. Vincennes : SHM, 1999.

M. Laugier et V. Berne, sous la direction de C. Vich et de K. Leboucq. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 157 GG² - Yves Le Prieur, 1885-1963*. Vincennes : SHM, 2001.

A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *Répertoire numérique détaillé du fonds 256 GG² - Pierre Cayla, 1880-1930*. Vincennes : SHM, 2000.

Auteur de la notice Catherine VICH



MÉDECIN GÉNÉRAL JULES MORVAN COMTE ODELRIC DE LENONCOURT

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 294 (Morvan), 1 K 159 (Lenoncourt)
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	2 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1917-1920 (Morvan), 1855-1935 (Lenoncourt)

Notices biographiques

Le médecin général Jules Morvan (1877-1946), prisonnier en Allemagne en 1914-1915, dirige à son retour de captivité le service de prophylaxie de la 9^e région militaire. Il est attaché à l'inspection générale de l'hygiène et de l'état sanitaire des troupes de l'intérieur, puis au laboratoire central de bactériologie. Jules Morvan sert, en 1918 et 1919, aux états-majors des 7^e et 10^e armées, puis à l'armée d'occupation des pays rhénans.

Odelric de Lenoncourt était administrateur de l'hôpital auxiliaire n°14, également appelé hôpital de Saint-Ferréol.

Présentation du contenu

Les deux liasses données en 1981 par Madame Duchène, fille du médecin général Morvan, se rapportent pour l'essentiel aux services de santé des 7^e et 10^e armées en 1917-1918. On y trouve de nombreux schémas décrivant l'organisation du transport automobile et de l'évacuation des blessés dans les secteurs de ces deux armées, en particulier de la 10^e armée lors de la seconde bataille de la Marne et de la contre-offensive française (juillet-août 1918), ainsi que des statistiques, des comptes rendus, des rapports et synthèses - officiels ou personnels - rédigés par Morvan. Jules Morvan a conservé des cours de l'École du service de santé militaire (1897-1898), ainsi qu'une série de textes réglementant le service de santé des armées avant et pendant la guerre.

Le fonds de Lenoncourt se compose de documents provenant de l'hôpital auxiliaire n°14 à Besançon, dépendant de la 7^e région militaire. La plupart d'entre eux couvrent la période allant d'août 1914 à janvier

1915. On y trouve des feuilles d'entrées, des feuilles d'évacuation et quelques billets d'hôpitaux. Les feuilles d'évacuation - listes nominatives mentionnant le grade, le régiment et la compagnie d'appartenance - recensent les blessés à évacuer, soit vers d'autres hôpitaux, soit au dépôt régional des convalescents. De l'administration de l'hôpital, il subsiste des états nominatifs du personnel, un emploi du temps, des états de situation financière bimensuels, un cahier journalier de dépenses et recettes, des reçus de fournitures, quelques factures. On notera aussi la correspondance échangée entre le comité de Besançon de la société française de secours aux blessés militaires et le comte de Lenoncourt sur l'administration de l'hôpital, ainsi que les rapports de la place de Besançon du 31 août 1914 au 26 janvier 1915, traitant occasionnellement des hôpitaux militaires. Le fonds contient aussi un *Manuel pour l'administration des hôpitaux auxiliaires du territoire et des infirmeries de garde* de l'année 1910, un *Bulletin de la société française de secours aux blessés militaires* de 1919 et divers livres, brochures et règlements militaires.

Sources complémentaires

SHD/GR, 15Y^d 447 : dossier de carrière du médecin général Morvan.

SHD/GR, 19 N 1681-1682 : 4^e bureau de la 10^e armée (Morvan).

Lieu de conservation	CHA, Vincennes
Conditions d'accès	Librement communicable
Instruments de recherche	Fonds non inventoriés
Auteurs de la notice	Benoît LAIGUÉDÉ Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE BRIGADE ÉMILE RONNEAUX

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 127
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	1916-1922

Notice biographique

Le général Ronneaux (1864-1932), polytechnicien, breveté en 1898, est affecté à la direction de l'Artillerie en 1912. Il sert durant toute la guerre dans les organismes centraux chargés de l'artillerie, en tant que chef du bureau du matériel de l'artillerie à partir du 2 août 1914, comme adjoint au sous-secrétaire d'État de l'Artillerie, puis au ministère de l'Armement de septembre 1915 à janvier 1917. Promu général de brigade le 31 décembre 1916, il occupe enfin les fonctions de directeur de l'organisation et du matériel de l'artillerie du 16 janvier 1917 au 1^{er} avril 1918. L'explosion du dépôt de grenades de La Courneuve, dont la responsabilité lui est partiellement imputée, lui vaut d'être mis en disponibilité du 1^{er} avril au 19 novembre 1918. En 1919, il participe aux travaux de la commission interalliée permanente d'armistice qui se réunit à Spa : il est alors président de la sous-commission chargée de l'application de l'article 9 de la convention d'armistice, relatif à l'entretien par l'Allemagne des troupes d'occupation alliées en Rhénanie et à l'application du droit de réquisition par les troupes alliées.

Présentation du contenu

Le général Ronneaux a tenu une « main-courante » de ses travaux du 24 juin 1915 au 8 septembre 1917, qui constitue un très intéressant compte rendu en forme de mémento des problèmes traités au jour le jour à la direction de l'Artillerie. La catastrophe de La Courneuve a fait l'objet d'un dossier constitué d'une note d'ensemble du ministre de l'Armement, annotée par Ronneaux, à laquelle sont jointes des copies de documents officiels venant à l'appui de la justification du général. Le reste du fonds se rapporte à la présidence de la sous-commission interalliée (janvier-juillet 1919). Les carnets dans lesquels le général Ronneaux a relaté cette expérience, très détaillés et factuels, sont d'un grand intérêt pour l'histoire de l'immédiat après-guerre et du droit international en matière d'occupation militaire.

Sources complémentaires

SHD/GR, 10Y^d 1752 : dossier de carrière.

SHD/GR, 10 N 1-129 : ministère de l'Armement.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié succinct
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

COMMANDANTS D'ESCADRES, DE FLOTTILLES OU DE GRANDES DIVISIONS

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-séries GG ² (fonds privés) et 5 MI (microfilms)
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	0,70 mètre linéaire (5 cartons), 11 bobines de microfilms, 3 DVD-Rom
<i>Dates extrêmes</i>	1911-1939

Notices biographiques

Augustin Emmanuel Hubert Gaston Boué de Lapeyrère (1852-1924)

En août 1914, l'amiral Boué de Lapeyrère est nommé commandant en chef interallié en Méditerranée. Sa mission est alors d'empêcher la flotte autrichienne de sortir de l'Adriatique et de protéger le transport en France du 19^e corps d'armée stationné en Algérie. Critiqué pour avoir laissé échapper les bâtiments allemands *Goeben* et *Breslau* ainsi que pour sa stratégie d'immobilité face à la flotte autrichienne, mal préparé à la menace sous-marine, il quitte ses fonctions en octobre 1915 et le service actif en mars 1916.

Henri de Cacqueray (1867-1938)

En décembre 1916, le capitaine de vaisseau de Cacqueray prend le commandement de la 1^{re} division de torpilleurs et de sous-marins de la division des flottilles de l'Adriatique et participe au sauvetage de l'armée serbe. De janvier 1917 à août 1919, il commande la division navale du Maroc. Il est promu contre-amiral en février 1920.

Louis René Charles Dartige du Fournet (1856-1940)

Vice-amiral en novembre 1913, Dartige du Fournet exerce les fonctions de préfet maritime du littoral d'Algérie et de Tunisie de décembre 1913 à août 1914. Début 1915, il prend le commandement de la 3^e escadre de l'armée navale. En septembre 1915, il est nommé à la tête de l'escadre des Dardanelles puis en octobre, commandant en chef de l'armée navale lors du départ de l'amiral Boué de Lapeyrère. Il organise et dirige l'évacuation de l'armée serbe et met au point des méthodes de lutte

contre les sous-marins ennemis afin d'assurer le ravitaillement de l'armée d'Orient. En décembre 1916, il dirige le débarquement des fusiliers marins à Athènes, qui tombent dans un guet-apens causé par l'attitude équivoque du gouvernement grec. Entré en conflit avec le ministre de la Marine, l'amiral Lacaze, il est aussitôt démis de ses fonctions et placé en février 1917 en situation de non-activité. Admis dans la 2^e section en 1918, il demande vainement à servir à nouveau.

Charles Henri Dumesnil (1868-1946)

Capitaine de frégate en 1911, il commande le croiseur cuirassé *Latouche-Tréville* aux Dardanelles sous les ordres de l'amiral Guépratte. Capitaine de vaisseau en 1915, chef d'état-major de la 3^e escadre, il joue un rôle de première importance lors de l'évacuation de l'armée serbe, et assure les opérations de sauvetage lors de l'incendie du transport *Arcturus* en septembre 1916. Envoyé en mission en Russie comme délégué auprès du commandant en chef des flottes russes, il s'illustre lors de l'incendie du cuirassé *Impératrice-Marie* en janvier 1917. Commandant en 1918 la division des patrouilles de Méditerranée orientale, il dirige les opérations de sauvetage du *Monastir*. Il est nommé contre-amiral en mars 1919.

Émile Paul Amable Guépratte (1856-1939)

En août 1914, l'amiral Guépratte prend le commandement de la division de complément en Méditerranée. Envoyé aux Dardanelles en septembre 1914, il prend la tête de l'escadre franco-anglaise et bombarde les forts de l'entrée du détroit. La décision de forcer les passes ayant été prise, il entre le premier avec sa division de vieux cuirassés. Le 18 mars 1915, l'assaut est donné mais les pertes sont très lourdes et l'opération échoue. Il déploie la même énergie lors des opérations combinées de mars et avril 1915. Surnommé par les Anglais « le mangeur de feu » et considéré comme un « casse-cou » et un « illuminé dangereux » il est relevé de son commandement. Préfet maritime de Bizerte, il quitte le service actif en août 1918.

Paul Albert Gueydon, comte de (1857-1929)

L'amiral de Gueydon prend la tête de la 1^{re} division légère de la 1^{re} armée navale et assure l'évacuation de l'armée serbe vers Salonique. En 1916, il commande la 1^{re} escadre et participe aux opérations contre le canal de Corinthe avant de prendre le commandement de la 3^e escadre. Préfet maritime de Lorient en 1918, l'amiral de Gueydon quitte le service actif en 1919.

Louis Hippolyte Violette (1869-1950)

Au début du conflit, le capitaine de frégate Violette rallie l'armée navale en Méditerranée. En juillet 1915, il commande l'escadrille de chalutiers de l'armée navale et se distingue dans la chasse aux sous-marins en mer Égée. Capitaine de vaisseau en mai 1916, il est nommé chef de la division des patrouilles de Méditerranée orientale, puis devient l'adjoint, en décembre, de l'amiral Salaün à la direction générale de la Guerre sous-marine. Il est promu contre-amiral en janvier 1919.

Historique de la conservation

La sous-série GG² rassemble les documents entrés par voie extraordinaire (don, dépôt, achat, apposition de scellés) dans les fonds des archives centrales de la Marine.

Présentation du contenu

FONDS BOUÉ DE LAPEYRÈRE (37 GG²). Armée navale : copies d'archives publiques (rapports, instructions, discours, plans, notes, télégrammes officiels, cahiers de correspondance, 1914). Documentation sur la Première Guerre (1917-1921).

1 carton (0,15 ml)

FONDS DE CACQUERAY (290 GG²). Escadrille spéciale de sous-marins, division des flottilles de la 2^e escadre légère, division des flottilles de l'Adriatique, division navale du Maroc : copies d'archives publiques (livrets, rapports, correspondance, ordre de mission, 1914-1919). Journaux personnels, carnets de notes, correspondance privée, photographies (1914-1932).

1 carton (0,15 ml)

FONDS DARTIGE DU FOURNET (5 MI 109). Affaire d'Athènes : archives publiques comprenant rapports, notes et commentaires, correspondance, documentation (1915-1939). Affaire Daveluy : témoignages, ouvrage (1917-1919). Journal de campagne, correspondance privée (1911-1922).

9 bobines de microfilm

FONDS DUMESNIL (180 GG²). Opérations des Dardanelles, participation à la rédaction d'un ouvrage : correspondance, témoignages (1925-1926).

1 carton (0,10 ml)

FONDS GUÉPRATTE (70 GG²). Tentative de forçement des Dardanelles : correspondance (1937).

1 carton (0,15 ml)

FONDS GUEYDON (78 GG²). Base maritime de Corfou : comptes rendus et rapports (1916). Installation serbe à Corfou : coupures de presse (1916). Correspondance privée (1913-1929).

1 carton (0,15 ml)

FONDS VIOLETTE (5 MI 85-86, 282 GG²). Division d'escorte présidentielle : programme (1914). 1^{re} armée navale : compte rendu de mission (1915). Correspondance (1914-1919). Documentation imprimée sur la Première Guerre (s.d., 1918-1919).

2 bobines de microfilm (5 MI 85-86)

3 DVD (282 GG²)

Sources complémentaires

SHD/MV, série SS Première Guerre mondiale

SS A Armée navale

SS Be Base de Corfou

SS D Division navale de l'Adriatique

SS Ea État-major général, 1^{re} section

SS Kb Deuxième escadre

SS M Division navale du Maroc

SS Ob Division de complément

SS Oc Escadre des Dardanelles

SS Xf Attaché naval à Athènes

SS Z Supplément

SHD/MR, série S Entrées par voie extraordinaire

47 S 1-5 : papiers Boué de Lapeyrère (1875-1957), dont deux registres de correspondance de guerre (1914-1915) et de nombreuses pièces relatives à la Première Guerre mondiale.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Les sept fonds sont librement communicables. Le fonds de l'amiral Violette (5 MI 85-86) est uniquement consultable sur un microfilm de qualité médiocre.

Instruments de recherche

F. Lauro et A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *État général des fonds privés de la Marine*. Vincennes : SHM, 2002.

Inventaire analytique du fonds privé 37 GG² - Augustin Boué de Lapeyrère, 1852-1924. Vincennes : SHM, s.d.

E. Le Maresquier. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 78 GG² - Paul de Gueydon, 1857-1929. Vincennes : SHM, s.d.*

V. Berne, sous la direction de C. Vich et K. Leboucq. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 290 GG² - Henri de Cacqueray, 1867-1938. Vincennes : SHD/département Marine, 2008.*

P. Geneste. *Répertoire numérique détaillé du fonds 5 MI 109 - Louis Dartige du Fournet, 1856-1940. Vincennes : SHM, 2000.*

Auteur de la notice

Catherine VICH



GÉNÉRAL DE DIVISION VICTOR BOËLLE

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 79
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	2 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1917

Notice biographique

Victor Boëlle (1850-1942) s'engage comme volontaire au 2^e régiment d'infanterie de marine en septembre 1870. Il sert dans l'armée du Nord et termine la guerre contre l'Allemagne au grade de sous-lieutenant. Détaché à l'École normale de tir du camp de Châlons en 1873-1874, passé dans l'armée métropolitaine en 1876, breveté d'état-major en 1885, il est promu général de brigade en 1906, puis général de division en 1909. Boëlle commande le 4^e corps d'armée de décembre 1911 au 10 mai 1915, date de son passage en 2^e section. Il devient alors inspecteur des dépôts de la zone des armées jusqu'en décembre 1916, puis, de février à juin 1917, chargé de missions spéciales en tant qu'adjoint à l'inspecteur général des effectifs mobilisés. Le général Boëlle a été à l'origine de la création de la croix de guerre.

Présentation du contenu

Le général Boëlle s'est efforcé dès le conflit de réunir une documentation fiable sur les principaux engagements du 4^e corps d'armée. Le général a ainsi demandé à des officiers de tous grades de rédiger des comptes rendus détaillés des actions auxquelles ils prirent part, parfois plusieurs mois après les faits. Les dossiers les plus complets concernent la sanglante bataille d'Ethé et Virton, livrée du 21 au 23 août 1914, la bataille de l'Ourcq, du 8 au 10 septembre 1914, les combats de Champien, dans la Somme, du 23 au 29 septembre 1914. En plus du journal des marches et opérations du 4^e corps d'armée d'août 1914 à juin 1915, le fonds comprend la correspondance reçue et expédiée par les 2^e et 3^e bureaux de l'état-major du corps d'août à décembre 1914, ainsi qu'un intéressant ordre de bataille du 4^e corps d'armée à la mobilisation, dressé à la demande du général en novembre 1917, prenant la forme d'un état des officiers mobilisés en août 1914 et de leur situation en 1917.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 490 : dossier de carrière.

SHD/GR, 22 N 146-205 : 4^e corps d'armée.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION EDMOND BOICHUT

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 170
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	2 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1934

Notice biographique

Edmond Boichut (1864-1941) entre à Polytechnique en 1885 et choisit l'artillerie à sa sortie de l'École. Breveté d'état-major en 1899, il entre en guerre comme colonel commandant le 61^e régiment d'artillerie de campagne. Du 30 août au 10 novembre 1914, il est responsable de l'artillerie divisionnaire de la 42^e division d'infanterie, constituée à partir du 61^e RAC. Son intérêt pour l'infanterie et sa maîtrise de la coopération interarmes le font choisir pour commander un détachement mixte à Dixmude, du 23 novembre au 7 décembre 1914, puis les troupes du secteur de Bagatelle en Argonne du 30 juin au 3 juillet 1915. Promu général de brigade le 29 juin 1915, il commande l'artillerie du 32^e corps d'armée en Champagne, puis du 22 janvier au 19 mars 1916, l'artillerie de la région fortifiée de Verdun. Il est affecté à l'état-major du gouverneur militaire de Paris d'avril 1916 à mars 1917. Le 16 juin 1917, Boichut est nommé à la tête de la 163^e division d'infanterie, qu'il commande jusqu'à la fin de la guerre, notamment à la bataille de Moreuil, près d'Amiens, du 29 mars au 4 avril 1918, au cours de laquelle sa division subit de lourdes pertes : plus de deux mille tués, blessés et disparus. Devenu général de division en décembre 1917, Boichut assume le commandement supérieur des troupes du Maroc de décembre 1925 à novembre 1926 et contraint Abd-el-Krim à capituler.

Historique de la conservation

Don de M. Lucien Maillé et du colonel Nied (1975, 1986 et 1987)

Présentation du contenu

Le fonds Boichut est presque exclusivement composé de journaux quotidiens rédigés par le général lors des engagements majeurs de la 42^e division d'infanterie, dont faisait partie le 61^e régiment d'artillerie de campagne qu'il commandait, et de la 163^e division d'infanterie. Le

récit de la bataille de Moreuil est de loin le plus intéressant, par son volume (256 p.), et par les cartes, croquis et comptes rendus d'opérations qui y sont insérés. Les autres mémoires, moins techniques et écrits dans un style assez stéréotypé, portent sur la bataille des frontières (53 p.), la bataille de la Marne (64 p.), le combat de Bagatelle (26 p.), l'Yser, d'octobre à décembre 1914 (161 p.), l'Argonne, de janvier à juin 1915 (103 p.). De tous ces travaux, seul fut publié en 1936, aux éditions Berger-Levrault, un petit opuscule intitulé *La bataille des frontières à la 42^e division : liaison infanterie-artillerie*. On trouve également des documents allemands traduits et commentés (août 1914), ainsi qu'une analyse par Boichut d'un mémoire hostile à Joffre émanant du général Ruffey, commandant la 3^e armée, limogé en août 1914.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 758 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-série 24-25 N *Divisions, brigades et régiments*

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié succinct
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION PIERRE-JOSEPH DUBOIS

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 136
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918

Notice biographique

Pierre-Joseph Dubois (1852-1924) choisit la cavalerie à sa sortie de Saint-Cyr en 1874. Breveté en 1884, général de brigade en 1905, il est alors nommé directeur de la Cavalerie au ministère de la Guerre. Il y reste jusqu'en 1909, date à laquelle il est promu général de division et placé à la tête de la 1^{re} division de cavalerie. Dubois siège par ailleurs au comité technique de la cavalerie jusqu'à sa dissolution en 1910. Il commande avec distinction le 9^e corps d'armée de 1913 au 13 mars 1915, durement engagé à la bataille d'Ypres en octobre 1914. On lui confie ensuite la direction de la 6^e armée en Picardie. Joffre lui reprochant sa raideur et son manque de vision d'ensemble, il est limogé le 26 février 1916 et mis au repos. Le général Dubois reprend du service, à la tête de la 5^e puis de la 11^e région militaire, de juin 1916 à décembre 1917.

Présentation du contenu

Le général Dubois a rédigé un volumineux historique du 9^e corps d'armée et de la 6^e armée pendant le temps de son commandement, « avec les documents authentiques en mains, avec les témoignages des survivants, avec le concours des officiers de [son] état-major. » Le général Dubois a en effet largement eu recours aux ordres généraux et particuliers envoyés et reçus par le 9^e corps d'armée et la 6^e armée, souvent retranscrits, ainsi qu'à des extraits de comptes rendus d'opération. D'environ 300 pages, son ouvrage traite principalement des opérations en Lorraine, de la bataille de la Marne et de la bataille d'Ypres. Le fonds en conserve une version manuscrite et une version dactylographiée corrigée. Georges Clemenceau, par lettre du 28 mars 1919, interdit la publication de l'historique du général Dubois avant la publication du décret de cessation des hostilités, et le somme de restituer les « documents secrets appartenant aux archives de la Guerre ». Ce sage rappel à l'ordre semble avoir été suivi d'effet, puisqu'on ne trouve, en

plus de l'historique du général, qu'une copie manuscrite et annotée du journal des marches et opérations du 9^e corps d'armée, du 2 août 1914 au 2 février 1916. Le général Dubois parvient finalement à publier son travail sous le titre *Deux ans de commandement en France, 1914-1916*, chez Lavauzelle en 1921.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 481 : dossier de carrière.

SHD/GR, 22 N 546-616 : 9^e corps d'armée.

SHD/GR, 19 N 968-1143 : 6^e armée.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION PAUL DURAND

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 90
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	Août 1914-novembre 1915

Notice biographique

Le général Paul Durand (1845-1916) entre à Polytechnique en 1862. Affecté dans l'artillerie à cheval à sa sortie de l'École d'application de l'artillerie et du génie, il est capturé lors de la capitulation de Metz en 1870, mais parvient à s'évader. Durand, alors capitaine en second au 15^e régiment d'artillerie à cheval, est grièvement blessé à la bataille de Villers-Bretonneux. Général de brigade en 1899, de division en 1903, il commande la 4^e division de cavalerie de 1902 jusqu'à sa mise dans le cadre de réserve en 1910. Rappelé à l'activité à la déclaration de guerre, on lui confie le 3^e groupe de divisions de réserve (GDR) du 2 août 1914 à sa dissolution le 3 novembre suivant. Le 3^e GDR se replie à la fin du mois d'août 1914 à Verdun, avant d'être engagé dans la bataille de la Marne à Revigny. Il termine sa carrière à la tête de la 11^e région militaire, du 2 décembre 1914 au 18 mars 1915, avant d'être chargé de l'inspection générale des camps et dépôts d'infanterie des 15^e, 16^e et 17^e régions militaires jusqu'en novembre 1915.

Historique de la conservation

Saisie effectuée au domicile du général Durand après son décès (1916)

Présentation du contenu

La plupart des documents du fonds Durand ont trait à ses fonctions d'inspecteur des camps et dépôt d'infanterie. On y trouve des directives sur l'instruction des troupes, des états de situation d'effectifs des centres d'instruction, des rapports d'inspection des camps et dépôts des 15^e, 16^e et 17^e régions militaires (mai-novembre 1915), ainsi que des circulaires et directives du ministère sur l'organisation des dépôts, adressées aux généraux commandants les régions militaires à la suite des inspections. Aussi restreint que soit le fonds Durand, celui-ci compense dans une très modeste mesure la perte des archives des régions militaires. A cela

s'ajoutent quelques documents sur les opérations en Lorraine du 17 au 24 août 1914, ainsi que des mémoires de proposition pour la Légion d'honneur et citations, assortis de feuillets et comptes rendus de faits d'armes individuels (août à octobre 1914).

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 385 : dossier de carrière.

SHD/GR, 7 N 2004-2008 : état-major de l'Armée, 3^e bureau, inspections.

SHD/GR, 21 N 9 : 3^e groupe de divisions de réserve.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE BRIGADE EDMOND FERRY

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 94
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	3 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918

Notice biographique

Entré à l'École spéciale militaire en 1882, breveté en 1891, auteur de deux études remarquées, en 1905 et 1907, *La France en Afrique* et *De Moukden à Nancy*, Edmond Ferry (1861-1936) est directeur des études à l'École supérieure de guerre en 1913-1914. Promu général de brigade le 4 juillet 1914, Ferry commence la guerre en tant que commandant de la 22^e brigade d'infanterie (11^e DI). Il est nommé à la tête de la 11^e division d'infanterie, dite « division de fer », le 30 septembre 1914. Ses critiques acerbes contre le haut commandement lui valent d'être limogé et mis en disponibilité le 11 avril 1916. Après la chute de Joffre, il reprend brièvement du service dans les 9^e et 7^e régions militaires du 2 avril au 9 septembre 1917. Le général Ferry, à la suite de l'affaire Bolo Pacha, est à nouveau relevé de son commandement. Nommé général de division à titre temporaire le 18 février 1915, cette décision est rapportée le 12 décembre 1917. Il est alors placé d'office et par anticipation dans le cadre de réserve le 17 décembre 1917, pour raison de discipline, sur avis d'une commission présidée par le général de Langle de Cary.

Présentation du contenu

Le fonds du général Ferry reflète le souci constant de défendre son action en 1914-1916 et de répondre à ses détracteurs. On y trouve notamment le manuscrit et un exemplaire dactylographié (311 p.) de *La grande leçon*, écrit en 1931, exposant, à partir de son expérience du commandement de 1914 à 1916, les enseignements à tirer de la guerre mondiale. Il ne parvint pas à le publier et dut le résumer dans un article de dix-neuf pages paru dans la *Revue des vivants*. À cela s'ajoutent neuf carnets de souvenirs, couvrant la période allant d'août 1914 à mai 1917, commencés après son éviction de la 11^e division.

Le général Ferry a également rédigé de très nombreux mémoires, décrivant, croquis et documents officiels à l'appui, notamment les ordres

reçus et envoyés par lui, les opérations de la 22^e brigade et de la 11^e division à Morhange, au Grand Couronné, en Artois, sur la Somme et l'Yser en 1914, en Artois et en Champagne en 1915, et enfin à Verdun. Il a par ailleurs adressé plusieurs notes d'analyses à Clemenceau, Briand et Viviani en 1915-1916, critiquant violemment la conduite des opérations par le haut commandement. Le fonds comporte enfin une correspondance assez abondante avec le ministère demandant son retour au front, ainsi que la confirmation de sa promotion au grade de général de division. On en trouve la copie, avec les réponses de l'administration, dans son dossier individuel.

Sources complémentaires

SHD/GR, 10 Y^d 1532 : dossier de carrière.

SHD/GR, 24 N 207-223 : 11^e division d'infanterie.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION CHARLES REGNAULT

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 40
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	11 cartons, dont trois concernent la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1886-1970

Notice biographique

Polytechnicien, breveté d'état-major, Charles Regnault (1856-1937) sert dans l'artillerie. Sous-chef d'état-major général de l'Armée, il est nommé général de brigade en 1910, de division en 1914. Commandant la 3^e division d'infanterie au début de la guerre, il est relevé de ses fonctions dès le 31 août 1914 par le général de Langle de Cary, chef de la 4^e armée. Nommé adjoint au commandant de la 9^e région militaire à Tours, puis mis à la retraite d'office, Gallieni, alors ministre de la Guerre, le rappelle à la tête de la 122^e division d'infanterie sur le front d'Orient le 3 décembre 1915. Commandant le corps expéditionnaire d'Athènes d'octobre à décembre 1917, il exerce le commandement provisoire de l'armée d'Orient avant de commander le 2^e groupement de divisions. Atteint par la limite d'âge en début d'année 1918, il est placé dans le cadre de réserve, puis nommé en août adjoint à l'inspecteur général des effectifs du territoire (avec rang et prérogatives de général de corps d'armée), avant d'en être relevé pour raisons de santé en octobre. On lui doit quelques ouvrages ou brochures : *La Conquête d'Athènes (juin-juillet 1917)*, *La 3^e division d'infanterie, août 1914*, *Les officiers généraux limogés, comment on leur a appliqué la loi*.

Présentation du contenu

De la 3^e division d'infanterie, qu'il a commandée durant le premier mois de la guerre, Regnault a conservé des ordres et copies d'ordres, des comptes rendus et des rapports, un état nominatif des officiers des 72^e, 87^e, 128^e régiments d'infanterie, du 17^e régiment d'artillerie (1915). On trouve également un dossier sur le recours déposé par le général au conseil d'État, au terme duquel il obtint la cassation du décret le plaçant en retraite d'office. Une partie du fonds traite des opérations d'Orient. Si le carnet tenu du 1^{er} janvier 1917 au 9 février 1918 est essentiellement

consacré à son rôle de représentation en Grèce, une partie de ses mémoires manuscrits (restés inachevés) est consacrée au contexte en Orient à son arrivée.

Le fonds contient aussi de la correspondance, une lettre adressée à la commission d'enquête sur la métallurgie en 1919, très critique sur le rôle de Joffre, un brouillon d'un courrier (8 feuillets recto-verso) de justification de son attitude en août 1914 adressé au maréchal Pétain, ministre de la Guerre, ainsi qu'une ébauche de ses souvenirs. Les papiers de son fils Jacques, général et historien militaire, consistent essentiellement en études et en correspondance.

Sources complémentaires

SHD/GR, 20 N 58-109 : armée d'Orient.

SHD/GR, 24 N 32-55 : 3^e division d'infanterie.

SHD/GR, 24 N 2212-2237 : 122^e division d'infanterie.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Communication pour partie soumise à l'autorisation des ayant droits
<i>Instrument de recherche</i>	Récolement sommaire
<i>Auteur de la notice</i>	Benoît LAIGUÉDÉ

GÉNÉRAL DE DIVISION AUGUSTIN GÉRARD

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 96
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	6 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1907-1925

Notice biographique

Augustin, Grégoire, Arthur Gérard (1857-1926) entre à Saint-Cyr en 1875. Il intègre l'infanterie de marine en 1885, participe à la conquête du Tonkin et de Madagascar. Repassé dans l'armée métropolitaine en 1899, ses états de service lui valent une promotion au grade de général de brigade en 1909, puis de division en 1912. Il commence la guerre à la tête du 2^e corps d'armée, engagé dans les Ardennes, sur la Marne, en Champagne et en Lorraine, et le quitte le 24 juillet 1915 pour prendre le commandement du détachement d'armée de Lorraine jusqu'en novembre suivant. Victime d'une congestion pulmonaire pendant l'hiver 1915-1916 et mis au repos, Gérard commande successivement la 1^{re} armée, du 31 mars au 31 décembre 1916, puis la 8^e armée (ancien détachement d'armée de Lorraine), jusqu'à la fin du conflit.

Historique de la conservation

Documents probablement repris par les autorités militaires au domicile du général Gérard à son décès en 1926

Présentation du contenu

Le fonds Gérard se compose essentiellement de dossiers thématiques constitués à partir de doubles de documents des états-majors des grandes unités qu'il a commandées sur les sujets les plus divers (emploi de l'artillerie, coups de main, organisation du commandement, moral des troupes au printemps 1917, etc.). Le général Gérard a suivi avec attention les notations de ses officiers, y compris de ceux susceptibles de lui être affectés. Ces dossiers, intéressants pour ce qu'ils montrent des méthodes de travail et des références du général Gérard, le sont également par la correspondance en forme personnelle qu'on y trouve, reçue d'autres officiers généraux (Cordonnier, Dubail, Guillaumat, Herr, de Langle, Rabier). Des opérations auxquelles Gérard prit part, ont été conservés

principalement des historiques anonymes, sans doute rédigés par les 3^e bureaux de ses états-majors, ainsi que les instructions personnelles et secrètes envoyées et reçues. On notera en particulier le dossier relatif à la prise de la crête des Épargés en avril 1915 par le détachement Gérard (constitué à partir du 2^e corps d'armée en avril 1915, puis dissous à la fin du mois), dont il ne subsiste, dans la série GR N, que le journal des marches et opérations.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 555 : dossier de carrière.

SHD/GR, 19 N 1773 et 26 N 59 : journal des marches et opérations du détachement Gérard, du 4 au 23 avril 1915.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche Fonds non inventorié

Auteur de la notice Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION ADOLPHE GUILLAUMAT

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 376 et 1 Kmi 52
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	15 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1932

Notice biographique

Le général Adolphe Guillaumat (1863-1940) sort major de sa promotion de Saint-Cyr en 1884. Breveté en 1905, il enseigne la tactique d'infanterie à l'École de guerre en 1907-1908. Promu général de brigade en 1913, il est chef de cabinet du ministre de la Guerre Messimy durant son bref ministère, du 14 juin au 31 août 1914. Bien que n'ayant jamais commandé de grandes unités, Guillaumat est alors nommé à la tête de la 33^e division d'infanterie, avec laquelle il combat sur la Marne, puis de la 4^e division d'infanterie. Il commande le 1^{er} corps d'armée du 25 février 1915 au 15 décembre 1916, en Champagne, à Verdun et sur la Somme. Devenu général de division à titre définitif le 23 décembre 1915, Guillaumat ne cesse de commander au front, la 2^e armée jusqu'en décembre 1917, puis les armées alliées d'Orient pendant les six premiers mois de l'année 1918. Rappelé en France au moment des offensives allemandes du printemps 1918, il dirige le camp retranché de Paris jusqu'à la retraite allemande, puis la 5^e armée. Guillaumat préside en 1919 le conseil d'enquête sur la reddition des places frontières en 1914. Il siège au Conseil supérieur de la guerre, à partir de 1920, et fait un bref passage au gouvernement, en tant que ministre de la Guerre, du 13 juin au 20 juillet 1926.

Historique de la conservation

Don du docteur Louis Guillaumat en 1984-1985

Présentation du contenu

Le général Guillaumat a constitué une collection de documents en provenance des états-majors de ses différents commandements, sans se soucier de les commenter ou d'en tirer matière à des écrits personnels. On y trouve des directives, instructions, notes, ordres, comptes rendus reçus et envoyés, des journaux des marches et opérations, constituant

un intéressant condensé des activités de Guillaumat pendant la guerre. Une transcription des lettres du général à sa femme (1914-1918) a été microfilmée sous la cote 1 Kmi 52. Le fonds comporte également un très grand nombre de photographies de la bataille de Verdun et de l'armée d'Orient, les procès-verbaux et rapports des conseils d'enquête sur la reddition des places fortes, ainsi qu'un cours très volumineux donné à l'École de guerre par le commandant Pugens en 1928 sur la 4^e armée française durant la bataille des Ardennes, du 18 au 24 août 1914.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 648 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-séries 18 N-22 N *Grandes unités de l'armée*

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION CHARLES LANREZAC

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 444
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	1879-1963

Notice biographique

Entré à l'École spéciale militaire en 1869, à l'âge de dix-sept ans, Charles Lanrezac combat dans l'armée de la Loire en 1870-1871. Breveté en 1879, il est affecté à l'état-major de la brigade d'occupation de Tunisie en 1886-1892. De 1892 à 1903, il enseigne à l'École supérieure de guerre, en tant que professeur adjoint au cours de tactique générale et de stratégie, sous-directeur des écoles puis directeur des études. Promu colonel en 1901, général de brigade en 1906, général de division en 1911, Lanrezac commande successivement la 43^e brigade d'infanterie, la 20^e division d'infanterie, puis le 11^e corps d'armée. A la mobilisation, plus jeune membre du Conseil supérieur de la Guerre, il dirige la 5^e armée, placée à l'aile gauche française le long de la frontière belge. Brillant stratège, il livre dans des conditions difficiles les batailles de Charleroi et de Guise (21 au 25 août 1914) et parvient à échapper à la destruction, tout en permettant la manœuvre de la Marne. En désaccord avec Joffre, Lanrezac est limogé le 3 septembre 1914 et remplacé par le général Franchet d'Espèrey. Il est par la suite chargé de diverses missions d'inspection, notamment l'inspection générale des camps et dépôts d'infanterie des 3^e, 10^e et 11^e régions militaires de mars à novembre 1915. Le général Lanrezac est placé dans la section de réserve en avril 1917. Il a publié en 1920 un ouvrage intitulé *Le plan de campagne français et le premier mois de guerre*, charge sévère contre le plan XVII et Joffre.

Historique de la conservation Don de M. Pierre Lanrezac en novembre 1986

Présentation du contenu

Le fonds Lanrezac a été principalement constitué par son fils, le commandant Henry Lanrezac, qui s'est efforcé de défendre la mémoire de son père, dont il a projeté vers la fin de sa vie d'écrire la biographie.

On y trouve quelques rares papiers personnels du général Lanrezac, ses lettres de service, ainsi qu'une lettre ouverte en réponse aux mémoires du maréchal French, publiés dans *L'Excelsior* à partir de mai 1919. L'essentiel du fonds se compose d'un ensemble d'articles, coupures de presse et extraits d'ouvrages parus dans les années 1920 et 1930 sur le rôle de Lanrezac en août 1914 et sur la virulente polémique qui opposa alors les adversaires et les partisans de Joffre.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 513 : dossier de carrière.

SHD/GR, 19 N 824-967 : 5^e armée.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION JOSEPH ALFRED MICHELER

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 113
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	1913-1918

Notice biographique

Joseph Alfred Micheler, né à Phalsbourg en 1861, mort en 1931, entre à l'École spéciale militaire en 1880. Breveté en 1889, il commence la guerre avec le grade de colonel, en tant que chef d'état-major du 6^e corps. Micheler dirige l'état-major de la 1^{ère} armée du 6 janvier au 3 août 1915, puis commande la 53^e division d'infanterie jusqu'en mars 1916. Alors promu général de division à titre temporaire, et après quelques jours seulement passés au 38^e corps d'armée, il est nommé à la tête de la 10^e armée, avec laquelle il participe à la bataille de la Somme. De janvier à mai 1917, Micheler commande le groupe d'armées de réserve, engagé sur le Chemin des Dames en avril 1917, puis la 5^e armée, du 22 mai 1917 à juin 1918. Il est limogé par Clemenceau lors des dernières offensives allemandes.

Présentation du contenu

Le fonds est principalement constitué d'études personnelles du général Micheler, datant de 1917-1918 et qui n'ont pas été diffusées ou transmises au GQG. Il s'agit le plus souvent de copies faites par le Service historique, sans doute lors de l'inventaire des papiers du général après son décès. Ces documents portent sur la direction générale de la guerre, les opérations en Italie, le plan de guerre allié en 1918, ou des sujets plus spécifiques, comme l'instruction des cadres et de la troupe, ou les modalités d'attaque des positions fortifiées. S'y trouvent enfin des directives et notes envoyées ou reçues par le 3^e bureau du groupe d'armées de réserve de février à avril 1917. Micheler a également laissé un mémoire manuscrit, assez polémique, sur le haut commandement et les opérations en 1917-1918 (153 p.).

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 655 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-séries 18-22 N *Grandes unités de l'armée*

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION EMMANUEL RUFFEY

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 88
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1922

Notice biographique

Polytechnicien et artilleur, Emmanuel Ruffey (1851-1928) enseigne la tactique appliquée d'artillerie à l'École de guerre de 1887 à 1890. Général de brigade en 1905, de division en 1910, membre du Conseil supérieur de la guerre à partir du 30 octobre 1913, il commande le 13^e corps d'armée de 1912 à 1914, puis la 3^e armée à la mobilisation. Le général Ruffey est limogé par Joffre le 31 août 1914 et remplacé par Sarrail. Animé d'un féroce ressentiment à l'égard du général en chef, Ruffey, d'abord inspecteur des places fortes de Langres, Besançon et Dijon, est mis en disponibilité le 18 octobre 1914. Rappelé au commandement de la 11^e région militaire le 18 mars 1915, il est placé par anticipation dans la section de réserve quelques jours plus tard, le 26 mars 1915.

Présentation du contenu

Le fonds Ruffey consiste en études et mémoires, dont la plupart devaient servir à composer un ouvrage sur Joffre et le début de la guerre. La polémique l'emporte dans les écrits de Ruffey, au style exalté et aux accents violemment antisémites. Le général a adressé plusieurs lettres ouvertes aux ministres de la Guerre pour leur demander la levée des sanctions prises contre lui et la traduction de Joffre en conseil de guerre (1917-1921). Une longue note relate son entrevue avec Joffre le 30 août 1914, au cours de laquelle le généralissime lui signifia son renvoi. Le fonds comporte enfin un projet de plan de campagne contre l'Allemagne, présenté comme ayant été élaboré avant la guerre et rédigé à la lumière des événements d'août-septembre 1914.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9Y^d 502 : dossier de carrière.

SHD/GR, 19 N 514-637 : 3^e armée.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE DIVISION ANDRÉ SIMON

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 218
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	6 cartons, dont 4 sur la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1883-1929

Notice biographique

Saint-cyrien, Marie Joseph André Simon (1868-1955) sert de 1891 à 1896 en Algérie, en Indochine et à Madagascar où il participe à la prise de Tananarive. Breveté d'état-major en 1905, il est sous-chef de cabinet au ministère de la Guerre en 1912-1913. Dans les premiers mois de la Grande Guerre, il sert à l'état-major du général Gallieni, gouverneur militaire et commandant les armées de Paris. Colonel en juillet 1915, il commande successivement le 46^e régiment d'infanterie (janvier-juillet 1915), la 40^e (août 1915-mai 1916) puis la 145^e brigade d'infanterie par intérim (mai 1916-février 1917), l'infanterie divisionnaire de la 73^e (mars 1917-octobre 1918) et de la 133^e division d'infanterie (octobre 1918-mars 1919) ; il prend notamment part aux batailles de l'Ourcq (1914), de Vauquois (1915), de Verdun (1916-1917), de la Somme et à la seconde bataille de la Marne en juillet 1918. Nommé général de brigade en 1919, général de division en 1926, André Simon achève sa carrière comme adjoint au gouverneur militaire de Paris.

Présentation du contenu

Les archives du général Simon sur la Première Guerre mondiale sont constituées pour l'essentiel de dossiers d'opérations auxquelles il a participé durant le conflit. On y trouve ainsi des dossiers sur Vauquois, Saint-Thomas, Vienne-le-Château, Verdun, Bois-le-Prêtre et la Haute-Alsace. Ces dossiers comprennent de nombreuses cartes et croquis, des ordres généraux ou particuliers, des messages reçus par le colonel Simon de ses supérieurs, des rapports et comptes rendus adressés par des commandants de bataillon ou de compagnie, des notes manuscrites, parfois rédigées dans le feu de l'action (sur les combats ou les effectifs), des états de matériel, fournitures ou chevaux, ou encore des photographies de terrain.

Le fonds apporte des renseignements intéressants sur des unités comme le 46^e régiment d'infanterie et les 40^e et 145^e brigades, dont les archives opérationnelles sont assez peu représentées au SHD. Des journaux de tranchée, *L'Écho des gourbis*, *Le Canard des poilus*, *La Roulante*, *Le Rigolboche*, *Le Mouchoir...*, et des coupures de presse complètent cet ensemble, à quoi s'ajoutent encore un album photographique sur la visite de la mission russe en France en 1912, ainsi que quatre volumes d'invitations, de menus et programmes de spectacle (1889-1929) et un dossier se rapportant à sa campagne au Tonkin (1892-1894).

Sources complémentaires

SHD/GR, 13 Yd 1158 : dossier de carrière.

SHD/GR, 23 N 1-77 : gouvernement militaire de Paris.

SHD/GR, 24 N 187-200 : 10^e division d'infanterie.

SHD/GR, 24 N 1852-1900 : 73^e division d'infanterie.

SHD/GR, 24 N 2494-2522 : 133^e division d'infanterie.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Benoît LAIGUÉDÉ

GÉNÉRAL DE BRIGADE CHARLES FIÉVET

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 163
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	3 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1899-1942

Notice biographique

Charles Fiévet (1864-1919) choisit l'artillerie à sa sortie de Polytechnique en 1886. Breveté d'état-major en 1895, il commence la guerre au grade de chef d'escadron, en tant que chef de l'état-major de la 5^e division d'infanterie. Il commande par intérim l'artillerie de la 65^e division de réserve du 20 février au 26 octobre 1915, puis devient chef d'état-major du 11^e corps d'armée (groupement D puis DE de juin 1916 à janvier 1917, également dénommé groupement Mangin). Par la suite et jusqu'à la fin de la guerre, le colonel Fiévet commande par intérim l'artillerie du 11^e corps d'armée. Il est promu général de brigade le 20 mars 1919, quelques mois avant sa mort. Très apprécié par ses chefs successifs durant la guerre, notamment par Mangin, il joue un rôle majeur à Verdun et lors de la prise de La Malmaison en octobre 1917.

Présentation du contenu

Le fonds porte principalement sur la période durant laquelle Fiévet servit au 11^e corps d'armée. S'y trouvent de très nombreuses photographies des forts de Vaux et de Douaumont en octobre et novembre 1916, des cartes renseignées et des photographies aériennes du secteur de Verdun. La plupart des documents proviennent du 3^e bureau de l'état-major du corps ; aux traditionnels ordres d'opérations et plans d'engagement s'ajoutent des historiques des opérations du groupement Mangin, du 22 juin 1916 au 27 janvier 1917, de la reprise de Douaumont, des combats livrés le 15 décembre 1916. À noter un état journalier des blessés en ambulance du 22 juin 1916 au 24 janvier 1917, un état des prisonniers capturés par le groupement pendant la même période, ainsi qu'un ensemble de messages et rapports allemands interceptés et traduits.

Le reste du fonds, plus composite, contient des cartes renseignées et des photographies aériennes du Chemin des Dames en avril-mai 1917, l'agenda de Fiévet pour l'année 1916, ainsi que quelques documents

antérieurs à la guerre : le journal des marches et opérations du 5^e groupe du 11^e d'artillerie aux grandes manœuvres d'automne de 1910 dirigées par le général Michel, une étude sur la guerre de 1866 entre l'Autriche et la Prusse, le travail de l'hiver 1892-1893 sur les enseignements à tirer des derniers conflits en matière d'artillerie.

Sources complémentaires

SHD/GR, 9 Y^d 634 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-séries 22 N et 24 N Corps d'armée et divisions

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

COLONEL RENÉ KASTLER

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 104
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	6 cartons, dont 3 concernent la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1916-1918

Notice biographique

Saint-cyrien et officier d'infanterie, René Kastler (1870-1926) est mobilisé en août 1914 avec l'état-major du commandant des troupes d'occupation du Maroc occidental. Le commandant Kastler arrive en France en 1916 ; il est alors nommé chef d'état-major de la division du Maroc, engagée dans la bataille de la Somme en juillet de cette même année. Promu lieutenant-colonel le 6 juillet 1917, il dirige successivement l'état-major de la 37^e division d'infanterie, du 28 avril au 8 juillet 1918, puis, de cette date à la fin de la guerre, celui du 17^e corps d'armée lorsque celui-ci participe à l'offensive franco-américaine sur la Meuse. Après un passage à l'état-major du commandement supérieur du territoire d'Alsace, Kastler commande le 150^e régiment d'infanterie de 1920 à 1926. Il est nommé en novembre 1926 commandant par intérim des places de Strasbourg et des subdivisions de Saverne, Strasbourg et Sélestat.

Présentation du contenu

Le fonds du colonel Kastler reflète le travail d'un officier d'état-major. En temps de guerre, il consiste d'abord à recevoir et diffuser les instructions générales et la documentation émanant des différents bureaux du GQG et des états-majors de grandes unités. Les dossiers thématiques, constitués à partir de documents provenant des 2^e et 3^e bureaux, abondent sur les sujets les plus divers : renseignements sur l'armée allemande, organisation de l'artillerie, principes de défense d'un secteur, techniques de liaison, etc. La mission principale d'un état-major est bien sûr la préparation et la conduite des opérations militaires. Il reçoit à ce titre les instructions, notes et ordres d'opérations des échelons supérieurs, les adapte et les répercute sur les unités subordonnées, reçoit et analyse les comptes rendus que celles-ci lui font parvenir. Le

colonel Kastler a ainsi rassemblé des dossiers sur les combats auxquels la division marocaine a pris part, en particulier la bataille de la Somme, en juin-juillet 1916, et dans le secteur de Verdun en juillet-août 1917. On dispose pour le 17^e corps d'armée d'un plan de défense et de repli au nord de Verdun daté du 8 août 1918, ainsi qu'un résumé des opérations du 17^e CA en septembre-octobre 1918 rédigé, par le 3^e bureau et envoyé au chef d'état-major.

Sources complémentaires

SHD/GR, 6 Y^c 1 689 : dossier de carrière.

SHD/GR, sous-séries 22 N et 24 N Corps d'armée, divisions

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié

Auteurs de la notice Amable SABLON DU CORAIL
Michel ROUCAUD

GÉNÉRAL DE DIVISION LÉON ZELLER

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 172
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	9 cartons, dont 7 sur la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1877-1934

Notice biographique

Polytechnicien, Léon Zeller (1868-1945) suit les cours de l'École d'application de l'artillerie et du génie. Breveté d'état-major en 1900, affecté à l'état-major du 7^e corps d'armée de 1913 à 1914, il devient chef d'état-major de la 43^e division d'infanterie à la mobilisation. Il sert ensuite à l'état-major de la 2^e armée (février 1915-septembre 1916), avant de prendre le commandement du 62^e régiment d'artillerie de campagne, rattaché à la 13^e division d'infanterie, de septembre à décembre 1916. Il dirige ensuite l'état-major de la 7^e armée (janvier-avril 1917) puis le 3^e bureau du GQG (mai-novembre 1917), sous les ordres de l'aide-major général de Barescut. Promu colonel en mai 1917, il commande l'artillerie du 8^e corps d'armée par intérim (novembre 1917-janvier 1919). Le colonel Zeller participe ainsi à la bataille de la Marne (1914), aux offensives d'Artois (1915), aux batailles de la Somme et de Verdun (1916-1917) et à la bataille défensive de Champagne (1918). Nommé général de brigade en 1921, de division en 1926, il est placé dans le cadre de réserve en 1930.

Présentation du contenu

Comme dans la plupart des fonds d'officiers d'état-major, on y trouve un nombre important de cartes, rapports, comptes rendus et notes de service. Le fonds comprend, pour les années 1915-1916 et 1918, de nombreuses notes, instructions et tableaux ayant trait à l'organisation et à l'emploi de l'artillerie lourde dans ses commandements successifs (particulièrement celui de l'artillerie du 8^e CA en 1918), des états de matériel, des comptes rendus manuscrits envoyés par les chefs de batterie, des canevas de tir, des photographies, un dossier sur des manœuvres de cadres en 1916 au camp de Crèvecœur, ainsi qu'un exposé sur la 13^e division dans la bataille de la Somme. Ces archives suppléent en partie

à l'absence de celles du 62^e régiment d'artillerie et complètent celles du 8^e CA sur l'artillerie. Le reste du fonds comprend pour l'essentiel des textes de conférences ou de cours, de 1892 à 1900, et des notes, instructions et relevés chronologiques émanant du 3^e bureau du GQG quand il le dirigeait.

Sources complémentaires

SHD/GR, 13 Yd 569 : dossier de carrière.

SHD/GR, 16 N 1671-2269 : 3^e bureau du GQG.

SHD/GR, 22 N 378-466 : 7^e corps d'armée.

SHD/GR, 22 N 538-541 : artillerie du 8^e corps d'armée.

SHD/GR, 24 N 245-269 : 13^e division d'infanterie.

SHD/GR, 24 N 1038-1078 : 43^e division d'infanterie.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Communication soumise à l'autorisation du donateur
<i>Instrument de recherche</i>	Récolement sommaire
<i>Auteur de la notice</i>	Benoît LAIGUÉDÉ

GÉNÉRAL ANTONIN BROCARD

<i>Référence</i>	SHD, Air, Z 10974-10975
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	0,30 mètre linéaire
<i>Dates extrêmes</i>	1912-1958

Notice biographique

Entré à l'école de Saint-Cyr en 1905, Antonin Brocard est breveté pilote militaire en 1912. En 1915, nommé capitaine, il reçoit le commandement de l'escadrille n°3, dite des « Cigognes ». En octobre 1916, à la création des groupes de combat, il est nommé à la tête du groupe de chasse n°12. En septembre 1917, il est appelé comme chef de cabinet du sous-secrétaire d'État à la Guerre Jean-Louis Dumesnil. En 1919, il prend le commandement du groupe de chasse n°2, puis se retire de l'armée pour entrer dans la vie publique.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 1977 au Service historique de l'armée de l'Air par Madame Wilk-Brocard, nièce du général Brocard.

Présentation du contenu

Hormis les papiers de carrière du général Brocard (état de services, carnet d'emploi du temps, décorations...), la majeure partie des dossiers qui composent ce fonds concernent directement ou indirectement la fameuse escadrille n°3 et le non moins célèbre groupe de combat des « Cigognes », ainsi que leur personnel, au premier rang duquel l'as Georges Guynemer. Ce sont d'abord des documents liés au suivi administratif (états du personnel, du matériel...) et opérationnel des unités (journal de marche, état de victoires aériennes...) que les lacunes des archives des unités de l'aéronautique militaire rendent précieuses. Viennent les compléter des discours et des écrits du général Brocard, ainsi qu'un projet de film sur Guynemer. Commandant d'unité, Antonin Brocard a été une des figures majeures de l'aviation de chasse naissante, et son fonds renferme des études et des rapports sur l'emploi de celle-ci.

Sources complémentaires

<i>SHD/AI, série A</i>	<i>Archives des unités de l'aéronautique militaire</i>
<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire dactylographié
<i>Auteur de la notice</i>	Agnès CHABLAT-BEYLOT

ARTILLERIE D'ASSAUT FONDS DE VIOLET ET MURAT

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 128 (Violet) 1 K 115 (Murat)
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	2 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	juin-juillet 1918 (Violet) 1917-1918 (Murat)

Notice historique et biographique

En 1917-1918, les chars moyens Schneider et Saint-Chamond en service dans l'armée française étaient organisés en huit groupements de quatre groupes chacun. Chaque groupe étant constitué de quatre batteries de trois chars, le haut commandement pouvait mettre en ligne jusqu'à 384 chars moyens à effectifs pleins. En 1918, quatre groupements sont mis à la disposition des groupes d'armées du Nord et de l'Est, à raison d'un groupement Schneider et d'un groupement Saint-Chamond pour chacun d'eux ; les quatre autres groupements forment une réserve générale d'artillerie d'assaut.

En 1918, le commandant de Violet est à la tête du 10^e groupement d'artillerie d'assaut qui participe à une contre-attaque dans le secteur de Courcelles-Méry, près de Montdidier, le 11 juin 1918 ; le 10^e groupement, équipé de chars Saint-Chamond, est alors rattaché au 31^e corps d'armée. Son unité, mise cette fois à la disposition du 30^e corps, est engagée dans la bataille de Villers-Cotterêts du 18 au 23 juillet 1918.

Le lieutenant Jean Alexis Murat commande le 23 octobre 1917, à La Malmaison, la 2^e batterie du 12^e groupe d'artillerie d'assaut, composée de trois chars Schneider. Promu capitaine, il participe aux offensives de Picardie et de Champagne à l'été 1918 en tant que commandant du 12^e groupe.

Présentation du contenu

Les dossiers conservés par le colonel de Violet se rapportent pour la plupart au combat du 11 juin 1918, dans une moindre mesure à ceux de Villers-Cotterêts. On y trouve un ensemble très intéressant de comptes

rendus de reconnaissance, d'itinéraires à suivre, de rapports très détaillés sur les opérations rédigés par les chefs de groupe et de batteries, assortis de calques reproduisant les évolutions des chars d'assaut sur le champ de bataille, ainsi qu'un questionnaire détaillé rempli par tous les chefs de char sur le déroulement de la journée du 11 juin.

Le fonds Murat contient des ordres d'opérations, des plans d'engagement, avec cartes jointes, ainsi que de nombreux comptes rendus rédigés par les chefs de batterie ou le capitaine Murat. Trois engagements majeurs sont particulièrement bien documentés : La Malmaison, le 23 octobre 1917 ; Laucourt, dans la Somme, le 17 août 1918 ; sur la Vesle, près de Reims, du 27 au 30 septembre 1918.

Sources complémentaires

SHD/GR, 5 Ye 156 200 : dossier de carrière du capitaine Murat.

SHD/GR, sous-série 16 N Grand quartier général

SHD/GR, sous-série 10 N Ministère de l'Armement

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Fonds non inventorié
<i>Auteur de la notice</i>	Amable SABLON DU CORAIL

GÉNÉRAL DE BRIGADE ALBERT-HENRI DE COLBERT-TURGIS

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 29
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	3 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1841-1942

Notice biographique

Saint-cyrien, breveté d'état-major, Albert-Henri de Colbert-Turgis sert dans la cavalerie. Lieutenant-colonel en 1913, il commande le 13^e régiment de chasseurs jusqu'au 17 juillet 1915 et prend part aux batailles de Blainville et du Grand Couronné. Affecté ensuite au 286^e régiment d'infanterie, il combat à Verdun et en Champagne jusqu'en juin 1916 ; il prend ensuite le commandement du 11^e régiment de cuirassiers, qui est alors démonté et devient 11^e régiment de cuirassiers à pied. Après l'avoir quitté en avril 1917, le colonel de Colbert-Turgis est placé en réserve jusqu'au 7 juin 1917. Il commande ensuite le 19^e régiment de dragons jusqu'en mars 1918, puis dirige successivement plusieurs brigades provisoires, en Alsace, dans les secteurs de Noyon, Saint-Dié et Pont-à-Mousson. Il combat ensuite en Galicie, dans les rangs de l'armée polonaise, pendant quelques mois. Promu général de brigade à titre polonais, puis à titre français en 1923, Colbert-Turgis est placé la même année dans le cadre de réserve.

Présentation du contenu

Les commandements d'Albert de Colbert-Turgis les mieux représentés dans le fonds sont ceux du 286^e régiment d'infanterie et du 11^e régiment de cuirassiers. Du premier, il subsiste des comptes rendus de ses chefs de poste et de reconnaissance, ainsi que des plans calques d'état de travaux de mise en état de défense du Bois des chanoines, du village de Gironville, par exemple, et des coupes d'abris. On y trouve également des ordres généraux et particuliers, des instructions émanant de ses supérieurs, ainsi que des indications générales données par lui-même ou par le lieutenant-colonel d'Ollones, son prédécesseur, à ses compagnies (1915-1916).

Pour le 11^e régiment de cuirassiers (1916-1917), on trouve des états d'effectifs, des consignes de poste, un plan du réduit d'Embermesnil.

Y sont conservés aussi des plans sur les travaux exécutés par le 6^e escadron sur la frontière franco-suisse en janvier 1917, ainsi que des plans, schémas et instructions pour un coup de main effectué en décembre 1916. Le colonel a tenu pour chacun de ces corps un carnet contenant un état nominatif des officiers et sous-officiers.

À cela s'ajoutent enfin quelques journaux de tranchées, des coupures de presse, les propositions de promotions ou de décorations de 1916 à 1919, de la correspondance personnelle, des textes de conférences, quelques documents sur la guerre en Pologne en 1918-1919, guerre à laquelle il a participé. Les archives conservées dans la série GR N (versements réglementaires) sont très lacunaires pour le 286^e régiment d'infanterie, inexistantes pour le 11^e régiment de cuirassiers. De manière plus surprenante, aucune de ces deux unités n'a versé de journal des marches et opérations.

Sources complémentaires

SHD/GR, 13Y^d 276 : dossier de carrière.

SHD/GR, 24 N 1563-1565 : 128^e brigade.

SHD/GR, 24 N 3188-3204 : 5^e division de cavalerie.

SHD/GR, 25 N 265 : 286^e régiment d'infanterie (1914-1915).

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Récolement sommaire
<i>Auteur de la notice</i>	Benoît LAIGUÉDÉ

**OFFICIERS DE MARINE EMBARQUÉS
ET COMMANDANTS DE BÂTIMENT ET DE BATAILLON**

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-séries GG ² et 5 MI (microfilms)
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	80 cartons (11,2 mètres linéaires) dont 23 (3,15 mètres linéaires) concernent la Première Guerre mondiale
<i>Dates extrêmes</i>	1882-1994

Notices biographiques

Capitaine de vaisseau Édouard Archambeaud (1898-1985)

Entré à l'École navale en 1916, enseigne de vaisseau en 1917, Archambeaud se distingue comme officier de manœuvre sur le torpilleur *Capitaine Mehl* et obtient deux citations.

Contre-amiral Paul Auphan (1894-1982)

À la déclaration de guerre, l'enseigne de vaisseau Auphan se trouve à bord du croiseur-école *Jeanne d'Arc*. En septembre 1915, il est affecté au service de renseignement de l'île de Rouad en Syrie où il organise un réseau d'informateurs couvrant l'Orient. Il continue de mener cette mission à partir d'août 1916 comme second de l'avisos *Laborieux*, puis à Castellorizo, sur la côte d'Asie mineure. Commandant en second du sous-marin *Le Verrier* en septembre 1917, il fait campagne en Adriatique jusqu'à la fin de la guerre.

Capitaine de frégate Hector de Béarn (1886-1983)

Hector de Béarn, enseigne de vaisseau en 1909, sert sur le croiseur *Jurien de La Gravière* (1^{re} armée navale) en 1914-1915. En 1915, il est second du 2^e régiment de fusiliers marins avant d'être détaché à la mission navale d'Athènes. Commandant le groupe des torpilleurs de Corse en 1917-1918, il se distingue lors de travaux de dragage des mines.

Vice-amiral Aristide Bergasse Dupetit-Thouars (1872-1932)

Capitaine de frégate en février 1914, il prend part aux opérations des Dardanelles sur le cuirassé *Suffren*, au transport de l'armée serbe à Salonique, puis commande un groupe de patrouilleurs en Méditerranée. Attaché naval à Madrid en 1917, il est nommé au grade de capitaine de vaisseau en 1918.

Capitaine de vaisseau Pierre Chopard (1867-1928)

En 1914, le capitaine de frégate Pierre Chopard est l'adjoint du commandant en second du cuirassé *Jean Bart*. En 1915, il commande le croiseur cuirassé *Dupleix* faisant partie de l'escadre des Dardanelles, en 1916 la 4^e escadrille de dragueurs de la flottille de l'Océan, et en 1917 la 5^e escadrille de la division des patrouilles de Gascogne. Capitaine de vaisseau en 1918, il préside le conseil de guerre à l'état-major du 5^e arrondissement maritime.

Capitaine de vaisseau Jean de Corbière (1892-1971)

Sorti de l'École navale en 1913, Jean de Corbière navigue comme enseigne de vaisseau sur le *Courbet* (1914-1915) et comme officier en second du *Topaze* (1916-1918).

Capitaine de vaisseau Joseph Delage (1862-1917)

Capitaine de vaisseau en février 1911, il commande le croiseur cuirassé *Bruix* en Méditerranée orientale et reçoit un témoignage de satisfaction pour son action lors des conflits balkaniques en août 1913. Commandant le 1^{er} régiment de fusiliers marins dans la brigade de l'amiral Ronarc'h, il se distingue lors des combats de l'Yser et de Dixmude où il est blessé (23 octobre 1914). Le 9 mai 1915 il arrête un assaut contre Nieuport. Commandant du cuirassé *Danton* en Méditerranée, il quitte Toulon le 18 mars 1917 pour rejoindre l'armée navale à Corfou. Le 19 mars, torpillé par un sous-marin allemand près du cap San Pietro en Sardaigne, il refuse de quitter son bâtiment et disparaît avec lui.

Contre-amiral Raymond Gaudin de Villaine (1885-1959)

L'enseigne de vaisseau Gaudin de Villaine sert, au début du conflit, sur différents cuirassés de la 1^{re} escadre. Lieutenant de vaisseau en 1916, il commande une section de chalutiers à Salonique en 1917.

Vice-amiral Robert Godfroy (1885-1981)

Lieutenant de vaisseau en novembre 1913, il embarque successivement sur les cuirassés *Voltaire* et *République* en qualité de chef du service artillerie. En 1916, il commande la canonnière *Capricieuse*.

Vice-amiral Pierre Gouton (1890-1956)

Enseigne de vaisseau en 1913, Pierre Gouton sert à bord du torpilleur *Catapulte* de 1914 à 1917 comme officier de manœuvre puis comme officier canonnier. À partir de mars 1917, il commande le chalutier *Surmulet* et la section de chalutiers de la division des patrouilles de la Méditerranée occidentale. Promu lieutenant de vaisseau en juillet 1918, il est officier d'ordonnance du contre-amiral commandant la division navale des bases d'Orient, puis instructeur à l'école d'application des enseignes de vaisseau à bord du cuirassé *Patrie*.

Médecin-principal de la Marine Alexandre Lelaidier (né en 1895)

Entré à l'École principale du service de santé en 1914, Alexandre Lelaidier est affecté comme médecin auxiliaire à l'aviation maritime de Dunkerque de 1916 à 1918.

Capitaine de frégate Robert Adrien Bayoux (né en 1907)

Entré au service en 1927 comme aspirant de réserve, Adrien Bayoux sert dans les transmissions. Durant la Seconde Guerre mondiale, il embarque sur le sous-marin *Galatée*. Placé en congé d'armistice en 1942, il rejoint la Marine au Maroc en 1944, puis l'Indochine en 1946. Il entre en 1954 au SDECE comme technicien des transmissions, puis quitte le service. Ayant atteint la limite d'âge, il est rayé des cadres de la réserve en 1966.

Capitaine de frégate Albert Magnier (né en 1898)

Engagé volontaire en 1917, Magnier est affecté sur les torpilleurs de Brest. Il est nommé enseigne de vaisseau en 1918.

Vice-amiral Émile Muselier (1882-1965)

Lieutenant de vaisseau en 1912, officier canonnier sur le croiseur cuirassé *Edgar-Quinet*, il participe aux opérations en Adriatique puis commande, en mai 1915, une compagnie du 1^{er} régiment de fusiliers marins. En décembre de la même année, il rejoint le bataillon des canonniers marins et combat en Lorraine, en Champagne et sur l'Yser. Nommé en août 1916 président de la section marine au secrétariat d'État des Inventions, il met au point des fumigènes et remplit plusieurs missions en mer, notamment à bord du bâtiment piège *Sénégalie*, avec lequel il attaque un sous-marin allemand. Commandant l'avis *Scarpe* en avril 1918, nommé capitaine de corvette en juillet suivant, il est envoyé en mer Noire au moment de la révolution bolchévique.

Capitaine de vaisseau Louis Viaux (1862-1943)

Nommé capitaine de vaisseau en 1913, le commandant Viaux commande le croiseur cuirassé *Montcalm* en Extrême-Orient de 1913 à 1915, puis le *Courbet* au sein de la 1^{re} armée navale, de 1916 à 1918. En août 1918, il est nommé adjoint au major général du port de Cherbourg.

Historique de la conservation

La sous-série GG² rassemble les documents entrés par voie extraordinaire (don, dépôt, achat, apposition de scellés) dans les fonds des archives centrales de la Marine.

Présentation du contenu

FONDS ARCHAMBEAUD (69 GG²). Journal de campagne (1917-1918).

1 carton (0,10 ml)

FONDS AUPHAN (126 GG²). Service de renseignements de l'île de Rouad, Syrie : copies d'archives publiques (télégrammes, mémoires, notes, rapports, correspondance, 1914-1918).

1 carton (0,15 ml) sur un total de 12 (1,50 ml)

FONDS BAYOUX (231 GG²). Papiers personnels, coupures de presse, photographies et papiers concernant le CF Bayoux (1941-1959). Nombreuses photographies et collection de plaques de verre concernant l'aviation maritime et de guerre, les bâtiments de guerre dont la *Liberté*, les combats en guerre en Picardie, en Alsace et en Franche-Comté (1911-1918).

2 cartons (0,15 ml)

FONDS BÉARN (121 GG²). Mission navale en Grèce : copies d'archives publiques (photographies, notes, notice, télégrammes, 1915-1918). Événements d'Athènes et suites : copies d'archives publiques (notes), coupures de presse, témoignages, correspondance (1915-1939).

7 cartons (1 ml) sur un total de 8 (1,15 ml)

FONDS BERGASSE DUPETIT-THOUARS (106 GG²). Opérations des Dardanelles : copies d'archives publiques (témoignages de satisfaction, félicitations, décorations, résumé des états de service), coupures de presse. Attaché naval à Madrid : correspondance, rapports, imprimés. Correspondance privée (1914-1918).

2 cartons (0,30 ml) sur un total de 20 (3 ml)

FONDS CHOPARD (99 GG²). Torpillage du *Jean-Bart* : copies d'archives publiques (1914).

1 carton (0,15 ml) sur un total de 2 (0,30 ml)

FONDS CORBIÈRE (202 GG²). Journaux de campagne (1913-1918), correspondance privée (1882-1956), photographies (1910-1942), récit de souvenirs (1994).

2 cartons (0,30 ml) sur un total de 3 (0,45 ml)

FONDS DELAGE (80 GG²). Correspondance privée, agendas, notes de campagne, journal de la défense de Nieupoort, coupures de presse (1894-1917).

1 carton (0,10 ml) sur un total de 5 (0,65 ml)

FONDS GAUDIN DE VILLAINÉ (81 GG²). Opérations de la 1^{re} armée navale : copies d'archives publiques (pièces officielles, rapports, comptes-rendus, notes, 1914-1918).

1 carton (0,15 ml) sur un total de 5 (0,75 ml)

FONDS GODFROY (108 GG²). Cuirassé *République*, service artillerie : copies d'archives publiques (comptes-rendus, notes). Cuirassé *Paris*, service artillerie : copies d'archives publiques (note, 1918). Canonnière *Capricieuse* : copies d'archives publiques (plans, renseignements, programme d'essais, 1915-1917).

1 carton (0,10 ml) sur un total de 3 (0,40 ml)

FONDS GOUTON (287 GG²). Journal de campagne (1914-1915).

1 carton (0,15 ml)

FONDS LELAIDIER (249 GG²). Journaux de campagne (1914-1920).

1 carton (0,10 ml)

FONDS MAGNIER (247 GG²). Torpilleur *Pierrier* : compte rendu d'opérations (1^{er} avril 1918-27 janvier 1919).

1 carton (0,15 ml)

FONDS MUSELIER (145 GG²). 1^{er} régiment de fusiliers marins. – Défense de Nieuport : note concernant les tombes de militaires tués à Saint-Georges ; « Segment Saint-Georges » : rapports journaliers (juin-septembre), ordres, messages, compte-rendus, citations, propositions, états (1915).

Navire piège *Sénégal* : copies d'archives publiques (études, rapports de mer et de voyage, notes, comptes-rendus, correspondance, 1915, 1917).

Récit de souvenirs.

1 carton (0,10 ml) sur un total de 8 (1,10 ml)

FONDS VIAUX (150 GG²). Croiseur-cuirassé *Montcalm* : journaux de campagne (1913-1916). Cuirassé *Courbet* : journaux de campagne, copies d'archives publiques (instructions, ordres, rapports de mer, rapport sanitaire, allocution, 1916-1918). Majorité générale de Cherbourg : journal de campagne (1918). Notes personnelles, correspondance privée, récit de souvenirs, documentation sur la Première Guerre, œuvre figurée, photographies⁴ (1914-1918).

2 cartons (0,30 ml) sur un total de 10 (1,40 ml)

Sources complémentaires

SHD/MV, série SS Première Guerre mondiale

- SS A Armée navale
- SS Ea État-major général, 1^{re} section
- SS Fb Brigades de fusiliers marins
- SS Oc Escadre des Dardanelles
- SS Q Service du renseignement
- SS Sc Gouverneur de Rouad
- SS Sd Gouverneur de Castellorizo
- SS Va Patrouilles aériennes de la zone armée du Nord
- SS Xc Attaché naval à Madrid
- SS Xf Attaché naval à Athènes
- SS Y Journaux de bord et de navigation de la flotte principale
- SS Z Supplément

SHD/MC, série D Majorité générale et port de Cherbourg

⁴ Le fonds comprend plus de 1 000 plaques de verre réalisées par Louis Gabriel Viaux au cours de ses campagnes navales, notamment pendant la Première Guerre mondiale, mais aussi dans sa vie quotidienne civile.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

- Fonds Archambeaud (69 GG²) : librement communicable
Fonds Delage (80 GG²) : librement communicable
Fonds Gaudin de Villaine (81 GG²) : librement communicable
Fonds Chopard (99 GG²) : librement communicable
Fonds Bergasse Dupetit-Thouars (106 GG²) : communication réservée
Fonds Godfroy (108 GG²) : librement communicable
Fonds Béarn (121 GG²) : librement communicable
Fonds Auphan (126 GG²) : communication réservée
Fonds Muselier (145 GG²) : communication réservée
Fonds Viaux (150 GG²) : librement communicable. Les plaques de verre appartenant à ce fonds sont pour partie consultables sous forme numérique.
Fonds Corbière (202 GG²) : librement communicable
Fonds Bayoux (231 GG²) : librement communicable
Fonds Magnier (247 GG²) : communication réservée
Fonds Lelaidier (249 GG²) : librement communicable
Fonds Gouton (287 GG²) : librement communicable

Instruments de recherche

F. Lauro et A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *État général des fonds privés de la Marine*. Vincennes : SHM, 2002.

E. Le Maresquier. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 80 GG² - Joseph Delage, 1862-1917*. Vincennes : SHM, s.d.

P. Geneste. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 81 GG² - Raymond Gaudin de Villaine, 1885-1959*. Vincennes : SHM, 1999.

C. Vich. *Inventaire analytique du fonds privé 99 GG² - Pierre Chopard, 1867- ?*. Vincennes : SHM, 1978.

F. Rivière-Clos. *Inventaire analytique du fonds privé 106 GG² - Aristide Bergasse du Petit Thouars, 1872-1932*. Vincennes : SHM, 1979.

C. Vich. *Inventaire analytique du fonds privé 108 GG² - René Godfroy, 1885-1981*. Vincennes : SHM, 1979.

F. Rivière-Clos. *Inventaire analytique du fonds privé 121 GG² - Hector de Béarn, 1869-1928*. Vincennes : SHM, 1984.

C. Vich, sous la direction de K. Leboucq. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 126 GG² - Paul Auphan, 1894-1982*. Vincennes : SHD/département Marine, 2008.

P. Waksman et P. Geneste. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 145 GG² - Émile Muselier, 1882-1965*. Vincennes : SHM, 1992-1999.

C. Vich, sous la direction de K. Leboucq. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 150 GG² - Louis Gabriel Viaux, 1862-1943*. Vincennes : SHD/département Marine, 2006.

M. Laugier, sous la direction de C. Vich. *Répertoire numérique détaillé du fonds privé 202 GG² - Jean de Corbière, 1892-1971*. Vincennes : SHM, 2002.

Liste détaillée des documents du fonds privé 231 GG². Vincennes : SHM, s.d.

Liste détaillée des documents du fonds privé 247 GG² - Albert Magnier, 1898-?. Vincennes : SHM, 1999.

F. Lauro. *Inventaire sommaire du fonds privé 249 GG² - Louis Lelaidier, 1861-1941*. Vincennes : SHM, 2000.

Auteur de la notice

Catherine VICH

GÉNÉRAL DE BRIGADE RENÉ TOURNÈS

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 860
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	3 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1953

Notice biographique

Saint-cyrien et breveté d'état-major, René Tournès (1876-1959) sert dans l'infanterie. Capitaine à la veille de la Première Guerre mondiale, il fait partie de l'état-major de la 2^e armée, au sein du 3^e bureau, jusqu'à la fin janvier 1916, et prend part aux opérations en Lorraine, sur la Somme et en Artois, ainsi qu'en Champagne. De la fin janvier 1916 au 17 mai 1916, il assure le commandement du 3^e bataillon de chasseurs à pied et défend le fort de Vaux, avant de rejoindre l'état-major de la 2^e armée puis le 3^e bureau du GQG (18 mai 1916-début novembre 1917). Lieutenant-colonel en novembre 1917, il dirige alors le 156^e régiment d'infanterie à la bataille du mont Kemmel (avril 1918) et sur l'Aisne (fin mai-début juin 1918). Il termine la guerre à l'état-major du groupe des armées de l'Est, comme chef des 1^{er} et 4^e bureaux. Colonel en 1923, attaché militaire à Berlin de 1927 à 1930, il est nommé général de brigade cette même année, et intègre le cadre de réserve, sur sa demande, en 1930. Historien militaire reconnu, docteur ès-lettres, il est notamment l'auteur de *La Bataille des Flandres, d'après le Journal de marche et les archives de la IV^e armée allemande* et de *Foch et la victoire des alliés*, ainsi que d'études sur des batailles napoléoniennes et la guerre de 1870.

Présentation du contenu

De ses combats à Verdun à la tête du 3^e bataillon de chasseurs à pied, René Tournès a conservé le journal des marches et opérations manuscrit de son unité du 6 au 18 mars 1916, les ordres reçus, souvent dans le feu de l'action, du commandement de la 43^e division d'infanterie et des brigades auxquelles le 3^e BCP était rattaché, des rapports et comptes rendus manuscrits de ses chefs de section ou de compagnie, des états de situation des troupes et quelques plans et schémas écrits de sa main (mars-avril 1916). Le fonds contient aussi, dans une demi-douzaine de carnets, les messages transmis à ses subordonnés ou à ses supérieurs, et

les ordres ou comptes rendus durant la même période. S'y ajoutent un manuscrit « Impressions après la bataille de Verdun » et le brouillon (40 feuillets environ) rédigé juste après avoir quitté ce secteur. Il s'agit donc d'un ensemble exceptionnel sur l'action d'un commandant d'unité au cœur de la bataille de Verdun, qui supplée en outre à l'absence presque totale d'archives pour le 3^e BCP, en dehors du journal des marches et opérations.

René Tournès a tenu un journal pendant toute la durée de la guerre (quinze carnets d'une centaine de pages chacun). On trouve enfin environ 200 lettres (1916-1918), principalement d'officiers et de soldats ayant combattu sous ses ordres, de remerciements et de félicitations, et quelques documents concernant ses travaux d'historien (coupures de presse, recensions, études) ou d'attaché militaire à Berlin.

Sources complémentaires

SHD/GR, 13 Yd 1507 : dossier de carrière.

SHD/GR, 18 N 288-298 : 1^{er} bureau de l'état-major du groupe d'armées de l'Est.

SHD/GR, 18 N 348-361 : 4^e bureau de l'état-major du groupe d'armées de l'Est.

SHD/GR, 19 N 365-459 : 3^e bureau de la 2^e armée.

SHD/GR, 24 N 859-900 : 39^e division d'infanterie.

SHD/GR, 24 N 1038-1078 : 43^e division d'infanterie.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Récolement sommaire
<i>Auteur de la notice</i>	Benoît LAIGUÉDÉ

MAÎTRE FUCHS

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 1 K 746
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton
<i>Dates extrêmes</i>	1915-1917

Notice biographique

Le caporal-fourrier Fuchs, affecté au 289^e régiment d'infanterie au début de la Première Guerre mondiale, est désigné en mai 1915, en raison de sa profession d'avocat, pour défendre les soldats comparaisant devant le conseil de guerre de la 55^e division d'infanterie. Il exerce cette fonction jusqu'en août 1917, date à laquelle il change d'affectation.

Historique de la conservation Acquisition en mai 1990

Présentation du contenu

Les archives du caporal-fourrier Fuchs consistent en notes prises lors de la préparation de la défense des accusés, au nombre d'environ cent dix. Les informations essentielles au traitement de l'affaire, telles que la date de l'infraction, le chef d'inculpation et la peine encourue, y sont rappelées pour chaque soldat. Des éléments de défense succincts, tels que les appréciations favorables émanant des commandants d'unité, sont mentionnés. L'issue de l'affaire est précisée. Le plus souvent, les faits concernent des désertions simples, pour lesquelles les peines prononcées sont suspendues immédiatement. Le fonds comporte également des lettres ou des extraits de lettres écrites par les accusés, ou qui leur furent adressées par leur famille. Ces notes, prises sur des feuilles volantes, présentent parfois des difficultés de lecture.

Sources complémentaires

SHD/GR, série J *Justice militaire*

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable

Instrument de recherche

Instrument de recherche numérique
consultable en salle de lecture du SHD

Auteur de la notice

Olivier BUCHBINDER

QUARTIER-MAÎTRE ALFRED LAVERGNE

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), 158 GG ²
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	1 carton (0,10 mètre linéaire)
<i>Dates extrêmes</i>	1910-1979

Notice biographique

Engagé volontaire au 5^e dépôt de la Marine à Toulon, le matelot Lavergne (1892-1969), très affecté de ne pas être envoyé au front malgré ses demandes réitérées, déserte le 4 septembre 1914. Il s'engage, dès le lendemain, au 1^{er} régiment étranger sous le nom de Van Hout, se disant de nationalité belge. Envoyé au front, il participe aux combats de la Somme. Le gouvernement belge ayant revendiqué ses nationaux engagés dans la Légion, Van Hout est versé au 8^e régiment d'infanterie. Lors d'une permission à Périgueux, il est arrêté comme déserteur. Traduit en conseil de guerre, il est acquitté à l'unanimité et renvoyé au front avec la section de mitrailleuses du 5^e dépôt de Toulon. Il est employé comme agent de liaison dans les fusiliers marins. Il termine la guerre décoré de la médaille militaire et des croix de guerre française et belge.

Historique de la conservation

La sous-série GG² rassemble les documents entrés par voie extraordinaire (don, dépôt, achat, apposition de scellés) dans les fonds des archives centrales de la Marine.

Présentation du contenu

Papiers sur ses activités pendant la guerre (1910-1979).

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable

Instrument de recherche

F. Lauro et A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *État général des fonds privés de la Marine*. Vincennes : SHM, 2002.

Auteur de la notice

Catherine VICH

JACQUES MORTANE

<i>Référence</i>	SHD, Air, Z 11104-11119 et Z 38954/4
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	Environ 2 mètres linéaires
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1939

Notice biographique

Jacques Romanet, dit Mortane, effectue ses débuts de journaliste dans la presse sportive et collabore à la revue *La Vie au grand air*. Successivement rédacteur au *Petit Matin*, aux *Annales*, aux *Lectures pour tous*, à *La Science et la vie* et à l'hebdomadaire *Gringoire*, il devient chef de la rubrique sportive au *Petit Journal* et se spécialise très vite dans le domaine de l'aéronautique qui le passionne. Pendant la Grande Guerre, il sert dans l'aviation et a ainsi l'occasion de côtoyer les as auxquels il rend par la suite hommage dans de nombreux ouvrages. Il poursuit durant le conflit sa collaboration avec des organes de presse importants, *Le Matin*, *La Revue de Paris*, *L'Illustration* ou *Le Journal*, mais se consacre d'abord à son hebdomadaire *La Guerre aérienne*, qu'il conçoit et rédige quasiment seul. Très illustré, donnant des nouvelles du front, contenant récits de combats aériens et portraits d'as, ce journal est un vecteur de propagande en faveur de l'aviation et contribue à faire découvrir au grand public le monde de l'aéronautique.

Historique de la conservation

Le fonds Mortane a été donné au Service historique de l'armée de l'Air par la veuve du journaliste en 1947. Les notices biographiques qui figuraient dans le fonds ont été incluses dans les dossiers documentaires bio-bibliographiques constitués par la bibliothèque du service, aujourd'hui consultables en salle de lecture du département de l'armée de l'Air. Un complément a été apporté à ce don par acquisition en 1999.

Présentation du contenu

Quatre cartons du fonds contiennent de la documentation réunie par le journaliste à propos de l'aérostation et de l'aviation civile et militaire française et étrangère, principalement durant la Première Guerre mondiale. Mais la majeure partie du fonds est constituée de photographies. Le complément entré en 2000 se compose de correspondance.

Sources complémentaires

La bibliothèque du SHD conserve la majeure partie des ouvrages de Jacques Mortane, ainsi qu'une collection des revues *La Vie au grand air* et *La Guerre aérienne*.

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable
<i>Instrument de recherche</i>	Répertoire numérique sommaire dactylographié
<i>Auteur de la notice</i>	Agnès CHABLAT-BEYLOT

CARNETS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES DE SOLDATS

Référence SHD, Guerre, sous-séries 1 K, 1 KT
et 1 Kmi
SHD, Défense, série PA

Niveau de description Ensemble de fonds

Importance matérielle 460 fonds / 19,16 ml

Historique de la conservation Entrées par voie extraordinaire

Présentation du contenu

« Carnets de guerre », « carnets de campagne », « carnets de tranchée », « carnets de route » ou encore « journal de marche » personnel, autant de désignations données par leurs auteurs aux récits mis par écrit pendant le conflit, parfois sous une forme figurée : dessins, caricatures ou albums photographiques annotés. À ces écrits contemporains des faits, il faut ajouter les correspondances actives ou passives, échangées dans le cercle familial ou amical, souvent de quelques pièces, parfois couvrant la majeure partie du conflit. Repris par leurs auteurs quelques années ou plusieurs décennies après, ces témoignages peuvent prendre la forme d'études, accompagnées de pièces jointes, sur un événement précis ou sur l'engagement d'une unité. De tels fonds parviennent encore aujourd'hui en nombre au SHD, souvent après une reprise par la famille qui transcrit, met en forme, illustre et parfois publie ces récits ou cette correspondance.

Sources complémentaires

<i>SHD/GR, série Y</i>	<i>Dossiers individuels des officiers</i>
<i>SHD/GR, sous-séries 18-26 N</i>	<i>Archives des groupes d'armées, armées et unités</i>

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable ou sur autorisation du donateur selon les fonds

Instruments de recherche

État général des fonds privés (dépôts, donations, successions, achats) conservés au Service historique de l'armée de Terre :

- tome I, par Pierre Waksman, Philippe Schillinger, Marie-Anne Corvisier. Vincennes : SHAT, 1981 ;
- tome II, par Pierre Waksman, Marie-Hélène Chevaillier, Laëtitia Guggenheim. Vincennes : SHAT, 1988 ;
- tome III, par Claire Sibille, Laëtitia Guggenheim-Meyzen, François Cunier, Stéphane Simonnet. Vincennes : SHAT, 1996 ;
- tome IV, par Claire Sibille, Armelle ÉMERY, Laëtitia Guggenheim-Meyzen. Vincennes : SHAT, 2000.

Pour les fonds de série K et certains fonds de série PA, il existe des répertoires numériques détaillés dactylographiés.

Auteur de la notice

Pascal GALLIEN

Fonds	Notice biographique	Description du contenu
1 K 59/2	Sous-lieutenant Huret, au 348 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine dans la même unité en 1916.	Carnets de campagne, tenus d'août 1914 à janvier 1917, transcription dactylographiée, 37 pages.
1K 78	Soldats anonymes.	Agendas 1917 et 1918 annotés, 190 et 155 pages.
1K 83	Soldats anonymes.	475 lettres de soldats à leurs marraines (1914-1918).
1 K 92	Lieutenant Farjat, au 80 ^e régiment d'infanterie en 1916, capitaine détaché à l'état-major du 112 ^e régiment d'infanterie américain en 1918.	Correspondance, notes et agendas, comptes rendus de mission, ordres envoyés et reçus, carnets d'ordres à souche, carnets d'effectifs, notices et cours d'instruction (1916-1918).
1K 97/ 1-14	Anciens combattants de la Première Guerre mondiale.	Recueil dans les années 1920 de témoignages d'anciens combattants, sous forme de lettres et de notes, accompagnés de documents officiels.
1 K 103	Pierre de Labouchère, lieutenant détaché du 6 ^e régiment de dragons pour servir comme officier de liaison auprès du <i>2nd Dragoon Guards, British Expeditionary Force</i> , puis de la <i>2nd Cavalry division</i> en 1914 et 1915, capitaine en 1918.	11 carnets-agendas mensuels, tenus de septembre 1914 à mai 1915, comprenant environ deux pages par jour. Conférences et études sur l'armée britannique, correspondance avec B. Liddell Hart, traductions d'extraits de son livre sur Foch, <i>The Man of Orleans</i> (années 1920-1930).
1K 111	Jean-Frédéric Bouvier, sous-lieutenant au 133 ^e régiment d'infanterie en 1915, tué en avril 1917. René Berte, sous-lieutenant au 23 ^e régiment d'infanterie en 1915, mort au combat en décembre 1916.	53 lettres échangées entre 1916 et 1922 entre les officiers et leurs familles, puis entre leurs familles après leur mort. Journaux du front : <i>Le Poilu, Le Rabiot, Le Poilu marmité, La Marmite</i> (1915-1917). 22 croquis et 6 photographies.

1K 131	Henry Bordeaux, écrivain français, membre de l'Académie française à partir de 1919. Il est notamment l'auteur d' <i>Un coin de France pendant la guerre, 2 août 1914-1^{er} avril 1918</i> , publié aux éditions Plon en 1919.	<p><i>Quelques notes sur les réfugiés des pays envahis, passés à Thonon en mars-avril 1915</i>, 26 pages manuscrites.</p> <p><i>Vie française en pays envahi</i>, étude sur les conditions de vie pendant la guerre, 23 pages dactylographiées (s.d.).</p> <p>Rapports officiels sur les dépositions et les renseignements recueillis chez les personnes rapatriées des régions envahies entre 1915 et 1918.</p> <p>72 photographies de réfugiés.</p>
1 K 157	André Boris, capitaine d'artillerie breveté, affecté à l'état-major de la 7 ^e division d'infanterie en 1914, puis de la 1 ^{re} armée, chef d'escadron à l'état-major de la 4 ^e armée en 1918.	<p>6 carnets de campagne, tenus d'août 1914 à juillet 1918, 150 à 200 pages chacun.</p> <p>Ordres d'opérations, notes de services, cartes renseignées, bulletins de renseignements, notes et analyses (1916-1920).</p>
1K 167	Marie-Louis Zemb, médecin major au 4 ^e régiment de zouaves en 1914.	<p><i>Mon voyage à Sedan</i>, récit d'août 1914, 10 pages manuscrites.</p> <p><i>Journal de route</i>, rédigé du 1^{er} août au 18 septembre 1914, 35 pages manuscrites.</p> <p>Album photographique, 26 pages.</p>
1K 186	Émile Reibell, général de brigade commandant la 16 ^e division d'infanterie en 1914 et la 26 ^e division d'infanterie en 1918.	<p><i>Pour l'Alsace, à la peine</i>, mémoires rédigés en 1940 à partir de ses carnets de campagne, de sa correspondance familiale et de ses cahiers d'ordres, 6 volumes, 647 pages dactylographiées.</p>
1 K 213	Lucien Loizeau, capitaine breveté d'infanterie, au 4 ^e bureau de l'état-major de l'Armée en 1914, à la direction de l'arrière du GQG en 1915, chef de bataillon au 130 ^e régiment d'infanterie en 1917, chef d'état-major de la 58 ^e division d'infanterie en 1918.	<p><i>Mes étapes</i>, souvenirs dactylographiés, 1 512 pages.</p>

1 K 220	Pierre Bornèque, lieutenant-colonel au dépôt divisionnaire de la 47 ^e division d'infanterie, 2 ^e groupe de chasseurs, 401 ^e régiment d'infanterie en 1917 et 1918.	<i>Notes de guerre</i> , de juillet 1917 à novembre 1918, 764 pages manuscrites. Photocopies de pièces relatives au limogeage du général Ganeval, commandant la 62 ^e division de réserve à la mobilisation et relevé le 20 septembre 1914, dont un long rapport justificatif envoyé au ministère de la Guerre en mars 1915 ; extraits du JMO du 401 ^e régiment d'infanterie.
1 K 222	Auguste-Charles-Émile de Soye, lieutenant au 18 ^e régiment de chasseurs à cheval en février 1915.	Environ 200 feuillets manuscrits de souvenirs, rédigés sans doute dans les années 1950 à partir de notes personnelles écrites pendant la guerre, annotées et complétées par la suite.
1K 224/7, 23, 26	Maurice Gamelin, promu lieutenant-colonel en novembre 1914, chef de cabinet du général Joffre à la déclaration de guerre, nommé général de brigade en décembre 1916, puis commandant de la 9 ^e division d'infanterie à partir de mai 1917.	<i>Manœuvre et victoire de la Marne</i> , étude rédigée en 1949, 441 pages dactylographiées. 43 lettres reçues par le général de 1915 à 1918. 94 lettres de remerciement reçues par Mme Gamelin pour l'envoi de colis aux soldats. Agenda annoté de 1917, 318 pages.
1 K 278	Capitaine de Martonne, au 4 ^e régiment d'infanterie coloniale en 1915, à l'état-major du 2 ^e corps d'armée en 1918, promu commandant en 1919.	<i>Quarante ans dans les Marsouins</i> , souvenirs de 1900 à 1934, 520 pages dactylographiées, dont 93 pages d'août 1915 à novembre 1918.
1K 291	Général Faës, commandant la 28 ^e brigade d'infanterie en 1914 et la 53 ^e brigade d'infanterie en 1916.	<i>Journal et notes de guerre</i> , du 29 juillet 1914 au 10 janvier 1916, 147 pages dactylographiées.
1 K 296	Georges Perrier, capitaine d'artillerie à l'état-major de l'armée de Paris en tant qu'officier cartographe en 1914, lieutenant-colonel commandant le 53 ^e régiment d'artillerie de campagne en 1918.	44 carnets manuscrits d'une cinquantaine de pages chacun, tenus de 1914 à 1934, dont 31 d'août 1914 à novembre 1918.

1 K 338	Paul Douchez, soldat de 2 ^e classe au 5 ^e régiment d'infanterie territoriale en 1914, sous-lieutenant au 149 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Souvenirs dactylographiés, reliés en trois tomes, d'août 1914 à janvier 1919, 221 pages avec correspondance, cartes et photographies, coupures de presse et pièces officielles.
1K 359	Xavier de Farcy, sergent au 324 ^e régiment d'infanterie en 1914, fait prisonnier en février 1916.	<i>Souvenirs de guerre et correspondance</i> , 295 pages dactylographiées. 8 albums photographiques.
1K 359	Jacques de Farcy, incorporé en 1917 au 8 ^e régiment du génie.	<i>Souvenirs de guerre et lettres</i> , de 1917 à 1919, 219 pages dactylographiées.
1 K 389	Édouard Kreitmann, ingénieur, lieutenant de réserve au 55 ^e régiment d'artillerie, commandant l'équipe mobile de réparation du 15 ^e corps d'armée en 1914, capitaine à l'inspection du matériel d'artillerie de la 7 ^e armée en 1918.	Carnets de campagne, tenus d'août 1914 à octobre 1918, 1 036 pages.
1 K 392	Auguste Frotiée, colonel au 12 ^e régiment de chasseurs en 1914, promu général et nommé en février 1915 au commandement de la 1 ^{re} brigade de marche des chasseurs d'Afrique, affecté à l'armée d'Orient de novembre 1915 à juillet 1917.	<i>Le 12^e régiment de chasseurs au début des hostilités</i> , notes de guerre publiées en 1928, 135 pages avec cartes, photographies et annotations manuscrites, d'août 1914 à février 1915. Deux séries de carnets sur l'armée d'Orient, de novembre 1915 à août 1917 : six volumes manuscrits, 800 pages environ.
1K 393	Jean-François Perrette, brigadier au groupement 2 de chars d'assaut en 1917.	<i>16 avril 1917, les chars !</i> témoignage, 23 pages dactylographiées.
1K 400	Louis Donati, maréchal des logis au 55 ^e régiment d'infanterie en août 1914, sous-lieutenant au 38 ^e régiment d'infanterie en 1915.	<i>Notes de campagne</i> , souvenirs dactylographiés en 1985 rédigés à partir de ses carnets de campagne, tenus du 2 août 1914 au 8 octobre 1915, 135 pages.
1K 400	Pierre Waline, incorporé au 61 ^e régiment d'infanterie en août 1914, sous-lieutenant au 358 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Mes souvenirs, 1914 à 1919</i> , rédigés en 1979, 213 pages dactylographiées.

1 K 407	Étienne Plan, engagé volontaire en janvier 1915, au 80 ^e régiment d'infanterie, sous-lieutenant au 298 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Carnet de route d'un officier</i> , tenu de 1914 à 1956, 146 pages dactylographiées, dont 47 pages sur la Première Guerre mondiale.
1K 429/1	Paul Détrie capitaine au 117 ^e régiment d'infanterie en 1914, lieutenant-colonel, commandant le 94 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Correspondance adressée à son épouse de 1914 à 1918, transcription dactylographiée réalisée par son fils en 1986, 920 pages.
1K 500	Louis-Benoist de la Grandière, médecin aide major de 1 ^{re} classe de 1914 à 1917.	300 lettres environ adressées à sa femme de 1914 à 1917. <i>Notes de campagne</i> , transcription dactylographiée de ces lettres illustrée de photographies, 185 pages.
1 K 504	Aimé de La Guillonnière, capitaine puis commandant au 34 ^e régiment d'infanterie en 1914, au 26 ^e régiment d'infanterie, commandant le 4 ^e bataillon e chasseurs à pied en 1918.	<i>Souvenirs d'un ancien combattant du Maroc et des deux guerres mondiales</i> , 541 pages dactylographiées, dont environ 200 sur la Première Guerre mondiale.
1 K 511	Camille Haupt, lieutenant de réserve au 47 ^e régiment territorial d'infanterie en 1914, capitaine commandant la compagnie de mitrailleurs du 47 ^e RTI, mort de ses blessures le 9 avril 1917.	Environ 150 lettres écrites entre 1914 et 1916.
1K 534	Léon Godfroy, capitaine puis chef de bataillon à l'état-major de la 25 ^e division d'infanterie en 1915, au GQG en 1917, à l'état-major de la 1 ^{re} armée en 1918.	<i>Souvenirs militaires de 1894 à 1945</i> , 391 pages dactylographiées dont 313 pages sur la Première Guerre mondiale.
1 K 575	Riban, polytechnicien, lieutenant au 30 ^e régiment d'artillerie de campagne en 1914, affecté à l'artillerie divisionnaire de la 55 ^e division de réserve à la mobilisation, puis à l'état-major de l'artillerie du 5 ^e groupe de divisions de réserve en décembre 1914, où il se trouvait encore en janvier 1916, le 5 ^e GDR étant devenu entre-temps le 37 ^e corps d'armée.	Carnets de campagne, tenus d'août 1914 à janvier 1916, 560 pages. Photographies, coupures de presse, correspondance envoyée et reçue par la mission militaire française attachée à l'armée britannique de février à septembre 1915, article du colonel Mac Bean sur la défaite stratégique française d'août 1914.

1 K 579	Joseph Bro, général de brigade, commandant l'artillerie du 1 ^{er} corps d'armée en 1914, la 15 ^e division d'infanterie coloniale en 1915, placé en section de réserve en décembre 1916.	<i>Notes et réflexions d'un général commandant l'artillerie d'un corps d'armée</i> , carnets personnels rédigés d'août 1914 à novembre 1916, 33 pages.
1 K 579	Louis Bro, lieutenant au 31 ^e régiment d'artillerie en janvier 1915, promu capitaine en mai 1916, affecté au service de renseignement d'artillerie du 4 ^e corps d'armée jusqu'à la fin de la guerre.	Lettres envoyées à sa femme, retranscrites par celle-ci dans 5 carnets d'une centaine de pages chacun, d'août 1914 à novembre 1918. Mémoires sur la Première Guerre mondiale, rédigés dans les années 1950 ou 1960, 41 pages dactylographiées.
1 K 580	Jean-Marie Bacault, sous-lieutenant au 57 ^e régiment d'infanterie territoriale en 1914, lieutenant au 164 ^e régiment d'infanterie en 1917.	Carnets de campagne et de captivité, environ 140 pages, août 1914 à janvier 1919.
1K 593	Ferdinand Hauser, commandant à la direction de l'arrière au GQG en 1914, promu lieutenant-colonel en octobre 1916, chef d'état-major de la direction des Étapes de l'Ouest (DEO) en 1918.	Carnets de campagne, de 1914 à 1918, 1 850 pages.
1K 604	Roger Lacoste, sergent au 39 ^e régiment d'infanterie, tué à Verdun le 23 juin 1916.	Journal tenu du 11 août 1914 au 17 juillet 1915, copie manuscrite, 22 pages. 141 lettres échangées avec sa femme de 1914 à 1916.
1K 608	Antoine Poydenot, brigadier au 49 ^e régiment d'artillerie en 1914, lieutenant en 1917, affecté à l'état-major de l'artillerie du 30 ^e corps d'armée en mars 1918.	<i>Souvenirs</i> , rédigés dans les années 1930 et 1940, 245 pages dactylographiées dont 170 pages sur la Première Guerre mondiale.
1K 635	Marcel Chastaing, soldat commis aux écritures à la section des commis et ouvriers militaires d'administration (COA) du convoi administratif du 14 ^e corps d'armée, de 1914 à 1915.	<i>Impressions de campagne</i> , transcription dactylographiée en 1992 de ses carnets de guerre, tenus du 18 août 1914 au 26 mai 1915, 46 pages.

1K 651	Édouard Caussin, lieutenant au 14 ^e escadron du train des équipages militaires en 1915.	Journal tenu du 2 mars au 26 juillet 1915, photocopies, 174 pages.
1 K 661/1-2	Georges Humbert, général de brigade commandant la division de marche du Maroc en août 1914, général de division commandant la 7 ^e armée en 1918.	<i>La vie de mon père, le général Georges Humbert (1862-1921)</i> par Jacques Humbert, 216 pages dactylographiées. 5 agendas manuscrits tenus par le général Georges Humbert de 1914 à 1918.
1K 670	Henri Schweisguth, capitaine à l'état-major du 2 ^e corps d'armée en 1914, commandant au 15 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1916.	1 132 lettres adressées à sa femme, du 31 juillet 1914 au 8 juillet 1919.
1K 672/2	Charles Fichepain, lieutenant au 22 ^e régiment d'infanterie coloniale en 1914, capitaine en 1915, blessé en septembre 1915.	Carnet d'ordres, tenu du 11 septembre 1914 au 20 mai 1915, 76 pages manuscrites. 11 lettres familiales échangées en 1915. 27 photographies.
1K 679/1	Anciens combattants de l'armée d'Orient en 1918.	13 croquis et 56 lettres et récits recueillis en 1938 et 1939 sur la bataille du Sokol en août 1918, 316 pages.
1K 697	Maurice Bonfils, sous-lieutenant au 10 ^e régiment d'artillerie de campagne en août 1914, lieutenant au 207 ^e régiment d'artillerie de campagne en février 1917, instructeur à l'École d'artillerie de Fontainebleau à partir de juillet 1918.	Album contenant 49 pages de correspondance adressée à sa famille de 1914 à 1918, ainsi que de nombreux croquis, cartes d'état-major, cartes postales et photographies.
1K 706	Ernest Dupont, sergent au 243 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Journal de guerre</i> , tenu du 18 août 1914 au 29 mars 1915, transcription dactylographiée, 17 pages.
1K 716/1	André Laffargue, sous-lieutenant au 153 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine au 3 ^e bureau de l'état-major de la 127 ^e division d'infanterie en 1918.	Souvenirs du 22 septembre 1914 au 11 novembre 1918, 734 pages dactylographiées.

1K 763/20	Arthur Labarraque, général de brigade, commandant l'artillerie du 5 ^e corps d'armée en 1914, versé dans la 2 ^e section en février 1915.	<i>Cahiers généalogiques, notes de campagne</i> , transcription dactylographiée en 1991 de ses carnets de campagne, tenus du 6 août 1914 au 21 février 1915, 52 pages.
1K 763/20	André Casalis, sergent au 36 ^e bataillon de tirailleurs sénégalais en 1918. Henri Casalis, aspirant au 4 ^e régiment de cuirassiers en 1918. Alfred Casalis, caporal au 7 ^e régiment d'infanterie en 1915, tué au combat le 9 mai 1915.	23 lettres d'André Casalis écrites à sa famille en 1917 et 1918. Agenda annoté de 1918 d'Henri Casalis, 142 pages. 13 lettres d'Alfred Casalis écrites à sa famille en 1915.
1K 777/3	René Pichot-Duclos, capitaine au 20 ^e corps d'armée en 1914, lieutenant-colonel au 363 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Réflexions sur ma vie militaire</i> , 512 pages dactylographiées dont 335 pages sur la Première Guerre mondiale.
1K 777/4	Jean Simon, sous-lieutenant au 5 ^e régiment de cuirassiers en 1914, lieutenant au 4 ^e régiment de chasseurs à cheval en 1917, mort au combat en mars 1917.	Carnets de campagne, tenus du 18 août 1914 au 23 mars 1917, 224 pages.
1K 794	Lieutenant Cochelin, du 27 ^e bataillon de chasseurs alpins, prisonnier au Fort Orff en 1918.	<i>Du Fort Orff à Interlaken</i> , récit de son évasion, juillet-août 1918, 40 pages dactylographiées.
1K 802/1-3	Combattants du 170 ^e régiment d'infanterie, 1914-1918.	22 études composées de pièces officielles, d'extraits de lettres et de carnets de campagne, de récits et de photographies sur les combats auxquels a participé le régiment : Montigny (septembre 1914), Mesnil-les-Hurlus (mars 1915), les Éparges (mai 1915), Notre-Dame-de-Lorette (juin 1915), Champagne (septembre 1915), Verdun (février-mai 1916), Somme (août-septembre 1916), la Sapinière du Seigneur (avril-mai 1917), le Bois du Croissant (juin 1918), le Clignon (juillet 1918) et Champagne (août 1918), 2 640 pages dactylographiées.

1K 809/1	Georges Heym, capitaine au 97 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant au 3 ^e bureau de l'état-major de la 5 ^e armée à partir de 1917.	<i>Mémoires et souvenirs</i> , mémoires rédigés en 1958, 362 pages dactylographiées dont 96 pages sur la Première Guerre mondiale. 19 lettres écrites entre 1914 et 1918 à sa famille.
1K 822	Honoré Giaufret, soldat au 47 ^e bataillon de chasseurs alpins en 1914, sergent fourrier dans le même bataillon en 1918.	<i>Guerre 14-18</i> , souvenirs manuscrits rédigés à partir de ses carnets de campagne, 4 août 1914 au 3 mars 1919, 1 136 pages.
1K 848	René Prioux, capitaine au 2 ^e bureau de l'état-major de l'armée d'Alsace en août 1914, commandant en 1917, chef d'état-major de la 164 ^e division d'infanterie en 1918.	<i>Notes et souvenirs</i> , transcription manuscrite de ses carnets de campagne, tenus du 14 juillet 1914 au 27 septembre 1918, 960 pages.
1K 854	Robert Jacquot, brigadier au 11 ^e régiment d'artillerie en 1914, sous-lieutenant en 1918 dans le même régiment.	403 lettres et cartes postales échangées avec ses parents de 1914 à 1918.
1K 863/7	Aimé Molle, lieutenant au 4 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1914.	Journal tenu du 3 août 1914 au 8 juin 1915, 35 pages dactylographiées.
1K 867/2	Guy de Courson, sergent de réserve au 324 ^e régiment d'infanterie en 1914, affecté en 1916 à la mission militaire française en Roumanie jusqu'en mai 1918, date à laquelle il réintègre le 324 ^e régiment d'infanterie, nommé capitaine en octobre 1918.	<i>Histoire d'une maison bretonne, les Courson pendant la Grande Guerre</i> , mémoires rédigées en 1932, 215 pages dactylographiées.
1K 872	Georges Bellenger, capitaine, adjoint au directeur du service aéronautique de la 1 ^{re} Armée en 1914, commandant au 230 ^e régiment d'artillerie coloniale en 1918.	<i>Mémoires</i> , d'août 1914 à mai 1915, 236 pages dactylographiées. Notes manuscrites et dactylographiées sur le déroulement des combats, 1915. 51 lettres échangées avec le général Cherfils de mai 1915 à août 1918.
1K 881/1	André Bronner, sergent au 9 ^e régiment de tirailleurs algériens en 1914, adjudant-chef au 5 ^e régiment de tirailleurs algériens en 1918.	Étude réalisée à partir de lettres échangées avec des camarades de septembre 1914 à janvier 1919, 69 pages dactylographiées.

1K 887	Claudius Aimé Demeure, soldat au 30 ^e régiment d'infanterie en 1914, sergent au 21 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Journal de guerre, tenu du 15 décembre 1915 à janvier 1919, photocopies et transcription dactylographiée, 111 et 107 pages. Lettres à sa famille, transcription dactylographiée des lettres échangées avec sa famille de décembre 1914 à décembre 1918, 397 pages. <i>Souvenirs de la Grande Guerre</i> , transcription dactylographiée d'entretiens oraux enregistrés par son fils en 1979, 127 pages.
1K 901/1	Marcel Hervier, sergent au 59 ^e régiment d'infanterie en 1915.	29 cartes postales et poèmes, 1915.
1K 901/1	Marcel Dagnau, lieutenant au 172 ^e régiment d'infanterie en 1916, au 53 ^e régiment d'infanterie en 1918.	23 lettres écrites à sa femme de janvier 1916 à septembre 1918.
1K 917	René Michel, lieutenant au 167 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine en 1916, chargé des affaires du Proche et de l'Extrême-Orient à l'état-major du conseil suprême de guerre interallié en décembre 1917.	<i>Le visage secret de la guerre</i> , récits d'anecdotes sur l'espionnage allemand, photocopies, 153 pages dactylographiées dont 109 pages sur la période 1914-1918.
1KT 7	Capitaine Germain, commandant le 7 ^e escadron du 6 ^e régiment de chasseurs à cheval en 1914.	Cahier de 31 pages sur le siège de Maubeuge, croquis, pièces diverses rassemblées d'août à septembre 1914.
1 KT 12	Commandant Charlier, commandant du parc d'artillerie de la place de Maubeuge en août et septembre 1914.	<i>Une belle aventure de guerre, un étrange procès</i> , mémoire dactylographié sur l'évasion d'une partie de la garnison de Maubeuge le 7 septembre 1914, 82 pages.
1 KT 15	Lieutenant Courtès, au 46 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant dans le même régiment en 1918.	<i>Souvenirs de la guerre 1914-1918</i> , rédigés en 1918 et 1919 à partir de ses notes personnelles, 703 pages dactylographiées.

1 KT 17	Général de brigade Comby, commandant par intérim la 37 ^e division d'infanterie jusqu'en janvier 1915, commandant la 12 ^e région militaire en 1918.	<i>Ce que j'ai vu et vécu ! Onze mois de guerre, 1^{er} août 1914 – fin juin 1915</i> , souvenirs manuscrits rédigés en septembre 1915, 160 pages. <i>Les Russes au camp de La Courtine, du 1^{er} juin au 20 décembre 1917</i> , mémoire manuscrit avec photographies rédigé en 1933, 80 pages.
1 KT 20	Général de division Deligny, commandant la 2 ^e division d'infanterie en 1914, commandant la 153 ^e division d'infanterie en 1916.	Extraits dactylographiés des carnets de campagne du général, 20 pages sur la bataille de Dinant, du 14 au 24 août 1914, et 31 pages sur les opérations de Verdun, du 22 février au 31 mars 1916.
1 KT 30	Georges Henocque, aumônier de la 3 ^e division d'infanterie de 1914 à 1919.	6 carnets de campagne, tenus du 8 août 1914 au 26 janvier 1919.
1 KT 31	André Fédide, soldat à l'ambulance 2/22 du corps d'armée colonial en 1914, puis détaché à l'aviation comme mitrailleur en 1916.	2 lettres et 1 carnet de campagne tenu d'août à novembre 1914, 8 pages.
1 KT 34	Gabriel Leblanc, lieutenant de réserve au 293 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Carnet de route</i> , souvenirs du 9 août au 19 octobre 1914, rédigés en 1918, 55 pages manuscrites.
1 KT 39	Jacques Piébourg, lieutenant au 133 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant au 10 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Transcription dactylographiée de 8 carnets de campagne, tenus du 4 août 1914 au 18 août 1918, jour de sa mort au combat, avec une douzaine de croquis et quelques pièces justificatives, environ 500 pages.
1 KT 40	Colonel d'artillerie Paloque, commandant l'artillerie de la 38 ^e division d'infanterie à Verdun en octobre 1916, lors de la reprise des forts de Douaumont et Vaux.	<i>Quelques souvenirs</i> , sur Verdun, rédigés en octobre 1916, 8 pages.

1 KT 45	Jean Giraud, sous-préfet, <i>alias</i> Pierre Sabor en littérature, engagé volontaire, éclaireur au 173 ^e régiment d'infanterie en 1914, sous-lieutenant à titre temporaire au 244 ^e régiment d'artillerie de campagne en 1918.	<i>Mon journal de guerre</i> , transcription dactylographiée de ses notes quotidiennes de 1914 à 1919, 1 076 pages.
1 KT 46	Témoignage recueilli par Auguste Spinner, engagé volontaire, officier à l'EMA pendant la guerre.	<i>La bataille de Saint-Blaise, 14 août 1914, racontée par des Alsaciens</i> , témoignage dactylographié anonyme, en allemand, d'un Alsacien incorporé dans le 99 ^e régiment de Landwehr allemand, sur le combat de Saint-Blaise, contre le 1 ^{er} bataillon de chasseurs à pied, 27 pages.
1 KT 48	André LHuillier, engagé volontaire en novembre 1914 au 151 ^e régiment d'infanterie, sous-lieutenant dans le même régiment, grièvement blessé à Verdun et évacué le 9 septembre 1917.	8 carnets et agendas, de novembre 1914 à septembre 1917. Souvenirs dactylographiés rédigés en 1978 à partir des carnets, avec photographies et photocopies de pièces justificatives, environ 200 pages.
1 KT 50	Charles Auguste Gustave Weiss, chef d'escadron de gendarmerie affecté à la zone des armées en 1914, versé au 87 ^e régiment d'infanterie en février 1915, chef d'escadron à la 13 ^e légion de gendarmerie en 1918.	<i>Une vie bien remplie, mais qui finit mal... (1864-1937)</i> , mémoires, 737 pages manuscrites, dont une cinquantaine sur la Première Guerre mondiale.
1 KT 51	Henri Nivolon, sergent au 71 ^e régiment d'infanterie, capturé en août 1914.	Témoignage dactylographié sur le combat d'Arsimont (bataille de Charleroi), les 21 et 22 août 1914, sélectionné parmi les dix meilleurs témoignages récompensés par le prix Verdun en 1966, 11 pages.
1 KT 53	Général de brigade Martin, commandant la 261 ^e brigade d'infanterie de 1915 à 1917.	Carnet de campagne, tenu de septembre 1915 à janvier 1917, environ 500 pages.

1 KT 57	Jean Froidurot, sous-lieutenant au 60 ^e régiment d'infanterie en 1914, lieutenant au 44 ^e régiment d'infanterie en 1918, mort de ses blessures en mai 1918.	<i>Un officier français : Jean Froidurot pendant la guerre 1914-1918</i> , récit dactylographié de Gustave Teissandier, camarade de J. Froidurot au 44 ^e régiment d'infanterie, 46 pages.
1 KT 62	Henri Fraisse, soldat-téléphoniste au 125 ^e régiment d'infanterie en 1915, puis au 79 ^e régiment d'infanterie de 1916 à 1919.	<i>Souvenirs de guerre</i> , de 1915 à 1918, 96 pages manuscrites. Quelques pièces et carnets sur ses fonctions de téléphoniste ¹ .
1 KT 66	Témoignages remis par le chanoine Gailhard-Bancel, sergent au 52 ^e régiment d'infanterie en 1914.	JMO du 52 ^e régiment d'infanterie en août 1914. Notes du lieutenant Coste, au 52 ^e régiment d'infanterie en 1916. Carnet de campagne du soldat Faure, au 52 ^e régiment d'infanterie, tenu d'août 1914 à avril 1915, 30 pages. Carnet de campagne du sergent Deschamps, au 60 ^e régiment d'infanterie, tenu du 2 août au 21 septembre 1914, jour de sa mort au combat, transcription dactylographiée, 19 pages.
1 KT 83	Charles Meunier, polytechnicien, député des Côtes-du-Nord, sous-lieutenant au 7 ^e régiment d'artillerie de campagne (artillerie divisionnaire de la 60 ^e division de réserve) en 1914, officier d'ordonnance du général Foch, commandant le groupe des armées du Nord de novembre 1914 à juin 1916, puis retourné à la Chambre des députés.	Cahiers sur la guerre de 1914 à 1916 et sur une mission à Salonique en 1916 (et en Grèce en 1919), 120 pages.
1 KT 85	Sous-lieutenant Bourgoin, saint-cyrien de la promotion de la grande revanche (1914), affecté au 351 ^e régiment d'infanterie, capitaine au 151 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Extraits des mémoires du colonel (ER) Bourgoin, d'août 1914 à novembre 1918, rédigés en 1966, 195 pages manuscrites.

¹ Utilisés par la société Darlow-Smithson Productions pour un docu-fiction sur la bataille de la Somme.

1 KT 86	Soldat Legentil, incorporé au 74 ^e régiment d'infanterie en avril 1915, adjudant, chef d'une section de mitrailleurs dans le même régiment en 1918.	<i>Notes de campagnes : au jour le jour, bons et mauvais souvenirs</i> , d'avril 1915 à novembre 1918, copie dactylographiée, 76 pages.
1 KT 88	Louis Hayaux, soldat au 171 ^e régiment d'infanterie en janvier 1916, au 83 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Journal de campagne d'un poilu, écrit dans la tranchée, tenu de janvier 1916 à novembre 1918, copie dactylographiée par l'auteur en 1970, 17 pages.
1 KT 90	Adrien Michel Roux, polytechnicien, capitaine au 30 ^e régiment d'artillerie en 1914, chef d'escadron à l'artillerie divisionnaire de la 156 ^e division d'infanterie à l'armée d'Orient de novembre 1915 à octobre 1917, lieutenant-colonel détaché à la mission française près l'armée hellénique de novembre 1917 à février 1918, affecté dans plusieurs régiments d'artillerie de février à novembre 1918.	<i>Notes au jour le jour</i> , 15 carnets de notes manuscrites, d'août 1914 à avril 1919, précédés d'une préface ajoutée après la guerre, intitulée <i>Carnet de guerre d'un officier démocrate : document contre la vantardise et le mensonge officiels et universels</i> , environ 1 500 pages.
1 KT 93	J. Terrasse, sous-lieutenant de réserve au 355 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine dans le même régiment en 1918.	<i>Avant l'oubli : souvenirs d'un rescapé de la guerre 1914-1918</i> , mémoires dactylographiés, 214 pages.
1 KT 94	M. Delsaux, habitant de Cambrai pendant l'occupation allemande.	<i>Journal de guerre tenu à Cambrai</i> , du 1 ^{er} janvier 1916 au 8 septembre 1918, 3 cahiers, environ 250 pages.
1 KT 95	Léon Caillet, téléphoniste (?) au 366 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Souvenirs de captivité en Italie</i> , de juillet à novembre 1918, 87 pages manuscrites.
1 KT 96	Capitaine Michel, au 157 ^e régiment d'infanterie en 1916.	Récit du combat de Fleury-Douaumont en juillet 1916, adressé par le capitaine Michel à son retour de captivité au général Riberpray le 25 juillet 1917, 4 pages manuscrites.
1 KT 97	Gustave Diéval, caporal.	Récit sur le combat de la Mainmorte en janvier 1915, rédigé en 1960, 2 pages manuscrites.

1 KT 98	Lieutenant Delattre, commandant la 1 ^{re} compagnie du 1 ^{er} régiment d'infanterie territoriale à Maubeuge en 1914.	Carnet de campagne, de la reddition de Maubeuge au début de sa captivité à Torgau, tenu du 6 septembre au 24 octobre 1914, 26 pages.
1 KT 99	Adolphe Havart, maire de Montdidier pendant la guerre.	<i>Histoire de Montdidier pendant l'invasion allemande</i> , extraits dactylographiés du journal de guerre d'A. Havart, tenu de 1914 à 1919, 64 pages.
1 KT 102	Marquis de Beaucorps, sous-officier au 39 ^e régiment d'infanterie territorial, sous-lieutenant au 170 ^e régiment d'infanterie en 1915, capitaine dans le même régiment en 1918.	Souvenirs de guerre de 1915 à 1918, rédigés en 1969, 42 pages dactylographiées.
1 KT 103	Soldat allemand anonyme.	Carnet de campagne d'un combattant allemand en 1914, 25 pages.
1KT 105	Sous-lieutenant de Brothonne, au 10 ^e régiment de chasseurs en 1918.	Récit manuscrit des combats du 30 mai 1918 sur le plateau de Chaudun, rédigé en 1973, 3 pages.
1 KT 106	Sous-lieutenant d'Oléon, au 4 ^e régiment des hussards en 1914.	<i>Douze jours d'un peloton de cavalerie au milieu des lignes allemandes (1^{er} au 12 septembre 1914)</i> , souvenirs dactylographiés, 13 pages.
1 KT 108	Soldat anonyme appartenant au 56 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1915.	<i>Souvenirs de la bataille de Verdun en 1916, et des batailles de Champagne et d'Argonne en 1915</i> , souvenirs manuscrits rédigés en 1971, photocopies, 63 pages.
1 KT 110	Maurice Bros, maréchal des logis au 23 ^e régiment d'artillerie en 1914, promu sous-lieutenant en 1917, affecté au dépôt du 36 ^e régiment d'artillerie, lieutenant au 236 ^e régiment d'artillerie en 1918.	<i>Carnet de route d'un gradé de batterie légère de campagne montée</i> , tenu du 27 juillet 1914 au 10 septembre 1919, transcription dactylographiée, environ 1 000 pages.
1 KT 111	Albert Meyer, soldat allemand en 1914.	Témoignage sur les journées du 10 au 12 septembre 1914 et sur la bataille de la Somme, souvenirs dactylographiés en 1971, 2 pages.

1 KT 112	Jean Landrin, adjudant à la section de ravitaillement en munitions pour les 17 ^e et 42 ^e régiments d'artillerie en 1914, lieutenant en 1918 au 70 ^e régiment d'artillerie lourde.	<i>L'artillerie lourde à grande portée pendant la Première Guerre mondiale</i> , souvenirs de guerre dactylographiés en 1974, 6 pages.
1 KT 113	Capitaine de réserve Bénad, président de la commission de repliement et d'achat n°1 de Raon-l'Étape en 1914.	<i>Journal de marche</i> , tenu du 1 ^{er} août 1914 au 9 octobre 1915, 26 pages manuscrites.
1 KT 114	Lucien Trie, incorporé le 15 décembre 1914 au 133 ^e régiment d'infanterie, nommé caporal le 8 janvier 1916 dans le même régiment.	<i>Souvenirs des Dardanelles, 1915-1916</i> , récit dactylographié, 117 pages.
1 KT 115	Alexandre Margoux, sergent au 133 ^e régiment d'infanterie en 1914.	2 cahiers de notes quotidiennes sur le front occidental, de septembre 1914 à février 1915, et sur la campagne des Dardanelles en mars 1915, photocopies, 139 pages.
1 KT 117	Officier allemand en 1914.	Carnet de campagne traduit en français, 1914, 43 pages.
1 KT 121	Armand Belhomme, affecté au 2 ^e bureau de l'état-major du 17 ^e corps d'armée en 1917, dont il devient chef en 1918.	<i>Mémoires d'un fantassin</i> , troisième partie, 1917-1918, souvenirs dactylographiés, 88 pages. Études et croquis, réalisés par l'état-major du 17 ^e corps d'armée, sur les opérations allemandes du front de Champagne, secteurs de Moronvilliers et de Saint-Mihiel (avril-septembre 1917). Études, notes de service, cartes et croquis relatifs aux opérations du secteur de Verdun (novembre 1917-novembre 1918).
1 KT 122	Lieutenant de Bissy, officier d'ordonnance du général d'Amade commandant l'armée des Alpes en 1914, puis en 1917 au 2 ^e bureau du groupe d'armées du Nord.	Extraits de ses <i>Souvenirs de 1914-1918</i> , rédigés en 1953, 13 pages dactylographiées.

1 KT 123	Capitaine de réserve de La Bastide, saint-cyrien promotion 1888, chef d'escadron de cavalerie au 19 ^e régiment de dragons en août 1914, promu commandant en 1918.	<i>Souvenirs de guerre</i> , rédigés à partir de son carnet de campagne, tenu du 20 juillet 1914 au 20 décembre 1918, 345 pages manuscrites.
1 KT 126	Brigadier Fischer de Chevriers, au 50 ^e régiment d'artillerie en 1915, sous-lieutenant au 270 ^e régiment d'artillerie en août 1918.	Souvenirs de guerre du 2 juin 1915 au 7 septembre 1919, récit dactylographié, 623 pages.
1 KT 127	Georges Lucot, adjudant au 79 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Carnet de campagne, tenu du 30 juillet 1914 au 16 avril 1915, 80 pages. Récit de captivité d'avril à mai 1916, 9 pages.
1 KT 128	R. Tyran, soldat au 26 ^e régiment d'artillerie en 1914.	<i>Carnet de route</i> , tenu du 2 août 1914 au 6 août 1915, 49 pages.
1 KT 130	André Le Quillec, fantassin au 152 ^e régiment d'infanterie en 1915, nommé caporal en août 1918 au 251 ^e régiment d'infanterie.	<i>Un fantassin de la classe 16 en 1914-1918</i> , souvenirs dactylographiés en 1966, 49 pages.
1 KT 131	Jacques Breguet, lieutenant affecté à l'état-major de la 1 ^{re} armée en 1914.	Carnet de campagne, tenu du 1 ^{er} août 1914 au 24 avril 1915, 60 pages. Étude dactylographiée et manuscrite, <i>L'aviation d'artillerie de 1914-1915 au 1^{er} corps d'armée – actions de Dinant et Saint-Gérard les 15 et 23 août 1914</i> , 9 pages.
1 KT 131	Marcel Jobit, sous-lieutenant au 43 ^e régiment d'artillerie en 1914.	<i>Carnets de campagne, tenus du 7 août 1914 à novembre 1915 (Belgique, batailles de Guise et de la Marne)</i> , transcription dactylographiée, 38 pages. Extraits de lettres du capitaine Eugène Jobit à son frère Marcel, 1914.
1 KT 134	Marcel Herreman, lieutenant au 15 ^e régiment de chasseurs à cheval en 1914.	<i>Combats de cavalerie de Perwez (Belgique), 18 août 1914</i> , témoignage dactylographié, 5 pages.
1 KT 140	Capitaine Montheliard, au 160 ^e régiment d'infanterie en 1914 et 1915.	Carnet de campagne, tenu du 20 août 1914 au 10 mai 1915, 22 pages.

1 KT 146	Bernard Petit, sergent au 30 ^e bataillon de chasseurs alpins, tué au combat le 19 août 1914.	5 cahiers réunissant sa correspondance avec sa fiancée, de mars 1913 à octobre 1914, 1 000 pages. Quatre lettres d'août 1914. 2 carnets de notes dont 16 pages pour le mois d'août 1914. Photographies et cartes postales (1913-1914).
1 KT 148	Caporal Cordonnier, fourrier de la 9 ^e compagnie du 42 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1916.	Carnet de notes de 31 pages et 3 agendas répertoriant quotidiennement l'état des effectifs (départs et arrivées), 1916-1918.
1 KT 149	Marcel Lerolle, sergent au 129 ^e régiment d'infanterie en 1916.	<i>L'attaque du fort de Douaumont des 20 et 24 mai 1916</i> , récit dactylographié, 9 pages.
1 KT 151	Gabriel Espieu, soldat au 3 ^e régiment de zouaves de 1916 à 1919.	Carnet de campagne, tenu du 7 janvier 1916 au 27 septembre 1919, transcription dactylographiée en 1976, 95 pages.
1 KT 152	Chef d'escadron Hucher, commandant le II ^e groupe de 155 CTR du 2 ^e régiment d'artillerie lourde en 1914.	Carnet d'ordres de marche, tenu du 10 août 1914 au 26 janvier 1915, 28 pages.
1 KT 153	Paul Wittmer, caporal au 109 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Les premiers mois de la guerre de 1914</i> , souvenirs dactylographiés et manuscrits, 32 pages.
1 KT 155	Louis Josse, ancien chauffeur du général Bonnier en 1916.	Carnet de campagne, tenu de janvier à août 1916, 10 pages.
1 KT 156	Capitaine Gartner, au 29 ^e régiment d'artillerie de campagne en 1914.	Souvenirs de guerre, photocopies.
1 KT 158	Eugène Bèche.	Récits de 1916 à 1918.
1 KT 162	Lieutenant-colonel Luton, à l'état-major du 2 ^e corps d'armée en 1914, évacué pour raison de santé en août 1915.	Deux carnets de notes, tenus de 1914 à 1915, 54 pages.
1 KT 163	Max de Dieuleveult, capitaine en 1914, commandant en 1917, au 60 ^e régiment d'artillerie pour toute la durée de la guerre.	Journal tenu de 1914 à 1918, transcription dactylographiée, 190 pages.

1 KT 167	Sergent Platz.	<i>Allez me chercher ces mitrailleuses !</i> , souvenirs, 7 pages manuscrites.
1 KT 170	René Hemery, sous-lieutenant en 1914, lieutenant en 1918, chef d'une section de mitrailleurs au 48 ^e régiment d'infanterie d'août 1914 à février 1918, date à laquelle il fut nommé directeur du cours d'officiers informateurs pour l'armée américaine de la 2 ^e armée à Euville (Haute-Marne).	Carnet de campagne, tenu du 5 août 1914 au 12 novembre 1918, copie manuscrite, rédigée par son frère en 1978, 232 pages. Étude sur la tactique de l'infanterie entre 1914 et 1918, rédigée à partir de l'expérience du lieutenant Hemery, avec documents officiels, croquis et photographies, 102 pages avec annexes. Cahier de photographies, 31 pages.
1 KT 171	Sergent-chef Cazaméa, au 112 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Témoignage manuscrit sur la bataille de Lunéville du 22 août 1914, récit écrit en 1979, 1 page.
1 KT 187	Roger Basteau, saint-cyrien, lieutenant au 151 ^e régiment d'infanterie en 1915, commandant dans la même unité en 1918.	Carnet de campagne, tenu du 12 janvier 1915 au 18 novembre 1918, transcription dactylographiée en 1919, 39 pages.
1 KT 188	René Lentaigue, maréchal des logis au 9 ^e groupe du 103 ^e régiment d'artillerie lourde en 1916.	<i>Quelques pages d'histoire du 9^e groupe du 103^e régiment d'artillerie lourde (1916-1918)</i> , récit dactylographié, 7 pages.
1 KT 189	André Mestrallet, engagé volontaire pour la durée de la guerre le 3 septembre 1914, au 4 ^e régiment de zouaves.	<i>Au 4^e régiment de zouaves et dans l'aviation de combat et d'observation (1914-1918)</i> , récit manuscrit rédigé en 1970, 12 pages.
1 KT 210	Marcel Paul Masson, soldat au 169 ^e régiment d'infanterie en décembre 1914, téléphoniste, sergent dans la même unité en 1918.	Souvenirs, de 1915 à 1918 : carnet de notes, 78 pages ; 5 planches de photographies avec notes ; 10 cartes de liaisons téléphoniques et de tranchées. Pièces officielles : livret matricule, ordres d'engagement et citations.
1 KT 215	Georges Émile Luche, soldat dans un groupe cycliste en 1914, tué le 7 octobre 1916.	3 carnets de campagne, tenus du 1 ^{er} août 1914 au 5 octobre 1915, copie dactylographiée, 54 pages.
1 KT 263	Maréchal des logis Bruneaux, au 17 ^e régiment d'artillerie de campagne en 1914.	<i>Carnet de route d'un maréchal des logis du 17^e régiment d'artillerie (1914-1918)</i> , transcription dactylographiée, 35 pages.

1 KT 266	Georges Maurice, maréchal des logis, observateur d'artillerie en 1914, capitaine en 1918.	<i>Ces années 1914-1945, si on les revivait, vous et moi, ensemble !</i> , mémoires rédigées à partir de son journal, achevées en 1981, 970 pages manuscrites, dont 645 sur la Première Guerre mondiale, version intégrale avec préface de Jacques Meyer.
1 KT 272	Marcel Gagnat, soldat au 83 ^e régiment d'artillerie lourde en 1916, maréchal des logis au 83 ^e régiment d'artillerie lourde automobile en 1918.	Papiers militaires et carnet de campagne, tenu de 1916 à 1919, original et copie dactylographiée, 75 pages.
1 KT 275	Marcel Louis, soldat au 12 ^e régiment de dragons en 1914, puis sergent au 162 ^e régiment d'infanterie, capturé à Verdun en avril 1916.	Souvenirs manuscrits, rédigés en 1983, photocopies, 24 pages.
1 KT 276	Robert Leterme, engagé volontaire en 1913, brigadier au 4 ^e régiment de chasseurs à cheval en 1914, maréchal des logis-chef au 4 ^e régiment de chasseurs à cheval en 1918.	Carnet de campagne, transcription dactylographiée de la période du 30 juillet au 31 décembre 1914, 13 pages et photocopies de la période de 1915 à 1918, 11 pages.
1 KT 281	Élie Olivier, soldat au 73 ^e régiment d'infanterie (?).	<i>Souvenirs d'un KG en 1918</i> , du 15 juillet au 11 novembre 1918, 82 pages dactylographiées.
1 KT 282	Camille Regard, sous-lieutenant de réserve au 22 ^e bataillon de chasseurs alpins et Victorin Lassiaz, caporal dans le même bataillon en 1914.	<i>Carnet de notes retrouvé sur le corps du sous-lieutenant Camille Regard, tué à l'ennemi le 29 août 1914</i> , tenu du 9 juillet au 18 août 1914, copie dactylographiée, 3 pages. <i>Itinéraire et souvenir des manœuvres alpines et de la campagne de 1914</i> , du 9 juillet au 29 août 1914, par Victorin Lassiaz, copie manuscrite, 5 pages.
1 KT 284	Edmond Paulmard, canonnier au 14 ^e régiment d'artillerie en 1914, au 12 ^e régiment d'artillerie en 1915.	Correspondance reçue de 1910 à 1919, avec une centaine de lettres reçues pendant la Première Guerre mondiale.

1 KT 288	Léopold d'Omezon, saint-cyrien, lieutenant au 24 ^e bataillon de chasseurs alpins en 1914, capitaine dans la même unité lorsqu'il est mortellement blessé le 15 juin 1915.	Carnet de campagne tenu du 29 juillet 1914 au 5 juin 1915, édité dans plusieurs numéros de la revue <i>Le Cor de chasse</i> , sous le titre <i>Dix mois de guerre au 24^e BCA (1914-1915)</i> , 19 pages imprimées.
1 KT 289	Capitaine Pardinel, au parc d'artillerie du 11 ^e corps d'armée en 1914, au 116 ^e régiment d'artillerie lourde en 1917.	Carnet de campagne, tenu en juillet et août 1914, 13 pages, et du 31 mars 1916 au 17 juin 1917, 23 pages manuscrites. Carnet de photographies légendées, 1914-1918, 194 pages.
1 KT 295	Jean-François Durand-Chaperon, agent de liaison au 107 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Récit de la première permission</i> , 27 pages, <i>Récit de la bataille du Piave</i> , 13 pages, 71 dessins, illustrations et portraits originaux, (Somme, Verdun, Piave).
1 KT 296	Pierre Lemoyne, sous-lieutenant au 10 ^e régiment de hussards en 1914, lieutenant à l'état-major de la 36 ^e puis de la 35 ^e division d'infanterie de 1916 à 1918.	<i>Récit des années passées dans l'armée de 1914 à 1946</i> , photocopies de souvenirs manuscrits, 172 pages (pages 47 à 218 incluses), dont 20 pages sur la Première Guerre mondiale.
1 KT 298	Georges Lestien, capitaine au 1 ^{er} bureau de la 1 ^{re} armée en 1914, commandant, chef d'état-major de la 35 ^e division d'infanterie en 1918. Général de division, chef du Service historique de l'Armée en 1942 et 1943.	Souvenirs couvrant la période 1886-1943, 320 pages dactylographiées, dont une centaine sur la Première Guerre mondiale.
1 KT 316	Général Édouard Hirschauer, commandant la 29 ^e brigade d'infanterie de 1915 à 1916, commandant la 2 ^e armée de 1917 à 1918.	5 carnets de campagne, tenus du 22 septembre 1915 au 27 novembre 1918, transcription dactylographiée réalisée en 1987 par ses deux fils, 175 pages. Cartes annotées, 6 carnets d'ordres de bataille de la 2 ^e armée, 9 ^e corps d'armée et 61 ^e division d'infanterie, de 1914 à 1918.
1 KT 317	Général d'Anselme, commandant la 127 ^e division d'infanterie de janvier 1916 à juillet 1918.	Notes journalières, de janvier 1916 à mai 1918, photocopie du manuscrit, 81 pages.

1 KT 326	Soldat Baurès, surnuméraire aux PTT, incorporé au printemps 1915 en tant que téléphoniste au 153 ^e régiment d'infanterie, caporal en 1918.	<i>La prophétie de tante Anna</i> , mémoires écrits avant 1983 sur la période de 1916 à 1918, 43 pages dactylographiées.
1 KT 338	Sapeur Paul Michel, sergent de réserve, incorporé à la compagnie 12/1 du génie en 1914, où il passa toute la guerre au même grade.	Carnets de campagne, tenus du 7 août 1914 au 2 février 1919, transcription dactylographiée, 228 pages.
1 KT 340	Médecin-major de 2 ^e classe Dornier, au 4 ^e régiment de hussards en 1914.	2 carnets contenant des listes de blessés, de médicaments en stock ou à acheter et la liste des cantonnements du régiment. Carnet de mobilisation, extraits du journal des marches et opérations du 4 ^e régiment de hussards de 1914 à 1918.
1 KT 346	Paul Helmlinger, alsacien, en 1 ^{re} année de théologie protestante en 1914-1915, enrôlé en octobre 1915 dans l'armée allemande, affecté à l'hôpital de Thorn, puis au 327 ^e régiment de Landwehr en 1917, sur le front russe.	<i>Odyssée prussienne</i> , souvenirs rédigés en 1982, 158 pages dactylographiées.
1 KT 348	Louis Clémence, soldat brancardier au 235 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Carnet de campagne, tenu du 3 août 1914 au 3 septembre 1916, copie dactylographiée, 22 pages.
1 KT 352	Colonel M. Martin, commandant le 104 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1915.	Carnet de campagne, tenu du 1 ^{er} décembre 1914 au 27 février 1915, 127 pages.
1 KT 354	Henri Rollet, ingénieur des Arts et manufactures, lieutenant de réserve affecté au 22 ^e régiment d'artillerie en 1914, envoyé aux États-Unis en juillet 1918 pour y acheter du matériel de guerre.	Carnet de campagne, tenu du 30 décembre 1916 au 4 juillet 1918, 91 pages dactylographiées et photocopies du manuscrit.
1 KT 367	Léon Thibaudeau, caporal au 8 ^e puis au 208 ^e régiment d'infanterie de ligne, jusqu'à sa capture à Verdun en février 1916.	2 cahiers de campagne, rédigés en 1914 et 1915, copie dactylographiée, 20 pages.

1 KT 373	Capitaine Xavier de Buttet, affecté au commissariat de la gare de Laval en 1918.	Agenda manuscrit de l'année 1918, répertoriant tous les passages de convois militaires en gare de Laval, 365 pages.
1 KT 374	Émile Nonnez-Lopez, lieutenant de réserve au 155 ^e régiment d'infanterie en 1914, disparu en janvier 1915, déclaré mort pour la France en 1917.	Carnet de campagne tenu du 1 ^{er} août au 17 septembre 1914, 49 pages. Correspondance échangée par sa famille avec les autorités et la Croix-Rouge pour connaître son sort de 1915 à 1917, 5 photographies.
1 KT 389	Marcel Lemault, classe 1911, en service actif en 1914 dans une section de mitrailleuses au 64 ^e régiment d'infanterie, 2 ^e section.	Carnet de campagne tenu du 1 ^{er} août 1914 à avril 1915, 89 pages.
1 KT 397	Léo-Louis Barbès, aspirant incorporé en 1915 à la compagnie divisionnaire du génie 15/1, créée à partir du 7 ^e régiment du génie et rattachée à la 29 ^e division d'infanterie.	<i>Journal d'Argonne</i> , tenu du 5 juin au 16 novembre 1915, sur la guerre de mines en Argonne, photocopies, 97 pages.
1 KT 416	Roger Flotte, capitaine au 9 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant au 25 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1918.	<i>Feuilles de route et de tranchées</i> , 2 carnets de campagne, tenus du 27 juillet 1914 au 3 mars 1915, 19 et 50 pages. Journal des marches et opérations du 25 ^e bataillon de chasseurs à pied, du 10 mai au 11 novembre 1918, avec croquis des opérations.
1 KT 433	Alfred Schnell, sous-lieutenant au 158 ^e régiment d'infanterie en 1914, au 358 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Mes souvenirs de guerre, du 23 juillet 1914 au 14 mai 1920</i> , rédigés à partir de ses notes prises pendant la guerre, 104 pages dactylographiées.
1 KT 433	Gaston Desvaulx, polytechnicien, capitaine d'artillerie au 3 ^e bureau de l'état-major de l'armée française d'Orient en 1915 qui participe à la campagne de Salonique d'octobre 1915 à septembre 1917, avant d'être blessé et rapatrié à Paris fin 1917.	<i>Souvenirs d'Orient</i> , rédigés au lendemain de la campagne de Salonique en 1917-1918, 45 pages dactylographiées.
1 KT 439	Robert de Clédat, lieutenant au 11 ^e régiment de chasseurs à cheval en 1914.	<i>Souvenirs de la campagne d'Alsace, août 1914</i> , 10 pages manuscrites.

1 KT 444	Général de brigade Hély d'Oissel, chef d'état-major de la 5 ^e armée en 1914, promu général de division et commandant le 8 ^e corps d'armée en 1918.	Journal de guerre, tenu d'août 1914 à novembre 1918, photocopie du manuscrit, 519 pages.
1 KT 451	Émile Pierre Nozeran, capitaine au 9 ^e régiment des hussards en 1914, affecté en 1916 à l'état-major de la 28 ^e division d'infanterie.	Carnets de campagne, tenus du 5 août 1914 au 24 novembre 1918, transcription dactylographiée, 72 pages.
1 KT 456	Aspirant Dumeste, saint-cyrien, affecté au 327 ^e régiment d'infanterie en septembre 1915, lieutenant au 100 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Correspondance adressée à sa femme, du 20 juin 1915 au 2 novembre 1918, transcription dactylographiée par son fils, 38 pages.
1 KT 458	Paul Pireaud, soldat au 12 ^e escadron du train en 1914, cycliste au 112 ^e régiment d'artillerie lourde en 1918.	1 500 lettres échangées avec sa femme de 1910 à 1927, dont environ 1 000 pour la période de la guerre.
1 KT 479	Claudius Peyret, sergent au 99 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Journal de bord</i> , tenu du 6 août au 21 novembre 1914, photocopies, 44 pages.
1 KT 481	Jean-Pierre Laurens.	<i>Prisonniers de guerre, 1914</i> , cahier de dessins, 8 feuilles imprimées, édité en 1918.
1 KT 482	Ernest Delizy, caporal au 146 ^e régiment d'infanterie, tué au Mont Kemmel le 24 avril 1918.	Journal de guerre, tenu du 3 août 1914 au 12 avril 1918, 91 pages.
1 KT 491	Caporal fourrier Zobel, 110 ^e régiment d'infanterie de 1915 à 1918.	3 agendas annotés, du 1 ^{er} octobre 1915 au 28 septembre 1918, 293 pages.
1 KT 497	Soldat Ravon, 1 ^{er} groupe cycliste rattaché au 26 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1915, sergent en 1918.	<i>Livre de guerre</i> , constitué à partir du journal des marches et opérations, rédigé de décembre 1915 à décembre 1919, et de nombreuses photographies du conflit, 200 pages manuscrites.
1 KT 506	Soldat anonyme, artilleur en décembre 1915 et en 1916, pendant la campagne de Serbie.	3 lettres envoyées à ses parents en 1915 et 1916, transcription dactylographiée.

1 KT 507	Lucien Caron, soldat au 46 ^e régiment d'infanterie en août 1914 où il occupe un poste de brancardier, avant de rejoindre la mission française à Salonique.	Carnets de campagne tenus de 1914 à 1918, 78 pages et 19 photographies.
1 KT 509	Robert Métivier, commandant au 4 ^e régiment de zouaves en 1918.	<i>Combats de Conchy-les-Pots, Orvillers-Sorel au 4^e régiment de zouaves (25 mars au 1^{er} avril 1918), Bataille de Villers-Cotterêts (du 13 au 22 juillet 1918)</i> , souvenirs dactylographiés, 8 et 4 pages, avec corrections et croquis manuscrits.
1 KT 521	Paul Furioux, capitaine de réserve au 10 ^e régiment d'infanterie en 1914. Blessé au cours de l'hiver 1914-1915, il est évacué dans un hôpital à Bordeaux.	<i>Savoir pour prévoir afin de pouvoir</i> , témoignage dactylographié sur les opérations militaires en 1914 et 1915, photocopies, 69 pages.
1 KT 526	Charles Dupont, colonel et chef du 2 ^e bureau du GQG des armées en août 1914, aide major général du service des renseignements en avril 1916. Général à compter du 2 janvier 1917, il est successivement nommé adjoint au général commandant l'artillerie du 17 ^e puis du 16 ^e corps en juillet 1917, commandant l'artillerie du 1 ^{er} corps d'armée le 2 septembre 1917 et directeur du centre d'instruction de Vitry-le-François le 10 août 1918.	Mémoires, rédigés de 1920 à 1926, 224 pages dactylographiées, dont 82 sur la Première Guerre mondiale.
1 KT 530	Auguste Normand, sergent fourrier au 137 ^e régiment d'infanterie en août 1914, lieutenant au 110 ^e régiment d'infanterie en novembre 1917.	Carnets de campagne, tenus du 1 ^{er} août 1914 au 7 janvier 1919, photocopies, 47 pages. <i>Au service de la France, de Verdun à Buchenwald, 1890-1943</i> , biographie du lieutenant-colonel Auguste Normand, par l'abbé Michel Normand, 50 pages.

1 KT 531	Guy de Quengo de Tonquédec, sergent au 32 ^e bataillon de tirailleurs sénégalais en 1916, sous-lieutenant au 27 ^e bataillon de tirailleurs sénégalais en février 1917, tué le 26 mai 1917.	32 lettres originales adressées du front à son épouse du 17 mars au 24 mai 1917. <i>Courrier d'ailleurs</i> , transcription dactylographiée de lettres de 1904 à 1923, 242 pages.
1 KT 534	Célestin Savatier, caporal au 66 ^e régiment d'infanterie en août 1914, adjudant le 3 mai 1915, tué le 25 septembre 1915.	Registres de lettres adressées à sa famille, du 2 août 1914 au 24 septembre 1915, puis correspondance de membres de la famille avec les autorités militaires, du 25 septembre au 28 octobre 1915, photocopies, 192 pages.
1 KT 542	Robert Guillotin de Corson, sous-officier, cycliste au 51 ^e régiment d'artillerie en août 1914, sous-lieutenant le 22 novembre 1917, versé dans un centre d'organisation d'artillerie de campagne, puis au 33 ^e régiment d'artillerie le 6 janvier 1918.	<i>Souvenirs de guerre, 1914-1918</i> , transcription dactylographiée, 188 pages.
1 KT 543	Paul Château, caporal au 82 ^e régiment d'infanterie, tué le 10 septembre 1914. Raymond Château, élève officier de réserve au 131 ^e régiment d'infanterie en janvier 1915, aspirant au 113 ^e régiment d'infanterie de ligne en avril 1915, sous-lieutenant dans ce même régiment en janvier 1917, blessé au printemps.	11 lettres de Paul Château à sa famille d'août à septembre 1914 ; démarches effectuées de 1914 à 1920 par cette dernière pour le retrouver, 44 pièces manuscrites. 122 lettres de son frère Raymond à sa famille, échangées entre 1915 et 1918.
1 KT 545	Robert Bazillais, 3 ^e brigade russe, RVFB 139 en 1916, à la 129 ^e division d'infanterie à partir du 15 mai 1917, puis à la 121 ^e division d'infanterie à compter du 1 ^{er} juillet 1918. Quitte le 29 juin 1918 la RVF pour une section sanitaire automobile américaine.	42 lettres échangées avec sa famille entre 1916 et 1919.

1 KT 546	Louis-Marie Marguery, clairon d'infanterie coloniale et des tirailleurs sénégalais de 1914 à 1919.	Carnet de campagne, tenu du 12 août 1914 au 19 septembre 1919, 71 pages.
1 KT 548	Clovis Garreau, soldat au 35 ^e régiment d'artillerie en août 1914, au 251 ^e régiment d'artillerie en 1918.	<i>J'ai fait la guerre 1914-1918, journal de guerre d'un simple combattant</i> , tenu du 3 août 1914 au 21 avril 1918, transcription dactylographiée, 125 pages.
1 KT 559	Pierre-Justin Albisson, cycliste au 339 ^e régiment d'infanterie, de mai 1916 à octobre 1918.	3 carnets de campagne, tenus de mai 1916 à octobre 1918, 88 pages.
1 KT 560	Léon Dumez, sous-lieutenant au 1 ^{er} escadron du train des équipages militaires à la mobilisation, lieutenant le 14 février 1915, affecté le 31 octobre 1917 au 27 ^e régiment d'artillerie.	Carnets de campagne, tenus du 2 août 1914 au 28 janvier 1919, photocopies, 308 pages. Correspondance d'Emma Dumez-Phalempin, envoyée à ses fils Léon et Natalis, ainsi qu'à d'autres membres de sa famille, de 1914 à 1916, photocopies, 537 pages.
1 KT 561	Jacques Guignot, soldat au 135 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1918.	21 carnets de campagne, tenus de janvier 1916 à octobre 1917. Journal de marche du 16 décembre 1914 au 6 septembre 1919, 28 pages.
1 KT 568	Amédée Cagnat, lieutenant au 46 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine en 1915, affecté au 3 ^e bureau de l'état-major de la 4 ^e armée en 1917.	<i>Notes et réflexions de guerre</i> , souvenirs rédigés en 1921, 112 pages dactylographiées.
1 KT 569	Arthur Hauwel, sous-lieutenant au 117 ^e régiment d'infanterie, puis au 155 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Carnet de campagne, tenu du 1 ^{er} août au 8 octobre 1914, photocopies, 60 pages.
1 KT 571	Henri Bigey, caporal au 98 ^e régiment d'infanterie en 1914, sous-lieutenant au 229 ^e régiment d'infanterie en 1917.	<i>Un Instituteur rural dans la Grande Guerre</i> , étude réalisée par son fils à partir de ses carnets de guerre et de sa correspondance, 118 pages dactylographiées.
1 KT 572	Georges Harrand, sous-lieutenant au 2 ^e régiment d'artillerie de montagne en 1914, lieutenant au 1 ^{er} régiment d'artillerie de montagne en 1918.	<i>Chargez les mulets, souvenirs d'un artilleur de montagne</i> , étude rédigée par ses enfants en 1994, 97 pages dactylographiées.

1 KT 593	Camille Duchenne, caporal au 26 ^e bataillon de chasseurs à pied, blessé en septembre 1914, au service auxiliaire le 9 janvier 1916.	Carnet de campagne, en deux tomes, du 30 novembre 1915 au 14 février 1916, et du 9 août 1917 au 2 février 1918, photocopies, 72 et 138 pages.
1 KT 603	Anonyme, apparemment non militaire.	<i>Réflexions de guerre</i> , journal tenu du 1 ^{er} août 1914 à novembre 1917, 39 pages (consultable en version numérique).
1 KT 609	Gaston Crovisier, engagé volontaire au 5 ^e régiment de hussards le 19 septembre 1914, brigadier au 37 ^e régiment d'infanterie de juin 1916 jusqu'à la fin de la guerre.	Récit de guerre, du 19 septembre 1914 au 15 août 1919, transcription dactylographiée, 9 pages.
1 KT 611	Louis Brunet, caporal au 30 ^e régiment d'infanterie en 1914, promu sergent dans le même régiment en 1918.	Carnets de campagne, tenus du 7 août au 3 octobre 1914, transcription dactylographiée en 1995, 8 pages. Cartes de Chalon-sur-Saône et de Soissons. 8 photographies aériennes, juin-juillet 1918, et 23 photographies du conflit et de l'après-guerre.
1 KT 614	René Dubreuil, cavalier au régiment mixte de marche de cavalerie (4 ^e régiment de chasseurs d'Afrique et 4 ^e régiment de spahis) durant la campagne d'Orient en 1918.	<i>Campagnes d'Orient</i> , souvenirs de guerre de juillet à décembre 1918, rédigés en 1923, 28 pages dactylographiées.
1 KT 623	Daniel Petit, maréchal des logis au 3 ^e régiment d'artillerie lourde, nommé maréchal des logis chef en février 1915.	<i>Mémoires de guerre (14 juillet 1914 au 22 décembre 1915)</i> , rédigés en 1932, 29 pages dactylographiées.
1 KT 627	Maurice Meyer, saint-cyrien, commandant, chef de la section allemande du 2 ^e bureau de l'état-major de l'Armée de 1914 à 1917, lieutenant-colonel commandant le 12 ^e régiment de cuirassiers à pied en 1918.	<i>Souvenirs de guerre</i> , de 1915 à 1918, 180 pages dactylographiées.
1 KT 631	François Myard, soldat au 54 ^e régiment d'artillerie en 1914, au 273 ^e régiment d'artillerie en 1918.	<i>Journal de guerre</i> , tenu de 1914 à 1918, transcription dactylographiée, 222 pages.

1 KT 635	Lieutenant Paillie, affecté à la compagnie des chasseurs forestiers qui assurait la sécurité du quartier du général Joffre de 1914 à 1916.	<i>Journal de guerre</i> , rédigé du 2 août 1914 au 30 mai 1916, photocopies, 78 pages. Conférence de M. Roger Dupré sur « La guerre en 1914 », mars 1988, transcription dactylographiée, 12 pages.
1 KT 637	Adjudant Geillon, 24 ^e bataillon de chasseurs alpins en 1914, sous-lieutenant en 1915 dans le même bataillon.	Journal de marche, rédigé du 1 ^{er} août 1914 au 15 avril 1915, 140 pages manuscrites.
1 KT 657	Marius Flandin, sergent, fait prisonnier à Malancourt en 1916.	Journal de captivité, rédigé du 20 février au 23 décembre 1916, 48 pages manuscrites. Recueil de photographies sur des camps de prisonniers en Allemagne, publication allemande, sans date, 60 pages imprimées.
1 KT 658	Robert Troubat, soldat au 63 ^e régiment d'infanterie en 1915, au 52 ^e régiment d'infanterie en 1916.	Carnet de campagne, tenu du 2 août 1914 à septembre 1919, intitulé <i>Orage sur le Proletariat</i> , photocopies, 186 pages. Commentaires rédigés en 1995 par M. Gouel, professeur de lycée, photocopies, 18 pages.
1 KT 663	Antoine Basset, colonel, commandant par intérim la 103 ^e brigade d'infanterie en 1914, puis la 130 ^e en 1915, enfin le 15 ^e régiment d'infanterie de 1916 à 1918.	<i>Ma vie au jour le jour</i> , 14 carnets de campagne agrémentés de photographies, rédigés du 1 ^{er} août 1914 au 27 mars 1919, 2 000 pages environ.
1 KT 668	Germain Gervais, incorporé en janvier 1916 au 90 ^e régiment d'infanterie, blessé le 29 août 1918 sur le front de l'Aisne, hospitalisé jusqu'à la fin de la guerre à Houlgate.	<i>Mémoires de guerre</i> , transcription dactylographiée en 1989, 31 pages.
1 KT 682	Henri Lefebvre, brancardier musicien au 233 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1918.	Mémoire rédigé par son fils en 1995, à partir des lettres écrites à son épouse d'octobre 1914 à janvier 1919, 132 pages dactylographiées.

1 KT 684	Maurice Landre, caporal au 21 ^e bataillon de chasseurs à pied de 1917 à 1918.	<i>En 14-18 ?... j'étais soldat</i> , transcription dactylographiée par ses deux petites-filles de son carnet de campagne, écrit du 3 mai 1917 à novembre 1918, 29 pages.
1 KT 686	Soldats affectés au 1 ^{er} régiment d'infanterie de 1914 à 1918.	Archives et témoignages relatifs aux actions militaires du 1 ^{er} régiment d'infanterie (comptes rendus, rapports et notes manuscrites), réunis par M. Gérard Mourgue, 41 documents manuscrits et photocopies.
1 KT 697	Lieutenant Lebeau, au 97 ^e régiment d'infanterie en 1914, nommé capitaine dans le même régiment en 1918.	<i>Guerre 1914-1918, carnet de marche</i> , tenu du 1 ^{er} août 1914 au 28 juin 1919, transcription manuscrite rédigée en 1959, 125 pages. Transcription de la réponse à l'enquête sur le moral pendant la Grande Guerre commandée par le ministère de la Guerre, 24 pages.
1 KT 698	Amédée Thierry, commandant, chef d'état-major de la 2 ^e division d'infanterie coloniale en 1916.	<i>Souvenirs de la Somme, 1916</i> , 87 pages dactylographiées.
1 KT 699	Maurice Gerhardt, lieutenant de réserve, mobilisé au 50 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant en 1918, tué au combat le 22 août 1918.	<i>Campagne de guerre 1914-1918 racontée par ses notes et ses lettres depuis le 3 août 1914 jusqu'au 22 août 1918</i> , souvenirs rédigés en 1919 par son père, 311 pages dactylographiées.
1 KT 700	Lieutenant de Cabarrus, envoyé en mission en Ukraine et en Russie début 1918 afin d'accompagner un général jusqu'à Ungheni et d'apporter la somme de 400 000 roubles à la mission française de Kiev.	<i>Souvenirs d'un voyage mouvementé chez les bolcheviks de Kiev et d'ailleurs, janvier-février 1918</i> , récit dactylographié en septembre 1918, 23 pages.

1 KT 705	Jacques Guyard, engagé volontaire en décembre 1914, soldat au 146 ^e régiment d'infanterie, mort à Verdun le 10 avril 1916.	<i>Vers la fournaise</i> , 134 lettres manuscrites écrites à sa famille, transcription dactylographiée par son petit-fils, Jacques Philibert, 78 pages. 22 lettres écrites à sa famille avant son envoi au front, originaux et transcription dactylographiée, 31 pages.
1 KT 708	Henri Bonin, canonnier-conducteur au 31 ^e régiment d'artillerie en 1914, nommé aspirant en 1915 au 46 ^e régiment d'artillerie, sous-lieutenant en 1916, détaché à l'escadrille MF 1 où il devient observateur, affecté en février 1917 à l'aviation sud-tunisienne.	<i>La guerre de 1914-1918 telle que je l'ai vécue</i> , mémoires dactylographiés, 29 pages.
1 KT 709	Henri de Susanne d'Épinay, brigadier au 9 ^e régiment de cuirassiers, adjudant en 1918 au 63 ^e régiment d'artillerie.	<i>Carnet de route 1914-1919</i> , transcription dactylographiée, 22 pages.
1 KT 712	Docteur Batailh, médecin auxiliaire affecté au 86 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1917.	Carnets de campagne, tenus d'août 1914 à décembre 1917, transcription dactylographiée en 1991 par sa fille, 100 pages. Correspondance adressée à sa famille, photocopies, 60 pages. 13 photographies du conflit.
1 KT 722	André Dalais, journaliste au <i>Moniteur vinicole</i> (?) en 1914.	4 cahiers manuscrits, décrivant le conflit du 1 ^{er} août 1914 au 18 septembre 1915 à partir des communiqués officiels diffusés quotidiennement, illustrés de coupures de presse et de croquis, 1 000 pages environ.
1 KT 723	Infirmier-brancardier Louis Marie, incorporé en août 1914 au 25 ^e régiment d'infanterie jusqu'en 1918.	<i>Carnet de route</i> , tenu du 2 août 1914 au 11 juillet 1919, photocopies, 486 pages.

1 KT 726	Jean Bésinet, brigadier au 29 ^e régiment de dragons en 1918.	Carnet de notes diverses sur les effectifs, les équipements et les instructions de l'état-major en 1918, 34 pages.
1 KT 741	Louis Tantot, maréchal des logis au 4 ^e régiment de chasseurs d'Afrique - armée d'Orient - de 1916 à 1918.	<i>Souvenirs d'Orient</i> , carnets de campagne rédigés du 12 décembre 1916 au 27 septembre 1918, 119 pages.
1 KT 743	Marcel Degraeve, soldat au 306 ^e régiment d'artillerie en 1914, au 251 ^e régiment d'artillerie en 1916.	Carnets de campagne, tenus du 25 juillet 1914 à janvier 1919, photocopies, 200 pages.
1 KT 746	Jean Rabain, engagé volontaire en octobre 1914 au 13 ^e régiment d'artillerie, affecté en 1915 au 2 ^e bataillon de chasseurs à pied, élève aspirant en 1916, promu sous-lieutenant le 4 juillet 1918 dans le même bataillon.	<i>Carnets noirs</i> , journal de ses vacances scolaires 1913-1914, tenu de juillet 1913 à juillet 1914, 50 pages manuscrites. <i>Carnet bleu</i> , de septembre 1916 à avril 1918, 100 pages manuscrites. <i>Carnet rouge</i> , 1919, photocopies, 150 pages manuscrites.
1 KT 749	Capitaine Deniaud, 51 ^e régiment d'artillerie en 1914.	<i>La Marne ; Verdun ; photos</i> , réflexions écrites en 1935, photocopies, environ 200 pages.
1 KT 752	Alcide Pichot, soldat au 232 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1918, maréchal des logis en 1918.	<i>Journal de guerre 1914-1918</i> , dactylographié par son petit-fils Daniel Pichot en 1992, 25 pages.
1 KT 773	Camille Dole, soldat au 23 ^e régiment d'artillerie, nommé caporal en juillet 1915 dans le même régiment.	Carnet de campagne rédigé du 11 août 1914 au 24 juillet 1915, transcription dactylographiée par sa petite-fille, illustrée de photographies, 60 pages.
1 KT 774	Henri Dupont, soldat au 4 ^e régiment d'infanterie en 1914 et 1915.	Carnets de campagne, rédigés du 12 août 1914 au 15 juillet 1915, transcription dactylographiée par son fils, 20 pages.
1 KT 775	Daniel Barbe, soldat réserviste brancardier à la 10 ^e division d'infanterie en août 1914, nommé caporal en octobre 1915.	<i>Journal de guerre, rédigé du 2 août 1914 au 9 janvier 1916, accompagné de son livret matricule</i> , 30 pages.

1 KT 777	Robert Chavasse, caporal au 275 ^e régiment d'infanterie le 29 octobre 1915, détaché au cours des élèves aspirants le 24 septembre 1916, sous-lieutenant le 13 juillet 1918.	Carnets de campagne, rédigés du 19 avril 1915 au 21 mai 1918, transcription dactylographiée par son fils, 160 pages.
1 KT 780	Léon Bellot, sous-lieutenant au 19 ^e régiment d'artillerie en 1914, sur le front oriental en janvier 1917, nommé lieutenant en 1918.	<i>Journal de route</i> , tenu du 1 ^{er} août 1914 au 12 février 1919, transcription manuscrite par l'auteur en 1931, 90 pages.
1 KT 785	Louis Eugène Faucher, chef de bataillon, mobilisé en août 1914 comme commandant des compagnies du génie du 20 ^e corps d'armée.	Carnet de notes personnelles rédigées du 5 août au 14 septembre 1914, 20 pages.
1 KT 789	Le maire de Saint-Barthélémy (Seine-et-Marne).	Rapport manuscrit sur l'invasion allemande de Saint-Barthélémy (Seine-et-Marne), du 4 au 7 septembre 1914, rédigé le 18 septembre 1914 et adressé au sous-préfet, photocopies, 4 pages.
1 KT 791	Sous-lieutenant de réserve Jouandet, au 106 ^e régiment d'infanterie en 1914, lieutenant en août 1916 dans le même régiment.	<i>Souvenirs de guerre 1914-1918 et 1939-1945</i> , 29 pages dactylographiées consacrées à la Première Guerre mondiale, 140 pages à la Seconde.
1 KT 801	Pierre Doignon, sous-lieutenant au 39 ^e régiment d'artillerie en 1914, capitaine au 114 ^e régiment d'artillerie lourde en 1918.	138 lettres adressées à ses parents de 1914 à 1918. Carnet de campagne, tenu du 25 août au 15 novembre 1914, 30 pages. 34 photographies d'ateliers d'armurerie et de tranchées.
1 KT 807	Auguste Gauvenet, lieutenant au 237 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Carnet de campagne, tenu du 3 août au 9 octobre 1914, 60 pages.
1 KT 814	Pierre Lavielle, maréchal-ferrant au 18 ^e escadron du train des équipages militaires en 1914, au 24 ^e régiment d'artillerie de 1916 à 1918.	4 carnets de campagne, tenus du 15 août 1914 au 31 décembre 1918, transcription dactylographiée en 1996, 105 pages.

1 KT 826	Georges Suteau, appelé sous les drapeaux en 1912, soldat au 67 ^e régiment d'infanterie en 1914 et au 267 ^e régiment d'infanterie en 1915, nommé caporal au 287 ^e régiment d'infanterie en octobre 1917.	2 carnets de campagne, tenus du 1 ^{er} octobre 1912 au 20 août 1919, 63 pages.
1 KT 829	Maurice Royer, sous-lieutenant au 11 ^e régiment d'artillerie en 1914, lieutenant au 22 ^e régiment d'artillerie en 1918.	6 carnets de campagne, tenus du 2 août 1914 au 28 août 1919, 560 pages environ.
1 KT 841	René Lambert, soldat au 221 ^e régiment d'infanterie en 1916, fait prisonnier en juillet 1916.	<i>Le cahier noir : la guerre et la captivité de René Lambert, 1916-1918</i> , étude dactylographiée de M. Grossetête, réalisée en 1994 à partir de son carnet de campagne, 93 pages.
1 KT 848	Adjudant Azéma, au 3 ^e régiment d'artillerie en 1914, nommé adjudant-chef en 1915, affecté en octobre 1917 au parc d'artillerie de la place de Lyon.	Cahier de guerre, écrit du 1 ^{er} août 1914 au 22 juillet 1922, photocopies, 18 pages.
1 KT 858	Bernard Renaud, polytechnicien, lieutenant au 4 ^e régiment du génie en 1914, promu capitaine en juillet 1916 ; membre de la mission française d'Albanie de janvier à octobre 1917, puis de Macédoine de novembre 1917 à janvier 1919.	Carnets de guerre 1914-1918, tenus d'août 1914 à février 1919, transcription dactylographiée, 33 pages.
1 KT 859	Roger Pailliette, lieutenant de réserve au 91 ^e régiment d'infanterie en 1914, tué au combat le 26 avril 1915.	Carnet de route, tenu du 1 ^{er} août au 8 octobre 1914, photocopies, 40 pages. Traductions d'un carnet de campagne, d'articles de journaux et de lettres trouvés sur des blessés par le lieutenant Pailliette, 40 pages.
1 KT 863	Alphonse Boudard, contremaître dans une ferme.	Journal tenu du 30 août au 29 septembre 1914, relatant les opérations militaires à Ermenonville, photocopies, 30 pages. Résumé de ce carnet et commentaires de Dominique Martin, 10 pages dactylographiées.

1 KT 872	Louis Berrurier, soldat au 85 ^e régiment d'artillerie lourde en 1917, au 285 ^e régiment d'artillerie lourde en 1918.	Carnet de campagne, tenu de janvier 1917 à novembre 1918, 50 pages.
1 KT 880	Médecin auxiliaire Roy, 371 ^e régiment d'infanterie, armée d'Orient, en 1915.	Correspondance de 1915 à 1916.
1 KT 883	Curé de Villeselve (Oise), mobilisé comme infirmier en 1914 au 41 ^e régiment d'infanterie.	Carnet de campagne, tenu du 1 ^{er} novembre 1914 au 16 mai 1915, 67 pages.
1 KT 885	Gabriel Balique, incorporé en août 1914, élève aspirant en novembre 1914, affecté au 84 ^e régiment d'infanterie en 1915, lieutenant au 164 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Notes d'un combattant</i> , rédigées du 12 août 1914 au 9 juin 1919, transcription manuscrite par son fils en 1980, 3 tomes, 105, 100 et 90 pages.
1 KT 888	Eugène Clausse, soldat au 242 ^e régiment d'infanterie de Belfort en 1915.	<i>Journal de marche</i> , tenu lors de la campagne d'Alsace en 1915, transcription dactylographiée en 1996 par son fils, 64 pages.
1 KT 889	Émile Guérin, sergent au 29 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1914, blessé en avril 1915.	<i>En passant par la Lorraine</i> , étude sur sa vie et ses activités militaires en 1914, rédigée en 1996 par son fils, 100 pages dactylographiées.
1 KT 890	René Vinay, soldat au 13 ^e régiment de chasseurs en 1914 et 1915.	Carnet de campagne, tenu de fin juillet 1914 à mars 1915, 28 pages.
1 KT 891	Léon Boulinguez, lieutenant de réserve au 45 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine de réserve au 2 ^e régiment de marche d'Afrique en 1917, engagé dans la campagne de Serbie de 1915 à 1917 au cours de laquelle il est tué au combat le 24 juillet 1917.	<i>Impressions de route, campagne de Serbie</i> , carnet de notes tenu d'octobre 1916 à janvier 1917, 78 pages. Journal, tenu du 21 décembre 1916 au 18 juin 1917, 50 pages. Cahier à destination de sa femme résumant ses activités du 30 juillet 1914 au 20 mars 1917, poèmes, photographies, 106 pages.
1 KT 895	Alfred Degez, médecin-major au 141 ^e régiment d'infanterie en 1914, médecin-chef de l'hôpital militaire de Fontainebleau en 1918.	<i>Les Ambulances de la boue</i> , transcription dactylographiée réalisée par son fils de ses carnets de campagne, rédigés du 15 août 1914 au 11 novembre 1918, 75 pages.

1 KT 907	Adolphe Chabaud, soldat au 13 ^e bataillon des chasseurs alpins, dans les Vosges de 1914 à 1916, en captivité pendant les deux dernières années de la guerre.	<i>Correspondance</i> , recueil de lettres adressées à ses parents du 6 septembre 1914 au 1 ^{er} janvier 1919, transcription dactylographiée, 188 pages. <i>Un chasseur alpin</i> , récit en vers des combats, transcription dactylographiée, 52 pages.
1 KT 909	Marcel Hossin, sous-lieutenant au 29 ^e régiment d'artillerie en 1918.	Journal, tenu du 3 février 1918 au 20 avril 1919, transcription dactylographiée par son fils en 1996, 40 pages.
1 KT 913	Lionel Nadal, capitaine au 53 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant au 120 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1918.	<i>Ce que j'ai vu pendant la guerre de 1914-1918</i> , souvenirs de guerre rédigés en 1920, 275 pages dactylographiées.
1 KT 914	André Pellerin, soldat à la 2 ^e compagnie téléphonique de la 2 ^e armée en 1914.	<i>Journal de guerre</i> , tenu du 11 août au 5 novembre 1914, transcription dactylographiée par son fils en 1996, 48 pages.
1 KT 915	Une famille française ayant logé pendant la guerre des officiers et du personnel d'état-major.	Cahier des arrivées et des départs des militaires ² , de 1914 à 1918.
1 KT 924	Jules Blatgé, soldat au 15 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Récit de mes aventures de guerre</i> , carnet de campagne, tenu de septembre 1914 à février 1915, transcription dactylographiée en 1996, 43 pages.
1 KT 927	Victor Puisseux, lieutenant au 6 ^e régiment d'artillerie en 1914.	105 lettres familiales, écrites d'août à décembre 1914.
1 KT 934	Philippe de Monbrison, lieutenant au 2 ^e régiment de chasseurs d'Afrique en 1914.	<i>Carnet de route de Taza à Ypres</i> , tenu du 1 ^{er} août au 10 septembre 1914, transcription dactylographiée, 70 pages. <i>Quelques notes sur la campagne de 1914-1915</i> , étude dactylographiée réalisée en février 1915, 144 pages.
1 KT 945	André Ribet, soldat au 67 ^e régiment d'infanterie en 1916, blessé au Chemin des Dames le 6 mai 1917.	<i>Journal 1916-1919</i> , tenu du 11 janvier 1916 au 26 août 1919, transcription dactylographiée par sa petite-fille, 24 pages.

² Cahier légué au colonel américain Lester Austin Webb par Mme Dumont, qu'il a connue en France en 1918 alors qu'il servait dans la 55^e division d'infanterie.

1 KT 948	Élie Rogé, soldat au 167 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1918.	<i>Journal</i> , tenu du 5 août 1914 au 14 décembre 1918, transcription dactylographiée, 135 pages.
1KT 960	Alexis Philippe, adjudant au 118 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Sur le champ de bataille de Maisin en Belgique, choses vues, choses vécues le 22 août 1914</i> , lettre du 28 août 1914 à son beau-frère, photocopie, 7 pages.
1 KT 970	Barthélémy Vernois, brancardier au 166 ^e régiment d'infanterie en 1914, au 222 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Journal, tenu d'août 1914 à juin 1919, 244 pages. Photographies et cartes postales.
1 KT 976	Pierre Dauger, lieutenant au 3 ^e régiment de hussards en 1914, capitaine en 1916 au 4 ^e régiment de cuirassiers, blessé le 5 mai 1917.	<i>Journal de guerre</i> , transcription dactylographiée par son petit-fils en 1997, 193 pages.
1 KT 977	J. Marchand, officier d'administration et de gestion du groupe de brancardiers de la 45 ^e division en 1914.	Journal avec photographies du conflit, tenu du 24 août 1914 au 16 octobre 1915, 206 pages.
1 KT 982	Roger Hedde, saint-cyrien et breveté d'état-major, lieutenant au 39 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine au 4 ^e bureau de l'état-major de la 5 ^e armée en 1916.	Carnet de campagne, tenu d'août à septembre 1914, 124 pages, avec transcription dactylographiée en 2006 par son petit-fils, 17 pages. <i>Mémoires de Roger Hedde</i> , transcription dactylographiée de ses mémoires jusqu'au 29 juillet 1917, sans doute par son fils, 200 pages.
1 KT 993	Julien Chauffour, incorporé en avril 1917 au 70 ^e régiment d'infanterie.	<i>Au front, à 20 ans...</i> , souvenirs recueillis et dactylographiés par sa petite-fille en 1998, 14 pages.
1 KT 1010	Ferdinand Bézy, incorporé en septembre 1917 en tant que coursier au service de la censure, estafette à l'état-major de l'armée, puis au 99 ^e régiment d'infanterie en mai 1918.	<i>25 mois de service militaire pendant la guerre de 1914-1918</i> , transcription dactylographiée de ses carnets de campagne, 57 pages et 120 pages d'annexes.

1 KT 1016	Marcel Noiré, soldat musicien au 162 ^e régiment d'infanterie en 1914, caporal sous-chef de musique au 73 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Tribulations d'un fantassin musicien et brancardier</i> , transcription dactylographiée en 1998 de ses carnets de campagne par son fils, le lieutenant-colonel Jean Noiré, avec extraits de journaux de marches et opérations, cartes d'itinéraires, photographies inédites et cartes postales, 45 pages.
1 KT 1025	A. Girault, sous-lieutenant au 152 ^e régiment d'infanterie en 1916.	<i>Souvenirs d'un combattant...</i> à titre temporaire, récit manuscrit d'un épisode de la bataille de Verdun, rédigé en 1933, 33 pages.
1 KT 1029	Eugène Chaulin, caporal au 104 ^e régiment d'infanterie, mort le 29 septembre 1914 des suites de ses blessures.	Transcription dactylographiée par son petit-fils de ses notes quotidiennes, écrites d'août à septembre 1914, 36 pages.
1 KT 1035	Le duc d'Avaray, en mission auprès de l'état-major allié dans les Balkans en 1917.	Souvenirs de guerre recueillis au jour le jour pendant l'année 1917, 65 pages.
1 KT 1036	André Bassard, sergent au 4 ^e régiment de zouaves en janvier 1915, lieutenant au 4 ^e régiment mixte zouaves-tirailleurs en février 1916, tué le 13 juillet 1916.	Notes de campagne, prises de janvier 1915 à janvier 1916, copie manuscrite, 200 pages avec cartes.
1 KT 1057	Jacques Prud'homme, sergent-major au 131 ^e régiment d'infanterie, tué en Argonne le 13 juillet 1915.	Extraits de sa correspondance de 1914 à 1915, environ 200 lettres, copie manuscrite. Bague faite dans les tranchées en juin 1915 à partir du revêtement d'une balle allemande.
1 KT 1060	Pierre Potonnier, instituteur, soldat au 67 ^e régiment d'infanterie, sergent en mai 1915, blessé à la jambe le 27 septembre 1915, mort des suites de ses blessures le 1 ^{er} mars 1917.	316 lettres écrites à sa famille du 2 septembre 1914 à fin 1916. <i>Lettres de guerre</i> , retranscription partielle des lettres avec illustrations en couleur, 17 pages. Ensemble de lettres écrites de l'hôpital de Salbris par sa mère de début octobre à fin novembre 1915, informant la famille de son état de santé.

1 KT 1063	Louis Larché, affecté à la 4 ^e section de commis ouvriers d'administration en juillet 1914, au 115 ^e régiment d'infanterie en décembre 1914, sous-lieutenant territorial au 208 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Ma vie pendant la guerre, heures vécues</i> , copie manuscrite de ses notes quotidiennes, 377 pages.
1 KT 1064	Émile Dupont, polytechnicien, capitaine à l'état-major du 1 ^{er} corps d'armée en 1914, lieutenant-colonel commandant le 25 ^e régiment d'artillerie de campagne en 1918.	Correspondance adressée à sa famille de juillet 1914 à décembre 1918, transcription dactylographiée réalisée par son fils, 297 pages.
1 KT 1067	Louis-Gabriel Legrand, médecin auxiliaire à l'hôpital 72 en septembre 1914, médecin aide-major de 1 ^{re} classe à l'ambulance 7/21 en septembre 1918.	<i>Souvenirs de la Grande Guerre 1914-1918</i> , album contenant des dessins, des menus, des tracts et la correspondance adressée à sa femme, environ 250 pages.
1 KT 1069	Jean-Adrien Marquet, lieutenant au 28 ^e régiment de dragons en octobre 1914, capitaine au 147 ^e régiment d'infanterie, tué le 22 octobre 1915.	Carnets de campagne, tenus de juillet 1914 à septembre 1915, correspondance adressée à sa tante et lettres de condoléances envoyées à sa famille après sa mort, transcription dactylographiée par sa tante, 77 pages.
1 KT 1070	Gaston Desvaux, polytechnicien, capitaine au 47 ^e régiment d'artillerie en 1914, affecté à l'artillerie divisionnaire de la 57 ^e division, envoyée à l'armée française d'Orient (AFO) en septembre 1915, affecté au 3 ^e bureau de l'AFO en août 1916, à l'état-major de l'artillerie de la 122 ^e division en mai 1917. Instructeur en chef d'équitation à l'École d'application de l'artillerie en septembre 1917.	Transcription dactylographiée de la deuxième partie de son carnet de campagne, consacrée à la retraite de Serbie d'octobre à décembre 1915, 10 pages.
1 KT 1076	Louis Petiniaud, maître pointeur au 21 ^e régiment d'artillerie de campagne, mortellement blessé le 18 décembre 1916.	<i>La guerre de Louis Petiniaud</i> , transcription dactylographiée par son petit-fils de ses carnets de campagne, tenus d'août 1914 à décembre 1916, 44 pages.

1 KT 1088	<p>Pierre Harlé, sous-lieutenant au 78^e régiment d'infanterie en 1915, capitaine dans la même unité en 1917.</p> <p>Henri Durandeau, capitaine d'artillerie dans l'armée territoriale en 1914, commandant une section de parc du groupe 13, 1^{re} armée, affecté au dépôt du 36^e régiment d'artillerie en 1918.</p>	<p>2 carnets de campagne, tenus de juin 1915 à janvier 1916, 100 pages environ, 2 carnets d'effectifs, carnets d'instruction, comptes rendus de patrouille, cartes postales, correspondance et photographies.</p> <p><i>Notes sur la campagne 1914-1918</i> d'Henri Durandeau, 160 pages.</p>
1 KT 1100	<p>Auguste Comte, soldat au 78^e régiment de hussard en 1914, au 288^e régiment d'infanterie en mars 1915, où il est mitrailleur en 1918.</p>	<p>Carnets de campagne, tenus du 1^{er} novembre 1914 au 31 décembre 1918, transcription dactylographiée par sa fille, 153 pages.</p>
1 KT 1108	<p>Clément Élie, adjudant de réserve en 1914 au 69^e régiment d'infanterie, lieutenant en 1918 dans le même régiment.</p>	<p><i>Le carnet de guerre 1914-1918 de Clément Élie</i>, étude dactylographiée réalisée par son petit-fils en 1998, à partir de son carnet de campagne, 56 pages.</p>
1 KT 1110	<p>Henri Jougla, aspirant au 135^e régiment d'infanterie en 1914, sous-lieutenant en mars 1916, tué au combat le 10 octobre 1916.</p> <p>Zénon Jougla, son père, capitaine au 135^e régiment d'infanterie en 1914, commandant au 77^e régiment d'infanterie en 1916.</p>	<p>605 lettres familiales, échangées de 1914 à 1918.</p> <p>Notice manuscrite sur le fusil-mitrailleur M15, mars 1916, 79 pages.</p> <p>Carnet d'ordres et de messages de Zénon Jougla de novembre 1916 à février 1917, 52 pages.</p>
1 KT 1112	<p>Édouard Duchamp, soldat au 8^e régiment d'infanterie en 1914, nommé sergent en 1916 dans le même régiment.</p>	<p>Carnet de campagne, tenu de 1914 à 1918, photocopies, 42 pages.</p>
1 KT 1151	<p>Pierre Petit, sous-lieutenant de réserve au 114^e régiment d'infanterie en 1915, lieutenant au 125^e régiment d'infanterie en 1918³.</p>	<p>8 carnets de guerre, tenus du 19 janvier 1915 au 13 juin 1918, 1 040 pages environ.</p> <p>Nombreuses photographies du conflit.</p>

³ Auteur de deux ouvrages : *Souvenirs de guerre, 2 août 1914-15 octobre 1915* (Paris, 1989, cote SHD : 69213) et *Histoire des Russes incorporés dans les armées françaises pendant la Grande Guerre 1914-1918* (Paris, 1992, cote SHD : Br102).

1 KT 1153	René Vidal, caporal au 235 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>René Vidal, quelques pages de sa vie</i> , extraits de l'étude manuscrite réalisée par son fils en 1998 à partir de ses carnets de campagne, 56 pages. Correspondance familiale échangée d'août à octobre 1914, photocopies, 14 pages.
1 KT 1156	Robert de Padirac, lieutenant au 32 ^e régiment de dragons en 1914, capitaine en 1917 au 21 ^e régiment de dragons.	<i>Mémoires de guerre, 1914-1918, 1939-1940</i> , 393 pages dont 306 pages sur la Première Guerre mondiale, écrites en 1924, et 87 pages sur la Deuxième, écrites en 1942.
1 KT 1157	Lucien André, polytechnicien, capitaine au 35 ^e régiment d'artillerie en 1914, au 121 ^e régiment d'artillerie lourde en avril 1916, nommé commandant en 1917.	<i>Ma carrière</i> , récit manuscrit portant sur la période de 1906 à 1940, 12 pages, dont 5 pages sur la Première Guerre mondiale.
1 KT 1165	Paul Lascombes, sous-lieutenant au 209 ^e régiment d'infanterie de réserve, mort au combat le 26 septembre 1914.	<i>Les 45 jours d'un sous-lieutenant, Paul Lascombes, 2 août 1914 - 26 septembre 1914</i> , transcription dactylographiée en 1999 des lettres adressées à sa femme, illustrée et commentée par Michel Guély, 190 pages.
1 KT 1170	André Petit, maréchal des logis au 44 ^e régiment d'artillerie en 1914, au 231 ^e régiment d'artillerie en 1917.	Carnet de campagne, tenu du 10 août 1914 au 19 janvier 1919, photocopies, 52 pages.
1 KT 1174	Pierre Brégeaut, sergent au 291 ^e régiment d'infanterie en 1915, mort au combat en 1916.	18 lettres à sa famille de 1915 à 1916 et témoignages sur sa mort.
1 KT 1184	Henri Grollier, caporal au 27 ^e régiment d'artillerie en 1914, radiotélégraphiste au 12 ^e corps d'armée en Italie en 1917 et 1918.	Carnets de campagne, tenus du 26 juillet 1914 au 4 juillet 1919, transcription dactylographiée, 137 pages.
1 KT 1189	Paul Agostini, capitaine au 21 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Nous étions les sacrifiés, les six derniers mois de 1918</i> , étude dactylographiée réalisée à partir de son journal de marche, 77 pages.

1 KT 1224	Soldats anonymes.	5 lettres adressées à la famille Prouho en 1914 et 1915, 62 cartes postales et 50 photographies du conflit. <i>Le Lacrymogène</i> , journal humoristique édité par des militaires du 54 ^e régiment d'infanterie, numéro du 25 juillet 1917.
1 KT 1243	Jules Sottas, médecin major au 69 ^e régiment d'infanterie en 1916, médecin chef de l'ambulance n°1 de la 42 ^e division en 1917.	2 journaux de marches et opérations de l'ambulance 1/10 du 32 ^e corps d'armée, écrits du 6 août 1914 au 8 décembre 1918. <i>Notes et souvenirs</i> , carnet tenu du 28 septembre 1918 au 31 mars 1919, 72 pages. Correspondance constituée d'une vingtaine de lettres, notes manuscrites, documents administratifs et 15 cartes renseignées du front (1916-1917). <i>À cheval sur deux époques, 1884-1982</i> , autobiographie dactylographiée en 1982 du général Paul Bertin-Boussu, cousin de Jules Sottas, 91 pages, dont 5 sur la Première Guerre mondiale.
1 KT 1261	Adjudant Collet, au 12 ^e régiment de hussards en 1914.	<i>Campagne 1914, journal de guerre</i> , tenu du 2 au 24 août 1914, 60 pages.
1 KT 1270	Guy Morel de Foucaucourt, brigadier au 9 ^e régiment de cuirassiers à pied en 1916.	<i>Carnet de campagne</i> , tenu du 8 août 1916 au 1 ^{er} août 1917, 122 pages manuscrites, et transcription dactylographiée, 66 pages.
1 KT 1275	Fernand Becker, brigadier au 9 ^e régiment d'artillerie en 1914, sous-lieutenant au 13 ^e régiment d'artillerie en 1918.	<i>J'étais un artilleur</i> , témoignage rédigé en 1987 et remis en forme en 1995 par Michel El Baze, 19 pages.
1 KT 1289	Émile Bernecker, sous-lieutenant au 156 ^e régiment d'infanterie, tué au combat le 27 septembre 1915.	<i>Cartes de correspondance militaire de 1915</i> , photocopies de ses cartes de correspondance militaire et transcription dactylographiée par son neveu en 2002, 30 pages.

1 KT 1291	Albert Jean-Baptiste Leylaverigne, soldat au 81 ^e régiment d'infanterie en 1914, mort pour la France le 28 avril 1915.	24 lettres familiales, photocopies et transcription dactylographiée, 118 pages.
1 KT 1295	Pierre Noël, soldat au 61 ^e régiment d'artillerie en 1914, caporal au 56 ^e régiment d'infanterie coloniale en 1917.	<i>Expédition d'Orient, journal de route de Pierre Noël</i> , analyse et transcription dactylographiée en 1997 par sa petite-nièce de son carnet de campagne, rédigé du 1 ^{er} mars 1915 au 25 avril 1919, 126 pages.
1 KT 1300	Docteur Genillier, médecin aide-major au 171 ^e régiment d'infanterie en 1917.	134 lettres échangées avec sa famille en 1917 et 1918.
1 KT 1302	Mme Moser, infirmière à l'hôpital des Sables-d'Olonne de 1914 à 1918.	137 lettres de combattants rédigées de 1914 à 1918.
1 KT 1309	Sergent Schwahn, affecté au train sanitaire 39 PL. en 1915, au train sanitaire 38 PLM en 1918.	3 carnets de campagne, tenus du 21 décembre 1915 au 7 décembre 1918, 507 pages.
1 KT 1311	Gabriel Bergerat, soldat au 82 ^e régiment d'infanterie en 1916, au 157 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Trois ans sous les drapeaux, (1^{er} septembre 1916-27 septembre 1919), souvenirs et réflexions</i> , photocopies du manuscrit, 245 pages.
1 KT 1314	Maurice Avril, caporal au 3 ^e régiment de zouaves, tué le 22 mai 1915.	3 lettres et une pièce médicale se rapportant aux blessures du caporal Avril.
1 KT 1317	René Saunal, soldat au 81 ^e régiment d'infanterie en 1914, sergent en 1918 dans le même régiment.	<i>Journal d'un fantassin de 1914-1918</i> , transcription dactylographiée en 1998 de son journal tenu de septembre 1914 au 27 décembre 1918, 82 pages.
1 KT 1321	Guy de Cugnac, commandant de réserve au 313 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant d'armes de Blois et promu lieutenant-colonel en 1918.	<i>Souvenirs de la campagne 1914 au Nord et Ouest de Verdun</i> , transcription dactylographiée par son fils en 2000 de ses souvenirs, 191 pages. <i>Mina et René, correspondance de guerre, 1914-1915</i> , transcription dactylographiée en 2003 de la correspondance échangée entre le lieutenant René Tronquoy et sa cousine infirmière Mina Fischer, future épouse du fils de Guy de Cugnac, 78 pages.

1 KT 1325	Isidore Fabre, journaliste au <i>Progrès de Lyon</i> , mobilisé comme infirmier à la 85 ^e division territoriale en 1914.	7 carnets de campagne, tenus du 23 septembre 1914 au 13 décembre 1918, 1 650 pages environ.
1 KT 1334	Pierre Maksud, caporal au 101 ^e régiment d'infanterie, mort au combat le 3 septembre 1916. Jean Maksud, soldat au 8 ^e régiment de zouaves en 1915. Jacques Maksud, soldat au 54 ^e régiment d'artillerie lourde en 1915.	<i>Les Trois frères Maksud, enfants de la République</i> , étude dactylographiée réalisée par Serge Assel en 2003 à partir de la correspondance échangée de 1915 à 1916 entre les frères et leur famille, 353 pages.
1 KT 1352	Jean Haugeard, sergent au 75 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>La Vie dans les tranchées</i> , transcription dactylographiée en 1971 des lettres échangées avec sa femme en 1914 et 1915, 523 pages.
1 KT 1357	Docteur Albert Cattan, médecin au 148 ^e régiment d'artillerie en 1915.	5 carnets de campagne, tenus du 9 mai 1915 au 9 août 1916, photocopies, 158 pages, avec la transcription dactylographiée partielle de 37 pages. Textes manuscrits de conférences du Dr Cattan sur les blessures de guerre, 1918 : <i>Les fractures en général</i> , 20 pages, <i>Les hémorragies</i> , 18 pages, <i>Les plaies de guerre en général</i> , 28 pages.
1 KT 1360	Théophile Maupas, caporal au 336 ^e régiment d'infanterie, fusillé le 17 mars 1915 pour abandon de poste devant l'ennemi, réhabilité en 1934 ⁴ .	2 photographies du caporal Maupas, 30 cartes postales et 29 cartes de correspondance militaire adressées à sa femme en 1914 et 1915. 52 cartes postales et photographies des funérailles du caporal et des monuments aux morts et des fusillés de Souain, coupures de presse relative à sa réhabilitation et à la mort de sa veuve en 1962.
1 KT 1362	Robert Pécaut, maréchal des logis en 1915 au 3 ^e régiment d'artillerie, lieutenant en 1918 au 87 ^e régiment d'artillerie lourde, polytechnicien promotion 1919.	<i>Carnets de guerre 1915-1918</i> , tenus du 1 ^{er} juin 1915 au 30 décembre 1918, transcription dactylographiée par son fils en 2003, 61 pages.

⁴ Humprey Cobb, écrivain américain, s'inspira de cette affaire pour écrire *Les sentiers de la gloire* (1935), adapté en 1957 au cinéma par Stanley Kubrick.

1 KT 1402	Joannès Brossat, cycliste au 216 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Mémoires de guerre</i> , transcription dactylographiée par son petit-fils de ses carnets, tenus du 5 août 1914 à juillet 1916, 116 pages illustrées.
1 KT 1422	André Perrin, lieutenant réserviste au 57 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1914, commandant au 74 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Souvenirs</i> , dactylographiés en 1962, 45 pages.
1 KT 1427	<p>Marie Nageotte-Wilbouchevitch, médecin engagé volontaire à l'hôpital du Val-de-Grâce pour la durée de la guerre.</p> <p>Just Louvrier, lieutenant au 54^e régiment d'infanterie en 1915, substitut au conseil de guerre de la 29^e division d'infanterie en 1917, libéré de ses obligations militaires le 28 mai 1918, après une maladie.</p> <p>Abbé Georges Bringer, caporal infirmier au 210^e régiment d'infanterie de réserve en 1914, sergent en 1917.</p> <p>Officiers français combattants avec les Russes, 1916-1918.</p> <p>François Van Appen, légionnaire au 1^{er} régiment étranger d'infanterie d'avril 1915 à avril 1918.</p> <p>Lucien Aaron, capitaine à l'état-major des subdivisions de région de Compiègne et Soissons d'août 1914 à mai 1915.</p> <p>Caporal de réserve Piquemal, téléphoniste dans un bureau de la douane à la frontière franco-allemande en 1914, sous-lieutenant en 1918.</p> <p>Paul Viguier, soldat à la 16^e section d'infirmiers en 1914, prisonnier de septembre 1914 à janvier 1915, puis sergent au 143^e régiment d'infanterie.</p>	<p><i>Mémoires de famille et souvenirs du Val-de-Grâce pendant la Grande Guerre</i>, 248 pages dactylographiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 107 pages de mémoires du docteur Nageotte-Wilbouchevitch, - 141 pages de témoignages de soldats recueillis par le docteur Nageotte-Wilbouchevitch : <ul style="list-style-type: none"> - Just Louvrier, août 1914-mai 1918, 10 pages ; - Georges Bringer, août 1914-mars 1919, 49 pages ; - témoignages d'officiers sur les troupes russes, 1916-1918, 29 pages ; - François Van Appen, 1914-avril 1918, 4 pages ; - Lucien Aaron, août 1914-mai 1915, 26 pages ; - sous-lieutenant Piquemal, août 1914-novembre 1918, 12 pages ; - Paul Viguier, août 1914-avril 1917, 8 pages.

1 KT 1430	Henri Malbrunot, soldat au 107 ^e régiment d'artillerie lourde en 1917.	Carnet de campagne, tenu de mars 1917 à novembre 1918, transcription dactylographiée par son fils en 2003, 23 pages.
1 KT 1434	Vincent Cianni, caporal au 120 ^e bataillon de chasseurs en 1914 et au 121 ^e bataillon de chasseurs en 1918.	<i>Les Pérégrinations du caporal Vincent Cianni</i> , étude rédigée par son petit-fils en 2004, 24 pages.
1 KT 1437	Camille-Henri Meunier, soldat au 43 ^e bataillon de chasseurs à pied en 1918.	Carnet de campagne, tenu du 21 juin au 11 novembre 1918, photocopies, 13 pages.
1 KT 1438	Claudius Baboulaz, soldat au 30 ^e régiment d'infanterie en 1915, au 27 ^e bataillon de chasseurs à pied le 21 octobre 1915, puis au 28 ^e bataillon de chasseurs à pied.	<i>Claudius Baboulaz, chasseur alpin pendant la guerre : les Vosges, 1915-1918, Russie du Nord, 1918-1919</i> , transcription dactylographiée de son journal, 44 pages.
1 KT 1439	Edmond Linot, soldat dans un régiment d'infanterie en septembre 1915.	<i>Bataille de l'Artois, 25-28 septembre 1915, vue et racontée par un poilu</i> , 4 pages manuscrites et transcription dactylographiée. 2 photographies d'avions biplans.
1 KT 1443	Raoul Wurtz, soldat au 101 ^e régiment d'infanterie en 1914, caporal dans le même régiment en octobre 1918.	<i>Souvenirs de guerre</i> , récit manuscrit évoquant les opérations et la vie du régiment, et constituant à ce titre un journal de marche d'unité plus qu'un journal personnel, 31 pages.
1 KT 1462	Paul Brachet, sergent-chef au 250 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Notes de route</i> , souvenirs du 2 août au 1 ^{er} octobre 1914, rédigés à l'hôpital de Périgueux en décembre 1914, 105 pages, et transcription partielle dactylographiée en 1994 par son petit-fils, 40 pages.
1 KT 1462	Georges Bourgeon, lieutenant au 163 ^e régiment d'infanterie en 1915.	Album photographique du front d'Orient en 1915 et 1916.

1 KT 1467	<p>Salem Résal, soldat au 58^e régiment d'artillerie en 1914, sous-lieutenant au 246^e régiment d'artillerie en 1917.</p> <p>Younès Résal, sous-lieutenant au 55^e régiment d'artillerie en 1914, tué au combat le 10 septembre 1914.</p> <p>Paul Résal, mobilisé en septembre 1914 au 18^e régiment d'artillerie, maréchal des logis et pilote à l'escadrille N 83 en 1917, nommé sous-lieutenant en novembre 1918.</p> <p>Louis Résal, mobilisé en décembre 1915 au 58^e régiment d'artillerie, sous-lieutenant à l'escadrille C51 en 1918.</p>	<p><i>Épopée en famille</i>, transcription dactylographiée de la correspondance familiale échangée du 24 juillet 1914 au 24 novembre 1918, 546 pages.</p> <p>Cours manuscrits et dactylographiés : <i>Artillerie</i>, 3 pages, <i>L'aviation dans la guerre de mouvement</i>, 9 pages, <i>Conduite du tir</i>, 7 pages, <i>Rapport sur l'emploi du canon de 37 pour armer les avions biplaces ou triplaces</i>, 5 pages.</p>
1 KT 1470	<p>Marcel Cordelier, soldat grenadier mitrailleur au 27^e régiment d'infanterie en 1914, caporal mitrailleur au 157^e régiment d'infanterie en 1918.</p>	<p><i>Mes cinq années de campagne</i>, résumé manuscrit de ses carnets de campagne, tenus d'août 1914 à février 1918, photocopies, 110 pages.</p>
1 KT 1500	<p>Caporal anonyme, au 36^e régiment d'infanterie en 1914.</p>	<p>Carnet de campagne, tenu de novembre 1914 à mai 1915, 102 pages, et transcription dactylographiée partielle, 10 pages.</p>
1 KT 1501	<p>Mme Rameau, veuve et marraine de guerre.</p>	<p>191 lettres de remerciements de poilus, adressées à Mme Rameau de 1914 à 1918.</p>
1 KT 1511	<p>Félix Séletti, caporal brancardier au 230^e régiment d'infanterie en 1914, prisonnier en 1917.</p>	<p>6 carnets de campagne, tenus du 2 août 1914 au 27 décembre 1918, 300 pages environ et transcription dactylographiée par sa fille en 2005, 113 pages.</p>
1 KT 1514	<p>Jacques Bérard, sous-lieutenant au 9^e régiment d'artillerie à pied en 1914, lieutenant au 2^e bureau de l'état-major de la 2^e armée en 1917.</p>	<p><i>Un Artilleur pendant la Grande Guerre</i>, transcription dactylographiée et adaptation par son fils en 2002 de ses souvenirs rédigés en 1923 à partir de ses carnets de campagne, tenus du 1^{er} août 1914 au 1^{er} février 1919, 46 pages.</p>

1 KT 1523	Charles Walbaum, capitaine au 28 ^e régiment de dragons en 1914.	<i>28^e régiment de dragons, escadron à pied</i> , transcription dactylographiée d'extraits de son carnet de campagne, tenu du 17 octobre 1914 au 29 septembre 1915, 13 pages.
1 KT 1526	Marcel Martin, soldat au 3 ^e régiment d'infanterie en 1914, caporal au 175 ^e régiment d'infanterie en 1916.	Journal, tenu du 18 décembre 1914 au 13 octobre 1916, transcription manuscrite par son fils, 56 pages.
1 KT 1533	Lieutenant Révillon, 3 ^e régiment d'artillerie à pied en 1914.	<i>Carnet de guerre</i> , tenu du 31 juillet au 13 décembre 1914, et notes sur les effectifs, la répartition du personnel et les tirs, photocopies, 27 pages. <i>Quatre mois sur le front, d'Amance à Pont-à-Mousson</i> , texte d'une conférence prononcée fin 1914, 32 pages. Croquis du champ de tir du Grand Couronné à Nancy, octobre 1914.
1 KT 1540	Maurice Leroi, soldat au 13 ^e régiment d'artillerie en 1914, tué au combat le 6 septembre 1914.	10 lettres écrites à sa mère de juillet à septembre 1914, photographie et livret militaire.
1 KT 1542	Eugène Moreau, soldat au 4 ^e régiment du génie en 1914.	<i>Mémoires du sapeur mineur Eugène Moreau</i> , souvenirs rédigés en octobre 1915, transcription dactylographiée par son petit-fils en 1999, 15 pages.
1 KT 1545	Henri Chavance, soldat cycliste, agent de liaison au 109 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1918.	<i>Souvenirs d'un poilu de 1914-1918 du 109^e régiment d'infanterie</i> , transcription dactylographiée par le cercle généalogique de Côte d'Or en 2005, 15 pages.
1 KT 1547	Paul Dorly, soldat au 236 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Campagne de 1914, notes de Paul Dorly</i> , journal tenu d'août 1914 à février 1915, photocopies d'une copie manuscrite, 87 pages.
1 KT 1552	Raymond Clément, brancardier au 31 ^e régiment d'infanterie en 1914, au 331 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Brancardiers, bras cassés !...</i> , souvenirs rédigés en 1938, photocopies, 92 pages dactylographiées. 26 dessins exécutés de 1917 à 1923, photocopies.

1 KT 1560	André Pradal, engagé volontaire au 1 ^{er} régiment des hussards en 1915, affecté au 9 ^e régiment de cuirassiers à pied en 1916, sous-lieutenant en 1918.	<i>Carnets de guerre d'André Pradal</i> , tenus du 7 mai 1916 au 8 octobre 1918, transcription dactylographiée par son fils en 2006, 52 pages.
1 KT 1561	Yves de Boisboissel, lieutenant au 5 ^e régiment d'infanterie coloniale au Maroc en juillet 1914, promu capitaine le 3 septembre 1915, au 22 ^e régiment d'infanterie coloniale en 1917, puis au 23 ^e régiment d'infanterie coloniale en septembre 1918.	<i>Souvenirs et témoignages</i> , 2 tomes dactylographiés : - tome I, 1886-1938, 223 pages dont 18 pages sur la Première Guerre mondiale ; - tome II, 1939-1945, 235 pages.
1 KT 1567	Georges Delvaque, sergent-major affecté au 313 ^e régiment d'infanterie en 1914.	29 lettres échangées avec M. Dreux, un ami, d'août 1914 à janvier 1915. Transcription manuscrite de ces lettres par sa fille, photocopies, 55 pages.
1 KT 1573	Ence Adolphe, soldat au 247 ^e régiment d'infanterie en 1914.	<i>Carnet de route d'un soldat réserviste</i> , tenu d'août à novembre 1914, copie manuscrite rédigée en 1915, 12 pages.
2007 PA 40/4	Paul Diez, polytechnicien, colonel commandant l'artillerie du 8 ^e corps d'armée en 1914, promu général de brigade en décembre 1915, versé dans la 2 ^e section en juillet 1918, commandant d'armes de Vincennes en août 1918.	<i>Journal de guerre</i> , tenu du 5 août 1914 au 5 décembre 1918, transcription dactylographiée par sa petite-fille, 505 pages. Préface de son journal et table des matières rédigées en mai 1919, 50 pages manuscrites.
2007 PA 59	Claude Chevreux, soldat affecté au 8 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Carnet de campagne, tenu du 5 septembre 1914 au 3 janvier 1915, transcription dactylographiée par son petit-fils en 2006, 12 pages.
2007 PA 232/3	Raoul Prain, soldat au 36 ^e régiment d'infanterie coloniale en 1914, au 14 ^e bataillon de tirailleurs sénégalais en 1918.	<i>Souvenirs d'un autre temps</i> , souvenirs écrits en 1974, dactylographiés par son fils en 2007, 13 pages.
2007 PA 85	Georges Bouveyron, sergent au 205 ^e régiment d'infanterie en 1914, au 2 ^e groupe d'aviation en 1918.	Correspondance avec sa famille de 1914 à 1918.

2007 PA 145/1-2	Jean Billioud, soldat au 55 ^e régiment d'infanterie en 1914, sous-lieutenant dans le même régiment en 1918.	<i>Carnets de bord</i> , tenus du 18 décembre 1916 au 1 ^{er} avril 1917, 170 pages, et transcription dactylographiée partielle, 13 pages. Photocopies des cartes postales envoyées à sa mère du 26 mars 1913 au 4 février 1919, avec transcription dactylographiée en regard, 90 pages.
2007 PA 150	Louis Martin, caporal fourrier au 3 ^e régiment de marche de zouaves en 1916, tué le 16 avril 1917.	51 lettres écrites à sa fiancée de mars 1916 à mars 1917. Un album photographique, 22 pages.

2008 PA 2 suppl	Auguste Heiligenstein, maréchal des logis au 26 ^e régiment d'artillerie en 1914.	<i>Journal de campagne</i> , tenu du 1 ^{er} août 1914 au 23 novembre 1914, 98 pages manuscrites.
2008 PA 5	Firmin Daligault, soldat au 104 ^e régiment d'infanterie en 1915.	<i>Cahiers de guerre</i> , souvenirs dactylographiés rédigés à partir de ses carnets de campagne, tenus du 17 février au 27 août 1915, et d'extraits du JMO du 104 ^e régiment d'infanterie, 101 pages.
2008 PA 6	Paul Genuys, chef de section au 76 ^e régiment d'infanterie stationné en Champagne et en Argonne de 1915 à 1916.	Carnet de campagne, tenu du 8 juillet 1915 au 3 juin 1916, transcription dactylographiée par son fils en 2008, 10 pages.
2008 PA 14	Antoine Leschères, colonel commandant le 110 ^e régiment d'infanterie en 1915 et 1916.	151 lettres échangées avec son épouse de février 1915 à juin 1916.
2008 PA 43/1-2	Charles-Théodore Brécard, colonel, chef d'état-major de la 6 ^e armée en décembre 1914, nommé en décembre 1915 aide-major général du général Pellé, major général chargé des théâtres d'opérations extérieurs au GQG, promu général de brigade en 1916, commandant la 161 ^e division d'infanterie, puis la 5 ^e division de cavalerie en 1917 et la 1 ^{re} division de cavalerie en 1918.	12 carnets de campagne, rédigés du 23 juillet 1914 au 10 février 1919, 1 800 pages manuscrites. Notes, rapports, textes de conférences, historiques et documents relatifs à sa carrière, 1914-1918.

2008 PA 49	Claude-Léon Lantier, caporal mitrailleur au 315 ^e régiment d'infanterie en 1915, sergent au 91 ^e régiment d'infanterie en décembre 1917, prisonnier en juin 1918.	<i>Carnet de route</i> , tenu de 1915 à début 1918, transcription dactylographiée avec des commentaires de son fils, 106 pages.
2008 PA 55/4	André Prost, lieutenant au 256 ^e régiment d'infanterie en 1917.	Lettre écrite à sa famille en avril 1914, 16 pages. 41 cartes postales envoyées de 1914 à 1918. Carte renseignée des tranchées autour de Maucourt, 1916. Coupures de presse de 1915 à 1919.
2008 PA 73	Bernard Sévenet, capitaine au 307 ^e régiment d'infanterie en 1915, au 279 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>La Famille Sévenet dans la tourmente de la guerre</i> , transcription dactylographiée en 2007 par ses filles de ses carnets de campagne, tenus du 16 mars 1915 au 11 novembre 1918, 127 pages.
2008 PA 81	Pierre Brisholt, soldat au 35 ^e régiment d'infanterie de 1914 à 1918.	Carnet de campagne, illustré de photographies, tenu du 31 juillet 1914 au 24 novembre 1918, 267 pages.
2008 PA 83	Numa Zimmerlin, caporal fourrier au 74 ^e régiment d'infanterie en 1914, adjudant au 76 ^e régiment d'infanterie en 1915, capitaine en 1918 au 4 ^e bureau de l'état-major du 16 ^e corps d'armée.	<i>Les Sept carnets de moleskine noire</i> , tenus du 1 ^{er} août 1914 au 31 décembre 1918, transcription dactylographiée par sa fille en 2008, 211 pages.
2008 PA 90	Chasseur Girardot, incorporé au 17 ^e bataillon de chasseurs à pied en décembre 1914, passé au 4 ^e bataillon en 1916, caporal en avril 1917.	Journal, tenu au jour le jour, entre décembre 1914 et septembre 1919, sur les fronts Nord et Est, 72 pages manuscrites et transcription dactylographiée en 2008, 58 pages.
2008 PA 60-21	Paulin de Tarlé, capitaine commandant le groupe de cyclistes rattaché au 29 ^e bataillon de chasseurs en 1914, commandant au 29 ^e bataillon de chasseurs en 1918.	<i>Journal de guerre, 1914-1918</i> , rédigé en 1930 à partir de ses carnets de campagne, tenus du 1 ^{er} août 1914 au 28 juin 1919, transcription dactylographiée par son petit-fils en 2008, 111 pages.

2008 PA 60-52	Gustave Pairotteau, sergent en août 1914 au 137 ^e régiment d'infanterie, lieutenant en novembre 1917 dans la même unité.	Journal, tenu d'août 1914 à août 1918, 32 pages. Livret matricule, coupures de presse et quatre photographies.
2009 PA 9	Albert Brun, soldat au 24 ^e régiment d'artillerie en 1914.	Carnets de campagne, tenus du 4 août au 16 novembre 1914, 84 pages.
2009 PA 16	Célestin Brothier, brigadier de gendarmerie à l'état-major de la 18 ^e division d'infanterie en 1914 ⁵ .	<i>Souvenirs de guerre</i> , du 4 août au 20 septembre 1914, 48 pages manuscrites.
2009 PA 17	André Bourgain, caporal au 114 ^e régiment d'infanterie en 1914 ⁵ .	<i>Récit de la campagne de 1914</i> , journal manuscrit tenu du 1 ^{er} août au 27 septembre 1914, 54 pages.
2009 PA 23	Joanny Bouteloupt, adjudant-chef réserviste au 63 ^e régiment d'infanterie en 1914, au 107 ^e régiment d'infanterie en 1918.	98 lettres échangées avec un ami, Henri Robin, de 1914 à 1918.
2009 PA 25	Georges Antoine Plessis, sous-lieutenant instructeur d'artillerie en 1917.	Journal, tenu du 27 avril 1917 au 15 octobre 1918, sur son voyage en Russie pour une mission d'instruction en artillerie en 1917-1918, photocopies, 149 pages.
2009 PA 60-6	Pierre Thill, caporal téléphoniste au 106 ^e régiment d'infanterie en 1914, sergent-chef en 1917 dans le même régiment.	Correspondance familiale d'août 1914 à août 1919 (manque l'année 1918), transcription dactylographiée, 105 pages.
2009 PA 60-28	Eugène Baé, chauffeur du colonel Weygand en 1914.	<i>Témoignages photographiques de la guerre 1914-1918</i> , photocopie d'un album contenant 120 photographies annotées.
2009 PA 60-28	Léon Gaudron, affecté au 9 ^e régiment de dragons de 1914 à 1918, nommé brigadier en 1917, prisonnier en mars 1918.	<i>Carnets de guerre</i> , tenus du 2 août 1914 au 21 février 1918, transcription dactylographiée par son fils en 2006, 29 pages.
2009 PA 60-32	Quatre soldats anonymes.	Souvenirs manuscrits rédigés en juillet 1980, 95 pages.

⁵ Ces deux témoignages ont fait l'objet d'une publication, *Le choc de 1914*, de Raymond Azaïs et Éric KOCHER-MARBOEUF (La Crèche, 2008).

2009 PA 60-40	Roger Bonnefoy, caporal au 131 ^e régiment d'infanterie en 1914, sergent au 331 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Carnets de campagne, tenus de 1914 à 1919, 108 pages.
2009 PA 60-73	Charles Bossard, soldat au 154 ^e régiment d'infanterie en 1916.	Carnet de campagne, tenu de janvier à juillet 1916, 20 pages.
2009 PA 60-83	René Adolphe Bouland, soldat au 101 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Journal tenu du 11 novembre 1914 au 25 septembre 1915, photocopies, 60 pages.
2010 PA 60-21	Ernest Meunier, caporal au 12 ^e régiment d'infanterie en 1914, maréchal des logis au 168 ^e régiment d'artillerie en 1918.	<i>Guerre 1914-1918, carnet de route d'Ernest Meunier</i> , tenu du 4 août 1914 au 11 novembre 1918, photocopies et transcription dactylographiée par son petit-fils, 219 pages.
2010 PA 60-23	Charles Lanson, soldat au 74 ^e régiment d'infanterie en 1914, blessé le 19 juin 1915.	Carnet de campagne, rédigé du 1 ^{er} novembre 1914 au 27 avril 1915, 100 pages manuscrites.
2010 PA 60-25	André Gaillet, soldat au 38 ^e régiment d'artillerie en 1915, maréchal des logis dans le même régiment en 1918.	<i>Cahiers de la guerre 14-18</i> , transcription dactylographiée en 2010, 182 pages.
2010 PA 60-30	Paul Filsjean, sergent au 355 ^e régiment d'infanterie en 1914, tué le 11 mai 1917. Maurice Filsjean, soldat au 119 ^e régiment d'infanterie, tué le 3 juin 1916. Victor Filsjean, soldat au 269 ^e régiment d'infanterie en 1914. André Filsjean, soldat au 109 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Correspondance envoyée par les quatre frères à leurs parents, du 4 août 1914 au 30 juin 1915, transcription manuscrite par leur père dans deux cahiers, 187 pages.
2010 PA 60-31	Jean Marchegay, soldat au 33 ^e régiment d'infanterie en 1916, mort au combat le 3 août 1918.	81 lettres envoyées à sa famille de 1916 à 1918, 34 cartes postales.
2010 PA 60-33	3 ^e bataillon du 141 ^e régiment d'infanterie.	Historique des événements survenus du 28 mars au 16 avril 1918.

2010 PA 60-34	Henri Valette, soldat et dessinateur, affecté à l'établissement de cartes et de croquis de positions.	Copie de son livret militaire et copies de dessins du front et de l'arrière.
2010 PA 60-35	Louis-Daniel Murgue, soldat au 238 ^e régiment d'infanterie	Historique épisodique du régiment, du 6 au 9 septembre 1914, et du 13 septembre au 3 octobre 1914, 3 volumes tapuscrits rédigés par l'adjudant Clermont.
2010 PA 60-36	M. Bouquin, prisonnier dans un camp de Prusse orientale.	Ensemble de cartes postales envoyées à sa famille.
2010 PA 60-41	Gilbert Frichot, sergent au 142 ^e RIT du 2 août 1914 au 3 juin 1917, puis au 69 ^e RI du 6 juin 1917 au 17 février 1919.	<i>Carnets de campagne</i> , transcription dactylographiée, 434 pages.
2010 PA 60-56	Division provisoire Brécard.	Plans, croquis, notes manuscrites, plan d'engagement et ordres d'opérations relatifs aux opérations de la division provisoire Brécard du 5 au 9 mai 1917.
2010 PA 60-72	Soldats allemands stationnés dans la région de Saint-Mihiel et de Hätton chatel de 1915 à 1917	26 cartes postales écrites à la famille Kühhornn vivant en Bavière.
2010 PA 60-73 suppl	Charles de Mauraige, vétéran de la Première Guerre mondiale.	Fascicule de présentation de l'homme, de sa guerre, correspondance de 1914 à 1919, 22 pages.
2010 PA 60-80	Soldat Paul Joseph.	<i>Histoire de la Première Guerre mondiale 1914-1918 racontée par mon grand-père Paul Joseph, août 1914 à novembre 1915</i> , 14 pages.
2010 PA 60-91	Soldat Marcel Jauneaud.	3 cahiers de copie des correspondances envoyées à ses parents de 1914 à 1918.
2010 PA 60-92	Le Souvenir français - comité de Colombes.	<i>Livre d'Or des morts pour la France durant la Première Guerre mondiale à Colombes</i> , édité par le comité de Colombes du Souvenir français, et rédigé par Frédérique et Jean-Marc Daudans.
2010 PA 60-94	René Hons-Olivier, officier au 6 ^e régiment du Génie, compagnie 11/51.	Correspondance envoyée à ses parents de l'hiver 1914 à l'été 1916, photocopies.

2010 PA 60-98	Soldat Charles Gaillard	Correspondance de 1914 à 1915.
2010 PA 60-100	Général Edgard de Trentinian.	Étude relative à la 7 ^e division dans la bataille des Frontières en août 1914.
2010 PA 60-101	Soldat Gaston Levy.	Correspondance envoyée par Gaston Levy à son oncle Sadia Levy le 18 août 1918, photocopie, 2 pages.
2010 PA 60-102	George Sarotte, sergent au 8 ^e régiment d'infanterie coloniale.	Carnet manuscrit de cours de l'école d'Épense en 1914-1915.
2011 PA 70	Soldat du 1 ^{er} escadron du 22 ^e régiment de dragons.	Journal de marche personnel, tenu du 26 octobre 1915 au 25 mars 1918. À l'intérieur, de nombreux dessins et caricatures, des croquis, cartes, aquarelles et cartes postales, 270 pages.
2011 PA 102	Gustave Mendel, lieutenant interprète sur le front d'Orient en 1917. Jean Barraud, sergent au 121 ^e régiment d'infanterie en août 1914.	Carnet de campagne tenu par le lieutenant Mendel sur le front d'Orient en 1917. Carnet de campagne de 10 pages du sergent Barraud, tué le 22 octobre 1914.
2011 PA 60-5	Mary G. Nelles, infirmière américaine à l'hôpital B. Juilly en Seine-et-Marne pendant la Première Guerre mondiale.	Mary G. Nelles a recueilli le témoignage de soldats qui arrivaient dans l'établissement en 1915-1916, 50 pages.
2011 PA 60-12	Jean Messenger, séminariste et sergent au 48 ^e régiment d'infanterie en 1914.	Carnet de campagne, tenu de 1914 à 1916, photocopies, 103 pages.
2011 PA 60-31	Désiré Sic, sous-lieutenant à la compagnie 19/2 M du Génie, division de marche du Maroc en 1914.	Journal de marche, tenu du 16 août 1914 au 18 juillet 1916, copie numérique et photocopies, 50 pages.
2011 PA 60-32	Capitaine Allain-Launay, artilleur en 1914.	Carnets de guerre, tenus du 24 février 1915 au 8 avril 1917, photocopies, 150 pages.
2011 PA 60-46	André Bourcin, soldat au 56 ^e régiment d'infanterie en 1915.	18 cahiers manuscrits et illustrés racontant sa captivité du 18 août 1915 au 15 juin 1916. Ces cahiers, rédigés après-guerre, évoquent également le déroulement de la guerre au jour le jour, 1 030 pages.

2011 PA 60-78	Paul Le Rebourg, sergent à la 60 ^e division d'infanterie du 336 ^e régiment d'infanterie de réserve (Saint-Lô) en 1914.	Carnet de campagne, tenu du 11 août au 7 septembre 1914, transcription dactylographiée, 145 pages.
2011 PA 60-79	Charles-René Villain, soldat au 106 ^e régiment de chasseurs à pied de décembre 1914 à juin 1918.	120 lettres envoyées à sa famille du 8 mai 1915 au 28 avril 1918.
2011 PA 60-87	Alfred Debrune, soldat de la classe 1908 et affecté au 33 ^e régiment d'artillerie en 1914, sur le front d'Orient en Serbie en 1915.	Carnets de campagne, tenus de 1914 à 1916.
2011 PA 60-102	Pierre Salzman, soldat affecté sur le front belge en 1918.	Carte postale écrite à sa sœur le 4 décembre 1918, en chemin vers la France depuis le front belge.
2011 PA 60-125	Louis Burnouf, capitaine du Génie à l'équipage de ponts d'armée du 20 ^e corps.	Livrets de campagne, copie dactylographiée du carnet de campagne du capitaine Burnouf, tenu du 8 février 1916 au 11 juin 1918, 72 pages.
2011 PA 60-133	Bronislas Okinczyc, soldat.	<i>Notes et souvenirs de la guerre 14-18</i> , photocopies, 188 pages.

2012 PA 11	Paul Mackiewicz, soldat ayant combattu sur la presqu'île de Gallipoli, dans les Dardanelles, en Macédoine et en Russie.	Souvenirs manuscrits, 2 cahiers, 70 pages. 1 album de photographies.
2012 PA 44	Henry Deligny, général de division, commandant le 1 ^{er} corps d'armée en octobre 1914, puis la 153 ^e division d'infanterie en mars 1915 et 39 ^e corps d'armée en mars 1916. Il est nommé commandant de la 3 ^e région militaire en décembre 1917. Blessé à plusieurs reprises, il est placé en deuxième section le 10 mars 1919	Notes de guerre, souvenirs manuscrits et dactylographiés, 4 volumes, 971 pages.

2012 PA 45	Eugène Carrias, incorporé au 40 ^e régiment d'infanterie en 1914, passe au 164 ^e régiment d'infanterie en août 1915. Promu lieutenant en janvier 1917, il est transféré à la compagnie « Prisonniers de guerre » n°14, puis au centre d'instruction de Mailly pour faire la liaison avec l'armée américaine en août 1918.	<i>Cabier de tranchée</i> , 80 pages (1916) ; <i>Devant Verdun</i> , 264 pages (s.d.) ; <i>Trois jours de bataille au Nord de Verdun</i> , 22 pages manuscrites (s.d.) ; <i>Verdun 1916 côté français</i> , 18 pages manuscrites (1916). <i>Souvenirs autour de Verdun 1914-1916</i> , 286 pages dactylographiées (1990).
2012 PA 60-00	Daniel Calvet, soldat pendant la Première Guerre mondiale, puis maire de la ville de Gaillac.	<i>Avec les morts</i> , photocopies, 224 pages ; <i>À la sueur du front</i> , photocopies, 56 pages.
2012 PA 60-07	Camille Joseph Clair, caporal au 170 ^e régiment d'infanterie, mort pour la France le 6 octobre 1915 à Souain (Marne).	Lettres écrites à son épouse, à ses parents, à ses frères et sœurs en 1914-1915, photocopies, avec une mise en parallèle entre les lettres et le contenu du JMO de l'unité.
2012 PA 60-12	Henri Bosi, soldat.	Carnet de campagne tenu de 1915 à 1917, 150 pages.
2012 PA 60-36	Ferdinand Jacquesson, colonel au 146 ^e régiment d'infanterie en 1916.	<i>Souvenirs de campagne 1914-1918</i> , en 5 volumes, copie dactylographiée, 325 pages. <i>Le grand coup à mon bataillon, comment nous avons tenu le grand coup à Verdun</i> , copie dactylographiée, 125 pages.
2012 PA 60-38	Henri Jean, soldat au 68 ^e régiment d'infanterie.	Carnet de campagne, 56 pages.
2012 PA 60-50	Robert Duchen, aspirant au 57 ^e régiment d'artillerie de campagne.	Carnet de guerre, tenu de mai 1917 à novembre 1918, copie dactylographiée, 148 pages.
2012 PA 60-54	Soldat Bardin, du 4 ^e régiment d'artillerie.	Correspondance reçue par le soldat Bardin en octobre 1918.
1 Kmi 8	M. Chrétien, engagé volontaire en 1914 au 72 ^e régiment d'infanterie, aspirant en 1915, dans un bataillon de tirailleurs marocains en 1918.	Souvenirs dactylographiés, 114 pages.

1 Kmi 29	Robert Vieillard, lieutenant au 2 ^e régiment d'artillerie de campagne en 1915.	Journal tenu lors de la campagne des Dardanelles en 1915. ⁶
1 Kmi 34	M. Revol en mission en Serbie et en Grèce pendant la Première Guerre mondiale.	<i>Sous le barnois</i> , souvenirs rédigés en 1940.
1 Kmi 36	Adjudant Leduc, au 8 ^e régiment du génie en 1917.	Journal avec croquis et photographies, tenu du 29 juillet 1917 au 10 août 1918, 132 pages manuscrites. Souvenirs rédigés en 1966 sur sa jeunesse de 1910 à 1919 à destination de ses petits-enfants, 150 pages manuscrites.
1 Kmi 40	André Marion, lieutenant de réserve au 232 ^e régiment d'infanterie en 1914, capitaine au 2 ^e régiment du génie en 1917.	<i>Carnets de guerre</i> , tenus du 2 août 1914 au 11 juillet 1917, 1 100 pages manuscrites.
1 Kmi 50	Julien Dolé, soldat au 14 ^e régiment d'infanterie en 1914, brancardier au 360 ^e régiment d'infanterie en 1918.	<i>Journal de route</i> , tenu de 1914 à 1918, 528 pages manuscrites.
1 Kmi 51	Georges Rabodeau, officier des affaires indigènes adjoint au commandant du Territoire de Kébili de 1914 à 1917, capitaine au 7 ^e régiment du génie en 1918.	<i>Souvenirs</i> , du 1 ^{er} août 1914 au 31 décembre 1918, 1 107 pages manuscrites. <i>Le territoire de Kébili</i> , étude dactylographiée réalisée en 1917 sur l'extrême sud tunisien, 428 pages.
1 Kmi 68	Marius Cabanon, caporal au 141 ^e régiment d'infanterie en 1914, sergent en 1915, chef de section à la 1 ^{re} compagnie de mitrailleurs en 1917.	<i>Carnets de route</i> , tenus de 1915 à 1918, 244 pages manuscrites et 16 pages en annexes.
1 Kmi 80	Gabriel Henriot, lieutenant au 167 ^e régiment d'infanterie en 1914, commandant au 346 ^e régiment d'infanterie en 1918.	Albums de photographies légendées : <i>52 mois de front</i> , 125 pages, et <i>Les pèlerinages de la division au Bois-le-Prêtre</i> , 50 pages.

⁶ Cote manquante.

CARNETS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES
ET TÉMOIGNAGES DE MARINS

<i>Référence</i>	SHD, Marine (Vincennes), sous-série GG ²
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	13 cartons (1,75 mètre linéaire), dont 6 (0,70 mètre linéaire) concernent la Première Guerre mondiale.
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1919

Notices biographiques

Capitaine de vaisseau Étienne Burlet (1892-1959)

Enseigne de vaisseau au début du conflit, Burlet sert successivement sur les cuirassés *Justice* (1914-1915) et *Patrie* (1916). Pilote d'hydravion à Saint-Raphaël puis à La Pallice, il effectue des patrouilles aériennes au-dessus du golfe de Gascogne. Affecté sur le croiseur cuirassé *Condé* en 1919, il quitte le service actif en 1920.

Amiral Raoul Castex (1878-1968)

En 1914, le lieutenant de vaisseau Castex est officier de manœuvre sur le cuirassé *Danton* en Méditerranée. Officier de liaison à l'armée d'Orient à Salonique, il commande en 1917 l'avisos *Altair*.

Capitaine de vaisseau Amédée Guiot (1896-1969)

Entré à l'École navale en 1914, Guiot est affecté successivement sur le *Diderot*, la *Bombarde* (1916), la *Bretagne* (1918) et le *Cassard* (1919).

Contre-amiral Pierre Madelin (1896-1971)

Soldat en 1914, matelot en 1915, Madelin entre à l'École navale en 1916. Il sert sur le croiseur cuirassé *Gueydon* puis sur le cuirassé *Patrie*.

Vice-amiral Georges Rebuffel (né en 1897)

Matelot timonier à la flottille des torpilleurs de Brest en 1915, entré à l'École navale en 1916, Rebuffel est affecté sur le patrouilleur *Corse*, les cuirassés *France* et *Paris* et le torpilleur *Algérien* (1917-1918).

Quartier-maître Rio (1877-1924)

Embarqué à bord du sous-marin *Monge*, Rio survit à la disparition de ce bâtiment abordé par le croiseur autrichien *Helgoland* dans la nuit du 28 décembre 1915.

Historique de la conservation

La sous-série GG² rassemble les documents entrés par voie extraordinaire (don, dépôt, achat, apposition de scellés) dans les fonds des archives centrales de la Marine.

Présentation du contenu

FONDS BURLET (89 GG²). Témoignage intitulé : Croquis et souvenirs rapportés de la guerre par un marin (s.d.).

1 carton (0,15 ml)

FONDS CASTEX (125 GG²). Journaux personnels de campagne (1914-1918).

1 carton (0,10 ml) sur un total de 7 (1 ml)

FONDS GUIOT (151 GG²). Récits de souvenirs (1914-1918).

1 carton (0,10 ml) sur un total de 2 (0,25 ml)

FONDS MADELIN (248 GG²). Récits de souvenirs, correspondance privée, photographies (1914-1919).

1 carton (0,15 ml)

FONDS REBUFFEL (238 GG²). Récit de souvenirs (s.d.).

1 carton (0,10 ml)

FONDS RIO (93 GG²). Témoignage sur la perte du sous-marin *Monge* (s.d.).

1 carton (0,10 ml)

Sources complémentaires

SHD/MV, série SS

Première Guerre Mondiale

SHD/MV, sous-série SS A

Armée navale

SHD/MV, sous-série SS Y

Journaux de bord et de navigation de la flotte principale

SHD/MV, sous-série SS D

Division navale de l'Adriatique

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

F. Lauro et A. Sheldon-Duplaix, sous la direction de P. Geneste. *État général des fonds privés de la Marine*. Vincennes : SHM, 2002.

Inventaire sommaire du fonds privé 89 GG² - Étienne Burlet, 1892-1959. Vincennes : SHM, s.d.

Fonds privé 125 GG² (Raoul Castex) : voir « Inventaire sommaire des papiers Castex », dans Hervé Coutau-Bégarie. *Castex le stratège inconnu*. Paris, Économica, 1985, p. 247-250.

Inventaire sommaire du fonds privé 151 GG² - Amédée Guiot, 1896-1969. Vincennes : SHM, 1991.

Auteur de la notice Catherine VICH



CARNETS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES DU PERSONNEL DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

<i>Référence</i>	SHD, Air, série Z SHD, Défense, série PA
<i>Niveau de description</i>	Ensemble de fonds
<i>Importance matérielle</i>	66 fonds
<i>Historique de la conservation</i>	Entrées par voie extraordinaire

Présentation du contenu

Les fonds recensés dans les pages qui suivent réunissent une typologie variée de documents, contemporains des faits, lorsqu'il s'agit de carnets d'emploi du temps, de correspondance ou de journaux personnels, ou revenant sur le conflit des années, voire des décennies après, sous forme de mémoires inédits ou parfois publiés. Tous rendent compte du quotidien du personnel de l'aéronautique militaire, qu'il soit navigant ou non.

Sources complémentaires

<i>SHD/AI, série A</i>	<i>Aéronautique militaire de la Première Guerre mondiale</i>
<i>SHD/GR, série Y</i>	<i>Dossiers de personnel des officiers</i>
<i>SHD/AI, sous-série 1 P</i>	<i>Dossiers de personnel des officiers</i>
<i>SHD/AI, sous-série 4 P</i>	<i>Fichier du personnel de l'aéronautique militaire</i>

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Répertoires numériques détaillés dactylographiés disponibles en salle de lecture Louis XIV du SHD, à Vincennes.

Auteurs de la notice Estelle LECLERCQ-BAUDET
Agnès CHABLAT-BEYLOT

Cote	Notice biographique	Description du contenu ⁷
1 Mi 7	Lieutenant Paul Montariol, à l'escadrille F44 en 1917.	Carnet d'emploi du temps au camp d'Avord pour l'année 1915.
1 Mi 49	Caporal Georges Babo à l'escadrille MF 12 en 1914, à l'escadrille MF 71 puis à l'escadrille N 38 en 1917, sous-lieutenant à l'escadrille SPA 156 en 1918.	Carnets d'emploi du temps pour la période 1914-1918 ; <i>Souvenirs de la guerre</i> (1977).
Z 6200	Didier Poulain, sous-lieutenant au centre d'aviation d'Istres puis au GDE en 1918.	2 lettres [1918].
Z 6207/12	Lieutenant Charles Nungesser (1892-1927). Roger Pochon, mécanicien de Nungesser.	3 carnets d'emploi du temps pour la période 1915-1916. 2 carnets d'emploi du temps pour la période d'avril à août 1915.
Z 8288/3	Lieutenant Hubert de Morcourt (1892-1978), observateur en ballon en 1915, observateur à l'escadrille C34, pilote à l'escadrille R 214 (1917-1918).	<i>Mes souvenirs de la guerre 1914-1918</i> , 34 pages.
Z 12926/4	Lieutenant-colonel Auguste Le Révérend (1882-1962), pilote.	<i>Souvenirs sur l'aviation de 1914-1918</i> , tapuscrit, 27 pages.
Z 12927/7	Lieutenant Jacques Breguet à l'aviation du 1 ^{er} corps d'armée.	Témoignage reprenant ses correspondances de 1914-1915, 29 pages.
Z 12928/1-2, 20023/3	Sous-lieutenant Michel Mahieu, pilote à l'escadrille V 14 puis à l'escadrille V 24.	<i>Carnet de campagne 1914-1918</i> , 2 volumes de photocopies, 370 pages.
Z 13510/3	Capitaine Robert Massenet-Royer de Marancourt (né en 1880), passé du 9 ^e dragons à l'aéronautique.	<i>Souvenirs d'un aviateur de 1914-1918</i> , 21 pages.
Z 13802/1	Maréchal des logis André Gobert aux escadrilles MF 45 et C 17 en 1914, sous-lieutenant en 1915, lieutenant de réserve en 1916.	Copie du récit de son premier vol, 1914, 4 pages ; copie d'un carnet de route, 1914-1915, 26 pages ; copie du journal personnel, 1916-1918, 107 pages ; copie d'un carnet de vol, 1915-1932, 32 pages.

⁷ Sauf indication contraire, il s'agit de documents manuscrits.

Z 13802/3	Sergent André Duvau affecté à l'école de tir de Cazaux en 1917, puis au camp retranché de Paris, au groupe de bombardement 4, à l'escadrille BR 29 et au groupe de bombardement 9 en 1918.	<i>Souvenirs d'escadrille</i> , journal personnel illustré rédigé en 1932, 26 pages.
Z 15345/2	Sous-lieutenant Henri Léau, pilote à l'escadrille SOP puis BR 66 en 1917.	4 carnets d'emploi du temps pour l'année 1917 ; 12 lettres couvrant la période 1914-1919 ; journal personnel sur l'année 1914, 2 pages.
Z 15350/4	Capitaine Jacques Rafaël Roques (1897-1981), passé à l'aviation en 1916, affecté à l'escadrille N 48 en 1917-1918.	Récit, 20 pages (s.d.).
Z 20009/9	Joseph Mathieu.	<i>Mémoires d'un observateur en ballon, 1914-1918</i> , 109 pages.
Z 20010/1	Sergent Paul Honnorat (né en 1889), pilote.	Copie de <i>Souvenirs de guerre 1914-1918</i> , 179 pages.
Z 20012/2	Général Joseph Vuillemin (1883-1963), pilote à l'escadrille C 39 en 1914-1915, commandant de l'escadrille C 11 de 1915 à 1918, puis de l'escadre 12 en 1918.	Copie de notes manuscrites et tapuscrites, 65 pages.
Z 20020/1	Élève-pilote Jacques Allez à l'école d'Avord, puis à l'école de Pau en 1915, affecté à l'escadrille N 65 en 1916, lieutenant à l'escadrille SPA 173 en 1918, puis au GC 12.	Carnet d'emploi du temps pour la période 1915-1922, 52 pages.
Z 20022/2	Adjudant Jacques Gérard à l'escadrille SPA 65.	Copie de carnet d'emploi du temps, pour la période 1917-1918, 29 pages.
Z 20354/1	Lieutenant François Gillion.	Carnet d'emploi du temps pour la période 1917-1940, 40 pages.
Z 21238/2	Lieutenant René Péliissier, mobilisé dans l'infanterie, passé dans l'aviation en 1915, pilote jusqu'en 1918 à l'escadrille SPA 155, puis à la SPA 175.	Copie de carnet d'emploi du temps pour la période 1915-1921, 58 pages.

Z 21320/1	Capitaine Marcel Dubois, pilote aux escadrilles MF 16 et MF 45.	Copie de carnet d'emploi du temps pour la période 1912-1915, 50 pages.
Z 21321/3	Lieutenant Guy Devezeaux de Lavergne, affecté à l'escadrille C 4 en 1915, capitaine à l'escadrille C 6 en 1916, à l'escadrille BR 208 en 1917, au groupe de bombardement 9 en 1918.	<i>Souvenirs d'aviation</i> , probablement rédigés en 1919, 14 pages.
Z 21441/1	Caporal René Potel, aviateur militaire.	Copie de carnet d'emploi du temps à l'école de pilotage de Châteauroux pour l'année 1918, 20 pages.
Z 21441/2	Sous-lieutenant Philibert, pilote formé au centre d'Ambérieu, affecté à l'escadrille SPA 12 de 1916 à 1919.	Copie du carnet d'emploi du temps pour la période 1916-1919, 50 pages.
Z 21441/8	Matelot aviateur Henri Le Garrec.	Copie du carnet d'emploi du temps pour la période 1916-1917, 28 pages. ; copie de 2 lettres de 1917.
Z 21927/2	Adjudant René Vicaire, mécanicien en 1914, pilote à l'escadrille V 90 à partir de 1915.	<i>La Vache ailée</i> , tapuscrit, 130 pages (s.d.).
Z 21928/1	Lieutenant de Rupprière, affecté à l'escadrille MS 9.	Carnet d'emploi du temps, pour l'année 1915, 52 pages.
Z 21928/2	A. Vintejou, membre de la mission d'aviation française en Russie (1917-1918).	Copie d'un carnet de voyage pour la période 1917-1918, 106 pages.
Z 25009	Colonel André Pacot (1894- ?), engagé au grade de caporal en 1914, passé de l'infanterie à l'aviation en 1916, pilote jusqu'en 1918.	Copie du journal de campagne manuscrit au 89 ^e régiment d'infanterie ; carnet de vols pour la période 1917-1919, 26 pages.
Z 26234/11	Sous-lieutenant Henri Teilhac, pilote à l'escadrille BR 131.	Copie de 8 lettres rédigées en 1918.
Z 26235/1	Pilote instructeur Mole, aux centres d'aviation de Pau, en 1915-1916, et d'Istres, de 1917 à 1919.	2 carnets d'emploi du temps, 18 et 52 pages (s.d.).

Z 28814/6	Caporal Guilbaud à l'école d'aviation du Crotoy, à l'escadrille MF 503, au centre d'entraînement de Sédès et à l'école d'Avord.	Copie d'un carnet d'emploi du temps, pour la période 1917-1919, 86 pages.
Z 28944/12	Brigadier de Linière, affecté à l'école d'aviation de Chartres (1917-1918).	Copie d'un carnet d'emploi du temps, pour la période 1917-1939, 53 pages.
Z 29737/7	Pilote Marcel Houël à l'escadrille BR 123.	Copie d'un journal personnel pour l'année 1917, 10 pages.
Z 30014/5	Lieutenant de vaisseau Lenoir, pilote observateur de l'aéronautique navale, affecté au centre d'aviation maritime de Saint-Raphaël.	Copie d'un carnet d'emploi du temps, pour la période 1918-1937, 58 pages.
Z 30171/1	Lieutenant observateur André Voiron, à l'école de tir aérien de Cazaux en 1917-1918, puis à l'escadrille 60 en 1918-1919.	Carnet d'emploi du temps pour la période 1917-1919, 23 pages.
Z 31019/2	Lieutenant Paul Fressanges du Bost, affecté à l'escadrille 28 puis à la 264.	Copie d'un carnet d'emploi du temps, pour la période 1915-1917, 16 pages.
Z 31933/6	Sergent Marius Essers, affecté au centre d'aviation de Pau en 1917.	Copie d'un carnet d'emploi du temps, pour la période 1917-1918, 45 pages.
Z 32294/6	Jean Lur.	Copie d'un carnet d'emploi du temps de pilote pour l'année 1918, 32 pages.
Z 32303/2	Soldats de la Première Guerre mondiale	Récits manuscrits, 1914, 10 pages.
Z 35766-35767/1	André Bour-Walther, pilote à l'escadrille SAL 4.	Correspondance, pour la période de 1914 à 1921.
Z 37214/2	Lieutenant Eugène Angot « Teddy » observateur et mitrailleur à l'escadrille C 11.	Souvenirs de guerre et récits de ses évasions, 90 pages.
Z 37944	Sergent Lucien Desgardes, affecté à l'escadrille MF 25 en 1916-1917.	Copie de carnets d'emploi du temps, pour la période 1916-1917, 6 pages.

Z 37948/31	Lieutenant Robert Massenet de Marancour, commandant de l'escadrille BLC 5 en 1914-1915, affecté au 1 ^{er} CC de la 5 ^e armée en 1915, puis à l'escadrille N 69 à partir de 1916.	Recueil de correspondances rédigées entre 1914 et 1918, 66 pages.
Z 38624/3	Sous-lieutenant Ernest Louvat (1896-1920), pilote affecté à l'escadrille SPA 153 en 1917-1918.	60 correspondances sur cartes postales du 5 juillet au 13 août 1917.
Z 38625/2	Lieutenant Georges Gavoret, affecté à l'escadrille SAL 39. Capitaine Henri Marcillet, au 171 ^e régiment d'infanterie.	Correspondance pour les années 1918 et 1919 Correspondance du 29 mars 1915.
Z 38984/2	Caporal Achille Vinot, mécanicien d'aviation.	Correspondance.
Z 38985/4	Jacques Mortane, journaliste aéronautique.	58 lettres rédigées par des anciens de la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1935, dont des témoignages d'as [1917-1929].
50 Z 38989	Archives de l'école d'aviation de Buc et du colonel Joseph Kleindienst, commandant du détachement militaire de l'école de Buc.	8 lettres privées rédigées en 1917.
Z 38990	Sergent Joseph Frantz affecté à l'escadrille V 24 en 1914, détenteur de la première victoire en combat aérien.	Correspondance pour la période 1914-1954 ; récit du premier combat aérien le 5 octobre 1914, 2 pages.
Z 39021/4	Caporal Albert Le Bescou, passé à l'aviation en 1917, pilote.	Carnet d'emploi du temps pour la période 1917-1918, 39 pages.
Z 39021/6	Ingénieur général Paul Mazer.	Extrait de carnet d'emploi du temps pour la période 1916-1920, 8 pages.
Z 39024/8	Général Jean-Baptiste Morraglia (1890- ?), mécanicien en 1914, pilote à l'escadrille BM 120 de 1915 à 1918, commandant de l'escadrille BR 127 en 1918.	10 lettres de 1918, originaux et copies.
2Z 39025/4	Léon Blanc, adjudant pilote à l'escadrille N 62.	<i>Léon Blanc, un pilote randanais disparu en 1918</i> , 1 page.

6 Z 39035/5	Lieutenant-colonel Prot, pilote à l'escadrille M F16.	Journal personnel, 6 pages ; correspondance sur septembre 1914 (1970)
16 Z 39696– 39698	Capitaine Georges Madon, 4 ^e as de la Grande Guerre.	Correspondance-trophée (1918) ; mémoires, 96 pages.
18 Z 39700– 39701	Général Édouard Barès, pilote de la Première Guerre mondiale, figure de l'aviation de chasse française.	12 lettres (1917, 1935, s.d.) ; <i>Les derniers combats du 328^e RI avant l'armistice du 11 novembre 1918</i> , 2 pages.
72 Z 39800	Lieutenant Willy Coppens de Houthulst.	Correspondance.
2007 PA 46	Roland Garros, pilote à l'escadrille 26, abattu en combat aérien le 5 octobre 1918. Jacques Quelleneq, affecté à l'escadrille 12.	<i>Les mémoires de Roland Garros</i> , par Jacques Quelleneq, ami de Roland Garros, 370 pages. 5 lettres (1914-1917, 1965).
2007 PA 114	Adjudant A. Zapella.	2 lettres de 1918.
2007 PA 157	Julien Désirat, mécanicien de précision à l'école de pilotage d'Istres.	Témoignage, 3 pages.
2008 PA 57	Lieutenant Paul Andrillon, affecté au 119 ^e régiment d'infanterie en 1914, puis à l'escadrille 507 en 1917.	Journal personnel du 2 août 1914 au 27 septembre 1915 puis 1917, 12 pages ; reproductions de correspondances de la période 1914-1918, 150 pages.
2009 PA 88	Capitaine Daniel Rotival, au 2 ^e régiment de cuirassiers en 1914, puis à l'escadrille C 106 devenue BR 227 en 1916. Sergent-pilote Louis Rotival, au 3 ^e groupe d'aviation, abattu en combat aérien en mars 1917.	Carnet de guerre illustré de 1914 à 1918, 223 pages. Carnet de guerre illustré de 1914 à 1917, 36 pages.
2009 PA 125	Jean Abel, pilote à l'escadrille R 213.	<i>Mémoires d'un ancien de 14-18 et après, de la biffe à l'aviation</i> , mémoires rédigées, 90 pages.



TÉMOIGNAGES ORAUX DU PERSONNEL DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

<i>Référence</i>	SHD, Air, sous-série 8 Z
<i>Niveau de description</i>	Collection
<i>Importance matérielle</i>	173 témoignages
<i>Dates extrêmes</i>	1974 - années quatre-vingt-dix
<i>Nom du producteur</i>	Service historique de l'armée de l'Air

Historique de la conservation

C'est au sein du fonds d'archives orales constitué par le Service historique de l'armée de l'Air (SHAA), riche de quelque 967 entretiens, que se trouve une magnifique collection de témoignages d'aviateurs de la Première Guerre mondiale.

En effet, en 1974, le général Christienne, alors chef du SHAA, décida, à la suite d'un voyage aux États-Unis où l'histoire orale était déjà fort développée depuis 1945, de créer une section chargée de recueillir les témoignages oraux des anciens de l'aéronautique militaire. Il se fixe alors trois objectifs : compléter des fonds d'archives lacunaires, et notamment celui de la Première Guerre mondiale dont les archives avaient été en partie détruites pendant la débâcle de 1940, expliquer la production des notes et rapports officiels, et enfin, saisir la mentalité, les comportements et les aspirations de la société des aviateurs militaires. On peut y ajouter un quatrième objectif, saisir la vie quotidienne des aviateurs sur le terrain, par des petits faits ou anecdotes, leurs émotions, soit tout ce qui donne au récit son épaisseur psychologique.

Il s'agissait alors de recueillir en priorité les souvenirs des vieux pilotes et mécaniciens de la Grande Guerre, encore vivants, dont beaucoup avaient aussi connu l'aviation avant 1914, et ceci pour plusieurs raisons : d'abord compte tenu de leur âge, ensuite parce que trop peu d'aviateurs avaient écrit et publié leurs souvenirs sur cette période, mais aussi parce que l'aéronautique militaire avait pour la première fois joué un rôle essentiel dans le déroulement de la guerre, notamment à partir de 1917, et qu'elle était trop souvent oubliée dans les manuels d'histoire, et enfin parce que les archives administratives offraient une vue trop officielle et désincarnée.

Parmi les premiers témoins interrogés, furent d'abord sollicités les personnalités les plus âgées et les plus connues : ainsi l'ingénieur général Etévé, ancien ballonnier, ayant joué un grand rôle dans l'histoire de l'aéronautique tout au long de sa carrière ; le capitaine Bellenger, pionnier de l'aviation qui commandait l'aviation militaire du camp retranché de Paris ; Albert Caquot, un des ingénieurs les plus féconds que la France ait connu et à qui l'on doit la création du ballon qui porte son nom ; le général Alfred Heurtaux, un des grands as de la guerre, compagnon de Guynemer et héros de la Résistance au cours de la Seconde Guerre mondiale ; André Luguët, acteur célèbre de l'Entre-deux-guerres. À côté d'aviateurs très connus furent interrogés des anonymes mais tout aussi passionnants, qu'ils soient pilotes, mécaniciens, observateurs ou aérostiers ; personnes que l'on put retrouver grâce aux associations d'anciens, et notamment les Vieilles Tiges ou l'Association des pilotes de chasse.

Ce fonds de 173 témoignages oraux recueillis par le SHAA sur la Première Guerre mondiale est l'un des plus riches en France avec celui conservé par le musée de Péronne.

Présentation du contenu

Ce fonds est unique tant par la variété des témoins que par l'émotion qui se dégage de ces récits ; beaucoup qui avaient déjà combattu dans la cavalerie, l'infanterie ou l'artillerie racontent les conditions de leur passage dans l'aviation, la vie des pilotes en escadrille, les combats aériens et l'esprit de chevalerie qui marque tout affrontement aérien avec les pilotes allemands. Beaucoup évoquent les as, au premier rang desquels Guynemer, disparu en combat en 1917, et Fonck, l'as des as de la Grande Guerre, et retracent leurs combats et leur tactique originale dans des portraits souvent émouvants. À noter parmi ces témoignages plusieurs as de guerre, c'est-à-dire des pilotes ayant obtenu plus de cinq victoires, mais aussi plusieurs pilotes brevetés avant 1914, ou encore des témoins ayant combattu sur le front russe et sur le front d'Orient.

Sources complémentaires

Sur l'aéronautique militaire et sur la carrière des officiers, on consultera :

SHD/AI, série A *Aéronautique militaire de la Première Guerre mondiale*

SHD/AI, sous-série 1 P *Dossiers de personnel*

Le SHD conserve par ailleurs des témoignages d'Alsaciens et de Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale, parmi lesquels certains évoquent leurs

souvenirs de la Grande Guerre, parfois leur participation au conflit. Cet ensemble est partiellement inventorié.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instruments de recherche

Service historique de l'armée de l'Air. *Histoire orale : inventaire des témoignages*. Vincennes : SHAA, 1988-> :

- tome 1 : *Entretiens 1 à 145*, 1988.
- tome 2 : *Entretiens 146 à 270*, 1993.
- tome 3 : *Entretiens 271 à 410*, 1995.
- tome 4 : *Entretiens 411 à 550*, 2000.
- tome 5 : *Entretiens 551 à 671*, 2004.

Auteur de la notice Françoise de RUFFRAY

Cote	Personne interviewé	Notice biographique
8 Z 152	Commandant Jacques ALLEZ	Engagé au 3 ^e cuirassiers en 1914, détaché dans l'aviation à l'escadrille 65 en 1917, puis au GC 12.
8 Z 185	Capitaine René ANXIONNAZ	Artilleur passé dans l'aviation en 1915 et affecté comme observateur à l'escadrille MF 1, à l'escadrille BR 44, puis à la 212.
8 Z 163	Jacques ARMANO	Pilote italien, passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 et affecté à l'escadrille n°16 sur le front italien, puis en France dans une escadrille de Caproni.
8 Z 289	Roman ARTAMONOFF	Pilote russe engagé dans l'aviation française.
8 Z 198	Général Marcel ASTRUC	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 et affecté comme observateur à l'escadrille C 39, puis à l'escadre de chasse n°2.
8 Z 535	Delma BAILLERGEAU	Passé du 6 ^e régiment du génie à l'aviation en 1917 et envoyé sur le front des Balkans en 1917.
8 Z 210	Maurice BARBIER	Engagé dans la cavalerie, passé dans l'aviation de reconnaissance en 1917 et affecté à l'escadrille 261.
8 Z 015	Commandant Pierre BARBOU	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 et affecté comme observateur à l'escadrille C 46.
8 Z 161	Pierre BARROUSSEL	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1915 et affecté comme pilote à l'escadrille F 14.
8 Z 068	Capitaine Guy BART	Passé de l'artillerie à l'aviation en 1917.
8 Z 038	Commandant François BATTESTI	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1913 ; affecté en 1914 comme pilote à l'escadrille BC, C 10 puis N 73. As de guerre.
8 Z 548	Lieutenant-colonel Joseph BATTLE	Passé des chasseurs à pied à l'aviation en 1916 et affecté à l'escadrille 77, puis commandant de la SPA 103.
8 Z 643	Pierre BAUDIN	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 et affecté comme pilote à la C 220.
8 Z 011	Lieutenant-colonel Georges BELLENGER	Artilleur, passé dans l'aviation et nommé en août 1914 comme adjoint au directeur du service de l'aéronautique de la 1 ^{re} armée, puis de la 6 ^e armée. En 1915, affecté à la section technique aéronautique du ministère de la Guerre.

8 Z 196	Maurice BELLONTE	Affecté comme mitrailleur à la BR 213 et à la BR 2 au Maroc.
8 Z 201	Maurice BERTON	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917 et affecté comme pilote à la SOP 229 puis à la SPA 140.
8 Z 463	Marcel BIRSANSKI	A effectué toute la guerre dans l'infanterie.
8 Z 080	Ingénieur Pierre BLANCHET	A effectué la Première Guerre mondiale dans l'artillerie.
8 Z 095	Ingénieur général BLONDEL	Mobilisé dans l'infanterie, passé dans l'aviation en 1916 et affecté sur le front italien à la SPA 54.
8 Z 049	Commandant Marcel BOISSEAUX	Passé de l'artillerie à l'aviation en 1916 et affecté comme observateur à la C 47.
8 Z 155	Monsieur BONIN	Mobilisé dans l'infanterie puis passé dans l'aviation comme observateur à la MF 1 en 1916.
8 Z 226	Edmond BOOM	Affecté en 1914 à la 44 ^e , puis en 1917 à la 74 ^e compagnie d'aérostation ; observateur en ballon captif en 1918.
8 Z 122	Marcel BOUCHON	Mobilisé dans les dragons, breveté pilote en 1916 et affecté à l'escadrille franco-belge C 74.
8 Z 472	Marcel BOULLET	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1918.
8 Z 126	Georges BOULARD	Breveté pilote civil et militaire. En 1914, affecté à la C 11 puis à la SPA 64 en 1915 ; détaché aux usines Caudron en 1916.
8 Z 225	Lucien BOURGEOIS	Passé de l'infanterie dans l'aviation en 1917. Pilote affecté à l'escadrille SPA 161 et à l'escadrille des essais en vol en 1918.
8 Z 099	Monsieur BOURSIN	Mobilisé dans l'infanterie, puis passé à l'aviation comme observateur dans une escadrille de bombardement.
8 Z 164	BOURUET- AUBERTOT	Passé de la cavalerie à l'aviation en 1917 et affecté à l'escadrille C 30.
8 Z 218	Capitaine Jacques BOUTERON	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 ; pilote affecté à la SPA 83 puis au 3 ^e groupe à Hussein Dey.
8 Z 254	Général René de BOYSSON	Observateur dans un régiment d'artillerie.
8 Z 083	Joseph BRANCHE	Aérostier, breveté observateur en ballon en 1917.

8 Z 179	Commandant Marie-Joseph de BRAQUILANGES	Engagé dans la cavalerie et passé dans l'aviation en 1915 : pilote à l'escadrille C 222.
8 Z 174	Ingénieur-général Henri BRISSOT	Affecté dans l'aviation comme observateur en 1917 à l'escadrille C 13.
8 Z 282	Jean-Joseph BRUGÈRE	Cavalier passé dans l'aviation comme moniteur de pilotage, puis affecté en escadrille.
8 Z 125	Commandant Jean BRUN	Artilleur, breveté pilote en 1915 et affecté à l'escadrille C 66 ; nommé commandant de la SOP 111 en 1917, puis d'un groupement rattaché au GB 6.
8 Z 335	Commandant Marcel BUCHETTE-PUYPEROUX	Passé de l'infanterie coloniale à l'aviation en 1917, comme observateur à la SAL 51.
8 Z 085	Commandant Pierre-Louis Du CAILAR	Artilleur passé à l'aviation en 1916 et affecté comme observateur à l'escadrille MF 29.
8 Z 048	Ingénieur général Albert CAQUOT	Affecté en 1914 à la 21 ^e compagnie d'aérostation.
8 Z 008	Général Jean CARAYON	Artilleur passé dans l'aviation en 1916 et affecté à l'escadrille F 16 puis SAL 16.
8 Z 263	Pierre CARDON	Cavalier passé dans l'aviation en 1916 comme mécanicien à l'escadrille C 64 ; breveté pilote et affecté à la SPA 81.
8 Z 556	Louis CASAUBON	Engagé dans la cavalerie, passé dans l'aviation en 1916.
8 Z 074	Jean CASTELLI	Passé de l'artillerie à l'aviation : breveté pilote en 1916 et affecté à l'escadrille BR 224.
8 Z 025	Commandant Pierre de CAZENOVES de PRADINES	Engagé en 1914 au 24 ^e régiment de dragons ; passé à l'aviation en 1916 et affecté comme pilote à la SPA 81. As de guerre.
8 Z 123	Joanny CHALANDON	Mobilisé dans l'infanterie ; breveté observateur en ballon et affecté à la SPA 79 en 1917 et à la BR 209 en 1918.
8 Z 259	Capitaine Louis CHARTOIRE	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917 ; pilote de chasse dans les escadrilles GC 11 et N 31. As de guerre.
8 Z 347	Lieutenant-colonel Fernand CHAVANNES	Appelé en 1916 et affecté dans l'aviation ; pilote à la N 112.
8 Z 129	Léon CHEVALIER	Mobilisé dans les dragons, passé à l'aviation en 1915 et affecté comme pilote à l'escadrille SOP 131.

8 Z 162	Pierre CHICHET	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 ; envoyé sur le front d'Orient comme observateur.
8 Z 315	André CHRISTIANY	Mobilisé en 1918 dans l'aviation.
8 Z 041	Commandant Marcel COADOU	Breveté pilote en 1915 et affecté à l'escadrille C 9 puis N 88. As de guerre.
8 Z 065	Jean COSSART	Mobilisé au 5 ^e régiment de dragons ; détaché dans l'aérostation puis dans l'aviation en 1916 : pilote à l'escadrille 14.
8 Z 180	Jean COURNOT	Artilleur passé dans l'aviation, et affecté comme observateur en 1915 à l'escadrille F 1, puis en 1918 à l'escadrille du GQG.
8 Z 047	Capitaine Jacques DALSAE	Passé de l'artillerie à l'aviation en 1915 comme observateur ; breveté pilote en 1916 et nommé commandant de la MF 33 en 1917.
8 Z 227	Louis DAMIDAUX	Mécanicien, breveté pilote de chasse en 1916, affecté à l'escadrille 86.
8 Z 001	Général Jules DAVET	Affecté en 1914 au 1 ^{er} groupe d'aérostation à Versailles.
8 Z 128	Maurice DELPORTE	Incorporé dans les dragons, passé dans l'aviation en 1916 comme pilote à l'escadrille F 554.
8 Z 391	Charles DENTY	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1915 ; affecté sur le front d'Orient à l'escadrille MF 98.
8 Z 205	Marc DESACHE	Affecté dans l'aérostation en 1914.
8 Z 427	Marcel DEVAUX	Entré dans l'aviation en 1917, affecté à la SPA 67.
8 Z 084	Auguste DHERS	Artilleur passé dans l'aviation comme observateur à l'escadrille BR 214.
8 Z 097	Colonel François DORDILLY	Engagé dans la Marine, passé dans l'aviation en 1916.
8 Z 023	André DUBONNET	Artilleur passé dans l'aviation et affecté comme pilote en 1917 au 1 ^{er} groupe d'aviation. As de guerre.
8 Z 060	Paul DUCELLIER	Breveté pilote en 1916 et affecté comme pilote à l'escadrille BR 134.
8 Z 066	Jean DUPUICH	Engagé dans l'artillerie en 1914 et passé à l'aviation en 1915 : affecté successivement comme pilote aux escadrilles C 220, SPA 48, SAL 220 et SPA 68.

8 Z 267	Gaston DURMON	Mobilisé au 2 ^e génie ; passé à l'aviation en 1918 et affecté successivement aux escadrilles SPA 165, SPA 84 et SPA 106.
8 Z 455	Capitaine de corvette Albert DUVAL	Officier de marine, affecté dans l'aéronavale et envoyé dans les Dardanelles en 1916. Breveté pilote d'hydravion.
8 Z 231	Commandant Robert DUVERMY	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1915, breveté pilote, affecté successivement dans les escadrilles MF 58, F8 en 1916 et SOP 251 en 1917.
8 Z 004	Inspecteur général ETÉVÉ	Nommé en 1914 au service des fabrications, puis à la section technique de l'aéronautique.
8 Z 035	René FISCH	Breveté pilote en 1915 et affecté à l'escadrille N 23.
8 Z 393	Bernard FLORIAN	Fait partie de la mission militaire en Roumanie de 1916 à 1918.
8 Z 498	Madame Irène FONCK	Témoignage sur son mari, l'as de guerre René Fonck.
8 Z 109	Philippe de FORCEVILLE	Artilleur passé à l'aviation en 1916 et affecté comme observateur à l'escadrille MF 33. Breveté pilote en 1918.
8 Z 027	Capitaine Jean FRAISSINET	Incorporé au 6 ^e hussards et passé dans l'aviation en 1916 ; pilote à l'escadrille 57. As de guerre.
8 Z 057	Capitaine Joseph FRANTZ	Affecté dans l'infanterie en 1914, passé à l'aviation en 1917 et affecté comme pilote à l'escadrille VB 24.
8 Z 195	Général Paul GAMA	Artilleur passé à l'aviation en 1916 comme observateur dans les escadrilles C 47 et C 56.
8 Z 021	Général Paul GAMBIER	Passé de l'artillerie à l'aviation, d'abord comme observateur à la MF 28, la MF 8 puis la C 28, puis comme pilote affecté en 1916 au commandement de la C 106 puis C 64.
8 Z 096	André GÉRAUD	Breveté pilote en 1916, moniteur dans plusieurs écoles puis affecté comme pilote à la SPA 315.
8 Z 055	Commandant Paul GIGNOUX	Passé de l'infanterie à l'aviation et affecté comme pilote dans les escadrilles MF 20, VB 101 et V 137.
8 Z 219	Armand GODIN	Breveté mécanicien mitrailleur à l'escadrille C 13 puis breveté pilote en 1917 et affecté à la SPA 172.

8 Z 061	Charles GREY	Pilote américain envoyé en France dans la Légion étrangère, puis passé à l'aviation en 1917 : breveté pilote de chasse et affecté à la SPA 93 puis à la SPA 213.
8 Z 203	Jean GRIGNON	Mobilisé en 1914 dans l'infanterie ; affecté dans l'aviation dans les escadrilles MF 33 puis MF 40 comme observateur.
8 Z 233	Capitaine de frégate Georges GRUILLOT	Officier de marine, envoyé sur le front d'Orient en 1914.
8 Z 255	René GUERILLOT	Breveté pilote en 1916 et affecté en Orient à l'escadrille 532.
8 Z 076	Joseph GUIGUET	D'abord mécanicien d'aviation, puis pilote dans les escadrilles HF 94, N 3 et SPA 167.
8 Z 256	Raoul GUYOT	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917, breveté observateur puis pilote affecté à l'escadrille 214.
8 Z 003	Général Jean d'HARCOURT	Affecté en 1915 à la N 38, prend le commandement de la N 103 en 1916 et enfin du groupe de chasse n°13.
8 Z 143	Commandant Henri HAY de SLADE	Affecté dans les chasseurs puis au 14 ^e régiment de hussards ; passé dans l'aviation et affecté comme pilote aux escadrilles N 20, GC 14 en 1917, SPA 159 en 1918. As de guerre avec 19 victoires.
8 Z 013	Général Jean HÉBRARD	Affecté au 16 ^e régiment de dragons ; passé dans l'aviation en 1915. Pilote à l'escadrille ECP 115 en 1916, puis commandant de l'escadrille CAP 130 en 1918.
8 Z 318	Contrôleur général Fernand HEDERER	Commissaire de la Marine, versé dans l'aviation en 1916. Pilote commandant l'escadrille SPA 285.
8 Z 031	Général Alfred HEURTAUX	Mobilisé en 1914 au 9 ^e régiment de hussards puis passé dans l'aviation en 1915 et affecté à l'escadrille 32 ; commandant de l'escadrille des Cigognes. As de guerre.
8 Z 177	Paul HONNORAT	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917 et affecté comme pilote à la SAL 16.
8 Z 295	Capitaine Frédéric HUDLET	Affecté d'abord dans les dragons, passé à l'aviation en 1916, affecté aux escadrilles F 123 en 1917, puis BR 29.
8 Z 181	Lieutenant-colonel Marcel HUGUES	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1915 et affecté successivement dans les escadrilles MF 23, 77, 97, 81 et 95.

8 Z 303	Commandant Maurice HUREL	Officier de marine, affecté dans l'aviation maritime, pilote d'hydravion en 1917.
8 Z 240	Capitaine Maurice JAGUENAUD	Breveté pilote civil et militaire ; affecté à l'escadrille MF 16.
8 Z 024	Général Henri JAUNEAUD	Passé de l'infanterie à l'aviation.
8 Z 108	Marcel JOANNES	Mobilisé dans l'aviation en 1914 et affecté successivement à la VB 211 puis aux 7 ^e et 33 ^e régiments d'aviation.
8 Z 250	Maurice LABROUSSE	Affecté au 2 ^e régiment de spahis, passé dans l'aviation en 1917.
8 Z 317	Commandant Pierre LABURTHE	Mobilisé en 1916 dans l'aviation et affecté à l'escadrille F 50.
8 Z 362	Capitaine Gaston LABUSSIÈRE	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1915 ; affecté successivement dans les escadrilles C 45, C 46, C 104 et 105 en 1917.
8 Z 178	Commandant Paul LAFEUILLE	Artilleur, passé dans l'aviation, breveté observateur et affecté à l'escadrille V 21.
8 Z 566	Auguste LAGARDE	Mobilisé au 41 ^e régiment d'infanterie, breveté pilote en 1918 et affecté au groupe des Cigognes.
8 Z 261	André LAMBRET	Cavalier passé dans l'aviation ; effectue des vols de nuit.
8 Z 216	Capitaine André LEDUC	Mobilisé au 5 ^e régiment de dragons ; détaché dans l'aviation en 1917 et affecté à l'escadrille N 92.
8 Z 214	André LEENS	Passé dans l'aviation en 1915, breveté pilote en 1916.
8 Z 050	Capitaine Michel LEFÈVRE-UTILE	Mobilisé en 1914 dans la cavalerie et passé dans l'aviation en 1917 ; pilote affecté à la SPA 157.
8 Z 087	Renaud de La FRÉGEOLLIÈRE	Observateur à l'escadrille V 29 ; breveté pilote et affecté successivement dans les escadrilles 395, 351 et 453.
8 Z 059	Louis LELANDAIS	Passé du 21 ^e régiment d'infanterie coloniale à l'aviation en 1917 ; pilote à l'escadrille SOP 287.
8 Z 069	Joseph de LELÉE	Breveté pilote en 1915 et affecté à l'escadrille MF 50, puis à la SPA 82.
8 Z 191	Raymond LESCUYER	Mécanicien dans l'aviation en 1916.
8 Z 220	Abbé Jean LETURC	Aérostier en 1914, breveté pilote en 1917 et affecté dans l'observation.

8 Z 081	Marcel LEYAT	Pionnier de l'aviation. Artilleur en 1914, affecté au service technique de l'aéronautique en 1917.
8 Z 113	Marcel LITEZ-TIVERVAL	Mobilisé dans l'infanterie, passé à l'aviation en 1917 et affecté à la division Nieuport.
8 Z 169	Colonel Jacques LEPS	Engagé dans les hussards ; passé à l'aviation comme observateur en 1915 à la N 27 ; pilote en 1916, affecté à la N 23 puis N 81.
8 Z 167	Jean LUCAS	Artilleur passé à l'aviation en 1917 et affecté à l'escadrille 97.
8 Z 070	André LUGUET	Acteur. Appelé dans l'infanterie puis passé à l'aviation en 1915, pilote à l'escadrille C 61.
8 Z 367	Capitaine Alban de MALEZIEUX	Observateur dans l'aviation en 1918.
8 Z 230	Roger MALGA	Passé de la cavalerie à l'infanterie et envoyé sur le front d'Orient. Breveté pilote en 1917.
8 Z 333	Émile MARIA	Aérostier en 1914, passé dans l'aviation en 1917 comme pilote à l'escadrille SPA 17.
8 Z 116	Colonel Pierre MARIAGE	Artilleur, breveté observateur en avion en 1917.
8 Z 355	René-Louis MARTIN	Breveté observateur en ballon et affecté au groupe de ballons 51.
8 Z 450	Général François MASNOU	Passé du 17 ^e bataillon de chasseurs à l'aviation en 1915 et affecté comme observateur à l'escadrille 98 sur le front d'Orient.
8 Z 056	Capitaine Joseph MATHIEU	Aérostier, breveté observateur en ballon en 1915.
8 Z 284	Georges MAYEUR	Engagé dans l'artillerie coloniale, passé à l'aviation en 1915 et envoyé en Russie en 1917 avec la mission française d'aviation.
8 Z 456	Paul MENET	Mobilisé dans l'infanterie ; passé à l'aviation en 1917 et affecté à la SPA 21.
8 Z 165	Pierre-Georges MEUNIÉ-D'HOSTEL	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917 et affecté à la N 95.
8 Z 344	Armand MOURAT	Entré dans l'aviation en 1915, pilote affecté au GC 12.
8 Z 236	Marcel NAPHEGYI	Affecté dans l'aérostation en 1915.
8 Z 075	Commandant Djibraïl NAZARÉ AGA	Incorporé au 1 ^{er} régiment étranger ; passé à l'aviation comme pilote et affecté à la BR 66 en 1917, puis à la BR 108 en 1918.

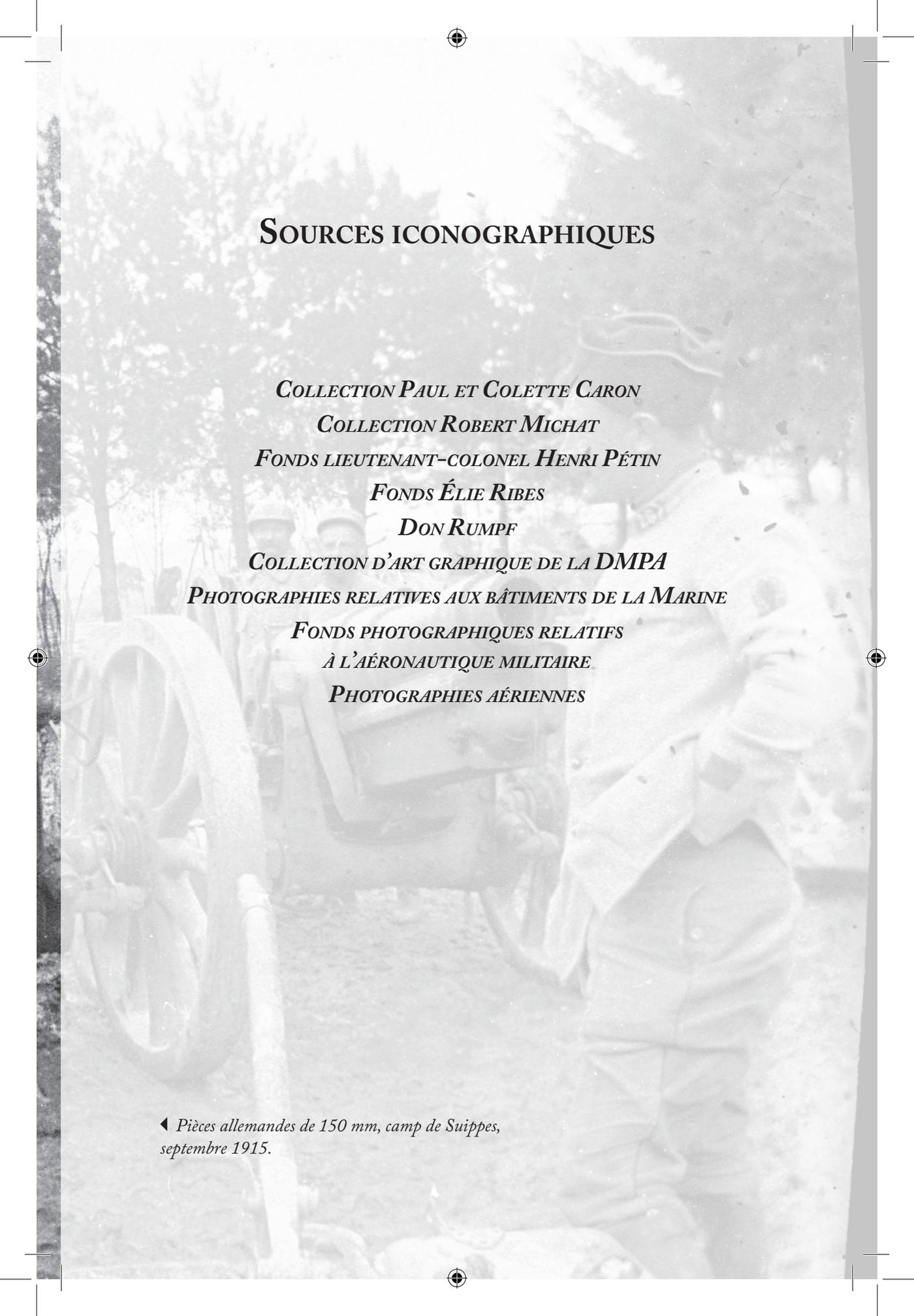
8 Z 160	Frédéric d'ORLÉANS	Engagé au 8 ^e régiment de chasseurs, passé dans l'aviation en 1917 et affecté comme observateur aux escadrilles 52 puis 54.
8 Z 140	Colonel André PACOT	Mobilisé dans l'infanterie et passé dans l'aviation en 1916 ; affecté comme pilote successivement dans les escadrilles N 593, N 350, N 462 et SPA 83
8 Z 213	Capitaine Henri PAGNY	Engagé en 1914 comme mécanicien d'avion, breveté pilote en 1915 et affecté à l'escadrille MF 13. Breveté observateur bombardier de nuit en 1918 et affecté à l'escadrille 25.
8 Z 131	René PATAY	Artilleur passé à l'aviation en 1918 ; pilote affecté à la SPA 26.
8 Z 241	Jacqueline PELLETIER-DOISY	Témoignage sur son père, le général Georges Pelletier-Doisy, pilote aux escadrilles HF 19, MS 12, N 69 et SPA 69.
8 Z 157	Commandant Jean-Marie PETIT	Artilleur, passé à l'aviation comme observateur à l'escadrille MF 8 puis C 39 en 1916 ; breveté pilote et affecté la SPA 53 ; nommé commandant de la BR 218, puis de l'escadrille 138.
8 Z 137	Gaston PETIT	Mobilisé en 1915 dans les hussards ; breveté pilote en 1917 et affecté à la SAL 52.
8 Z 224	Marcel PETITCOLIN	Mobilisé dans l'aérostation en 1914.
8 Z 718	Charles PIAT	Engagé en 1914 comme mécanicien dans l'aérostation.
8 Z 434	Marie-Louis PLANSON	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 ; pilote affecté à l'escadrille 216.
8 Z 442	Léon POIRIER	Affecté dans l'infanterie coloniale en Orient en 1916, puis passé à l'aviation en 1917.
8 Z 426	Marcel PONSIN	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917 et affecté en Orient au 3 ^e groupe d'aviation.
8 Z 028	Lieutenant-colonel Joseph POULIQUEN	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917 et affecté comme pilote à l'escadrille 128.
8 Z 172	Capitaine de corvette Jean POUYER	Officier de marine, breveté pilote d'avion et d'hydravion en 1915, puis envoyé sur le front d'Orient.
8 Z 171	Octave PROUST	Breveté pilote en 1915 et affecté à l'escadrille MF 210, puis au 4 ^e régiment d'observation.
8 Z 058	Jean-Michel RENAITOUR	Breveté pilote en 1915 et affecté dans le bombardement de nuit à l'escadrille VB 125 puis à l'escadrille des Cigognes.

8 Z 699	Benjamin RENARD	Engagé en 1916 dans l'artillerie, passé à l'aviation en 1917 comme pilote à la N 94.
8 Z 307	Esther RICHARD	Engagé dans les hussards, passé à l'aviation en 1918.
8 Z 189	Jacques RIME	Breveté pilote en 1916 et affecté à l'escadrille BR 11.
8 Z 151	Lieutenant-colonel Albert RIPOCHE	Artilleur envoyé à Salonique ; passé à l'aviation en 1917, breveté pilote en 1918 et affecté à la BR 207.
8 Z 266	Commandant Louis RISACHER	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1916 et affecté à l'escadrille des Cigognes avec Guynemer.
8 Z 329	Colonel Marcel ROBERT	Passé du 8 ^e régiment de chasseurs à l'aviation en 1916 ; pilote à l'escadrille 561 sur le front italien ; affecté en 1918 à la SPA 124.
8 Z 136	Colonel ROMANS-PETIT	Engagé volontaire dans les chasseurs alpins : passé dans l'aviation en 1918 comme observateur.
8 Z 034	Jacques ROQUES	Breveté pilote en 1916 et affecté à la N 48 en 1917. As de guerre.
8 Z 187	Jean ROSSIGNOL	Passé de la cavalerie à l'aviation comme observateur en 1916 à la SAL 6.
8 Z 107	Colonel Maurice ROTIVAL	Mobilisé dans l'infanterie, passé dans l'aviation en 1916 ; observateur à l'escadrille MF 33, puis pilote, commandant de la BR 257 ; affecté comme officier de liaison auprès des Américains.
8 Z 173	Colonel Alfred ROUGEVIN-BAVILLE	Engagé au 21 ^e régiment de dragons : passé à l'aviation en 1915, commandant de l'escadrille SPA 99.
8 Z 505	Jean ROUMENS	Artilleur passé à l'aviation comme observateur à la C 47.
8 Z 029	Lieutenant-colonel Gilbert SARDIER	Engagé en 1914 au 5 ^e régiment de chasseurs d'Afrique et passé à l'aviation en 1915 ; affecté comme pilote à l'escadrille 77, puis commandant de la SPA 48. As de guerre.
8 Z 209	Robert SARKIS	Engagé dans l'artillerie en 1916, passé à l'aviation comme pilote à la SPA 84, puis au GC 13 et à la 2 ^e escadre de chasse.
8 Z 506	Jean SARRAZIN	Mécanicien à la SPA 73 puis SPA 95.
8 Z 489	Raymond SIRETTA	Mécanicien à l'escadrille de bombardement 66 en 1915.

8 Z 193	Géo STROHM	Engagé au 1 ^{er} régiment de chasseurs africains, détaché au service de l'aéronautique du Maroc.
8 Z 022	Lieutenant Paul TARASCON	Pilote au 2 ^e groupe d'aviation, à l'escadrille 3 puis 62. As de guerre.
8 Z 139	Gaston TEISSERENC	Artilleur, breveté pilote en 1915 et affecté à l'escadrille C 43. Fait prisonnier en Allemagne.
8 Z 051	Charles TILLON	Marin affecté en 1916 en Orient où il prend part aux mutineries de la mer Noire.
8 Z 159	André VACHER	Mécanicien à l'escadrille V 14 puis VB 101.
8 Z 311	René VAN DER DORPE	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1917 et affecté à l'escadrille 152.
8 Z 389	René VICAIRE	Passé de l'artillerie à l'aviation en 1914 ; affecté à l'escadrille DO 22, puis envoyé sur le front d'Orient à l'escadrille T 90.
8 Z 200	Maurice VIGNEAUX	Affecté en 1914 à la 21 ^e compagnie d'aérostation.
8 Z 054	Commandant Armand VIGUIER	Mobilisé au 10 ^e régiment de dragons ; passé à l'aviation en 1915 et affecté successivement comme pilote dans les escadrilles VB 107, SPA 150, SPA 15 et SPA.
8 Z 356	André VINTEJOUX	Affecté en 1917 au détachement d'aviation de Kiev (Ukraine).
8 Z 026	Lieutenant-colonel Robert WADDINGTON	Passé de l'infanterie à l'aviation en 1915 et affecté en 1917 successivement aux escadrilles 12, SPA 154 et, en 1918, SPA 31. As de guerre.
8 Z 073	Paul-Louis WEILLER	Affecté dans l'artillerie, puis détaché dans l'aviation pour des missions d'observation à l'escadrille V 21.
8 Z 244	Jean WIENER	Aérostier en 1914, affecté au camp retranché du Bourget.







SOURCES ICONOGRAPHIQUES

COLLECTION PAUL ET COLETTE CARON

COLLECTION ROBERT MICHAT

FONDS LIEUTENANT-COLONEL HENRI PÉTIN

FONDS ÉLIE RIBES

DON RUMPF

COLLECTION D'ART GRAPHIQUE DE LA DMPA

PHOTOGRAPHIES RELATIVES AUX BÂTIMENTS DE LA MARINE

FONDS PHOTOGRAPHIQUES RELATIFS

À L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES

◀ *Pièces allemandes de 150 mm, camp de Suippes,
septembre 1915.*



LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DANS LES FONDS ICONOGRAPHIQUES DU SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE

Riches de plus de 20 000 plaques de verre et plus de 10 millions de cartes postales, photographies, dessins et affiches, qui couvrent une période allant de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'au début du XXI^e siècle, les collections et fonds iconographiques conservés par le Service historique de la Défense sont autant de témoignages visuels sur l'histoire et la vie militaire, mais aussi sur des pays et des hommes rencontrés au cours de campagnes parfois lointaines. Parmi ce vaste ensemble, les images de la Première Guerre mondiale occupent une large place, essentiellement grâce aux dons et acquisitions qui l'ont enrichi et continuent encore de l'augmenter.

En effet, si le pouvoir d'évocation de l'image, excellent moyen de propagande, est pris en compte par l'armée qui crée dès mai 1915 le Service photographique des armées (SPA)¹, le SHD ne conserve que quelques tirages des photographies prises par le SPA, dont les archives sont conservées par l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense. La photographie aérienne, qui connaît un développement spectaculaire avec le conflit, constitue une autre production de masse des unités de l'armée française qui n'est parvenue qu'en très faible proportion jusqu'à nous, dispersée par les aléas de l'histoire. Ce sont donc les photographies réalisées par des professionnels mandatés par des entreprises - qui commercialisent avec succès des vues stéréoscopiques du front et des lieux de bataille - mais aussi et surtout par des amateurs dotés d'appareils et de connaissances techniques et esthétiques très disparates, qui constituent la richesse des fonds et collections photographiques du SHD.

Car malgré l'interdiction de photographier dans la zone des armées, la production photographique réalisée sur le front tout au long de la Première Guerre mondiale constitue une masse exceptionnelle, tant par son volume que par la diversité des techniques employées. Les concours de photographie amateur organisés par les journaux tels que *Le Miroir* sont bien connus et témoignent de l'efficacité toute relative de cette interdiction. De fait, la réduction du coût des matériels

¹ V. CHALLÉAT-FONCK, « Le cinéma au service de la Défense, 1915-2008 », *Revue historique des Armées*, n° 252, 2008, p. 3-14. H. GUILLOT, « La section photographique de l'armée et la Grande Guerre », *Revue historique des Armées*, n° 258, 2010, p. 110-117.

nécessaires à la prise de vue et le développement de la photographie instantanée permettent un développement exponentiel de la pratique photographique ; l'ensemble des techniques existantes (sur plaque de verre, papier et négatif souple) sont utilisées pendant ce conflit et représentées aujourd'hui dans les archives gérées par le SHD, et notamment les vues stéréoscopiques² sur plaques de verre, technique utilisée depuis le XIX^e siècle et qui connaît un regain d'intérêt auprès des particuliers et des amateurs.

Il s'agit, au travers des clichés, de montrer la guerre, de parler de l'expérience vécue, ou encore de conserver le souvenir des camarades de tranchée. Rassemblées en albums réunissant une production personnelle ou non, parfois éparses, liées ou non à des documents écrits, ces photographies ont été transmises au SHD par des familles soucieuses de préserver ainsi l'intégrité d'un patrimoine, mais aussi par des collectionneurs s'intéressant à tel ou tel aspect du conflit.

« Parent pauvre » de la photographie, la popularité de la carte postale³, moyen de communication de masse⁴, est également prise en compte par l'armée française dès le début du conflit : les militaires au front bénéficient de la franchise postale, et des cartes postales dédiées sont éditées. Parfois illustrées d'un dessin patriotique, elles sont le plus souvent ornées d'un faisceau de drapeaux. Les éditeurs privés de cartes postales adaptent dans le même temps leur production aux événements et font abondamment photographier les batailles et les villes bombardées sur le territoire français. À partir du mois d'avril 1915, la représentation des lieux bombardés, des champs de bataille, des ouvrages militaires ou des voies de communication endommagées est toutefois soumise à un contrôle. Deux raisons expliquent ce changement : il s'agit à la fois de ne pas faciliter le renseignement ennemi et de ne pas démoraliser l'arrière. De la même manière, à partir de cette date, les noms de localités représentées doivent être occultés par les soldats pour ne pas fournir de renseignement sur le mouvement des troupes.

² Paire de vues photographiques prises l'une à côté de l'autre sous un angle très légèrement différent. Bien que vues séparément par chaque œil dans un viseur stéréoscopique, les deux images semblent se combiner pour donner l'illusion des trois dimensions.

³ D. BÉNARD et B. GUIGNARD, *La carte postale : des origines aux années 1920*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2010.

⁴ P. JAY (dir.), *Actes du Colloque la Carte postale illustrée, Chalon-sur-Saône, les 6-7-8 mai 1977*, Chalon-sur-Saône, Musée Nicéphore Niepce, 1977. En France, en 1899, huit millions de cartes ont été imprimées ; en 1910, ce seraient cent vingt-trois millions (A. KYROU, *L'Âge d'or de la carte postale*, Paris, A. Balland, 1975). De la même manière, avant 1900, il faut environ trois jours pour qu'une carte soit éditée ; en 1909, une carte événement peut être publiée dans les heures suivant la prise de vue.

Ces recommandations, tout comme la censure, furent relativement inefficaces, les cartes postales n'étant examinées qu'après leur mise en vente⁵.

En 1916, l'armée se dote d'un bureau de presse, ainsi que d'un service de documentation rattaché au grand état-major : une deuxième évolution de la production est sensible à partir de cette date. La carte postale véhicule, par nature, un message préétabli, qui révèle à la fois les multiples états d'esprits individuels, mais également une volonté institutionnelle : par la mise en œuvre d'une production massive, on pouvait espérer une large diffusion des images au sein de la population civile et l'appropriation, par cette population, des thèmes développés. La carte postale place ainsi les combats au sein de la sphère privée et contribue à l'élaboration de la « culture de guerre ». Le simplisme de la propagande véhiculée par la carte postale a depuis souvent été décrié, mais la production de cartes postales « bellicistes » répond également à une attente de la population.

De cette production, le SHD conserve aujourd'hui des ensembles considérables, transmis avant tout par des collectionneurs, comme Robert Michat, dont la collection, qui rassemble près de 30 000 cartes postales, est consacrée pour moitié à ce conflit dans tous ses aspects, tandis que messieurs Adam, Dousset, Landais et Moreau se sont avant tout intéressés aux images des bâtiments des marines françaises et étrangères.

L'utilisation de ces nouvelles technologies n'efface pas le recours à des pratiques picturales plus anciennes, comme la gravure, le dessin et la peinture. La Grande Guerre voit ainsi le renouveau du panorama de guerre, genre qui avait connu un grand succès tout au long du XIX^e siècle, au travers notamment du *Panorama de la Guerre*, peint par l'atelier Carrier-Belleuse, dont le SHD conserve près de 300 dessins préparatoires.

Le SHD conserve enfin quelques œuvres d'artistes restés à l'arrière, parmi lesquels on citera Georges Scot ou Maurice Taquoy. Mais ses collections sont surtout riches de dessins et croquis tracés dans les tranchées, regroupés dans des carnets ou illustrant des journaux de marche, œuvres de simples soldats parfois doués d'un talent indéniable : l'instituteur Élie Ribes nous a ainsi laissé quatre carnets réunissant plus d'une centaine de dessins particulièrement évocateurs.

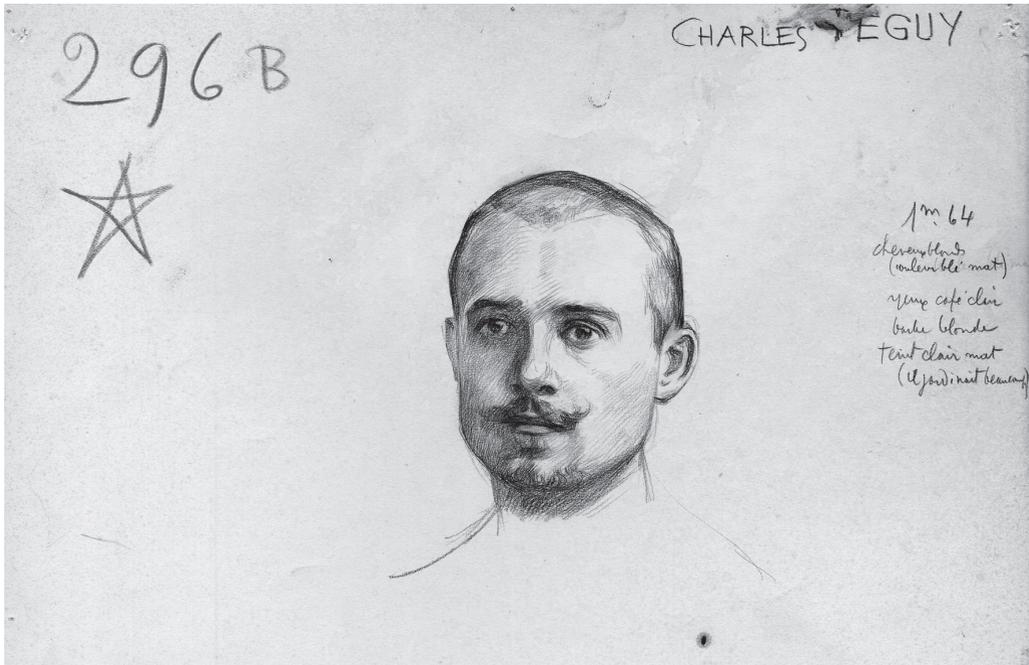
Mathilde MEYER-PAJOU

⁵ L. GERVEREAU, *Les images qui mentent : histoire du visuel au XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2000, p. 89.

AVERTISSEMENT

Les fiches qui suivent présentent quelques-uns des fonds et collections les plus marquants conservés par le SHD, sans pour autant épuiser toute la richesse des images relatives à la Première Guerre mondiale dont il est le gardien, rassemblées par les photothèques des anciens services historiques de l'armée de Terre, de la Marine, de l'armée de l'Air et de la Gendarmerie nationale, désormais réunies en une seule entité.

De par leur ampleur et la date parfois récente de leur entrée dans les collections du SHD, tous ne sont pas également accessibles, les instruments de recherche étant en cours de constitution. Enfin, si ces fonds et collections iconographiques sont librement communicables, ils ne sont pas encore tous tombés dans le domaine public et leur reproduction se fait dans le respect du droit d'auteur.



*Pierre Carrier-Belleuse (atelier), portrait de Charles Péguy.
Dessin préparatoire au crayon, [1914-1918].*

SHD/GR, 2 K 230

COLLECTION PAUL ET ODETTE CARON

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 2 K 230
<i>Niveau de description</i>	Collection
<i>Importance matérielle</i>	318 dessins rangés dans 4 cartons
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1920

Notices biographiques

Fils du sculpteur Albert-Ernest Carrier-Belleuse, Pierre Carrier-Belleuse (1851-1932), reconnu pour ses portraits de danseuses, expose au Salon à partir de 1875. Il est l'auteur d'un premier panorama peint, *l'Apparition de la Sainte Vierge à Bernadette, apparition appelée Miracle du Cierge*.

Auguste François Marie Gorguet (1862-1927) a quant à lui été formé chez les grands maîtres de la fin du XIX^e siècle, Boulanger, Gérôme et Bonnat. On connaît de lui des photographies dans son atelier lors de la réalisation du *Panthéon de la guerre*.

Jehan Testevuide, pseudonyme de Jean Saurel (1873-1922), collabora à des revues, dont le *Monde illustré*.

Historique de la conservation

Ce fonds, composé de deux entités distinctes, est un legs de Paul et Odette Caron. Seule la présence d'un tampon « Collection Paul et Odette Caron » sur chacun des dessins a permis d'identifier cet ensemble et de leur attribuer.

Présentation du contenu

- Un ensemble de 280 portraits de militaires, en buste ou en pied, fragment des milliers d'esquisses préparatoires au *Panthéon de la Guerre*.

Plusieurs mains, celles des dessinateurs de l'atelier Carrier-Belleuse-Gorguet, semblent s'être relayées pour effectuer cet ensemble d'esquisses, portraits de militaires au crayon noir réalisés à partir de photographies du Service cinématographique de l'Armée. Sur chaque feuille ont été ajoutées des annotations relatives à la taille, à la couleur des yeux ou des cheveux, mais également aux actes de bravoure, et le plus souvent aussi à la mort au combat de chacun de ces soldats.

Le *Panthéon de la guerre*, fresque circulaire gigantesque, réalisé sur une idée de Pierre Carrier-Belleuse à l'issue de la bataille de la Marne, fut présenté à Paris de 1918 à 1927. Peint entre 1914 et 1918, son sujet évolue tout au long des années de guerre : le projet de 1914 se voulait glorification patriotique des combattants. Le panorama de 1918 s'articule autour de deux points d'orgue : le Temple de la gloire et le Monument aux morts. Dans un décor architecturé néo-grec, des monuments aux morts rythment et séparent les représentations des nations victorieuses : pour chacune, les héros civils et militaires sont entourés de la nation en armes ; le spectateur se trouvait ainsi au centre de cette foule.

Le *Panthéon de la guerre* est ensuite vendu aux États-Unis. Il est racheté en 1956 par un collectionneur, William Haussner, qui en fait don en 1957 à Daniel Mac-Morris, peintre réputé de Kansas-City et ancien élève de Gorguet. Le panorama fut alors découpé et réduit : il n'en reste aujourd'hui que des morceaux épars.

- Une série de 38 caricatures, signées Testevuide, croquent à plusieurs reprises « le chef », « le toubib », les télécommunications, mais également « le peintre aux armées ».

Sources complémentaires

SHD/GR, 2 K 148, article 81 : dix-huit cartes postales du *Panthéon de la guerre* signées par P. Carrier-Belleuse et A.-F. Gorguet.

SHD/GR, 1 K 218, article 7 : un second exemplaire des estampes de Jehan Testevuide est conservé au SHD sous forme d'un volume relié.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable
Consultable sur rendez-vous

Instrument de recherche

État des fonds iconographiques consultable en salle de lecture dédiée.

Auteur de la notice Mathilde MEYER-PAJOU

COLLECTION ROBERT MICHAT

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 2 K 148
<i>Niveau de description</i>	Collection
<i>Importance matérielle</i>	94 albums dont 46 consacrés à la Première Guerre mondiale, soit environ 15 000 cartes postales
<i>Dates extrêmes</i>	1800-1945

Historique de la conservation

Don en octobre 1997 de madame Colette Michat d'un ensemble de cartes postales rassemblées par son mari, Robert Michat, collectionneur passionné de cartes postales militaires.

Présentation du contenu

Robert Michat avait classé ses cartes postales au fur et à mesure de ses achats dans des classeurs selon une logique à la fois chronologique et thématique qui a été préservée.

Les cartes postales du fonds Michat constituent une véritable encyclopédie de la Première Guerre mondiale : elles illustrent aussi bien les différents champs de bataille que les ruines et désastres liés à la guerre, les fêtes de la victoire en 1919, ou toutes les scènes de la vie quotidienne. Il couvre également les armées étrangères et la propagande des alliés. La présence de cartes postales humoristiques et de caricatures fait la richesse de cette collection.

Sources complémentaires

SHD, Guerre, 2 K 247 : don Rumpf, pour le traitement par la photographie des mêmes thèmes.

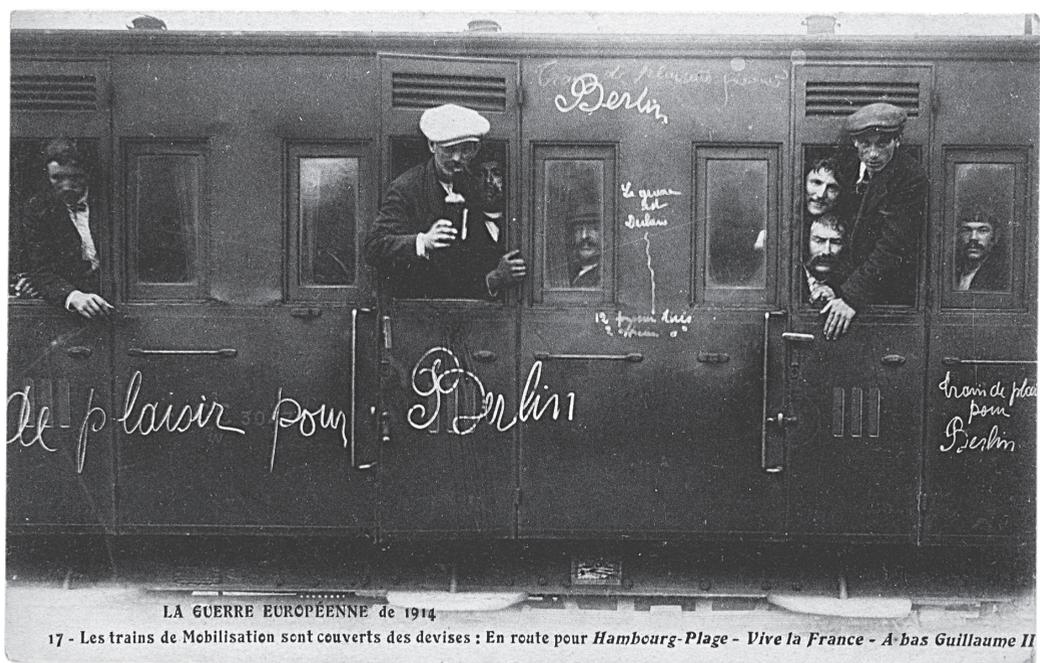
<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable Consultable sur rendez-vous

Instrument de recherche

F. Dousseau, sous la direction de M. Meyer. *2 K 148 : Fonds Michat. Répertoire numérique détaillé.* Vincennes : SHD, 2010.

Auteur de la notice

Mathilde MEYER-PAJOU



« *La guerre européenne de 1914.*

17 - Les trains de mobilisation sont couverts des devises :

En route pour Hambourg-Plage – Vive la France – À bas Guillaume II. »

Carte postale, 1914.

SHD/GR, 2 K 148

FONDS LIEUTENANT-COLONEL HENRI PÉTIN

<i>Référence</i>	SHD, Guerre, 2 K 60
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	2 170 tirages positifs, certains en double
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1918

Notice biographique

Henri Pétin a été affecté durant toute la durée de la Première Guerre mondiale au 15^e bataillon de chasseurs à pied (basé à Remiremont), avec le grade d'adjudant puis de lieutenant.

Historique de la conservation

Ce fonds est constitué de photographies prises par le lieutenant-colonel Pétin auxquelles sont jointes d'autres photographies d'amateurs. Parmi ces dernières, un grand nombre porte la mention de provenance « collection Noblet » ; il pourrait s'agir du lieutenant Noblet affecté dans la même compagnie de chasseurs que le donateur. Les tirages ont été légendés par le photographe, puis classés par lui ou selon ses vœux ; ce classement chronologique a été conservé.

Présentation du contenu

Les tirages positifs noir et blanc qui composent ce fonds ont pour la plupart été légendés de manière très précise par leur auteur. Ils suivent la carrière militaire singulière d'Henri Pétin. Rappelé par l'ordre de mobilisation générale du 2 août 1914, il est affecté au 15^e bataillon de chasseurs à pied. Nommé adjudant en septembre 1914 à la suite des lourdes pertes de l'été, il est promu capitaine à titre temporaire en juillet 1916.

Le classement chronologique du fonds permet également de suivre le parcours d'une unité à forte identité, le 15^e bataillon de chasseurs (d'abord bataillon de chasseurs à pied puis bataillon alpin), unité d'affectation d'Henri Pétin pour toute la durée de la guerre. Les clichés, œuvre d'un amateur éclairé, ont été pris en Alsace en 1915 et 1916, puis sur le front italien en 1917 et 1918. On y voit également les destructions de Reims, la Somme en 1916, le Chemin des Dames en 1917 et les offensives en Picardie en 1918, et enfin les débuts de l'occupation française en Allemagne.

Sources complémentaires

SHD/GR, 8 Y° 52126 : dossier de carrière.

SHD/GR, 2K 92, Musée du Chasseur : fonds de photographies.

Lieu de conservation

CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable

Consultable sur rendez-vous

Instrument de recherche

Répertoire numérique détaillé en cours (2013) d'achèvement.

Auteur de la notice

Mathilde MEYER-PAJOU



Au sommet du Hartmannswillerkopf.

Tirage positif noir et blanc, 1915.

SHD/GR, 2 K 60

FONDS ÉLIE RIBES

<i>Référence</i>	SHD, DE 2011 PA 45, fonds Ribes - Ducos
<i>Niveau de description</i>	Fonds
<i>Importance matérielle</i>	4 carnets de dessin
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1915

Notice biographique

Élie Ribes est né en 1886 dans les Hautes-Pyrénées. Après son service militaire effectué en 1906-1907, il termine sa formation et devient instituteur. Il élabore notamment une *Méthode de dessin à l'usage des enfants*. Mobilisé en août 1914 à la 30^e compagnie du dépôt du 212^e régiment d'infanterie, il meurt lors d'un congé de convalescence le 9 novembre 1917, laissant une veuve et une fille de 4 mois. Il fut déclaré mort pour la France.



Élie Ribes,
« Devant la glace ».
Dessin au crayon,
avril 1915.

SHD/DE, 2011 PA 45

Historique de la conservation

Les dessins ont été conservés par la veuve d'Élie Ribes. En 2011, madame Marie-Thérèse Ducos en fait don au SHD par l'intermédiaire du général Jean Moreau.

Présentation du contenu

Les quatre carnets de dessin contiennent 113 dessins, au crayon à mine et à l'encre, et 80 aquarelles et dessins aquarellés. Quelques uns représentent des paysages de l'avant-guerre. La grande majorité des dessins montre la guerre sur le front de Lorraine à partir du mois d'août 1914 et jusqu'à l'été 1915 : de nombreux relevés topographiques aquarellés de grande qualité, des croquis de détail, des portraits de camarades, des scènes de la vie quotidienne, souvent légendés avec soin, composent cet ensemble.

Sources complémentaires

SHD/GR, 26 N 715 : journal de marche et opérations du 212^e régiment d'infanterie.

Consultable sur le site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr⁶

Archives départementales des Hautes-Pyrénées :

- 1 T 524 : dossier administratif d'Élie Ribes ;
- série M : fiche matricule d'Élie Ribes dans le registre matricule de l'année 1906.

Lieu de conservation

CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable
Consultable sur rendez-vous

Instrument de recherche

État des fonds iconographiques consultable en salle de lecture dédiée.

Auteur de la notice

Benjamin DOIZELET

⁶ Voir également *Historique du 212^e régiment d'infanterie*, Paris, Lavauzelle, 1920, 36 p. (consultable sous les cotes : SHD/GR, 26 N 1736 et SHD, bibliothèque, A2g2671).

DON RUMPF

Référence	SHD, Guerre, 2 K 247
Niveau de description	Fonds
Importance matérielle	50 286 tirages positifs et 3 374 plaques de verre et négatifs souples répartis en 240 cartons dont 50 consacrés à la Première Guerre mondiale
Dates extrêmes	[v. 1890] – [v. 1940]

Notice biographique

Victor Forbin, né à Paris le 1^{er} octobre 1864 et mort à Clamart le 29 janvier 1947, fut un grand voyageur, un journaliste, un écrivain populaire et un vulgarisateur scientifique⁷. Employé de mairie dans un premier temps, il occupa à partir de 1890 un poste de secrétaire d'une compagnie minière qui lui permit de partir en Colombie. Il passa ensuite un an en Haïti, et assista au percement du canal de Panama. Il fit également de nombreux voyages au Canada, qu'il traversa d'une extrémité à l'autre.

Ses voyages lui fournirent la matière pour des romans⁸ ; son attrait pour la science fut également à l'origine de nombreuses publications⁹ et d'investissements dans le pétrole au Canada ; un voyage en Irak fut aussi lié à son intérêt pour cette énergie fossile¹⁰.

Journaliste, il collabora à diverses revues, dont *le Petit Journal*, *La Revue des deux mondes*, *Sciences et voyages* et *L'Illustration*. Pour alimenter ses écrits, il entreprit de collecter des photographies auprès des agences de presse et des services photographiques des différentes armées, mais aussi d'amateurs qui lui adressaient leurs clichés. Il en fit également commerce en tant que reporter et correspondant photographique pour des organes de presse britanniques et américains.

Cet homme de lettres et globe-trotter fut actif jusqu'à sa mort.

⁷ Acte de naissance de V. Forbin, Archives de Paris (registre V4E 1842, p. 29, consultable sur internet <http://canadp-archivesenligne.paris.fr>).

⁸ Notamment : *Les fiancées du soleil*, Paris, Lemerre, 1923 ; *La fée des neiges, roman esquimau*, Baudinière, 1926 ; *Deux Cœurs dans la jungle*, Hachette, 1929 ; *Un coureur d'aventures vous raconte sa vie*, J. Susse, 1946.

⁹ *Le Pétrole dans le monde*, Payot, 1940 ; *L'Or dans le monde*, Payot, 1941.

¹⁰ Robert CORNEVIN (dir.), *Hommes et destins*, tome X, *Amérique*, Paris, Académie des Sciences d'outre-mer, 1995, p. 209-210.

Historique de la conservation

Victor Forbin conservait cette importante collection de photographies, qu'il avait lui-même triée et classée, dans une pièce de son pavillon, à Clamart (Hauts-de-Seine). Laissée dans son domicile, la collection fut vendue avec celui-ci après son décès et changea de propriétaires à deux reprises avant d'être remise au SHAT par la nouvelle propriétaire du pavillon, madame Michèle Rumpf, en juillet 2000 et avril 2001.

À son arrivée au Service, le fonds était partiellement désorganisé. Le classement originel du producteur a été restitué dans la mesure du possible, à partir des titres de rubriques qu'il avait définis. Ceux-ci, quoique parfois datés du point de vue lexical, ont été conservés.

Présentation du contenu

Cinquante cartons sont exclusivement consacrés à la Première Guerre mondiale. Le classement suit également une logique géographique, par pays ou zone de conflit, à l'exception de quelques dossiers thématiques. Parmi les dossiers thématiques sont évoqués, entre autres, la vie quotidienne au front et à l'arrière, les femmes et les enfants pendant la guerre, les personnalités de chaque nation belligérante, les destructions ou encore le tourisme d'après-guerre.

Un petit tiers de ces cartons dépeint le front d'Orient. Les armées alliées canadiennes et américaines, ainsi que la Grande-Bretagne et son empire, particulièrement l'Inde et l'Australie, sont très bien représentés.

Sources complémentaires

SHD/GR, 2 K 148 : fonds Michat.

Ce fonds présente les mêmes thématiques vues par les éditeurs de cartes postales.

Lieu de conservation

CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable
Consultable sur rendez-vous

Instrument de recherche

M. Aubry, sous la direction de M. Meyer. 2 K 247 : *Fonds Rumpf. Archives photographiques de Victor Forbin : répertoire numérique détaillé*. Vincennes : SHD, 2010.

Auteurs de la notice

Mathilde MEYER-PAJOU
Muriel AUBRY



*Pièces d'artillerie face à l'Acropole d'Athènes.
Tirage positif noir et blanc, vers 1916.*

SHD/GR, 2 K 247

COLLECTION D'ART GRAPHIQUE DE LA DMPA

<i>Référence</i>	SHD, Défense, 2012 PA 26
<i>Niveau de description</i>	Collection
<i>Importance matérielle</i>	618 œuvres
<i>Dates extrêmes</i>	1914-1920

Historique de la conservation

Collection acquise dans les années 1980 par le secrétariat d'État aux Anciens Combattants, versée au SHD par la direction de la Mémoire, du patrimoine et des archives au printemps 2012.

Présentation du contenu

Cette collection d'art graphique, composée d'affiches, d'estampes (gravures, lithographies), de dessins au crayon, d'aquarelles et de gouaches, de formats très variés, rassemble des œuvres d'anonymes et de 90 artistes identifiés. Parmi ceux-ci, les plus représentatifs sont Lucien Jonas, Georges Scott, Georges Bruyer, Maurice Taquoy, Ricardo Florès et Charles Fouqueray.

Les œuvres qui la composent disent toute l'ampleur du drame collectif et toute la force du choc vécu par chaque artiste pendant le conflit, tant au front qu'à l'arrière.

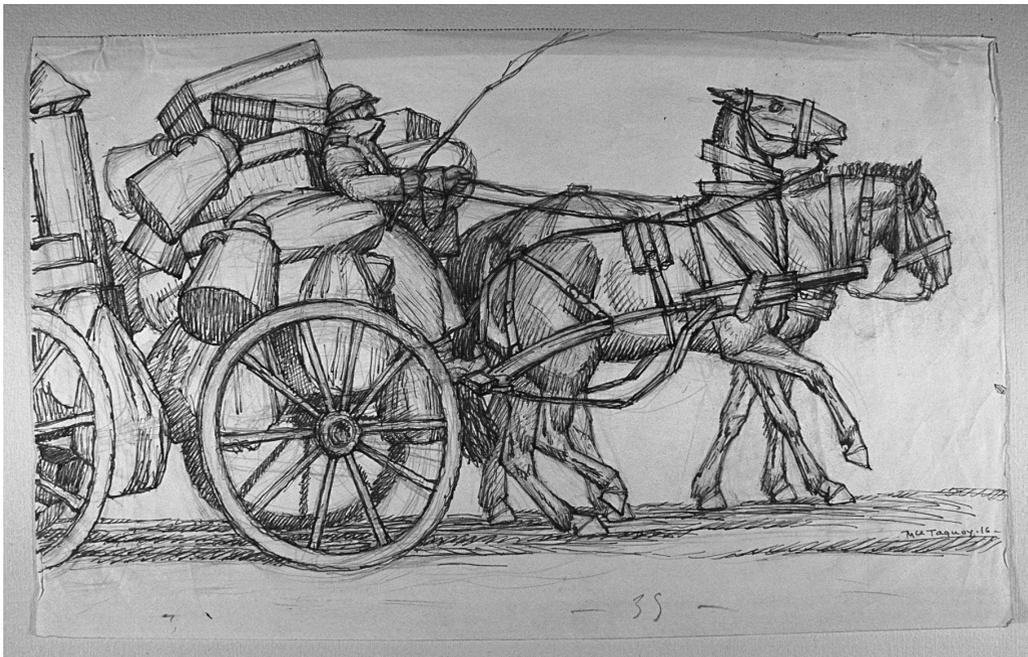
Une sélection de ces œuvres a été publiée dans l'ouvrage *Croquis et dessins de Poilus. Une collection du ministère de la Défense*, Paris, Somogy/DMPA, 2002.

Sources complémentaires

SHD/GR, 2 K 270 : collection d'œuvres graphiques, 99 dessins et estampes (1914-1919).

SHD/GR, 2 K 271 : fonds d'affiches (1914-1960).

<i>Lieu de conservation</i>	CHA, Vincennes
<i>Conditions d'accès</i>	Librement communicable Consultable sur rendez-vous
<i>Instrument de recherche</i>	Inventaire en cours (2013) de réalisation
<i>Auteur de la notice</i>	Benjamin DOIZELET



*Maurice Taquoy, « La cuisine roulante ».
Dessin à la plume et à l'encre sur crayon, 1916.
SHD/DE, 2012 PA 26 (TAQ_003)*



*Sous-marin UC allemand échoué sur la plage de Wissant en 1917.
Plaque de verre, 1917.*

SHD/MV, 303 GG², fonds Bersihand, numéro 12

PHOTOGRAPHIES RELATIVES AUX BÂTIMENTS DE LA MARINE

Référence SHD, Marine (Vincennes), sous-séries GG² et série COLL ; Marine (Lorient, Toulon), série U ; Marine (Brest), sous-série 9S ; Marine (Cherbourg), série FI

Niveau de description Fonds et collections

Importance matérielle Plusieurs dizaines de milliers de pièces

Dates extrêmes 1914-1918

Nom du producteur

Collectionneurs privés et Service historique de la Marine

Historique de la conservation

La plupart des collections décrites ici ont été constituées par des collectionneurs privés qui, à l'approche de leur mort, ont choisi de remettre au Service historique les ensembles constitués tout au long de leur vie. La bibliothèque centrale de la Marine, à Vincennes, a ainsi acquis le fonds Dousset en 1990 et le fonds Moreau en 2004, tandis que le docteur Henri Landais a remis sa collection à Lorient en 1990.

Une autre partie des fonds évoqués a été constituée par le Service historique de la Marine, essentiellement par achat à Cherbourg et Toulon.

Quant aux séries COLL, à Vincennes, ce sont des collections iconographiques constituées de photographies dont l'origine, privée ou publique, n'a pas pu être déterminée et qui ont été réunies en collections thématiques.

Présentation du contenu

Les deux collections factices conservées au CHA à Vincennes, ainsi que les quatre grands fonds iconographiques privés Adam, Landais, Dousset et Moreau, ont pour point commun d'être constitués pour l'essentiel de photographies et de cartes postales de bâtiments français et étrangers, dont une grande partie ont été actifs pendant la Première Guerre mondiale. Ces collections offrent un très large panorama visuel des navires de cette période. Les fonds conservés à Toulon, comme le fonds Dousset à Vincennes, portent la marque des ateliers

photographiques Marius Bar, principal éditeur français de cartes postales et de photographies maritimes.

Le fonds Bersihand, conservé à Vincennes, porte aussi sur les marins et les ports pendant la Première Guerre mondiale.

Brest

SHD/MB, série S *Entrées par voie extraordinaire*

SHD/MB, sous-série 9 S *Fonds Adam*

Plusieurs milliers de photographies et cartes postales de bâtiments actifs pendant la Première Guerre mondiale.

SHD/MB, série U *Documents figurés*

U 1-170 : photographies du *Desaix*, 1914-1916.

Cherbourg

SHD/MC, série Fi *Documents figurés*

SHD/MC, sous-série 1 Fi *Plans, dessins et gravures entrés par voie extraordinaire*

SHD/MC, sous-série 2 Fi *Collection de cartes postales de bâtiments de la Flotte*

SHD/MC, sous-série 3 Fi *Collection de photographies de format supérieur à 24 x 30 cm*

SHD/MC, sous-série 4 Fi *Collection de photographies de format inférieur à 24 x 30 cm*

Lorient

Collection du docteur Landais comptant plusieurs milliers de cartes postales sur des bâtiments actifs pendant la période (classés par classes, types et unités).

Toulon

SHD/MT, série U *Documents figurés*

1 U¹ 1-856 : vues au format 10 x 15 cm, concernant la vie à bord des bâtiments et photos des unités de la Flotte, xx^e siècle.

1 U² 1-962 : vues au format 13 x 18 cm, concernant la vie à bord des bâtiments et photos des unités de la Flotte, xix^e-xx^e siècles.

1 U³ 1-339 : vues au format 18 x 24 cm, concernant la vie à bord des bâtiments et photos des unités de la Flotte, xix^e-xx^e siècles.

1 U⁴ 1-83 : bâtiments étrangers, xx^e siècle.

11 U 1-53 : exposition « Sous-marins français, 1893-1996 ».

13 U 01-06 : documentation iconographique de Pierre Rouyer sur les navires et marins du xvii^e au xx^e siècle.

<i>SHD/MT, sous-série 22 U 02</i>	<i>Cuirassé Gaulois, 18 mars 1915</i>
<i>SHD/MT, sous-série 35 U</i>	<i>Fonds Troy</i>
<i>SHD/MT, sous-série 39 U</i>	<i>Fonds Petit</i>
<i>SHD/MT, sous-série 41 U</i>	<i>Sous-marin Joessel, vers 1913-1936</i>

Vincennes

SHD/MV, série COLL *Collections factices*

COLL 2 1 : collection factice de plusieurs milliers de photos de bâtiments de la Marine nationale, y compris des bâtiments actifs pendant la Première Guerre mondiale. En cours de recotation. Inventaire en cours.

COLL 2 2 : collection factice de plusieurs milliers de photos de bâtiments de marines étrangères (Allemagne, Angleterre, Russie, Japon, États-Unis), y compris des bâtiments actifs pendant la Première Guerre mondiale. En cours de recotation. Inventaire en cours.

SHD/MV, série GG² *Documents entrés par voie extraordinaire*

294 GG² : fonds Dousset

Plusieurs milliers de photographies et cartes postales de bâtiments actifs pendant la Première Guerre mondiale. En cours de reconditionnement et d'inventaire.

295 GG² : fonds Moreau

Plusieurs milliers de photographies et cartes postales de bâtiments actifs pendant la Première Guerre mondiale (marines de guerre et bâtiments du commerce). En cours de reconditionnement et d'inventaire.

302 GG² : fonds d'origine non connue

Vingt plaques de verre sur la Marine pendant la Première Guerre dont quelques plaques présentant le maréchal Joffre sur le *Lorraine II* en route vers les États-Unis dans le cadre de la mission Joffre-Viviani. Inventaire existant.

303 GG² : fonds Bersihand

Soixante-quatre plaques de verre portant sur les ports, bâtiments et personnel navigant du nord de la France durant la Première Guerre mondiale. Inventaire existant.

316 GG² : fonds de Savignac

Un album de photographies de François de Savignac, officier de Marine, pendant la Première Guerre (batterie montée sur chemin de fer en arrière de Reims en 1915 notamment). Pas d'inventaire détaillé.

Lieu de conservation	CHA, Vincennes, Cherbourg, Brest, Lorient, Toulon
Conditions d'accès	Librement communicable Consultable sur rendez-vous (Vincennes)

Instruments de recherche

Brest

A. Loarer, C. Junges (dir.). *Répertoire numérique du fonds Adam de Brest*. Brest : SHM, 2001.

R. Riou, avec la collaboration d'A.-G. Abarnou, M. Bescond et C. Saliou, sous la direction de C. Junges. *Répertoire numérique de la série U de Brest*. Brest : SHM, 1999.

Cherbourg

G. Désiré dit Gosset. *Répertoire numérique très détaillé de la sous-série 1 Fi de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 2000.

C. Pétereau. *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 2 Fi de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 1998.

C. Pétereau. *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 3 Fi de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 2000.

C. Pétereau. *Répertoire numérique très détaillé de la sous-série 4 Fi de Cherbourg*. Cherbourg : SHM, 2000.

Lorient

Listes descriptives du fonds Landais de Lorient par Daniel Chupeau, s.d.

Toulon

E. Garenne, F. Chenouf et V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 1 U de Toulon*. Toulon : SHD, 2006.

E. Garenne, M. Lacousse. *Répertoire numérique de la sous-série 11 U de Toulon*. Toulon : SHM, 1997.

Matelot Klein, M. Lacousse et V. Mollet. *Répertoire numérique du fonds Rouyer de Toulon*. Toulon : SHM, 1994-1997.

V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 22 U de Toulon*. Toulon : SHM, 1998.

V. Mollet. *Répertoire numérique de la sous-série 35 U de Toulon*. Toulon : SHM, 2003.

V. Mollet. *Répertoire numérique des sous-séries 39 U et 41 U de Toulon*. Toulon : SHD, 2005.

Auteurs de la notice

Alain MORGAT
Sylvie YEOMANS

FONDS PHOTOGRAPHIQUES RELATIFS À L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

<i>Référence</i>	SHD, Air, séries Z et Fi
<i>Niveau de description</i>	Groupe de fonds
<i>Importance matérielle</i>	Plusieurs milliers de photographies
<i>Nom du producteur</i>	Personnel de l'aéronautique militaire

Histoire administrative

En créant en avril 1915 le service photographique de l'armée française et en soumettant les images à une sévère censure, le ministère de la Guerre avait pour objectif de maîtriser l'image, tant dans son contenu que dans sa diffusion. Mais ces mesures trouvèrent leur limite dans le grand nombre d'appareils photographiques amateurs détenus par les combattants qui n'obtempérèrent jamais aux multiples interdictions de port et d'usage de ces appareils dans les zones de combat. Vivant à l'arrière du front dans des conditions moins extrêmes, familiers de la photographie par leurs missions de reconnaissance, nombre d'aviateurs furent de ces photographes amateurs.

Historique de la conservation

Confronté aux lacunes des archives de l'aéronautique militaire, le Service historique de l'armée de l'Air a lancé très tôt auprès des anciens et de leur famille une collecte de sources complémentaires : témoignages oraux et archives privées, parmi lesquelles les photographies occupent une place de choix. Accueillant des dons, il a également reçu en prêt des fonds qui ont fait l'objet d'une copie par contretypage. Ces photographies ont ensuite été classées et indexées pièce à pièce, dans le but de décrire le contenu de l'image : matériel, personnes et environnement.

Présentation du contenu

Tant par le sujet photographié que par le regard porté sur lui, ces photographies amateurs apportent un témoignage extrêmement vivant du quotidien des aviateurs français dans ses multiples facettes : vie au camp, entretien des appareils, préparation et déroulement des missions, mais aussi détente et humour.

Sources complémentaires

Des fonds iconographiques complémentaires se trouvent partagés principalement entre le ministère de la Défense - Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPA-D) et musée de l'Air et de l'Espace - et la Bibliothèque de documentation et d'information contemporaine (Nanterre).

Lieu de conservation

CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable
Consultable sur rendez-vous

Reproduction et diffusion en application des conventions passées avec les donateurs et prêteurs.

Instruments de recherche

F. Véran. *Archives de l'aéronautique militaire de la Première Guerre mondiale : répertoire numérique détaillé de la série A (1914-1919)*. Vincennes : SHD, 2008.

Pour une recherche par mots-clés, le fichier de la photothèque est consultable en salle de lecture.

Auteur de la notice

Agnès CHABLAT-BEYLOT



*Bombardiers Voisin type LA du groupe de bombardement 1
sur le plateau de Malzeville près de Nancy, avril 1915.*

SHD/DE, 2007 PA 155, fonds Claudine Oget

PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES

<i>Référence</i>	SHD, Air, sous-série 1 A
<i>Niveau de description</i>	Groupe d'articles
<i>Importance matérielle</i>	Plusieurs milliers de photographies
<i>Dates extrêmes</i>	1915-1919
<i>Nom du producteur</i>	Unités de l'aéronautique militaire

Histoire administrative

Organisée et développée à partir de 1915, la prise de photographies aériennes par les escadrilles de reconnaissance de l'aéronautique militaire devait répondre aux besoins de l'armée en matière de cartographie et de renseignement. Transmis par les escadrilles aux sections de photographie aérienne, les tirages devaient ensuite être envoyés en nombre, aux organes d'exploitation du renseignement (2^e bureau des états-majors, services de renseignement de l'aéronautique, groupes de canevas de tir aux armées, sections topographiques) et aux « exécutants », corps d'armée, régiments, brigades...

Historique de la conservation

Un souci de classement et de regroupement des photographies s'est très vite manifesté. Dès le 7 janvier 1915, alors que les sections de photographie aérienne sont à peine constituées, une note de l'état-major du grand quartier général des armées de l'Est prescrit la constitution « à l'établissement central du matériel de l'aérostation militaire [d']un service d'archives des documents photographiques recueillis, soit à terre, soit en aéronef, au cours des opérations, par les unités mobilisées de l'aérostation et de l'aviation¹¹ ». Il est toutefois difficile d'apprécier la portée et la mise en pratique de cette instruction.

Une section d'archives est créée ensuite au sein du Service géographique de l'Armée le 1^{er} juillet 1918, avec pour mission la conservation et le classement de tous les documents techniques provenant des groupes de canevas de tir. À côté d'une collection complète de plans directeurs, la section conserve alors 200 000 exemplaires différents de photographies aériennes du front

¹¹ SHD/AI, 1 A 19.

occidental, 20000 pour le front italien et 1000 pour le front de l'armée d'Orient. Mais en 1923, cette collection du SGA est répartie entre les différentes régions militaires : on perd là leur trace. Il n'existe donc plus aujourd'hui de fonds constitué important de photographies aériennes militaires de la Première Guerre mondiale ; celles qui sont conservées le sont de manière dispersée, sous forme de collections constituées *a posteriori*.

Présentation du contenu

Quelques milliers de photographies aériennes de la Première Guerre mondiale sont conservés sous les cotes SHD/AI 1 A 312 à 347. Classées par pays, puis par subdivisions administratives, elles couvrent d'abord les départements du Nord et de l'Est de la France touchés par les combats, ainsi que les villes de la Ruhr, la Belgique et le Luxembourg. À noter également des clichés issus de l'armée française d'Orient, sur la Macédoine et Monastir.

Sources complémentaires

Plusieurs dizaines de clichés figurant parmi les fonds restitués par la Russie sont classés sous la cote AI MO 151.

Les archives des unités, et principalement des divisions de l'armée de Terre, conservées en série GRN, sont le premier gisement où rechercher ensuite d'autres photographies aériennes : elles en renferment en effet un grand nombre, parties intégrantes de dossiers de préparation d'assaut, jointes à des cartes, plans et croquis.

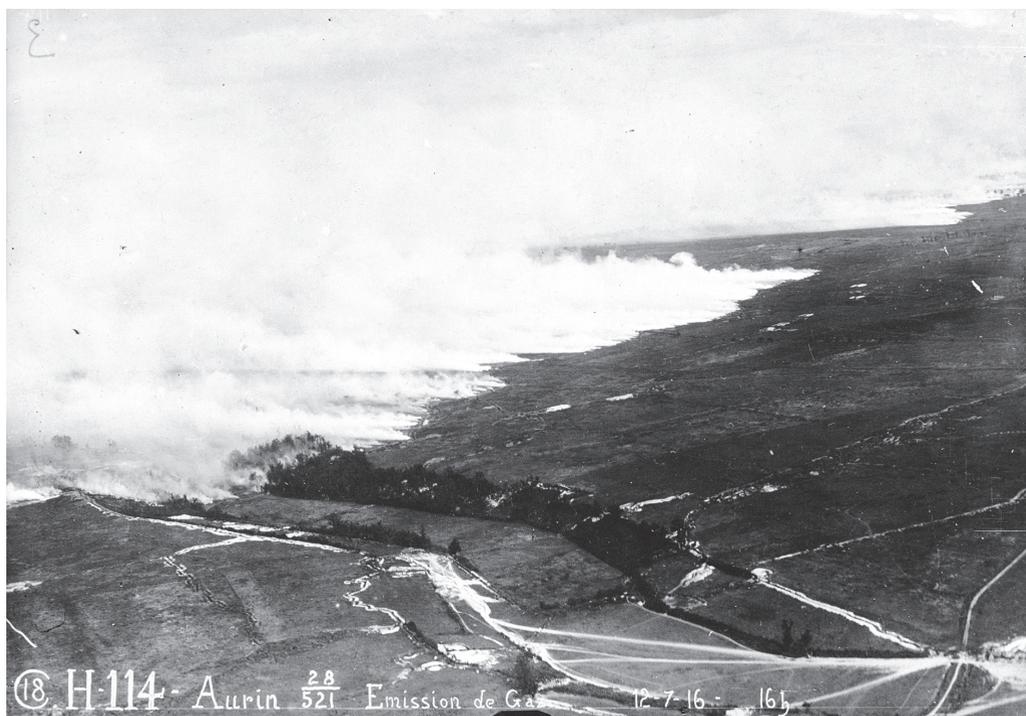
La photothèque du musée de l'Armée est riche de l'ensemble parmi les plus importants conservés, comptant plus de 3000 photographies aériennes sous forme de tirage papier, issues de dons privés. La majeure partie de celles-ci appartient au fonds Charles Hallo : observateur-photographe à partir de l'automne 1915, commandant de la section photographique de la 2^e armée de mars 1918 à la fin du conflit, celui-ci est un des pionniers de la photographie aérienne ; il fit don en 1951 au musée de l'Armée de sa collection de 2000 épreuves de photographies aériennes, complétée de plusieurs centaines de clichés sur la vie de la section photographique de la 2^e armée.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Instrument de recherche

F. Véran. *Archives de l'aéronautique militaire de la Première Guerre mondiale : répertoire numérique détaillé de la série A (1914-1919)*. Vincennes : SHD, 2008.

Auteur de la noticeAgnès CHABLAT-BEYLOT

« L'Échelle Saint-Aurin – Émission de gaz – 12-7-16 ».
Photographie aérienne oblique, 12 juillet 1916.

SHD/AI, 2 Fi

MINISTÈRE DE LA GUERRE

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE — SERVICE HISTORIQUE

LES ARMÉES FRANÇAISES

DANS

LA GRANDE GUERRE

TOME V — 2^E VOLUME

ANNEXES — 2^E VOLUME



7280
40 7223 56

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCXXXVII

MINISTÈRE DE LA GUERRE
SOURCES IMPRIMÉES
ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE — SERVICE HISTORIQUE

LES ARMÉES FRANÇAISES

DANS

LA GRANDE GUERRE

TOME V — 2^e VOLUME

ANNEXES — 2^e VOLUME



7280
40 7223 56

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

◀ Page de titre de l'un des 129 volumes des
Armées françaises dans la Grande Guerre,
ouvrage publié par le Service historique de l'Armée
entre 1922 et 1939.



COLLECTIONS DE MONOGRAPHIES DE LA BIBLIOTHÈQUE DU SHD

<i>Référence</i>	SHD, département de la bibliothèque
<i>Niveau de description</i>	Collection
<i>Importance matérielle</i>	500 000 volumes environ
<i>Dates extrêmes</i>	1500-2013

Nom du producteur

Services historiques de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air, de la Marine et de la Gendarmerie, puis Service historique de la Défense à partir de 2005.

Historique de la conservation

Le département de la bibliothèque du SHD a été constitué par regroupement des bibliothèques des quatre anciens services historiques, elles-mêmes issues de bibliothèques remontant à la Révolution pour celles de la Guerre et de la Marine. Elles avaient bénéficié au fil des décennies de l'apport de bibliothèques dissoutes de garnisons, d'établissements régionaux, d'inspections (du génie, de l'artillerie, etc.) ou de services centraux (service hydrographique), ainsi que de prises sur des armées étrangères ou de dons de chercheurs et de collectionneurs.

Présentation du contenu

Contemporaine du conflit mondial et partie intégrante des ministères, les bibliothèques militaires ont pu collecter, dès leur rédaction, de nombreux documents produits par les armées (instructions techniques, règlements de service, manuels d'utilisation, etc.), ainsi que les études réalisées ensuite par les états-majors et les services historiques. On citera pour exemple l'*Organisation de la défense contre les aéronefs du camp retranché de Paris* et les 107 volumes des *Armées françaises dans la Grande Guerre*, vision monumentale et officielle des opérations terrestres françaises.

Parallèlement, loin de se contenter des productions officielles, les bibliothèques des services ont rassemblé un ensemble presque exhaustif des études publiées par les éditeurs privés, tels que Lavauzelle et Payot.

Elles ont aussi recueilli directement ou indirectement des récits de combattants et d'acteurs du conflit, notamment quelques trois cents témoignages ou souvenirs de marins français. Ainsi, les collections de la bibliothèque du SHD comprennent aujourd'hui de nombreux ouvrages devenus rares concernant la Grande Guerre.

Si les titres en langue française sont majoritaires, ils laissent une large place aux études et témoignages étrangers, ce qui traduit la vocation ancienne des bibliothèques de développer un fonds documentaire important sur les armées et marines des différents belligérants. Parmi les publications allemandes de l'Entre-deux-guerres, on citera *La Guerre navale 1914-1918* et *Der Weltkrieg 1914 bis 1918*, ainsi que de nombreux historiques régimentaires.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès

Librement communicable, à l'exception des ouvrages de la réserve, communicables sur autorisation.

Les historiques régimentaires 1914-1918 sont en ligne sur les sites internet de la Bibliothèque nationale de France (www.gallica.fr) et de la Bibliothèque de documentation et d'information contemporaine.

Les *Armées françaises dans la Grande Guerre* sont quant à elles en ligne sur le site de la BNF.

Instrument de recherche

Catalogue informatisé des bibliothèques accessible sur le site internet du SHD.

Auteurs de la notice Martin BARROS
Alain MORGAT

COLLECTIONS DE PÉRIODIQUES DE LA BIBLIOTHÈQUE DU SHD

<i>Référence</i>	SHD, département de la bibliothèque
<i>Niveau de description</i>	Collection
<i>Importance matérielle</i>	4 500 titres dont 360 titres vivants
<i>Dates extrêmes</i>	XVII ^e - XXI ^e siècles

Nom du producteur

Services historiques de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air, de la Marine et de la Gendarmerie, puis Service historique de la Défense à partir de 2005.

Historique de la conservation

Le département de la bibliothèque du SHD a été constitué par regroupement des bibliothèques des quatre anciens services historiques, elles-mêmes issues de bibliothèques remontant à la Révolution pour celles de la Guerre et de la Marine. Elles avaient bénéficié au fil des décennies de l'apport de bibliothèques dissoutes de garnisons, d'établissements régionaux, d'inspections (du génie, de l'artillerie, etc.) ou de services centraux (service hydrographique), ainsi que de prises sur des armées étrangères ou de dons de chercheurs et de collectionneurs.

Présentation du contenu

Parmi les quelque 4 500 titres conservés par la bibliothèque du SHD, le chercheur s'intéressant à la Grande Guerre pourra tout d'abord consulter les revues contemporaines du conflit comme *L'Illustration*, *Le Miroir*, *La Guerre documentée*, *Le Panorama de la Guerre*, *La Guerre aérienne illustrée*, *L'Aérophile*, *Histoire illustrée de la guerre de 14* et *La Guerre mondiale*, sans oublier *l'Almanach du combattant*, ainsi que leurs équivalents en langue étrangère, comme *l'Illustrierte Zeitung* ou le *Kriegsrundschau*.

Parmi les sources imprimées contemporaines du conflit, il ne faut pas négliger le *Journal officiel de la République française* et le *Bulletin officiel du ministère de la Guerre* dans ses éditions chronologique (BOEC) et méthodique (BOEM), auxquels on ajoutera les bulletins rédigés par les services d'information des états-majors ennemis. Les annuaires

des armées constituent encore une source intéressante, même si leur parution a été irrégulière ou suspendue pendant le conflit.

Pour la période de l'Entre-deux-guerres, les revues institutionnelles, comme la *Revue militaire française*, la *Revue militaire générale* et les revues d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, du génie, de l'intendance et des troupes coloniales, sont riches d'études sur ce conflit.

Enfin, la bibliothèque du SHD met à disposition de ses lecteurs une collection de référence des revues d'histoire militaire françaises, telles la *Revue historique des armées*, la *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, la *Revue internationale d'histoire militaire*, *Guerres mondiales et conflits contemporains*, ou étrangères : le *Journal of Military History*, le *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, *Over the front*, *Cross and Cockade international journal* et *War in History*.

Lieu de conservation CHA, Vincennes

Conditions d'accès Librement communicable

Quelques revues d'avant 1914 conservées par la bibliothèque du SHD ont été mises en ligne sur le site internet www.gallica.fr.

Instrument de recherche

Catalogue informatisé des bibliothèques accessible sur le site internet du SHD.

Auteurs de la notice Nathalie DENOUE
Yvette CARIOU

INDEX DES MATIÈRES, ORGANISMES ET TYPOLOGIES DOCUMENTAIRES

Les entrées d'index renvoient à la première page des fiches de présentation de fonds ou de collection concernées.

Les noms de personnes morales figurent en italique, les noms de lieux en petites capitales, les mots matières en caractères romains, les typologies documentaires en caractères soulignés.

Les numéros de page en caractères gras indiquent la fiche principale correspondant à l'entrée d'index.

A

Administration territoriale
de l'Armée : 63, 441

Voir aussi *Gouvernement militaire de Paris*

Administration territoriale
de la Marine : 135

Préfectures maritimes : 85, 221, **225**,
233, 369

Contrôle résident : **233**

Commandements de la Marine : **221**,
241

Majorités générales : **229**

Voir aussi Bases navales

Aéronautique militaire : 37, 111, 151,
275, 297, 415, 485

Matériel : 275, 415, 421

Unités : 297, 465

Aéronavale : 85, 313, 471

Aérostation : voir Aéronautique
militaire, Aéronavale

Affectés spéciaux : voir Main-d'œuvre

ALGÉRIE : 221, 237, 241, 311, 313

Voir aussi Colonies

ANTILLES : 211

Armée coloniale : 67, 289, 323, 383

Armée d'Orient : voir Opérations

Armée du Rhin : 63, **285**

Armée territoriale : 67, 289, 323

Armées : voir Forces armées

Armement : voir Armes légères,

Artillerie, Fusils, Industries
d'armement, Ministère de
l'Armement, Poudres de guerre

Armes légères : 121, 123

Voir aussi Manufactures d'armes

Arsenaux : voir Ports et arsenaux

Artillerie : 419, 427, 463

Archives et documentation techniques :
115, 121, 125

Artillerie navale : 129, 131, 135, 141,
149, 151, 471

Canevas de tir : **113**, 463

Expertise et essais : **145**

Études, projets, mémoires : 111

Fabrications d'artillerie, poudre et
munitions : 109, 111, 115, 141

Voir aussi Ateliers de construction,
Commission centrale de l'artillerie,
Commissions d'expérience, Section
technique de l'artillerie

Artillerie d'assaut : voir Blindés

Atelier de précision : 145

Ateliers de construction de :

Issy-les-Moulineaux : 121

Puteaux : 123

Rueil : 145

Tarbes : 125

Attachés militaires : 41, 59, **71**

Voir aussi Renseignement militaire

Attachés navals : **89**, 471

Voir aussi Renseignement naval

Aviation : voir Aéronautique
militaire, Aéronavale

B

Bases navales : 235

Bateaux : 85, 307, 595

Voir aussi Constructions navales

Blessés et invalides de guerre : 379,
383, 387

Blindés : 121, 417, 467

Blocus naval : 37, 59, 85

Bureaux maritimes
de renseignement : 89

C

Cabinet du ministre : voir Ministère
de la Guerre, Ministère de la Marine

Camp retranché de Paris : voir
Gouvernement militaire de Paris

Cartographie : 113

Voir aussi Photographies aériennes

Chemins de fer : voir Transports et
communications

Colonies : 59, 237, 301, 311, 313

Main d'œuvre : 375

Ports : 221, 237, 241

Troupes : 237, 383

Voir aussi ALGÉRIE, INDOCHINE, MAROC

Voir aussi Armée coloniale, Opérations

Commémorations : 581

Commissariat de la Marine : 369

*Commissariat (Haut-) de la
République française aux États-Unis* :
37

*Commissariat général des affaires de
guerre franco-américaines* : 37

Commission centrale de l'Artillerie : 419

*Commission centrale de réception des
poudres de guerre de Versailles* : 145

Commissions d'expérience de :

Bourges : 145

Calais : 149

Châlons-sur-Marne : 149

Gâvres : 149

*Commission parlementaire d'enquête
des marchés de l'État* : 73

*Commission interalliée permanente
d'armistice* : 427

Commissions interalliées de contrôle : 33

*Comité de liquidation franco-
américain* : 37

Comité de Guerre : 47

Comité militaire allié de Versailles : 33

Commandements de la Marine :
voir Administration territoriale
de la Marine

Conférence de la Paix : 33, 59

Conférence des ambassadeurs : 33

*Conseil interallié de l'armement et des
munitions* : 109

Conseil supérieur de guerre : 33

Conseil supérieur de la Marine : 133

Constructions navales : 127, 141

Archives et documentation techniques :
129, 131, 135

Expertise et essais : 151

Marchés publics : 133, 135

Voir aussi Ports et arsenaux, Directions
locales des constructions navales

Contrôle des armées : 63

Contrôle résident : voir
Administration territoriale de la
Marine

Coopération interalliée : 33, 37, 41,
63, 71, 85, 267, 271, 281, 405, 411

Coopération avec les Américains : 37,
41, 67, 265, 403, 409, 415

Coopération avec les Britanniques : 41,
405

Coopération avec les Russes : 41

Voir aussi *Conseil interallié de l'armement et des munitions*, Missions militaires françaises auprès des puissances alliées

Correspondance personnelle :
voir Mémoires, correspondances et témoignages

Cryptographie : 85, 89

D

Décorations : 57, 85

Défense des côtes : 85, 221, 241

Défense anti-aérienne : 421

Dépôts des équipages : 365

Destructions : 583, 585, 589

Désarmement : 33

Désertion : 213

Direction centrale des constructions navales : **133**

Direction des opérations navales : 85

Direction des services des travaux : 133

Direction du contrôle : **63**

Direction générale de la guerre sous-marine : **85**

Direction politique et militaire de la guerre : **47, 59, 67, 265, 267, 271, 401, 403, 405, 409, 411, 443, 445, 451, 453, 455**

Plan de guerre en 1914 : 85, 401, 403, 451, 455

Directions locales des constructions navales : **135**

Directions locales des travaux hydrauliques et des bâtiments civils : **165**

Divisions : voir Forces armées

Dossiers individuels de carrière ou de pension

Invalides : 387

Militaires réformés décédés : 379

Officiers de l'armée : 323

Officiers de l'aéronautique militaire : 325

Officiers de la Marine : 327

Personnel civil et ouvrier : 375

Troupes coloniales : 383, 387

Veuves et orphelins : 387

Victimes civiles : 387

E

Effectifs : 57, 67, 271, 275, 279, 289, 297, 301, 303

Entraînement et formation :
voir Instruction des troupes

Établissement des constructions et armes navales de Guérigny : 141

État-major général de la Marine : 47, **85**

État-major de l'Armée : 47, **67, 71, 409**
2^e bureau : 67, 71

ÉTATS-UNIS :

voir Coopération interalliée

Expertises et essais d'armes et munitions : 145, 149, 151

F

Fichiers de personnel

Aéronautique militaire : 329

Personnel civil et ouvrier : 375

Prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois : 391

Fonderies de :

Indret : 141

Ruelle : 141

Forces armées

Armées : 279

Groupes d'armées : 279

Corps d'armées : 289

Divisions : 289

Régiments : 289

Unités : 289

Forces navales

Armée navale : **303**

Escadres : 301, 303

Divisions légères : 301, 303

- Divisions navales : 301, 303
Patrouilles maritimes : 85, **311**
- Fusils : voir Manufactures d'armes
- G**
- Gendarmerie
Compagnies : 213
Arrondissements : 213
Brigades : 213
Prévôtés : 293
- Génie : **163**
Gouvernement militaire de Paris : **211**
Grand quartier général : 67, 265, **271**, 403, 409, 417, 461
Voir aussi Aéronautique militaire
- Guerre sous-marine : 85, 301, 303, 311, 313, 421, 429
- H**
- Histoire militaire : 607
Historiques d'unités : 607
- Humour : 581, 583
Voir aussi *Journaux de tranchées*
- I**
- INDOCHINE : 221, 237
Voir aussi Colonies, Opérations navales
- Industries d'armement : 73, 109
- Information et presse : 37, 57, 59, 67, 83, 213, 485, 589, 609
- Infrastructure : voir Génie,
Directions locales des travaux
hydrauliques et des bâtiments civils
- Inscription maritime : **331**
- Instruction des troupes : 67, 85, 441
- Intendance : 413
Voir aussi Ministère de la Guerre
- Intendance maritime : **369**
- Inventions : 85, 109, 111, 145, 151, 413, 421
- J**
- Journaux de bord et de navigation* : 301, 303, 307
- Journaux de tranchées* : 457, 609
- Journaux des marches et opérations* : 289, 293, 297
- Justice militaire : **173**, 481
Voir aussi Gendarmerie
- Justice maritime : **179**
- L**
- Laboratoire central de la Marine* : **151**
- M**
- Main-d'œuvre : 109, 375
Voir aussi Colonies
- Majorités générales :
voir Administration territoriale
de la Marine
- Manufactures d'armes de* :
Châtelleraut : 117
Tulle : 119
- Marine marchande : 241, 307, 331
- Marine nationale
Forces terrestres : 315
Matériel : 85, 301
Voir aussi Administration territoriale,
Aéronavale, Artillerie, Attachés navals,
Bateaux, Commissariat, Constructions
navales, Direction des opérations navales,
État-major général de la Marine, Forces
navales, Guerre sous-marine, Justice
maritime, Ministère, Opérations navales,
Ports et arsenaux, Renseignement naval,
Service de santé de la Marine
- Matériel : voir Aéronautique,
Armement, Armes légères,
Artillerie, Bateaux, Blindés,
Inventions, Optique
- Matières premières : 37, 73, 109

MAROC : 237, 241

Division navale : 301
 Voir aussi Colonies

Mémoires, correspondances et témoignages : 487, 547, 551, 559, 607
Témoignages oraux : 559

Ministère de la Guerre

Cabinet du ministre : 57, 59, 415
 Ministres de la Guerre : 59
Sous-secrétariat d'État de l'administration générale de l'armée : 73
Sous-secrétariat d'État de l'artillerie et des munitions : 109, 417, 427
Sous-secrétariat d'État du ravitaillement et de l'intendance : 73
Direction de l'aéronautique, puis sous-secrétariat à l'Aéronautique : 275
 Voir aussi Direction de (...)

Ministère de la Marine

Cabinet du ministre : 83
Secrétariat général : 83
 Voir aussi Direction de (...)

Ministère de l'Armement

[*et du blocus*] : 37, **109**, 115

Ministère des Affaires étrangères : 33

Ministère des Pensions, des primes et des allocations de guerre : 379, 387

Ministère du Blocus : 73

Minorités ethniques : 33

Missions militaires françaises auprès des puissances alliées : **41**, 71

Voir aussi Coopération interalliée

Mobilisation : 67, 85, 213, 237, 241, 401

Voir aussi Direction politique et militaire de la guerre, Plan de guerre

« Morts pour la France », attribution de la mention : 327, 379

N

Navrages : 85, 221, 331

O

Occupation française en Allemagne : 33, 57, **285**, 585
 Voir aussi *Armée du Rhin*, SARRE

Œuvres de mer : 331

Œuvres militaires : 57

Office national des mutilés et réformés : 379

Office national des sépultures : 379

Opérations aériennes : 297, 465

Opérations navales : 85

Atlantique et Manche : 301, 311, 313, 429, 471

Méditerranée occidentale : 241, 303, 311, 313

Méditerranée orientale : 235, 303, 311, 313, 429, 471

Pacifique et Extrême-Orient : 301

Voir aussi Journaux de bord et de navigation

Opérations terrestres : 33, 47, 57, 59, 67, 267, 289, 315, 401, 403, 585, 599, 601, 607

Colonies : 237

Front occidental : 271, 279, 409, 435, 437, 439, 443, 445, 447, 449, 457, 459, 461, 463, 467, 469, 479

Front d'Orient : 271, **281**, 407, 445, 449, 589

Moyen-Orient : 237

Voir aussi Journaux des marches et opérations

Optique, matériel d' : 123, 127

Organisation des unités et de l'armée : 59, 67, 267, 271, 275, 279, 281, 285, 289, 297

P

Parlement : 57, 85

Pensions : voir Dossiers individuels, Ministère des Pensions

Personnel civil : 331, 375

Personnel militaire :

- voir Dossiers individuels de carrière/de pension, Effectifs, Fichiers de personnel, « Morts pour la France », Registres de personnel
- Photographies**
Photographies aériennes : 275, 601
Reportages photographiques : 585, 589, 595, 599
- Places fortes : 163, 289, 449
- Plan de guerre : voir Direction politique et militaire de la guerre
- Police de la navigation : 85, 221, 229, 241
- Police militaire : 293
- Ports et arsenaux : 221, 229, 233, 369
 Voir aussi Constructions navales
- Poudres de guerre : 145, 151
Service des poudres : **153**
 Voir aussi *Commission centrale de réception des poudres de guerre de Versailles*, *Poudreries*
- Poudreries de* :
Le Ripault : **155**
Vonges : **157**
- Préfectures maritimes :
 voir Administration territoriale de la Marine
- Président du Conseil* : 37, 47, 59
Sous-secrétariat d'État attaché à la présidence du Conseil : 37, 47
- Prisonniers de guerre : 33, 391
- Production industrielle : voir Industries d'armement
- Propagande : 57, 271
Cartes postales : 583
Affiches : 592
- R**
- Ravitaillement et approvisionnement : 37, 67, 271, 281, 285
 Voir aussi *Ministère de la Guerre*
- Ravitaillement naval : 235
- Recrutement : 271, 331, 365
 Voir aussi Effectifs, Mobilisation
- Régiments : voir Forces armées
- Régions militaires : voir Administration territoriale de l'Armée
- Registres de personnel**
Carnets de comptabilité en campagne des unités aéronautiques militaires : 297
Contrôle des officiers de l'Armée : 323
Matricules des gens de mer astreints à l'inscription maritime : 331
Matricules du personnel civil et ouvrier : 135, 375
Rôles d'équipage des bâtiments de la Marine : 307, 369
Rôles d'armement et de désarmement de navires marchands, de pêche et de plaisance : 331
- Renseignement
 économique et politique : 37, 41, 57, 59, 67, 71, 85
 militaire : 41, 57, 59, 67, 71, 265, 267, 271, 275, 279, 289, 601
 naval : 85, **89**, 221, 235, 301, 303, 471
- Réparations, dommages de guerre : 33
- Révolution russe : 33, 57, 59
- ROYAUME-UNI : voir Coopération interalliée
- Ruines : voir Destructions
- RUSSIE : voir Coopération interalliée
- S**
- SARRE (garnison de la) : 63, 285
Sautter-Harlé, société : **127**
- Secours aux gens de mer : 331
- Section historique de l'Armée* : 67
Section militaire d'études des traités : voir *Comité militaire allié de Versailles*
Section technique de l'artillerie : 111
- Sémaphores : 307

Sépultures militaires : 379
Service de santé de la Marine
Service central : 199
Hôpitaux de la Marine : 201

Service de santé militaire : 425
Direction : 193
Hôpitaux militaires : 425

Service général des pensions : 379

Service géographique de l'Armée : 67,
113, 601

Sous-marins : voir Guerre sous-marine

Surveillance intérieure du territoire :
67, 213

T

Témoignages : voir Mémoires,
correspondances et témoignages

Territoires à plébiscite : 33, 57

Territoires sous occupation :
voir Occupation

Théâtres d'opérations extérieures :
voir Opérations

Traités de paix : 33, 57
Traité de Versailles : 33

Transports et communications : 67,
85, 271, 281, 285, 425
Service automobile : 85, 271, 417

Transport maritime : 37, 85

V

Véhicules automobiles : 115

Vie quotidienne : 583, 585, 587, 589,
592, 595, 599

Voir aussi Mémoires, correspondances et
témoignages

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	5
Remerciements.....	9
Auteurs des notices.....	10
Sommaire.....	13
Introduction.....	15
Avertissement.....	23
Table des sigles et abréviations.....	27
Organismes de coopération interalliée.....	31
Organismes interalliés.....	33
Haut-commissariat de la République française aux États-Unis et Commissariat général des affaires de guerre franco-américaines.....	37
Missions militaires françaises auprès des puissances alliées.....	41
Administration centrale : organismes interministériels, ministériels et états-majors.....	45
Comité de guerre.....	47
<i>Le ministère de la Guerre pendant la Première Guerre mondiale.....</i>	<i>49</i>
Cabinet du ministre.....	57
Personnalités politiques et militaires.....	59
Direction du Contrôle.....	63
État-major de l'Armée.....	67
Attachés militaires.....	71
Organismes ministériels du temps de guerre.....	73
<i>Le ministère de la Marine pendant la Première Guerre mondiale.....</i>	<i>75</i>
Cabinet du ministre.....	83
État-major général de la Marine et direction de la Guerre sous-marine.....	85
Services de renseignement de la Marine et attachés navals.....	89

Artillerie et armement	93
<i>L'armement pendant la Première Guerre mondiale</i>	95
Liste des établissements publics et privés ayant fabriqué des armements durant la Première Guerre mondiale pour lesquels le CAAPC conserve des archives.....	106
Ministère de l'Armement.....	109
Archives techniques de l'artillerie.....	111
Canevas de tir.....	113
Archives techniques des services de fabrication d'armement.....	115
Manufacture d'armes de Châtelleraut.....	117
Manufacture d'armes de Tulle.....	119
Ateliers d'Issy-les-Moulineaux et de Mulhouse.....	121
Atelier de construction de Puteaux.....	123
Atelier de construction de Tarbes.....	125
Société Sautter-Harlé.....	127
Archives techniques navales.....	129
Artillerie navale.....	131
Direction centrale des Constructions navales.....	133
Directions locales des constructions navales.....	135
Établissements de la Marine.....	141
Expertise et essais d'armement.....	145
Commissions d'expériences.....	149
Laboratoire central de la Marine.....	151
Service des poudres et poudreries.....	153
Poudrerie nationale du Ripault.....	155
Poudrerie nationale de Vonges.....	157
 Infrastructure	 161
Section technique du Génie.....	163
Directions locales des travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	165
 Justices militaire et maritime	 171
Justice militaire.....	173
Justice maritime.....	179
 Services sanitaires	 187
<i>Le service de santé de l'Armée</i>	189
<i>Les archives du service de santé des armées</i>	192
Direction du Service de santé.....	193

<i>Le service de santé de la Marine</i>	195
Service central de santé de la Marine.....	199
Directions locales du service de santé et hôpitaux de la Marine	201
Administration territoriale	207
<i>Administration territoriale du ministère de la Guerre</i>	209
Gouvernement militaire de Paris.....	211
Compagnies, arrondissements et brigades de gendarmerie.....	213
<i>Administration territoriale de la Marine</i>	217
Commandements de la Marine	221
Préfectures maritimes	225
Majorité générale	229
Contrôle résident.....	233
Bases navales.....	235
<i>Colonies françaises</i>	
Fronts d'outre-mer.....	237
Commandement de la Marine en Algérie	241
Grand quartier général et unités	247
<i>Le haut commandement des armées françaises pendant la Première Guerre mondiale</i>	249
<i>Le haut commandement de la Marine</i>	257
<i>La mémoire des armées de la Première Guerre mondiale en ligne : les banques d'images du site Mémoire des hommes</i>	263
Maréchal Joseph Joffre.....	265
Grand quartier général des armées alliées.....	267
Grand quartier général.....	271
Services de l'aéronautique militaire.....	275
Groupes d'armées et armées.....	279
Armées d'Orient.....	281
Armée du Rhin et troupes de la Sarre	285
Corps d'armée, divisions, brigades et régiments.....	289
Prévôtés.....	293
Unités de l'aéronautique militaire.....	297
Forces navales de la Manche et de l'Atlantique.....	301
Forces navales en Méditerranée	303
Bâtiments de guerre et bâtiments de commerce réquisitionnés.....	307

Patrouilles maritimes	311
Patrouilles aériennes.....	313
Formations à terre de la Marine	315
Personnel civil et militaire.....	319
<i>Les archives de gestion du personnel</i>	
<i>engagé dans la Première Guerre mondiale.....</i>	<i>321</i>
Officiers, officiers généraux de l'Armée et personnel assimilé.....	323
Officiers de l'aéronautique militaire.....	325
Officiers généraux et officiers de la Marine	327
Personnel de l'aéronautique militaire	329
Inscription maritime	331
Personnel de carrière de la Marine.....	365
Intendance maritime.....	369
Personnel civil du ministère de la Guerre.....	375
Militaires réformés, décédés des suites de blessures ou maladies contractées ou non en service.....	379
Pensions des troupes coloniales et indigènes.....	383
Pensions militaires et civiles d'invalidité.....	387
Prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois.....	391
Fonds privés	395
<i>Les fonds privés conservés par le Service historique de la Défense.....</i>	<i>397</i>
Hautes instances civiles et militaires	
Général de division Noël Édouard de Curières de Castelnau.....	401
Lieutenant-colonel Jean-Joseph Fabry.....	403
Maréchal Ferdinand Foch.....	405
Maréchal Louis Franchet d'Espèrey.....	407
Général de division Bernard Serrigny.....	409
Général d'armée Maxime Weygand.....	411
Organismes centraux et état-major de l'Armée	
Intendant général Auguste-Louis Adrian.....	413
Général Léon Félix Marie	415
Don Duvignac.....	417
Général de division Frédéric Herr	419
Officiers de marine et ingénieurs novateurs.....	421
Médecin général Jules Morvan – Comte Odelric Lenoncourt.....	425

Général de brigade Émile Ronneaux.....	427
Grandes unités (divisions, corps d'armées, armées)	
Commandants d'escadres, de flotilles ou de grandes divisions.....	429
Général de division Victor Boëlle.....	435
Général de division Edmond Boichut.....	437
Général de division Pierre-Joseph Dubois.....	439
Général de division Paul Durand.....	441
Général de brigade Edmond Ferry.....	443
Général de division Charles Regnault.....	445
Officiers d'état-major et de liaison	
Général de division Augustin Gérard.....	447
Général de division Adolphe Guillaumat.....	449
Général de division Charles Lanrezac.....	451
Général de division Joseph Alfred Micheler.....	453
Général de division Emmanuel Ruffey.....	455
Général de division André Simon.....	457
Général de brigade Charles Fiévet.....	459
Colonel René Kastler.....	461
Général de division Léon Zeller.....	463
Petites unités (bataillons, régiments)	
Général Antonin Brocard.....	465
Artillerie d'assaut : fonds de Violet et Murat.....	467
Général de brigade Albert-Henri de Colbert-Turgis.....	469
Officiers de marine embarqués et commandants de bâtiment et de bataillon.....	471
Général de brigade René Tournès.....	479
Papiers personnels	
Maître Fuchs.....	481
Quartier-maître Alfred Lavergne.....	483
Jacques Mortane.....	485
Carnets, correspondance, mémoires et témoignages	
Carnets, correspondance, mémoires et témoignages de soldats.....	487
Carnets, correspondance, mémoires et témoignages de marins.....	547
Carnets, correspondance, mémoires et témoignages du personnel de l'aéronautique militaire.....	551
Témoignages oraux du personnel de l'aéronautique militaire.....	559

Sources iconographiques	575
<i>La Première Guerre mondiale dans les fonds iconographiques du Service historique de la Défense</i>	577
Avertissement.....	580
Collection Paul et Colette Caron.....	581
Collection Robert Michat.....	583
Fonds lieutenant-colonel Henri Pétin.....	585
Fonds Élie Ribes.....	587
Don Rumpf.....	589
Collection d'art graphique de la DMPA.....	592
Photographies relatives aux bâtiments de la Marine.....	595
Fonds photographiques relatifs à l'aéronautique militaire.....	599
Photographies aériennes.....	601
 Sources imprimées	 605
Collections de monographies de la bibliothèque du SHD.....	607
Collections de périodiques de la bibliothèque du SHD.....	609
 Index des matières, organismes et typologies documentaires.....	 611
Table des matières.....	619